9/11/40

HISTOIRE

DE LA

RÉVOLUTION

D'ANGLETERRE

DEPUIS L'AVÈNEMENT DE CHARLES Ier

JUSQU'A SA MORT

PAR M. GUIZOT

Édition d'après la quatrième de Paris

PRÉCÉDÉE

D'un discours sur l'Histoire de la Révolution d'Angleterre.

TOME I.

BRUXELLES

SOCIÉTÉ TYPOGRAPHIQUE BELGE

M DCCC L

HISTOIRE

DE LA

RÉVOLUTION

D'ANGLETERRE

HISTOIRE

DE LA

RÉVOLUTION

D'ANGLETERRE

DEPUIS L'AVÉNEMENT DE CHARLES Ier

JUSQU'A SA MORT

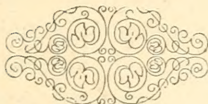
PAR M. GUIZOT

Édition d'après la quatrième de Paris

PRÉCÉDÉE

D'un Discours sur l'Histoire de la Révolution d'Angleterre.

TOME I. D 2



BRUXELLES

SOCIÉTÉ TYPOGRAPHIQUE BELGE

M DCCC L.

DISCOURS

SUR

L'HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION

D'ANGLETERRE

La révolution d'Angleterre a réussi. Elle a réussi deux fois. Ses auteurs ont fondé en Angleterre la monarchie constitutionnelle ; ses descendants ont fondé, en Amérique, la république des États-Unis. Ces grands événements n'ont maintenant plus d'obscurités ; avec la sanction du temps, ils ont reçu ses lumières. La France est entrée, il y a soixante ans, et l'Europe se précipitait hier dans les voies que l'Angleterre a ouvertes. Je voudrais dire quelles causes ont donné, en Angleterre à la monarchie constitutionnelle, et dans l'Amérique anglaise à la république, le solide succès que la France et l'Europe poursuivent jusqu'ici vainement, à travers ces mistérieuses épreuves des révolutions qui, bien ou mal

subies, grandissent ou égarent pour des siècles les nations.

C'est au nom de la foi et de la liberté religieuse qu'a commencé, au XVIe siècle, le mouvement qui, depuis cette époque, quelquefois suspendu mais toujours renaissant, agite et emporte le monde. La tempête s'est élevée d'abord dans l'ame humaine ; elle a atteint l'Église avant l'État.

On a dit que le protestantisme avait été une révolution plus politique, au fond, que religieuse ; une insurrection, au nom d'intérêts mondains, contre l'ordre établi dans l'Église, plutôt que l'élan d'une croyance, au nom des intérêts éternels de l'homme. C'est juger légèrement et sur les apparences ; et cette erreur a entraîné dans une conduite à eux-mêmes fatale les pouvoirs, spirituels ou temporels, qui s'en sont laissé abuser. Préoccupés de réprimer l'élément révolutionnaire du protestantisme, ils en ont méconnu l'élément religieux. L'esprit de révolte est certes bien puissant, pas assez cependant pour accomplir à lui seul de telles choses. Ce n'était pas uniquement pour secouer un frein, c'était aussi pour professer et pratiquer une foi que la réforme du XVIe siècle a éclaté et persévéré. Après trois siècles, un fait souverain, incontestable, le démontre avec éclat. Deux pays protestants, les plus protestants de l'Europe, l'Angleterre et la Hollande, sont aujourd'hui les deux pays où la foi chrétienne conserve le plus de vie et d'empire. Il faut ignorer étrangement la nature de l'homme pour croire que la ferveur reli-

gieuse se fût ainsi soutenue et perpétuée, après le triomphe de l'insurrection, si le mouvement n'avait pas été, dans son principe, essentiellement religieux.

En Allemagne, au XVIe siècle, la révolution a été religieuse et point politique. En France, au XVIIIe, elle a été politique et point religieuse. Ce fut, au XVIIe siècle, la fortune de l'Angleterre que l'esprit de foi religieuse et l'esprit de liberté politique y régnaient ensemble, et qu'elle entreprit en même temps les deux révolutions. Toutes les grandes passions de la nature humaine se deployèrent ainsi sans qu'elle brisât tous ses freins, et les espérances comme les ambitions de l'éternité restèrent aux hommes quand ils crurent que leurs ambitions et leurs espérances de la terre étaient déçues.

Les réformateurs anglais, les politiques surtout, ne croyaient pas avoir besoin d'une révolution. Les lois, les traditions, les exemples, tout le passé de leur pays leur étaient chers et sacrés; et ils y trouvaient le point d'appui de leurs prétentions comme la sanction de leurs idées. C'était au nom de la grande charte, et de tant de statuts qui, depuis quatre siècles, l'avaient confirmée, qu'ils réclamaient leurs libertés. Depuis quatre siècles, pas une génération n'avait passé sur le sol anglais sans prononcer le nom et sans voir la figure du parlement. Les grands barons et le pleuple, les gentilshommes des campagnes et les bourgeois des villes, venaient ensemble, en 1640, non se disputer des conquêtes nouvelles, mais rentrer dans leur héritage commun; ils venaient ressaisir des droits anciens, positifs, et non pour sui-

vre les combinaisons et les expériences infinies, mais inconnues, de la pensée humaine.

Les réformateurs religieux n'entraient pas dans le long parlement de Charles Ier avec des prétentions aussi légales. L'Église épiscopale d'Angleterre, telle qu'elle avait été constituée, d'abord par le despotisme capricieux et cruel de Henri VIII, puis par le despotisme habile et persévérant d'Élisabeth, ne leur convenait point. C'était, à leurs yeux, une réforme incomplète, inconséquente, incessamment compromise par le péril du retour vers l'Église catholique dont elle restait trop près; et ils méditaient, pour l'Église chrétienne de leur pays, une refonte nouvelle et une autre constitution. L'esprit révolutionnaire était là plus ardent et plus avoué que dans le parti qui se préoccupait surtout des réformes politiques. Cependant les novateurs religieux eux-mêmes n'étaient pas tout à fait en proie aux fantaisies de leur esprit. Ils avaient une ancre à laquelle ils tenaient, une boussole à laquelle ils croyaient. L'Évangile était leur grande charte; livrée, il est vrai, à leurs interprétations et à leurs commentaires, mais antérieure et supérieure à leur volonté; ils la respectaient sincèrement, et s'humiliaient, malgré leur orgueil, devant cette loi qu'ils n'avaient point faite.

A ces gages de tempérance que trouvaient ainsi, dans les dispositions de leurs propres partisans, les deux révolutions qui commençaient, la Providence ajouta encore une faveur. Elles ne furent point, dès leurs premiers pas, condamnées à ce tort, qui devient bientôt un péril, d'attaquer spontanément, sans

nécessité claire et pressante, un pouvoir doux et inoffensif. Au XVII[e] siècle, en Angleterre, le pouvoir royal fut l'agresseur. Charles I[er], plein de prétentions hautaines sans grande ambition, et plûtot pour ne pas déchoir aux yeux des rois ses pareils que pour dominer fortement son peuple, tenta deux fois de faire prévaloir les maximes et les pratiques de la monarchie absolue : d'abord en présence du parlement, et dominé lui-même par un favori frivole et vain [1], dont l'inhabileté présomptueuse choquait le bon sens et blessait l'honneur des plus obscurs citoyens ; ensuite en repoussant tout parlement et en gouvernant seul, par les mains d'un ministre énergique, habile, ambitieux et impérieux avec grandeur, dévoué à son roi sans en être bien compris ni bien soutenu, et qui apprit trop tard qu'il ne suffit pas, pour sauver les rois, de se prendre noblement soi-même en les servant [2].

Contre ce despotisme agressif, plus entreprenant que fort, et qui attaquait également, dans l'État et dans l'Église, les droits anciens et les libertés nouvelles que réclamait le pays, la pensée du pays n'allait point au delà de la résistance légale, et se confiait dans le parlement. La résistance y fut unanime autant que légitime. Les hommes les plus divers d'origine et de caractère, grand seigneurs, gentilshommes ou bourgeois, étrangers ou attachés à la cour, amis ou ennemis de l'Église établie, tous s'élevèrent d'un commun accord contre tant de griefs et d'abus ;

[1] George Villiers, duc de Buckingam.

[2] Thomas Wentworth, comte de Strafford.

et les abus tombèrent, les griefs disparurent, comme les murs vieillis d'une place abandonnée s'écroulent aux premiers coups des assaillants.

Dans cette explosion des colères et des espérances nationales, quelques esprits plus prévoyants, quelques consciences plus scrupuleuses ressentaient déjà quelque inquiétude. La vengeance non seulement défigure, mais altère, au fond, la justice; et la passion, fière de son droit, va plus loin qu'elle n'en a le droit, et même le dessein. Strafford était justement accusé et injustement jugé. Les politiques qui ne voulaient pas la ruine de l'Église épiscopale laissaient outrager et humilier les évêques, comme des vaincus qui ne se relèveront point. Les coups, mal mesurés, qui enlevaient à la couronne ses usurpations et ses prétentions illégitimes, la blessaient dans ses justes prérogatives. Des incidents graves révélaient, des voix courageuses signalaient l'esprit révolutionnaire caché sous les réformes. Les avertissements et les traits de lumière sur l'avenir n'ont jamais manqué aux révolutions naissantes. Mais la nécessité et l'éclat de la victoire refoulaient bien loin le sentiment de ces fautes et le pressentiment de leurs dangers.

Quand l'œuvre des réformes fut accomplie, quand les griefs qui avaient soulevé la réprobation unanime du pays furent redressés, quand les pouvoirs, auteurs de ces griefs, et les hommes, instruments de ces pouvoirs, furent abattus, la scène changea; une question nouvelle s'éleva. Comment conserver ces conquêtes? Comment s'assurer que l'Angleterre serait désormais

gouvernée selon les principes et par les lois qu'elle venait de rétablir?

Les réformateurs politiques commencèrent à se sentir perplexes. Au-dessus d'eux était le roi qui conspirait contre eux en leur cédant. Si le roi reprenait, dans le gouvernement, le pouvoir que lui laissaient encore les réformes accomplies, il s'en servirait contre les réformés et les réformateurs. Autour d'eux étaient leurs alliés, les novateurs religieux, presbytériens et sectaires divers, à qui les réformes politiques ne suffisaient point, et qui, dans leur haine de l'Église établie, aspiraient non seulement à secouer son joug, mais à la détruire et à lui imposer le leur. Pour la sûreté de leur œuvre, pour leur propre sûreté, les chefs voulaient rester en armes. S'ils avaient voulu désarmer, leurs soldats ne l'auraient pas permis.

Un seul moyen pouvait, à leurs yeux, garantir le salut: que le parlement retînt le pouvoir souverain qu'il venait de prendre; que le roi fût mis dans l'impossibilité permanente de gouverner contre le vœu du parlement, et de la chambre des communes dans le parlement.

C'est le résultat auquel est parvenue, en Angleterre, la monarchie constitutionnelle; c'est le but que poursuivaient, il y a deux siècles, ses partisans. Mais ils n'avaient, au XVIIe siècle, ni les lumières ni les vertus politiques qu'exige ce gouvernement.

Il y a dans le cœur de l'homme tant d'arrogance et de faiblesse réunies, qu'il prétend en même temps à tout l'éclat et à tout le repos que peut lui faire espérer le succès. C'est peu pour lui de surmonter les

obstacles, il veut les supprimer, pour n'avoir plus à s'en soucier; et le triomphe même ne le contente pas s'il n'en peut jouir insolemment et dans une complète sécurité. La monarchie constitutionnelle ne donne point satisfaction à ces mauvais penchants de la nature humaine. A aucun des pouvoirs qu'elle met en présence elle n'accorde les plaisirs d'une domination sans partage et sans péril. Elle leur impose à tous, même à celui qui prévaut, le travail continu des alliances obligées, des ménagements mutuels, des transactions fréquentes, des influences indirectes, et d'une lutte sans cesse renouvellée avec des chances sans cesse renaissantes de succès et de revers. C'est à ce prix que la monarchie constitutionnelle assure, en définitive, le triomphe des intérêts et des sentiments du pays obligé lui-même à la modération dans ses désirs, à la vigilance et à la patience dans ses efforts.

Ni la royauté ni le parlement d'Angleterre ne comprenaient, au XVIIe siècle, ces conditions de leur gouvernement commun, et ils ne s'y résignaient point. La royauté prétendait rester, la chambre des communes voulait devenir directement et infailliblement souveraine. Il fallait cette satisfaction à leur orgueil et cette garantie à leurs terreurs.

Pour atteindre à ce but, pour retenir et exercer l'empire souverain qu'elle avait saisi, ce n'était plus de la réforme des abus et du rétablissement des droits légaux que la chambre des communes pouvait se contenter. Elle avait besoin d'altérer profondément les anciennes lois, d'attirer dans ses propres mains tous les pouvoirs.

Quand les choses en furent à ce point, un grand déchirement s'opéra parmi les réformateurs. Les uns, plus prévoyants ou plus timides, embrassèrent la défense de l'ordre légal et de la monarchie menacée; les autres, plus hardis ou moins scrupuleux, entrèrent dans les voies d'une révolution.

A ce moment prirent naissance les deux grands partis qui, se développant successivement sous des noms et des aspects divers, ont présidé depuis deux siècles aux destinées de l'Angleterre: le parti dévoué au maintien de l'ordre établi, et le parti favorable au progrès des influences populaires, les torys et les whigs, les conservateurs et les novateurs.

La lutte fut vive, mais courte, dans le sein du parlement. Le parti monarchique tenta de s'organiser autour du roi, et de gouverner en son nom. A peine commencés, ces premiers essais de régime constitutionnel échouèrent: par les fautes du roi, inconséquent, frivolement obstiné, et aussi peu sincère avec ses conseillers qu'avec ses ennemis; par l'inexpérience de ses conseillers eux-mêmes, tour à tour trop exclusifs et trop faibles, et sans cesse déjoués et trahis dans le palais comme dans le parlement; par les méfiances et les prétentions du parti révolutionnaire, décidé à ne se point contenter tant que le pouvoir absolu, qu'il voulait détruire, n'aurait pas passé dans ses mains.

Un jour, à propos d'une nouvelle remontrance à présenter au roi contre les anciens griefs, comme s'ils n'étaient pas déjà redressés, la question de majorité fut nettement posée entre les deux partis. Le

débat devint si violent que, dans la salle même des communes, on fut sur le point d'en venir aux mains. Onze voix donnèrent la victoire au parti de la révolution. Cinquante jours après ce vote, le roi sortait en fugitif de son palais de Whitehall, où il ne devait plus rentrer que pour monter sur l'échafaud. La chambre des communes ordonna aussitôt que le royaume menacé serait mis sans retard en état de défense. La lutte parlementaire cessa: la guerre civile commençait.

A ce moment solennel, des tristesses patriotiques et des pressentiments sinistres éclatèrent çà et là dans l'un et l'autre parti, surtout dans le parti du roi, moins confiant dans sa force, et peut-être aussi dans sa cause. Mais tel n'était point le sentiment général. La passion et l'espoir du succès dominaient dans la plupart des cœurs. L'esprit de résistance à l'illégalité et à l'oppression a été l'une des plus nobles et aussi des plus salutaires dispositions du peuple anglais dans tout le cours de son histoire. Docile et même favorable à l'autorité quand elle agit en vertu de la loi, il maintient hardiment contre elle ce qu'il regarde comme la loi du pays et son propre droit. Au sein de leurs dissensions, ce même sentiment animait l'un et l'autre parti. Le parti révolutionnaire luttait contre les illégalités et les oppressions que l'Angleterre avait subies dans le passé, de la part du roi, et qu'elle en redoutait dans l'avenir. Le parti monarchique luttait contre les illégalités et les oppressions que, dans le présent, le parlement infligeait au pays.

Le respect du droit et de la loi, quoique méconnus et violés chaque jour, était partout au fond des ames, et leur voilait les torts et les maux que la guerre civile leur préparait.

Ni dans l'un ni dans l'autre parti les mœurs ne répugnaient fortement à la guerre civile. Les *Cavaliers* étaient bouillants et rudes, encore livrés à ces habitudes de combat, à ce goût impétueux pour le recours à la force, qui caractérisaient les temps féodaux. Les *Puritains* étaient âpres et tenaces, nourris des passions comme des souvenirs du peuple hébreu, qui défendait et vengeait son Dieu en frappant ses ennemis. Aux uns et aux autres le sacrifice de la vie était familier, et le sang versé ne faisait point horreur.

Une autre cause, plus cachée, provoquait et aggravait l'explosion. Les partis politiques et religieux n'étaient pas seuls aux prises. Leur lutte couvrait une question sociale, la lutte des classes diverses pour l'influence et le pouvoir. Non que ces classes fussent, en Angleterre, profondément séparées et hostiles entre elles, comme elles l'ont été ailleurs. Les grands barons avaient soutenu les libertés populaires avec leurs propres libertés, et le peuple ne l'oubliait point. Les gentilshommes de campagne et les bourgeois des villes siégeaient ensemble depuis trois siècles, au nom des communes d'Angleterre, dans le parlement. Mais, depuis un siècle, de grands changements étaient survenus dans la force relative des classes diverses au sein de la société, sans que des changements analogues se fussent opérés dans le

gouvernement. L'activité commerciale et l'ardeur religieuse avaient imprimé, dans les classes moyennes, aux richesses et aux idées, un prodigieux élan. On remarquait avec surprise, dans l'un des premiers parlements du règne de Charles Ier, que la chambre des communes était trois fois plus riche que la chambre des lords. La haute aristocratie ne possédait plus, et n'apportait plus, à la royauté qu'elle continuait d'entourer, la même prépondérance dans la nation. Les bourgeois, les gentilshommes de comté, les fermiers et les petits propriétaires de campagne, alors fort nombreux, n'exerçaient pas, sur les affaires publiques, une influence proportionnée à leur importance dans le pays. Ils avaient grandi plus qu'ils ne s'étaient élevés. De là, parmi eux et dans les rangs au-dessous d'eux, un fier et puissant esprit d'ambition, prêt à saisir toutes les occasions d'éclater. La guerre civile ouvrait un vaste champ à leur énergie et à leurs espérances. Elle n'offrait point à son début l'aspect d'une classification sociale exclusive et haineuse: beaucoup de gentilshommes de campagne, et parmi les grands seigneurs eux-mêmes, plusieurs des plus considérables, marchaient à la tête du parti populaire. Cependant la noblesse d'une part, la bourgeoisie et le peuple de l'autre, se rangeaient en masse, les uns autour de la couronne, les autres autour du parlement; et des symptômes certains révélaient déjà un grand mouvement social au sein d'une grande lutte politique, et l'effervescence d'une démocratie ascendante se frayant un chemin à travers les rangs d'une aristocratie affaiblie et divisée.

L'un et l'autre parti trouvaient dans l'état de la société, je dirai même dans les lois du pays, des moyens naturels et presque réguliers de soutenir par les armes leurs droits ou leurs prétentions. Depuis le règne d'Élisabeth, la chambre des communes s'était appliquée avec ardeur à abolir les dernières institutions, déjà chancelantes, du régime féodal. Mais il en restait encore de profondes traces; et les habitudes, les sentiments, quelquefois les règles de ce régime présidaient encore aux relations des possesseurs de fiefs, soit avec le roi, leur suzerain, soit avec une partie de la population groupée autour d'eux, dans leurs châteaux ou sur leurs terres. Elle se levait à leur voix, pour des fêtes ou pour des combats, comme ils obéissaient eux-mêmes à l'appel du roi quand il réclamait leurs services. C'était l'une de ces époques de transformation où les anciennes lois, honorées quoique vieillies, décident encore des actions des hommes qu'elles n'enchaînent plus. Le dévouement avait remplacé la servitude; la fidélité du vassal devenait la loyauté du sujet; et les Cavaliers, riches ou pauvres, accouraient auprès du roi, prêts à combattre et à mourir pour lui, et suivis d'une troupe ou d'une poignée de serviteurs prêts à combattre et à mourir pour eux.

De leur côté, les bourgeois, les artisans, le peuple des villes, avaient aussi, sous d'autres formes, leurs moyens d'action indépendante, et même de guerre. Organisés en corporations municipales ou commerçantes, ils se réunissaient librement pour traiter de leurs affaires; ils percevaient des taxes, levaient des

milices, rendaient la justice, exerçaient la police, délibéraient et agissaient enfin, dans l'enceinte de leurs murs ou dans les limites, souvent obscures, de leurs chartes, en petits souverains. Et l'extension du commerce et de l'industrie, leurs richesses, leurs relations, leur crédit donnaient à ces corporations une puissance dont elles usaient pour le service de leur cause, avec la hardiesse d'un orgueil nouveau et inexpérimenté.

Ni dans les campagnes ni dans les villes, la royauté ne possédait l'empire d'une administration centrale et unique. Les affaires financières, militaires, judiciaires même, étaient plus ou moins complètement entre les mains d'autorités locales et à peu près indépendantes: ici des propriétaires de comté; là des corps municipaux ou des corporations diverses, qui s'appropriaient de plus en plus les forces administratives dans l'intérêt de leur cause politique, tantôt pour servir le pouvoir central, roi ou parlement, tantôt pour lui résister.

Et là où ces moyens ne suffisaient pas, quand l'action devait s'étendre au delà de la sphère des pouvoirs locaux anciens et reconnus, l'esprit d'association, traditionnel et puissant dans le pays, établissait promptement entre les comtés, les villes, les parties diverses du territoire ou les classes diverses de la société, des liens pratiques, efficaces, en vertu desquels des associations nouvelles, libres et momentanées, levaient des taxes, des troupes, formaient des comités, choisissaient des chefs chargés de fournir et de diriger leur part d'action dans la cause générale qu'elles embrassaient.

Ce fut au sein d'une association de ce genre, celle des cinq comtés de l'est unis pour soutenir le parlement, que Cromwell donna les premiers signes de sa force et jeta les premières racines de son pouvoir.

Dans une société ainsi organisée et disposée, la guerre civile n'avait rien d'inouï ni d'impraticable. Elle couvrit bientôt le pays tout entier tantôt commandée par les agents du roi ou du parlement, tantôt spontanément soulevée par les citoyens, et soutenue des deux parts avec une énergie triste souvent, mais sans hésitation, comme l'exercice d'un droit et l'accomplissement d'un devoir. L'un et l'autre parti avait un sentiment profond de la justice et de la grandeur de sa cause. L'un et l'autre faisait, pour la servir, ces efforts et ces sacrifices qui élèvent les ames au moment même où elles s'égarent, et qui donnent à la passion les apparences et quelquefois les mérites de la vertu. La vertu même ne manquait point à l'un ni à l'autre parti. Violents et licencieux, les Cavaliers avaient pourtant dans leurs rangs les plus beaux modèles de ces mœurs grandes et généreuses des anciennes familles, pleines de dévouement sans exigence et de dignité dans la soumission. Les Puritains, orgueilleux et durs, rendaient à leur patrie un service inappréciable; ils y fondaient l'austérité de la vie privée et la sainteté des mœurs domestiques. Les deux partis se combattaient avec acharnement, mais sans abdiquer, au sein de la lutte, tous les sentiments des temps d'ordre et de paix. Point d'émeutes sanguinaires, point de massacres judiciaires. C'était la guerre civile ardente, obstinée,

pleine de violences et de maux, mais sans excès cyniques ou barbares, et contenue, par les mœurs générales de la population, dans certaines limites de droit et d'humanité.

Je me hâte de rendre aux partis cette justice, car les vertus des partis sont fragiles et courtes quand elles ont à subir le souffle et à lutter contre les orages des révolutions. De jour en jour, à mesure que la guerre civile se prolongeait, le respect des droits, les sentiments justes et généreux s'affaiblirent. Les conséquences naturelles de l'état de révolution se développèrent, altérant de plus en plus, dans l'un et l'autre parti, les idées et les habitudes légales et morales. Le roi manquait d'argent : les Cavaliers se livrèrent à un pillage effréné. Les taxes que levait le parlement ne suffisaient point aux besoins de la guerre : il établit, dans tous les comtés, un système de confiscation, plus ou moins déguisée, qui, sous le nom de *delinquents*, lui livra les revenus, souvent même les terres de ses ennemis, source quotidienne de richesse pour ses partisans. Dans ce désordre général et continu, au milieu des abus de la force et des excès du malheur, les mauvaises passions étaient incessamment provoquées ; des chances s'offraient à tous les mauvais désirs. La haine et la vengeance s'emparaient des ames énergiques. Les ames faibles tombaient dans la peur et la bassesse. Le parlement, qui prétendait agir au nom des lois et servir le roi en le combattant, était condamné, dans ses actes les plus violents, à un langage faux et hypocrite. Parmi les royalistes, beaucoup, se défiant des arriè-

re-pensées du roi, appelés à des sacrifices qui dépassaient leurs forces, et chaque jour plus inquiets pour le succès de leur cause, sentaient le dévouement s'éteindre dans leur cœur, et se soumettaient par découragement, ou se dédommageaient à force de licence. Le mensonge, la violence, l'avidité, la pusillanimité, l'égoïsme sous toutes ses formes, croissaient rapidement parmi les hommes engagés dans la lutte; et la population, qui n'y prenait part ou n'y assistait que de loin, subissant elle-même la détestable influence du spectacle révolutionnaire, perdait peu à peu, ou ne conservait qu'obscures et chancelantes, ses notions de droit et de devoir, de justice et de vertu.

Elle était frappée en même temps et souffrait cruellement dans ses intérêts matériels. La guerre, partout présente et partout désordonnée, ravageait les villes et les campagnes, détruisait la subsistance, ou l'espérance, ou l'industrie du peuple. Les mesures financières du parlement, exploitées par les inimitiés ou les intrigues locales, jetaient dans la propriété territoriale le trouble et la dépréciation. Plus de sécurité pour les affaires du présent ni pour les travaux de l'avenir. La vie civile était atteinte et bouleversée, même au sein des familles les plus étrangères, à la lutte politique. Et comme les alarmes vont toujours plus vite et plus loin que les souffrances, le pays, tombé dans une détresse douloureuse, était en proie à une anxiété plus générale et plus douloureuse encore que sa détresse.

L'explosion de ses plaintes et de ses vœux ne se fit pas longtemps attendre. La guerre était encore

dans toute sa ferveur que déjà le cri *la paix! la paix!* retentissait aux portes du parlement. Des pétitions fréquentes la demandaient. Des rassemblements nombreux les apportaient, si nombreux et si animés qu'il fallut employer la force pour les dissiper. Au sein de la chambre des communes, et malgré la retraite presque générale du premier parti royaliste, un nouveau parti royaliste se formait au nom de la paix, empressé à saisir toutes les occasions d'en proclamer la nécessité, et d'ouvrir avec le roi des négociations. Tentées plusieurs fois, elles échouèrent par les menées de ceux qui, dans l'un et l'autre camp, ne voulaient pas de la paix, ne voulant pas faire les concessions qu'elle exigeait; par l'impéritie ou la faiblesse de ceux qui, voulant la paix, n'osaient pas en vouloir les conditions. La guerre civile continua; mais le parti qui l'avait engagée s'était démembré; la lutte avait recommencé, dans le parlement, pour et contre la révolution.

Au dehors, dans les campagnes surtout, le peuple ne se contenta pas de demander la paix au parlement: il tenta de l'imposer lui-même, localement du moins, aux deux partis. Des associations se formèrent, des corps armés se mirent en mouvement, déclarant qu'ils ne voulaient plus souffrir que leurs terres fussent ravagées, ni par les parlementaires, ni par les royalistes, et les combattant également quand ils les rencontraient. Sorte de neutralité armée au sein de la guerre civile: tentative bien vaine, mais qui révéla combien les deux partis acharnés à se combattre blessaient déjà les sentiments et les intérêts du pays.

Tant que la guerre fut forte et d'une issue douteuse, ces souffrances et ces impressions du peuple, en le jetant dans une réaction pacifique, ne le ramenaient cependant vers le roi que faiblement et avec hésitation. On l'accusait d'entêtement et de fausseté. On se plaignait amèrement de ses menées secrètes avec la reine et les catholiques, passionnément haïs et redoutés. On s'en prenait à lui des maux et de la durée de la guerre civile, au moins autant qu'au parlement.

Quand la guerre fut à son terme, quand le roi fut prisonnier entre les mains du parlement, la réaction pacifique devint plus décidément et plus généralement royaliste. Le roi ne pouvait plus rien et portait dignement son malheur. Le parlement pouvait tout et ne faisait point cesser les maux du pays. Sur le parlement pesait maintenant la responsabilité. A lui s'adressaient les mécontentements, les espérances déçues, les soupçons, les colères, les malédictions du présent, les terreurs de l'avenir.

Poussés par ce sentiment national, éclairés par le péril imminent, les réformateurs politiques, les premiers chefs de la révolution dans le parlement, et à leur suite une partie des novateurs religieux, les presbytériens, ennemis de l'Église épiscopale, mais non de la monarchie, tentèrent un effort suprême pour faire enfin la paix avec le roi, et terminer du même coup la guerre et la révolution.

Ils étaient sincères, passionnés même dans leur désir, mais pleins encore des préjugés et des prétentions révolutionnaires qui, plusieurs fois déjà, avaient

rendu la paix impossible. Par les conditions qu'ils imposaient au roi, ils lui demandaient de sanctionner leur destruction de la monarchie et de l'Église, c'est-à-dire d'achever de ses propres mains, en y rentrant, la ruine de l'édifice qui faisait sa sûreté et qui avait sa foi.

Ils avaient proclamé en principe et mis en pratique la souveraineté directe de la chambre des communes; et, contraints à leur tour de résister au flot populaire, ils s'étonnaient de ne plus retrouver la force et l'appui, de rencontrer même la méfiance et l'hostilité de cette haute aristocratie et de cette Église qu'ils avaient décriées et démolies!

Quand ils auraient réussi à conclure la paix avec le roi, la paix aurait été vaine. Il était trop tard pour arrêter la révolution, et trop tôt pour la ramener à son but vrai et national. Dieu commençait seulement à exercer ses justices, et à donner ses leçons. Dès que les premiers chefs du mouvement essayèrent de relever les ruines qu'ils avaient faites, le parti vraiment révolutionnaire se leva, et traitant avec un mépris brutal leur sagesse nouvelle, les chassa du parlement, condamna le roi à mort, et proclama la république.

Deux siècles se sont écoulés depuis que la république d'Angleterre a fait tomber la tête du roi Charles Ier pour tomber presque aussitôt elle-même sur le sol arrosé de ce sang. La république française a naguère redonné au monde le même spectacle. Et l'on entend dire encore que ces grands cri-

mes ont été des actes de grande politique, commandés par la nécessité de fonder ces républiques qui leur ont à peine survécu quelques jours!

C'est la prétention de la folie et de la perversité humaine de se couvrir du voile de la grandeur. Ni la vérité de l'histoire, ni l'intérêt des peuples ne peuvent souffrir ce mensonge.

L'esprit de foi et de liberté religieuse avait dégénéré, dans quelques sectes, en un fanatisme arrogant, querelleur, intraitable à toute autorité, et qui ne trouvait sa satisfaction que dans les déchaînements de l'indépendance et de l'orgueil d'esprit. Par la guerre civile, ces sectaires étaient devenus des soldats, à la fois raisonneurs et dévoués, enthousiastes et disciplinés. Sortis, pour la plupart, des classes et des professions populaires, ils jouissaient avidement du plaisir de commander, de dominer, de se croire et de se dire les instruments choisis et puissants des volontés et des justices de Dieu. A la faveur tantôt de l'enthousiasme religieux, tantôt de la discipline militaire, tantôt de l'esprit démocratique, Cromwell avait gagné la confiance de ces hommes et s'était fait leur chef. Après avoir dépensé sa jeunesse dans les écarts d'un tempérament fougueux, dans les élans d'une piété ardente et remuante, et au service des intérêts ou des désirs de la population qui l'entourait, dès que la haute politique et la guerre s'ouvrirent devant lui, il s'y précipita avec passion comme dans les seules voies où il pût se déployer et se satisfaire tout entier: le plus fougueux des sectaires, le plus actif des révolutionnaires, le plus habile

des soldats; également prêt et ardent à parler, à prier, à conspirer, à combattre; expansif avec un abandon plein de puissance, et menteur, au besoin, avec une hardiesse intarissable, qui frappait ses ennemis même de surprise et d'embarras; passionné et grossier, hasardeux et sensé, mystique et pratique; sans limites dans les perspectives de l'imagination, sans scrupule dans les nécessités de l'action; voulant, à tout prix, le succès; plus prompt que personne à en discerner et à en saisir les moyens, et donnant à tous, amis ou ennemis, la conviction que nul ne réussirait si bien et n'irait si loin que lui.

A un tel parti, conduit par un tel homme, la république convenait. Elle donnait satisfaction à leurs passions, ouverture à toutes leurs espérances, sécurité aux intérêts que leur avait créés la guerre civile. Elle livrait le pays à l'armée par le génie de son chef, et l'empire à Cromwell par la complicité disciplinée de ses soldats.

Par respect pour leur sincérité, pour leur génie, pour leurs malheurs, je ne veux pas exprimer toute ma pensée sur quelques hommes d'un nom célèbre, républicains aussi, par système politique et selon les modèles de l'antiquité plutôt que par fanatisme religieux, Sidney, Vane, Ludlow, Harrington, Hutchinson, Milton; esprits élevés, cœurs fiers, noblement ambitieux pour leur patrie et pour l'humanité; mais si peu judicieux et si follement orgueilleux que ni le pouvoir, ni les revers ne leur apprirent rien; crédules comme des enfants, entêtés comme des vieillards, sans cesse aveuglés par leurs espérances sur

leurs périls et sur leurs fautes, et qui, au moment où, par leur propre et anarchique tyrannie, ils préparaient l'avénement d'une tyrannie plus sensée et plus forte, croyaient fonder le plus libre et le plus glorieux des gouvernements.

Hors de ces sectes organisées en régiments et de ces coteries érigées en parlement, personne en Angleterre ne voulait de la république. Elle offensait les traditions, les mœurs, les lois, les vieilles affections, les anciens respects, les intérêts réguliers, le bon ordre, le bon sens et le sens moral du pays.

Irrités et inquiets de cette aversion manifeste du public pour leurs desseins, les sectaires et Cromwell pensèrent que, pour fonder un régime à ce point repoussé, il fallait, dès la première heure, par un coup terrible et sans recours, prouver sa force et affirmer son droit. Ils se promirent de sacrer la république sur l'échafaud de Charles Ier.

Mais la vue des révolutionnaires, même des plus habiles, est courte. Enivrés par la passion ou dominés par le besoin du moment, ils ne prévoient pas que ce qui fait aujourd'hui leur triomphe fera demain leur arrêt. Le supplice de Charles Ier livra aux républicains et à Cromwell l'Angleterre frappée de stupeur. Mais la république et Cromwell, blessés à mort de ce même coup, ne furent plus, de ce jour, que des régimes violents et éphémères, marqués de ce sceau d'iniquité suprême qui voue à une ruine certaine les pouvoirs les plus forts et les plus éclatants.

Les juges de Charles Ier mirent tout en œuvre pour enlever à leur acte ce fatal caractère, et pour le pré-

senter comme une justice de Dieu, qu'ils avaient mission d'accomplir. Charles avait tenté le pouvoir absolu et soutenu la guerre civile. Beaucoup de droits avaient été violés et beaucoup de sang répandu d'après ses ordres ou de son aveu. On rejeta sur lui toute la responsabilité de la tyrannie et de la guerre; on lui demanda compte de toutes les libertés opprimées et de tout le sang versé: crime sans nom, que sa mort seule pouvait expier. Mais on ne donne pas à ce point le change à la conscience d'un peuple, même quand elle est saisie de trouble et d'effroi. D'autres que le roi avaient opprimé et ensanglanté le pays. Si le roi avait violé les droits de ses sujets, les droits de la royauté, anciens aussi, écrits aussi dans les lois, nécessaires aussi au maintien des libertés publiques, avaient été également violés, attaqués, envahis. Il avait fait la guerre, mais pour se défendre. Qui donc ignorait qu'au moment où il s'était décidé à la guerre, on la préparait contre lui, pour le contraindre, après tant de concessions, à livrer ce qui lui restait encore de droits et de pouvoir, les derniers débris du gouvernement légal du pays? Et maintenant que le roi était vaincu, on le jugeait, on le condamnait sans loi, contre toutes les lois, pour des actes qu'aucune loi n'avait jamais prévus ni qualifiés de crimes, que jamais la conscience ni du roi ni du peuple n'avait songé à considérer comme tombant sous la juridiction des hommes, et punissables par leurs mains. Quelle indignation, quelle révolte de toutes les ames auraient éclaté si le plus obscur des citoyens eût été traité de la sorte, et mis à mort pour des crimes

définis après coup, par des juges prétendus, hier ses ennemis, aujourd'hui ses rivaux, demain ses héritiers! Et ce qu'on n'eût osé tenter contre le moindre des Anglais, on le faisait contre le roi d'Angleterre, contre le chef suprême de l'Église comme de l'État, contre le représentant et le symbole de l'autorité, de l'ordre, de la loi, de la justice, de tout ce qui, dans la société des hommes, touche à la limite et réveille l'idée des attributs de Dieu!

Il n'y a point de fanatisme si aveugle ni de politique si perverse qui, au moment même de leur triomphe, n'aient vu apparaître, tout près d'eux et dans leurs propres rangs, quelque éclatante lumière, quelque protestation solennelle et inattendue de la conscience humaine. Deux républicains, dont l'un était inscrit parmi les juges du roi, les noms les plus glorieux du parti, Vane et Sidney, soit scrupule, soit prudence, ne voulurent point siéger au procès, et quittèrent Londres pour n'en être pas même les témoins. Et lorsque, maîtresse souveraine, la chambre des communes nomma le conseil d'État républicain, sur quarante et un membres appelés à le former, vingt-deux refusèrent absolument de prêter le serment qui contenait une approbation du jugement du roi; et les républicains régicides, Cromwell à leur tête, durent se résigner à accepter pour collègues ceux qui ne voulaient, à aucun prix, passer pour leurs complices.

Le nouveau régime ne rencontra d'abord que la résistance passive; mais il la rencontra partout.

Six des grands juges sur douze refusèrent absolument de continuer leurs fonctions, et les six autres

n'y consentirent qu'à la condition qu'ils continueraient de rendre la justice selon les anciennes lois du pays. Le parlement républicain accepta leur condition.

Il avait ordonné que la république fût proclamée dans la cité de Londres: le lord maire s'y refusa. Il fut remplacé et mis en prison. Malgré la présence d'un lord maire nouveau, trois mois s'écoulèrent avant qu'on tentât cette proclamation ; et lorsqu'enfin elle eut lieu, plusieurs des aldermen n'y assistèrent point. On fit appuyer la cérémonie par des troupes, ce qui ne suffit pas à réprimer entièrement les insultes populaires. On réorganisa le conseil commun de la cité; plusieurs des membres désignés n'y voulurent pas entrer. Il fallut autoriser le conseil à siéger en petit nombre. On fut sur le point de se croire obligé à abolir les franchises de la cité.

Quand on voulut frapper la monnaie républicaine, le directeur de la monnaie déclara qu'il ne s'y prêterait point, et se fit destituer.

Un serment de fidélité à la république, aussi simple et inoffensif qu'on put le rédiger, fut demandé aux fonctionnaires civils et aux ecclésiastiques investis de quelque bénéfice. Des milliers abandonnèrent leurs places ou leurs cures, plutôt que de le prêter. Plus d'un an après l'établissement de la république, l'assemblée du clergé presbytérien, réunie à Londres, déclara formellement que le serment ne devait pas être prêté. On l'imposa dans les universités d'Oxford et de Cambridge; les membres les plus éminents de ces corporations, professeurs et administrateurs, se démirent de leurs emplois.

L'ordre fut donné, dans toute l'Angleterre, de détruire, sur les édifices et monuments publics, les insignes de la royauté. Presque nulle part il ne reçut son exécution. On le renouvela plusieurs fois, sans plus de succès; et la république, déjà fondée depuis plus de deux ans, se vit encore contrainte de répéter partout la même injonction, en en mettant à la charge des paroisses la responsabilité et les frais.

Enfin, ce fut seulement environ deux ans après la condamnation du roi que le parlement républicain osa voter formellement que les auteurs, les juges et les exécuteurs de cet acte avaient fait leur devoir, approuver toute la procédure, et en ordonner l'insertion dans les registres du parlement.

Jamais peuple vaincu par une faction révolutionnaire, et subissant sa défaite sans se soulever, ne refusa plus clairement à ses vainqueurs son adhésion et son concours.

A la résistance passive du pays se joignirent bientôt, contre le gouvernement de la république, les attaques de ses ennemis.

Les premières vinrent des républicains eux-mêmes. Au XVIIe siècle comme au XIXe, ce nom couvrait des idées, des desseins, des partis profondément divers. Derrière les réformateurs de l'ordre politique marchaient les réformateurs de l'ordre social, puis les destructeurs de tout ordre et de toute société. Aux passions et aux prétentions du fanatisme religieux et de l'esprit démocratique, de plus en plus aveugles et effrénées à mesure qu'on descendait plus bas dans les rangs du parti, la république de Sidney et de

Milton ne suffisait point. Les Niveleurs éclatèrent. Les Communistes apparurent. La république durait à peine depuis six mois, et déjà, autour de Londres et du parlement, quatre insurrections de soldats sectaires, provoquées et soutenues par une explosion sans cesse renaissante de pamphlets, de prédications et de promenades populaires, avaient révélé son anarchie intérieure et mis son gouvernement en péril.

Le parti royaliste tarda plus longtemps à se soulever. Ses longues défaites, l'exécution du roi, la compression violente qui pesait sur lui, le frappaient de stupeur. Les dissensions de ses vainqueurs et le mauvais vouloir évident du peuple pour le régime nouveau le rendirent bientôt à la vie et à l'espérance. En deux années, sept conspirations et insurrections, ourdies soit par des royalistes purs, soit par des royalistes presbytériens, ennemis également ardents de la république, prouvèrent à ses chefs qu'ils n'avaient pas tué du même coup le roi et l'empire de la royauté.

Bientôt, entre les conspirateurs royalistes et les conspirateurs républicains, entre les Cavaliers et les Niveleurs, de secrètes intelligences s'établirent. Ils conspirèrent de concert. Une haine commune surmonte toutes les autres inimitiés.

Et pendant que l'Angleterre se débattait dans cette anarchie passionnée, l'Écosse et l'Irlande, toutes deux royalistes, quoique par des motifs et avec des sentiments très divers, repoussaient hautement la république, proclamaient Charles Stuart roi, appelaient et recevaient, sur leur sol et à leur tête, l'une Charles

lui-même, l'autre ses représentants, et faisaient la guerre pour le rétablir.

Dans cette dislocation des trois royaumes, au milieu de ces complots à la fois contraires et unis, aussitôt renaissants que déjoués, et qui tour à tour relevaient ou abattaient, sur tous les points du territoire, les espérances et les craintes, les ambitions et les menées de tous les partis, les liens sociaux se relâchèrent, les ressorts du pouvoir se détendirent rapidement. Dans les administrations de comté ou de paroisse, dans les finances générales ou locales, dans les emplois publics, dans les fortunes privées, pour tous les intérêts de la vie civile, plus de règle ni de sécurité. Sur les routes, autour des villes, les brigands et les voleurs se multipliaient, marchant par bandes, mêlant les passions politiques à leurs crimes, demandant à ceux qu'ils arrêtaient s'ils avaient, ou non prêté serment de fidélité à la république, et les maltraitant ou les relâchant selon leur réponse. Il fallut, pour les réprimer, placer sur divers points des corps de troupes, tenir plusieurs régiments de cavalerie sans cesse en mouvement; et la répression, bien qu'énergiquement appliquée, ne réussissait que très imparfaitement, car la désorganisation de la société enfantait plus de désordres que le gouvernement républicain n'en savait étouffer.

Assaillis par tant et de si pressants dangers, les chefs du parlement républicain ne faiblirent point: ils avaient l'énergie et l'obstination, les uns de la foi, les autres de l'égoïsme; leurs plus nobles espérances et leurs plus vulgaires intérêts, leur honneur

et leur vie étaient engagés dans leur entreprise. Ils s'y dévouèrent avec courage, mais en prodiguant aveuglément, pour la faire triompher, ces moyens de nature vicieuse qui ne sauvent quelques jours une cause que pour la perdre un peu plus tard.

Dès leurs premiers pas, ils portèrent presque à ses dernières limites la tyrannie politique; car ils décrétèrent que quiconque, dans le cours de la guerre civile, avait adhéré au roi, ou s'était montré contraire au parlement, ne pourrait ni être élu membre du parlement, ni occuper aucune charge de quelque importance dans l'État. Et peu après, la même incapacité fut étendue à toute fonction municipale, et jusqu'au simple droit de voter dans les élections: plaçant ainsi d'un seul coup tous les adversaires de la république dans la condition d'Ilotes exclus de tout droit et de toute vie politique dans leur pays.

Le serment de fidélité n'avait été exigé d'abord que des fonctionnaires civils ou ecclésiastiques, et leur refus n'avait d'autre conséquence que la perte de leurs fonctions. Le grand nombre des refus irrita et inquiéta les vainqueurs. Pour assouvir leur colère, et dans le vain espoir de se délivrer de leur inquiétude, ils imposèrent le serment à tout Anglais au-dessus de dix-huit ans; et quiconque le refusa ne fut plus même admis à paraître devant une cour de justice pour y soutenir ses intérêts; en sorte que la dissidence politique entraîna l'incapacité civile.

Le séquestre et la confiscation des biens étaient pratiqués contre les vaincus de la façon la plus intolérable et la plus choquante; sans principe fixe ni

général, par des mesures partielles, mobiles, tour à tour aggravées ou atténuées selon les besoins du moment, l'avidité d'un ennemi puissant, telle ou telle circonstance imprévue, et sur des listes nominatives tantôt très étendues, tantôt fort limitées et dressées presque arbitrairement; de telle sorte que nul de ceux qui se sentaient menacés ne pouvait savoir d'avance, ni avec certitude, quelle était sa situation et quel serait son sort.

Depuis que la guerre civile avait cessé, une seule arme restait aux vaincus, royalistes ou niveleurs, la publicité, la presse. Ils en usaient hardiment, comme avait fait, dans tout le cours de sa lutte avec le roi, le parti maintenant vainqueur. Ils pouvaient s'en croire le droit, car le dernier censeur de la monarchie, M. Mabbott, avait donné sa démission, ne voulant plus servir d'instrument à un tel abus, et le premier secrétaire du conseil d'État républicain, Milton, avait éloquemment réclamé la liberté de la presse comme droit essentiel d'un peuple libre. Le gouvernement républicain ne nomma point de censeur nouveau; mais il rendit, sur l'usage de la presse, une loi dont la plus inquiète vigilance pouvait se contenter. Quatre villes seulement en Angleterre, Londres, York, Oxford et Cambridge, eurent le privilége d'imprimer. Aucun journal ou écrit périodique ne put paraître sans l'autorisation du gouvernement; les imprimeurs furent assujettis à un cautionnement. Et non seulement quiconque avait pris part à une publication séditieuse fut incriminé et puni; mais tout acheteur d'un écrit séditieux encourait une amende

s'il ne venait pas, dans le délai de vingt-quatre heures, remettre l'ouvrage au magistrat le plus voisin, et lui en signaler le danger.

Une liberté du moins, la liberté religieuse, semblait pouvoir, sous la république, espérer un meilleur sort. Les sectaires républicains l'avaient, dès l'origine, inscrite sur leur drapeau. Non seulement ils avaient eu besoin de la réclamer pour eux-mêmes, mais leurs principes la commandaient impérieusement, car ils repoussaient tout gouvernement général et obligatoire de l'Église, et reconnaissaient à chaque congrégation isolée le droit de se gouverner elle-même. Mais par un de nos plus tristes égarements, c'est précisément là où elle est le plus inique et choquante, en matière de conscience et de foi, que l'inconséquence humaine se déploie tout entière. Le même parti, les mêmes hommes qui, depuis un demi-siècle, se dévouaient avec une admirable constance pour la cause de la liberté religieuse, et qui faisaient de cette liberté la base de la société chrétienne, ceux-là même, devenus souverains, exclurent absolument de toute liberté trois grandes classes de personnes, les catholiques, les épiscopaux et les libres penseurs. Contre les catholiques, la persécution n'eut point de limites: proscription absolue de leur foi et de leur culte; pour leurs laïques, des incapacités et des confiscations privilégiées; pour leurs prêtres la prison, le bannissement en masse, la mort même. L'Église protestante épiscopale, renversée et dispersée par le parlement presbytérien, vit, sous le parlement républicain, son sort encore

aggravé; les sectaires avaient à satisfaire, sur elle, leurs vengeances et leurs méfiances; on alla jusqu'à interdire, dans l'intérieur même des familles, la présence de ses ministres et l'usage de sa liturgie et de ses prières. Quant aux libres penseurs, moins rares à cette époque qu'on ne le croit communément, s'il s'en rencontrait un qui, par imprudence ou par aversion de toute hypocrisie, manifestât hautement sa pensée, il était poursuivi, emprisonné, exclu du parlement, dépouillé des plus obscurs emplois. Les presbytériens, comme ennemis des épiscopaux, jouissaient d'une certaine tolérance, mais limitée, toujours précaire, et souvent troublée par les soupçons ou les violences des sectaires à qui leur organisation ecclésiastique et leurs sentiments monarchiques déplaisaient également. En vain, dans le parlement républicain, quelques hommes d'un esprit généreux essayaient de tempérer ces rigueurs; ils éprouvaient et acceptaient bientôt eux-mêmes leur impuissance. La liberté religieuse n'existait réellement, sous la république, que pour les sectes victorieuses et républicaines à qui leur union dans une même cause politique, toujours en péril, faisait oublier ou tolérer leurs dissentiments en matière de foi.

Pour défendre et maintenir une tyrannie politique si étendue et si dure, la tyrannie judiciaire était indispensable. Le parlement républicain l'exerça sans scrupule. Le procès du roi, cette monstrueuse dérogation à tous les principes et à toutes les formes de la justice, devint le modèle des procédures politiques. Contre les séditions des soldats niveleurs, la loi mar-

tiale suffisait; mais lorsqu'une insurrection ou une conspiration royaliste venait à éclater, une haute cour de justice, dont le parlement nommait lui-même les membres, était aussitôt instituée; vraie commission spéciale, placée en dehors, pour elle-même, des règles, et pour les accusés, des garanties de la loi. Craignait-on que la connaissance de ses débats n'excitât la colère ou la pitié du pays? on en interdisait absolument la publication. On se servait de ces cours, non seulement contre les hommes importants qu'on livrait à leur juridiction, mais aussi contre la multitude obscure qu'on n'eût pu traduire devant elles. Avant que la république fut proclamée, des mariniers de la Tamise avaient demandé qu'on fît la paix avec le roi. Après l'exécution du roi, le parlement envoya leur pétition, avec leurs noms, à la nouvelle haute cour qu'il venait d'instituer pour juger cinq des principaux chefs royalistes; frappant ainsi les petits de terreur en même temps qu'il faisait tomber la tête des grands. Quelquefois les hautes cours ne pouvaient être employées; elles auraient entraîné trop d'émotion publique, ou trop d'apparat, ou trop de lenteur. Le parlement républicain jugeait alors lui-même, infligeant, par un simple vote, d'énormes amendes, le pilori, le bannissement, tantôt pour abattre un ennemi obstiné, tantôt pour servir les passions ou pour couvrir les fautes de quelqu'un de ses propres chefs. N'y avait-il aucun moyen de poursuivre et de condamner des hommes qu'on redoutait, quelques uns de ces premiers réformateurs politiques que les républicains n'avaient pu vaincre

qu'en les chassant du parlement? on les détenait arbitrairement, on les dispersait dans des prisons éloignées. On bannissait en masse de Londres les cavaliers, les catholiques, les officiers de fortune, tous les suspects. Et si quelque écrivain royaliste, au lieu de conspirer en secret, dénonçait bruyamment au pays, par la voie de la presse, les méfaits, réels ou supposés, des meneurs républicains, il était arrêté et mis à la Tour, où il restait et mourait, attendant son jugement.

Tant d'oppression au sein de tant d'anarchie semblait d'autant plus odieuse et intolérable qu'elle provenait d'hommes qui naguère avaient tant exigé du roi, et tant promis eux-mêmes en fait de liberté! et d'hommes parmi lesquels un grand nombre étaient naguère inconnus, obscurs, sortis de conditions dans lesquelles le peuple n'était pas accoutumé à reconnaître et à respecter le pouvoir suprême, n'ayant, à l'empire qu'ils exerçaient si violemment, point d'autre titre que leur mérite personnel, titre contesté tant qu'il ne s'est pas élevé au-dessus de toute comparaison, et la force matérielle dont ils disposaient, titre qui offense et aliène ceux-là même qui s'y soumettent, tant que leur vainqueur ne les a pas complètement abattus et avilis.

Malgré le double enivrement du pouvoir et du danger, plusieurs, parmi les chefs républicains, avaient l'instinct de cette situation et du sentiment public à leur égard. Puissants, ils se sentaient isolés, et souvent dédaignés. Il n'y a point de pouvoir qui rassure contre l'isolement, ni qui rende insensible au dédain.

Ils souhaitaient ardemment de se faire, à la domination, d'autres titres que la guerre civile et le régicide, et de s'élever, par quelque acte grand et national, au niveau de leur fortune. Ils méditaient et préparaient au dedans, sur les lois civiles, l'administration de la justice, les impôts, beaucoup de réformes; mais les plus importantes, d'un mérite fort contestable en soi, étaient énergiquement repoussées par la plupart des hommes considérables du parti lui-même; et, loin de relever la république, elles n'auraient fait que la plonger plus avant dans les rangs des sectaires et des niveleurs. Évidemment, aucune mesure de régime intérieur ne pouvait donner aux chefs républicains ce qui leur manquait. Leurs pensées se portèrent au dehors. Ils avaient peu d'effort à faire et point de risque à courir pour maintenir, dans leurs relations avec les puissances étrangères, la dignité et les intérêts de leur patrie. Le temps des guerres de croyances religieuses finissait; celui des guerres d'idées politiques ne venait pas encore. Aucun des grands gouvernements européens, bien que détestant la nouvelle république, ne songeait à l'attaquer; tous au contraire recherchaient son amitié, pour l'enlever à leurs rivaux, ou pour s'en servir contre eux. La simple neutralité assurait à l'Angleterre la paix, une entière indépendance pour ses affaires intérieures et un grand poids dans les affaires du continent. Les chefs du parlement républicain voulurent davantage. Ils étaient en présence de trois puissants États, la France, l'Espagne et la Hollande: les deux premiers, catholiques et monarchiques, adversaires

naturels, plus ou moins contenus ou déguisés, de la nouvelle république; le dernier, protestant et républicain, attiré vers l'Angleterre par toutes les sympathies de la foi et de la liberté. Une idée s'éleva et bouillonna rapidement dans ces esprits hardis et agités. Pourquoi l'Angleterre et la Hollande ne s'uniraient elles pas en une seule et grande république qui ferait bientôt dominer en Europe leur politique et leur foi commune? Il y avait là de quoi charmer les plus pieux, de quoi occuper les plus ambitieux. Quelle reconnaissance ne porterait pas le peuple anglais aux hommes qui auraient donné cet accroissement à sa grandeur, cette satisfaction à sa conscience et à son orgueil? A ce prix, la monarchie était oubliée, la république était fondée, le parlement républicain devenait un sénat de rois.

L'œuvre fut tentée. Les chefs républicains s'y employèrent passionnément: les uns, par des influences indirectes, et en propageant en tous sens leur idée; les autres, dans des ambassades solennelles, et en essayant de poser les bases de l'union future des deux nations. Mais les rêves des révolutions sont encore plus vains dans les rapports extérieurs que dans le gouvernement intérieur de l'État. Il plaisait aux républicains anglais de ne pas songer que, dans cette fusion, la république de Hollande serait absorbée par la république d'Angleterre, et qu'elle pourrait bien n'y pas consentir. Elle n'en accepta seulement pas l'insinuation. Les républicains hollandais, éprouvés par un siècle de laborieux succès, étaient trop fiers pour sacrifier leur patrie, et trop sages

pour lier ses destinées à cette utopie d'une république naissante et chancelante. La cause des royalistes anglais avait d'ailleurs en Hollande la faveur, non seulement de la maison d'Orange, mais d'une grande partie du peuple dont le meurtre de Charles Ier et les folies des sectaires révoltaient l'équité et le bon sens. Le juste orgueil de la Hollande dissipa en un instant la chimère que l'orgueil ambitieux du parlement anglais avait enfantée. Mais de semblables tentatives ne sont pas faites et n'avortent pas impunément. Il resta de celle-ci, entre les deux peuples, déjà naturellement rivaux, des méfiances et des jalousies profondes; entre leurs chefs, des amours-propres froissés et des rancunes ardentes. La guerre sortit bientôt de ces sources: en sorte que les grandes conceptions diplomatiques du parlement protestant et républicain de l'Angleterre aboutirent à une rupture et à une lutte passionnée avec le seul État républicain et protestant entre ses voisins du continent.

Ainsi, au dehors comme au dedans, les républicains anglais recevaient des événements, ou donnaient eux-mêmes, à leurs idées et à leurs espérances, de tristes et éclatants démentis. Ils avaient promis la liberté; ils pratiquaient la tyrannie. Ils avaient promis l'union et le triomphe du protestantisme en Europe; ils portaient la guerre dans son sein.

En vain ce gouvernement durait, gagnait des batailles, écrasait ses ennemis: il ne s'affermissait point Au milieu de leurs succès et de la soumission générale, la république et ses chefs se décriaient et s'abaissaient de jour en jour.

Un homme, le principal auteur du supplice de Charles Ier et de l'établissement de la république, Cromwell, avait pressenti ce résultat, et se disposait à en profiter. Le roi mort et la république proclamée, une métamorphose prodigieuse, mais naturelle, s'accomplit dans Cromwell. Poussé jusque-là, par ses passions de sectaire et d'ambitieux, contre les ennemis de sa foi et les obstacles à sa fortune, il s'était appliqué tout entier à les détruire. Dès que l'œuvre de destruction fut consommée, une autre nécessité lui apparut. La révolution était faite ; il fallait refaire un gouvernement. La Providence, qui donne rarement à un même homme une double puissance, avait marqué Cromwell pour l'un et l'autre rôle. Le révolutionnaire disparut, le dictateur se prépara.

En même temps que cette nécessité dominante de la situation nouvelle frappait son esprit grand et sain, Cromwell entrevit que le gouvernement qu'on tentait d'établir n'y réussirait point : ni les institutions, ni les hommes. Dans les institutions, point d'unité, ni de stabilité, ni d'avenir ; la guerre intestine et l'incertitude permanente au sein du pouvoir. Dans les hommes, des vues étroites ou chimériques, des passions petites ou aveugles ; la lutte révolutionnaire perpétuée entre le pouvoir et le pays. Érigés en souverains, le parlement républicain et ses chefs furent bientôt mesurés et condamnés par le bon sens de Cromwell. Un gouvernement fort et régulier ne pouvait sortir de là.

Une pensée préoccupa dès lors Cromwell : ne point s'associer à la politique ni à la destinée de

ces institutions et de ces hommes; se tenir en dehors de leurs fautes et de leurs revers; se séparer du parlement en le servant.

C'était peu de se séparer; il fallait grandir pendant que d'autres s'usaient. Cromwell prévoyait la ruine du parlement et de ses chefs; décidé à ne pas tomber avec eux, il voulait s'élever à côté d'eux.

Les grands hommes d'action ne construisent point d'avance, et de toutes pièces, leur plan de conduite. Leur génie est dans leur instinct et dans leur ambition. Chaque jour, dans chaque circonstance, ils voient les faits tels qu'ils sont réellement. Ils entrevoient le chemin que ces faits leur indiquent et les chances que ce chemin leur ouvre. Ils y entrent vivement, et y marchent, toujours à la même lumière et aussi loin que l'espace s'ouvre devant eux. Cromwell marchait à la dictature sans bien savoir où il arriverait, ni à quel prix; mais il marchait toujours.

Cette situation qu'il cherchait, isolée et en dehors du pouvoir régnant, le parlement vint lui-même la lui offrir. Cromwell à Londres incommodait et inquiétait les meneurs. Ils lui demandèrent d'aller prendre le commandement de l'armée qui devait soumettre l'Irlande, partout insurgée pour Charles Stuart, ou plutôt contre le parlement. Cromwell se fit prier. Il fallut lui accorder beaucoup: d'abord pour ses amis, son patronage était vaste et zélé; puis pour lui-même; il voulait de grands et sûrs moyens de succès, des troupes bien pourvues, des honneurs éclatants, un pouvoir incontesté. On lui donna tout, on était pressé qu'il partît. Son départ

fut solennel et magnifique. Plusieurs sermons furent prêchés, pour prédire et demander à Dieu son succès. Cromwell parla et pria lui-même en public, cherchant et trouvant dans la Bible des allusions pleines d'encouragement à la guerre qu'il allait soutenir. Il sortit de Londres entouré d'une garde nombreuse, formée d'officiers brillamment équipés. A Bristol, où il s'arrêta avant de s'embarquer, le peuple des campagnes environnantes accourut pour le voir. Il ne négligea rien, et rien ne lui manqua pour exciter l'attente et remplir les esprits au moment où il s'éloignait des regards.

C'était l'Angleterre qu'il voulait gagner en lui soumettant l'Irlande. Il était là en présence d'une race et d'une religion ennemies, l'une méprisée, l'autre détestée du peuple anglais. Il leur fit la guerre à outrance, massacrant, dépouillant, expulsant les Irlandais, n'hésitant pas plus devant la cruauté dans les camps que devant le mensonge dans le parlement, couvrant tout par la nécessité, et prompt à y croire pour arriver plus vite au succès.

L'éclat de ses victoires et de son nom inquiéta bientôt le parlement. C'était de Cromwell que s'occupaient partout, dans leurs entretiens, le peuple pour l'admirer, les habiles pour pénétrer sa conduite et son avenir. En Écosse, au moment où il était parti pour l'armée d'Irlande, le bruit s'était répandu que ce n'était pas à Dublin, mais à Édimbourg qu'il voulait la conduire, et toute la population s'en était émue. D'autres disaient qu'à son retour d'Irlande, il méditait de sortir d'Angleterre

et d'aller en France, on ne savait pas à quel titre, ni dans quel dessein. Des pamphlets furent saisis, intitulés : *Le caractère du roi Cromwell.* Il arrivait à ce point où les plus frivoles circonstances, les moindres démarches d'un homme qui devient grand excitent passionnément la curiosité populaire et la sollicitude de ses rivaux. Les meneurs du parlement crurent pouvoir profiter des quartiers d'hiver qu'il venait de prendre à Dublin pour le rappeler à Londres. Cromwell n'obéit point, ne répondit même pas rentra brusquement en campagne, poursuivit en Irlande son œuvre de destruction, et ne consentit enfin à retourner en Angleterre que lorsque de nouveaux et plus graves périls pour la république lui ouvrirent à lui-même de nouvelles perspectives d'indépendance et de grandeur.

L'Écosse avait rappelé Charles Stuart. La république et la monarchie allaient se retrouver en présence. Il fallait à la république un Champion éprouvé contre le roi : le parlement essaya d'en avoir deux, Fairfax et Cromwell. Fairfax refusa. Le parlement nomma Cromwell seul, désolé mais contraint de lui donner encore, pour sauver la république, un royaume à conquérir.

Cromwell fit la guerre et se conduisit en Écosse tout autrement qu'il n'avait fait en Irlande. Autant envers les catholiques irlandais il avait été violent, dur, impitoyable, autant envers les protestants écossais il se montra modéré, patient, caressant. Il y avait là, autour du parti royaliste et jusque dans ses rangs, des dissensions profondes : des presbytériens

plus fanatiques que royalistes, et qui ne servaient le roi qu'avec des méfiances et des restrictions infinies; des sectaires aussi ardents, aussi démocratiques que les sectaires anglais, pleins de sympathie pour Cromwell, pour ses soldats, et plus disposés à les seconder qu'à les combattre. Cromwell ménageait et exploitait ces dispositions, cherchant la bataille contre l'armée du roi, mais plein d'égards pour le pays, négociant séparément avec les chefs qu'il savait incertains ou enclins vers lui, entrant en correspondance, en conférence, en controverse religieuse avec les théologiens écossais, habile à plaire et laissant de lui-même une impression grande et favorable quand il ne parvenait pas à convaincre ou à séduire. Il s'avançait ainsi en Écosse, gagnant chaque jour du terrain par les armes et dans les esprits, détachant du roi des comtés, des villes, des chefs. Charles se sentait pressé, cerné, bientôt atteint. Il prit soudain, avec l'entraînement de la jeunesse, une résolution éclatante et désespérée; il se mit, avec toute son armée, en marche rapide vers l'Angleterre, livrant l'Écosse à Cromwell, et décidé à aller tenter, au cœur de la république, la fortune de la royauté.

Un mois ne s'était pas encore écoulé depuis que Charles et l'armée écossaise avaient posé le pied sur le sol anglais; Cromwell les avait atteints, vaincus et dispersés à Worcester où Charles venait de se faire proclamer roi. Charles errait d'asile en asile et de déguisement en déguisement, cherchant une barque qui le transportât hors d'Angleterre; et Cromwell rentrait en triomphe à Londres, entouré des

membres du parlement, du conseil d'État, du conseil commun de la cité, et d'une foule immense qui le proclamait son libérateur.

La joie qui succède à une grande crainte surmonte un moment toute jalousie et toute haine. Le parlement combla Cromwell de faveurs : une riche dotation en terres fut votée pour lui ; le palais de Hampton-Court lui fut assigné pour résidence ; les plus méfiants lui prodiguèrent les marques de reconnaissance et de déférence. L'enthousiasme du peuple républicain était plus sincère et valait davantage. Les révolutions qui ont renversé d'anciennes grandeurs sont pressées et fières d'en élever de nouvelles. C'est leur sûreté, c'est leur orgueil de se voir consacrées dans de glorieuses images, et il leur semble qu'elles font ainsi réparation à la société qu'elles en avaient dépouillée. De là cet instinct qui, en dépit des passions démocratiques, pousse les partis populaires à ces manifestations pompeuses, à ces flatteries démesurées, à cette idolâtrie de langage dont ils se plaisent à enivrer les grands hommes qu'ils voient monter sur les ruines qu'ils ont faites. Sectaires et philosophes, citoyens et soldats, parlement et peuple, tous, de gré ou de force, concouraient à grandir Cromwell, comme pour grandir avec lui ; et les républicains de la cité de Londres, venus au-devant de lui pour le haranguer quand il rentrait dans leurs murs, se charmaient eux-mêmes en lui disant : « Vous étiez destiné à charger les rois de chaînes et à mettre leurs nobles dans les fers. » Aveugles qui ne se doutaient pas que bientôt ces fers pèseraient sur leurs propres mains.

Cromwell recevait ces hommages et ces grandeurs avec une humilité calculée, qui pourtant n'était pas dénuée de toute sincérité. « A Dieu seul, disait-il sans cesse, appartient la gloire; je ne suis que son faible et indigne instrument. » Il savait combien ce langage convenait à son pays, à son parti. Il l'exagérait et le répétait sans mesure, pour complaire aux hommes dont il exaltait ainsi la confiance et le dévouement. Mais c'était aussi l'expression de sa propre et intime pensée. Dieu, sa puissance, sa providence, son action continue dans les affaires du monde et sur les ames, ce n'étaient point là, pour Cromwell, de froides abstractions ou des traditions usées: c'était vraiment sa foi. Foi peu conséquente et peu exigeante, qui ne gouvernait et ne gênait guère ses actions dans les tentations de la vie et les nécessités du succès, mais qui subsistait au fond de son ame, et inspirait ses paroles lorsque la grandeur de la circonstance ou de sa propre situation venait l'émouvoir fortement. Il en coûte peu d'ailleurs de parler humblement et de se dire l'instrument de Dieu quand Dieu fait de son instrument le maître des nations. Ni la puissance ni l'orgueil de Cromwell n'avaient à souffrir de son humilité.

Aussi plus sa situation devenait grande, plus son ambition grandissait et le portait au-dessus de sa situation. A travers son langage si humble, perçaient quelquefois, dans ses démarches, des éclairs de souveraineté. Sur le champ de bataille de Worcester, le désir lui vint d'armer, de sa main, chevaliers deux de ses plus braves généraux, Lambert et Fleetwood,

et il y renonça avec humeur, sur l'observation que c'était là un droit royal. Le jour où il rentra en triomphe à Londres sur la route, au milieu des acclamations publiques, telle était sa contenance qu'un homme qui le connaissait bien, le prédicateur sectaire Hugh Peters, dit en le voyant passer: « Cromwell se fera notre roi. » Il venait de sauver la république et de lui soumettre deux royaumes. Il n'avait, au loin et par les armes, plus rien de grand à faire. Il restait à Londres, puissant et oisif, sans cesse visité par ses officiers et ses soldats, centre de tous les mécontentements et de toutes les espérances; en face du parlement républicain, assemblée mutilée où siégeaient à peine chaque jour soixante ou quatre-vingts membres, quelques uns sérieusement et honnêtement occupés des affaires publiques, de la marine, de la guerre avec la Hollande, des réformes projetées dans les lois, mais la plupart restés petits dans leur grandeur, adonnés à de mesquines passions, à de honteux intérêts, accaparant les emplois pour eux ou pour leurs proches, faisant servir leur pouvoir à leur fortune, à des haines et à des querelles subalternes; coterie de plus en plus égoïste, isolée, décriée, qui ne donnait au pays ni repos, ni liberté, ni avenir, et qui pourtant se montrait résolue à retenir le pouvoir souverain, comme si le salut de l'Angleterre eût pu exiger la perpétuité d'un si misérable gouvernement.

Cromwell hésita et attendit longtemps. Au moment de son triomphe, en reprenant son siége dans le parlement, il avait engagé la lutte. Deux questions,

grandes et populaires, étaient ses armes : une amnistie générale qui proclamât que la guerre civile était finie, et une loi électorale qui réglât le mode et l'époque de la convocation d'un nouveau parlement. Ces deux mesures étaient depuis longtemps proposées ; mais elles demeuraient enfouies dans les comités, sauf à apparaître quelquefois, dans les jours critiques, comme des leurres. Par l'influence de Cromwell, elles furent sérieusement reprises et discutées. L'amnistie fut votée, péniblement, au bout de cinq mois, après de nombreuses tentatives de restrictions, pécuniaires surtout, toujours repoussées, et avec succès, par Cromwell lui-même, trop sensé pour se livrer à aucune animosité inutile, et attentif à se créer dans tous les partis des clients et des amis personnels. Mais la mesure décisive, la loi électorale, restait en suspens. Cromwell la pressait, sans ardeur pourtant, plutôt pour faire ressortir l'égoïsme obstiné des meneurs du parlement que pour arriver à une prompte issue. Il était lui-même très perplexe. Par quels moyens plausibles contraindre le parlement à se dissoudre ? Quel serait le résultat d'élections nouvelles ? Et même des élections nouvelles suffiraient-elles à relever et à fonder le gouvernement ? L'épreuve de la république était-elle heureuse ? La monarchie n'était-elle pas toujours plus conforme aux lois, aux habitudes, aux sentiments, aux intérêts permanents du pays ? S'il la voulait, s'il en avait besoin, comment la lui rendre ? et dans quelle mesure ? et quelle monarchie ? Cromwell posait ces questions, non seulement dans des conversations intimes avec

quelques hommes importants, mais dans des conférences où il réunissait des officiers de l'armée et des membres du parlement. Il n'en sortait point satisfait : les officiers persistaient à rester républicains ; les politiques enclins à la monarchie n'en admettaient point d'autre que l'ancienne, et conseillaient à Cromwell de traiter avec elle pour la rétablir. Il rompait alors la conversation, pour revenir plus tard à la charge, souple en apparence, mais au fond indomptable dans son ambition, tantôt franc jusqu'à l'audace pour entraîner les hommes dans ses desseins, tantôt fourbe jusqu'à l'effronterie pour les leur cacher. Il retirait toujours de ces menées l'avantage de compromettre de plus en plus l'armée dans sa lutte avec le parlement. L'esprit sectaire était encore puissant dans l'armée, et l'esprit militaire s'y était fortement développé. Les passions du fanatique et les intérêts du soldat s'y combinaient et s'y soutenaient mutuellement. Cromwell les exploitait et les excitait sans relâche contre le parlement. Quelle iniquité que la solde des vainqueurs fût si mal payée, et que des hommes qui n'avaient ni combattu, ni souffert, recueillissent seuls les fruits de la victoire ! Quel affront à Dieu que les conseils de ses saints fussent si peu écoutés ! Des pétitions, présentées par le conseil général des officiers, au nom de l'armée entière, réclamaient avec hauteur le paiement des arrérages, la réforme des abus du gouvernement, la satisfaction des espérances du peuple de Dieu. Le parlement menacé se défendait, s'irritait, et attaquait à son tour. Il pressait le licenciement d'une partie considérable de l'armée ;

il mettait en vente ce même palais de Hampton-Court qu'il avait donné à Cromwell pour résidence. Cette situation si tendue durait déjà depuis dix-huit mois. De part et d'autre, on sentait approcher la crise. Qui en serait le maître? Le parlement prit soudain la résolution de presser lui-même cette dissolution qu'on lui demandait. Il entra vivement dans la discussion et le vote de la loi électorale. Mais sa loi eut précisément pour but de maintenir le pouvoir dans les mêmes mains auxquelles elle devait le retirer. Les membres actuels du parlement républicain restaient de droit, sans aucune réélection, membres du parlement nouveau. Les élections ne devaient que combler les vides de l'Assemblée, selon le nombre total fixé par la loi. Et pour que rien ne manquât à la sûreté de la combinaison, les anciens membres devaient former seuls le comité chargé d'examiner les élections nouvelles et d'admettre ou de rejeter les élus.

Ce n'était point là une dissolution du parlement; c'était pour lui un bail nouveau. Cromwell n'hésita plus: rompant brusquement une conférence d'officiers réunis chez lui, à Whitehall, il se rendit à la chambre des communes, prit silencieusement sa place au milieu de la délibération, et au moment où la loi électorale allait être mise aux voix, il se leva soudainement, et, avec une brutalité profonde, profitant du décri où les meneurs du parlement étaient tombés pour les accabler d'insultes grossières, et les insultant grossièrement pour les avilir encore davantage, il leur signifia qu'ils n'étaient plus rien, les fit chasser de leur salle par une compagnie de

soldats, comme des intrus trop longtemps tolérés, et mit ainsi tout à coup fin au Long-Parlement.

Personne ne résista, personne n'éleva la voix; non que le parlement expulsé n'eût des amis, ardents et fidèles, quoique peu nombreux; mais ils avaient contre eux la force et l'opinion. Tous les autres partis, qu'ils approuvassent ou non l'acte de Cromwell, s'en réjouissaient comme d'une justice et d'une délivrance. Intimidés ou impuissants, les vaincus se soumirent sans bruit; et ces meneurs révolutionnaires qui avaient fait neuf ans la guerre civile, chassé du parlement les trois quarts de leurs collègues, condamné à mort leur roi, et changé tyranniquement la constitution de leur pays, purent reconnaître que le gouvernement des peuples est une œuvre infiniment plus grande et plus difficile qu'ils ne s'en doutaient avant d'y avoir eux-mêmes succombé.

La république s'était établie au nom de la liberté; et, sous la domination du parlement républicain, la liberté n'avait été qu'un vain mot, couvrant la tyrannie d'une faction. Après l'expulsion du parlement, la république à son tour devint un vain mot, conservé comme un de ces mensonges qui servent encore quoiqu'ils ne trompent plus, et le despotisme d'un seul fut pendant cinq ans le gouvernement de l'Angleterre.

Le despotisme, chez une nation forte qui s'y réfugie dans un accès de perplexité ou de lassitude, ne peut subsister qu'à deux conditions, l'ordre et la grandeur. Cromwell, devenu le maître, déploya toutes

les ressources de son génie pour imprimer à son gouvernement ces caractères. Étranger aux passions haineuses, aux préventions étroites et intraitables que les factions portent dans leur empire, il voulait que tous, sans distinction d'origine et de parti, cavaliers et presbytériens aussi bien que républicains, pourvu qu'ils se tinssent en dehors des menées politiques, trouvassent, pour les intérêts de la vie civile, protection et sécurité. L'acte qui imposait à tout Anglais le serment de fidélité, sous peine d'incapacité devant les tribunaux, fut abrogé. L'administration de la justice redevint régulière et habituellement impartiale. Cromwell, général de la révolution, s'était toujours ménagé dans tous les partis des intelligences et des créatures. Cromwell, protecteur de la république, s'efforça de rallier à son gouvernement les forces hautes de la société. Trop sensé pour se détacher de ses racines et se livrer à ses ennemis, un instinct supérieur l'avertissait en même temps que, tant que le pouvoir n'est pas accepté et soutenu par les hommes que leur position, leurs intérêts, leurs habitudes rendent ses alliés naturels, rien n'est complètement ordonné ni solidement fondé. Ce chef fougueux des novateurs populaires se montrait plein de respect pour les institutions consacrées par le temps. Dans leur aversion des sciences humaines et des fondations aristocratiques ou royales, les sectaires voulaient détruire les universités d'Oxford et de Cambridge. Cromwell les sauva. Grand par nature, et maintenant placé haut, il prenait le goût de tout ce qui était élevé et grand

par les souvenirs, par l'esprit, par le savoir, par la renommée. Il se sentait intéressé à l'attirer vers lui, et se plaisait à le protéger contre des haines grossières et subalternes. Et il employait à soutenir cette politique, à maintenir au profit de tous l'ordre et les lois, à rétablir partout le pouvoir et le respect, cette même armée avec laquelle il avait renversé tant d'anciennes grandeurs, et dont la forte discipline et le dévouement qu'elle lui portait ne comprimaient qu'imparfaitement et à grand'peine les passions mal éteintes.

Au dehors, dans les relations extérieures de l'Angleterre, Cromwell, plus libre du joug des partis, porta un sentiment encore plus juste des intérêts de son pays comme de sa propre situation, et obtint un succès bien plus complet.

La paix fut la base de sa politique. Dès son avénement, il se mit à l'œuvre pour la rétablir ou l'assurer partout, avec la Hollande, le Portugal, le Danemarck; mettant de côté tantôt ces rêves de fusion républicaine et protestante que naguère il avait conçus ou fomentés lui-même, tantôt les rancunes de religion ou de parti; pressé de régler les différends, de clore les questions; quelquefois susceptible et hautain pour bien établir la dignité d'un gouvernement nouveau, mais toujours sensé, ne se livrant à aucune exigence démesurée, à aucune ambition chimérique, ne recherchant au dehors que ce qui convenait à son intérêt essentiel, la sécurité et la force de son pouvoir au dedans.

Aussi, la paix une fois assurée, la seconde base de sa politique fut la neutralité. C'était alors, en Europe,

la crise de la lutte entre la maison d'Autriche et la maison de Bourbon, entre l'Espagne qui déclinait et la France qui montait rapidement. Toutes deux faisaient d'ardents, et quelquefois de honteux efforts pour attirer l'Angleterre dans leur alliance. Cromwell les écoutait toutes deux, donnant à l'une et à l'autre assez d'espérances pour en obtenir ce qui importait à son gouvernement, mais ne s'engageant ni dans l'une ni dans l'autre cause. Tout bien considéré, il jugea que, du côté de l'Espagne, il y avait pour lui moins à espérer, moins à craindre, et bien plus à prendre. Il méditait de donner, à la puissance et au commerce de l'Angleterre, une large base dans le nouveau monde. Il sortit de la neutralité, mais avec tant d'à-propos et de mesure que, pendant que sa guerre avec l'Espagne lui donnait au delà des mers la conquête de la Jamaïque, son alliance avec la France lui valut, aux portes du contingent européen, la possession de Dunkerque, sans que pourtant il s'engageât, dans la lutte des deux puissances, assez avant pour compromettre l'indépendance de la politique extérieure de son pays.

Ce fut, sous son gouvernement le constant caractère de cette politique de n'avoir rien de systématique ni d'emporté, et de ne se mêler des affaires d'autrui qu'autant que ses propres affaires l'exigeaient réellement. Les Stuart étaient réfugiés en France. La cour les traitait avec faveur, quoique timidement. Les essais de guerre civile de la Fronde troublaient le royaume. Les protestants y étaient, sinon persécutés, du moins inquiétés et mécontents. L'oc-

casion semblait belle et la tentation était forte, pour Cromwell, d'intervenir là contre ses ennemis, et pour la cause religieuse et politique qui avait fait sa grandeur. Le prince de Condé, chef des insurgés, la ville de Bordeaux, leur boulevard, l'en sollicitaient ardemment, entretenant auprès de lui des envoyés, multipliant les instances et les offres pour obtenir son appui. Cromwell les accueillait, leur donnait lieu d'espérer, envoyait à son tour en France des agents chargés de sonder les dispositions et de mesurer les forces des protestants et des Frondeurs, inquiétait ainsi gravement Mazarin; puis, ne trouvant, du côté des mécontents français, ni forces réelles, ni conduite habile, ni chance de succès, il écartait toute velléité d'ambition ou de passion, laissait tomber les offres qu'il avait reçues, les espérances qu'il avait laissé naître, et traitait avec Mazarin, mettant à profit les inquiétudes qu'il lui avait fait concevoir.

Qu'une occasion moins tentante, mais moins compromettante, s'offrît ailleurs de soutenir le protestantisme opprimé, Cromwell la saisissait avidement. Pour protéger, contre le duc de Savoie, de pauvres paysans expulsés de leurs vallées, il multipliait les déclarations, les ambassades, les secours d'argent, les menaces, sommait la cour de France d'intervenir si elle ne voulait qu'il intervînt lui-même, entraînait dans ses démarches les Provinces-Unies, les cantons suisses, atteignait son but par le seul mouvement qu'il imprimait et donnait ainsi aux sentiments religieux de l'Angleterre une éclatante satisfaction, sans l'engager dans aucune lutte grave et incertaine.

Quand des intérêts anglais, importants quoique secondaires, étaient en jeu, réclamant protection ou réparation, Cromwell les soutenait énergiquement, en les tenant avec soin séparés des questions générales et passionnées. Il envoyait dans la Méditerranée l'amiral Plake avec une forte escadre, chargé de se porter partout où l'Angleterre avait des réclamations à former; et Blake se présentait successivement devant Livourne, Alger, Tunis, Tripoli, vidant avec éclat, quoique sans les grossir, ces démêlés divers, et ne se retirant que lorsqu'il avait obtenu de gré ou de force le redressement des griefs de son pays.

Tant d'efforts et de succès ne demeuraient point vains, mais n'atteignaient point au véritable et dernier but du vainqueur. Ce gouvernement si actif sans témérité, si habile à flatter les passions nationales sans s'y asservir, qui au dehors faisait grandir son pays sans le compromettre, et maintenait l'ordre au dedans avec les soldats de la révolution, Cromwell était obéi, craint, admiré, mais ne s'enracinait point. L'Angleterre se soumettait à son génie et à sa force : elle n'acceptait pas sa domination. Consommé dans l'art d'attirer à lui les hommes, tous les jours il en détachait quelques uns des anciens partis, les décidant tantôt à le servir activement, tantôt à cesser d'agir comme ses ennemis. Il obtint, autant que l'ait jamais obtenu aucun autre parmi les maîtres des peuples, tout ce que le bon sens, la fatigue, l'intérêt personnel, la faiblesse, la lâcheté, la bassesse, la trahison peuvent donner à la puissance. Mais les partis subsistaient toujours, cavaliers, presbytériens, républicains, com-

primés mais vivaces, et ne renonçant ni à l'espérance ni à l'action. Dans le cours des cinq années de l'empire de Cromwell, et sans parler d'une foule de tentatives obscures, quinze conspirations et insurrections, royalistes ou républicaines, ou coalisées, mirent son gouvernement en alarme ou sa vie en danger. Il les réprimait énergiquement, sans cruauté et sans pitié, rigoureux ou clément selon le besoin, employant tour à tour les lois et l'arbitraire, le jury et les cours d'exception, une police infatigable et une armée dévouée, les arrestations silencieuses et les exécutions éclatantes, le bannissement, l'emprisonnement, la vente des insurgés vaincus comme esclaves dans les colonies, tout ce qui se peut inventer pour frapper des ennemis d'impuissance ou de peur. Rien ne réussit contre lui; tous les complots furent déjoués et toutes les prises d'armes étouffées. Le pays ne s'y associait point et gardait son repos. Mais il ne croyait ni au droit ni à la durée de ce pouvoir tous les jours vainqueur. Cromwell ne régnait point dans les esprits comme un souverain reconnu et définitif. Au faîte de sa grandeur, il n'était dans la pensée publique qu'un maître irrésistible mais provisoire, sans rival mais sans avenir.

Il le sentait lui-même mieux que personne. C'était le caractère de son esprit de voir toutes choses, même sa propre situation, comme elles étaient réellement. Jamais grand homme n'a été plus ardent à l'espérance et plus étranger à l'illusion.

Il avait appris, en renversant la monarchie constitutionnelle, que c'était le seul gouvernement qui

convînt et qui pût durer en Angleterre. Maître des ruines de l'édifice, une pensée constante s'empara de lui, le relever pour s'y établir.

Ce fut son désir et son travail continu de parvenir à avoir un parlement avec lequel il pût vivre et gouverner. Il en réunit quatre en cinq ans; tantôt choisissant lui-même, de concert avec ses officiers, l'assemblée qu'il décorait hypocritement de ce nom; tantôt la faisant élire selon le nouveau mode que le Long-Parlement républicain était sur le point d'adopter quand il l'avait chassé; traitant toujours ces assemblées, à leur début, avec beaucoup de solennité et de déférence; usant, pour s'y créer une majorité, des artifices les plus éhontés, des violences les plus inouïes; et soigneux, au moment même où il rompait avec elles, de ne point donner à croire qu'il renonçât à leur concours.

L'entreprise, de sa part, était chimérique. Les royalistes n'entraient point dans ses parlements. Les presbytériens n'y arrivaient qu'en fort petit nombre. Les diverses fractions du parti républicain y siégeaient presque seules, profondément divisées et irritées. Les partisans de Cromwell étaient peu propres à triompher par la tactique parlementaire et la discussion. Ses ennemis, bien plus exercés dans ce genre de combat, en déployaient, pour lui nuire, toutes les ressources. Il se retrouvait là en présence des hommes qu'il avait détrônés, sincèrement passionnés contre sa tyrannie, obstinés dans leurs idées et leurs habitudes anarchiques, et aussi ingouvernables qu'incapables de gouverner. Lui-même, il leur

fournissait, à chaque instant, des griefs et des armes, car il n'avait pas appris, en devenant le maître absolu, à respecter le droit, ni à endurer la résistance et la contradiction. Averti, par son grand instinct, que, dans son isolement despotique, il ne fondait rien, pas même son propre pouvoir, il appelait un parlement pour s'en aider dans la création d'un gouvernement durable; mais quand le parlement était là, dépourvu des forces naturelles du parti conservateur, et dominé par des hommes qui ne savaient que détruire, bientôt Cromwell ne pouvait supporter ni leur liberté, ni leur fol aveuglement, et il brisait cet instrument qu'il sentait nécessaire, mais qu'il s'irritait de trouver toujours fatal.

Un jour, il crut avoir enfin réussi à réunir un parlement qui comprît et secondât ses desseins. Il se hâta d'y faire éclater l'idée qui le possédait, le rétablissement complet de la monarchie anglaise, un roi et deux chambres. La proposition en fut faite et débattue dans le parlement, et publiquement négociée pendant plus de deux mois entre le parlement et le protecteur. Cromwell déploya dans la négociation cet étrange amalgame d'ardeur et de retenue, d'habileté profonde et d'hypocrisie grossière, qui était à la fois son art et sa nature. La prudence égalait presque en lui l'ambition. Il ne voulait pas que son avénement à la royauté fût au prix d'une scission dans son parti, base déjà si étroite et si chancelante de son gouvernement. Il prétendait devenir roi sans que le protecteur fût en péril. Il fallait, non seulement que la couronne lui fût offerte, mais que

tous les hommes importants dont il était entouré, sectaires ou politiques, officiers ou magistrats, se fussent décidés et compromis à la lui offrir. Depuis longtemps, avant l'institution du protectorat, avant l'expulsion du Long-Parlement, il les sondait et les préparait à cette fin. Engagé cette fois dans la tentative suprême, son travail, pour agir sur eux, fut infini et infatigable, tantôt direct, tantôt détourné; il s'adressait tour à tour à leur intérêt, à leur amitié, à leur raison; il essayait de leur faire comprendre que la révolution qu'ils avaient faite, et leur propre situation à eux-mêmes comme la sienne, demeureraient faibles et précaires tant qu'ils ne se seraient pas établis ensemble dans l'institution sur laquelle se fondaient toutes les lois, à laquelle se rattachaient toutes les habitudes d'obéissance et de respect de l'Angleterre. Il persuada, ou entraîna, ou séduisit tant de gens, même parmi les officiers longtemps rebelles, qu'il put se croire et se crut vraiment assuré du succès. La proposition fut votée dans le parlement. La couronne lui fut officiellement offerte. Il ajourna sa réponse. Il voulait vaincre les dernières résistances. C'était auprès de lui, parmi les généraux les plus intimement unis à sa personne, qu'il les rencontrait. Elles furent insurmontables, par sincère passion républicaine, par pudeur de démentir à ce point leur vie, par vengeance de rivaux humiliés. Cromwell se flatta qu'après tout ce n'était que l'humeur de quelques hommes. Il se décidait à passer outre, et à poser enfin sur sa tête cette couronne mise sous sa main, lorsqu'il apprit

qu'à cette heure même une pétition, rédigée par l'un de ses chapelains et signée par un grand nombre d'officiers, était, au nom de l'armée, solennellement présentée au parlement, réclamant la fidélité à la bonne vieille cause et repoussant le rétablissement de la royauté. Cromwell manda aussitôt le parlement à Whitehall, et, s'étonnant qu'on eût ainsi l'air de protester contre sa réponse avant qu'elle fût faite, il refusa formellement le titre de roi.

C'était en vain qu'éclairé par son génie sur le vice de sa grandeur, il s'efforçait de la transporter sur des bases consacrées par le droit et le temps. Dieu ne voulut pas que le même homme qui avait fait tomber la tête du roi, et foulé aux pieds les libertés du pays, recueillît l'honneur et le fruit du rétablissement de la royauté et du parlement. Puissant contre l'anarchie, Cromwell, en luttant contre les difficultés de sa situation, retombait sans cesse dans le despotisme. Il avait fait rentrer l'impartialité dans l'ordre civil; et, poussé par la nécessité de suffire aux dépenses de son gouvernement, il soumit tous les royalistes aux exactions les plus iniques, et tout le pays au régime de la tyrannie militaire, seul moyen d'accomplir les exactions. Il se faisait gloire d'avoir rendu à l'administration de la justice sa régularité et son éclat; et quand des avocats illustres défendirent contre ses poursuites des accusés, quand des magistrats intègres se refusèrent à les condamner contre les lois, il maltraita, destitua, emprisonna les avocats et les magistrats avec un emportement sans exemple dans les plus mauvais temps.

C'était trop d'arrogance que de prétendre rétablir la monarchie légale sans renoncer aux violences révolutionnaires. Cromwell jouissait déjà d'un privilége rare; il avait passé de la révolution à la dictature; il ne lui fut point donné de transformer la dictature en un régime de droit et de liberté.

Mais sa prudence, dans cette périlleuse épreuve, ne fut point perdue. Il ne s'était arrêté qu'au dernier moment, mais il s'était arrêté. L'Angleterre qui avait vu sa retraite, les républicains qui l'y avaient réduit, avaient toujours besoin et peur de lui. Sa situation demeura entière, et le protecteur ne fut pas moins puissant pour avoir échoué à se faire roi. Il n'abandonnait point son dessein. Il prenait même des mesures pour préparer la réunion d'un parlement nouveau, se promettant sans doute, comme il avait jadis dompté le parlement par l'armée, de dompter un jour l'armée par le parlement. Mais déjà s'appesantissait sur lui la main qui devait le dompter lui-même. Sa santé était depuis quelque temps altérée. Des douleurs de famille, la perte d'une fille chérie aggravèrent son mal. Il dépérit rapidement. Il ne voulait pas mourir. Tant d'épreuves traversées avec bonheur, les grandes choses qu'il avait faites et qu'il avait encore à faire, la nécessité de sa présence, la puissance de sa volonté, tout le portait à se persuader qu'il n'avait pas atteint le terme de sa vie. Il disait, dans sa plus confiante intimité: « Je suis sûr que je ne mourrai pas aujourd'hui; je sais que Dieu ne veut pas encore que je meure. » Dieu avait marqué Cromwell pour être un exemple éclatant de ce que peut

et de ce que ne peut pas un grand homme. Sa destinée était accomplie. Il s'était fait, par son seul génie, le maître de son pays et de la révolution qu'il avait faite dans son pays; il resta, jusqu'à sa dernière heure, en pleine possession de sa grandeur; et il mourut, consumant sans succès son génie et sa puissance à tenter de refaire ce qu'il avait détruit, un parlement et un roi.

Dans l'anarchie où la jeta cette mort, l'Angleterre eut l'une de ces bonnes fortunes rares dont on ne saurait dire si elles viennent de Dieu seul, ou si la sagesse des hommes peut y réclamer quelque part. L'anarchie n'eut point de dénoûment factice, ni incomplet, ni précipité. Toutes les ambitions, toutes les prétentions, tous les éléments de chaos et de lutte politique que Cromwell avait comprimés reparurent et rentrèrent en tumulte sur cette scène que naguère il remplissait seul. Son fils Richard fut proclamé protecteur sans obstacle, et reconnu sans hésitation par les puissances étrangères. Mais à peine il essaya de gouverner qu'autour de lui s'élevèrent une foule de conseillers, bientôt ses ennemis et ses rivaux : le conseil général des officiers; un nouveau conseil de l'armée, plus populaire; un parlement nouveau, que Richard se hâta de convoquer; l'ancien Long-Parlement, ou plutôt, comme l'appela le peuple, la queue du Long-Parlement mutilé, soutenant qu'à lui seul appartenait le pouvoir légitime, puisqu'il avait reçu de Charles I[er], du roi qu'il avait mis à mort, le droit de n'être dissous que de son propre aveu; enfin ce

même Long-Parlement, recruté des membres qu'avant la mort du roi il avait chassés de son sein, et qui maintenant y rentraient de force, comme ils en avaient été chassés. Tous ces fantômes prétendirent à remplacer le maître qui jadis les avait tous domptés ; et l'Angleterre les vit, pendant plus de vingt mois, paraître, disparaître, reparaître confusément, s'évoquant ou s'expulsant, se coalisant ou se combattant tour à tour, sans qu'aucun d'eux prît un seul jour la consistance et la force d'un gouvernement.

Et dans cet interrègne de vingt mois, au milieu de cette explosion ridicule de tant de prétendants chimériques, celui-là seul ne parut point qui était dans la pensée de toute l'Angleterre, soit espérance. soit crainte, le seul prétendant sérieux. A peine un ou deux mouvements insignifiants, qui se bornaient à demander la convocation d'un parlement libre, et où le nom de Charles Stuart n'était pas même prononcé, furent-ils tentés en sa faveur, et aussitôt réprimés sans effort.

C'était le souvenir de Cromwell qui retenait encore le parti royaliste dans la crainte et l'inaction. Il avait tant de fois abattu leurs espérances, et si rudement frappé leurs soulèvements ou leurs complots, qu'ils n'osaient plus se promettre le succès. Le bon sens d'ailleurs leur était venu avec les longs revers. Ils avaient appris à ne pas prendre leurs désirs pour la mesure de leurs forces, et à comprendre que, si Charles Stuart devait retrouver la couronne, c'était l'intérêt et le mouvement général de l'Angleterre qui pouvaient seuls la lui rendre, non pas une insurrection de Cavaliers.

Richard Cromwell eut la pensée et le désir de mettre lui-même un terme à l'agonie générale et à la sienne propre, en traitant avec le roi. Il ne manquait ni d'esprit ni d'honnêteté. Il n'avait ni ambition ni grandeur. Il avait assisté, avec un sentiment de fatigue plutôt que de confiance, à la destinée de son père. Il ne croyait point, pour lui-même, au retour d'un tel succès, et ne se sentait pas capable de porter un tel fardeau. Mais il n'était pas capable non plus de prendre, sur de tels intérêts, une résolution souveraine. Il était indécis et faible, criblé de dettes et cherchant de tous côtés l'avenir. Il demeura le jouet d'une fortune dont il sentait la vanité et l'instrument d'hommes moins sensés que lui.

Il fallait arriver au dénoûment. Tous les pouvoirs, tous les noms qui avaient fait la révolution, ou que la révolution avait faits, avaient été mis et remis à l'épreuve. Aucun obstacle extérieur, aucune résistance nationale ne les avaient entravés dans leurs efforts pour gouverner. Aucun n'y avait réussi. Ils s'étaient tous entre-détruits. Ils avaient tous épuisé, dans ces stériles combats, ce qu'ils avaient pu conserver de crédit et de force. Leur nullité était à nu. Cependant l'Angleterre restait à leur merci. La nation avait perdu, dans ces longues et tristes alternatives d'anarchie et de despotisme, l'habitude et le courage de régler elle-même ses destinées. L'armée de Cromwell était toujours là, incapable de créer un gouvernement, mais renversant tous ceux qui ne lui plaisaient pas. Un homme de l'armée, placé très haut dans l'estime et la confiance des soldats, étranger aux partis poli-

tiques, qui avait bien servi le parlement, et Cromwell, et même Richard Cromwell à son avénement, Monk pressentit quel serait le terme nécessaire de cette anarchie, et entreprit d'y conduire sans lutte et sans secousse son pays fatigué. Il n'avait rien de grand, excepté le bon sens et le courage. Nul besoin de gloire, nulle ambition de pouvoir. Point de principes, ni de desseins élevés, ni pour son pays, ni pour lui-même. Une aversion profonde du désordre et de ces iniquités déréglées que les partis populaires couvrent de belles promesses. Il était attaché sans faste, mais avec force et modestie, à ses devoirs de soldat et d'Anglais. Point charlatan, point déclamateur, discret jusqu'à la taciturnité, et absolument indifférent au mensonge. Il s'en servit avec une audace et une patience imperturbables pour amener ce qui lui paraissait le seul intérêt essentiel de l'Angleterre, le retour pacifique du seul gouvernement qui pût être stable et régulier. Tout le reste n'était à ses yeux que questions douteuses et disputes de partis. Il y réussit. Toutes les fractions du grand parti monarchique suspendirent, pour le seconder, leurs anciennes animosités, leurs impatiences aveugles et leurs prétentions contraires. La restauration s'accomplit comme un fait naturel, seul possible, sans coûter une goutte de sang aux vainqueurs ni aux vaincus: et Charles II, rentrant dans Londres au milieu d'acclamations immenses, put dire avec vérité: « C'est certainement ma faute si je ne suis pas revenu plus tôt, car je n'ai vu aujourd'hui personne qui ne protestât qu'il avait toujours souhaité mon retour. »

Jamais gouvernement, ancien ou nouveau, ou relevé après être tombé, ne s'est trouvé dans de meilleures conditions de force régulière et de stabilité.

Charles II remontait sur son trône sans appui étranger, sans lutte intérieure, sans effort même de son propre parti, par le seul élan de la nation anglaise enfin délivrée de l'oppression, et de l'anarchie, et des fluctuations révolutionnaires, et qui n'espérait plus que de lui seul l'ordre légal et un avenir.

La monarchie se rétablissait après l'épuisement complet et la ruine définitive de ses ennemis et de ses rivaux. La république et le protectorat avaient paru et reparu sous toutes les formes, dans toutes les combinaisons qu'ils pouvaient affecter. Tous les pouvoirs, tous les noms issus de la révolution étaient usés et décriés. Le champ de bataille restait vide. Les fantômes mêmes des combattants et des prétendants révolutionnaires s'étaient évanouis.

La royauté n'était pas seule rétablie. En même temps que le roi remontait sur son trône, les grands propriétaires, les gentilshommes de campagne, tous ces citoyens considérables qui avaient soutenu la cause royaliste, reprenaient leur place dans le gouvernement du pays. La république et Cromwell les avaient exclus des affaires publiques, n'y pouvant supporter leur présence. En y rentrant, ils comblaient un grand vide dans l'organisation sociale. C'est l'erreur commune des révolutionnaires de croire qu'ils remplaceront tout ce qu'ils détruisent, et qu'ils suffiront à tous les besoins de l'État. Les républicains anglais avaient pu abolir la chambre des lords et

chasser le parti royaliste de la scène politique; ils ne parvinrent point à tenir eux-mêmes sa place, ni pour soutenir le pouvoir contre l'esprit d'anarchie, ni pour maintenir contre le despotisme des libertés de la nation. En même temps qu'elle releva la monarchie héréditaire, la restauration rendit à la propriété foncière, aux campagnes, aux traditions de famille, à la portion la plus ancienne et la plus élevée de l'aristocratie territoriale du pays, leur rang et leur influence. Le pouvoir retrouvait ainsi à la fois son principe de stabilité et ses alliés naturels; et la société politique, depuis onze ans mutilée et flottante, rentrait en possession de toutes ses forces et se replaçait sur toutes ses bases.

Le gouvernement de la société religieuse, l'Église épiscopale, se relevait en même temps que la royauté. Certes, l'origine de l'Église anglicane, née à la voix et élevée à l'ombre du pouvoir temporel, a été pour elle une grande infirmité, comparée à l'origine purement spirituelle et à la forte indépendance de l'Église catholique. Mais l'Angleterre en a retiré cet avantage que toute lutte a cessé entre le gouvernement de l'Église et celui de l'État: l'Église anglicane, intimement unie au trône et tenant de lui sa force première, lui a été constamment et loyalement dévouée; et malgré les taches de son origine et les faiblesses de sa conduite, elle n'a manqué ni de ferveur dans sa foi, ni de vertu dans sa vie, ni de courage et d'éclat dans l'accomplissement de sa mission. Elle a eu ses héros et ses martyrs, indomptables sur l'échafaud et le bûcher, quoique souvent complai-

sants et faibles envers les rois. Quand elle fut rétablie, en 1660, avec Charles II, elle venait de subir pendant quinze ans toutes les persécutions révolutionnaires, la spoliation, l'oppression de son culte, l'insulte, la prison, la pauvreté. Elle avait tout supporté avec dignité et constance; elle se relevait entourée du dévouement passionné du parti royaliste et du respect général de la population. Elle mit au service de la royauté une fidélité éprouvée et une autorité grandie par le malheur.

Les dispositions du peuple anglais répondaient à celles de l'Église : non que les sectes qu'elle avait longtemps opprimées, et qui venaient de l'opprimer à leur tour, cessassent de lui être ardemment ennemies; non que les excès, odieux ou ridicules, du fanatisme et de l'hypocrisie fissent partout place à une piété sage et vraie. Une réaction d'impiété, de frivolité, de licence et de cynisme, ne tarda pas à éclater. Mais elle ne pénétra guère au delà des régions hautes et superficielles de la société: au milieu des scandales de la cour et des classes qu'atteignait de près la contagion de ses exemples, l'Angleterre restait pleine de chrétiens sincères et fervents; les uns attachés ou ramenés à l'Église anglicane par le souvenir des maux et l'aversion des désordres qu'avait entraînés sa chute ; les autres engagés dans les sectes dissidentes que l'Église recommença à persécuter assez cruellement pour exalter leur zèle, pas assez pour les frapper de mort. Au sein de leurs luttes et de leurs haines mutuelles, l'Église et les sectes exerçaient les unes sur les autres une influence sa-

lutaire; elles se maintenaient ou se rappelaient réciproquement dans le respect de Dieu et de ses lois, dans la constante préoccupation des intérêts éternels de l'homme, dans la ferveur et l'activité de la foi.

Ainsi, dans la masse de la population, les bases morales ne manquaient point à la monarchie rétablie, et elle retrouvait autour du trône, dans les classes que les habitudes de leur vie rapprochent du pouvoir, les appuis politiques dont elle avait besoin.

Deux ennemis redoutables, l'esprit de révolution et l'esprit de réaction, pouvaient seuls rendre vaines tant de circonstances propices, et compromettre de nouveau la monarchie.

L'esprit de révolution survit longtemps à sa défaite, et même à son impuissance démontrée. Des deux partis révolutionnaires qui avaient dominé l'Angleterre, la république et Cromwell, le dernier disparut complètement, si complètement que les fils du protecteur purent mourir en paix et oubliés dans leur patrie. Le parti républicain subsista, sans rien tenter, presque sans rien espérer pour sa propre cause, mais ardemment mêlé à toutes les haines, à tous les complots contre le gouvernement établi, cherchant et trouvant incessamment dans les sectes persécutées, surtout en Écosse, des insurgés et des martyrs. Même dans les partis d'opposition légale, étrangers à tout regret et à tout désir républicain, les idées et les habitudes révolutionnaires demeuraient puissantes : les plus éclairés avaient l'esprit imbu de théories et le cœur prêt à s'émouvoir de passions incompatibles avec les luttes pa-

tientes et les transactions obligées de la monarchie constitutionnelle; les plus modérés considéraient la chance et glissaient sur la pente de révolutions nouvelles avec une facilité que repousse tout ordre stable et légal. Le venin révolutionnaire, amorti mais non expulsé, circulait encore dans les veines d'une grande partie de la nation anglaise, et l'entretenait dans un état d'intempérance politique plein d'obstacles et de périls pour le pouvoir.

L'esprit de réaction, cette maladie des partis vainqueurs, fomentait incessamment l'esprit de révolution : non que l'on doive accueillir tous les reproches dont l'histoire poursuit, à ce titre, les cavaliers et l'Église d'Angleterre ; les révolutions longtemps souveraines, et enfin arrêtées dans leur cours, ont cette arrogante prétention que les iniquités qu'elles ont commises demeurent intactes; il faut qu'on se contente de réprimer désormais leur pouvoir malfaisant; elles qualifient de réaction toute réparation des maux qu'elles ont faits. Parmi les mesures prises sous le règne de Charles II pour redresser les torts que les royalistes, laïques ou ecclésiastiques, avaient soufferts pendant la révolution, plusieurs n'étaient qu'un retour naturel et nécessaire au droit violé. Mais ces retours ont des limites que le bon sens indique à la politique des gouvernements et à l'intérêt des partis eux mêmes. On ne répare pas l'injustice par l'injustice ; on ne met pas un terme aux révolutions par les provocations et les vengeances. Toute réparation qui prend de tels caractères perd son droit, et devient, pour la cause qu'elle prétend

servir, un grave péril. La réaction religieuse surtout tomba, sous Charles II, dans ces excès déplorables: ce ne fut point la pure réparation des griefs et des maux de l'Église anglicane; ce fut une vindicative persécution des sectes dissidentes, un manque de foi envers les plus modérées de ces sectes à qui le roi, au moment de son retour, avait solennellement promis la liberté. Charles tenta à plusieurs reprises de tenir sa parole et d'assurer aux dissidents quelque tolérance; la persécution répugnait à son bon sens, à la douceur de ses mœurs, à son indifférence en matière religieuse, à son secret penchant en faveur des catholiques. Mais ses faibles et froides velléités de justice cédaient bientôt à l'obstination des haines ecclésiastiques et à l'emportement des passions populaires. Aveuglé ou entraîné, le parti royaliste, dans le parlement et hors du parlement, s'y associait presque tout entier. Après 1660, la réaction laïque fut limitée et courte; la réaction religieuse, un moment contenue, éclata bientôt avec violence, se perpétua en s'aggravant, et créa la plupart des périls et des fautes, je pourrais dire des crimes, où tombèrent Charles II et son gouvernement.

Mais ces fautes et ces périls, bien que graves et tristes, n'avaient au fond, pour la monarchie et la société anglaise, rien de vital ni de menaçant. A considérer les choses dans leur ensemble, l'esprit de révolution ne possédait plus, et l'esprit de réaction ne domina point l'Angleterre. Depuis sa grande crise révolutionnaire de 1640 à 1660, le peuple anglais a eu ce bonheur, et ce mérite, qu'il a compris l'expé-

rience et qu'il ne s'est jamais livré aux partis extrêmes. Au milieu des plus ardentes luttes politiques, et même des violences où il a tantôt suivi, tantôt poussé ses chefs, il s'est toujours, dans les circonstances suprêmes et décisives, contenu ou replié dans ce ferme bon sens qui consiste à reconnaître les biens essentiels qu'on veut conserver, et à s'y attacher invariablement, en supportant les inconvénients qui les accompagnent, ou en renonçant aux désirs qui pourraient les compromettre. C'est à partir du règne de Charles II que ce bon sens, qui est l'intelligence politique des peuples libres, a présidé aux destinées de l'Angleterre. Trois grands résultats, encore confus et incomplets, mais irrévocables, et seuls essentiels aux vœux comme aux intérêts généraux de la nation anglaise, survivaient à la révolution qu'elle venait de traverser.

La royauté ne pouvait plus se séparer du parlement. La cause de la monarchie était gagnée : celle de la monarchie absolue était perdue. Des théologiens et des philosophes, Filmer et Hobbes, pouvaient ériger en dogme ou soutenir en principe le pouvoir absolu; leurs idées pouvaient exciter, dans les écrits et dans les entretiens, la faveur ou la colère des hommes de science ou de parti. Dans la pensée pratique de la nation, la question était vidée: royalistes ou révolutionnaires, tous regardaient l'intime union et le contrôle mutuel de la couronne et du parlement comme le droit et la nécessité du pays.

La chambre des communes était, en fait, prépondérante dans le parlement. Il ne s'agissait plus

de sa souveraineté directe ; ce principe révolutionnaire était décrié et maudit; la couronne et la chambre des lords avaient repris possession de leurs droits et de leur rang; mais elles avaient été trop rudement vaincues et abattues pour retrouver leur ancienne supériorité, même par la chute de leurs ennemis; et ni les fautes ni les revers de la chambre des communes n'abolirent entièrement ses terribles victoires. Devenu le maître, le parti royaliste, dans ses rapports avec la couronne et l'administration de l'État, hérita des conquêtes essentielles du Long-Parlement. La confusion devait être longue, et souvent violente, avant que les partis divers, torys ou whigs, gouvernants ou opposants, eussent appris à bien user de ces conquêtes, à en bien comprendre le sens et la mesure, et à maintenir, entre les grands pouvoirs publics, cette harmonie laborieuse qui fait le mérite comme la difficulté du gouvernement constitutionnel. Mais à travers les tâtonnements de cet apprentissage, et malgré des apparences ou des formes souvent contraires, l'influence prépondérante de la chambre des communes dans les affaires publiques fut, à partir du règne de Charles II, un fait de plus en plus évident et assuré.

A côté, ou plutôt au-dessus de ces deux faits politiques, se plaçait le fait religieux également consommé par la révolution, la domination complète et définitive du protestantisme en Angleterre. Jamais, certes, les protestants anglais n'avaient été plus ardemment désunis; et Bossuet pouvait, à bon droit, se donner le superbe plaisir de contempler et de

peindre leurs divisions et leurs luttes. Mais l'unité d'une foi et d'une passion commune persistait dans ces sectes qui s'échappaient en tous sens; au milieu de leurs propres combats, elles professaient l'Évangile et combattaient toutes le catholicisme avec la même ardeur, et la liberté de conscience, sans cesse méconnue et opprimée par elles et entre elles, leur était à toutes, contre l'Église romaine, également chère et irrévocablement acquise.

C'était là, dans sa pensée générale et intime, tout ce que demandait la nation anglaise à cette royauté ancienne dont elle accueillait avec transport le retour, décidée à supporter longtemps les fautes du gouvernement qui la préserverait de toute révolution nouvelle en lui assurant ces trois résultats de la révolution qu'elle venait de subir.

Mais ce fut précisément là ce que ni Charles II ni Jacques II ne surent ou ne voulurent pas accomplir.

En politique, Charles II était trop sensé et trop indifférent pour affecter ou pratiquer le pouvoir absolu. Il ne se souciait que de son plaisir, n'aimait le pouvoir que pour jouir de la vie, et admettait volontiers les ménagements et les transactions pour éloigner les périls des luttes extrêmes, ou pour s'en épargner les ennuis. Mais dans sa pensée, la monarchie absolue avait seule son estime et son goût. Il avait subi les coups et assisté aux égarements et aux mécomptes des institutions de son pays; il avait contemplé de près l'éclat de la cour de Louis XIV et la force de son gouvernement. Là se portaient son admiration et sa confiance. De là sa pente à tom-

ber, envers Louis XIV, dans une servilité vénale; il le regardait comme le chef du parti des rois, et ne ressentait pas toute la honte qui eût dû l'accabler quand il lui vendait la politique et les libertés de son pays.

En religion, Charles était à la fois sceptique et catholique, ne croyant à rien, et aussi corrumpu d'esprit que de mœurs; mais pensant qu'après tout, s'il y avait quelque vérité dans la religion, elle était dans la religion catholique, abri plus sûr pour les rois contre les périls du pouvoir, pour les hommes contre ceux de l'éternité.

Ainsi, quoique, dans sa vie, il ne se conduisît pas en souverain absolu et catholique, Charles était, dans son ame, catholique et absolutiste, en sympathie avec les rois du continent, point avec la foi et la politique de sa nation.

Jacques II était catholique et absolutiste avec foi. et, dans sa conduite, conséquent avec sa foi; de plus, aveuglément entreprenant, avec l'obstination d'un esprit étroit et stérile et la dureté d'un cœur froid et sec.

Tels étaient les deux princes que la restauration mit en présence de la nation anglaise, rentrant avec joie sous la monarchie et maudissant la révolution, mais instinctivement résolue à en conserver les grands résultats.

L'histoire d'Angleterre, dans tout le cours de la restauration, n'est que l'histoire de ce profond désaccord, lentement révélé mais enfin éclatant, entre deux rois et leur peuple, et des efforts persévérants

du peuple anglais pour échapper aux conséquences de ce fait, c'est-à-dire à une nouvelle révolution.

Car l'Angleterre, durant cette époque, fut essentiellement conservatrice. Des factions ardentes, des ambitions égoïstes l'agitèrent de leurs intrigues, de leurs complots, de leurs insurrections. Elle fut plus d'une fois entraînée par leurs efforts, ou par ses propres passions, dans des mouvements en apparence révolutionnaires. Mais loin de seconder les hommes qui cherchaient le renversement de la monarchie des Stuart, elle s'arrêtait et se rejetait en arrière dès qu'elle entrevoyait cette pente. Les conspirateurs et les insurgés ne furent, sous le règne de Charles II, que des minorités en désaccord avec le pays, même au moment où il leur montrait de la faveur. A mesure que la royauté restaurée faisait plus de fautes et laissait plus clairement percer ses tendances ou ses desseins, le mécontentement public s'aggravait, les chances de rupture entre le prince et le pays devenaient plus fortes; mais le pays luttait contre ces chances au lieu de les chercher. La nation anglaise a fait pendant vingt-six ans, pour maintenir la maison de Stuart sur le trône sans lui livrer ses lois et sa foi, tous les sacrifices, tous les efforts que pouvait commander l'esprit conservateur le plus patient et le plus soutenu.

Toutes les phases du gouvernement anglais durant cette époque, la conduite et la destinée de tous les partis et de tous les cabinets qui ont exercé le pouvoir, n'ont été que des formes diverses et des preuves éclatantes de ce grand fait.

Par la pente naturelle des choses, l'ancien parti royaliste, les conseillers fidèles de Charles Ier dans le malheur et de Charles II dans l'exil, furent les premiers en possession du pouvoir. Clarendon était leur chef. Esprit ferme, droit et pénétrant, ami sincère de l'ordre légal et moral, attaché avec courage à la constitution et avec passion à l'Église de son pays, plein de respect pour les droits, écrits ou traditionnels, du peuple comme du prince, il détestait la révolution à ce point que toute nouveauté lui était indistinctement suspecte et antipathique. Premier ministre, il fut plus hautain que fier, manqua de largeur dans les idées et de générosité sympathique dans le caractère, et jouit de sa grandeur avec faste en exerçant le pouvoir avec roideur. Auprès du roi, qui lui portait une estime pleine de confiance et mêlée de quelque attachement, il était tour à tour sévère et humble, passant des remontrances aux complaisances, disant et soutenant la vérité en honnête homme, mais inquiet de l'avoir dite, et cherchant des appuis contre la cour sans vouloir puiser sa force dans le parlement. Il prétendait maintenir à la fois la couronne dans le respect des anciennes lois du pays, et la chambre des communes dans la modestie de son ancienne situation, et se flattait qu'on pourrait astreindre la prérogative royale à la légalité sans lui imposer, envers le parlement, aucune responsabilité nécessaire. Il échoua dans cette chimérique tentative de fonder, au sortir d'une révolution populaire, un gouvernement qui ne fût ni arbitraire ni limité; et il succomba lui-même après sept ans de prépondérance,

odieux aux communes par son arrogance monarchique, aux sectes dissidentes par son intolérance épiscopale, à la cour par sa sévérité dédaigneuse, poursuivi par l'aveugle colère du peuple qui s'en prenait à lui de tous les malheurs publics comme de tous les torts du pouvoir, et indignement abandonné du roi pour qui il n'était plus qu'un censeur incommode et un ministre compromettant.

On a attribué la chute de Clarendon aux défauts de son caractère, et à quelques fautes ou à quelques échecs de sa politique, au dedans et au dehors. C'est méconnaître la grandeur des causes qui décident du sort des hommes éminents. La providence, qui leur impose une tâche si rude, ne les traite pas avec tant de rigueur qu'elle ne leur passe point de faiblesses, et qu'elle les renverse légèrement, pour quelques torts ou quelques échecs particuliers. D'autres grands ministres, Richelieu, Mazarin, Walpole, ont eu des défauts, et commis des fautes, et essuyé des échecs aussi graves que ceux de Clarendon. Mais ils comprenaient leur temps; les vues et les efforts de leur politique étaient en harmonie avec ses besoins, avec l'état et le mouvement général des esprits. Clarendon se trompa sur son époque; il méconnut le sens des grands événements auxquels il avait assisté; il considéra et traita ce qui s'était passé de 1640 à 1660 comme une révolte après laquelle il n'y avait qu'à rétablir l'ordre et les lois, non comme une révolution qui, en précipitant la société anglaise dans de funestes égarements, l'avait lancée dans des voies nouvelles, et qui imposait à l'ancienne royauté réta-

blie de nouvelles règles de conduite. Parmi les grands résultats que cette révolution, même vaincue, léguait à l'Angleterre, Clarendon accepta avec sincérité le concours nécessaire du parlement, et avec joie le triomphe du protestantisme. Il repoussa et combattit obstinément l'influence croissante de la chambre des communes dans le gouvernement du pays, et ne sut ni reconnaître ni pratiquer les moyens par lesquels ce fait nouveau pouvait tourner à la sûreté, et même à la force de la monarchie. C'était là une de ces erreurs que ne rachètent point des talents ni des vertus rares, et qui rendent mortels, dans l'impitoyable destinée des hommes publics, des torts ou des échecs d'ailleurs légers et de peu d'effet.

Après les honnêtes conseillers de l'ancienne royauté vinrent les roués de la nouvelle cour, Buckingham et Shaftesbury à leur tête : l'un licencieux, spirituel, léger et présomptueux, l'autre ambitieux, profond et hardi; tous deux également corrompus et versés dans l'art de corrompre; tous deux prêts à passer sans cesse, pour le besoin de leur fortune ou le plaisir de leur vanité, de la cour à la multitude et du gouvernement à la faction. Ils entreprirent de donner satisfaction au parlement, aux dissidents, à tous les sentiments publics que la politique roide et isolée de Clarendon avait irrités. Mais il ne suffit pas de vouloir plaire et céder pour gouverner. Les téméraires et immoraux successeurs de Clarendon ne soupçonnaient pas quels embarras et quels périls ils étaient près d'attirer sur le pouvoir et sur eux-mêmes en prenant dans la chambre des communes leur point

d'appui. Pour qu'une assemblée populaire puisse être un moyen habituel de gouvernement fort et régulier, il faut qu'elle soit elle-même fortement organisée et gouvernée, ce qui ne se peut qu'autant qu'elle contient de grands partis unis par des principes communs, et marchant avec suite et discipline, sous des chefs reconnus, vers un but déterminé. Or de tels partis ne se forment et ne subsistent que lorsque des intérêts puissants et des convictions fermes et longues rallient et retiennent ensemble les hommes. Une certaine mesure de foix aux idées et de fidélité aux personnes est la condition vitale des grands partis politiques, comme les grands partis politiques sont la condition du gouvernement libre. Rien de semblable n'existait et n'était près de se former sous Charles II, lorsque le ministère, dit la cabale, essaya de gouverner de concert avec la chambre des communes et selon son vœu. Après tant de secousses et de mécomptes, et surtout dans les régions voisines du pouvoir, les hommes étaient en proie au doute, à la méfiance, à une mobilité continuelle, à un esprit de personnalité tantôt impatiente jusqu'à l'impudeur, tantôt prudente jusqu'à la pusillanimité. La chambre des communes était pleine des débris des partis révolutionnaires ; il n'y avait point de partis politiques capables et dignes de soutenir un gouvernement. Et des hommes tels que Shaftesbury et Buckingham étaient incapables et indignes de former de tels partis ; ils ne savaient que chercher et gagner pour eux-mêmes des partisans dans tous les camps, par tous les moyens. Leur politique était

effrontément incohérente et contradictoire : tantôt ils unissaient intimement l'Angleterre à la Hollande, tantôt ils livraient la Hollande à Louis XIV, selon qu'ils avaient momentanément besoin de la faveur des zélés protestants anglais ou de celle du grand roi étranger. Ils accordaient la tolérance aux dissidents par respect apparent pour les droits de la conscience, mais en réalité par complaisance pour le roi. qui voulait protéger les catholiques ; puis, sous la pression de la chambre des communes irritée, ils sollicitaient le roi de sanctionner, contre les catholiques et les dissidents, les mesures les plus rigoureuses. Leur politique, intérieure et extérieure, n'offrait qu'une série de tâtonnements et de démentis ; leurs plus équitables mesures n'étaient que des moyens de corruption et de tromperie insolemment adoptés ou abandonnés tour à tour, et manquaient également de solidité et de sincérité.

Le public, au dedans comme au dehors du parlement, se laissait quelquefois prendre à ces piéges. Rien n'égale l'empressement des passions populaires à croire ce qui leur plaît et à tout excuser de qui les sert. Les roués de la cabale obtenaient par moments quelque faveur ; mais elle se retirait d'eux aussi vite qu'elle leur était venue. Leur vie licencieuse, la perversité affichée de leurs mœurs, la versatilité de leur conduite, la vanité de leurs promesses, choquaient le sens moral du pays, qui conservait, au milieu de tant de scandales et de mécomptes, un fonds solide de foi et de vertu. Il eût fait plus, à coup sûr, que de s'indigner, s'il eût su que son roi, avec

la connivence de ses principaux conseillers, concluait avec Louis XIV des traités secrets par lesquels il s'engageait à se déclarer catholique dès qu'il pourrait le faire avec quelque sûreté, et vendait en attendant, pour quelques millions, l'indépendance de la politique et des institutions de son royaume. L'Angleterre ignora longtemps ces actes honteux : mais quand la méfiance est profonde, l'ignorance publique a des pressentiments qui souvent égarent et quelquefois éclairent merveilleusement les peuples. Sans savoir à quel point les ministres de la cabale abaissaient et trahissaient leur pays, non seulement la chambre des communes ne se livra point à eux, mais elle finit par les attaquer violemment, et ils tombèrent sous les coups d'un pouvoir qu'ils avaient grandi en le flattant pour s'en servir, mais sans avoir fait faire aucun progrès à l'organisation des partis politiques dans le parlement et à leur action régulière dans le gouvernement.

Leur successeur, sir Thomas Osborne, comte de Danby, eut bien plus de sens politique et plus d'influence sur le développement du régime parlementaire dans son pays. Entré aux affaires sous les auspices des ministres de la cabale, et associé de bonne heure à quelques unes de leurs mauvaises pratiques, il différait d'eux essentiellement, car il provenait du pays, non de la cour. Simple gentilhomme du comté d'York, les gentilshommes de province étaient vraiment son parti, et la chambre des communes sa patrie politique. Il soutint ardemment la cause de la couronne et de son pouvoir, mais en l'unissant au parlement

au lieu de l'en isoler. Il s'appliqua, par toutes sortes de moyens, bons et mauvais, en persuadant les esprits et en achetant les suffrages, à former dans la chambre des communes un parti compacte, permanent, et à établir entre l'administration et son parti cette intimité, cette solidarité qui peuvent seules rendre le pouvoir efficace et fort en ramenant à une même pensée et à une même action politique ses éléments divers. Danby comprenait et partageait d'ailleurs, en matière de religion et de relations extérieures, le sentiment national de l'Angleterre ; il voulait la sûreté du protestantisme et la bonne intelligence du gouvernement anglais avec les États dévoués à cette cause. Il détermina Charles II à conclure d'abord la paix, puis une alliance avec la Hollande, et à donner sa nièce Marie en mariage au prince Guillaume d'Orange. Danby préparait ainsi au dehors un sauveur à la foi et aux libertés de son pays, en même temps qu'au dedans il commençait à former solidement ce grand parti de la prérogative royale et de l'Église qui, depuis cette époque, a donné tant de force à la monarchie anglaise, et si puissamment concouru à sa stabilité.

Et par une heureuse combinaison de conséquences opposées, pendant que le bon jugement et l'habileté de Danby organisaient le parti tory, ses fautes faisaient prendre au parti whig un énergique et salutaire développement. C'est l'honneur des whigs qu'ils ont puisé leur origine et les premiers élans de leur grandeur dans la défense des libertés et de la moralité politique du pays. Leur parti est né sous l'in-

vocation de principes et de sentiments généreux. Ce fut dans les luttes contre Danby et son armée de cavaliers transformés en torys qu'il commença à prendre sa physionomie propre et son éclat. Luttes encore très désordonnées et confuses, mais où se manifestèrent clairement deux grands partis parlementaires aspirant l'un et l'autre au gouvernement du pays, pour y pratiquer des politiques réellement diverses, en vertu de principes non pas essentiellement contraires, mais profondément différents.

Soutenue pendant quatre ans, cette lutte aboutit à la chute de Danby, à la dissolution de ce Long-Parlement royaliste qui, depuis dix-huit ans, avec un bizarre mélange de dévouement, de servilité et d'indépendance, faisait la force de la royauté, et à la formation d'un grand ministère whig où les chefs du parti, Temple, Russel, Essex, Hollis, Cavendish, Powle, avec l'aide du chef des modérés flottants, Halifax, et du hardi renégat de la cour, Shaftesbury, devenu le favori populaire, entreprirent de réformer et de conduire le gouvernement.

La circonstance était grande. Pour la première fois, et malgré la longue résistance de la couronne, l'opposition parlementaire conquérait le pouvoir au nom du sentiment public et de la majorité. Saurait-elle l'exercer et s'y maintenir? Donnerait-elle satisfaction aux vœux réels du pays sans ébranler les bases de la monarchie qu'inquiétait son avénement?

Les whigs ne réussirent pas à résoudre ce problème.

Soit défaut d'expérience, soit influence des fausses théories politiques dont le Long-Parlement révolu-

tionnaire avait été imbu, leurs idées sur l'organisation et les conditions du gouvernement constitutionnel étaient confuses, peu pratiques, pleines d'hésitation et de contradiction. Ils avaient à la fois des préjugés monarchiques et des préjugés républicains. Ils essayèrent de constituer le cabinet sur de larges bases, comme pour en faire une sorte de corps intermédiaire, capable de contenir la couronne par le parlement et le parlement par la couronne : essai mal conçu et qui avorta en naissant. Ils portaient l'esprit d'opposition dans l'exercice du pouvoir, et en servant la royauté ils étaient plus préoccupés de s'en défendre que de la soutenir.

Ils vivaient mêlés aux débris des factions anarchiques qui avaient survécu à la révolution, et qui ne essaient d'attaquer sourdement la monarchie. A peu près nul dans les classes élevées, le parti républicain était faible et impuissant pour son propre succès, même dans la multitude ; mais il avait des agitateurs et des conspirateurs acharnés, prêts à mettre leur savoir-faire et leur vie au service de quiconque leur faisait ou leur laissait espérer quelque satisfaction à leur turbulence et à leurs haines. Les whigs étaient constamment, sinon en connivence, du moins en contact avec ces révolutionnaires de profession dont ils voulaient faire leurs soldats, mais qui à leur tour espéraient faire de leurs chefs leurs instruments, et les compromettaient sans cesse d'abord auprès du roi, puis auprès du pays, monarchique quoique mécontent, et décidément contraire à de nouvelles révolutions.

Contre ces fautes de leur conduite ou ces vices de leur situation, les whigs avaient une ressource dont ils firent un ample et triste usage, la complaisance pour les passions populaires. L'Angleterre, à cette époque, en avait une générale, souveraine, la terreur et l'aversion du papisme. Avertie par un instinct légitime qu'elle était, sur ce point, trahie par son roi, la nation anglaise s'emporta hors de toute raison, de toute justice, de toute humanité. La persécution politique et judiciaire des catholiques fut, pendant trois ans, le crime d'un peuple furieux dans sa foi et d'un roi lâche dans son incrédulité. Les whigs s'unirent ou cédèrent, comme les torys, à cet emportement. Ils eurent, en outre, le mauvais sort d'arriver au pouvoir lorsque les premiers accès de la fureur nationale contre les catholiques commençaient à tomber, et faisaient place à un mouvement de réaction en faveur du bon sens et de l'équité. Ils portèrent ainsi, plus que leurs rivaux, la peine de cette réaction et le poids de la colère cachée du roi qui prit plaisir à se venger sur eux des iniquités auxquelles il n'avait pas eu le courage de résister.

Leur situation, quant aux affaires étrangères du pays, n'était ni plus simple ni plus sûre. Pendant qu'ils s'élevaient contre la servile intimité du roi avec la cour de France, plusieurs de leurs chefs recevaient eux-mêmes, de Louis XIV, des faveurs et des pensions; quelques-uns par corruption, car le parti populaire avait ses roués comme celui de la cour; d'autres, pleins de patriotisme et d'honneur, dans le chimérique espoir d'employer les moyens d'influence

qui leur venaient d'un souverain étranger, au triomphe des libertés de leur patrie. C'est une dangereuse tentative de chercher au dehors des forces secrètes pour agir sur les affaires intérieures de son pays; les plus habiles courent grand risque de servir ainsi les desseins de l'étranger plutôt que leurs propres desseins; et Louis XIV tira bien plus de fruit, pour sa politique, de ses relations avec quelques chefs whigs, qu'ils ne trouvèrent eux-mêmes d'avantages dans l'appui caché qu'il leur prêta pour renverser Danby et pour faire dissoudre le Long-Parlement des cavaliers.

Au milieu de cette situation chargée pour eux de tant d'embarras et de périls, les whigs entreprirent de changer l'ordre de succession au trône, et d'en exclure, par acte du parlement, le légitime successeur. C'était faire une révolution par avance, en vertu de conjectures fondées, mais lointaines, et sans que des faits actuels, évidents, en démontrassent l'absolue nécessité. Les whigs pensaient sans doute qu'en pareille affaire il était plus sage de prévoir que d'attendre, et qu'il valait mieux accomplir sur-le-champ, par voie de délibération légale, ce qu'il faudrait faire plus tard par la force, et peut-être au prix de la guerre civile: vue très superficielle, et qui décèle de leur part peu de connaissance des hommes et des grandes conditions de l'ordre social. Il est plus grave de discuter une révolution que de la faire, et l'État est bien plus ébranlé quand on porte atteinte à ses lois fondamentales, au nom de la raison humaine, que lorsqu'on les enfreint sous le coup de

la nécessité. Ce que les whigs demandaient au parlement, c'était d'abolir, par sa seule volonté, et avant que Jacques II eût régné, son droit héréditaire à la couronne ; c'est-à-dire de subordonner, en principe, la base de la monarchie à la délibération du parlement. L'instinct public avertit l'Angleterre que c'était ruiner la monarchie même ; l'esprit monarchique se réveilla rapidement : la dissidence éclata dans le sein même du cabinet. Parmi les torys les plus modérés, les whigs perdirent tout allié, et se virent réduits aux forces propres de leur parti. Ils se trouvèrent aussi en présence d'un obstacle qu'ils avaient peu prévu, la conscience de Charles II. Ce prince égoïste ne se crut pas en droit de disposer du droit de son frère, et le défendit à tout risque. A l'honneur de la nation anglaise, la passion populaire s'arrêta devant le respect des pouvoirs légaux; le bill d'exclusion, adopté par la chambre des communes, fut repoussé par la chambre des lords, et rien ne fut tenté pour passer outre et triompher par d'autres moyens.

Mais la question demeura haute sur l'horizon. La chambre des communes, qui avait voté l'exclusion de Jacques II, fut dissoute. Dans celle qui lui succéda, le bill fut proposé et voté de nouveau. Les deux grands partis qui s'étaient progressivement formés dans le cours du règne étaient résolus, les whigs à écarter le monarque futur, les torys à maintenir intacte la monarchie. Charles II prit aussi sa résolution; il prononça la dissolution de la chambre des communes, renvoya les whigs, forma son conseil de torys seuls, et gouverna quatre ans sans parlement.

Années lugubres, que l'Angleterre passa à entendre gronder les prochains orages. Rentrés dans l'opposition, les whigs conspirèrent à des degrés et dans des desseins divers: les uns pour ressaisir légalement le pouvoir; les autres pour contraindre le roi, fût-ce par l'insurrection et la guerre civile, à subir ce qu'ils regardaient comme le droit et le vœu du pays; quelques uns, soldats inférieurs et désespérés du parti, voulaient se défaire à tout prix, même par l'assassinat, du roi et de son frère, seuls obstacles au succès de la cause. Ces complots, tantôt exagérés, tantôt confondus par une publicité incomplète et dans des procès conduits avec une subtile iniquité, jetaient le pays dans des troubles contraires; le parti conservateur s'indignait et s'alarmait pour la sûreté du trône et de l'ordre établi; le parti populaire s'irritait de plus en plus en voyant toutes ses tentatives vaines et ses plus nobles chefs livrés à l'échafaud. La réaction monarchique et l'hostilité destructive grandissaient parallèlement. Les chartes des villes et des principales corporations, dernier rempart du parti populaire, étaient judiciairement attaquées et abolies. Les conspirateurs, dans leur impuissance et leur péril, quittaient le pays, et allaient en Hollande conjurer le prince d'Orange de sauver la foi protestante et les libertés de l'Angleterre. Évidemment, entre les trois grands résultats de la révolution que l'Angleterre avait à cœur de conserver, les deux résultats politiques, l'influence du parlement dans le gouvernement et la prépondérance de la chambre des communes dans le parlement, étaient suspendus et gravement

compromis; le résultat religieux, la domination du protestantisme, demeurait encore intact: c'était l'Église anglicane elle-même qui soutenait invariablement la couronne et frappait d'anathème toute tentative de résistance. Forts de cet appui, les torys ardents, dirigés par Rochester, se groupaient de jour en jour plus étroitement autour de Jacques, oubliant son dévouement à l'Église catholique pour ne voir en lui que le représentant et l'héritier de la monarchie. Mais un tiers parti se formait autour d'Halifax, combattant les mesures violentes, demandant la convocation d'un parlement, et prédisant les périls extrêmes si l'on ne rentrait dans cette voie. Charles hésitait et ajournait, promettant aux torys ardents une inébranlable persévérance à soutenir le droit de son frère, aux modérés le respect de la constitution du pays, à l'Église le ferme maintien de l'établissement protestant; perplexe et fatigué, employant tout ce qui lui restait d'adresse et de prudence à éluder la nécessité de choisir entre ses promesses. Il mourut avant que les événements vinssent lui imposer cette nécessité; mais arrivé au terme de sa vie mondaine, et sur le seuil de la vie éternelle, les inquiétudes du mourant l'emportèrent sur les précautions du roi; il se refusa aux instances des évêques anglicans, fit appeler un moine bénédictin caché dans son palais, et mourut dans le sein de l'Église catholique, confirmant à sa dernière heure son pays dans les soupçons dont il s'était constamment défendu, et son frère dans la résolution de vivre dévoué à cette Église hors de laquelle, malgré sa sceptique indifférence, Charles lui-même n'osait pas mourir.

Pendant son règne de quatre ans, Jacques II n'eut pas une autre pensée. Ce n'était point par l'entraînement d'une nature forte et dominante, ni pour satisfaire à une ambition passionnée, c'était par un fanatisme inintelligent et intraitable qu'il prétendait au pouvoir absolu. Le principe qui fait la base de la constitution de l'Église romaine, l'infaillibilité et l'indépendance du pouvoir suprême, était pour lui une maxime de gouvernement aussi bien qu'un article de foi. Dans son esprit étroit et roide, l'ordre spirituel et l'ordre temporel étaient aveuglément confondus; et il se croyait, comme roi, en droit d'exiger de ses sujets, dans l'État, cette même soumission absolue que, comme catholique, il était lui-même, dans l'Église, tenu de pratiquer.

Il avait vu, depuis son enfance, ceux qui partageaient sa foi, et lui-même à cause de sa foi, cruellement opprimés. Devenu roi, il regarda la délivrance de l'Église catholique en Angleterre comme son devoir et sa mission; et il ne comprenait nulle autre manière d'accomplir sa délivrance que de lui rendre la domination.

Triste enchaînement des erreurs et des iniquités humaines! Elles s'appellent et s'engendrent l'une l'autre: au lieu de reconnaître et de respecter à la fois leur droit mutuel, protestants et catholiques ne savaient que se persécuter et s'asservir tour à tour.

Soit dans l'espoir sincère de réussir, soit pour se mettre plus tard à l'abri de tout reproche, Jacques essaya d'abord de gouverner légalement. Le jour même où il monta sur le trône, il promit de

maintenir les lois établies dans l'Église comme dans l'État. Il convoqua peu après un parlement, et y renouvela solennellement ses promesses.

Quelques actes importants, bien qu'isolés, ne tardèrent pas à les démentir. Il continua de faire percevoir des taxes que le parlement n'avait pas votées. En même temps que, pour plaire à l'Église anglicane, il redoublait de rigueur contre les dissidents, il commença à suspendre l'exécution des lois contre les catholiques, et à porter, au régime politique et religieux de l'État, de graves atteintes.

Son langage était encore plus inquiétant que ses actes. Tout en protestant de la légalité de ses intentions, il faisait toujours entrevoir son droit au pouvoir absolu, et sa résolution d'en faire usage si l'on ne savait pas lui tenir compte de sa modération et s'en contenter.

C'est la prétention tantôt des rois, tantôt des peuples, les uns au nom du droit divin, les autres au nom de la souveraineté populaire, de s'intimider mutuellement en se montrant par avance les coups mortels qu'ils pourraient se porter. Prétention insensée autant qu'insolente, qui énerve et ébranle tantôt le gouvernement, tantôt les libertés du pays. Aux rois et aux peuples il convient également, dans leurs rapports, de ne mettre en lumière que leurs droits légaux, et d'ensevelir dans un profond silence les mystères et les menaces des coups d'État et des révolutions.

Les promesses de Jacques et ses essais de gouvernement légal furent reçus par le pays avec fa-

veur, presque avec enthousiasme. Plus les craintes sont vives, plus les espérances sont empressées. Les torys dominaient dans le parlement. L'Église anglicane s'efforçait de lier le roi aux engagements qu'il prenait envers elle en se montrant de plus en plus monarchique et dévouée. Les dissidents entrevoyaient des chances de tolérance et de liberté. Les bons et les mauvais penchants, les motifs honnêtes et les motifs honteux concouraient pour assurer au roi la soumission patiente et presque servile du pays. A la cour et dans le parlement, la plupart des hommes importants, sceptiques et corrompus, étaient prêts à faire à leur fortune, dans une mesure inconnue, le sacrifice de leurs opinions et de leur honneur. Dans la nation, un sentiment encore profond de lassitude se joignait à l'esprit monarchique et à la discipline religieuse pour réprimer l'explosion des mécontentements et des alarmes. Jacques n'était plus jeune; ses filles, seules héritières du trône, étaient dévouées à la foi protestante: il valait mieux subir quelque temps des maux dont le terme était certain que risquer de nouvelles révolutions.

Les factions ardentes, les conspirateurs de profession, les ambitieux désespérés, les proscrits réfugiés en Hollande, n'étaient pas si résignés ni si patients. Malgré les conseils du prince d'Orange qui les protégeait et les contenait à la fois, ils tentèrent en Écosse et en Angleterre, sous la conduite du comte d'Argyle et du duc de Monmouth, deux insurrections simultanées. Le peuple en fut ému; une sympathie marquée pour les insurgés se répandit rapidement dans

les classes populaires, mais elle n'éclata point. Le parti whig ne soutint point la rébellion; le parti tory aida fortement le roi à les réprimer. Les deux tentatives échouèrent: les deux chefs portèrent leur tête sur l'échafaud: leur sort excita la compassion publique; ni leurs personnes ni leurs vues ne répondaient au sentiment national.

Mais l'apparence du succès est fatale aux princes faibles engagés dans une lutte contre leur peuple. Jacques, vainqueur de ses ennemis et obéi de ses sujets, s'abandonna aux vices de sa nature. Il prenait plaisir à l'exercice dur et même cruel du pouvoir; il trouva dans Jeffreys un ministre hardi et cynique de ses vengeances. Les rigueurs judiciaires exercées contre les partisans d'Argyle et de Monmouth, avec un mépris grossier des garanties légales et des sentiments humains, excitèrent dans le public, élevé ou humble, et soit qu'il eût ou non approuvé la révolte, une indignation et un dégoût profonds. Jacques donna en même temps un libre cours à ses desseins; il attaqua à la fois l'Église anglicane dans ses droits vitaux et les plus fidèles parmi ses propres serviteurs protestants dans les derniers replis de leur conscience. Les universités d'Oxford et de Cambridge eurent ordre de nommer des catholiques pour chefs à des établissements protestants. Rochester reçut de la bouche du roi la déclaration que, s'il ne se faisait catholique, il perdrait tous ses emplois. Dans le sein même du parti catholique, des menaces si évidemment illégales et extrêmes étaient combattues; deux coteries, l'une honnête et prudente, l'autre intrigante

et emportée, se disputaient auprès du roi l'influence, et lui montraient chaque jour, pour le retenir ou pour l'exciter, l'une le péril où il se précipitait, l'autre le but auquel il aspirait. Rien ne manqua pour éclairer Jacques, ni la loyauté et la longue patience des protestants, ni la modération et les sages conseils des catholiques eux-mêmes. Tout échoua contre son aveugle et sincère entêtement. Il appela officiellement un jésuite, le père Petre, dans son conseil, et ordonna au clergé anglican de lire dans toutes les chaires du royaume la déclaration par laquelle, en vertu de son seul pouvoir, il abolissait définitivement les statuts rendus en parlement contre les dissidents et les catholiques. L'archevêque de Cantorbéry et six évêques se refusèrent à l'exécution de cet ordre, et présentèrent au roi une pétition. Il les fit arrêter, conduire à la Tour, et poursuivre devant la cour du banc du roi, comme auteurs d'un libelle séditieux.

Au même moment, contre l'attente et au milieu des soupçons, mal fondés mais naturels, de toute l'Angleterre, un fils naquit au roi Jacques: la coterie dominante fit éclater sa joie, se promettant d'élever et de dominer le fils comme le père; et ce régime, jusque-là toléré à raison de son terme prochain, devint la perspective indéfinie de l'avenir.

Aucun désordre n'éclata; le pays demeura immobile; mais les chefs du pays changèrent leurs résolutions. Poussée à bout, l'église anglicane entrait dans la résistance passive; les partis politiques firent un pas plus décisif. Whigs et torys le firent également. L'expérience avait appris aux whigs que seuls ils

ne pouvaient ni rallier la nation, ni fonder le gouvernement ; leurs conspirations avaient échoué comme leurs cabinets. Ils eurent la rare sagesse de reconnaître qu'ils ne suffisaient pas eux-mêmes à leurs desseins, et que leur intime union avec leurs anciens adversaires pouvait seule assurer leur succès. Les torys, à leur tour, comprirent que tout principe a sa limite, tout engagement ses conditions, tout devoir sa réciprocité. Ils avaient, depuis quarante ans, soutenu les maximes de non-résistance à la couronne, et gardé à leurs rois une scrupuleuse fidélité. Appelés à une épreuve nouvelle, ils sentirent que leur patrie aussi avait droit à les trouver fidèles, et qu'ils n'étaient pas tenus, pour demeurer conséquents dans leur langage, de livrer servilement à un prince insensé leurs libertés et leur fois. Des noms glorieux, des hommes considérables dans les deux partis, Russell, Sidney et Cavendish, Danby, Shrewsbury et Lumley, se concertèrent et s'unirent. Sondé par eux, le chef du tiers parti, Halifax, déclina toute part active dans leur dessein, mais ne les en détourna point. Et le 30 juin 1688, au moment même où l'acquittement solennel des sept évêques remplissait Londres d'acclamations passionnées, l'amiral Herbert, déguisé en matelot, partit pour la Hollande, portant au prince d'Orange, de la part et sous la signature de ces six chefs des deux partis et de l'évêque de Londres, Compton, l'invitation formelle de venir au secours de la foi et des lois de l'Angleterre, et leur engagement de le soutenir, à tout risque, de tout leur pouvoir.

Guillaume n'attendait que cette démarche. « Ou maintenant, ou jamais, » avait-il dit à son confident Dykevelt, en apprenant le procès intenté aux évêques et leur résistance. Dès qu'il eut reçu le message, avec un habile et hardi mélange de franchise et de réticence, il annonça et prépara publiquement son dessein. Il n'allait point, dit-il, faire une conquête et usurper une couronne ; il allait, à la demande des Anglais eux-mêmes, intervenir entre eux et leur roi pour protéger les lois de l'Angleterre et la foi protestante menacées. Il discuta, avec les États Généraux de Hollande, la convenance de l'entreprise, demandant leur aveu et leur appui. Il en informa non seulement les princes protestants, mais l'empereur d'Allemagne et le roi d'Espagne, défenseur, auprès des uns, du protestantisme, auprès des autres, de l'équilibre européen. Jamais entreprise semblable ne fut, à ce point et par avance, avouée, débattue, expliquée, justifiée. L'Europe entière sut et comprit. La conspiration et l'ambition personnelle disparurent dans la grandeur de la cause et de l'événement. Et moins de quatre mois après l'arrivée du message whig et tory, Guillaume partit pour l'Angleterre, à la tête d'une escadre et d'une armée, emportant l'adhésion secrète et les vœux de la plupart des rois, protestants ou catholiques, et du pape Innocent XI lui-même à qui les procédés hautains de Louis XIV avaient inspiré un vif ressentiment, et la folle témérité de Jacques II un profond mépris.

Jacques seul ne comprit et ne crut point. En vain il recevait de Louis XIV des informations précises

et l'offre de secours efficaces; en vain ses propres gents, à la Haye et à Paris, lui rendaient compte de tous les préparatifs et de tous les progrès de l'entreprise. Il se refusa à toutes les propositions, à toutes les lumières. Par un reste d'orgueil anglais et royal, il ne voulait pas être publiquement soutenu par les soldats du roi étranger dont il avait, sans rougir, accepté en secret les dons: par une crainte cachée au fond de son ame; c'était dans le pressentiment de son impuissance qu'il écartait l'idée de son danger. Ce pressentiment ne le trompait point. Plus de six semaines s'écoulèrent entre le débarquement de Guillaume en Angleterre et son triomphe à Londres; il avançait lentement à travers le pays, attendant également la résistance et l'adhésion. La résistance ne se montra nulle part; pas un effort ne fut tenté, pas une goutte de sang ne coula pour la défense de Jacques. Aussi abattu dans le péril qu'obstiné naguère à ne pas le prévoir, il essaya de regagner par ses faiblesses ce qu'il avait perdu par ses témérités: il rétracta tout ce qu'il avait fait, accorda tout ce qu'il avait refusé, rendit aux villes leurs chartes, aux universités leurs priviléges, aux évèques sa faveur, renvoya le père Petre de son conseil, tenta de négocier avec Guillaume. Les faiblesses furent aussi vaines que les témérités avaient été impuissantes. Jacques, enfermé dans son palais, apprenait chaque jour quelque nouvelle défection de ses généraux, de ses conseillers. Sa fille, la princesse Anne, s'évada et alla rejoindre les quartiers du prince. Whitehall devenait une solitude et risquait de devenir bientôt une pri-

son. Jacques s'enfuit à son tour. Reconnu dans sa fuite et ramené à Londres par une multitude inintelligente, après quelques jours encore de perplexités inutiles, il s'enfuit de nouveau, et pour toujours. Le 18 décembre 1688, il avait à peine quitté Londres depuis trois heures ; six régiments anglais et écossais y entrèrent, bannières déployées, au nom du prince d'Orange. Guillaume lui-même, évitant, par goût autant que par calcul, toute apparence de triomphe, arriva le soir au palais de Saint-James ; et cinq semaines après, le 22 janvier 1689, un parlement, extraordinairement convoqué sous le nom de Convention, se réunit à Westminster pour consacrer et régler la révolution.

Là éclatèrent, entre les partis et dans le sein de tous les partis, les dissidences que le danger commun avait jusque-là contenues. Parmi les torys, tous les scrupules monarchiques se réveillèrent. Parmi les whigs, toutes les tentations révolutionnaires reparurent. Les plus timides des torys disaient qu'il serait sage de rappeler le roi Jacques, en obtenant de lui quelques garanties. Les plus fougueux des whigs parlaient de fonder une république gouvernée par un conseil d'État dont le prince d'Orange serait président. Entre ces opinions extrêmes flottaient les opinions modérées, diverses aussi et troublées. Beaucoup de whigs, monarchiques d'intention, mais encore imbus des maximes du Long-Parlement républicain, voulaient qu'on déposât formellement le roi Jacques, et qu'on n'offrît la couronne à Guillaume qu'après avoir, par des lois souveraines, organisé la république dans la monarchie. De leur côté, les torys

dévoués à l'Église demandaient qu'en déclarant le roi Jacques incapable de gouverner, on respectât les bases de la monarchie, et qu'on se bornât à instituer une régence. D'autres, plus hardis, mais subtilement scrupuleux dans leurs principes monarchiques, reconnaissaient, avec les whigs, que Jacques, par sa conduite et par sa fuite, avait abdiqué le gouvernement; mais ils soutenaient que par ce seul fait, le trône, qui ne pouvait être un seul jour vacant, appartenait de droit à sa fille aînée, la princesse Marie, et qu'il n'y avait qu'à la proclamer reine. A mesure que ces divers plans se produisaient, ils étaient expliqués, commentés, discutés avec ardeur dans le public comme dans les deux chambres; les esprits s'échauffaient; les partis se dessinaient; les ambitieux prenaient en main le drapeau dont ils espéraient leur fortune; la division naissait entre les lords et les communes. La révolution, à peine accomplie, était déjà en péril.

Mais le même grand sens politique qui avait uni les chefs des partis dans la résistance les dirigea dans les premiers pas du gouvernement. Ils écartèrent les théories absolues, les questions pratiquement inutiles, réduisirent les actes et les termes, par lesquels le pouvoir nouveau devait être fondé, à ce qui était strictement nécessaire pour lui donner une forte base, et ne s'inquiétèrent que de conclure promptement et de rallier à leur conclusion les grands intérêts du pays. Guillaume vint en aide, d'abord par sa réserve, puis par sa fermeté, à la sagesse des chefs de partis. Il laissa à tous les systèmes, à tous

les projets, un libre cours, ne témoignant ni déplaisir, ni désir, et se tenant en dehors de tous les débats. Mais quand il sentit que la crise approchait, il réunit les hommes considérables des deux chambres, et leur déclara, en termes simples, brefs et sans réplique, qu'il était plein de respect pour le droit et la liberté du parlement, mais que lui aussi il avait sa liberté et son droit ; et qu'il n'accepterait jamais ni un pouvoir mutilé, ni un trône sur lequel sa femme siégerait au-dessus de lui. La démarche fut décisive : les deux chambres se mirent d'accord ; une déclaration fut adoptée qui proclamait à la fois le fait de la vacance du trône, les droits essentiels du peuple anglais, l'élévation de Guillaume et Marie, prince et princesse d'Orange, au trône d'Angleterre ; et le 13 février 1689, dans les principaux quartiers de Londres, les acclamations publiques accueillirent la proclamation officielle de l'acte du parlement.

C'est le salut des peuples, aux jours de crise de leur destinée, de comprendre et de mettre en pratique, tour à tour par la soumission et par l'action, les conseils que Dieu leur a donnés dans les événements de leur vie. L'Angleterre avait appris, par ses premières épreuves, qu'une révolution est, en soi, un désordre immense et inconnu, qui inflige à la société de grands maux, de grands périls, de grands crimes, et qu'un peuple sensé peut être un jour contraint d'accepter, mais qu'il doit redouter et repousser jusqu'à l'heure de l'absolue nécessité. L'Angleterre s'en souvint dans ses épreuves nouvelles.

Elle supporta beaucoup, elle résista longtemps pour échapper à une nouvelle révolution, et ne s'y résigna qu'à la dernière extrémité, quand elle ne vit plus nul autre moyen de sauver sa foi, ses droits et son honneur. C'est la gloire de la révolution de 1688 d'avoir été un acte de pure défense, et de défense nécessaire: là est la première cause de son succès.

Défensive dans son principe, cette révolution fut en même temps précise et limitée dans son objet. Dans les grandes secousses des sociétés, une fièvre d'ambition universelle, souveraine, impie, saisit quelquefois les hommes; ils se croient en droit et en pouvoir de porter la main sur toutes choses et de réformer à leur gré le monde. Rien n'est plus insensé ni plus vain que ces vagues emportements de la créature humaine qui, traitant de chaos le grand système au sein duquel sa place et marquée, tente de s'ériger en créateur, et ne réussit qu'à porter, partout où elle touche, le désordre de ses propres rêves. L'Angleterre, en 1688, ne tomba point dans cet égarement; elle n'aspira point à changer les bases de la société et les destinées de l'humanité; elle revendiqua et maintint une foi, des lois, des droits positifs, dans lesquels se renfermaient ses prétentions et ses pensées. Elle accomplit une révolution fière à la fois et modeste, qui donna au pays de nouveaux chefs et de nouvelles garanties, mais qui, ce but une fois atteint, se tint pour satisfaite et s'arrêta, ne voulant rien de moins mais ne prétendant rien de plus.

Cette révolution fut accomplie, non par des soulèvements populaires, mais par des partis politiques organisés: organisés longtemps avant la révolution, dans des vues de gouvernement régulier, non dans un esprit révolutionnaire. Ni le parti tory, ni le parti whig lui-même, malgré les éléments révolutionnaires qui s'y mêlaient, ne s'étaient formés pour renverser l'ordre établi. C'étaient des partis de politique légale, non de conspiration et d'insurrection. Ils furent conduits à changer le gouvernement du pays; ils n'étaient pas nés pour ce dessein, et ils rentrèrent dans l'ordre sans effort, après en être sortis un moment, non par habitude, ni par goût, mais par nécessité.

Et ce ne fut point l'un de ces grands partis longtemps opposés qui eut seul le mérite et le fardeau de la révolution; ils se rapprochèrent et se concertèrent pour l'accomplir. Ce fut, entre eux, une œuvre de transaction et de nécessité commune, non une victoire ou une défaite. Whigs et torys la virent approcher et l'accueillirent avec des sentiments divers; tous l'acceptèrent et y prirent part.

On a dit souvent en France, et même en Angleterre, que la révolution de 1688 avait été une œuvre essentiellement aristocratique, point populaire, accomplie par les combinaisons et au profit des classes supérieures, non par l'impulsion ni pour le bien du peuple entier.

Remarquable exemple, parmi tant d'autres, de la confusion dans les idées et de l'oubli des faits qui président si souvent à l'appréciation des grands événements.

La révolution de 1688 a fait, dans l'ordre politique, les deux choses les plus populaires que connaisse l'histoire : elle a proclamé et garanti, d'un côté les droits personnels et universels des simples citoyens, de l'autre la participation active et décisive du pays dans son gouvernement. Toute démocratie qui ne sait pas que c'est là tout ce qu'elle a besoin et droit de réclamer, méconnaît ses plus grand intérêts, et ne saura ni fonder un gouvernement, ni garder ses propres libertés.

Dans l'ordre moral, la révolution de 1688 eut un caractère plus populaire encore ; elle fut faite au nom et par la force des croyances religieuses du peuple, pour leur sécurité et leur domination. Dans aucun pays et à aucune époque, la foi des masses n'a exercé plus d'empire sur le sort de leur gouvernement.

Populaire dans ses principes et dans ses résultats, la révolution de 1688 fut aristocratique dans l'exécution ; elle fut conçue, préparée et menée à fin par des hommes considérables, représentants fidèles des intérêts et des sentiments de la nation. L'Angleterre a eu ce rare bonheur que des liens puissants et intimes s'y sont établis et perpétués entre les classes diverses de la société. L'aristocratie et la démocratie y ont su vivre et prospérer ensemble, se soutenant et se réprimant mutuellement. Les chefs ne se sont point isolés du peuple, et le peuple n'a point manqué de chefs. C'est surtout en 1688 que la nation anglaise a recueilli le fruit de cet heureux mélange de hiérarchie et d'harmonie dans l'ordre social. Pour sauver sa foi, ses lois, ses libertés, elle fut ré-

duite à la redoutable nécessité d'une révolution; elle l'accomplit par des hommes d'ordre et de gouvernement, non par des révolutionnaires. Les mêmes influences qui tentèrent l'œuvre furent aussi celles qui la continrent dans de justes limites et qui se chargèrent de la fonder. La cause du peuple anglais triomphant par les mains de l'aristocratie anglaise, ce fut là le grand caractère de la révolution de 1688, et, dès ses premiers pas, le gage de son avenir.

Ce n'était pas trop de tant d'union et de puissance; car tel est le vice naturel de toute révolution que la plus nécessaire, la plus légitime, la plus forte jette dans de grands troubles la société qu'elle sauve, et reste longtemps elle-même menacée et précaire. Deux ou trois ans s'étaient à peine écoulés: déjà le sauveur de l'Angleterre, le roi Guillaume, y était profondément impopulaire. Ses manières à la fois simples et hautaines, son froid silence, son peu de goût, qu'il cachait peu, pour les mœurs de l'aristocratie anglaise, son intimité réservée et ses faveurs prodiguées à quelques anciens amis Hollandais, tout, en lui, le rendait étranger et peu agréable au milieu de son nouveau peuple. Il était, en matière de liberté civile et religieuse, bien plus éclairé que les Anglais, et peu enclin à devenir l'instrument des rigueurs de l'intolérance épiscopale et des animosités de l'esprit de parti aristocratique. Il avait peu d'égard pour les exigences du régime constitutionnel, comprenait mal le jeu des partis parlementaires encore confus et à

peine formés, se montrait choqué de leur égoïsme, jaloux de leur empire, et défendait contre eux son propre pouvoir, quelquefois avec plus de vigueur que de discernement. Dans son gouvernement comme dans sa pensée, la politique générale de l'Europe était sa grande, presque sa seule affaire: c'était surtout pour disposer, dans sa lutte contre la domination européenne de Louis XIV, de toutes les forces de l'Angleterre, qu'il avait aspiré à son trône; les passions protestantes du peuple anglais s'accordaient avec ses desseins. Cependant Guillaume compromettait l'Angleterre dans les combinaisons et les guerres du continent plus qu'il ne convenait aux habitudes, aux goûts et aux intérêts de la nation. Elle se fatiguait de se voir de plus en plus engagée dans des efforts et des périls lointains. par ce même prince qu'elle avait appelé pour la délivrer des périls intérieurs; et Guillaume s'indignait à son tour de trouver, dans ce même peuple, dans ces mêmes partis qu'il avait délivrés sur leur propre sol, si peu de dévouement et d'ardeur pour la grande cause à laquelle se rattachaient si évidemment, à ses yeux, leur sûreté et leurs libertés. De là naissaient, entre le roi et le parlement, des mésintelligences, des amertumes, des conflits qui troublaient et ébranlaient le gouvernement nouveau. Guillaume savait sa force et en usait fièrement: il alla jusqu'à dire qu'il pourrait bien abdiquer et se retirer en Hollande s'il n'était pas mieux compris ét mieux soutenu. Quand le péril devenait pressant, le parlement, les partis, l'Église, le peuple sentaient à quel point Guillaume leur était néces-

saire, et l'entouraient des plus vives démonstrations. Mais les aigreurs mutuelles renaissaient bientôt: les partis retournaient à leurs rivalités, le peuple à ses préjugés et à son ignorance, le roi à sa politique européenne, à ses exigences de guerre, à ses susceptibilités de pouvoir. Les jacobites avaient repris l'espérance: battus en Irlande et en Écosse, découverts et condamnés en Angleterre ils n'en renouvelaient pas moins leurs tentatives de guerre civile et de complot. Dans le conseil même de Guillaume, le roi Jacques avait des correspondants qui ménageaient cette chance de l'avenir. Durant tout le cours de ce règne, malgré le facile succès de la révolution, le ferme génie du roi et l'adhésion sincère du pays, l'établissement de 1688 fut sans cesse attaqué et chancelant.

Le même mal subsista sous la reine Anne. Les whigs et les torys, de plus en plus désunis, se disputèrent le pouvoir avec acharnement. Dans la lutte européenne pour la succession d'Espagne, les deux partis poursuivirent d'abord également la politique d'intervention et de guerre continentale du roi Guillaume. Entraînés par la routine et par le succès, les whigs voulurent pousser la guerre sans mesure et au delà de la nécessité. Les torys prirent en main la cause de la paix. C'était le vœu de l'Angleterre; la reine leur était favorable. Ils mirent fin, par le traité d'Utrecht, à la situation tendue et précaire de l'Europe. Mais les torys tenaient de près aux jacobites; malgré sa fidélité protestante, les sentiments de famille se réveillèrent dans le cœur de la reine Anne; les intrigues intérieures se mêlèrent aux complications

extérieures: les Stuart bannis purent de nouveau se croire des chances; l'établissement de 1688 parut remis en question. La mort de la reine Anne et l'avénement paisible de la maison de Hanovre le raffermirent. Sous les règnes de George Ier et de George II, les esprits prirent un autre cours: la politique étrangère cessa d'être leur principale affaire; l'administration intérieure, le maintien de la paix, les questions de finances, de colonies, de commerce, le développement et les luttes du régime parlementaire devinrent la préoccupation dominante du gouvernement et du public. Cependant la question de révolution et de dynastie n'était pas éteinte; la nation anglaise ne se sentait aucune affection pour des rois allemands qui ne parlaient point sa langue, se déplaisaient au milieu d'elle, saisissaient avec empressement tous les prétextes de s'en éloigner pour aller vivre dans leur ancien petit État, et la compromettaient sans cesse dans leurs affaires continentales, pour elle sans importance et sans attrait. Les querelles domestiques de la famille royale, les mœurs grossièrement licencieuses de la cour offensaient le pays. La domination mobile, les rivalités égoïstes, les passions factices, les exagérations et les intrigues des partis parlementaires choquaient son honnêteté et son bon sens. En Écosse, en Irlande, en Angleterre même, les conspirations et les insurrections jacobites se reproduisaient obstinément, toujours réprimées, mais trouvant toujours des adhérents passionnés, et n'excitant plus dans le pays aucune ferveur de crainte ni d'antipathie. Au milieu de ces attaques

continuelles contre l'ordre établi, l'indifférence, l'inertie, l'humeur critique, la désaffection devenaient des dispositions générales ; le public semblait se séparer d'un pouvoir dont il ne se souciait plus. Cinquante-sept ans après l'élan national qui avait porté Guillaume III sur le trône, le petit-fils de Jacques II, à la tête des montagnards écossais, put pénétrer presque sans résistance jusqu'au centre de l'Angleterre ; et déjà on se demandait partout s'il n'entrerait pas, sous peu de jours, dans Londres même, aussi facilement que Guillaume y était entré en en chassant son aïeul.

Mais l'Angleterre et son gouvernement n'étaient pas à la merci d'un accès d'humeur populaire, ou de la défaite de quelques régiments ou d'un coup de main de quelques factieux. Les mêmes forces sociales qui, en 1688, avaient fait la révolution, défendirent et sauvèrent en 1745 l'établissement qu'elle avait fondé. Quand le péril devint évident, les ennemis de cet établissement rencontrèrent devant eux la forte organisation des partis aristocratiques, le bon sens d'une démocratie disciplinée et la foi d'un peuple chrétien. Les chefs whigs et beaucoup de chefs torys regardaient leur honneur et leur fortune politique comme liés à cette cause. Les partis furent fidèles à leurs chefs. Les classes moyennes oublièrent leurs mécontentements, leurs déplaisirs et le peu de sympathie personnelle que leur inspirait le gouvernement, pour ne plus se préoccuper que des intérêts essentiels du pays et de leurs propres intérêts. L'Église et les dissidents se montrèrent animés du mê-

me dévouement. Devant cette intelligente union de l'aristocratie et du peuple, de l'esprit politique et de l'esprit religieux, le succès des jacobites s'évanouit aussi rapidement qu'il avait éclaté. Le plus grand péril qu'ait courut la nouvelle monarchie anglaise fut en même temps le dernier. A peine, depuis cette époque, quelques desseins secrets, quelques tentatives aussitôt avortées que conçues, révélèrent encore l'existence de ses ennemis. Il fallut, à l'établissement de 1688, soixante-dix ans de laborieuses et douloureuses épreuves pour surmonter les vices naturels de toute révolution, ramener dans la société la paix, et devenir un régime incontesté. En 1760, quand George III monta sur le trône, l'œuvre était accomplie. J'ai dit par quels moyens et à quel prix.

George III régnait depuis seize ans lorsque, à quatorze cents lieues de sa capitale, plus de deux millions de ses sujets rompirent le lien qui les unissait à son trône, proclamèrent leur indépendance, et entreprirent de fonder la république des États-Unis d'Amérique. Sept ans de lutte suffirent pour amener l'Angleterre à reconnaître cette indépendance, et à traiter d'égal à égal avec l'État nouveau. Soixante-sept ans se sont écoulés depuis cette époque; et sans effort, sans événements extraordinaires, par le seul développement de leurs institutions et d'une prospérité pacifiqué, les États-Unis ont pris glorieusement leur place parmi les grandes nations. Jamais grandeur si rapide n'a été si peu chèrement achetée à son origine et si peu troublée dans son progrès.

Ce n'est pas seulement à l'éloignement de tout rival puissant et aux espaces immenses ouverts devant eux que les États-Unis d'Amérique ont dû cette fortune rare. Des causes moins fortuites et plus morales ont fait aussi la rapidité et la sérénité de leur grandeur.

Ils sont entrés dans la vie sous la bannière de la justice et du droit. Pour eux aussi, la révolution qui a commencé leur histoire a été d'abord un acte de défense. Ils réclamaient des garanties et des principes écrits dans leurs chartes et que le parlement d'Angleterrre, qui les leur refusait, avait jadis réclamés lui-même et fait triompher dans la mère patrie, avec bien plus de violences et de désordres que n'en entraînait leur résistance.

Ils ne tentaient point, à vrai dire, une révolution. Leur entreprise était sans doute grande et périlleuse; ils se donnaient, pour conquérir leur indépendance, la guerre à soutenir contre un ennemi puissant, et un gouvernement central à fonder pour remplacer le pouvoir éloigné dont ils secouaient le joug. Mais ils n'avaient, dans leurs institutions locales et quotidiennes, point de révolution à faire; chacune des colonies était déjà, pour ses affaires intérieures, librement gouvernée, et ne trouvait, en devenant un État, que peu de changements à apporter dans les maximes et l'organisation des pouvoirs publics. Point de vieil ordre social à craindre, à détester et à détruire; l'attachement aux lois et aux coutumes anciennes, le respect affectueux du passé étaient au contraire le sentiment général; le régime colonial, sous

le patronage d'une monarchie lointaine, se transformait sans effort en régime républicain, sous le lien d'un gouvernement fédéral.

De tous les systèmes de gouvernement, le républicain est, à coup sûr, celui auquel l'assentiment général et spontané du pays est le plus nécessaire. On peut concevoir, et l'on a vu des États monarchiques fondés par la force; mais la république imposée à une nation, le gouvernement populaire établi contre l'instinct et le vœu du peuple, cela choque le bon-sens et le droit. Les colonies anglaises d'Amérique n'eurent point, pour devenir la république des États-Unis, une telle difficulté à surmonter; elles étaient bien volontairement républicaines; en adoptant le gouvernement républicain, elles ne firent qu'accomplir le vœu national, et développer, au lieu de l'abolir, leur régime antérieur.

L'ordre social ne fut pas plus troublé que l'ordre politique. Point de lutte entre les classes diverses; point de déplacement violent des influences. Quoique la couronne d'Angleterre conservât, dans les colonies, des partisans, le même esprit, le même dessein dominaient à tous les degrés de l'échelle sociale; les familles riches et considérables étaient même, en général, les plus fermement résolues pour la conquête de l'indépendance et la fondation du régime nouveau. Le peuple marchait, et l'événement s'accomplit sous leur direction.

Il n'y avait pas plus de révolution dans les ames que dans la société. Les idées philosophiques du XVIIIe siècle, son scepticisme moral, son incrédulité

religieuse pénétraient et circulaient sans doute dans les États-Unis d'Amérique ; mais elles n'envahissaient pas complètement les esprits mêmes qu'elles atteignaient ; elles ne s'y implantaient pas avec leurs principes fondamentaux et leurs dernières conséquences ; la gravité morale et le bon sens pratique des vieux puritains persistaient chez la plupart des Américains admirateurs des philosophes français ; et la masse de la population américaine demeurait profondément chrétienne, aussi attachée à ses dogmes qu'à ses libertés, soumise à Dieu et à l'Évangile en même temps qu'elle se soulevait contre le roi et le parlement d'Angleterre, et gouvernée, en luttant pour son indépendance, par cette même foi qui avait amené ses ancêtres sur cette terre pour y poser les fondements sur lesquels s'élevait le nouvel État.

Les idées et les passions qui, au nom de la démocratie, emportent et désorganisent aujourd'hui les sociétés, sont répandues et puissantes dans les États-Unis d'Amérique ; elles y fermentent avec tout ce qu'elles contiennent d'erreurs contagieuses et de vices destructeurs. Mais elles ont été jusqu'ici efficacement contenues et épurées par la foi chrétienne, par les excellentes traditions politiques et les fortes habitudes de légalité qui gouvernent la population. En même temps que les principes d'anarchie se déploient audacieusement sur ce vaste théâtre les principes d'ordre et de conservation y subsistent, solides et énergiques, dans la société et dans l'homme lui-même ; on reconnaît partout leur présence et leur influence, au sein même du parti qui se qualifie du

nom de parti démocratique par excellence ; ils le tempèrent et le règlent, et souvent le sauvent, à son insu, de ses fougueux entraînements. Ce sont ces principes tutélaires qui ont présidé aux origines de la révolution américaine, et lui ont donné le succès. Fasse le ciel que, dans la lutte redoutable qu'ils ont aujourd'hui à soutenir partout, ils continuent de prévaloir au milieu de ce puissant peuple, et qu'ils le détournent toujours à temps des abîmes qui sont si près de ses pas!

Trois grands hommes, Cromwell, Guillaume III et Washington, restent dans l'histoire comme les chefs et les représentants de ces crises souveraines qui ont fait le sort de deux grandes nations. Par l'étendue et l'énergie des talents naturels, Cromwell est peut-être, entre les trois, le plus éminent: il avait l'esprit merveilleusement prompt, ferme, juste, souple, inventif, et une vigueur de caractère qu'aucun obstacle ne rebutait, qu'aucune lutte ne lassait, qui poursuivait ses desseins avec une ardeur et une patience également inépuisables, tour à tour par les voies les plus détournées et les plus lentes, ou par les plus brusques et les plus hardies. Il excellait pareillement à gagner ou à dominer les hommes dans les relations personnelles et intimes, à organiser et à conduire une armée ou un parti. Il avait l'instinct de la popularité et le don de l'autorité, et il sut, avec la même audace, déchaîner et dompter les factions. Mais, né dans le sein d'une révolution, et porté de secousse en secousse au pouvoir suprême, son génie était et demeura toujours essentiellement

révolutionnaire ; il avait appris à connaître les nécessités de l'ordre et du gouvernement ; il n'en savait ni respecter ni pratiquer les lois morales et permanentes. Que ce fût le tort de sa nature ou le vice de sa situation, il manquait de règle et de sérénité dans l'exercice du pouvoir, recourait sur-le-champ aux moyens extrêmes comme un homme toujours assailli par des périls mortels, et perpétuait ou aggravait, par la violence des remèdes, les maux violents qu'il voulait guérir. La fondation d'un gouvernement est une œuvre qui exige des procédés plus réguliers et plus conformes aux lois éternelles de l'ordre moral. Cromwell put asservir la révolution qu'il avait faite, et ne parvint point à la fonder. Moins puissants peut-être par les dons naturels, Guillaume III et Washington ont réussi dans l'entreprise où Cromwell a échoué ; ils ont fixé le sort et fondé le gouvernement de leur patrie. C'est que, même au milieu d'une révolution, ils n'ont jamais accepté ni pratiqué la politique révolutionnaire ; ils n'ont jamais recherché ni subi cette situation fatale d'avoir d'abord les violences anarchiques pour marchepied, puis les violences despotiques pour nécessité de leur pouvoir. Ils se sont trouvés, ou se sont placés eux-mêmes, dès leurs premiers pas, dans les voies régulières et dans les conditions permanentes du gouvernement. Guillaume était un prince ambitieux ; il est puéril de croire que, jusqu'à l'appel qui lui fut adressé de Londres en 1688, il fût resté étranger au désir de monter sur le trône d'Angleterre, et au travail depuis longtemps entrepris-

pour l'y porter. Guillaume suivait pas à pas les progrès de ce travail, sans en accepter la complicité, mais sans en repousser le but, sans y encourager, mais en en protégeant les auteurs. Son ambition avait en même temps ce caractère qu'elle s'attachait au triomphe d'une cause grande et juste, la cause de la liberté religeuse et de l'équilibre européen. Jamais homme n'a fait, plus que Guillaume, d'un grand dessein politique, la pensée et le but unique de sa vie. Il avait la passion de l'œuvre qu'il accomplissait, et sa propre grandeur n'était pour lui qu'un moyen. Dans ses perspectives de la couronne d'Angleterre, il ne tenta point de réussir par la violence et le désordre ; il avait l'esprit trop haut et trop bien réglé pour ne pas connaître le vice incurable de tels succès, et pour en accepter le joug. Mais quand la carrière lui fut ouverte par l'Angleterre elle-même, il ne s'arrêta point devant les scrupules de l'homme privé ; il voulait que sa cause triomphât et recueillir l'honneur de son triomphe. Glorieux mélange d'habileté et de foi, d'ambition et de dévouement ! Washington n'avait point d'ambition ; sa patrie eut besoin de lui ; il devint grand pour la servir, par devoir plutôt que par goût, et quelquefois même avec un pénible effort. Les épreuves de la vie publique lui étaient amères ; il préférait l'indépendance de la vie privée et le repos de l'ame à l'exercice du pouvoir. Mais il accepta sans hésiter la tâche que lui imposait son pays ; et, en l'accomplissant, il ne se permit, envers son pays ni envers lui-même, aucune complaisance, pour en alléger le

fardeau. Né pour gouverner, quoiqu'il y prît peu de plaisir, il disait au peuple américain ce qu'il croyait vrai, et maintenait, en le gouvernant, ce qu'il croyait sage avec une fermeté aussi inébranlable que simple, et un sacrifice de la popularité d'autant plus méritoire qu'il n'en était point dédommagé par les joies de la domination. Serviteur d'une république naissante, où l'esprit démocratique prévalait, il obtint sa confiance et assura son triomphe en soutenant ses intérêts contre ses penchants, et en pratiquant cette politique à la fois modeste et sévère, réservée et indépendante, qui ne semble appartenir qu'au chef d'un sénat aristocratique placé à la tête d'un État ancien. Succès rare, et qui fait un égal honneur à Washington et à son pays.

Soit qu'on regarde à la destinée des nations, ou à celle des grands hommes, qu'il s'agisse d'une monarchie ou d'une république, d'une société aristocratique ou démocratique, la même lumière brille dans les faits ; le succès définitif ne s'obtient qu'au nom des mêmes principes et par les mêmes voies. L'esprit révolutionnaire est fatal aux grandeurs qu'il élève comme à celles qu'il renverse. La politique qui conserve les États est aussi la seule qui termine et fonde les révolutions.

AVERTISSEMENT DE L'AUTEUR

POUR LA DEUXIÈME ÉDITION

L'histoire de la révolution d'Angleterre comprend trois grandes périodes. Dans la première, sous Charles Ier (1625-1649), la révolution se prépare, éclate et s'accomplit. Dans la seconde, sous le Long-Parlement et Cromwell (1649-1660), elle essaie de fonder son propre gouvernement, qu'elle appelle la république, et elle succombe dans ce travail. La troisième période est celle de la réaction monarchique, exploitée par la prudence sceptique de Charles II, qui ne lui demande que de satisfaire son égoïsme, et epuisée par la passion aveugle de Jacques II, qui veut en tirer le pouvoir absolu. En 1688, l'Angleterre touche au but qu'elle se proposait en 1640, et ferme

la carrière des révolutions pour entrer dans celle de la liberté.

Je publie, sans aucun changement, une nouvelle édition de l'histoire de la première période. J'ai recueilli, pour l'histoire des deux autres périodes, beaucoup de matériaux qui ne sont, je crois, ni sans importance ni sans nouveauté. Certainement, un jour viendra où je pourrai les mettre en œuvre; et j'apprends à comprendre ce grand événement en attendant le loisir de le raconter.

F. G.

Janvier, 1841.

PRÉFACE

DE LA PREMIÈRE ÉDITION

J'ai publié les Mémoires originaux de la révolution d'Angleterre; j'en publie aujourd'hui l'Histoire. Avant la révolution française, celle-ci était le plus grand événement que l'Europe eût à raconter.

Je ne crains point qu'on en méconnaisse la grandeur: en la surpassant, la nôtre ne l'a point rabaissée; ce sont deux victoires dans la même guerre et au profit de la même cause; la gloire leur est commune; elles se relèvent mutuellement au lieu de s'éclipser. Je crains plutôt qu'on ne s'abuse sur leur vrai caractère, et qu'on ne leur assigne pas, dans l'histoire du monde, la place qui leur convient.

A en croire une opinion aujourd'hui fort répandue, il semble que ces deux révolutions aient été des événements étranges, émanés de principes et conçus dans des desseins inouïs, qui ont jeté la société hors de ses voies anciennes et naturelles; des ouragans, des tremblements de terre, un de ces phénomènes mystérieux enfin qui ne se rattachent point aux lois connues des hommes, et éclatent subitement, comme un coup d'État de la Providence, peut être pour détruire, peut-être pour rajeunir.

Amis et ennemis, panégyristes et détracteurs, tiennent en ceci le même langage: au gré des uns, ces crises glorieuses ont mis au jour, pour la première fois, la vérité, la liberté, la justice; avant elles, tout était absurdité, iniquité, tyrannie; à elles seules le genre humain doit son salut: selon les autres, ces catastrophes déplorables ont interrompu un long âge de sagesse, de vertu, de bonheur; leurs auteurs ont proclamé des maximes, élevé des prétentions, commis des attentats jusque-là sans exemple; les peuples, dans un accès de folie, se sont écartés de leur route accoutumée; un abîme s'est ouvert sous leurs pas.

Ainsi, soit qu'on les célèbre ou qu'on les déplore, pour les bénir ou pour les maudire, tous s'accordent à tout oublier en présence de ces révolutions, à les isoler absolument du passé, à les rendre responsables de la destinée du monde, à les charger seules de l'anathème ou de la gloire.

Il est temps d'échapper à ces mensongères et puériles déclamations.

Loin d'avoir rompu le cours naturel des événements en Europe, ni la révolution d'Angleterre ni la nôtre n'ont rien dit, rien voulu, rien fait qui n'eût été dit, souhaité, fait ou tenté cent fois avant leur explosion. Elles ont proclamé l'illégitimité du pouvoir absolu: le libre consentement en matière de lois ou d'impôts et le droit de résistance à main armée étaient au nombre des principes constitutifs du régime féodal, et l'Église a souvent répété ces paroles de saint Isidore, qu'on lit dans les canons du quatrième concile de Tolède: « Celui-là est roi qui « régit son peuple justement; s'il fait autrement, il ne sera plus « roi. » Elles ont attaqué le privilége et travaillé à introduire plus d'égalité dans l'ordre social: autant en ont fait les rois dans l'Europe entière, et jusqu'à nos jours les progrès de l'égalité civile se sont fondés sur les lois et mesurés par les progrès de la royauté. Elles ont demandé que les fonctions publiques fussent ouvertes à tous les citoyens, distribuées selon le mérite seul, et que le pouvoir se donnât au concours: c'est le principe fondamental de la constitution intérieure de l'Église, et elle l'a non seulement mis en vigueur, mais hautement professé. Soit qu'on regarde aux doctrines générales des deux révolutions ou

aux applications qu'elles en ont faites, qu'il s'agisse du gouvernement de l'État ou de la législation civile, des propriétés ou des personnes, de la liberté ou du pouvoir, on ne trouvera rien dont l'invention leur appartienne, rien qui ne se rencontre également, qui n'ait au moins pris naissance dans les temps qu'on appelle réguliers.

Ce n'est pas tout: ces principes, ces desseins, ces efforts qu'on attribue exclusivement à la révolution d'Angleterre et à la nôtre, non seulement les ont devancées de plusieurs siècles, mais ce sont les mêmes principes, les mêmes efforts auxquels la société doit en Europe tous ses progrès. Est-ce par ses désordres et ses priviléges, par la brutalité de sa force et l'abaissement des hommes sous son joug, que l'aristocratie féodale a pris part au développement des nations? Non; mais elle a lutté contre la tyrannie royale; elle a usé du droit de résistance, et maintenu les maximes de la liberté. De quoi les peuples ont-ils béni les rois? Est-ce de leurs prétentions au droit divin, au pouvoir absolu, de leurs prodigalités, de leur cour? Non, mais les rois ont attaqué le régime féodal, le privilége aristocratique; ils ont porté l'unité dans la législation, dans l'administration; ils ont secondé les progrès de l'égalité. Et le clergé, d'où est venu sa force? Comment a-t-il concouru à la civilisation? Est-ce en se séparant du peuple, en s'épouvantant de la raison humaine, en sanctionnant au nom du ciel la tyrannie? Non: mais il a réuni pêle-mêle dans les églises, et sous la loi de Dieu, les petits et les grands, les pauvres et les riches, les faibles et les forts; il a honoré et cultivé la science, institué des écoles, favorisé la propagation des lumières et l'activité des esprits. Qu'on interroge l'histoire des maîtres du monde; qu'on examine l'influence des diverses classes qui ont décidé de son sort; partout où quelque bien se laissera voir, dès que la longue reconnaissance des hommes attestera un grand service rendu à l'humanité, c'est qu'un pas a été fait vers le but qu'ont poursuivi la révolution d'Angleterre et la nôtre; on se sentira en présence de quelqu'un des principes qu'elles ont voulu faire prévaloir.

Qu'on cesse donc de les peindre comme des apparitions monstrueuses dans l'histoire de l'Europe; qu'on ne nous parle plus

de leurs prétentions inouïes, de leurs infernales inventions: elles ont poussé la civilisation dans la route qu'elle suit depuis quatorze siècles; elles ont professé les maximes, avancé les travaux auxquels l'homme a dû, de tout temps, le développement de sa nature et l'amélioration de son sort: elles ont fait ce qui a fait tour à tour le mérite et la gloire du clergé, de la noblesse et des rois.

Je ne pense pas qu'on s'obstine longtemps à les condamner absolument parce qu'elles sont chargées d'erreurs, de malheurs et de crimes: il faut en ceci tout accorder à leurs adversaires, les surpasser même en sévérité, ne regarder à leurs accusations que pour y ajouter, s'ils en oublient, et puis les sommer de dresser à leur tour le compte des erreurs, des crimes et des maux de ces temps et de ces pouvoirs qu'ils ont pris sous leur garde. Je doute qu'ils acceptent le marché.

Veut-on savoir par où les deux révolutions se distinguent de toute autre époque, ce qui fait que, tout en continuant l'œuvre commune des siècles, elles ont mérité leur nom et changé en effet la face du monde? Le voici.

Des puissances diverses ont successivement dominé dans la société européenne et marché tour à tour à la tête de la civilisation. Après la chute de l'empire romain et l'invasion des barbares, au milieu de la dissolution de tous les liens, de la ruine de tous les pouvoirs, la domination échut partout à la force brutale et hardie; l'aristocratie conquérante prit possession de toutes choses, personnes et terres, peuple et pays. En vain quelques grands hommes, Charlemagne en France, Alfred en Angleterre, essayèrent de soumettre ce chaos à l'unité du régime monarchique. Toute unité était impossible. La hiérarchie féodale fut la seule forme que voulût accepter la société. Elle envahit tout, l'Église comme l'État; les évêques, les abbés, devinrent des barons; le roi fut le premier seigneur. Quelque grossière et chancelante que fût cette organisation, l'Europe lui a dû ses premiers pas hors de la barbarie. C'est entre les propriétaires des fiefs, par leurs relations, leurs lois, leurs usages, leurs sentiments, leurs idées, que la civilisation européenne a commencé.

Ils pesaient horriblement sur les peuples. Le clergé seul essayait de réclamer, en faveur de tous, un peu de raison, de justice, d'humanité. Quiconque ne tenait pas une place dans la hiérarchie féodale n'avait que les églises pour asile et les prêtres pour protecteurs. Bien insuffisante, cette protection était immense pourtant, car elle était seule. Les prêtres d'ailleurs offraient seuls quelque aliment a la nature morale de l'homme, à ce besoin de penser, de savoir, d'espérer et de croire, besoin invincible qui surmonte tous les obstacles et survit à tous les malheurs. L'Église acquit bientôt dans l'Europe entière un pouvoir prodigieux. La royauté naissante lui prêta une nouvelle force en empruntant son appui. La prépondérance passa des mains de l'aristocratie conquérante aux mains du clergé.

Avec l'alliance de l'Église et par sa propre vertu, la royauté grandit et s'éleva au-dessus de ses rivaux, mais à peine le clergé l'eut secourue qu'il voulut l'asservir. Dans ce nouveau péril, la royauté appela à son aide, quelquefois les barons devenus moins redoutables, plus souvent les bourgeois, le peuple, déjà assez forts pour bien servir, pas assez pour exiger de leurs services un haut prix. Par eux la royauté triompha dans sa seconde lutte, et devint à son tour le pouvoir dominant, investi de la confiance des nations.

Telle est l'histoire de l'ancienne Europe: l'aristocratie féodale, le clergé, la royauté, l'ont tour à tour possédée, ont successivement présidé à sa destinée et à ses progrès. C'est à leur coexistence et à leur lutte qu'elle a dû long-temps tout ce qu'elle a conquis de liberté, de prospérité, de lumières, en un mot, le développement de sa civilisation.

Au XVIIe siècle en Angleterre, au XVIIIe en France, toute lutte entre ces trois pouvoirs avait cessé; ils vivaient ensemble dans une molle paix. On peut même dire qu'ils avaient perdu leur caractère historique et jusqu'au souvenir des travaux qui avaient fait jadis leur force et leur éclat. L'aristocratie ne défendait plus les libertés publiques, pas même les siennes propres: la royauté ne travaillait plus à l'abolition du privilége aristocratique: il semblait même qu'elle devînt favorable aux possesseurs de ce privilége, en retour de leur servilité: le cler-

gé, pouvoir spirituel, avait peur de l'esprit humain, et ne sachant plus le conduire, le sommait avec menace de s'arrêter. Cependant la civilisation suivait son cours, chaque jour plus générale et plus active. Abandonné de ses anciens chefs, surpris de leur apathie, de leur humeur, et de voir qu'on faisait moins pour lui à mesure que croissaient ses forces et ses désirs, le public en vint à penser qu'il lui appartenait de faire ses affaires lui-même, et se chargeant seul de tous les rôles dont personne ne s'acquittait plus, il réclama à la fois la liberté contre la couronne, l'égalité contre l'aristocratie, les droits de l'intelligence humaine contre le clergé. Alors éclatèrent les révolutions.

Elles firent, au profit d'une puissance nouvelle, ce qu'avait déjà vu plusieurs fois l'Europe: elles donnèrent à la société les chefs qui voulaient et pouvaient la diriger dans ses progrès. A ce titre seul, l'aristocratie, l'Église, la royauté avaient tour à tour possédé la prépondérance. Le public s'en empara en vertu du même droit, par les mêmes moyens, au nom des mêmes nécessités.

Telle est l'œuvre véritable, le caractère dominant de la révolution d'Angleterre comme de la nôtre. Après les avoir considérées comme absolument semblables, on a prétendu que les apparences seules leur étaient communes. La première, a-t-on dit, a été politique plutôt que sociale: la seconde a voulu changer tout ensemble la société et le gouvernement. L'une a recherché la liberté, l'autre l'égalité: l'une, religieuse encore plus que politique, n'a fait que substituer un dogme à un dogme, une Église à une Église: l'autre, philosophique surtout, a réclamé la pleine indépendance de la raison. Comparaison ingénieuse et qui n'est pas sans vérité, mais presque aussi superficielle, aussi légère que l'opinion qu'elle prétend réformer. De même que, sous la ressemblance extérieure des deux révolutions, de grandes différences se laissent entrevoir; de même, sous leurs différences se cache une ressemblance encore plus profonde. La révolution d'Angleterre, il est vrai, par les mêmes causes qui la firent éclater plus d'un siècle avant la nôtre, garda, de l'ancien état social, une plus forte empreinte: là des institutions libres, nées du sein de la barbarie, avaient survécu

même au despotisme qu'elles n'avaient pu prévenir; l'aristocratie féodale, une portion du moins, avait uni sa cause à celle du peuple; la royauté, même aux jours de sa prépondérance, n'avait jamais été pleinement ni paisiblement absolue; l'Église nationale avait commencé elle-même la réforme religieuse et provoqué les hardiesses de l'esprit humain. Partout, dans les lois, les croyances, les mœurs, la révolution trouvait son œuvre à moitié accomplie: et de ce régime qu'elle voulait changer lui venaient en même temps des secours et des obstacles, d'utiles alliés et des adversaires encore puissants. Aussi offrit-elle un bizarre mélange des éléments en apparence les plus contraires, à la fois aristocratique et populaire, religieuse et philosophique, invoquant tour à tour des lois et des théories, proclamant tantôt un nouveau joug pour les consciences, tantôt leur pleine liberté, quelquefois étroitement retenue dans les liens des faits, quelquefois livrée aux plus audacieuses tentatives, placée enfin entre l'ancien et le nouvel état social plutôt comme un pont pour passer de l'un à l'autre que comme un abîme pour les séparer.

La plus terrible unité, au contraire, a régné dans la révolution française; l'esprit nouveau y a dominé seul: l'ancien régime, loin de prendre dans le mouvement sa place et sa part, n'a songé qu'à s'en défendre, et s'est à peine défendu un moment; il était sans force comme sans vertu. Au jour de l'explosion, un seul fait restait réel et puissant, la civilisation générale du pays: dans ce grand, mais unique résultat, étaient venus se perdre les vieilles institutions, les vieilles mœurs, les croyances, les souvenirs, la vie nationale tout entière. Tant de siècles actifs et glorieux n'avaient rien produit que la France. De là l'immensité des résultats de la révolution, et aussi de ses égarements; elle a possédé le pouvoir absolu.

Certes la différence est grande et mérite qu'on en tienne compte; elle frappe surtout quand on considère les deux révolutions en elles-mêmes, comme des événements isolés, en les détachant de l'histoire générale, et pour démêler, si je puis ainsi parler, leur physionomie propre, leur caractère individuel. Mais qu'elles reprennent leur place dans le cours des siècles,

qu'on examine ce qu'elles ont fait pour le développement de la civilisation européenne, on verra la ressemblance reparaître et s'élever au-dessus de toutes les diversités. Suscitées par les mêmes causes, par la décadence de l'aristocratie féodale, de l'Église et de la royauté, elles ont travaillé à la même œuvre, à la domination du public dans les affaires publiques: elles ont lutté pour la liberté contre le pouvoir absolu, pour l'égalité contre le privilége, pour les intérêts progressifs et généraux contre les intérêts stationnaires et individuels. Leurs situations ont été diverses, leurs forces inégales: ce que l'une a conçu clairement, l'autre n'a fait que l'entrevoir; dans la carrière que l'une a parcourue, l'autre s'est bientôt arrêtée: sur le même champ de bataille, l'une a trouvé la victoire, l'autre des revers; l'une a péché par le cynisme, l'autre par l'hypocrisie; celle-ci a été plus sage, celle-là plus puissante. Mais les moyens et les succès ont varié seuls: la tendance était la même comme l'origine; les désirs, les efforts, les progrès se sont dirigés vers le même but: ce que l'une a tenté ou accompli, l'autre l'a accompli ou tenté. Quoique coupable de persécutions religieuses, la révolution d'Angleterre a vu s'élever dans ses rangs la bannière de la liberté de conscience; malgré ses alliances aristocratiques, elle a fondé la prépondérance des communes; plus occupée de l'ordre civil, elle a cependant réclamé une législation plus simple, la réforme parlementaire, l'abolition des substitutions, du droit d'aînesse; et, bien que déçue dans des espérances prématurées, elle a fait faire à la société anglaise un pas immense hors de la monstrueuse inégalité du régime féodal. Telle est enfin l'analogie des deux révolutions, que la première n'eût jamais été bien comprise si la seconde n'eût éclaté.

De nos jours, en effet, l'histoire de la révolution d'Angleterre a changé de face: Hume [1] était en possession de former sur son compte l'opinion de l'Europe; et malgré l'appui de Mirabeau, les déclamations de mistriss Macaulay [2] n'avaient pu

[1] Le premier volume de l'*Histoire des Stuart* de Hume parut en Angleterre en 1754, et le second en 1756.

[2] L'ouvrage de mistriss Macaulay devait être une *Histoire d'Angleterre depuis l'avénement de Jacques Ier jusqu'à l'élévation de la*

ébranler son autorité. Tout à coup les esprits ont retrouvé leur indépendance; une foule d'ouvrages ont attesté, non seulement que cette époque redevenait l'objet d'une vive sympathie, mais que les récits et les jugements de Hume avaient cessé de satisfaire l'imagination et la raison du public. Un grand orateur, M. Fox [1], des écrivains distingués, MM. Malcolm Laing [2], Mac-Diarmid [3], Brodie [4], Lingard [5], Godwvin [6], etc., se sont empressés de répondre à cette curiosité nouvelle. Né en France, ce mouvement ne pouvait manquer de s'y faire sentir: l'*Histoire de Cromwell* par M. Villemain, l'*Histoire de la révolution de* 1688 par M. Mazure, prouvent évidemment que, chez nous aussi, Hume ne suffit plus à personne: et j'ai pu moi-même publier la volumineuse collection des Mémoires originaux de cette époque sans lasser l'attention ni épuiser la curiosité des lecteurs [7].

Il me siérait peu d'entrer ici dans un examen détaillé de ces ouvrages: mais je ne crains pas d'affirmer, que sans la révolution française, sans les vives lumières qu'elle a répandues sur la lutte des Stuart et du peuple anglais, ils ne posséderaient

maison de Hanovre ; mais il s'arrête à la chute de Jacques II. Il a été publié en Angleterre de 1763 à 1783. Il n'a paru en France que deux volumes de la traduction, publiés en 1791, sous le nom de Mirabeau.

[1] *Histoire des deux derniers rois de la maison de Stuart.* Londres, 1804, in-4. La traduction française publiée à Paris, 1809, 2 vol. in-8, est très incomplète.

[2] *History of Scotland from the union of the crowns to the union of the kingdoms.* 4 vol. in-8. La première édition est de 1800.

[3] *Lives of British statesmen.* 2 vol. in-8, deuxième édition. Londres, 1820. Le second volume contient les vies de Strafford et de Clarendon.

[4] *History of the British empire from the accession of Charles I to the restoration of Charles II.* 4 vol. in-8. Edimbourg, 1822.

[5] *History of England.* Les tomes IX et X (Londres, in-8, 1825) contiennent les règnes de Jacques Ier et de Charles Ier.

[6] *History of the commonwealth of England.* Londres, t. I, 1824. Les trois autres volumes ont paru depuis.

[7] Cette collection, complètement terminée, forme 25 vol. in-8. Paris chez Didier.

point les mérites nouveaux qui les distinguent. Je n'en veux pour preuve que la différence qui se fait remarquer entre ceux que la Grande-Bretagne a produits et ceux qu'a vus naître la France. Quelque patriotique intérêt qu'inspire, aux auteurs des premiers, la révolution de 1640, même quand ils se rangent sous la bannière de quelqu'un des partis qu'elle a enfantés, la critique historique domine dans leur travail; ils s'appliquent surtout à rechercher exactement les faits, à comparer et débattre les témoignages; ce qu'ils racontent est pour eux une ancienne histoire qu'ils savent bien, non un drame auquel ils assistent; un siècle passé, déjà lointain, qu'ils mettent du prix à bien connaître, mais au sein duquel ils ne vivent point. M. Brodie partage contre Charles Ier et les cavaliers, toutes les préventions, toutes les méfiances, toutes les colères des plus amers puritains, et aucune des fautes, aucun des torts de ces derniers ne frappe ses regards. Il semble que tant de passion doive produire un récit très animé, où le parti qui excite dans l'ame de l'écrivain une telle sympathie sera peint avec verité et chaleur. Il n'en est rien: malgré l'ardeur de ses préoccupations, M. Brodie étudie et ne voit point, discute et ne peint point: il admire le parti populaire sans le mettre en scène, et son ouvrage est une savante et utile dissertation, non une histoire morale et vivante. M. Lingard ne partage aucune des opinions, aucune des affections de M. Brodie; il demeure impartial entre le roi et le parlement: il ne plaide aucune cause, et ne s'attache point à réfuter les erreurs de ses devanciers; il se vante même de n'avoir pas ouvert l'ouvrage de Hume depuis qu'il a entrepris le sien. Il a écrit, dit-il, à l'aide des seuls monuments originaux, toujours en présence des temps qu'il voulait raconter, et avec une ferme résolution d'écarter toute vue systématique. A la suite de cette impartialité la vie est-elle rentrée dans l'histoire? Nullement: l'impartialité de M. Lingard n'est ici que de l'indifférence; prêtre catholique, peu lui importe que les anglicans ou les presbytériens triomphent. Or l'indifférence ne lui a pas mieux réussi que la passion à M. Brodie pour pénétrer au delà de la forme extérieure, et pour ainsi dire matérielle des événements; et le principal mérite de son travail est encore d'avoir

soigneusement examiné, assez complètement recueilli et bien disposé les faits. M. Malcolm Laing a démêlé avec plus de sagacité le caractère politique de la révolution: il montre fort bien que, sans se rendre nettement compte de son but, elle a voulu, dès l'origine, déplacer le pouvoir, le faire descendre dans la chambre des communes, substituer ainsi le gouvernement parlementaire au gouvernement royal, et qu'elle n'a pu se reposer que dans ce résultat. Mais le côté moral de l'époque, l'enthousiasme religieux, les passions populaires, les intrigues de parti, les rivalités personnelles, toutes ces scènes où se déploie la nature humaine affranchie des habitudes et des lois, ne se retrouvent point dans son livre: c'est le rapport d'un juge clairvoyant, mais qui ne connaît que l'instruction écrite, et n'a fait comparaître en personne devant lui ni les acteurs ni les témoins. Je pourrais passer en revue tous les ouvrages dont l'Angleterre s'est récemment enrichie à ce sujet. Ils m'offriraient tous le même caractère, un retour marqué d'intérêt pour cette grande crise de la vie nationale, une étude plus attentive des faits qui s'y rapportent, un sentiment plus vif de ses mérites, une plus juste appréciation de ses causes, de ses conséquences: mais ce n'est encore que de la méditation et de la science, un travail d'érudit ou de philosophe: j'y chercherais en vain cette sympathie naturelle de l'écrivain pour son sujet, qui porte dans l'histoire la lumière et la vie; et si Hampden ou Clarendon venaient à renaître, j'ai peine à croire qu'ils y reconnussent leur temps.

J'ouvre l'*Histoire de Cromwell* par M. Villemain, et je me sens en présence d'un autre spectacle. Elle est moins complète, moins savante, moins exacte que plusieurs de celles dont je viens de parler: mais partout se révèle une prompte et vive intelligence des opinions, des passions, des vicissitudes révolutionnaires, des dispositions publiques, des caractères individuels, de la nature indomptable et des formes si changeantes des partis. La raison de l'historien sait comprendre toutes les situations, toutes les idées: son imagination s'émeut de toutes les impressions réelles et sincères; son impartialité, un peu trop sceptique peut-être, est cependant plus animée que ne l'a été souvent la passion même des avocats exclusifs d'une cause: et quoique la ré-

volution n'apparaisse dans son livre que resserrée dans le cadre trop étroit d'une biographie, elle y est plus claire, plus vivante que partout ailleurs.

C'est que, sans parler des avantages du talent, M. Villemain a eu ceux de la situation: il a regardé et jugé la révolution d'Angleterre du sein de la révolution française; il a trouvé, dans les événements et les hommes qui se sont déployés sous ses yeux, la clef de ceux qu'il avait à peindre; il a puisé la vie dans son propre temps, et l'a portée dans le temps qu'il voulait ressusciter.

Je n'ai garde de pousser plus loin ces observations; je ne les ai hasardées que pour faire mieux sentir combien est profonde l'analogie des deux époques, et aussi pour expliquer comment un Français peut croire que l'histoire de la révolution anglaise n'a pas été écrite d'une façon pleinement satisfaisante, et qu'il lui est permis de la tenter. J'ai étudié avec soin presque tous les ouvrages anciens et modernes dont elle a été l'objet; je n'ai point redouté que cette lecture altérât la sincérité de mes impressions ou l'indépendance de mon jugement; il y a, ce me semble, trop de timidité à craindre si aisément qu'un auxiliaire ne devienne un maître, ou trop d'orgueil à refuser si absolument tout secours. Cependant, et si je ne m'abuse, on le reconnaîtra sans peine, les monuments originaux m'ont surtout servi de guides. Je n'ai rien à dire des *Mémoires;* j'ai essayé, dans les *Notices* que j'y ai ajoutées en les publiant, d'en bien expliquer le caractère et le mérite; et ceux qui n'ont pas pris place dans ma Collection, bien que j'en aie fait usage pour mon Histoire, me semblent trop peu importants pour qu'il soit nécessaire de s'y arrêter. Quant aux Recueils d'actes et documents officiels, ils sont très nombreux, et quoique souvent exploités, ils abondent encore en richesses inconnues. J'ai eu sous les yeux ceux de Rushworth, de Thurloe, les journaux des deux chambres, l'*Histoire parlementaire*, tant l'ancienne que celle de M. Cobbett, la *Collection des procès politiques*, et un grand nombre d'autres ouvrages du même genre qu'il serait sans intérêt d'énumérer. J'ai aussi trouvé dans les pamphlets du temps, non seulement de l'Angleterre, mais de la France, quelques

renseignements curieux; car le public français fut plus occupé qu'on ne pense de la révolution anglaise; beaucoup de brochures furent publiées pour et contre, et les Frondeurs se prévalurent plus d'une fois de son exemple contre Mazarin et la cour. Je dois dire aussi, pour rendre justice à un homme et à un travail aujourd'hui trop oubliés, que j'ai très-souvent consulté avec fruit l'*Histoire d'Angleterre* de Rapin-Thoiras, et que, malgré l'infériorité du talent de l'écrivain, la révolution d'Angleterre y est peut-être mieux comprise et plus complètement exposée que dans les ouvrages de la plupart de ses successeurs.

Qu'il me soit permis enfin de déposer ici l'expression de ma reconnaissance pour toutes les personnes qui, en France et en Angleterre, ont bien voulu accorder à mon travail une faveur anticipée et me prêter le plus utile secours. J'ai dû, entre autres, à l'obligeance de sir James Mackintosh, aussi inépuisable que son esprit et son savoir, des indications et des conseils que nul autre n'eût pu me donner; et l'un des hommes qui parmi nous connaissent le mieux l'ancienne histoire aussi bien que l'état présent de l'Angleterre, M. Gallois, m'a prodigué, avec une bienveillance que j'ai quelque droit de prendre pour de l'amitié, les trésors de sa bibliothèque et de sa conversation.

F. G.

Paris, avril 1826.

LIVRE PREMIER.

Avénement de Charles Ier. — État et dispositions de l'Angleterre. — Convocation du premier parlement. — Esprit de liberté qui s'y manifeste. — Sa dissolution. — Premiers essais de gouvernement arbitraire. — Leur mauvais succès. — Second parlement. — Accusation du duc de Buckingham. — Dissolution du parlement. — Mauvaise administration de Buckingham. — Troisième parlement. — Pétition des droits. — Prorogation du parlement. — Assassinat du duc de Buckingham. — Seconde session du troisième parlement. — Nouvelles causes du mécontentement public. — Colère du roi. — Dissolution du troisième parlement.

1625-1629.

Le 27 mars 1625, Charles Ier monta sur le trône, et aussitôt il convoqua un parlement [1]. A peine la chambre des communes était assemblée [2] qu'un homme de bien, compté sous le dernier règne parmi les adversaires de la cour, sir Benjamin Rudyard se leva, et fit la motion qu'on ne négligeât rien désormais pour maintenir, entre le roi et le peuple, une parfaite harmonie: « Car, « dit-il, nous pouvons tout espérer du prince qui nous « gouverne, pour le bonheur et les libertés de notre « pays [3]. »

[1] Le 2 avril 1625.

[2] Le 18 juin 1625.

[3] Le 22 juin 1625; *Parliamentary History* (de Cobbett, Londres, 1806), t. II, col. 5.

Toute l'Angleterre, en effet, se livrait à la joie et à l'espérance. Et ce n'étaient pas seulement ces espérances vagues, ces joies tumultueuses qui éclatent au début d'un nouveau règne; celles-ci étaient sérieuses, générales, et semblaient bien fondées. Charles était un prince de mœurs graves et pures, d'une piété reconnue, appliqué, instruit, frugal, peu enclin à la prodigalité, réservé sans humeur, digne sans arrogance; il maintenait dans sa maison la décence et la règle, tout en lui annonçait un caractère élevé, droit, ami de la justice; ses manières et son air imposaient aux courtisans et plaisaient au peuple; ses vertus lui avaient valu l'estime des gens de bien. Lasse des mœurs ignobles, de la pédanterie bavarde et familière, de la politique inerte et pusillanime de Jacques Ier, l'Angleterre se promettait d'être heureuse et libre sous un roi qu'enfin elle pourrait respecter.

Charles et le peuple anglais ne savaient pas à quel point ils étaient déjà étrangers l'un à l'autre, ni quelles causes depuis longtemps actives, et chaque jour plus puissantes, les mettraient bientôt hors d'état de se comprendre et de s'accorder.

Deux révolutions, l'une visible et même éclatante, l'autre intérieure, ignorée, mais non moins certaine, s'accomplissaient vers cette époque: la première, dans la royauté européenne; la seconde, dans l'état social et les mœurs du peuple anglais.

C'était le temps où, sur le continent, la royauté, dégagée de ses anciennes entraves, devenait partout à peu près absolue. En France, en Espagne, dans la plupart des États, de l'Empire germanique, elle avait dompté l'aristocratie féodale, et cessait de protéger les libertés des communes, n'ayant plus besoin de les opposer à d'autres ennemis. La haute noblesse, comme si elle eût perdu jusqu'au sentiment de sa défaite, se pressait autour des

trônes, presque fière de l'éclat de son vainqueur. La bourgeoisie, dispersée et d'un esprit timide, jouissait de l'ordre naissant et d'un bien-être jusque-là inconnu, travaillant à s'enrichir et à s'éclairer, mais sans prétendre encore à prendre place dans le gouvernement de l'État. Partout la pompe des cours, la promptitude de l'administration, l'étendue et la régularité des guerres proclamaient la prépondérance du pouvoir royal. Les maximes du droit divin et de la souveraineté des rois prévalaient, faiblement contestées là même où elles n'étaient pas reconnues. Enfin les progrès de la civilisation, des lettres, des arts, de la paix et de la prospérité intérieure, embellissant ce triomphe de la monarchie pure, inspiraient aux princes une confiance présomptueuse, aux peuples une complaisance mêlée d'admiration.

La royauté anglaise n'était point demeurée étrangère à ce mouvement européen. Depuis l'avénement de la maison de Tudor [1], elle avait cessé d'avoir pour adversaires ces fiers barons qui, trop faibles pour lutter individuellement contre leur roi, avaient su jadis, en se coalisant, tantôt maintenir leurs droits, tantôt s'associer de vive force à l'exercice du pouvoir royal. Mutilée, appauvrie, abattue par ses propres excès, surtout par les guerres des deux Roses, cette aristocratie, si longtemps indomptable, céda presque sans résistance d'abord à la tyrannie hautaine de Henri VIII, ensuite à l'habile gouvernement d'Élisabeth. Devenu le chef de l'Église et possesseur de biens immenses, Henri, les distribuant à pleines mains à des familles dont il fondait la grandeur nouvelle ou relevait la grandeur délabrée, commença la métamorphose des barons en courtisans. Sous Élisabeth, cette métamorphose fut consommée. Femme et roi, une cour brillante plaisait à ses goûts et servait son autorité; la no-

[1] En 1485.

blesse s'y précipita avec enivrement et sans trop exciter le mécontentement public: rare séduction que de pouvoir se dévouer à un souverain populaire, et rechercher, par les intrigues et au milieu des fêtes, la faveur d'une reine qui avait celle du pays. Les maximes, les formes, le langage, souvent même les pratiques de la monarchie pure étaient pardonnées à un gouvernement utile et glorieux pour la nation; l'affection du peuple couvrait la servilité des courtisans; et auprès d'une femme dont tous les périls étaient des périls publics, un dévouement illimité semblait une loi pour le gentilhomme, un devoir pour le protestant et le citoyen.

Les Stuart ne pouvaient manquer de marcher plus avant dans les voies où, depuis le règne des Tudor, la royauté anglaise était engagée. Écossais et issu du sang de Guise, Jacques Ier, par les souvenirs de sa famille et les habitudes de son pays, était attaché à la France et accoutumé à chercher ses alliés et ses modèles sur ce continent où d'ordinaire un prince anglais ne voyait que des ennemis: aussi se montra-t-il bientôt plus profondément imbu qu'Élisabeth et Henri VIII lui-même des maximes qui fondaient alors en Europe la monarchie pure; il les professait avec l'orgueil d'un théologien et la complaisance d'un roi, protestant à tout propos, par le faste de ses déclarations, contre la timidité de ses actes et les limites de son pouvoir. Obligé quelquefois de défendre, par des arguments plus directs et plus simples, les mesures de son gouvernement, les emprisonnements arbitraires ou les taxes illégales, Jacques alléguait alors l'exemple du roi de France ou d'Espagne: « Le roi d'Angleterre, disaient ses ministres à la chambre des communes, ne peut être de pire condition que ses égaux. » Et telle était, même en Angleterre, l'influence de la révolution naguère accomplie dans la royauté du conti-

nent, que les adversaires de la cour étaient embarrassés de ce langage, presque convaincus eux-mêmes que la dignité des princes voulait qu'ils jouissent tous des mêmes droits, et ne sachant comment accorder cette égalité nécessaire des couronnes avec les libertés de leur pays [1].

Nourri, dès son enfance, dans ces prétentions et ces maximes, le prince Charles, devenu homme, fut encore exposé de plus près à leur contagion. L'infante d'Espagne lui était promise: le duc de Buckingham lui suggéra l'idée d'aller secrètement à Madrid rechercher lui-même son amour et sa main. Un dessein si chevaleresque sourit à l'imagination du jeune homme. Il fallait obtenir le consentement du roi. Jacques refusa, s'emporta, pleura, et céda enfin à son favori plutôt qu'à son fils [2]. Charles fut reçu à Madrid avec de grands honneurs [3]; et là il vit, dans tout son éclat, la royauté majestueuse, souveraine, obtenant de ses serviteurs un dévouement et de ses peuples un respect presque religieux, rarement contredite, et toujours assurée de planer après tout, par sa seule volonté, au-dessus des contradictions. Le mariage de Charles avec l'infante manqua: mais il épousa en échange Henriette-Marie, princesse de France; car son père était décidé à ne voir, hors de ces deux cours, aucune alliance qui convînt à la dignité de son trône [4]. L'influence de cette union sur le prince anglais ne différa point de celle qu'en Espagne il avait déjà subie: et la royauté de Paris ou de Madrid devint, à ses yeux, l'image de la condition naturelle et légitime d'un roi.

[1] *Journals of te House of Communs,* 18 avril, 12 et 21 mai 1614.

[2] Clarendon, *Hist. of the rebell.,* t. I, p. 18-30, édit. de Bâle, 1798.

[3] En mars 1623.

[4] Le mariage, négocié en 1624, ne fut définitivement conclu qu'au mois de mai 1625, et accompli en Angleterre qu'au mois de juin suivant.

Ainsi la monarchie anglaise, du moins dans le monarque, ses conseillers et sa cour, suivait la même pente que les monarchies du continent. Là aussi tout trahissait les symptômes et les efforts de la révolution ailleurs consommée, et qui, dans ses plus modestes prétentions, ne laissait subsister les libertés des sujets que comme des droits subordonnés, des concessions de la générosité du souverain.

Mais tandis que, sur le continent, cette révolution trouvait les peuples encore incapables de lui résister, peut-être même disposés à l'accueillir, en Angleterre, une révolution contraire, sourdement opérée dans la société, avait déjà miné le sol sous les pas de la monarchie pure, et préparé sa ruine au milieu de ses progrès.

Lorsque, à l'avénement des Tudor, la haute aristocratie fléchit et s'abaissa devant le trône, les communes anglaises n'étaient point en état de prendre sa place dans la lutte de la liberté contre le pouvoir ; elles n'auraient pas même osé prétendre à l'honneur du combat. Au xiv[e] siècle, au moment de leurs plus rapides progrès, leur ambition s'était bornée à faire avouer leurs premiers droits, à conquérir quelques garanties incomplètes et chancelantes; jamais leur pensée ne s'était élevée jusqu'à croire qu'il leur appartînt de s'associer à la souveraineté, et d'intervenir, d'une façon permanente et décisive, dans le gouvernement du pays; aux barons seuls pouvait convenir un si haut dessein.

Au xvi[e] siècle, désolées et ruinées, comme les barons, par les guerres civiles, les communes avaient besoin surtout d'ordre et de repos; la royauté le leur procura, bien imparfait encore, et pourtant plus assuré, mieux réglé qu'elles ne l'avaient jamais connu. Elles acceptèrent le bienfait avec une avide reconnaissance. Séparées de leurs anciens chefs, presque seules en présence du

trône et de ces barons jadis leurs alliés, leur langage fut humble, leur conduite timide, et le roi put croire que désormais le peuple serait docile comme les grands seigneurs.

Mais le peuple n'était pas en Angleterre, comme sur le continent, une coalition mal unie de bourgeois et de paysans lentement affranchis et courbés encore sous le poids de leur ancienne servitude: dans les communes anglaises avaient pris place, dès le XIVe siècle, la portion la plus nombreuse de l'aristocratie féodale, tous ces possesseurs de petits fiefs trop peu influents et trop peu riches pour partager avec les barons le pouvoir souverain, mais fiers de la même origine et longtemps en possession des mêmes droits. Devenus les chefs de la nation, ils lui avaient prêté plus d'une fois des forces et surtout une hardiesse dont la bourgeoisie seule eût été incapable. Affaiblis et abattus comme elle par les longues souffrances des discordes civiles, ils tardèrent peu à reprendre, au sein de la paix, leur importance et leur fierté. Pendant que la haute noblesse, affluant vers la cour pour réparer ses pertes, en recevait des grandeurs empruntées, aussi corruptrices que précaires, et qui, sans lui rendre sa fortune passée, la séparaient de plus en plus du pays, les simples gentilshommes, les francs-tenanciers, les bourgeois, uniquement occupés de faire valoir leurs terres ou leurs capitaux, croissaient en richesse, en crédit, s'unissaient chaque jour plus étroitement, attiraient le peuple entier sous leur influence, et sans éclat, sans dessein politique, presque à leur propre insu, s'emparaient en commun de toutes les forces sociales, vraies sources du pouvoir.

Dans les villes, le commerce et l'industrie se développaient rapidement: la cité de Londres acquit d'immenses richesses: le roi, la cour, presque tous les grands sei-

gneurs du royaume devinrent ses débiteurs toujours insolents, mais toujours nécessiteux. La marine marchande, pépinière de la marine royale, fut nombreuse et partout active; les matelots partagèrent les intérêts et les dispositions des négociants.

Dans les campagnes, les choses suivaient le même cours. Les propriétés se divisèrent. Les lois féodales opposaient des entraves à la vente et à la subdivision des fiefs; un statut de Henri VII les abolit indirectement, en partie du moins; la haute noblesse le reçut comme un bienfait, et se hâta d'en profiter. Elle aliéna également la plupart des vastes domaines que lui distribua Henri VIII. Le roi favorisait ces ventes pour accroître le nombre des possesseurs de biens ecclésiastiques, et les courtisans étaient contraints d'y recourir, car nuls abus ne pouvaient suffire à leurs nécessités. Enfin Élisabeth, pour se dispenser de demander des subsides, toujours onéreux même au pouvoir qui les obtient, vendit aussi beaucoup de domaines de la couronne. Presque tous ces biens étaient achetés par les gentilshommes qui vivaient dans leurs terres, les francs-tenanciers qui cultivaient les leurs, les bourgeois qui se retiraient du négoce; eux seuls acquéraient, par le travail ou l'économie, de quoi payer ce que ne pouvaient garder le prince et les gens de cour [1]. L'agriculture prospérait; les comtés et les villes se remplissaient d'une population riche, active, indépendante; et le mouvement qui faisait passer dans ses mains une grande part de la fortune publique fut si rapide, qu'en 1628, à l'ouverture du parlement, la chambre des communes se trouva trois fois plus riche que la chambre des pairs [2].

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. V, p. 6.

[2] Hume (*Hist. of Engl.*, t. VIII, p. 585, édit. de Bâle, 1789) cite à l'appui de cette assertion Sanderson et Walker, historiens de peu d'au-

A mesure que s'accomplissait cette révolution, les communes recommençaient à s'inquiéter de la tyrannie. Au milieu de plus de biens, plus de sécurité devenait un besoin. Des droits exercés par le prince, longtemps sans réclamation et encore sans obstacle, étaient bien près de ne paraître que des abus, car bien plus de gens en sentaient le poids. On se demandait s'il les avait toujours possédés, s'il eût jamais dû les posséder, peu à peu rentrait dans l'esprit des peuples le souvenir des anciennes libertés, des efforts qui avaient conquis la grande Charte, des maximes qu'elle consacrait. La cour parlait avec dédain de ces vieux temps, comme grossiers et barbares : le pays les reprenait en respect et affection, comme libres et fiers. Leurs glorieuses conquêtes ne servaient plus guère à rien, et pourtant tout n'en était pas perdu. Le parlement n'avait pas cessé de s'assembler; les rois, le trouvant docile, l'avaient même plus souvent employé comme instrument de leur pouvoir. Sous Henri VIII, Marie, Élisabeth, le jury s'était montré complaisant, servile même; mais il subsistait. Les villes avaient conservé leurs chartes, les corporations leurs franchises. Depuis longtemps enfin, étrangères à la résistance, les communes en possédaient cependant les moyens : les institutions leur avaient manqué bien moins que la force et la volonté de s'en servir. La force leur revenait par la révolution qui faisait faire à leur grandeur matérielle tant de progrès. Pour que la volonté ne se fît pas longtemps attendre, il suffisait qu'une autre révolution leur vînt donner aussi la grandeur morale, enhardît leur ambi-

torité; je n'ai pu découvrir, dans les écrivains contemporains dont le témoignage mérite plus de confiance, une évaluation aussi précise de la richesse comparative des deux chambres; mais tout atteste que la chambre des communes était beaucoup plus riche que la chambre des pairs.

tion, élevât leurs pensées, leur fît de la résistance un devoir et de la domination une nécessité. La réforme religieuse eut cette vertu.

Proclamée en Angleterre par un despote, la réforme y commença par la tyrannie; à peine née, elle persécuta ses partisans comme ses ennemis. Henri VIII dressa d'une main des échafauds pour les catholiques, de l'autre des bûchers pour les protestants qui refusaient de souscrire le symbole et d'approuver le gouvernement que la nouvelle Église recevait de lui.

Il y eut donc, dès l'origine, deux réformes, celle du prince et celle du peuple: l'une incertaine, servile, plus attachée à des intétêts temporels qu'à des croyances, alarmée du mouvement qui l'avait fait naître, et s'efforçant d'emprunter au catholicisme tout ce qu'elle en pouvait retenir en s'en séparant; l'autre spontanée, ardente, méprisant les considérations mondaines, acceptant les conséquences de ses principes, vraie révolution morale enfin, entreprise au nom et avec la passion de la foi.

Unies quelque temps, sous la reine Marie par des souffrances, et à l'avénement d'Élisabeth par des joies communes, les deux réformes ne pouvaient tarder à se diviser et à se combattre. Or telle était leur situation que l'ordre politique se trouvait nécessairement engagé dans leurs débats. En se séparant du chef indépendant de l'Église universelle, l'Église anglicane avait perdu toute force propre, et ne tenait plus ses droits ni son pouvoir que du pouvoir et des droits du souverain de l'État. Elle était donc vouée à la cause du despotisme civil, et contrainte d'en professer les maximes pour légitimer son origine, d'en servir les intérêts pour sauver les siens. De leur côté, les non-conformistes, en attaquant leurs adversaires religieux, se voyaient forcés d'attaquer aussi le souverain temporel, et pour accomplir la réforme de l'Église,

de réclamer les libertés du citoyen. Le roi avait succédé au pape; le clergé anglican, héritier du clergé catholique, n'agissait plus qu'au nom du roi : partout, dans un dogme, une cérémonie, une prière, l'érection d'un autel, la forme d'un surplis, le pouvoir royal était compromis comme celui des évèques, et le gouvernement en question comme la discipline et la foi.

Dans cette périlleuse nécessité d'une double lutte contre le prince et l'Église, d'une réforme simultanée de la religion et de l'État, les non-conformistes hésitèrent d'abord. Le papisme et tout ce qui lui ressemblait était décrié et illégitime à leurs yeux; l'autorité royale, même despotique, ne l'était point encore. Henri VIII avait commencé la réforme; Élisabeth l'avait sauvée. Les puritains les plus hardis balançaient à mesurer les droits, à poser les limites d'un pouvoir auquel ils devaient tant; et si quelques uns faisaient un pas vers ce sanctuaire, la nation étonnée leur en savait gré, mais ne le suivait point.

Cependant il y avait nécessité : il fallait que la réforme reculât ou qu'elle portât la main sur le gouvernement, car lui seul faisait obstacle à ses progrès. Peu à peu les esprits s'aguerrirent; l'énergie des consciences amena l'audace des idées et des desseins : les croyances religieuses avaient besoin des droits politiques; on commença de rechercher pourquoi on n'en jouissait pas, qui les usurpait, à quel titre, ce qu'il y avait à faire pour les ressaisir. Tel citoyen obscur qui naguère, au seul nom d'Élisabeth, s'humiliait avec respect, et n'eût peut-être jamais levé vers le trône de plus hardis regards si dans la tyrannie des évêques il n'eût pas rencontré celle de la reine, les interrogea fièrement l'une et l'autre sur leurs prétentions quand il y fut contraint pour défendre sa foi Ce fut surtout parmi les simples gentilshommes, les francs-tenanciers, les bourgeois, le peuple, que se ré-

pandit ce besoin d'examen et de résistance en matière de gouvernement comme de dogme, car c'etait là que la réforme religieuse fermentait et voulait avancer. Moins préoccupées de leurs croyances, la cour et une partie de la moyenne noblesse s'étaient contentées des innovations de Henri VIII ou de ses successeurs, et soutenaient l'Église anglicane par conviction, par indifférence, par calcul, par loyauté. Plus étrangères aux intérêts et en même temps plus exposées aux coups du pouvoir, les communes anglaises changèrent dès lors, dans leurs relations avec la royauté, d'attitude et de pensées. De jour en jour leur timidité disparut, leur ambition s'éleva. Les regards du bourgeois, du franc-tenancier, du paysan même, se portèrent bien au-dessus de sa condition. Il était chrétien; il sondait hardiment dans sa maison, avec ses amis, les mystères de la puissance divine: quelle puissance terrestre était si haute qu'il dût s'abstenir d'examiner ses actes? Il lisait dans les livres saints les lois de Dieu; pour leur obéir, il était forcé de résister à d'autres lois: il fallait bien qu'il reconnût où celles-ci devaient s'arrêter. Qui recherche la borne des droits d'un maître recherchera bientôt leur origine: la nature du pouvoir royal, de tous les pouvoirs, leurs anciennes limites, leurs récentes usurpations, les conditions et les sources de leur légitimité devinrent, dans toute l'Angleterre, un sujet d'examen et d'entretiens: examen d'abord modeste et entrepris par nécessité plutôt que par goût: entretiens longtemps secrets et que, même en s'y livrant, les citoyens n'osaient pousser bien loin, mais qui affranchissaient les esprits et leur inspiraient des hardiesses jusque-là inconnues. Élisabeth, populaire et respectée, ressentit elle même les effets de cette disposition naissante [1], et la repoussa ru-

[1] Voyez les *Éclaircissements et Pièces historiques* placés à la fin de ce volume, n° 1.

dement, attentive pourtant à ne point braver le péril. Ce fut bien pis sous Jacques Ier. Faible et méprisé, il voulait qu'on le crût despote; l'étalage dogmatique de ses impuissantes prétentions provoqua de nouvelles hardiesses qu'il irrita sans les réprimer. La pensée des citoyens prit un libre essor : rien ne lui en imposait plus : le monarque était un objet de risée, ses favoris un sujet d'indignation. Sur le trône, à la cour, l'arrogance était sans force, même sans éclat; une corruption ignoble inspirait aux hommes sérieux un dégoût profond, et dégradait, à la portée des insultes du peuple, toutes les grandeurs. Ce ne fut plus le privilége des esprits fermes de les regarder en face et de les mesurer froidement : tant d'audace devint populaire. Bientôt l'opposition parut aussi hautaine et plus confiante que le pouvoir; et ce n'était point l'opposition des grands barons de la chambre des pairs, c'était celle de la chambre des communes, décidée à prendre dans l'État une place, sur le gouvernement une influence qui jamais ne lui avaient appartenu. Son indifférence aux fastueuses menaces du prince, la fierté, bien que respectueuse, de son langage laissèrent voir que tout était changé, qu'elle pensait avec hauteur et voulait agir avec empire; et le secret sentiment de cette révolution morale était déjà si répandu qu'en 1621, attendant un comité de la chambre qui venait lui présenter une remontrance sévère, Jacques dit avec une ironie moins douloureuse, à coup sûr, qu'elle n'eût dû l'être : « Qu'on prépare douze fauteuils: je vais recevoir douze rois [1]. »

En effet, c'était presque un sénat de rois qu'un monarque absolu appelait auprès de son trône, quand Charles Ier convoqua le parlement. Ni le prince, ni le peuple

[1] *Hist. d'Angleterre*, par Rapin Thoiras, t. VIII, p. 185, édition in-4 La Haye, 1749; Kennet, *Compl. Hist. of Engl.*, t. III, p. 745.

celui-ci surtout, n'avaient encore démêlé le principe et mesuré la portée de leurs prétentions: ils se rapprochaient avec le dessein et l'espoir sincère de s'unir: mais au fond leur désunion était déjà consommée, car l'un et l'autre pensaient en souverain.

Dès que la session fut ouverte, la chambre des communes porta ses regards sur le gouvernement tout entier: affaires du dehors et du dedans, négociations, alliances, emploi des subsides passés, des subsides futurs, état de la religion, répression des papistes, rien ne lui parut étranger à ses droits. Elle se plaignit de la marine royale qui protégeait mal le commerce anglais [1], du docteur Montague, chapelain du roi, qui défendait l'Église romaine et prêchait l'obéissance passive [2]. Elle attendait du roi seul le redressement de tous ses griefs, mais elle se montrait décidée à intervenir en toutes choses par ses enquêtes, ses pétitions, l'expression de son avis.

Les reproches s'adressaient peu au gouvernement de Charles: il commençait. Cependant un examen si étendu et si animé des affaires publiques lui semblait déjà un empiétement; la liberté des discours l'offensait. Un partisan de la cour, M. Édouard Clarke, essaya de s'en plaindre dans la chambre: « On s'était servi, dit-il, de paroles inconvenantes et amères. » Un cri général le somma de paraître à la barre et de s'expliquer; il insista: on fut sur le point de prononcer son expulsion [3].

Les discours en effet étaient hardis, bien qu'en termes humbles : « Nous ne demandons point au roi d'éloigner de mauvais conseillers, comme le fit le parlement sous ses prédécesseurs Henri IV et Henri VI. Nous ne voulons point intervenir dans les choix, comme

[1] 11 août 1625. *Parliam. Hist.*, t. II, col. 35.

[2] 7 juillet 1625. *Parliam. Hist.*, t. II, col. 6.

[3] 6 août 1625. *Parliam. Hist.*, t. II, col. 13.

« cela s'est vu sous Édouard II et Richard II, Henri IV et « Henri VI ; ni que ceux que le roi aura choisis soient tenus « de prêter serment devant le parlement, comme il est ar- « rivé sous Édouard Ier, Édouard II et Richard II ; ni « que le parlement leur prescrive d'avance la conduite « qu'ils auront à tenir, comme il crut le devoir sous « Henri III et Henri IV ; ni même que Sa Majesté pro- « mette, comme Henri III, qu'elle fera toutes choses avec « l'assentiment du grand conseil du pays, et rien sans « son aveu. Nous exprimons seulement, et en sujets fi- « dèles, nos modestes désirs. Puisque le roi s'est entouré « de conseillers sages, pieux et honorables, nous souhai- « tons que, de concert avec eux, il porte remède aux « maux de l'État, et ne se laisse jamais guider par un « seul homme, ni par de jeunes conseils. » Ainsi parlait sir Robert Cotton, savant illustre et orateur modéré [1] : et la chambre, protestant avec lui qu'elle n'avait point dessein d'imiter les anciennes hardiesses du parlement, s'applaudissait de les entendre rappeler.

Le roi prenait de l'humeur ; cependant il ne se plaignait point. Un tel langage, déjà importun, ne lui semblait pas encore dangereux. D'ailleurs il avait besoin de subsides. Le dernier parlement avait souhaité avec ardeur la guerre d'Espagne ; celui-ci ne pouvait refuser de la soutenir. Charles insistait pour que sans retard on lui en fournît les moyens, promettant de redresser les justes griefs.

Mais la chambre ne se fiait plus aux promesses, même d'un roi qui n'en avait encore violé aucune et qu'elle estimait. Les princes héritent des fautes comme du trône de leurs devanciers. Charles pensait qu'on ne devait rien

[1] 6 août 1625. *Parliam. Hist.*, t. II, col. 14-17. Ce discours a été pris dans les *OEuvres posthumes* de sir Robert Cotton, publiées par Howell, en 1651.

craindre, puisqu'il n'avait fait aucun mal; le peuple, qu'on devait extirper tous les maux passés pour ne rien craindre à l'avenir. Les communes ne donnèrent d'abord qu'un faible subside, et les droits de douane ne furent votés que pour un an. Ce dernier vote parut une offense, et la chambre haute refusa de le sanctionner. On portait donc au roi, disait la cour, moins de confiance qu'à ses prédécesseurs qui avaient obtenu les droits de douane pour toute la durée de leur règne. Cependant il venait d'exposer avec une rare sincérité l'état des finances du royaume, ne refusant aucun document, aucune explication. L'urgence des besoins était évidente. Il y avait peu de sagesse, pensaient les lords, à mécontenter sitôt, sans motifs, un jeune prince qui se montrait si enclin à bien vivre avec le parlement.

La chambre des communes ne déclarait point qu'elle n'accorderait pas de plus larges subsides; mais elle poursuivait l'examen des griefs, résolue, sans l'annoncer pourtant, à en obtenir d'abord le redressement. Le roi s'indigna qu'on osât de la sorte lui faire la loi, et prétendre qu'il cédât à la force, ou se vît hors d'état de gouverner; c'était usurper la souveraineté qui n'appartenait qu'à lui seul, et en aucun cas ne devait être compromise. Le parlement fut dissous [1].

Ainsi, malgré leur bienveillance mutuelle, le prince et le peuple ne s'étaient rapprochés que pour se heurter; ils se séparèrent sans que ni l'un ni l'autre se sentît faible ou se crût un tort, également certains de la légitimité de leurs prétentions, également décidés à y persister. Les communes protestèrent qu'elles étaient dévouées au roi, mais ne lui livreraient point leurs libertés. Le roi dit qu'il respectait les libertés de ses sujets, mais qu'il saurait bien gouverner seul.

[1] 12 août 1625.

Il l'entreprit aussitôt. Des ordres du conseil, expédiés aux lords-lieutenants des comtés, leur enjoignirent de lever, par voie d'emprunt, l'argent, dont le roi avait besoin [1]. Ils devaient s'adresser aux citoyens riches, et transmettre à la cour les noms de ceux qui refuseraient de prêter ou qui demeureraient en retard. On comptait encore sur l'affection et sur la peur. En même temps la flotte mit en mer pour tenter une expédition contre Cadix, dont la baie était pleine de bâtiments richement chargés. Pour donner cependant quelque satisfaction au peuple, le clergé eut ordre de procéder contre les papistes; on leur défendit de s'éloigner de plus de cinq milles de leur demeure, sans en avoir reçu la permission; on leur prescrivit de rappeler du continent leurs enfants qu'ils y faisaient élever; on les désarma. Les communes avaient réclamé leur libertés; on leur accorda un peu de tyrannie contre leurs ennemis.

Ce méprisable expédient ne les contenta point: d'ailleurs, la persécution même des papistes était équivoque et suspecte; le roi leur vendait des dispenses ou leur donnait sous main des pardons. L'emprunt valut peu d'argent au trésor; l'expédition contre Cadix échoua; le public imputa ce revers à l'inhabileté de l'amiral et à l'ivrognerie des troupes; le gouvernement fut accusé de ne savoir ni choisir ses chefs, ni veiller aux mœurs de ses soldats. A peine six mois s'étaient écoulés qu'un second parlement fut jugé nécessaire [2]. La rancune n'était pas encore entrée bien avant dans l'ame du jeune roi, et son despotisme était à la fois confiant et timide. Il croyait que les communes seraient charmées de revenir sitôt; peut-être même espérait-il que la fermeté qu'il leur avait montrée lui vaudrait, de leur part, plus de com-

[1] *Old Parliam. Hist.*, t. VI, p. 407 (Londres, 1793).

[2] 6 février 1626.

plaisance. Enfin, il avait pris des mesures pour écarter du parlement les orateurs les plus populaires. Le comte de Bristol, ennemi personnel du duc de Buckingham, ne reçut point de lettres de convocation. Sir Édouard Coke, sis Robert Philips, sir Thomas Wentworth, sir Francis Seymour, etc.[1], nommés shériffs de leurs comtés, ne pouvaient y être élus. On ne doutait pas qu'en leur absence la chambre des communes ne fût docile, car le peuple aimait le roi, disait-on; quelques factieux l'égaraient seuls.

Mais les communes pensaient aussi qu'on égarait le roi, et que, pour le rendre à son peuple, il suffirait de l'enlever à un favori. Le premier parlement s'était borné à exiger du trône, par le retard des subsides, le redressement des griefs publics; celui-ci résolut de frapper, près du trône, l'auteur de tous les griefs. Le duc de Buckingham fut accusé[2].

C'était un de ces hommes qui semblent nés pour briller dans les cours et déplaire aux nations. Beau, présomptueux, magnifique, léger avec hardiesse, sincère et chaud dans ses attachements, franc et hautain dans ses inimitiés, également incapable de vertu et d'hypocrisie il gouvernait sans dessein politique, ne s'inquiétant ni des intérêts du pays, ni même de ceux du pouvoir, uniquement occupé de sa propre grandeur, et, dans sa grandeur, du plaisir de dominer avec éclat auprès du roi. Un moment il avait essayé de se rendre populaire et y était parvenu; la rupture du mariage de Charles avec l'infante avait été son ouvrage. Mais la faveur publique n'était pour lui qu'un moyen d'user à son gré de la faveur royale; il la perdit, et s'en aperçut à peine, fier d'a-

[1] Sept en tout: les trois autres, moins célèbres, étaient sir Grey Palmer, sir William Fleetwood et M. Édouard Alford.

[2] 21 février 1626.

voir conservé sur Charles l'ascendant qu'il exerçait insolemment sur Jacques Ier. Aucun talent ne soutenait son ambition; des passions frivoles étaient le seul but de ses intrigues; pour séduire une femme, pour perdre un rival, il compromettait, avec une arrogante imprévoyance tantôt le roi, tantôt le pays. L'empire d'un tel homme semblait, à un peuple de jour en jour plus sérieux une insulte aussi bien qu'une calamité; et le duc continuait d'envahir les plus hautes fonctions de l'État [1], sans paraître, aux yeux de la multitude elle-même, rien de plus qu'un parvenu sans gloire, un téméraire et inhabile favori.

L'attaque des communes fut violente: il était difficile de prouver contre Buckingham des crimes légaux; la chambre vota que le simple bruit public était un motif suffisant d'entamer les poursuites [2], et elle accueillit tous les chefs d'accusation qu'indiquait le bruit public. Le duc les repoussa, la plupart du moins, avec avantage, mais sans fruit. C'était le mauvais gouvernement que voulait réformer la chambre: innocent de vol, d'assassinat ou de trahison, Buckingham n'était pas moins pernicieux. La hardiesse des communes rendit courage aux haines de cour. Le comte de Bristol se plaignit de n'avoir

[1] Il était duc, marquis et comte de Buckingham, comte de Coventry, vicomte Villiers, baron de Whaudon, grand amiral d'Angleterre et d'Irlande, gouverneur général des mers et vaisseaux, lieutenant général amiral, capitaine général et gouverneur des flottes et armées de S. M., grand maître des écuries, lord garde, chancelier et amiral des cinq ports, constable du château de Douvres, juge des forêts et chasses royales au midi de la Trent, constable du château de Windsor, gentilhomme de la chambre, chevalier de la Jarretière, conseiller privé, etc. On évaluait à 284,395 liv. sterl. (environ 7,109,875 fr.) la valeur des domaines de la couronne qu'il s'était fait donner, etc. Brodie, *Hist. of the British empire*, etc., t. II, p. 122.

[2] 22 avril 1626. *Parliam. Hist.*, t. II, col. 52.

pas été convoqué au parlement [1]. Buckingham, qui le craignait, voulait le tenir éloigné. La chambre des pairs reconnut le droit du comte, et Charles lui adressa des lettres de convocation, mais en lui ordonnant de rester dans ses terres. Le comte recourut de nouveau à la chambre, la suppliant d'examiner si les libertés de tous les pairs du royaume n'exigeaient pas qu'il vînt siéger. Aussitôt le roi le fit accuser de haute trahison [2]. Pour se défendre, Bristol, à son tour, accusa Buckingham [3]; et Charles vit son favori poursuivi à la fois par les députés du peuple et par un vieux courtisan.

C'était trop inquiéter son pouvoir et trop offenser son orgueil. On n'avait pu convaincre Buckingham d'aucun crime; on en voulait donc à son ministre et à son ami. Il dit aux communes: « Je dois vous faire connaître que « je ne souffrirai pas que vous poursuiviez aucun de mes « serviteurs, encore moins ceux qui sont placés très « haut et près de moi. Jadis on demandait: Que fera-t-on « pour l'homme que le roi honore? Maintenant il y a des « gens qui se fatiguent à chercher ce qu'on fera contre « l'homme que le roi juge à propos d'honorer. Je désire « que vous pressiez l'affaire de mes subsides; sinon ce « sera tant pis pour vous mêmes; et s'il en arrive quel- « que mal, je pense que je serai le dernier à m'en ressen- « tir [4]. » En même temps il défendit aux juges de répondre aux questions que la chambre haute leur avait soumises sur un incident du procès du comte de Bristol, craignant que leur réponse ne tournât en sa faveur [5].

[1] En mars 1626. *Parliam. Hist.*, t. II, col. 72 et suiv.

[2] 1er mai 1626; *Parliam. Hist.*, t. II, col. 79.

[3] *Ibid.*, col. 86.

[4] *Parliam. Hist.*, t. II, col. 49-50.

[5] *Ibid.*, col. 105.

Les juges se turent; mais la chambre des communes ne s'arrêta point. Huit de ses membres furent chargés de soutenir, dans une conférence avec la chambre haute, les poursuites contre Buckingham [1]. La conférence close, le roi fit mettre à la Tour deux des commissaires, sir Dudley Diggs et sir John Elliot, pour paroles insolentes [2]. La chambre irritée déclara qu'elle ne s'occuperait de rien qu'ils ne fussent en liberté [3]. En vain les amis de la cour essayèrent d'effrayer la chambre sur le sort du parlement lui-même [4]; leur menace ne parut qu'une insulte, et il fallut s'excuser d'avoir insinué que le roi pourrait bien être tenté de gouverner seul, comme les princes du continent. Les deux prisonniers sortirent de la Tour [5].

De son côté, la chambre des pairs réclama aussi la mise en liberté de lord Arundel, que le roi avait fait arrêter pendant la session, et Charles céda pareillement [6].

Las de se voir vaincu par des adversaires qu'il avait appelés et pouvait dissiper, pressé par son favori inquiet, après avoir essayé de quelques complaisances toujours accueillies avec transport, mais qui n'empêchaient rien, informé enfin que la chambre des communes préparait une remontrance générale, Charles résolut de se soustraire à une situation qui l'humiliait aux yeux de l'Europe et aux siens. Le bruit se répandit que le parlement serait bientôt dissous. La chambre haute, qui commençait à rechercher la faveur populaire, se hâta

[1] 3 mai 1626. *Journals of the House of Commons*. C'étaient sir Dudley Diggs, M. Herbert, M. Selden, M. Glanville, M. Pym, M. Whitby, M. Wandesford et sir John Elliot.

[2] 11 mai 1626. *Parliam. Hist.*, t. II, col. 103.

[3] *Parliam. Hist.*, t. II, col 119.

[4] 13 mai 1616. *Parliam. Hist.*, t. II, col. 120.

[5] *Parliam. Hist.*, t. II, col. 122-124.

[6] 8 juin 1626. *Parliam. Hist.*, t. II, col. 125 et suiv

d'adresser au roi une pétition pour le détourner de ce dessein, et tous les pairs demandèrent à suivre le comité chargé de la lui présenter. « Pas une minute de plus! » s'écria Charles. La dissolution fut aussitot prononcée [1]; une déclaration royale en exposa les motifs. Le projet de remontrance des communes fut brûlé sur la place publique, et quiconque en possédait un exemplaire eut ordre de le brûler aussi [2]. Lord Arundel fut remis aux arrêts dans sa maison, lord Bristol, à la Tour [3]; le duc de Buckingham se crut sauvé, et Charles se sentit roi.

Sa joie fut courte comme sa prévoyance: le pouvoir absolu a aussi ses nécessités. Engagé, contre l'Espagne et l'Autriche, dans une guerre ruineuse, Charles ne disposait pas d'une armée qu'il pût employer à vaincre en même temps ses ennemis et ses sujets. Peu nombreuses, mal disciplinées, ses troupes de terre lui coûtaient fort cher; le puritanisme dominait parmi les marins; il n'osait se fier à la milice, plus docile à l'influence des bourgeois ou des gentilshommes de comté qu'à celle du roi. Il avait écarté les adversaires, mais non les embarras et les obstacles; le fol orgueil de Buckingham en suscita de nouveaux. Pour se venger du cardinal de Richelieu qui ne voulait pas qu'il revînt à Paris poursuivre, auprès d'Anne d'Autriche, de téméraires succès, il décida son maître à entrer en guerre avec la France. L'intérêt du protestantisme servit de prétexte; il fallait sauver La Rochelle assiégée, et prévenir la ruine des réformés français. On espérait que, pour cette cause le peuple s'armerait avec passion, que du moins il se laisserait opprimer.

[1] 15 juin 1816. *Parliam. Hist.*, t. II, col. 193.

[2] *Parliam. Hist.*, t. II, col. 207.

[3] *Ibid.*, t. II, col. 193.

Un emprunt général fut ordonné, de la même valeur que les subsides qu'avait promis, mais non votés, le parlement. On enjoignit aux commissaires d'interroger les récalcitrants sur les motifs de leur refus, de savoir qui les y avait engagés, par quels discours, dans quels desseins. C'était à la fois une atteinte aux fortunes et une enquête sur les opinions. Quelques régiments parcoururent les comtés ou s'y cantonnèrent, à la charge des habitants. Les ports et les districts maritimes eurent ordre de fournir des bâtiments armés et équipés, premier essai de la taxe des vaisseaux. On en demanda vingt à la cité de Londres; elle fit observer que, pour repousser la flotte invincible de Philippe II, la reine Élisabeth avait exigé moins; on lui répondit que « les précédents « des temps passés étaient l'obéissance et non des objections[1]. » Pour justifier ce langage, on fit prêcher partout l'obéissance passive. L'archevêque de Cantorbéry, George Abbot, prélat populaire, refusa d'autoriser dans son diocèse la vente de ces sermons; il fut suspendu et exilé[2].

On avait trop présumé des passions du peuple; il ne se laissa point persuader d'oublier sa liberté pour le service de sa foi. D'ailleurs, il se méfiait de la sincérité de ce nouveau zèle; qu'on le laissât libre, qu'on appelât le parlement, il prêterait aux réformés du continent un bien plus ferme appui. Beaucoup de citoyens refusèrent de concourir à l'emprunt; les uns, obscurs et faibles, furent enrôlés de force pour la flotte ou l'armée; les autres se virent jetés dans les prisons ou chargés de missions lointaines qu'il n'était pas permis de repousser. Le mécontentement, sans éclater en séditions, ne

[1] Whitelocke, *Memorials of the English affairs*, etc., p. 7, édit. in-fol. de 1682.

[2] Whitelocke, p. 7.

se borna point à des murmures. Cinq gentilshommes, détenus sur un ordre du conseil, réclamèrent de la cour du banc du roi, et comme le droit de tout Anglais, leur mise en liberté sous caution [1]. Un roi impérieux et une nation irritée pressaient le jugement du procès. Le roi exigeait des juges qu'ils déclarassent, en principe, que nul homme arrêté par son ordre ne devait être admis à fournir caution : le peuple voulait savoir si toute garantie était perdue pour les défenseurs de ses libertés. La cour rejeta leur demande et les renvoya en prison, mais sans poser le principe général que souhaitait le roi [2]. Déjà les magistrats, frappés d'une double peur, n'osaient se montrer ni serviles ni justes, et pour sortir de peine ils refusaient au despotisme leur aveu, à la liberté leur appui.

Dans son ardeur jalouse pour le maintien de tous les droits, le peuple prit sous sa protection même les soldats qui servaient d'intruments à la tyrannie. De toutes parts on s'était élevé contre leurs excès; pour les réprimer, la loi martiale fut mise en vigueur. On trouva mauvais qu'un pouvoir si arbitraire fût exercé sans l'adhésion du parlement, et que des Anglais, soldats ou autres, employés à vexer ou à protéger leurs concitoyens, fussent privés des garanties de la loi.

Au milieu de cette irritation toujours impuissante, mais de plus en plus agressive, on apprit que l'expédition envoyée au secours de La Rochelle, et que Buckingham commandait en personne, venait d'échouer [3]. L'impéritie du général avait causé ce revers; il n'avait su ni s'emparer de l'île de Ré, ni se rembarquer sans perdre l'é-

[1] Ils s'appellaient sir Thomas Darnel, sir John Corbet, sir Walter Earl, sir John Heveningham et sir Edmond Hampden. Il ne faut pas confondre ce dernier avec son cousin John Hampden, plus tard si célèbre.

[2] 28 novembre 1627. Cobbett, *State Trials*, t. III, col. 1-59.

[3] 28 octobre 1627.

lite de ses troupes, officiers et soldats. Depuis longtemps, l'Angleterre n'avait payé si cher tant de honte [1]. Dans les campagnes, dans les villes, une multitude de familles, aimées et considérées du peuple, étaient en deuil. L'indignation fut populaire. Le fermier quitta ses champs et l'apprenti son atelier pour aller savoir si son patron, gentilhomme ou bourgeois, n'avait pas perdu un frère, un fils; et il revenait racontant à ses voisins les désastres qu'il avait appris, les douleurs qu'il avait vues, maudissant Buckingham et accusant le roi. Des pertes d'une autre nature aigrirent encore les esprits: la marine ennemie inquiéta et ralentit le commerce anglais; les bâtiments demeuraient dans les ports; les matelots oisifs s'entretenaient des revers de la flotte royale et des causes de leur propre inaction. De jour en jour, la petite noblesse, la bourgeoisie, le peuple s'unissaient plus étroitement dans un même courroux.

Buckingham de retour, et malgré son arrogance, sentit le poids de la haine publique et le besoin d'y échapper; il fallait bien trouver d'ailleurs quelque expédient pour sortir d'embarras, pour se procurer des ressources. On avait épuisé ce qu'on savait ou ce qu'on pouvait en fait de tyrannie. Sir Robert Cotton, comme le plus doux des hommes populaires, fut appelé aux conseils du roi. Il y parla avec sagesse et franchise, insistant sur les justes griefs de la nation, sur la nécessité de les redresser pour obtenir son appui, et rappelant ces paroles de lord Burleigh à la reine Élisabeth: « Gagnez leur cœur, vous aurez leur bourse et leurs bras [2]. » Il ouvrit l'avis de convoquer un nouveau parlement:

[1] Ce désastre est peint avec beaucoup d'énergie dans une lettre de Hollis à sir Thomas Wentworth, du 19 novembre 1627. *Strafford's letters and dispatches*, t. I, p. 41.

[2] *Parl. Hist.*, t. II, col. 212-217.

et pour réconcilier le duc de Buckingham avec le public, on convint que, dans le conseil où cette résolution serait officiellement adoptée, la proposition viendrait de lui. Le roi se rendit à l'avis de sir Robert.

Aussitôt les prisons s'ouvrirent; les hommes qu'on y avait jetés pour leur résistance à la tyrannie en sortirent brusquement [1], insultés hier, puissants aujourd'hui. La faveur publique les accueillit avec transport: vingt-sept furent élus [2]. Le parlement s'assembla [3].

« Messieurs, dit le roi en ouvrant la session, que chacun agisse désormais selon sa conscience. S'il arrivait « (ce que Dieu veuille prévenir!) que, négligeant de me « fournir ce que réclament aujourd'hui les besoins de « l'État, vous ne fissiez pas votre devoir, le mien m'ordonnerait d'user alors des autres moyens que Dieu a « mis en mes mains pour sauver ce que compromettrait la « folie de quelques hommes. Ne prenez point ceci pour « une menace; je dédaigne de menacer tout autre que « mes égaux; c'est un avertissement que vous donne « celui à qui la nature et son devoir ont confié le soin « de votre prospérité et de votre salut. Il espère que « maintenant votre conduite le portera à trouver bons « vos précédents conseils, et que je vais contracter, par « reconnaissance, des obligations qui m'engageront à « vous appeler souvent près de moi [4]. »

Le garde du sceau, parlant après le roi, ajouta: « Sa « Majesté, pour lever des subsides, a cru devoir s'adresser au parlement; non comme au seul moyen, mais « comme au plus convenable; non qu'elle n'en ait pas « d'autres, mais parce que celui-là s'accorde mieux avec

[1] Au nombre de soixante-dix-huit. Rushworth, t. I, p. 473.

[2] *Ibid.*

[3] 17 mars 1628.

[4] *Parl. Hist.*, t. II, col. 218.

« ses gracieuses intentions et le désir de ses sujets. Que « s'il tardait à réussir, la nécessité et l'épée de l'ennemi « nous forceraient d'entrer dans d'autres voies. N'oubliez « pas l'avertissement de Sa Majesté; je vous le répète, « ne l'oubliez pas [1]. »

Ainsi Charles essayait, par son langage, de démentir sa situation: solliciteur hautain, succombant sous le poids des revers et des fautes, il menaçait de déployer cette majesté indépendante, absolue, supérieure à toutes les fautes et à tous les revers. Il en était si infatué qu'il n'entrait pas dans sa pensée qu'elle pût souffrir aucune atteinte: et plein d'une arrogance sincère, il croyait devoir à son honneur, à son rang, de se réserver les droits et le ton de la tyrannie en réclamant les secours de la liberté.

Les communes ne se troublèrent point de ces menaces: une pensée non moins fière, non moins inflexible, les préoccupait. Elles avaient résolu de proclamer solennellement leurs libertés, de contraindre le pouvoir à les reconnaître primitives, indépendantes, de ne plus souffrir enfin qu'aucun droit passât pour une concession, aucun abus pour un droit. Ni les chefs ni les soldats ne manquaient à ce grand dessein. Tout le peuple se pressait autour du parlement. Dans son enceinte, des hommes habiles et hardis dirigeaient ses conseils: sir Édouard Coke, l'honneur de la magistrature, et non moins illustre par sa fermeté que par sa science [2]; sir Thomas Wentworth, depuis lord Strafford [3], jeune, ardent, éloquent, né pour commander, et dont l'ambition semblait alors se contenter de l'admiration de son pays; Denzil Hol-

[1] *Parl. Hist.*, t. II, col. 221.

[2] Né à Mileham, dans le comté de Norfolk, en 1549; il avait alors soixante-dix-neuf ans.

[3] Né à Londres, le 13 avril 1593; il avait alors trente-cinq ans.

lis[1], fils cadet de lord Clare, compagnon de l'enfance de Charles, mais ami sincère de la liberté, et trop fier pour servir sous un favori; Pym, savant jurisconsulte, versé surtout dans la science des droits et des usages du parlement[2], esprit froid et audacieux, capable de marcher avec prudence à la tête des passions populaires; et tant d'autres, réservés, dans un avenir qu'aucun d'eux ne soupçonnait, à des destinées bien diverses, même à des causes ennemies, maintenant unis par des principes et des désirs communs. La cour n'opposait à cette coalition redoutable que la puissance des habitudes, la témérité capricieuse de Buckingham et la hauteur obstinée du roi.

Les premières relations du prince et du parlement furent bienveillantes. Malgré ses menaces, Charles sentait qu'il fallait fléchir; et déterminées à ressaisir tous leurs droits, les communes avaient aussi le ferme dessein de lui témoigner leur dévouement. Charles ne s'offensa point de la liberté des discours, et les discours furent loyaux autant que libres. « Je supplie la chambre, dit « sir Benjamin Rudyard[3], d'éviter soigneusement tout « sujet de vaine contestation; les cœurs des rois sont « hauts comme leur fortune; il leur convient de céder « quand on leur cède à son tour. Ouvrons au roi un « chemin pour revenir à nous comme de lui-même; je « suis convaincu qu'il en attend impatiemment l'occasion. « Consacrons tous nos efforts à mettre le roi de notre « côté, nous obtiendrons tout ce que nous pouvons dé« sirer. » Tous les esprits n'étaient pas également préoccupés de ces pacifiques pensées; il y en avait de plus

[1] Né en 1597, à Haughton, dans le comté de Nottingham; il avait alors trente et un ans.

[2] Né en 1584, dans le comté de Somerset; il avait alors quarante-quatre ans.

[3] 22 mars 1628. *Parl. Hist.*, t. II, col. 235.

durs qui prévoyaient moins les malheurs d'une rupture nouvelle, et pressentaient mieux l'incorrigible nature du pouvoir absolu. Tous cependant se montrèrent animés des mêmes désirs; et la chambre, menant de front l'examen des griefs avec celui des besoins du trône, vota unanimement, après quinze jours de session [1], un subside considérable, sans convertir pourtant aussitôt son vote en loi.

La joie de Charles fut extrême; il convoqua sur-le-champ un grand conseil [2]; et l'informant du vote de la chambre: « Quand je suis monté sur le trône, dit-il, j'ai« mais les parlements; depuis, je ne sais comment, je « les avais pris en dégoût; maintenant je me retrouve « comme j'étais d'abord; je les aime et je me réjouirai « de me réunir souvent à mon peuple: ce jour me vaut, « dans la chrétienté, plus de credit que si j'avais gagné « bien des batailles. » La même joie éclata dans le conseil; Buckingham crut devoir, comme Charles, exprimer hautement la sienne; il félicita le roi d'un si heureux accord avec le parlement: « Ceci, dit-il, est bien plus qu'un « subside; c'est l'ouverture d'une mine de subsides en« fouis au cœur de vos sujets. Et maintenant, sire, dai« gnez me permettre d'ajouter quelques parole: je l'a« vouerai, j'ai vécu longtemps dans la douleur; le som« meil ne me donnait plus de repos ni la fortune de con« tentement, si profond était mon chagrin de passer pour « l'homme qui séparait le roi de son peuple, et son peu« ple de lui. Désormais il sera clair qu'il y a eu quel« ques esprits prévenus qui voulaient faire de moi un « mauvais génie s'interposant toujours entre un bon « maître et de loyaux sujets. Avec la faveur de Votre « Majesté, je m'efforcerai de me montrer comme un gé-

[1] 4 avril 1628.

[2] 6 avril 1628.

« nie bienfaisant sans cesse appliqué à rendre à tous de « bons offices, des offices de paix [1].

Le secrétaire d'État Cook rendit compte à la chambre de la satisfaction du roi et de la faveur qu'en toutes choses il était prêt à montrer au parlement [2]. Les communes s'en applaudirent; mais Cook, avec l'imprévoyante bassesse d'un courtisan, avait aussi parlé du duc de Buckingham et de son discours dans le conseil: la chambre en fut offensée: « Est-il donc un homme, quel que « soit son rang, dit sir John Elliot, qui ose croire que « sa bienveillance et ses paroles nous seront un encou- « ragement à bien remplir nos devoirs envers Sa Ma- « jesté? ou supposerait-on qu'un homme ait le pouvoir « d'inspirer pour nous à Sa Majesté plus de bonté que « d'elle-même elle ne voudrait nous en porter? Je ne « saurais le croire. Je suis prêt à louer, à remercier « même quiconque emploiera pour le bien public son « crédit et ses efforts; mais tant de présomption répugne « aux coutumes de nos pères et à notre honneur; je ne « puis en être informé sans surprise, ni la laisser passer « sans blâme. Je souhaite qu'une telle intervention ne se « renouvelle plus. Occupons-nous du service du roi; nous « lui deviendrons, je l'espère, si utiles que nous n'aurons « besoin d'aucune aide pour gagner son affection [3]. »

Cette juste fierté parut à Charles une insolence, à Buckingham un symptôme assuré de nouveaux périls; cependant ni l'un ni l'autre n'en témoigna rien, et la chambre poursuivit ses travaux.

Elle était entrée en conférence avec la chambre haute pour déterminer de concert les justes droits des sujets, et en réclamer, auprès du prince, une nouvelle et so-

[1] *Parl. Hist.*, t. II, col. 274.

[2] 7 avril 1628.

[3] *Parl. Hist.*, t. II, col. 275

lennelle sanction [1]. Charles, informé des desseins que manifestaient, dans ces conférences, les commissaires des communes, en conçut un violent ombrage. Il fit exorter la chambre à presser le vote définitif des subsides, et son ministre ajouta: « Je dois vous dire avec quelque « chagrin qu'il est parvenu aux oreilles de Sa Majesté « qu'on se proposait de réclamer, non seulement contre « les abus du pouvoir, mais contre le pouvoir lui-même, « ceci touche de bien près le roi, et nous aussi, que sou- « tient sa main. Parlons au roi des abus qui ont pu se « glisser dans l'exercice de son autorité, il nous écou- « tera volontieres; mais ne nous élevons pas contre l'é- « tendue de sa prérogative; il en veut redresser les « torts, mais non mutiler les droits [2]. »

De son côté, la chambre des pairs, servile ou timide, engagea les communes à se contenter de demander au roi une déclaration portant que la grande charte, avec les statuts qui l'avaient confirmée était en pleine vigueur; que les libertés du peuple anglais subsistaient comme aux temps passés, et que le roi ne ferait usage des prérogatives inhérentes à sa souveraineté que pour le bien de ses sujets [3].

Le roi réunit les deux chambres en séances solennelle, leur déclara qu'il regardait la grande charte comme intacte, les anciens statuts comme inviolables, et les invita à compter pour le maintien de leurs droits sur sa parole royale, où elles trouveraient, leur dit-il, plus de sécurité qu'aucune loi nouvelle n'en pourrait donner [4].

Les communes ne se laissèrent ni intimider ni séduire. Les abus récents avaient bravé la force et dépassé la

[1] 3 avril 1628.

[2] 12 avril 1628. *Parl. Hist.*, t. II, col. 278.

[3] 23 avril 1628. *Parl. Hist.*, t. II, col. 329.

[4] 28 avril 1628. *Parl. Hist.*, t. II, col. 332.

prévoyance des anciennes lois; il fallait des garanties nouvelles, explicites, revêtues de la sanction du parlement tout entier. C'était ne rien faire que de renouveler vaguement des promesees tant de fois violées, des statuts si longtemps oubliés. Sans se répandre en paroles, respectueuse mais inébranlable, la chambre fit rédiger le fameux bill connu sous le nom de pétition des droits, l'adopta, et le transmit à la chambre haute pour qu'il reçût aussi son assentiment [1].

Les pairs n'avaient rien à dire contre un bill qui consacrait des libertés reconnues ou réprimait des abus universellement réprouvés. Cependant le roi revenait à la charge, demandant de nouveau qu'on se reposât sur sa parole, offrant de confirmer, par un nouveau bill, la grande charte et les anciens statuts, adressant aux pairs conseil sur conseil, aux communes message sur message, profondément irrité, mais prudent et doux dans ses discours, proclamant seulement sa ferme résolution de ne laisser restreindre aucun de ses droits, comme de n'en abuser jamais.

La perplexité des pairs était grande: comment garantir les libertés du peuple sans retirer au roi le pouvoir absolu? car telle était la question. On tenta un amendement: le bill fut adopté avec cette addition: « Nous « présentons humblement cette petition à Votre Majesté, « afin d'assurer nos propres libertés, mais aussi avec le « juste dessein de laisser intact ce pouvoir souverain dont « Votre Majesté est revêtue pour la protection, la sûreté « et le bonheur de ses sujets [2].

Quand le bill ainsi amendé revint aux communes: « Ouvrons nos registres, dit M. Alford, et voyons ce « qu'ils contiennent: qu'est-ce que le pouvoir souverain?

[1] 8 mai 1628.

[2] 17 mai 1628. *Parl. Hist.*, t. II, col. 355.

« Selon Bodin, c'est celui qui est libre de toute condi-
« tion. Nous reconnaîtrons donc un pouvoir légal et un
« pouvoir royal; donnons au roi ce que la loi lui donne,
« et rien de plus. » — « Je suis hors d'état, dit M. Pym,
« de parler sur cette question, car je ne sais où elle ré-
« side; notre pétition réclame les lois de l'Angleterre;
« il s'agit ici d'un pouvoir distinct de celui des lois: où
« le trouver? il n'est nulle part; ni dans la grande charte,
« ni dans aucun statut; où le prendrions-nous pour le
« concéder? » — « Si nous adoptons cet amendement,
« dit sir Thomas Wentworth, nous laisserons les choses
« en pire état que nous ne les avons trouvées; nous
« aurons écrit dans une loi ce pouvoir souverain que
« nos lois n'ont jamains connu [1]. »

La chambre tint bon: le public pressait; trop faibles pour réclamer hautement la liberté, les pairs l'étaient trop aussi pour avouer sans détour la tyrannie. Ils retirèrent leur amendement; par égard pour eux, une phrase vaine y fut substituée, et la pétition des droits, adoptée par les deux chambres, fut solennellement présentée au roi, qui vaincu aussi, avait enfin promis de l'accueillir [2].

Sa réponse fut vague, évasive [3]; il ne sanctionna point le bill, et ne dit que ce dont la chambre n'avait pas voulu se contenter.

La victoire échappait aux communes; en rentrant dans leur salle, elles reprirent l'attaque [4]. Sir John Elliot récapitula avec violence tous les griefs de la nation; l'huissier eut ordre de se tenir à la porte pour qu'aucun membre ne sortît, sous peine d'être envoyé à la Tour. On ar-

[1] 18 mai 1628. *Parl. Hist.*, t. II, col. 356-359.

[2] 28 mai 1628.

[3] 2 juin 1628. *Parl. Hist.*, t. II, col. 374-377.

[4] 3 juin 1628. *Parl. Hist.*, t. II, col. 380.

rèta qu'une remontrance générale serait présentée au roi; le comité des subsides fut chargé de la préparer.

La crainte gagnait quelques hommes, cette crainte honnête qui naît à l'aspect d'un grand trouble, et sans plus chercher qui a raison ni ce qu'il faut faire, veut qu'on s'arrête dès qu'on se précipite avec passion. On accusait sir John Elliot d'inimitiés personnelles, sir Thomas Wentworth d'imprudence; sir Edouard Coke, disait-on, a toujours été rude et obstiné [1]. Le roi crut pouvoir saisir, dans cette disposition, un moyen de relâche, peut-être même de retour. Il fit défendre à la chambre de se mêler désormais des affaires d'État [2].

La chambre entière fut consternée: c'était beaucoup trop, et une insulte dans l'opinion même des plus modérés. Tous se taisaient: « Il faut, dit sir John Elliot, « que nos péchés soient bien grands; Dieu sait avec « quelle affection, quel zèle nous nous sommes efforcés « de gagner le cœur du roi! De faux rapports, à coup « sûr, nous ont attiré cette marque de son déplaisir. On « dit que nous avons jeté quelques soupçons sur les mi-« nistres de Sa Majesté; aucun ministre, quelque cher « qu'il soit, ne pourrait...... »

A ces mots, l'orateur se leva brusquement de son fauteuil, et dit en pleurant: « J'ai ordre d'interrompre qui-« conque parlera mal des ministres du roi. Sir John se « rassit.

« Si nous ne pouvons parler de ces choses dans le « parlement, dit sir Dudley Diggs, levons-nous et sor-« tons, ou restons ici oisifs et muets. » Le silence redevint général.

« Il faut parler maintenant ou nous taire à jamais, « s'écria enfin sir Nathaniel Rich; il ne nous convient

[1] *Parl. Hist.*, t. II, col 385.

[2] 5 juin 1628. *Parl. Hist.*, t. II, col. 401.

« pas de nous taire en un tel péril. Le silence nous sau-
« verait, nous, mais il perd le roi et l'État. Allons trou-
« ver les lords; qu'ils sachent nos dangers, et nous irons
« tous ensemble porter au roi nos représentations. »

Soudain la chambre passa de la stupeur à la colère; tous les membres se levèrent: tous parlaient au milieu de la confusion: « Le roi est bon, dit M. Kirton, aussi « bon qu'aucun prince qui ait jamais régné; ce sont les « ennemis de l'État qui ont prévalu auprès de lui: mais « Dieu nous enverra, j'y compte bien, des cœurs, des « bras et des épées pour couper la gorge aux ennemis « du roi et aux nôtres. » — « Ce n'est pas le roi, reprit « le vieux Coke, c'est le duc qui nous dit: Ne vous mê- « lez plus des affaires d'État. » — « C'est lui! c'est lui! » s'écria-t-on de toutes parts. L'orateur avait quitté son fauteuil; le désordre allait croissant dans les esprits comme dans l'enceinte, et nul ne tentait de le calmer, car les hommes prudents n'avaient rien à dire: le courroux est quelquefois légitime, même aux yeux de ceux qui ne s'irritent jamais [1].

Pendant que la chambre, en proie à ce tumulte, méditait les résolutions les plus violentes, l'orateur sortit secrètement et en toute hâte pour aller rendre compte au roi du mal et du péril [2]. La peur passa de la chambre à la cour. Dès le lendemain, un message plus doux expliqua celui qui avait causé tant d'irritation [3]: mais des paroles ne pouvaient suffire; la chambre demeurait très-agitée; on s'y entretenait de troupes allemandes déjà levées par les soins de Buckingham, et que bientôt on verrait débarquer; un membre affirma que, la veille, douze officiers allemands étaient arrivés à Londres, et que

[1] *Parl. Hist.*, t. II, col. 401-403.
[2] *Ibid.*, col. 403.
[3] *Ibid.*, col. 406.

deux vaisseaux anglais avaient reçu l'ordre de transporter les soldats [1]. Les subsides étaient encore en suspens. Charles et son favori craignirent d'affronter plus longtemps une colère chaque jour plus puissante. Ils ne doutaient pas que la pleine sanction de la pétition des droits ne suffît à tout calmer; le roi se rendit à la chambre des pairs, où les communes s'étaient aussi réunies [2]. On s'était trompé, dit-il, en supposant dans sa première réponse quelque arrière-pensée, et il était prêt à en donner une qui dissiperait tout soupçon. La pétition fut lue de nouveau, et Charles répondit par la formule usitée: « Soit « droit fait comme il est désiré. »

Les communes revinrent triomphantes; elles avaient enfin arraché la reconnaissance solennelle des libertés du peuple anglais. Nulle publicité ne devait y manquer: il était convenu que la pétition des droits, imprimée avec la dernière réponse du roi, serait répandue dans le pays, et enregistrée, non-seulement dans les deux chambres, mais aussi dans les cours de Westminster. Le bill des subsides fut définitivement adopté. Charles se crut au terme de ses épreuves: « J'ai fait tout ce qui me regarde, « dit-il; si ce parlement n'a pas une heureuse fin, « à vous en sera la faute; rien désormais ne peut m'ê« tre imputé [3]. »

Mais un vieux mal ne se guérit pas si vite, et l'ambition d'un peuple irrité ne s'apaise point au premier succès. Évidemment la sanction du bill des droits ne pouvait suffire: la réforme des principes était seule consommée; ce n'était rien sans la réforme des pratiques; et pour assurer celle-ci, il fallait celle des conseillers. Or Buckingham demeurait debout, et le roi continuait de

[1] *Parl. Hist.*, t. II, col. 408. Rushworth, t. I, p. 612.

[2] Le 7 juin 1628.

[3] *Parl. Hist.*, t. II, col. 409.

percevoir les droits de douane sans l'aveu du parlement. Éclairées par l'expérience sur les périls de la lenteur, aveuglées par la passion sur ceux d'une exigence trop brusque et trop dure, l'orgueil et la haine se mêlant à l'instinct de la nécessité, les communes résolurent de porter sans délai les derniers coups. En une semaine, deux nouvelles remontrances furent rédigées, l'une contre le duc, l'autre pour établir que les droits de douane, comme tout impôt, ne devaient être perçus qu'en vertu de la loi [1].

Le roi perdit patience, et, décidé à se donner au moins quelque relâche, il se rendit à la chambre des pairs, fit appeler les communes, et prorogea le parlement [2].

Deux mois après, le duc de Buckingham était mort assassiné [3]. On trouva cousu dans le chapeau de Felton, son assassin, un écrit qui rappelait la dernière remontrance de la chambre [4]. Felton ne s'enfuit point, ne se défendit point, dit simplement qu'il regardait le duc comme l'ennemi du royaume, secoua la tête quand on lui parla de complices, et mourut avec calme, confessant pourtant qu'il avait eu tort [5].

Charles fut troublé d'un si grand meurtre, et indigné de la joie que la multitude en témoignait. Après la clôture de la session, il avait essayé de complaire au vœu public en réprimant les prédicateurs de l'obéissance passive, surtout par quelques sévérités contre les papistes, victimes dévouées aux raccommodements du prince et du pays. L'assassinat de Buckingham, où le peuple voyait sa délivrance, rejeta le roi dans la tyrannie. Il rendit sa

[1] 15 et 21 juin 1628. *Parl. Hist.*, t. II, col. 420-431.

[2] 26 juin 1628.

[3] 23 août 1628.

[4] Voir les *Éclaircissements et pièces historiques* placés à la fin de ce volume, n° 2.

[5] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. I, p. 45. *State-Trials*, t. III, col. 367.

faveur aux adversaires du parlement: le docteur Montague, qu'avait poursuivi la chambre des communes, fut promu à l'évêché de Chichester; le docteur Manwaring, qu'avait condamné la chambre des pairs, reçut un riche bénéfice; l'évêque Laud [1], déjà fameux par son dévouement passionné au pouvoir du roi et de l'Église, passa au siége de Londres. Les actes publics répondaient aux faveurs de cour: les droits de douane étaient perçus avec rigueur; les tribunaux d'exception continuaient de suspendre le cours des lois. Rentré sans bruit dans la carrière du despotisme, Charles pouvait même s'y promettre de plus heureux succès: il avait détaché du parti populaire le plus brillant de ses chefs, le plus éloquent de ses orateurs: sir Thomas Wentworth, créé baron, était entré au conseil malgré les reproches, les menaces mêmes de ses anciens amis: « Je vous donne rendez-vous « dans la salle de Westminster, » lui dit M. Pym à leur dernier adieu. Mais Wentworth, ambitieux et hautain, se précipita avec passion vers la grandeur, bien éloigné de prévoir à quel point il serait un jour fatal et odieux à la liberté. D'autres défections suivirent la sienne [2]; et Charles, entouré de conseillers nouveaux, plus sérieux, plus habiles, moins décriés que Buckingham, vit approcher sans crainte la seconde session du parlement [3].

A peine en séance, la chambre des communes voulut savoir quelle exécution avait reçue le bill des droits [4]. Elle apprit qu'au lieu de la seconde réponse du roi, c'était la première, la réponse évasive et rejetée, qui y avait été jointe. L'imprimeur du roi, Norton, avoua que,

[1] Né le 7 octobre 1573, à Reading; il avait alors cinquante-quatre ans, et était évêque de Bath et Wells.

[2] Sir Dudley Diggs, sir Édouard Littleton, Noy, Wandesford, etc.

[3] 20 janvier 1629.

[4] 21 janvier 1629.

le lendemain même de la prorogation, il avait reçu l'ordre de changer ainsi le texte légal, et de supprimer tous les exemplaires qui portaient la vraie réponse, celle dont Charles s'était vanté en disant: « J'ai fait tout ce qui me « regarde; rien désormais ne peut m'être imputé. »

Les communes firent apporter les papiers, vérifièrent l'altération, et n'en parlèrent plus, comme rougissant de trop dévoiler un tel manque de foi: mais leur silence ne promettait point l'oubli [1].

Toutes les attaques recommencèrent contre la tolérance des papistes, la faveur accordée aux fausses doctrines, le relâchement des mœurs, la mauvaise distribution des dignités et des emplois, les procédés des cours d'exception, le mépris des libertés des sujets [2].

Telle était la passion de la chambre, qu'un jour elle écouta, en grand silence et avec faveur, un homme inconnu, mal vêtu, de grossière apparence, qui parlant pour la première fois, dénonçait, comme un furieux et en mauvais langage, l'indulgence d'un évêque pour un prédicateur obscur, plat papiste, disait-il. C'était Olivier Cromwell [3].

Charles essaya vainement d'arracher aux communes la concession des droits de douane, unique but, pour lui, de leur nouvelle réunion. Il employa tantôt la menace, tantôt la douceur, avouant qu'il tenait ces taxes, comme tout autre, du pur don de son peuple, et qu'au parlement seul il appartenait de les établir, mais exigeant toujours qu'elles lui fussent accordées pour toute la durée de son règne, comme à la plupart de ses prédéces-

[1] *Parl. Hist.*, t. II, col. 435.

[2] *Parl. Hist.*, t. II, col. 438, 443, 466, 473.

[3] 11 février 1629. *Parl. Hist.* t. II, col. 464. *Mémoires de Warwick*, p. 203, dans ma *Collection des Mémoires relatifs à la Révolution d'Angleterre.*

seurs [1]. Les communes furent inébranlables; c'était la seule arme qui leur restât pour se défendre du pouvoir absolu. En s'excusant de leurs retards, elles y persistèrent et continuèrent de déployer leurs griefs, mais sans but déterminé, sans élever, comme dans la session précédente, des prétentions claires et précises, en proie à un trouble violent mais vague, et agitées du sentiment d'un mal qu'elles ne savaient comment guérir. Le roi se lassait: on lui refusait sa demande sans lui en adresser aucune, sans lui rien présenter qu'il pût repousser ou accueillir, avec l'air de la pure malveillance, et comme dans l'unique dessein d'entraver son gouvernement. On annonça qu'il avait dessein d'ajourner les chambres. Sir John Elliot proposa en toute hâte une nouvelle remontrance contre la perception des droits [2]. L'orateur, alléguant un ordre du prince, refusa de la mettre aux voix. On insista: il quitta son fauteuil; MM. Hollis, Valentine et d'autres membres l'y ramenèrent avec violence, malgré les efforts des amis de la cour pour l'arracher de leurs mains. « De par Dieu, lui dit Hollis, vous siégerez « jusqu'à ce qu'il plaise à la chambre de sortir. » — « Je ne veux pas, je ne puis pas, je n'ose pas, » s'écriait l'orateur. Mais les passions n'avaient plus de frein, on le contraignit de se rasseoir. Le roi, informé du tumulte, fit donner à l'huissier de la chambre l'ordre de se retirer avec la masse, ce qui suspendait de droit toute délibération: l'huissier fut retenu comme l'orateur; on lui ôta les clefs de la salle: un membre, sir Miles Hobart, se chargea de les garder. Le roi envoya un second messager pour annoncer la dissolution du parlement; il trouva les portes fermées en dedans, et ne put entrer. Charles, furieux, fit appeler le capitaine de ses gardes, et lui com-

[1] *Parl. Hist.*, t. II, col. 442.

[2] 2 mars 1629.

manda d'aller enfoncer les portes. Mais, dans l'intervalle, les communes s'étaient retirées, après avoir adopté une protestation qui frappait d'illégalité la perception des droits de douane, et déclarait traître quiconque les lèverait ou consentirait seulement à les payer [1].

Tout rapprochement était impossible: le roi se rendit à la chambre des pairs [2]: « Jamais, dit-il, je ne suis venu « ici dans une occasion plus déplaisante: je viens dis« soudre le parlement. La conduite séditieuse de la cham« bre basse en est la seule cause; je ne l'impute point à « tous; je sais qu'il y a dans cette chambre beaucoup « d'honnêtes et loyaux sujets; quelques vipères les ont « trompés ou opprimés. Que les malveillants s'attendent « à ce qui leur est dû. Pour vous, milords de la cham« bre haute, comptez de ma part sur la protection et la « faveur qu'un bon roi doit à sa fidèle noblesse [3]. » La dissolution fut prononcée. Peu après parut une déclaration portant: « On répand, dans de mauvais desseins, « qu'un parlement sera bientôt réuni. Sa Majesté a bien « prouvé qu'elle n'avait pour les parlements aucune aver« sion; mais leurs derniers excès l'ont décidée, malgré « elle, à changer de conduite; elle tiendra désormais « pour une insolence tout discours, toute démarche qui « tendrait à lui prescrire une époque quelconque pour « la convocation de parlements nouveaux [4]. »

Charles tint parole, et ne s'inquiéta plus que de gouverner seul.

[1] *Parl. Hist.*, t. II, col. 487-491.
[2] 10 mars 1629.
[3] *Parl. Hist.*, t. II, col. 492.
[4] *Parl. Hist.* t. II, col. 525.

LIVRE DEUXIÈME.

Intentions du roi et du conseil. — Poursuites contre les chefs du parlement. — Apathie apparente de l'Angleterre. — Lutte des ministres et de la cour. — La reine. — Strafford. — Laud. — Incohérence et discrédit du gouvernement. — Tyrannie civile et religieuse. — Ses effets sur les diverses classes de la nation. — Procès de Prynne, Burton et Bastwick. — De Hampden. — Soulèvement de l'Écosse. — Première guerre avec les Écossais. — Paix de Berwick. — Court parlement de 1640. — Seconde guerre avec les Écossais. — Son mauvais succès. — Convocation du long parlement.

1629-1640.

Rien n'est si périlleux que de prendre un système de gouvernement pour ainsi dire à l'essai, et avec cette arrière-pensée qu'on en pourra toujours changer. Charles avait commis cette faute. Il avait tenté de gouverner de concert avec le parlement, mais persuadé et répétant sans cesse que, si le parlement était trop indocile, il saurait bien s'en passer. Il entra dans la carrière du despotisme avec la même légèreté, proclamant son intention de la suivre, mais pensant qu'après tout, si la nécessité devenait trop pressante, il pourrait toujours recourir au parlement.

Ainsi en jugeaient ses plus habiles conseillers. Ni Charles, ni personne autour de lui ne conçut alors le dessein d'abolir sans retour les anciennes lois de l'Angleterre, le grand conseil national. Plus imprévoyants qu'audacieux, plus insolents que pervers, leurs paroles, leurs actes même dépassaient le but de leurs pensées. Le roi, se disaient-ils, s'était montré juste et bon envers son peuple; il avait beaucoup permis, beaucoup accordé. Rien n'avait suffi à la chambre des communes; elle exigeait que le roi se mît dans sa dépendance et sous sa tutelle; il ne le pouvait sans cesser d'être roi. Quand le prince et le parlement ne parvenaient pas à s'entendre, c'était au parlement de céder, car le prince seul était souverain. Puisque la chambre ne voulait pas céder, il fallait bien gouverner sans elle; la nécessité était évidente; tôt ou tard le peuple la comprendrait, et alors, le parlement devenu plus sage, rien n'empêcherait qu'au besoin le roi ne le rappelât auprès de lui.

Plus imprévoyante encore que le conseil, la cour ne vit guère, dans la dissolution, qu'une délivrance. En présence de la chambre des communes, les courtisans vivaient mal à l'aise; nul n'osait poursuivre hardiment sa fortune, ni jouir hautement de son crédit. Les embarras du pouvoir gênaient les intrigues et attristaient les fêtes de Whitehall. Le roi était soucieux, la reine intimidée. Le parlement dissous, ces inquiétudes et ces entraves disparaissaient; les grandeurs frivoles retrouvaient leur éclat, et les ambitions domestiques leur liberté. La cour n'en demandait pas davantage, et s'inquiétait peu de savoir si, pour la satisfaire, on changeait le gouvernement du pays.

Le peuple en jugea autrement: la dissolution fut, à ses yeux, un symptôme assuré d'un profond dessein, de la résolution de détruire les parlements. A peine la cham-

bre des communes s'était séparée, et déjà à Hampton-court, à Whitehall, partout où se rassemblait la cour, les papistes secrets ou déclarés, les prédicateurs et les serviteurs du pouvoir absolu, les hommes d'intrigue ou de plaisir, indifférents à toute croyance, se félicitaient réciproquement de leur triomphe; tandis qu'à la Tour et dans les principales prisons de Londres et des comtés, les défenseurs des droits publics, traités à la fois avec dédain et rigueur, étaient détenus et accusés pour ce qu'ils avaient dit ou fait dans le sanctuaire inviolable du parlement [1]. Ils réclamaient leurs priviléges, leur mise en liberté sous caution, et les juges hésitaient à répondre; mais le roi mandait les juges [2], et les requêtes des prisonniers étaient repoussées. Le courage ne leur manqua point dans cette épreuve; la plupart refusèrent de s'avouer coupables d'aucun tort et de payer l'amende à laquelle on les condamna. Ils aimèrent mieux rester en prison. Sir John Elliot devait y mourir.

Tant que dura cette procédure, la colère publique alla croissant et ne craignit pas de se manifester. C'était une sorte de prolongation du parlement, vaincu et dispersé, mais luttant encore, devant les juges du pays, par l'organe de ses chefs. La fermeté des accusés entretenait l'ardeur du peuple; il les voyait passer et repasser de la Tour à Westminster, et les accompagnait de ses acclamations et de ses vœux. L'anxiété visible des juges laissait même subsister quelque attente. Tout était perdu, disait-on; et pourtant on continuait d'espérer et de craindre, comme au milieu du combat.

[1] Les membres de la chambre des communes arrêtés et poursuivis étaient: Hollis, sir Milles Hobart, sir John Elliot, sir Peter Haiman, Selden, Coriton, Long, Strode et Valentine. *State-Trials*, t. III, col. 235-335.

[2] En septembre 1629. *Old Parl Hist.*, t. VIII, p. 374.

Mais ces grands procès finirent. Effrayés ou séduits, quelques uns des accusés payèrent leur amende, et condamnés à vivre à dix milles au moins de la résidence royale, allèrent cacher leur faiblesse dans leurs comtés. La noble persévérance des autres fut enfouie au fond des cachots. Le peuple, qui ne voyait et n'entendait plus rien, se tut et disparut à son tour. Le pouvoir, qui ne rencontrait plus d'adversaires, se crut maître du pays dont il venait de se séparer. Charles se hâta de faire la paix avec la France [1] et l'Espagne [2], et se vit enfin au dedans sans rivaux, au dehors sans ennemis.

Quelque temps le gouvernement fut facile. Les citoyens ne s'occupaient plus que de leurs intérêts privés; aucun grand débat, aucune vive émotion n'agitait les gentilshommes dans les réunions de comtés, les bourgeois dans les assemblées municipales, les matelots sur les ports, les apprentis dans les ateliers. Ce n'est pas que la nation languît dans l'apathie; son activité avait pris un autre cours; on eût dit qu'elle oubliait, dans le travail, les revers de la liberté. Plus hautain qu'ardent, le despotisme de Charles la troublait peu dans ce nouvel état; ce prince ne méditait point de vastes desseins, n'avait nul besoin d'une gloire forte et hasardeuse; il lui suffisait de jouir, avec majesté, de son pouvoir et de son rang. La paix le dispensait d'exiger du peuple de pesants sacrifices; et le peuple se livrait à l'agriculture, au commerce, à l'étude, sans qu'une tyrannie ambitieuse et agitée vînt chaque jour gêner ses efforts et compromettre ses intérêts. Aussi la prospérité publique se développait rapidement; l'ordre régnait entre les citoyens, et cet état florissant et régulier donnait au pouvoir l'apparence de la sagesse, au pays celle de la résignation [3].

[1] 14 avril 1629.

[2] 5 novembre 1630.

[3] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. I, p. 126 et suiv.

Ce fut près du trône et parmi ses serviteurs que recommencèrent les embarras du gouvernement. Dès que la lutte du roi et du peuple parut calmée, deux partis se disputèrent le despotisme naissant, la reine et les ministres, la cour et le conseil.

A peine arrivée en Angleterre, la reine n'avait point caché l'ennui que lui inspirait sa nouvelle patrie. Religion, institutions, coutumes, langage, tout lui en déplaisait; elle avait même, peu après leur union, traité son mari avec une puérile insolence; et Charles, poussé à bout par l'explosion passionnée de son humeur, se vit forcé un jour de renvoyer sur le continent quelques uns des serviteurs qu'elle en avait amenés [1]. Le plaisir de régner pouvait seul la consoler de ne plus vivre en France; elle y compta dès qu'elle cessa de craindre le parlement. D'un esprit agréable et vif, elle acquit bientôt sur un jeune roi de mœurs très pures un ascendant qu'il accepta avec une sorte de reconnaissance, et comme touché qu'elle consentît à se trouver bien auprès de lui. Mais le bonheur de la vie domestique, cher à l'ame sérieuse de Charles, ne pouvait suffire au caractère léger, remuant et sec d'Henriette-Marie; il lui fallait un empire avoué, arrogant, l'honneur de tout savoir, de tout régler, le pouvoir enfin, tel qu'une femme capricieuse le veut exercer. Autour d'elle se ralliaient d'une part les papistes, de l'autre les ambitieux frivoles, les intrigants, les jeunes courtisans qui étaient allés apprendre à Paris le secret de lui plaire. Les uns et les autres faisaient profession d'attendre d'elle seule, ceux-ci leur fortune, ceux-là le triomphe ou du moins la délivrance de la foi. C'était dans sa maison que les catholiques et les émis-

[1] En juillet 1626. Voyez les *Éclaircissements et Pièces historiques* joints aux *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 437, dans ma *Collection des Mémoires relatifs à l'Histoire de la Révolution d'Angleterre.*

saires de Rome venaient traiter de leurs plus secrètes espérances: ses favoris y étalaient les idées, les mœurs, les modes des cours du continent [1]. Tout y était étranger et offensant pour les croyances et les habitudes du pays; chaque jour s'y révélaient des projets et des prétentions qui ne pouvaient se satisfaire que par des mesures illégales ou des faveurs abusives. La reine s'associait à ces intrigues, en promettait le succès, l'exigeait du roi, voulait même que, pour l'honorer, disait-elle, aux yeux du peuple, il la consultât en toute occasion et ne fît rien sans son aveu. Si le roi se refusait à ses désirs, elle l'accusait avec emportement de ne savoir ni l'aimer ni régner; et Charles alors ne songeait plus qu'à dissiper sa tristesse ou sa colère, heureux de la trouver inquiète pour son pouvoir ou sur son amour.

Les plus serviles conseillers auraient eu quelque peine à subir sans résistance ce capricieux empire. Charles en avait deux qui ne manquaient ni de lumières, ni d'indépendance, et qui, dévoués à son pouvoir, voulaient cependant le servir autrement qu'il ne convenait aux fantaisies d'une femme et aux prétentions d'une cour.

En abandonnant son parti pour s'attacher au roi, Strafford [2] n'avait point eu à sacrifier des principes bien déterminés, ni à trahir lâchement sa conscience. Ambitieux et passionné, il avait été patriote par haine de Buckingham, par désir de la gloire, pour déployer avec éclat son talent et sa force, plutôt que par une conviction vertueuse et profonde. Agir, s'élever, dominer, tel était son but, ou plutôt le besoin de sa nature. Entré au service de la couronne, il prit son pouvoir à cœur, comme il avait fait naguère les libertés du pays, mais

[1] May, *Hist. du Long-Parl.*, t. I, p. 48, dans ma *Collection*.

[2] Il s'appelait encore à cette époque lord Wentworth, et ne fut créé comte de Strafford que le 12 janvier 1640.

sérieusement, fièrement, en ministre habile et rude, non en courtisan frivole et obséquieux. D'un esprit trop étendu pour s'enfermer dans les intrigues domestiques, et d'un orgueil trop emporté pour se plier aux convenances du palais, il s'adonnait aux affaires avec passion, bravant toutes les rivalités, comme il brisait toutes les résistances, ardent à étendre et affermir l'autorité royale, devenue la sienne, mais appliqué en même temps à rétablir l'ordre, à réprimer les abus, à dompter les intérêts privés qu'il jugeait illégitimes, à servir les intérêts généraux qu'il ne redoutait pas. Despote fougueux, tout amour de la patrie, de sa prospérité, de sa gloire, n'était pourtant pas éteint dans son cœur, et il comprenait à quelles conditions, par quels moyens le pouvoir absolu veut être acheté. Une administration arbitraire mais forte, conséquente, laborieuse, dédaignant les droits du peuple, mais s'occupant du bien-être public, étrangère aux abus journaliers, aux dérèglements inutiles, subordonnant à ses volontés et à ses vues les grands comme les petits, la cour comme la nation, c'était là son vœu, le caractère de sa conduite, et celui qu'il s'efforçait d'imprimer au gouvernement du roi.

Ami de Strafford, l'archevêque Laud [1], avec des passions moins mondaines et une ardeur plus désintéressée, portait dans le conseil les mêmes dispositions, les mêmes desseins. Sévère dans ses mœurs, simple dans sa vie, le pouvoir lui inspirait, soit qu'il le servît ou l'exerçât lui-même, un dévouement fanatique. Prescrire et punir, c'était à ses yeux établir l'ordre, et l'ordre lui semblait toujours la justice. Son activité était infatigable, mais étroite, violente et dure. Également incapable de ménager des intérêts et de respecter des droits, il poursuivait, tête baissée, les libertés et les abus, opposant aux

[1] Nommé archevêque de Cantorbery en août 1633.

uns une probité rigide, aux autres une aveugle animosité; brusque et colère avec les courtisans comme avec les citoyens, ne recherchant nulle amitié, ne prévoyant et ne supportant nulle résistance, persuadé enfin que le pouvoir suffit à tout en des mains pures, et constamment en proie à quelque idée fixe qui le dominait avec l'emportement de la passion et l'autorité du devoir.

De tels conseillers convenaient assez à la nouvelle situation de Charles. Étrangers à la cour, ils s'inquiétaient moins de lui plaire que de servir leur maître, et n'avaient ni la fastueuse insolence, ni les oisives prétentions des favoris. Ils étaient persévérants, hardis, capables de travail et de dévouement. A peine le gouvernement de l'Irlande fut confié à Strafford, que ce royaume, qui jusque-là n'avait été pour la couronne qu'un embarras et une charge, lui devint une source de richesse et de force. Les dettes publiques y furent payées; le revenu, naguère perçu sans règle et dilapidé sans pudeur, fut administré régulièrement et s'éleva bientôt au-dessus des dépenses; les grands seigneurs cessèrent de vexer impunément le peuple, et les factions aristocratiques ou religieuses de se déchirer en toute liberté. L'armée, que Strafford avait trouvée faible, sans habits, sans discipline, fut recrutée, bien disciplinée, bien payée, et cessa de piller les habitants. A la faveur de l'ordre, le commerce prospéra, des manufactures s'établirent, l'agriculture fit des progrès. Enfin l'Irlande fut gouvernée arbitrairement, durement, souvent même avec une odieuse violence, mais dans l'intérêt de la civilisation commune et du pouvoir royal, au lieu d'être, comme jadis, en proie à l'avidité des employés du fisc et à la domination d'une aristocratie égoïste et ignorante [1].

[1] Voyez dans les *Eclaircissements et Pièces historiques*, n° III, une lettre de Strafford lui-même, où est empreint le caractère de son administration.

Investi en Angleterre, quant aux affaires civiles, d'une autorité moins étendue et moins concentrée que celle de Strafford en Irlande, moins habile d'ailleurs que son ami, Laud ne laissa pas de tenir une conduite analogue. Commissaire de la trésorerie, non seulement il réprima les dilapidations, mais il s'appliqua à bien connaître les diverses branches du revenu public, et à rechercher quels moyens en pouvaient rendre la perception moins onéreuse aux sujets. D'odieuses gênes, de graves abus avaient été introduits dans l'administration des douanes, au profit d'intérêts particuliers; Laud accueillit les réclamations des négociants, employa ses loisirs à s'entretenir avec eux, s'éclaira sur les intérêts généraux du commerce, et l'affranchit de vexations sans avantage pour le trésor [1]. Plus tard [2], la charge de grand trésorier fut donnée, par son conseil, à Juxon [3], évêque de Londres, homme laborieux, modéré, et qui fit cesser des désordres dont la couronne avait à souffrir comme les citoyens. Pour servir, à ce qu'il croyait, le roi et l'Église, Laud pouvait opprimer le peuple et donner les plus iniques conseils; mais quand le roi ni l'Église n'étaient en question, il voulait le bien, cherchait la vérité, et les soutenait sans aucune crainte pour lui-même, sans aucun égard pour tout autre intérêt.

C'était trop peu pour le pays que ce gouvernement probe, appliqué, mais arbitraire, tyrannique au besoin, et se refusant à toute responsabilité; c'était beaucoup trop pour la cour. Des favoris y peuvent réussir; s'ils y rencontrent des ennemis, ils s'y font aussi des partisans, et, dans ce conflit d'intérêts personnels, un intri-

[1] *Mémoires* de Clarendon, t. I, p. 28-39, dans ma *Collection*.

[2] En mars 1636.

[3] Né à Chichester, dans le comté de Sussex, en 1582, mort archevêque de Cantorbéry, le 4 juin 1663.

gant adroit peut opposer avec succès ceux qu'il sert à ceux qu'il offense. Tel avait été Buckingham. Mais quiconque veut gouverner soit par le despotisme, soit par les lois, dans l'intérêt général du prince ou du peuple, doit s'attendre à la haine des courtisans. Elle s'éleva contre Strafford et Laud, aussi violente et plus tracassière que celle de la nation. Déjà, à la première apparition de Strafford à Whitehall, un sourire moqueur avait accueilli l'élévation subite et les manières un peu rudes d'un gentilhomme de province, connu surtout par son opposition dans le parlement [1]. Les mœurs austères, la pédanterie théologique et la brusquerie inattentive de Laud n'y déplaisaient pas moins. Ces deux hommes étaient hautains, peu soigneux, peu complaisants, méprisaient les intrigues, conseillaient l'économie, parlaient d'affaires et de nécessités dont une cour ne se soucie point. La reine les prit en aversion, car ils gênaient son influence auprès du roi; la haute aristocratie s'offensa de leur pouvoir, et bientôt la cour tout entière s'unit au peuple pour les attaquer, se récriant, comme lui, contre leur tyrannie.

Charles ne les abandonna point; il avait confiance dans leur dévouement et leur habileté; leurs maximes lui convenaient, et il portait à la profonde piété de Laud un respect mêlé même de quelque affection. Mais en les gardant à son service, malgré la cour, Charles était hors d'état de soumettre la cour à leur gouvernement. Sérieux dans ses sentiments et sa vie extérieure, il était au fond trop léger et trop peu habile pour comprendre les difficultés du pouvoir absolu et la nécessité d'y tout sacrifier. Tels étaient, à ses yeux, les droits de la royauté, qu'il lui semblait que rien ne lui dût coûter un effort. Dans le conseil, il s'occupait régulièrement et avec at-

[1] *Howell's Letters*, n° 54, édit. de 1650; *Strafford's Letters*, t. I, p. 79. (*Biographia britannica*, t. VI, p. 4178, note K, art. WENTWORTH.)

tention des affaires publiques; mais, ce devoir rempli, elles n'agitaient pas fortement sa pensée, et le besoin de gouverner avait sur lui moins d'empire que le plaisir de régner. La bonne ou la mauvaise humeur de la reine, les habitudes de la cour, les prérogatives des officiers du palais lui paraissaient d'importantes considérations dont les intérêts politiques de sa couronne ne pouvaient exiger l'oubli. De là naissaient, pour ses ministres, de petits mais continuels embarras, où le roi les laissait succomber, croyant faire assez pour eux et pour lui-même en les maintenant dans leur emploi. Ils étaient chargés d'exercer le pouvoir absolu, et la force leur manquait, dès qu'ils réclamaient quelque sacrifice domestique, quelque mesure contraire aux formes et aux règles de Whitehall. Tant que dura son gouvernement d'Irlande, Strafford fut obligé de se consumer en explications, en apologies; tantôt il avait parlé légèrement de la reine, tantôt quelque famille accréditée se plaignait de sa hauteur; il fallait qu'il justifiât ses paroles, ses manières, son caractère; que, de Dublin, il répondît aux propos tenus, aux bruits répandus sur son compte dans le palais; et il n'obtenait pas toujours un assentiment qui, le rassurant contre ces obscurs périls, le mît en état de déployer sans crainte l'autorité que pourtant on lui laissait [1].

Aussi, malgré l'énergie et le zèle de ses principaux conseillers, malgré le calme du pays, malgré la dignité des mœurs du roi et la fierté de son langage, le gouvernement était sans force et sans considération. Assailli de dissensions intérieures, dominé tour à tour par des influences contraires, tantôt secouant avec arrogance le joug des lois, tantôt cédant aux plus frivoles entraves,

[1] *Strafford's Letters and Dispatches*, t. I, p. 128, 138, 142, 144; t. II, p. 42, 105, 126, etc.

aucun plan ne présidait à sa conduite ; il oubliait à chaque instant ses propres desseins. Il avait abandonné, en Europe, la cause du protestantisme, et défendu même à lord Scudamore, son ambassadeur à Paris, d'assister au service divin dans la chapelle des réformés, le trouvant trop peu conforme aux rites de l'Église anglicane [1]. Cependant il permettait au marquis de Hamilton de lever en Écosse un corps de six mille hommes, et d'aller combattre à leur tête [2] sous les bannières de Gustave-Adolphe, ne prévoyant pas qu'ils prendraient là les sentiments et les croyances de ces puritains que l'Église anglicane proscrivait. La foi de Charles dans la religion réformée, telle que l'avaient faite Henri VIII et Élisabeth, était sincère ; et pourtant, soit tendresse pour sa femme, soit esprit de modération et de justice, soit instinct des convenances du pouvoir absolu, il accordait souvent aux catholiques, non-seulement une liberté alors illégale, mais une faveur presque avouée [3]. L'archevêque Laud, aussi sincère que son maître, écrivait contre la cour de Rome, prêchait même vivement contre le culte pratiqué dans la chapelle de la reine ; et en même temps il se montrait si favorable au système de l'Église romaine, que le pape se crut en mesure de lui faire offrir le chapeau de cardinal [4]. Dans la conduite des affaires civiles régnaient la même incertitude, la même inconséquence. Aucun ferme dessein ne s'y laissait reconnaître, aucune main puissante ne s'y faisait sentir. Le despotisme était étalé avec faste, et dans l'occasion exercé avec rigueur ; mais pour le fonder, il eût fallu trop d'efforts et de per-

[1] Neal, *History of the Puritans*, t. II, p. 234, édit. in-8, Londres, 1822.

[2] En 1631.

[3] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. I, p. 254.

[4] En août 1633. *Laud's Diary*, p. 49; Whiteloke, p. 17.

sévérance; on n'y songeait même pas, de sorte que ses prétentions surpassaient de plus en plus ses moyens. Le trésor était administré avec ordre et probité, le roi n'était point prodigue; mais les embarras d'argent étaient les mêmes qu'eussent pu amener la prodigalité du prince et la dilapidation du trésor : ainsi que Charles avait refusé avec hauteur de céder au parlement pour en obtenir des revenus qui pussent suffire à ses dépenses, de même il eût cru s'abaisser en réduisant ses dépenses au niveau de ses revenus [1]. La splendeur du trône, les fêtes de la cour, les anciennes habitudes de la couronne étaient, à ses yeux, des conditions, des droits, presque des devoirs de la royauté; et tantôt il ignorait quels abus étaient chargés d'y pourvoir, tantôt, le sachant, il n'avait pas le courage de les réformer. Aussi, bien qu'affranchi par la paix de toute charge extraordinaire, se voyait-il hors d'état de suffire aux besoins de son gouvernement. Le commerce de l'Angleterre prospérait; la marine marchande, chaque jour plus nombreuse et plus active, sollicitait la protection de la marine royale : Charles la promettait avec confiance, faisait même de temps en temps un effort solennel pour tenir sa parole [2]; mais communément les flottes manquaient aux convois du commerce, les agrès aux vaisseaux, la solde aux matelots. Les pirates barbaresques venaient dans la Manche,

[1] Les pensions qui, sous le règne d'Élisabeth, étaient de 18,000 liv. st. (environ 450,000 fr.), s'élevèrent sous Jacques Ier, à 80,000 liv. st. (environ 2,000,000 fr.), et en 1626, un peu plus d'un an après l'avénement de Charles Ier, elles montaient déjà à 120,000 liv. st. (environ 3,000,000). La dépense de la maison du roi s'était accrue dans le même intervalle de 45,000 liv. st. (environ 1,125,000 fr.) à 80,000 liv. st. (2,000,000); celle de la garde-robe avait doublé; celle de la cassette (*privy purse*) triplé, etc. (Rushworth, t. I, p. 207.)

[2] *Mémoires* de Warwick, p. 103, dans ma *Collection*. Rushworth, part. 2, t. I, p. 257, 322, etc.

et jusque dans le canal de Saint-George, infester les côtes de la Grande-Bretagne ; ils descendaient à terre, pillaient les villages, emmenaient des milliers de captifs. Le capitaine Rainsborough, chargé d'aller enfin, sur la côte de Maroc, détruire un de leurs repaires, y trouva trois cent soixante-dix esclaves, Anglais ou Irlandais ; et telle était l'impuissance ou l'imprévoyance de l'administration, que Strafford fut obligé d'armer, à ses frais, un bâtiment pour préserver de ces ravages le port même de Dublin [1].

Tant d'inhabileté et ses périls n'échappaient point aux regards des hommes exercés. Les ministres étrangers qui résidaient à Londres en rendaient compte à leurs maîtres ; et bientôt, malgré la prospérité connue de l'Angleterre, se répandit en Europe l'opinion que le gouvernement de Charles était faible, imprudent, mal assuré. A Paris, à Madrid, à La Haye, ses ambassadeurs furent plus d'une fois traités légèrement et avec dédain [2]. Strafford, Laud et quelques autres conseillers n'ignoraient point le mal et y cherchaient quelque remède. Strafford surtout, le plus hardi comme le plus habile, luttait avec passion contre les obstacles ; il s'inquiétait de l'avenir, et eût voulu que le roi, gouvernant ses affaires avec

[1] *Strafford's Letters and Dispatches*, t. I, p. 68, 87, 90; t. II, p. 86, 115, 118, etc. — *Waller's poems* (in-8, Londres, 1730), p. 271. L'expédition du capitaine Rainsborough eut lieu en 1637.

[2] Les écrits du temps, entre autres les lettres recueillies par Howell, en fournissent mille exemples; je n'en citerai qu'un. Lorsque sir Thomas Edmonds se rendit en France, en 1629, pour conclure le traité de paix, le gentilhomme envoyé à sa rencontre, à Saint-Denis, pour présider à son entrée dans Paris, lui dit d'un ton moqueur: « Votre Excellence ne s'étonnera pas que j'aie si peu de gentilshommes « avec moi pour lui faire honneur et l'accompagner à la cour; il y « en a eu tant de tués dans l'île de Ré! » (*Howell's Letters*, p. 210; édit. in-8, Londres, 1705). Amère ironie qui faisait allusion à la sanglante défaite des Anglais dans cette île, sous les ordres du duc de Buckingham.

suite et prévoyance, s'assurât un revenu fixe, des arsenaux bien pourvus, des places fortes, une armée [1]. Il n'avait pas craint, pour son compte, de convoquer le parlement d'Irlande [2]; et soit par la terreur qu'il inspirait, soit par les services qu'il rendait au pays, il en avait fait le plus docile comme le plus utile instrument de son pouvoir. Mais Charles lui interdit de le convoquer de nouveau [3]; la reine et lui-même redoutaient le nom seul de parlement, et les peurs de son maître ne permirent pas à Strafford de prêter à la tyrannie les formes et l'appui de la loi. Il insista, mais sans succès, et se soumit enfin. Énergique, il portait le joug de la faiblesse, et sa prévoyance était au service de l'aveuglement. Quelques-uns même des conseillers qui pensaient comme lui, plus égoïstes ou mieux avertis de la vanité de leurs efforts, se retiraient dès que, pour le soutenir, il eût fallu combattre, et le laissaient, seul avec Laud, en butte aux intrigues et aux haines de la cour.

A la tyrannie ainsi frivole et malhabile il faut chaque jour un surcroît de tyrannie. Celle de Charles fut, sinon la plus cruelle, du moins la plus inique et la plus abusive qu'eût jamais soufferte l'Angleterre. Sans pouvoir alléguer pour excuse aucune nécessité publique, sans éblouir les esprits par aucun grand résultat, pour suffire à des besoins obscurs, pour accomplir des volontés sans but, elle méconnut et offensa les anciens droits comme les désirs nouveaux, ne tenant compte ni des lois et des opinions du pays, ni des aveux et des promesses du roi lui-même, essayant au hasard, et selon l'occurrence, de tous les genres d'oppression, adoptant enfin les résolutions les plus téméraires, les mesures les plus illégales,

[1] *Strafford's Letters*, t. II, p. 61-62, 66.

[2] En 1634.

[3] *Strafford's Letters*, etc., t. I. p. 365.

non pour assurer le triomphe d'un système conséquent et redoutable, mais pour soutenir, par des expédients journaliers, un pouvoir toujours dans l'embarras. De subtils conseillers, fouillant sans cesse les vieux registres pour y découvrir quelque exemple de quelque iniquité oubliée, exhumaient laborieusement les abus du temps passé, et les érigeaient en droits du trône. Aussitôt d'autres agents, moins savants, mais plus hardis, convertissaient ces prétendus droits en vexations réelles et nouvelles; et si quelque réclamation s'élevait, des juges serviles étaient là pour déclarer qu'en effet la couronne avait jadis possédé de telles prérogatives. Doutait-on quelquefois de la complaisance des juges, ou voulait-on ménager leur influence? des tribunaux d'exception, la chambre étoilée, la cour du Nord [1], une foule d'autres juridictions affranchies de la loi commune étaient chargées de les suppléer, et la complicité des magistrats illégaux venait au secours de la tyrannie, dès que la servilité des magistrats légaux n'y pouvait suffire. Ainsi furent rétablis des impôts tombés en désuétude, et inventés des impôts jusque-là inconnus; ainsi reparurent ces innombrables monopoles introduits et abandonnés par Élisabeth, rappelés et abandonnés par Jacques Ier, constamment repoussés par le parlement, un moment abolis par Charles lui-même, et qui, livrant à des traitants ou à des courtisans privilégiés la vente exclusive de la plupart des denrées [2], faisaient souffrir le peuple, et l'irritaient en-

[1] Instituée par Henri VIII, en 1537, à York, à la suite des troubles qu'excita, dans les comtés du Nord, la suppression des petits monastères, pour rendre la justice et maintenir l'ordre dans ces comtés, indépendamment des cours de Westminster. La juridiction de la cour du Nord, d'abord assez restreinte, devint, sous les règnes de Jacques Ier et de Charles Ier, beaucoup plus étendue et plus arbitraire.

[2] Voici une liste encore incomplète des denrées mises alors en monopole: le sel, le savon, le charbon, le fer, le vin, le cuir, l'amidon

core plus par l'inique et désordonnée répartition de leurs profits. L'extension des forêts royales, cet abus qui avait si souvent fait lever en armes les barons de la vieille Angleterre, devint si rapide que la seule forêt de Rockingham fut portée de six à soixante milles de circuit; et en même temps on recherchait, on punissait par d'énormes amendes les moindres empiétements des citoyens [1]. Des commissaires parcoururent les comtés, mettant en question ici les titres des possesseurs d'anciens domaines de la couronne, là le taux des émoluments attachés à certains emplois, ailleurs le droit des bourgeois à bâtir de nouvelles maisons, ou celui des agriculteurs à changer leurs terres à blé en prairies; et ils s'appliquaient, non à reformer les abus, mais à en vendre cher la continuation [2]. Les priviléges, les désordres de tout genre étaient, entre le roi et ceux qui les exploitaient, un sujet continuel de honteux marchés. On trafiquait même de la sévérité des juges; ils infligeaient, sous le moindre prétexte, des amendes inouïes, qui frappaient de terreur ceux que pouvaient menacer de semblables poursuites, et les décidaient à s'en racheter d'avance à prix d'argent. On eût dit que les tribunaux n'avaient plus pour mission que de fournir aux besoins du prince ou de ruiner les

les plumes, les cartes et les dés, le feutre, la dentelle, le tabac, les tonneaux, la bière, les liqueurs distillées, le pesage du foin et de la paille dans Londres et Westminster, les harengs saurs, le beurre, la potasse, les toiles, le chiffon à papier, le houblon, les boutons, les cordes à boyau, les lunettes, les peignes, le salpêtre, la poudre à tirer, etc.

[1] Lord Salisbury fut condamné, pour ce motif, à 20,000 liv. st. d'amende (500,000 f.), lord Westmoreland à 19,000 liv. st. (475,000 f.) sir Christophe Hatton à 12,000 liv. st. (300,000 fr.), lord Newport à 3,000 liv. st. (75,000 fr.), sir Lewis Watson à 4,000 liv. st. (100,000 fr.,) etc. (*Strafford's Letters*, t. II, p. 117. — *Parl. Hist.*, t. II, col. 642.)

[2] May, *Hist. du Long-Parl.*, t. I, p. 43, dans ma *Collection*. — Rushworth, part. 2, t. II, p. 915 et suiv.

adversaires de son pouvoir [1]. Le mécontentement semblait-il, dans quelque comté, trop général pour que de tels procédés y fussent aisément praticables? on en désarmait la milice; on y envoyait des troupes que les habitants étaient tenus, non seulement de loger et de nourrir, mais encore d'équiper. Pour n'avoir pas payé ce qu'on ne devait point, on était mis en prison: on sortait de prison en en payant partie, plus ou moins, selon la fortune, le crédit ou le savoir-faire des opprimés. Impôts, emprisonnements, jugements, rigueurs ou faveurs, tout était arbitraire; et l'arbitraire s'étendait de jour en jour, sur les riches parce qu'il y avait profit, sur les pauvres parce qu'il n'y avait pas danger. Enfin, quand les plaintes devenaient si vives que la cour en concevait quelque alarme, les magistrats qui les avaient excitées achetaient à leur tour l'impunité. Dans un accès de despotisme insensé, pour quelques paroles inconsidérées, Strafford avait fait condamner lord Mountnorris à mort; et quoique l'arrêt n'eût pas reçu son exécution, le seul récit du procès avait soulevé contre lui en Irlande, en Angleterre dans le conseil même du roi, un déchaînement universel. Pour l'apaiser, il envoya à Londres six mille livres sterling à répartir entre les principaux conseillers. « J'ai pris une route plus directe, » lui répondit lord Cottington, vieux et habile courtisan qu'il en avait chargé; « j'ai donné l'argent à celui qui pouvait réellement faire l'affaire, » c'est-à-dire au roi lui-même: et Strafford obtint à ce prix, non seulement l'exemption de toute poursuite, mais la permission de partager à son gré, entre ses fa-

[1] On trouve, en réunissant les amendes prononcées durant cette époque, au profit du roi, dans les principales poursuites intentées au nom de la couronne, une somme de plus de six millions. (Voyez les *Eclaircissements et pièces historiques*, à la fin de ce volume, n° 4.)

voris, les dépouilles de l'homme qu'il avait fait condamner à son plaisir [1].

Tel était l'effet des besoins de Charles; ses craintes le poussèrent bien au delà de ses besoins. Malgré sa présomptueuse légèreté, quelquefois il se sentait faible et cherchait des appuis. Il fit quelques tentatives pour rendre à la haute aristocratie la force qu'elle n'avait plus. Sous prétexte de prévenir la dissipation, les gentilshommes de comté eurent ordre de vivre dans leurs terres; on craignait leur influence à Londres [2]. La chambre étoilée prit sous sa garde la considération des grands seigneurs. Un manque d'égards, une inadvertance, une plaisanterie, les moindres actes où semblait méconnue la supériorité de leur rang et de leurs droits, furent punis avec une extrême rigueur, et toujours par d'énormes amendes au profit tant du roi que de l'offensé [3]. On eût voulu faire, des gens de cour, une classe puissante et respectée; mais ces tentatives eurent peu de suite, soit qu'on s'aperçût de leur vanité, soit que les souvenirs des anciens barons inspirassent encore au roi quelque méfiance de leurs descendants. Quelques uns en effet se rangeaient parmi les mécontents, et ceux-là seuls étaient accrédités dans le pays. On continua d'humilier, dans

[1] *Strafford's Letters*, t. I, p. 508, 511, 512. — Voyez les *Éclaircissements et Pièces historiques* ajoutés aux *Mémoires* de Warwick, dans ma *Collection*, p. 386-392.

[2] Plus de deux cents gentilshommes furent traduits en justice le même jour (le 20 mars 1635), et par une seule poursuite, pour avoir désobéi à cette injonction. (Rushworth, part. 2, t. I, p. 288, et suiv.)

[3] Un nommé Grenville fut condamné à 4,000 liv. st. (100,000 fr.) d'amende, et autant de dommages intérêts au profit de lord Suffolk, pour avoir dit de ce dernier que c'était un *plat seigneur (a base lord)*; Pettager à 2,000 liv. st. (50,000 fr.) et au fouet, pour avoir tenu le même propos sur le comte de Kinsgton, etc. (Rushworth, part. 2, t. II; Appendice, p. 45, 72. — Voyez aussi Clarendon, *Mémoires*, etc., t. I, p. 106-108, dans ma *Collection*.)

l'occasion, les simples gentilshommes devant les grands seigneurs; mais il fallut chercher ailleurs une corporation qui, déjà forte par elle-même, eût pourtant beaucoup à recevoir de la couronne, et pût, en le partageant, servir de soutien au pouvoir absolu. Depuis longtemps le clergé anglican sollicitait cette mission; il fut appelé à la remplir.

Émanée, à son origine, de la seule volonté du souverain temporel, l'Église anglicane avait, comme on l'a vu, perdu par là toute indépendance; elle n'avait plus de mission divine, et ne subsistait point par son propre droit. Étrangers au peuple qui ne les élisait point séparés du pape et de l'Église universelle, jadis leur appui, les évêques et le haut clergé n'étaient que les délégués du prince, ses premiers serviteurs: situation fausse pour un corps chargé de représenter ce qu'il y a de plus indépendant et de plus élevé dans l'homme, la foi. De bonne heure, l'Église anglicane avait senti ce vice de sa nature; mais ses périls et la main redoutable de Henri VIII et d'Élisabeth ne lui avaient pas permis de rien faire pour y échapper. Attaquée à la fois par les catholiques et par les non-conformistes, encore chancelante dans ses possessions comme dans ses doctrines, elle se voua sans réserve au service du pouvoir temporel, professant sa propre dépendance, et acceptant la suprématie absolue du trône, qui pouvait seul alors la sauver de ses ennemis.

Vers la fin du règne d'Élisabeth, quelques symptômes faibles et isolés annoncèrent, de la part du clergé anglican, des prétentions un peu plus fières. Le docteur Bancroft, chapelain de l'archevêque de Cantorbéry, soutint que l'épiscopat n'était point d'institution humaine, que tel avait été, depuis les apôtres, le gouvernement de l'Église, et que les évêques tenaient leurs droits, non du

souverain temporel, mais de Dieu seul [1]. Ce clergé nouveau commençait à se croire plus affermi, et tentait un premier pas vers son affranchissement; mais la tentative, hasardée avec crainte, fut repoussée avec hauteur: Élisabeth revendiqua la plénitude de sa suprématie spirituelle, répétant aux évêques qu'ils n'étaient rien que par sa volonté; et l'archevêque de Cantorbéry lui-même se contenta de dire qu'il souhaitait que le docteur eût raison, mais n'osait s'en flatter [2]. Le peuple se prononça vivement pour la reine: il ne songeait qu'à pousser plus loin la réforme, et n'ignorait pas que, si les évêques aspiraient à l'indépendance, ce n'était point pour affranchir la foi de l'autorité temporelle, mais pour l'opprimer en leur propre nom.

Rien ne se décida sous Jacques I[er]; égoïste et rusé, peu lui importait d'aggraver le mal, pourvu qu'il éludât le péril. Il maintint sa suprématie, mais en accordant aux évêques tant de faveur, en prenant tant de soin pour affermir leur empire, en traitant si rudement leurs ennemis, que leur confiance et leur force s'accrurent de jour en jour. Ardents à proclamer le droit divin du trône, bientôt ils parlèrent souvent du leur; ce que Bancroft avait timidement insinué devint une opinion professée par tout le haut clergé, soutenue dans de nombreux écrits, prêchée au sein des églises. Bancroft lui-même fut nommé archevêque de Cantorbéry [3]. Chaque fois que le roi faisait parade de sa prérogative, le clergé s'inclinait avec respect, mais après ces actes d'humilité momentanée, il reprenait ses prétentions, s'en armant surtout contre le peuple pour s'en faire excuser auprès

[1] Dans un sermon prêché le 12 janvier 1588. Néal, *Hist. of the Purit.*, t. I, p. 395.

[2] Neal, *Hist. of the Purit.*, p. 397.

[3] En décembre 1604.

du roi, se dévouant de plus en plus à la cause de la royauté absolue, et attendant le jour où il lui serait si nécessaire qu'elle se verrait contrainte de reconnaître son indépendance pour s'assurer son appui.

Quand Charles, brouillé avec le parlement, fut seul au milieu de son royaume, cherchant de tous côtés des moyens de gouverner, le clergé anglican jugea que ce jour était venu. Il avait recouvré d'immenses richesses et les possédait sans débat. Les papistes ne lui inspiraient plus d'alarmes. Le primat de l'Église, Laud, avait toute la confiance du roi, et dirigeait seul les affaires ecclésiastiques. Parmi les ministres, aucun ne faisait profession, comme lord Burleigh sous Élisabeth, de redouter et de combattre les empiétements du clergé. La cour était indifférente ou papiste en secret. Des hommes savants illustraient l'Église. Les universités, surtout celle d'Oxford, étaient dévouées à ses maximes. Un seul adversaire restait, le peuple, chaque jour plus mécontent d'une réforme incomplète, et plus ardent à la consommer. Mais cet adversaire de l'Église était aussi celui du trône; il réclamait en même temps, et pour garantir l'une par l'autre, la foi évangélique et la liberté. Un même péril menaçait la souveraineté de la couronne et celle de l'épiscopat. Le roi, sincèrement pieux, se montrait disposé à croire qu'il n'était pas seul à tenir de Dieu son pouvoir, et que celui des évêques n'était ni de moins haute origine, ni d'un caractère moins sacré. Jamais tant de circonstances favorables n'avaient paru se réunir pour mettre le clergé en état de conquérir sur la couronne son indépendance, sur le peuple la domination. Laud se mit à l'œuvre avec sa violence accoutumée. Il fallait d'abord faire cesser, au sein de l'Église, toute dissidence, et donner à sa doctrine, à sa discipline, à son culte, la force de la plus stricte uniformité. Rien ne lui coûta pour ce dessein. Le pou-

voir fut exclusivement concentré aux mains des évêques. La cour de haute commission, où ils connaissaient et décidaient de tout en matières religieuses, devint chaque jour plus arbitraire et plus dure dans sa compétence, ses formes, les peines qu'elle infligeait. La complète adoption des canons anglicans et l'observation minutieuse de la liturgie ou des rites en vigueur dans les cathédrales furent rigoureusement exigées de tous les ecclésiastiques. Les non-conformistes occupaient de nombreuses cures; on les leur retira. Le peuple se pressait à leurs sermons; la prédication leur fut interdite [1]. Chassés de leurs églises, privés de leurs revenus, ils voyageaient de ville en ville, enseignant et prêchant les fidèles qui, dans une auberge, une maison particulière, un champ, se rassemblaient autour d'eux; la persécution les suivit et les atteignit partout. Dans la noblesse de province, dans la bourgeoisie, des familles riches et dévouées à leurs croyances les prenaient pour chapelains ou pour gouverneurs de leurs enfants; la persécution pénétra dans les familles, et en chassa les chapelains et les gouverneurs de leur choix [2]. Les procrits quittaient l'Angleterre; ils allaient en France, en Hollande, en Allemagne, fonder des Églises selon leur foi; le despotisme passa les mers, et somma ces Églises de se conformer au rite anglican [3]. Des manufacturiers français, hollandais, allemands, avaient porté en Angleterre leur industrie, et obtenu des chartes qui leur assuraient le libre exercice de leur culte national; ces chartes leur furent retirées, et la plupart d'entre eux abandonnèrent leur nouvelle patrie; le seul diocèse de Norwich perdit trois mille de ces hôtes laborieux [4]. Ainsi dépouillés de tout asile

[1] Neal, *Hist. of the Purit.*, t. II, p. 179 et suiv.

[2] *Ibid.*

[3] *Ibid.*, p. 205.

[4] Rushworth, part. 2, t. I, p. 272. — May, *Hist. du Long-Parl.*, t. I, p. 161, dans ma *Collection*. — Neal, *Hist. of the Purit.*, t. II, p. 232.

comme de toute fonction, cachés ou fugitifs, les non-conformistes écrivaient encore pour défendre ou propager leurs doctrines : la censure interdit les livres nouveaux, rechercha et supprima les livres anciens [1]. Il fut même absolument défendu de traiter, soit en chaire, soit ailleurs, les questions dont les esprits étaient le plus vivement agités [2] : car la querelle était générale et profonde, sur les dogmes comme sur la discipline, sur les mystères de la destinée humaine comme sur les convenances du culte public ; et l'Église anglicane ne voulait ni tolérer la dissidence des cérémonies, ni admettre le débat des opinions. Le peuple se lamentait de ne plus entendre parler ni les hommes qui lui étaient chers, ni des choses qui préoccupaient sa pensée. Pour calmer ses alarmes, pour ne pas se séparer de leur troupeau, modérés ou timides, des ministres non-conformistes offraient de se soumettre en partie, réclamant à leur tour quelques concessions comme de ne pas porter le surplis, de ne pas donner à la table de la communion la forme ou la place d'un autel. On leur répondait, tantôt que les pratiques exigées étaient importantes, qu'il fallait obéir, tantôt qu'elles étaient insignifiantes, qu'il convenait de céder. Poussés à bout, ils résistaient absolument, et l'insulte les attendait devant les cours ecclésiastiques, aussi bien que la condamnation. Un tutoiement injurieux, les noms de *fous*, d'*idiots*, d'*impudents*, de *drôles*, l'ordre de se taire dès qu'ils ouvraient la bouche pour se défendre ou s'excuser, tel était le traitement qu'ils recevaient des évêques ou des juges [3]. Renonçaient-ils à prêcher, à écrire, à paraître? la tyrannie ne renonçait point à les poursui-

[1] Décret de la chambre étoilée, du 11 juillet 1637. Rushworth, part. 2, t. II. Appendice, p. 306. — Neal, *Hist. of the Purit.*, t. II, p. 165.

[2] Neal, *Hist. of the Purit.*, t. II, p. 165.

[3] Rushworth, part. 2, t. I, p. 233, 240. — Neal, *Hist. of the Purit.*, t. I, p. 256, dans la note ; p. 352.

vre: elle avait contre eux des obstinations et des raffinements qu'aucune prudence n'eût su prévoir, qu'aucune faiblesse ne pouvait détourner. M. Workman, ministre à Glocester, avait soutenu que les ornements et les tableaux étaient, dans les églises, un reste d'idolâtrie: il fut jeté en prison. Peu auparavant, la ville de Glocester lui avait accordé une rente viagère de vingt livres sterling; la rente fut abolie; le maire et les officiers municipaux furent poursuivis et condamnés à une forte amende. Sorti de prison, Workman ouvrit une petite école; Laud la fit fermer. Pour avoir de quoi vivre, le pauvre ministre se fit médecin; Laud lui interdit la médecine comme l'enseignement. Workman devint fou et mourut [1].

Cependant les pompes du culte catholique rentraient en toute hâte dans les églises privées de leurs pasteurs, tandis que la persécution en éloignait les fidèles, la magnificence en ornait les murs. On les consacrait avec appareil [2], et il fallait ensuite employer la contrainte pour les remplir d'auditeurs. Laud se complaisait à régler minutieusement les détails de nouvelles cérémonies, tantôt empruntées au papisme, tantôt inventées par son imagination à la fois fastueuse et rigide. De la part des nonconformistes, toute innovation, la moindre dérogation aux canons ou à la liturgie étaient punies comme un crime; et Laud innovait sans consulter personne, du seul aveu du roi, quelquefois de sa propre autorité [3]. Il changeait la distribution intérieure des églises, les formes du culte, prescrivait impérieusement des pratiques jusque-là inconnues, altérait même la liturgie qu'avaient sanctionnée les parlements; et tous ces changements avaient sinon pour but, du moins pour

[1] Neal, *Hist. of the Purit.*, t. II, p. 204.
[2] *Ibid.*, p. 190.
[3] *Ibid.*, p. 220.

résultat, de rendre l'Église anglicane plus semblable à l'Église romaine. La liberté dont jouissaient les papistes, et les espérances qu'ils étalaient par imprudence ou par calcul, confirmaient le peuple dans ses plus sinistres appréhensions. On publiait des livres pour prouver que la doctrine des évêques anglais pouvait fort bien s'accommoder à celle de Rome; et ces livres, bien que non autorisés, étaient dédiés au roi ou à Laud, et tolérés ouvertement [1]. Des théologiens amis de Laud, l'évêque Montague, le docteur Cosens, professaient des maximes analogues, et les professaient sans danger, tandis que les prédicateurs aimés du peuple épuisaient en vain tantôt la complaisance, tantôt le courage, pour conserver quelque droit d'écrire et de parler. Aussi la croyance au triomphe prochain du papisme s'accréditait de jour en jour, et les gens de cour, qui voyaient de près, la partageaient avec la multitude. La fille du duc de Devonshire se fit catholique. Laud lui demanda quelles raisons l'avaient déterminée : « Je n'aime pas à marcher dans la « foule, lui dit-elle; je vois que Votre Grâce et bien d'au- « tres se hâtent vers Rome; je veux y arriver seule et « avant vous. »

La splendeur et la domination exclusive de l'épiscopat ainsi fondées, il s'en flattait du moins, Laud entreprit d'assurer son indépendance. On eût pu croire qu'en un tel dessein il trouverait le roi moins docile à ses conseils; il n'en fut rien. Le droit divin des évêques devint, en peu de temps, la doctrine officielle, non seulement du haut clergé, mais du roi lui-même. Le docteur Hall, évêque d'Exeter, la développa dans un traité que Laud prit soin de revoir, et dont il retrancha toute phrase vague ou timide, toute apparence de doute ou de concession [2]. Des livres, cette doctrine passa bientôt dans les

[1] Whitelocke, *Memorials*, etc., p. 21.
[2] Neal, *Hist. of the Purit.*, t. II, p. 292.

faits. Les évêques tinrent leurs cours ecclésiastiques, non plus au nom et en vertu d'une délégation du roi, mais en leur propre nom; le sceau épiscopal fut seul apposé à leurs actes; ils exigèrent des administrateurs des fabriques un serment direct; il fut déclaré que la surveillance des universités appartenait de droit au métropolitain [1]. La suprématie du prince ne fut pas formellement abolie, mais on eût dit qu'elle ne restait que pour servir de voile aux usurpations qui devaient la détruire. Échappant ainsi par degrés au pouvoir temporel, l'Église envahissait en même temps les affaires civiles, sa juridiction s'étendait aux dépens de celle des tribunaux ordinaires, et jamais tant d'ecclésiastiques n'avaient siégé dans les conseils du prince, ou occupé les grandes fonctions de l'État. Quelquefois les jurisconsultes, menacés dans leurs intérêts personnels, s'élevaient contre ces empiétements [2]; mais Charles n'en tenait nul compte; et telle était la confiance de Laud que, lorsqu'il eut fait donner à l'évêque Juxon la baguette de grand trésorier, il s'écria, dans le transport de sa joie: « Maintenant, que l'Église subsiste et se soutienne par elle-même; tout est consommé, je ne puis rien de plus [3]. »

Quand les choses en furent venues à ce point, le peuple ne fut plus seul à s'en irriter. La haute noblesse, en partie du moins, prit elle-même l'alarme [4]. Il y avait là beaucoup plus que de la tyrannie: c'était une vraie révolution qui, non contente d'étouffer la réforme populaire, dénaturait et compromettait la première réforme, celle qu'avaient faite les rois et adoptée les grands seigneurs. Ceux-ci avaient appris à proclamer la supré-

[1] Neal, *Hist. of the Purit.*, p. 244. — Whitelocke, p. 22.

[2] *Ibid.*, t. II, p. 243. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. II, p. 236.

[3] *Laud's Diary*, p. 51, 53, sous la date du 6 mars 1636.

[4] Neal, *Hist. of the Purit.*, t. II, p. 250.

matie et le droit divin du trône, qui du moins les affranchissaient de tout autre empire; maintenant il fallait qu'ils acceptassent également le droit divin des évêques, qu'ils s'humiliassent à leur tour devant cette Église dont ils avaient applaudi l'abaissement et partagé les dépouilles. On exigeait d'eux la servilité, encore plus jalouse de ses prérogatives que la liberté de ses droits; et à d'autres, naguère leurs inférieurs, on permettait de s'arroger l'indépendance. Pour leur rang, pour leurs biens même peut-être, ils se sentaient en péril. L'orgueil du clergé leur était une offense depuis longtemps inaccoutumée; ils entendaient dire que bientôt viendrait le jour où un simple ecclésiastique vaudrait autant que le plus fier gentilhomme du royaume [1]; ils voyaient les évêques ou leurs protégés envahir les charges publiques et les faveurs de la couronne, seul dédommagement qui restât à la noblesse en échange de son ancienne splendeur, de ses libertés, de son pouvoir. Charles, d'ailleurs, sincère dans sa dévotion au clergé, s'était promis de son élévation un ferme appui contre la mauvaise volonté du peuple; et bientôt la disposition à censurer la conduite ou à redouter les desseins du gouvernement devint universelle; le mécontentement monta des ateliers de la cité jusque dans les salles de Whitehall.

Il se manifestait dans les classes supérieures par un dégoût de la cour et une liberté d'esprit jusque-là inconnue. Quelques grands seigneurs, et les plus estimés, allèrent vivre dans leurs terres, voulant témoigner leur désapprobation par leur éloignement. A Londres et auprès du trône, l'esprit d'indépendance et d'examen pénétra dans des réunions naguère serviles ou frivoles. Depuis le règne d'Élisabeth, le goût des sciences et des

[1] Neal, *Hist. of the Purit.*, t. II, p. 251.

lettres n'était plus le partage exclusif de ceux qui en faisaient leur profession; la société des hommes distingués de toute sorte, philosophes, lettrés, poëtes, artistes, et les plaisirs d'une conversation spirituelle ou savante, avaient été recherchés par la cour comme un éclat nouveau, par les gens du monde comme un noble passe-temps: mais aucun besoin d'opposition ne s'associait à de tels rapprochements; c'était même la mode, soit qu'ils eussent lieu dans quelque taverne fameuse ou dans la maison d'un grand seigneur, d'y tourner en dérision l'humeur morose et la résistance fanatique des non-conformistes religieux déjà connus sous le nom de puritains. Les fêtes, les spectacles, les débats littéraires, un agréable échange de flatteries et de bienfaits, telles étaient les seules pensées d'une société dont le trône était communément le centre et toujours le protecteur. Il n'en fut plus ainsi sous le règne de Charles: les réunions des lettrés et des gens du monde continuèrent; mais on y traita des questions plus graves, et on les traita loin des yeux du pouvoir, qui s'en serait offensé. Les affaires publiques, les sciences morales, les problèmes religieux y furent le texte des conversations; elles étaient brillantes et animées, et recherchées avec ardeur par les jeunes gens qui revenaient de leurs voyages ou qui étudiaient les lois dans les écoles du Temple, par tous les hommes d'un esprit sérieux et actif à qui leur rang ou leur fortune permettait le loisir. Selden leur prodiguait les trésors de son érudition; Chillingworth les entretenait de ses incertitudes en matière de foi; lord Falkland, jeune lui-même, leur ouvrait sa maison, et ses jardins étaient comparés à ceux de l'Académie [1]. Là ne se formaient ni des sectes ni des partis, mais des opinions libres et vives. Dégagés de tout intérêt comme

[1] Clarendon, *Mémoires*, etc., t. I, p. 43-89, dans ma *Collection*.

de tout dessein, attirés par le seul plaisir d'étendre en commun leurs idées et de s'élever ensemble à des sentiments généreux, les hommes qui se rassemblaient de la sorte discutaient sans contrainte, et ne s'inquiétaient que de la justice et de la vérité. Les uns, portés surtout aux méditations philosophiques, recherchaient quelles formes de gouvernement respectaient mieux la dignité humaine; les autres, jurisconsultes par état, ne laissaient passer inaperçu aucun acte illégal du roi et de ses conseils; d'autres, théologiens de profession ou par goût, étudiaient curieusement les premiers âges du christianisme, leurs croyances, leur culte, et les comparaient à l'Église que Laud s'efforçait de fonder. Ils n'étaient unis ni par des passions et des périls communs, ni par des principes et un but bien déterminés; mais tous s'accordaient et s'excitaient réciproquement à détester la tyrannie; à mépriser la cour, à regretter le parlement, à souhaiter enfin une réforme qu'ils espéraient peu, mais dont chacun, dans la liberté de sa pensée, se promettait le terme de toutes ses tristesses et l'accomplissement de tous ses vœux.

Plus loin de la cour, parmi les hommes d'une condition moins élégante ou d'un esprit moins cultivé, les sentiments étaient plus âpres et les idées plus étroites, mais plus arrêtées. Là les opinions se liaient aux intérêts, les passions aux opinions. Dans la moyenne et la petite noblesse, c'était surtout contre la tyrannie politique que se soulevait le courroux. La décadence de la haute aristocratie et du régime feodal avait fort atténué, entre les gentilshommes, la diversité des rangs; tous se regardaient comme les descendants des conquérants de la grande Charte, et s'indignaient de voir leurs droits, leurs personnes, leurs biens livrés au bon plaisir du roi ou de ses conseillers, tandis que leurs ancêtres, disaient-

ils, avaient jadis fait à leur souverain la guerre et la loi. Aucune théorie philosophique, aucune distinction savante entre la démocratie, l'aristocratie et la royauté, ne les préoccupait; mais la chambre des communes régnait seule dans leurs pensées; elle représentait, à leurs yeux, la noblesse comme le peuple, l'ancienne coalition des barons aussi bien que la nation tout entière: elle seule avait naguère défendu les libertés publiques; elle seule était capable de les ressaisir; c'était à elle seule qu'on pensait quand on nommait le parlement: la légitimité comme la nécessité de sa toute-puissance, c'était là l'idée qui s'établissait peu à peu dans les esprits. Quant à l'Église, la plupart des gentilshommes n'avaient, sur la forme de son gouvernement, ni vues systématiques, ni desseins destructeurs; l'épiscopat ne leur répugnait point; mais les évêques leur étaient odieux, surtout comme fauteurs et appuis de la tyrannie. La réforme avait proclamé l'affranchissement de la société civile et aboli les usurpations du pouvoir spirituel en matière temporelle; le clergé anglican voulait reprendre ce que Rome avait perdu: que cette ambition fût réprimée, que le pape n'eût point d'héritiers, que les évêques, étrangers au gouvernement de l'État, se bornassent à administrer, selon les lois du pays, les affaires de la religion dans leurs diocèses, tel était le vœu général de la noblesse de province, assez disposée à approuver la constitution épiscopale pourvu que l'Église ne prétendit ni au pouvoir politique ni au droit divin.

Dans les villes la haute bourgeoisie, dans les campagnes un assez grand nombre de gentilshommes et presque tous les petits propriétaires francs-tenanciers portaient plus loin, en matière religieuse surtout, leur colère et leurs pensées. Là dominaient un attachement passionné à la réforme, un besoin ardent d'adopter les con-

séquences de ses principes, une haine profonde de tout ce qui conservait quelque ressemblance avec le papisme et en rappelait le souvenir. C'était sous les usurpations de la hiérarchie romaine qu'avaient succombé, disait-on, la primitive Église, la simplicité de son culte, la pureté de sa foi. Aussi les maîtres de la réforme, les nouveaux apôtres, Zwingle, Calvin, Knox, s'étaient-ils hâtés d'abolir cette constitution tyrannique et ses pompes idolâtres. L'Évangile avait été leur règle, la primitive Église leur modèle. L'Angleterre seule persistait à marcher dans les voies du papisme; le joug des évêques était-il moins dur, leur conduite plus évangélique, leur orgueil moins arrogant? Ainsi que Rome, ils ne s'inquiétaient que de dominer et de s'enrichir; comme elle, ils redoutaient la fréquence de la prédication, l'austérité des mœurs, la liberté de la prière; comme elle, ils prétendaient assujettir à d'immuables et minutieuses formes les élans des ames chrétiennes; comme elle, ils substituaient à la parole vivifiante du Seigneur l'éclat mondain de leurs cérémonies. Au jour sacré du dimanche, les vrais chrétiens voulaient-ils se livrer, dans la retraite, à de pieux exercices? sur les places, dans les rues, le bruit des jeux, des danses, les désordres de l'ivresse insultaient à leur recueillement. Et les évêques ne se contentaient pas de permettre au peuple ces passe-temps profanes; ils les conseillaient, les commandaient presque, de peur que le peuple ne prît goût à de plus saints plaisirs[1]. Y avait-il, dans leur troupeau, un homme dont la conscience timorée s'offensât de quelques pratiques de l'Église? ils lui enjoignaient impérieusement l'observance des moindres lois; un autre était-il attaché aux lois? ils le tourmentaient de leurs innovations: les humbles, ils les écra-

[1] Neal, *Hist. of the Purit.*, t. II, p. 212. — Rushworth, part. 2, t. I, p. 191-196.

saient; les ames fières, ils les irritaient jusqu'à la révolte. C'étaient partout les maximes, les pratiques, les prétentions des ennemis de la vraie foi. Et pourquoi cet abandon de l'Évangile, cette oppression des plus zélés fidèles? Pour maintenir un pouvoir que l'Évangile ne conférait à personne, que les premiers fidèles n'avaient point connu. Que l'épiscopat fût aboli; que l'Église, rentrant en possession d'elle-même, fût désormais gouvernée par des ministres égaux entre eux, simples prédicateurs de la doctrine évangélique, et réglant de concert, par une délibération commune, la discipline du peuple chrétien, alors ce serait vraiment l'Église du Christ; alors il n'y aurait plus d'idolâtrie, plus de tyrannie; et la réforme enfin consommée n'aurait plus à redouter le papisme qui maintenant était à la porte, prêt à envahir la maison de Dieu, qu'on semblait apprêter pour l'y recevoir [1].

Quand le peuple, au sein duquel, depuis l'origine de la réforme, fermentaient obscurément ces idées, les vit adoptées par une foule d'hommes riches, considérés, influents, ses patrons directs et naturels, il prit en eux et en lui-même une confiance qui, sans éclater en sédition, changea bientôt l'état et l'aspect du pays. Dès 1582 et 1616 quelques non-conformistes, se séparant officiellement de l'Église anglicane, avaient formé, sous les noms de *Brownistes* et d'*Indépendants*, plus tard si célèbres, de petites sectes dissidentes qui reniaient tout gouvernement général de l'Église, et proclamaient le droit de chaque congrégation de fidèles à régler elle-même son culte, d'après des principes purement républicains [2]. Depuis cette époque, plusieurs congrégations particulières avaient été instituées sur ce modèle; mais elles

[1] Rushworth, part. 3, t. I, p. 172-188.

[2] Neal, *Hist. of the Purit.*, t. I, p. 501 et suiv.; t. II, p. 43, 92

taient peu nombreuses, peu riches, et presque aussi étrangères à la nation qu'à l'Église. Exposés sans défense à la persécution, quand elle les avait découverts, les sectaires fuyaient et se retiraient communément en Hollande. Mais bientôt le regret de la patrie venait lutter, dans leur cœur, avec le besoin de la liberté ; alors ils se concertaient par messages, avec les amis qu'ils avaient quittés, pour aller ensemble chercher une patrie nouvelle dans des régions presque inconnues, mais qui du moins appartinssent à l'Angleterre, et où des Anglais seuls fussent réunis. Les plus aisés vendaient leurs biens, achetaient un petit navire, quelques provisions, des instruments de labourage, et, conduits par un ministre de leur foi, allaient rejoindre en Hollande leurs compagnons pour passer avec eux dans l'Amérique septentrionale, où commençaient quelques essais de colonies. Il était rare que le vaisseau fût assez grand pour emmener tous les passagers. Tous se rendaient alors au bord de la mer, à l'endroit où il était ancré ; et là, au pied des dunes, sur le sable, le ministre de la congrégation qui devait rester en arrière prêchait un sermon d'adieu ; celui de la congrégation qui s'apprêtait à partir lui répondait par un autre sermon ; ils priaient longtemps en commun, s'embrassaient tous une dernière fois avant l'embarquement, et tandis que les uns faisaient voile, les autres retournaient tristement attendre encore, au milieu d'un peuple étranger, l'occasion et les moyens d'aller retrouver leurs frères [1]. Plusieurs expéditions de ce genre eurent lieu successivement et sans obstacle, à la faveur de l'obscurité des fugitifs. Mais tout à coup, en 1637, le roi s'aperçut qu'elles devenaient nombreuses et fréquentes, que des citoyens considérables s'y engageaient, qu'ils emportaient de grandes richesses ; déjà,

[1] Neal, *Hist. of the Purit.*, t. II, p. 110-112.

dit-on, une valeur de plus de douze millions était ainsi sortie du pays [1]. Ce n'était plus sur quelques sectaires faibles et obscurs que pesait alors la tyrannie; leurs opinions s'étaient répandues, leurs sentiments régnaient dans les classes même qui ne partageaient pas leurs opinions. A des titres divers, le gouvernement était si odieux, que des milliers d'hommes, divers aussi de rang, de fortune, de desseins, se détachaient de la patrie. Un ordre du conseil interdit ces émigrations [2]. A ce moment, huit navires prêts à partir étaient à l'ancre dans la Tamise: sur l'un étaient déjà montés Pym, Haslerig, Hampden et Cromwell [3].

Ils avaient tort de fuir la tyrannie, car le peuple commençait à la braver. Au mécontentement avait succédé la fermentation. Ce n'était plus au rétablissement de l'ordre légal, ni même à l'abolition du régime épiscopal que se bornaient toutes les pensées. A l'ombre du grand parti qui méditait cette double réforme, naissaient une foule de sectes plus ardentes, d'opinions plus audacieuses. De tous côtés, de petites congrégations se détachaient de l'Église, prenant pour symbole tantôt telle ou telle interprétation de quelque dogme, tantôt le rejet de telle ou telle pratique, ailleurs la destruction de tout gouvernement ecclésiastique, l'absolue indépendance des fidèles, et le seul recours aux inspirations de l'Esprit-Saint. Partout la passion surmontait la crainte. Malgré l'active inquisition de Laud, les sectaires de toutes sortes se rassemblaient, dans les villes au fond d'une cave, dans les campagnes sous le toit d'une grange ou au milieu d'un bois. La tristesse du lieu, le péril et la

[1] Neal, *Hist. of the Purit.*, t. II, p. 186.

[2] Le 1er mai 1637. Rushworth, part. 2, t. I, p. 409.

[3] Neal, *Hist. of the Purit.*, t. II, p. 287. — Walpole, *Catalogue of royal and noble authors*, t. I, p. 206, édit. in-12. Londres, 1733.

difficulté de la réunion, tout échauffait l'imagination des prédicateurs, des auditeurs; et ils passaient ensemble de longues heures, souvent des nuits entières, priant, chantant, cherchant le Seigneur et maudissant leurs ennemis. Peu importaient à la sûreté, et même au crédit de ces associations fanatiques, la déraison de leurs doctrines et le petit nombre de leurs partisans: elles étaient couvertes et protégées par le ressentiment général qui s'était emparé du pays. Bientôt, et quels que fussent leurs noms, leurs croyances, leurs desseins, la confiance des non conformistes dans la faveur publique devint si grande qu'ils n'hésitèrent pas à se distinguer par leur costume et leurs manières, professant ainsi leurs opinions sous les yeux de leurs persécuteurs. Vêtus de noir, les cheveux presque rasés, la tête couverte d'un chapeau à haute forme et à larges bords, ils étaient partout l'objet des respects de la multitude, qui leur donnait le nom de saints. Leur crédit s'accrut à tel point que, malgré l'oppression qui les poursuivait, l'hypocrisie même se déclara en leur faveur. Des marchands ruinés, des ouvriers sans travail, des hommes perdus de débauches et de dettes, quiconque avait besoin de se relever dans l'estime du public, prenaient le costume, l'air, le langage des saints, et obtenaient aussitôt d'une crédulité passionnée accueil et protection [1]. En matière politique, l'effervescence, quoique moins générale et moins désordonnée, ne laissait pas de se répandre. Au sein des classes inférieures, et par l'effet soit d'une aisance nouvelle, soit des croyances religieuses, commençaient à circuler des idées et des besoins d'égalité jusque là inconnus. Dans une sphère plus élevée, quelques esprits rudes et fiers, détestant la cour, méprisant l'impuissance

[1] *Mémoires* de mistriss Hutchinson, t. I, p. 164-166, p. 252, etc., dans ma *Collection*.

des anciennes lois, et se livrant avec passion à la liberté de leurs pensées, rêvaient, dans la solitude de leurs lectures ou le secret de leurs entretiens, des institutions plus simples et plus efficaces. D'autres, agités de prétentions moins pures, étrangers à toute foi, cyniques dans leurs mœurs, et jetés par leur humeur ou le hasard au nombre des mécontents, aspiraient à un bouleversement qui fît place à leur ambition, ou les affranchît du moins de tout frein. Le fanatisme et la licence, la sincérité et l'hypocrisie, le respect et le dédain des vieilles institutions, les besoins légaux et les désirs déréglés, tout concourait ainsi à fomenter la colère nationale; tout se ralliait contre un pouvoir dont la tyrannie échauffait d'une même haine les hommes les plus divers, tandis que son imprudence et sa faiblesse laissaient aux plus petites factions et aux rêves les plus audacieux l'activité et l'espérance.

Quelque temps, ce progrès du courroux public fut ignoré du roi et de son conseil: étranger à la nation, et ne rencontrant nulle résistance effective, le gouvernement, malgré ses embarras, était confiant et superbe. Pour justifier sa conduite, il parlait souvent, et avec emphase, du mauvais esprit qui se propageait; mais sa peur momentanée n'éveillait point sa prudence, et en les craignant, il dédaignait ses ennemis. La nécessité même d'aggraver de jour en jour l'oppression ne l'éclairait point, et il s'applaudissait d'autant plus de sa force que le péril croissant l'obligeait à plus de rigueurs.

Cependant, en 1636, l'Angleterre fut inondée de pamphlets contre la faveur accordée aux papistes, les désordres des gens de cour, surtout contre la tyrannie de Laud et des évêques. Déjà plus d'une fois la chambre étoilée avait sévèrement puni de telles publications; mais jamais elles n'avaient été si nombreuses, si violentes, ni répandues et accueillies avec tant d'ardeur. Celles-ci fu-

rent semées dans les rues des villes, au fond des campagnes; de hardis contrebandiers en apportaient de Hollande, et avec grand profit, des milliers d'exemplaires; on les commentait dans les églises que Laud n'avait pu réussir à purger complètement de prédicateurs puritains. Indigné de l'inutilité de ses rigueurs, le conseil résolut de déployer des rigueurs nouvelles. Un jurisconsulte, un théologien et un médecin, Prynne, Burton et Bastwick, furent traduits en même temps devant la chambre étoilée. On voulait d'abord les poursuivre en haute trahison, ce qui eût entraîné la peine capitale; mais les juges déclarèrent qu'il n'y avait pas moyen d'étendre à ce point le sens de la loi ni celui de leurs écrits, et il fallut se contenter d'une accusation en trahison simple ou félonie [1].

L'iniquité de la procédure égala la barbarie du jugement. Les accusés furent sommés de fournir sans retard leur défense, sinon on tiendrait les faits pour avoués. Ils répondirent qu'ils ne pouvaient l'écrire, car on leur avait refusé du papier, de l'encre et des plumes. On leur en donna en leur enjoignant de faire signer leur défense par un conseil; et pendant plusieurs jours l'entrée de la prison fut interdite au conseil qu'ils avaient choisi. Introduit enfin auprès d'eux, l'avocat refusa de signer leur défense, craignant de se compromettre auprès de la cour, et nul autre ne voulut s'en charger. Ils demandèrent qu'il leur fût permis de présenter leur défense signée d'eux-mêmes. La cour rejeta leur requête, répétant que, si un avocat ne signait, elle tiendrait les faits pour avoués. « Milords, dit Prynne, vous nous demandez l'impossible. » La cour se contenta de renouveler sa déclaration. Le débat s'ouvrit par une insulte grossière. Quatre ans auparavant, pour un autre pamphlet, Prynne

[1] Rushworth, part. 2, t. I, p. 721.

avait eu les oreilles coupées : « Je croyais, dit lord Finch « en le regardant, que M. Prynne n'avait plus d'oreil- « les; il me semble qu'il lui en reste encore. » Et pour complaire à la curiosité des juges, un huissier s'approcha du prévenu, écarta ses cheveux, et mit à découvert ses oreilles mutilées. « Milords, dit Prynne, que vos sei- « gneuries ne s'offensent point; je ne demande à Dieu « que de vous donner des oreilles pour m'écouter [1]. »

Ils furent condamnés au pilori, à perdre les oreilles, à 5,000 livres st. d'amende, et à un emprisonnement perpétuel. Le jour de l'exécution [2], une foule immense se pressait sur la place; le bourreau voulut l'écarter : « Ne les repoussez pas, dit Burton, il faut qu'ils appren- « nent à souffrir. » Et le bourreau troublé n'insista point [3]. « Mon cher monsieur, dit à Burton une femme, ceci est « le meilleur sermon que vous ayez jamais prêché. » — « Je l'espère, répondit-il, et Dieu veuille qu'il convertisse « les assistants [4] ! » Un jeune homme pâlit en le regardant : « Mon fils, lui dit Burton, pourquoi es-tu pâle ? « mon cœur n'est point faible, et si j'avais besoin de « plus de force, Dieu ne m'en laisserait pas manquer [5]. » De moment en moment, la foule se serrait de plus près autour des condamnés. Quelqu'un donna à Bastwick un bouquet, une abeille vint s'y poser : « Voyez, dit-il, cette « pauvre abeille; sur le pilori même elle vient sucer le « miel des fleurs; et moi donc, pourquoi n'y pourrais-je « pas goûter le miel de Jésus-Christ [6] ? » — « Chrétiens, « dit Prynne, si nous avions fait cas de notre propre li-

[1] *State-Trials*, t. III, col. 711-717.
[2] Le 30 juin 1637.
[3] *State-Trials*, t. III, col. 751.
[4] *Ibid.*, col. 753.
[5] *Ibid.*, col. 752.
[6] *Ibid.*, col. 751.

« berté, nous ne serions pas ici ; c'est pour votre liberté « à tous que nous avons compromis la nôtre : gardez-la « bien, je vous en conjure. Tenez ferme, soyez fidèles à « la cause de Dieu et du pays : autrement vous tomberez, vous et vos enfants, dans une éternelle servitu- « de [1]. » Et la place retentit de solennelles acclamations.

Quelques mois après [2], les mêmes scènes se renouvelèrent autour de l'échafaud où, pour la même cause, Lilburne subit un traitement aussi cruel. L'exaltation du condamné et du peuple parut même plus ardente. Lié derrière une charrette et fouetté par le bourreau à travers les rues de Westminster, Lilburne ne cessa d'exorter la multitude qui se précipitait sur ses pas. Attaché au pilori, il continua de parler ; on lui enjoignit de se taire, mais en vain : on le bâillonna. Tirant alors des pamphlets de ses poches, il en jeta au peuple, qui s'en saisit avidement : on lui garrotta les mains. Immobile et silencieux, la foule qui l'avait écouté demeura pour le regarder. Quelques uns de ses juges étaient à une fenêtre comme curieux de voir jusqu'où irait sa persévérance : elle lassa leur curiosité [3].

Ce n'étaient encore là que des martyrs populaires : aucun d'eux n'était distingué par son nom, ses talents, sa fortune ; plusieurs étaient, avant leur procès, assez peu considérés dans leur profession ; et les opinions qu'ils avaient soutenues n'étaient, à beaucoup d'égards, que celles de sectes fanatiques accréditées surtout dans la multitude. Fière de leur courage, elle accusa bientôt les classes supérieures de faiblesse et d'apathie : « Maintenant,

[1] *State-Trials*, t. III, col. 748.

[2] Le 18 avril 1638.

[3] *State-Trials*, t. III, col. 1315 et suiv. — *Eclaircissements et Pièces historiques* ajoutés aux *Mémoires* de Hollis, p. 279-283, dans ma *Collection*.

« disait-on, l'honneur, qui d'ordinaire réside dans la « tête, est, comme la goutte, descendu aux pieds [1]. » Il n'en était rien : la noblesse de campagne et la haute bourgeoisie n'étaient pas moins irritées que le peuple; mais plus clairvoyantes et moins passionnées, elles attendaient quelque grande occasion et aussi quelque espoir fondé de succès. A ce cri public, elles s'émurent et reprirent confiance. Le moment était venu en effet où la nation, tout entière ébranlée, ne demandait plus que des chefs connus, graves, influents, qui résistassent, non en aventuriers ou en sectaires, mais au nom des droits et des intérêts de tout le pays.

Un gentilhomme du comté de Buckingham, John Hampden [2], donna le signal de cette résistance nationale. Avant lui, plusieurs l'avaient tenté sans succès. Ils s'étaient refusés à payer l'impôt connu sous le nom de *taxe des vaisseaux*, demandant que la question fût portée au banc du roi, et qu'on les admît à soutenir, dans un procès solennel, l'illégalité de la taxe et la légitimité de leur refus; mais la cour avait toujours réussi à éluder ce débat [3] : Hampden sut l'obtenir. Quoique en 1626 et 1628 il eût siégé au parlement dans les rangs de l'opposition, il n'avait point attiré sur lui la méfiance particulière de la cour. Depuis la dernière dissolution, il avait vécu paisiblement, tantôt dans son comté, tantôt voyageant en Angleterre et en Écosse; partout attentif à observer l'état des esprits, à contracter de nombreuses relations, mais n'exhalant point son opinion en murmures. Possesseur d'une grande fortune, il en jouissait honorablement, bien que sans éclat; de mœurs graves et simples, mais

[1] Propos rapporté dans une lettre de lord Haughton à sir Thomas Wentworth, en date du 19 mai 1627. (*Strafford's Letters*, t. I, p. 38.)

[2] Né à Londres en 1594

[3] Rushworth, part. 2, t. I, p. 323, 414 et suiv.

sans étalage d'austérité, remarquable même par son affabilité et la sérénité de son humeur, il était considéré de tous ses voisins, quel que fût leur parti, et passait pour un homme sage, contraire au système qui prévalait, mais point fanatique ni factieux. Aussi les magistrats du comté le ménageaient sans en avoir peur. En 1636, ils l'imposèrent, dans la répartition de la taxe, à la faible somme de vingt schellings, voulant sans doute le bien traiter, et aussi dans l'espoir que la modicité du tribut détournerait un homme prudent de toute réclamation. Hampden refusa de payer, mais sans colère, sans bruit, uniquement occupé de parvenir à faire juger solennellement, dans sa personne, les droits de son pays. En prison, sa conduite fut également calme et réservée : il ne demandait que d'être traduit en justice, et représentait que le roi n'était pas moins intéressé à résoudre par les lois une telle question. Le roi, fier d'avoir récemment obtenu des juges [1] la déclaration qu'en cas d'urgente nécessité pour la sûreté du royaume, la taxe des vaisseaux pouvait être légale, se laissa enfin persuader et accorda à Hampden l'honneur du combat. Les avocats de Hampden le soutinrent avec autant de prudence qu'il en avait montré lui-même, parlant du roi et de sa prérogative avec un profond respect, écartant toute déclamation, tout principe hasardeux, se prévalant seulement des lois et de l'histoire du pays. L'un d'eux, M. Holborne, s'arrêta même à plusieurs reprises, priant la cour de lui pardonner l'énergie de son argumentation, et de l'avertir s'il dépassait les bornes que lui prescrivaient la décence et la loi. Les avocats de la couronne louèrent eux-mêmes M. Hampden de sa modestie [2]. Pen-

[1] Le 14 février 1637. Rushworth, part. 2, t. I, p. 352-355. — *State Trials*, t. III, col. 825 et suiv.

[2] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. I, p. 229.

dant treize jours enfin que dura le procès, et au milieu de l'irritation publique, les lois fondamentales du pays furent débattues, sans qu'aucun reproche de passion, aucun soupçon de dessein séditieux se pût adresser aux défenseurs de ses libertés [1].

Hampden fut condamné [2]; quatre juges seulement votèrent en sa faveur [3]. Le roi se félicita de ce jugement comme d'un triomphe décisif qui sanctionnait le pouvoir arbitraire. Le peuple en conçut la même idée, et n'espéra plus rien des magistrats ni des lois; mais Charles avait tort de se réjouir, car le peuple, en perdant l'espoir, avait recouvré le courage. Le mécontentement, jusque-là incohérent et divers, devint unanime: gentilshommes, bourgeois, fermiers, marchands, presbytériens, sectaires, toute la nation se sentit frappée par cet arrêt [4]. Le nom de Hampden était dans toutes les bouches; partout on le prononçait avec tendresse et fierté, car sa destinée était l'image et sa conduite la gloire du pays. Les amis et les serviteurs de la cour osaient à peine soutenir la légitimité de sa victoire. Les juges s'en excusaient, avouant presque leur lâcheté pour se la faire pardonner. Les citoyens paisibles se taisaient tristement; les

[1] *State-Trials*, t. III, col. 846-1254.

[2] Le 12 juin 1637.

[3] Sir Humphrey Davenport, sir John Denham, sir Richard Hutton et sir George Crooke. Contre l'assertion générale, M. Lingard dit que cinq juges se prononcèrent en faveur de Hampden (*Hist. of England*, t. X, p. 33, édit. in-8. Londres, 1825). Son erreur provient évidemment de ce qu'il a compté pour deux voix les deux opinions émises en faveur de Hampden par le juge Crooke, et qui sont insérées toutes deux dans le procès (*State-Trials*, t. III, col. 1127-1181). En 1645, le fils du juge Hutton se fit tuer à Sherborne pour la cause royale (Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 160).

[4] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. I, p. 117-120. — May, *Hist. du Long-Parl.*, t. I, p. 44, dans ma *Collection*. — Hacket, *Life of bishop Williams*, part. 2, p. 127.

esprits hardis s'indignaient tout haut avec une joie secrète. Bientôt, soit à Londres, soit dans les comtés, les mécontents eurent des chefs qui se rapprochèrent et s'entretinrent de l'avenir. Partout on prit des mesures pour se concerter et se soutenir au besoin. Un parti enfin se forma, soigneux de se cacher, mais publiquement avoué de la nation. Le roi et son conseil s'applaudissaient encore de leur dernier triomphe, que déjà leurs adversaires avaient trouvé l'occasion et les moyens d'agir.

Un mois environ après la condamnation de Hampden [1], une violente sédition éclata à Édimbourg. Elle y fut excitée par l'introduction arbitraire et subite d'une nouvelle liturgie. Depuis son avénement, et à l'exemple de son père, Charles n'avait cessé de s'appliquer à détruire la constitution républicaine que l'Église d'Écosse avait empruntée du calvinisme, et à rétablir l'épiscopat écossais, dont quelque ombre subsistait encore, dans la plénitude de son autorité et de sa splendeur. Fraudes, rigueurs, menaces, corruption, tout avait été employé pour réussir dans ce dessein. Le despotisme s'était même montré souple et patient; il s'était adressé tantôt à l'ambition des ecclésiastiques, tantôt à l'intérêt des petits propriétaires, offrant à ceux-ci un rachat facile de la dîme, à ceux-là les hautes dignités de l'Église et les grandes charges de l'État, marchant toujours à son but, mais se contentant de progrès lents et tortueux. De temps en temps les alarmes du peuple devenaient plus vives, le clergé national résistait; on suspendait ses assemblées, on bannissait ses plus hardis prédicateurs. Le parlement, souvent servile, hésitait quelquefois; on entravait les élections, on étouffait les débats, on falsifiait même les votes [2]. L'Église d'Écosse, à travers des combats où l'a-

[1] Le 23 juillet 1637.

[2] Burnet, *Histoire de mon temps*, t. I, p. 36-38, dans ma *Collection*. — Malcolm Laing, *Hist. of Scotland*, etc., t. III, p. 110-112.

vantage demeurait toujours à la couronne, passait ainsi par degrés sous le joug d'une hiérarchie et d'une discipline à peu près conformes à celles de l'Église anglicane, et qui consacraient également le pouvoir absolu comme le droit divin des évêques et du roi. En 1636, l'œuvre semblait près de son terme: l'épiscopat avait recouvré sa juridiction: l'archevêque de Saint-André [1] était chancelier du royaume, l'évêque de Ross [2] sur le point de devenir grand trésorier; sur quatorze prélats, neuf siégeaient dans le conseil privé, et y possédaient la prépondérance [3]. Charles et Laud jugèrent qu'il était temps de tout consommer en imposant tout d'un coup à cette Église, sans consulter ni le clergé ni le peuple, un code canonique et un culte en accord avec son nouvel état.

Mais la réforme n'avait point en Écosse, comme en Angleterre, pris naissance dans la volonté du prince et la servilité de la cour. Populaire dans son berceau, elle s'était, par sa propre force et en dépit de tous les obstacles, élevée jusqu'au trône au lieu d'en descendre. Aucune différence de système, de situation ni d'intérêts, n'avait, dès l'origine, divisé ses partisans; et dans le cours d'une longue lutte, ils s'étaient accoutumés tantôt à braver, tantôt à manier le pouvoir. Les prédicateurs écossais pouvaient se vanter d'avoir soulevé la nation, soutenu la guerre civile, détrôné une reine, et dominé leur roi jusqu'au jour où, en montant sur un trône étranger, il avait échappé à leur empire. Forts de cette unité et du souvenir de tant de victoires, ils mêlaient hardiment, dans leurs sermons comme dans leurs pensées, la politique à la religion, les affaires du pays aux contro-

[1] Spottiswood.

[2] Maxwell.

[3] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. I, p. 148-150. — Malcolm Laing, *Hist. of Scotland*, t. III, p. 122

verses de la foi, et, du haut de la chaire, censuraient, en les nommant, la conduite des ministres de la couronne, aussi bien que les mœurs de leurs paroissiens. Le peuple avait contracté à leur école la même audace d'esprit et de langage; ne devant le triomphe de la réforme qu'à lui-même, il la chérissait, non seulement comme sa croyance, mais comme l'œuvre de ses mains. Il tenait pour maxime fondamentale l'indépendance spirituelle de son Église, non la suprématie religieuse du monarque, et se croyait en état comme en droit de défendre, contre le papisme, la royauté et l'épiscopat, ce que seul il avait fondé contre eux. La prépondérance que valut à ses rois leur élévation au trône d'Angleterre abattit quelque temps son courage: de là les succès de Jacques contre ces doctrines et ces institutions presbytériennes que, simple roi d'Écosse, il avait été forcé de subir. Les rois se laissent aisément tromper à l'apparente servilité des nations. L'Écosse intimidée parut à Charles vaincue. A la faveur de sa suprématie et de l'épiscopat, il comprimait en Angleterre la réforme populaire, toujours combattue avec succès par ses prédécesseurs; il crut pouvoir la détruire en Écosse où elle avait régné, où elle était seule légalement constituée, où la suprématie du trône n'était reconnue que de l'épiscopat à peine relevé et dénué lui-même de tout autre appui.

La tentative eut une issue qui a fait souvent, en semblable occasion, l'étonnement et la douleur des serviteurs du despotisme: elle échoua en touchant au succès.

Rétablissement de l'épiscopat, abolition des anciennes lois, suspension ou corruption des assemblées politiques ou religieuses, tout ce qui se pouvait accomplir loin des regards du peuple avait réussi. Dès qu'il fallut, pour consommer l'œuvre, altérer enfin le culte public, le jour

même où, pour la première fois, la nouvelle liturgie fut mise en vigueur dans la cathédrale d'Édimbourg, tout fut renversé. En quelques semaines, un soulèvement subit et universel amena à Édimbourg [1], de toutes les parties du royaume, une multitude immense, propriétaires fermiers, bourgeois, artisans, paysans, qui venaient réclamer contre les innovations dont on menaçait leur culte, et soutenir, par leur présence, leurs réclamations. Ils encombraient les maisons, les rues, campaient aux portes et sous les murs de la ville, assiégeaient la salle du conseil privé, qui demandait vainement secours au conseil municipal assiégé lui-même, insultaient les évêques à leur passage, dressaient enfin contre eux, sur la place publique, une accusation de tyrannie et d'idolâtrie que venaient signer des ecclésiastiques, des gentilshommes, et même quelques grands seigneurs [2]. Le roi, sans répondre aux plaintes, fit enjoindre aux pétitionnaires de se retirer; ils obéirent, moins par soumission que par nécessité, et revinrent un mois après [3], plus nombreux encore. Cette fois aucun désordre n'eut lieu; la passion fut grave et silencieuse: les classes supérieures s'étaient engagées dans la querelle; en quinze jours une organisation régulière de la résistance fut proposée, adoptée, mise en vigueur; un conseil supérieur, élu dans les divers ordres de citoyens, fut chargé de poursuivre l'entreprise commune; dans chaque comté, dans chaque ville, des conseils hiérarchiquement subordonnés exécutaient ses instructions. L'insurrection avait disparu, prête à renaître à la voix du gouvernement qu'elle s'était donné.

[1] Le 18 octobre 1637. Rushworth, part. 2, t. I, p. 404 et suiv.

[2] Neal, *Hist. of the Purit.*, t. II, p. 274. — Malcolm Laing, *Hist. of Scotland*, t. III, p. 136-138.

[3] Le 15 novembre 1637.

Charles répondit enfin [1], mais pour confirmer la liturgie et défendre aux pétitionnaires de s'assembler, sous peine de trahison. Le conseil d'Écosse avait ordre de tenir secrète la proclamation royale jusqu'au moment de sa publication. Elle n'était pas encore arrivée que les chefs des insurgés en savaient déjà le contenu. Ils convoquèrent aussitôt le peuple, à l'appui de ses représentants. Le conseil, pour les prévenir, fit publier sans délai la proclamation [2]. Au moment même, et sur les pas des hérauts du roi, deux pairs du royaume, lord Hume et lord Lindsay, firent publier et afficher, au nom de leurs concitoyens, une protestation qu'ils avaient signée. D'autres s'acquittèrent du même office partout où fut lue et affichée la proclamation du roi. De jour en jour plus émus, plus menacés et plus unis, les insurgés résolurent enfin de se lier par un pacte solennel, pareil à ceux que, depuis l'origine de la réforme, l'Écosse avait adoptés plusieurs fois pour déclarer et soutenir hautement ses droits, ses croyances et ses vœux. Alessandre Henderson le plus influent des ecclésiastiques, et Archibald Johnston, depuis lord Waristoun, avocat célèbre, rédigèrent ce pacte sous le nom populaire de *covenant;* il fut revu et approuvé par les lords Balmerino, Lowden et Rothes [3]. Il contenait, outre une minutieuse et déjà ancienne profession de foi, le rejet formel des nouveaux canons, de la nouvelle liturgie, et un serment d'union nationale pour défendre, contre tout péril, le souverain, la religion, les lois et les libertés du pays. A peine proposé, le covenant fut accueilli avec des transports unanimes. Des messagers qui se relevaient de village en village le portèrent, avec une rapidité inouïe, jusque dans les lieux

[1] Le 7 décembre 1637; Rushworth, part. 2, t. 1, p. 40-
[2] Le 19 février 1638.
[3] 1er mars 1638.

les plus reculés du royaume, comme la *croix de feu* était portée à travers les montagnes pour appeler à la guerre tous les vassaux du même seigneur[1]. Gentilshommes, clergé, bourgeois, laboureurs, femmes, enfants, tous se rassemblaient en foule, sur les places et dans les temples, pour jurer fidélité au covenant. Les montagnards eux-mêmes, entraînés par l'élan national, oublièrent un moment, pour s'y joindre, leur loyauté passionnée et leurs farouches animosités. En moins de six semaines, l'Écosse entière fut confédérée sous la loi du covenant. Les employés du gouvernement, quelques milliers de catholiques et la ville d'Aberdeen refusèrent seuls de s'y rallier.

Tant d'audace étonna Charles ; on lui avait parlé d'émeutes insensées d'une vile populace ; le conseil municipal d'Édimbourg s'était même empressé de solliciter humblement sa clémence, promettant le prompt châtiment

[1] Lorsqu'un chef voulait convoquer son clan dans quelque circonstance subite et importante, il tuait une chèvre, faisait une croix de quelque bois léger, en allumait les quatre bouts et les éteignait dans le sang de l'animal. Cette croix s'appelait la *croix de feu* ou *croix de honte*, parce que celui qui refusait d'obéir à ce signal était noté d'infamie. La croix était remise entre les mains d'un messager agile et fidèle qui courant avec rapidité au hameau le plus voisin, la présentait au premier de l'endroit, sans proférer une autre parole que le lieu du rendez-vous. Celui-ci devait l'envoyer avec une égale promptitude au plus prochain village ; elle parcourait ainsi, avec la plus incroyable célérité, tout le district dépendant d'un même chef, et passait à ses alliés et voisins si le danger leur était commun. A la vue de la croix-de feu, tout homme de l'âge de seize à soixante ans, et en état de porter les armes, était obligé de prendre ses meilleures armes et ses meilleurs vêtements, et de se trouver au lieu du rendez-vous. Celui qui y manquait était exposé à voir ses terres mises à feu et à sang, péril dont la croix de feu était l'emblème. Dans la guerre civile de 1745 la croix de feu circula souvent en Écosse ; une fois entre autres, elle parcourut en trois heures tout le district de Breadalbane, espace d'environ dix lieues. Cette pratique était usitée chez presque tous les peuples scandinaves.

des factieux; et ses courtisans écossais se vantaient chaque jour d'apprendre, par leurs correspondances, que tout était tranquille ou près de se calmer [1]. Indigné de l'impuissance de sa volonté, il résolut de recourir à la force; mais rien n'était prêt; il fallait gagner du temps. Le marquis de Hamilton fut envoyé en Écosse, avec ordre de flatter les rebelles de quelque espérance, mais sans engager le roi ni rien finir. Vingt mille covenantaires, assemblés à Édimbourg pour un jeûne solennel, allèrent au-devant de Hamilton [2]; sept cents ecclésiastiques, revêtus de leurs habits, étaient debout sur une éminence à côté de la route, chantant un psaume au moment de son passage [3]. Le parti voulait donner au marquis une haute idée de sa force; et Hamilton, autant pour soigner son crédit dans sa nation que pour obéir aux instructions de son maître, était enclin à le ménager. Mais les concessions qu'il apportait furent jugées insuffisantes et trompeuses; un covenant royal, qu'il tenta d'opposer au covenant populaire, fut repoussé avec dérision. Après d'inutiles pourparlers et plusieurs voyages d'Édimbourg à Londres, il reçut tout à coup du roi [4] l'ordre d'accorder aux insurgés toutes leurs demandes, l'abolition des canons, de la liturgie, de la cour de haute commission, la promesse d'une assemblée de l'Église et d'un parlement où toutes les questions seraient librement débattues, où les évêques pourraient même être accusés. Les Écossais se réjouirent, mais avec surprise, d'autant plus méfiants qu'on prenait plus de soin d'ôter tout prétexte à la durée de leur confédération. Le synode général se réunit à Glasgow [5]. Mais bientôt il s'aperçut que Ha-

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. I, p. 192.

[2] En juin 1638.

[3] May. *Hist. du Long Parl.*, t. I, p. 85-86, dans ma *Collection*.

[4] En septembre 1638.

[5] Le 21 novembre 1638.

milton ne s'appliquait qu'à entraver sa marche et à introduire dans ses actes des causes de nullité. Telles étaient en effet les instructions du roi [1]. L'assemblée avançait cependant, et se disposait à traduire en jugement les évêques. Hamilton prononça soudain sa dissolution [2]. Au même moment on apprit que Charles se préparait à la guerre, et qu'un corps de troupes, levé en Irlande par les soins de Strafford, était sur le point de s'embarquer pour l'Écosse [3]. Hamilton repartit pour Londres; mais le synode refusa de se séparer, poursuivit ses délibérations, condamna toutes les innovations royales, maintint le covenant, abolit l'épiscopat. Plusieurs grands seigneurs jusque-là inactifs, entre autres le comte d'Argyle, homme puissant et renommé par sa prudence, embarssèrent hautement la cause du pays; des marchands Écossais passèrent la mer pour acheter des munitions et des armes; le covenant fut envoyé aux troupes écossaises qui servaient sur le continent; un de leurs meilleurs officiers, Alexandre Lesley, fut invité à revenir en Écosse, pour prendre au besoin le commandement des insurgés. Enfin, au nom du peuple écossais, une déclaration fut adressée au peuple anglais [4], pour lui faire connaître les justes griefs des chrétiens ses frères, et repousser les calomnies dont leurs ennemis communs cherchaient à les noircir.

La cour accueillit cette déclaration avec ironie; on parlait, en se moquant, de l'insolence des insurgés, on se plaignait seulement de l'ennui d'avoir à les combattre, car quelle gloire et quel profit pouvaient revenir de la guerre contre un peuple pauvre, grossier et obscur [5]?

[1] Voyez les *Éclaircissements et Pièces historiques*, n° 5.

[2] Le 28 novembre 1638.

[3] *Strafford's Letters*, t. II, p. 233, 278, 279.

[4] Le 27 février 1639.

[5] May, *Hist. du Long-Parl.*, t. I, p. 96, dans ma *Collection*.

Bien qu'Écossais lui-même Charles se flattait que la vieille haine et le mépris des Anglais pour l'Écosse laisseraient les plaintes des covenantaires sans effet sur les esprits. Mais les croyances qui unissent les peuples effacent bientôt les limites qui les séparent. Dans la cause des Écossais, les mécontents d'Angleterre reconnurent sans peine la leur. Des correspondances secrètes s'établirent rapidement entre les deux royaumes. Les déclarations des insurgés furent partout répandues; leurs griefs, leurs démarches, leurs espérances devinrent le sujet des entretiens populaires; en peu de temps ils acquirent des amis et des agents à Londres, dans tous les comtés, dans l'armée, même à la cour. Dès qu'on crut à leur ferme résolution de résister, et que l'opinion de l'Angleterre parut leur prêter son appui, il ne manqua pas de courtisans écossais, anglais même, qui pour nuire à quelque rival, pour se venger de quelque refus, pour ménager toutes les chances, se hâtèrent de leur rendre sous main de bons offices, tantôt leur faisant passer un avis, tantôt exagérant leur nombre, vantant leur discipline, et s'inquiétant pour le roi des embarras ou des dangers qu'un peu de complaisance préviendrait aisément. L'armée royale qui s'avançait vers l'Écosse rencontrait sur sa route mille bruits semés pour l'intimider ou la ralentir; on conseillait au général, le comte d'Essex, de prendre garde, d'attendre des renforts; les ennemis, disait-on, lui étaient fort supérieurs; on les avait vus en tel lieu, près de la frontière; ils occupaient toutes les places; Berwik même serait en leurs mains avant qu'il y pût arriver. Le comte, officier exact et fidèle, bien que peu favorable aux desseins de la cour, continua sa marche, entra à Berwick sans obstacle, et reconnut bientôt que les troupes des insurgés n'étaient ni si nombreuses ni si bien préparées. Mais ces rapports, aussi avidement accueillis que soigneusement répandus,

n'en troublaient pas moins tous les esprits [1]. Le trouble s'accrut encore quand le roi fut arrivé à York [2]. Il s'y rendit avec une pompe extraordinaire, toujours infatué de l'irrésistible ascendant de la majesté royale, et se flattant qu'il suffirait de la déployer pour faire rentrer les rebelles dans le devoir. Comme pour balancer cet appel d'un peuple à un peuple que l'Écosse avait fait à l'Angleterre, il fit de son côté un appel à la noblesse de son royaume, la sommant, selon les coutumes féodales, de venir lui rendre, en cette occasion, le service qu'elle lui devait. Les lords et une foule de gentilshommes accoururent à York comme à une fête. La ville et le camp offraient l'aspect d'une cour et d'un tournoi, nullement d'une armée et de la guerre. La vanité de Charles était charmée de tant d'appareil; mais l'intrigue, le désordre et l'indiscipline régnaient autour de lui [3]. Les Écossais de la frontière communiquaient familièrement avec ses soldats. Il voulut exiger des grands seigneurs le serment de n'entretenir, sous aucun pretexte, aucune relation avec les rebelles; lord Brook et lord Say s'y refusèrent, et Charles n'osa rien de plus que leur donner l'ordre de s'éloigner. Lord Holland entra sur le territoire écossais; mais à l'aspect d'un corps de troupes que Lesley avait disposé avec art, et que le comte, sans y bien regarder, jugea plus nombreux que le sien, il se retira précipitamment [4]. Généraux et soldats, tous hésitaient à engager une guerre décriée. Les Écossais, bien informés mirent à profit cette disposition. Ils écrivirent aux chefs de l'armée, à lord Essex, lord Arundel, lord Holland, modestes et flatteurs dans leur langage, témoignant dans les sentiments des

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. I, p. 197.

[2] En avril 1639.

[3] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. I, p. 199 et suiv.

[4] Rushworth, part. 2, t. II, p. 935.

lords comme du peuple anglais une entière confiance, et les priant d'intervenir pour que le roi leur fît justice et leur rendît sa faveur [1]. Bientôt, sûrs d'être appuyés, ils s'adressèrent au roi lui-même, avec un humble respect, quoique sans rien abandonner de leurs prétentions [2]. Charles était embarrassé, sans ardeur lui-même, aussi prompt à se lasser des obstacles que peu attentif à les prévoir. Des conférences s'ouvrirent [3]. Le roi s'y montra hautain, mais pressé de finir; les Écossais opiniâtres, mais sans insolence. L'orgueil de Charles se contenta de l'humilité de leurs discours; et le 18 juin 1639, de l'avis de Laud lui-même, troublé, dit-on, à l'approche du danger, fut conclue à Berwik une pacification qui ordonna le licenciement des deux armées et la prochaine convocation d'un synode et d'un parlement écossais, mais sans qu'un traité clair et précis eût mis un terme aux différends qui avaient suscité la guerre.

Elle n'était qu'ajournée, et les deux partis le pressentaient également. Les Écossais, en congédiant leurs troupes, conservèrent aux officiers une part de leur solde, et leur enjoignirent de se tenir toujours prêts [4]. De son côté, Charles eut à peine licencié son armée qu'il s'occupa sous main d'en lever une autre. Un mois après la pacification, il manda Strafford à Londres pour le consulter, disait-il, sur quelques plans militaires, et il ajoutait: « J'ai bien d'autres raisons, et beaucoup trop, pour « désirer de vous avoir quelque temps auprès de moi; « je ne puis vous dire par lettre que ceci: le covenant « écossais se répand très-loin, beaucoup trop loin [5]. »

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. I, p. 205 et suiv.

[2] Rushworth, part. 2, t. II, p. 938.

[3] Le 11 juin 1639; Rushworth, *ibid.*, p. 940.

[4] Whitelocke, p. 29.

[5] *Strafford's Letters*, t. II, p. 281, 372.

Strafford accourut. C'était depuis longtemps son plus vif désir d'être employé auprès de son maître, seul poste où son ambition pût espérer assez de pouvoir et de gloire. Il arriva, résolu de déployer contre les adversaires de la couronne toute son énergie, parlant des Écossais avec un profond mépris, assurant que la faiblesse seule avait tout fait manquer, et pourtant si confiant dans la fermeté du roi qu'il s'en promettait un inébranlable appui. Il trouva la cour agitée d'obscures intrigues; le comte d'Essex, traité avec froideur malgré sa bonne conduite dans la campagne, s'était retiré mécontent; les officiers s'accusaient réciproquement d'inhabileté ou de mollesse; les favoris de la reine s'empressaient à profiter de l'embarras général pour pousser leur fortune et perdre leurs rivaux; le roi était triste et abattu [1]. Strafford se sentit bientôt mal à l'aise et hors d'état de faire adopter tout ce qu'il jugeait nécessaire, de faire accomplir ce qu'il avait fait adopter. Les menées des courtisans se tournèrent contre lui. Il ne put empêcher qu'un de ses ennemis personnels, sir Henri Vane, ne fût, par le crédit de la reine, élevé au rang de secrétaire d'État [2]. Le public qui l'avait vu arriver avec anxiété, incertain de l'usage qu'il ferait de son influence, tarda peu à savoir qu'il provoquait les mesures les plus rigoureuses, et le poursuivit de ses malédictions [3]. Cependant la nécessité pressait. Un débat s'était élevé entre le roi et les Écossais sur la teneur du traité de Berwik, où presque rien n'avait été réglé par écrit, et Charles fit brûler, par la main du bourreau, un papier qui, au dire des covenantaires, en exprimait les vraies conditions; mais il n'eut garde de rien publier lui-même pour démentir ses ennemis,

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. I, p. 214 et suiv.

[2] *Ibid.*, p. 216.

[3] May, *Hist. du Long-Parl.*, t. I, p. 105, dans ma *Collection*.

car, en négociant, il avait laissé espérer ce qu'il ne voulait point accomplir [1]. Irrités de ce manque de foi et exhortés par leurs amis d'Angleterre à redoubler de méfiance, le synode et le parlement d'Écosse, loin de rien céder de leurs prétentions, en formaient de nouvelles, et encore plus hardies. Le parlement demandait que le roi fût tenu de le convoquer tous les trois ans, que l'indépendance des élections et des débats fût assurée, que la liberté politique, fermement garantie, pût veiller au maintien de la foi [2]. Les mots d'*attentat à la prérogative*, de *souveraineté envahie*, etc., retentirent plus vivement que jamais à la cour et dans le conseil: « Il faut, dit « Strafford, faire rentrer, à coups de fouet, ces gens-là « dans leur bon sens [3]. » La guerre fut résolue. Mais comment la soutenir? Quels motifs nouveaux et plausibles en donner à la nation? Le trésor public était vide, l'épargne royale épuisée, et l'opinion déjà assez puissante pour qu'on crût devoir, sinon l'écouter, du moins lui parler. Le prétexte qu'on cherchait se présenta. Depuis l'origine des troubles, le cardinal de Richelieu, mécontent de la cour d'Angleterre où prévalait l'influeuce espagnole, était en relation avec les Écossais; il entretenait auprès d'eux un agent, leur avait fait passer de l'argent, des armes, et promettre au besoin de plus grands secours. Une lettre des principaux chefs covenantaires fut surprise, portant pour suscription *Au roi*, et évidemment adressée au roi de France, dont ils sollicitaient l'appui [4]. Char-

[1] May, *Hist. du Long-Parl.*, t. I, p. 104, dans ma *Collection*. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. I, p. 214. — Rushworth, part. 2, t. II, p 965. — Whitelocke, p. 30.

[2] Rushworth, part. 2, t. II, p. 992-1015.

[3] *Strafford's Letters*, t. II, p. 138, 158.

[4] Clarendon, *Hist. of the rebell*, t. I, p. 217. — Whitelocke, p. 31. — Voyez surtout les pièces publiées à ce sujet par M. Mazure, a la suite de son *Histoire de la Révolution de* 1688, t. III, p. 402, note 4. Elle-

les et son conseil ne doutèrent pas que cet appel à un prince étranger, haute trahison selon la loi, ne saisît toute l'Angleterre d'une indignation égale à la leur : c'était assez, pensaient-ils, pour convaincre tous les esprits de la légitimité de la guerre. Dans cette confiance, qui servait de voile au dur joug de la nécessité, la convocation d'un parlement fut décidée; et en attendant qu'il se réunit, Strafford repassa en Irlande [1] pour obtenir aussi, des chambres de ce royaume, des subsides et des soldats.

A la nouvelle qu'un parlement était convoqué, l'Angleterre fut étonnée : elle avait cessé d'espérer une réforme légale, et c'était pourtant la seule à laquelle elle eût songé. Quel que fût son mécontentement, tout dessein violent était étranger à la nation. Les sectaires, en certains lieux la multitude, et quelques hommes déjà compromis comme chefs des partis naissants, nourrissaient seuls des passions plus sombres ou des pensées plus étendues. Le public les avait approuvés et soutenus dans leur résistance, mais sans s'associer à d'autres projets, sans même leur en supposer. De longs revers avaient mis beaucoup de bons citoyens en doute, sinon sur la légitimité, du moins sur la convenance de l'ardeur et de l'obstination des derniers parlements. On rappelait sans blâme, mais avec regret, la rudesse de leur langage et le désordre des scènes qui les avaient agités : on se promettait plus de prudence. Sous l'influence de cette disposition, les élections formèrent une chambre des communes contraire à la cour, décidée à redresser les

prouvent évidemment, contre l'opinion de Hume, de MM. Laing, Brodie, etc , que la lettre des chefs écossais fut effectivement envoyée au roi de France et lui parvint, quoique Charles réussit à en intercepter une copie.

[1] Le 16 mars 1640.

griefs publics, et où prirent place tous les hommes que leur opposition avait rendus populaires, mais composée en majorité de citoyens paisibles, libres de tout engagement de parti se méfiant des passions, des combinaisons secrètes, des résolutions précipitées, et se flattant qu'ils réformeraient les abus sans aliéner le roi, sans hasarder le repos du pays.

Après un assez long délai qui donna quelque humeur, le parlement s'assembla [1]. Charles lui fit lire la lettre des Écossais au roi de France, s'étendit sur leur trahison, annonça la guerre, et demanda des subsides. La chambre des communes tint peu de compte de la lettre, et parut n'y voir qu'un incident sans importance auprès des grands intérêts qu'elle avait à traiter [2]. Le roi s'en offensa, trouvant la chambre bien froide à ressentir ses affronts. De son côté la chambre se plaignit de quelque manque d'égards et d'étiquette, le jour où son orateur fut présenté au roi [3]. La cour, après onze ans passés sans parlement, avait peine à se défaire de sa dédaigneuse légèreté; et la chambre, malgré ses intentions pacifiques, avait justement repris, en rentrant à Westminster, la fierté d'un pouvoir public, onze ans méconnu et rappelé par nécessité. Bientôt le débat devint plus sérieux. Le roi voulait que la chambre vôtat les subsides avant de s'occuper de l'examen des griefs, promettant de la laisser siéger ensuite et d'écouter avec bienveillance ses représentations. De longues discussions s'élevèrent à ce sujet, mais sans violence, quoique les séances fussent suivies avec une ardente assiduité et se prolongeassent beaucoup plus tard que de coutume [4]. Quelques paroles amères, échap-

[1] Le 13 avril 1640.

[2] *Parl. Hist.*, t. II, col. 534, 542.

[3] *Ibid.*, col 535, 542.

[4] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. I, p. 227, 233.

pées à des membres peu connus, furent aussitôt réprimées, et les discours de plusieurs serviteurs de la couronne, d'ailleurs estimés, obtinrent un favorable accueil [1]. Mais la chambre se montra fermement résolue à faire passer les griefs avant les subsides. En vain on lui dit que la guerre pressait; elle se souciait peu de la guerre, quoique sans l'avouer hautement, par égard pour le roi. Charles recourut à l'intervention de la chambre des pairs. Ils votèrent qu'à leur avis les subsides devaient précéder les griefs, et demandèrent une conférence aux communes pour les exhorter à procéder ainsi [2]. Les communes acceptèrent la conférence, mais votèrent à leur tour, en rentrant dans leur chambre, que la délibération des pairs portait atteinte à leurs priviléges, car ils n'avaient nul droit de s'occuper des subsides avant qu'elles les eussent réglés [3]. Les hommes de parti, Pym, Hampden, Saint-John, s'emparèrent de cet incident pour échauffer la chambre, dont les intentions étaient plus modérées que ne le comportaient ses principes et sa situation. Elle s'agitait avec impatience, contenant sa force, mais décidée à maintenir son droit. Le temps s'écoulait; le roi se laissait dire que ce parlement serait aussi intraitable que ses prédécesseurs. Déjà irrité, il envoya à la chambre un message portant que, si l'on voulait lui accorder douze subsides, payables en trois ans, il s'engagerait à ne percevoir désormais la taxe des vaisseaux que de l'aveu du parlement [4]. La somme parut énorme; c'était plus, disait-on, que tout l'argent du royaume. D'ailleurs

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. I, p. 229, 234, 236.

[2] *Parl. Hist.*, t. II, col. 560. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. I, p. 230 et suiv.

[3] *Parl. Hist.*, col. 563. — Clarendon. *Hist. of the rebell.*, t, I, p. 231.

[4] Le 4 mai 1640. *Parl. Hist.*, t. II, col. 570-571. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. I, p. 232 et suiv.

il ne suffisait pas que le roi renonçât à la taxe des vaisseaux; il fallait qu'en principe, pour le passé comme pour l'avenir, son illégitimité fût déclarée. Cependant la chambre ne voulait pas rompre avec le roi; on lui démontra que la valeur de douze subsides ne s'élevait pas, à beaucoup près, aussi haut qu'on l'avait dit d'abord; et malgré sa répugnance à suspendre l'examen des griefs, pour prouver sa loyauté, elle prit le message en considération. On était sur le point de décider qu'on accorderait des subsides sans en fixer le montant, lorsque le secrétaire d'État, sir Henri Vane, se leva et dit qu'à moins d'admettre le message tout entier, ce n'était pas la peine de délibérer, car le roi n'accepterait que ce qu'il avait demandé. Le procureur général Herbert confirma l'assertion de Vane [1]. La surprise et la colère saisirent la chambre: les plus modérés furent frappés de consternation. Il était tard; on remit le débat au lendemain. Mais ce jour-là au moment où les communes venaient de s'assembler, le roi les fit mander à la chambre haute, et trois semaines après sa convocation, le parlement fut dissous [2].

Une heure après la dissolution, Edouard Hyde [3], depuis lord Clarendon, rencontra Saint-John, ami de Hampden et l'un des meneurs de l'opposition déjà formée en parti. Hyde était triste; Saint-John au contraire, d'un visage naturellement sombre et qu'on ne voyait jamais sourire, avait l'air joyeux et les yeux animés: « Qu'est-ce qui vous trouble? » dit-il à Hyde. — « Ce « qui trouble, lui répondit Hyde, beaucoup d'honnètes « gens: la dissolution si imprudente d'un parlement si « sage et qui, dans la confusion où nous sommes, eût

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. I, p. 238.

[2] Le 5 mai 1640.

[3] Né le 16 février 1608, à Dinton dans le Wiltshire.

« pu seul nous porter remède. — Bon! reprit Saint-John, « avant que les choses aillent mieux, il faut qu'elles ail« lent encore plus mal; ce parlement n'eût jamais fait « ce qu'il faut faire [1]. »

Le même jour, dans la soirée, Charles était plein de regrets. On lui avait, dit-il, faussement représenté les dispositions de la chambre; jamais Vane n'avait reçu de lui l'autorisation de déclarer qu'à moins de douze subsides il n'accepterait rien. Le lendemain encore il s'inquiéta, réunit quelques hommes sages, et leur demanda si la dissolution ne pourrait pas être révoquée. Cette mesure fut jugée impossible; et Charles retourna au despotisme, un peu plus troublé, mais aussi léger, aussi hautain qu'avant l'épreuve qu'il venait de tenter pour en sortir [2].

L'urgence de la situation parut un moment rendre à ses ministres quelque assurance, à ses mesures quelque succès. Strafford était revenu d'Irlande [3], atteint d'une violente attaque de goutte, menacé d'une pleurésie, hors d'état de se mouvoir [4]. Mais il avait obtenu du parlement irlandais tout ce qu'il avait demandé, subsides, soldats, offres, promesses: et dès qu'il put quitter son lit, il se remit à l'œuvre avec sa vigueur et son dévouement accoutumés. En moins de trois semaines, des contributions volontaires, provoquées par son exemple, versèrent à l'échiquier près de 300,000 livres sterling; les papistes en fournirent la plus grande part [5]. On y joignit toutes les vexations en usage, les emprunts forcés, la taxe des vaisseaux, les monopoles; on ouvrit même l'avis de faire

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. I, p. 240.

[2] *Ibid.*, p. 241.

[3] Le 4 avril 1640.

[4] *Strafford's Letters*, t. II, p. 403.

[5] Neal, *Hist. of the Purit.*, t. II, p. 296.

fabriquer des monnaies de bas aloi [1]. Aux yeux du roi et de ses serviteurs, la nécessité excusait tout: mais la nécessité n'est jamais la borne de la tyrannie. Charles reprit, contre les membres du parlement, ses inutiles habitudes de persécution et de vengeance: sir Henri Bellasis et sir John Hotham furent emprisonnés pour leurs discours; on fouilla la maison et les papiers de lord Brook; M. Crew fut mis à la Tour pour n'avoir pas voulu livrer les pétitions qu'il avait reçues, durant la session, comme président du comité chargé de les examiner [2]. On exigea de tous les ecclésiastiques le serment de ne jamais consentir à aucune altération du gouvernement de l'Église; et ce serment se terminait par un *et cætera* qui fit sourire avec méfiance et courroux [3]. Jamais le langage n'avait été plus arrogant ni plus dur: quelques gentilshommes du comté d'York s'étaient refusés à une réquisition arbitraire: le conseil voulait les poursuivre: « La seule poursuite à exercer, dit Strafford, c'est de les « faire venir et de les mettre aux fers [4]. » Il connaissait mieux que nul autre l'étendue du mal; mais la passion étouffait en lui toute prudence comme toute crainte: on eût dit qu'il s'efforçait de communiquer au roi, au conseil, à la cour, cette fièvre qui aveugle l'homme sur ses forces et sur ses dangers. Il retomba malade et toucha aux portes de la mort; mais son impuissance ne fit qu'accroître l'âpreté de ses avis; et à peine en état de se sou-

[1] May, *Hist. du Long-Parl.*, t. I, p. 124, dans ma *Collection*. — Whitelocke, p. 31.

[2] *Parl. Hist.*, t. II, col 584. — Rushworth, part. 2, t. II. p. 1196.

[3] Voici le texte de ce paragraphe: « Je jure... de ne jamais consen- « tir à aucune altération du gouvernement de cette Église, tel qu'il est « maintenant réglé par des archevêques, évêques, doyens, archidia- « cres, etc. » (Neal, *Hist. of the Purit.*, t. II, p. 302. — Rushworth, part. 2, t. II, p. 1186.)

[4] *Strafford's Letters*, t. II, p. 409.

tenir, il partit avec le roi pour l'armée déjà réunie sur la frontière d'Écosse, et qu'il devait commander.

Il apprit en route que les Écossais, prenant l'offensive, étaient entrés en Angleterre [1], et en arrivant à York, qu'ils avaient battu à Newburne [2], presque sans résistance, le premier corps anglais qui s'était trouvé sur leur chemin. L'un et l'autre événement n'étaient pas l'œuvre des Écossais seuls. Durant la pacification, leurs commissaires à Londres avaient contracté avec les chefs des mécontents une étroite alliance; et ceux-ci les avaient exhortés, si la guerre recommençait, à envahir soudain l'Angleterre, leur promettant l'appui d'un parti nombreux. Un messager fut même expédié en Écosse, portant dans une canne creuse un engagement au bas duquel, pour inspirer aux Écossais plus de confiance, lord Saville, seul meneur avéré du complot, avait contrefait la signature de six des plus grands seigneurs anglais. Une haine passionnée contre Strafford avait seule poussé lord Saville, homme méprisé, dans cette audacieuse intrigue; mais tout porte à croire que des patriotes plus influents et plus sincères y avaient également pris part [3]. Ils ne se trompaient point sur les dispositions du peuple. Le parlement à peine dissous, l'aversion de la guerre contre l'Écosse avait éclaté. A Londres, des placards excitèrent les apprentis à se soulever et à mettre en pièces Laud, auteur de tant de maux. Une bande furieuse assaillit son palais, et il fut contraint de se réfugier à Whitehall. L'église de Saint-Paul, où siégeait la cour de haute commission, fut forcée par une autre bande criant: *Point d'évêques, point de haute commission* [4]*!* Dans les

[1] Le 21 août 1640.

[2] Le 28 août 1640.

[3] Burnet, *Hist. de mon temps*, t. I, p. 51-57, dans ma *Collection*. — Whitelocke, *Memorials*, etc., p. 31. — *Hardwicke's papers*, t. II, p. 187.

[4] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. I, p. 246. — Whitelocke, p. 33.

comtés, la violence seule put réussir à recruter. Pour y échapper plusieurs se mutilèrent, quelques uns se pendirent [1]: ceux qui obéissaient sans résister étaient insultés dans les rues, et traités de lâches dans leurs familles, par leurs amis. Rendus à leur corps, ils y portaient, ils y trouvaient les mêmes sentiments. Plusieurs officiers, soupçonnés de papisme, furent tués par leurs soldats [2]. Quand l'armée se trouva en face des Écossais, l'indiscipline et les murmures redoublèrent: elle voyait le covenant flotter écrit sur leurs drapeaux: elle entendait le tambour appeler les troupes au sermon et leur camp retentir, au lever du soleil, du chant des psaumes et des prières. A ce spectacle, aux récits qui leur parvenaient de la pieuse ardeur et des dispositions amicales de l'Écosse pour le peuple anglais, les soldats s'attendrissaient et s'indignaient tour à tour, maudissant cette guerre impie, et déjà vaincus, car ils croyaient combattre leurs frères et leur Dieu [3]. Arrivés au bord de la Tyne, les Écossais, sans démonstration hostile, demandèrent la permission de passer. Une sentinelle anglaise fit feu; quelques coups de canon lui répondirent; à peine une action fut engagée: l'armée se dispersa, et Strafford n'en prit le commandement que pour se replier jusqu'à York, laissant les Écossais occuper sans obstacle le pays et les places situées entre cette ville et la frontière des deux royaumes [4].

Dès ce moment, Strafford lui-même fut vaincu. En vain il essaya, tantôt par caresses, tantôt par menaces, d'inspirer aux troupes d'autres sentiments; ses avances aux officiers étaient contraintes et dissimulaient mal son

[1] *Strafford's Letters*, t. II, p. 351.

[2] Rushworth, part. 2, t. II, p. 1191-1195.

[3] Heylin, *Life of Laud*, p. 454.

[4] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. I, p. 248-250. — Rushworth, part. 2, t. II, p. 1236.

mépris ou sa colère; ses rigueurs irritaient les soldats sans les effrayer. Bientôt arrivèrent de plusieurs comtés des pétitions pour supplier le roi de faire la paix. Les lords Wharton et Howard se hasardèrent à en présenter une; Strafford les fit arrêter, convoqua un conseil de guerre, et demanda qu'ils fussent fusillés en tête de l'armée comme fauteurs de la révolte. Le conseil gardait le silence: Hamilton le rompit: « Mylord, dit-il à Strafford, « quand le jugement sera rendu, êtes-vous sûr des sol- « dats? » Strafford, comme frappé d'une révélation, détourna la tête en frémissant et ne répondit rien [1]. Cependant son indomptable fierté soutenait encore son espérance: « Que le roi dise un mot, écrivait-il à Laud, « et je ferai sortir d'ici les Écossais plus vite qu'ils n'y « sont entrés; j'en réponds sur ma tête: mais il fau- « drait que l'avis vînt d'un autre que de moi. » Charles en effet l'évitait déjà, redoutant l'énergie de ses conseils. Ce prince était tombé dans un profond découragement; chaque jour lui apportait quelque nouvelle preuve de son impuissance; l'argent manquait, et nul moyen d'en percevoir ne réussissait plus; les soldats se mutinaient ou désertaient par bandes; le peuple s'agitait partout, impatient du dénoûment qui se laissait pressentir; les correspondances avec les Écossais se renouaient autour du roi, dans son camp, jusque dans sa maison. Ceux-ci, toujours prudents dans leurs actes, humbles dans leur langage, ménageaient les comtés qu'ils avaient envahis, comblaient d'égards leurs prisonniers, et renouvelaient en toute occasion leurs protestations de sentiments pacifiques, dé fidélité et de dévouement au roi, sûrs de la victoire et ne demandant que la paix, qui ne pouvait manquer de la consacrer. Au mot de paix commençait à s'unir celui de parlement. A ce nom, Charles, saisi de

[1] Burnet, *Hist. de mon temps*, t. I, p. 56, dans ma *Collection*.

crainte, imagina [1], on ne sait par quel avis, de convoquer à York le grand conseil des pairs du royaume, assemblée féodale depuis quatre siècles tombée en désuétude, mais qui jadis, au temps de la faiblesse des communes, avait souvent partagé seule le pouvoir souverain. Sans bien savoir ce qu'était ni ce que pourrait cette assemblée, on en espérait plus de complaisance et de ménagement pour l'honneur du roi; on se demandait s'il ne serait pas possible qu'elle votât seule des subsides [2]. Mais avant que le grand conseil se fût réuni, deux pétitions, l'une de la cité de Londres [3], l'autre de douze pairs, des plus considérables par leur rang ou leur crédit [4], sollicitèrent, en termes exprès, la convocation d'un vrai parlement. C'était assez pour vaincre la dernière résistance d'un roi qui ne pouvait plus rien. Au milieu de ces incertitudes, Strafford, pour satisfaire son ressentiment autant que pour justifier ses avis, avait attaqué les Écossais et remporté sur eux quelque avantage; il fut blâmé comme ayant compromis le roi, et reçut l'ordre de se renfermer dans ses quartiers [5]. Les pairs s'assemblèrent [6]. Charles leur annonça qu'il convoquait un parlement, et ne réclama que leurs conseils pour

[1] Le 7 septembre 1640. Rushworth, part. 2, t. II, p. 1257.

[2] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. I, p. 255.

[3] Rushworth, part. 2, t. II, p. 1263.

[4] *Ibidem*, p. 1260. Les douze signataires étaient les lords Essex, Bedford, Hertford, Warwick, Bristol, Mulgrave, Say et Seal, Howard, Bolingbroke, Mandeville, Brook et Paget.

[5] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. I, p. 263. — MM. Lingard (*Hist. of Engl.*, t. X, p. 95, not. 94) et Brodie (*Hist. of the British empire*, etc., t. II, p. 539) nient ce fait, d'après des inductions tirées de documents officiels et contemporains; mais leurs raisons ne me paraissent pas suffisantes pour faire rejeter le témoignage de Clarendon, dont le récit est formel, circonstancié, et qui n'avait à ce sujet aucun motif d'altérer la vérité.

[6] Le 24 septembre 1640.

traiter avec les Écossais [1]. Les négociations s'ouvrirent. Seize pairs, tous enclins au parti populaire, furent chargés de les diriger [2]. On stipula d'abord que les deux armées resteraient sur pied, et que le roi paierait celle des Écossais aussi bien que la sienne. Un emprunt de 200,000 livres sterling fut demandé, pour y suffire, à la cité de Londres, et les pairs joignirent leur parole à celle du roi pour en garantir l'emploi [3]. Après avoir signé à Rippon les articles préliminaires, Charles, pressé de se reposer auprès de la reine de tant d'embarras et de dégoûts, transféra la négociation à Londres [4], où le parlement devait s'assembler. Les commissaires écossais s'y rendirent en hâte, certains de trouver là de puissants alliés. Les élections s'accomplissaient dans toute l'Angleterre; la nation s'y portait avec ardeur; la cour, triste et abattue, essayait en vain d'y exercer quelque influence; ses candidats, faiblement soutenus, étaient partout repoussés; elle ne réussit même pas à faire élire sir Thomas Gardiner, que le roi voulait avoir pour orateur [5]. La réunion du parlement fut fixée au 3 novembre. Quelques personnes conseillèrent à Laud de choisir un autre jour. Celui-là, dit-on, était de mauvais augure; sous Henri VIII, le parlement rassemblé à pareil jour avait commencé par la ruine du cardinal Wolsey, et fini par la destruction des abbayes [6]. Laud écarta ces présages, non par confiance, mais comme lassé de combattre, et s'abandonnant, ainsi que son maître, aux chances d'un avenir que tous cependant, vaincus ou vainqueurs, étaient bien loin de prévoir.

[1] Rushworth, part. 2, t. II, p. 1275.

[2] Les lords Bedford, Hertford, Essex, Salisbury, Warwick, Bristol, Holland, Berkshire, Mandeville, Wharton, Paget, Brook, Pawlet, Howard, Saville, Dunsmore.

[3] Rushworth, part. 2, t. II, p. 1279.

[4] Le 23 octobre 1640. Rushworth, part. 2, t. II, p. 1286-1305.

[5] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. II, p. 2. — Whitelocke, p. 35.

[6] Whitelocke, p. 35.

LIVRE TROISIÈME.

Ouverture du parlement. — Il s'empare du pouvoir. — État des partis politiques et religieux. — Concessions du roi. — Négociations entre le roi et les chefs du parlement. — Complot de l'armée. — Procès et mort de Strafford. — Voyage du roi en Écosse. — Insurrection de l'Irlande. — Débat de la remontrance. — Retour du roi à Londres. — Progrès de la révolution. — Émeutes. — Affaire de cinq membres. — Le roi quitte Londres. — Départ de la reine pour le continent. — Affaire de la milice. — Négociations. — Le roi fixe à York sa résidence. — Les deux partis se préparent à la guerre. — L'entrée de Hull est refusée au roi. — Vaines tentatives de conciliation. — Formation des deux armées.

1640-1642.

Au jour fixé, le roi ouvrit le parlement. Il se rendit à Westminster sans pompe, presque sans suite, non à cheval et le long des rues, selon l'usage, mais par la Tamise, dans une simple barque, craignant les regards comme un vaincu qui suit le triomphe de son vainqueur. Son discours fut vague et embarrassé. Il y promit le redressement de tous les griefs, mais persistant à donner aux Écossais le nom de *rebelles*, et à demander qu'on les chassât du royaume, comme si la guerre durait encore. La chambre des communes l'écouta avec un froid

respect. Jamais, au début d'une session, on ne l'avait vue si nombreuse: jamais les visages n'avaient paru si fiers en présence du souverain [1].

Le roi à peine sorti, ses serviteurs, rares dans la chambre, reconnurent bientôt, au milieu des groupes et dans leurs entretiens, que le courroux public surpassait même leurs craintes. La dissolution du dernier parlement avait aigri les hommes les plus modérés. Nul ne parlait plus de conciliation ni de prudence. Le jour était venu, disait-on, de déployer tout le pouvoir de la chambre et de déraciner les abus, si bien qu'on n'en pût craindre aucun rejeton. Ainsi, avec des forces bien inégales, des pensées également hautaines se trouvaient en présence. Depuis onze ans, le roi et l'Église avaient proclamé leur souveraineté absolue, indépendante, de droit divin; ils avaient tout tenté pour la faire accepter ou subir à la nation. Hors d'état d'y réussir, et pourtant professant toujours les mêmes maximes, ils venaient, dans leur impuissance, demander secours à une assemblée qui, sans l'ériger en principe, sans l'étaler fastueusement, croyait aussi à sa souveraineté, et se sentait capable de l'exercer.

Elle commença par mettre au grand jour tous ses griefs. Chaque membre arrivait porteur d'une pétition de sa ville ou de son comté; il la lisait, et la prenant aussitôt pour texte de quelque discours, il proposait que la chambre, en attendant des mesures plus efficaces, votât du moins que les plaintes étaient légitimes [2]. Ainsi éclata en quelques jours et de toutes parts l'opinion du pays. Ainsi furent soudainement passés en revue et condamnés tous les actes de la tyrannie, les monopoles, la

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. II, p. 1-4. — *Parl. Hist.*, t. II, col. 629.

[2] *Parl. Hist.*, t. II, col. 640-666. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. II, p. 21. — Rushworth, part. 2, t. I, p. 21.

taxe des vaisseaux, les arrestations arbitraires, les usurpations des évêques, les procédés des cours d'exception. Nul ne s'opposait à ces résolutions [1]; et telle était l'unanimité que plusieurs furent adoptées sur la motion d'hommes qui, peu après, devinrent les plus intimes confidents du roi [2].

Comme si ce moyen n'eût pas suffi à tout dévoiler, plus de quarante comités furent institués dans la chambre pour rechercher les abus et recevoir les plaintes des citoyens [3]. De jour en jour, des bourgeois, des fermiers venaient à cheval, et par bandes, apporter à Londres celles de leur ville ou de leur canton [4]. L'accusation fut partout provoquée; elle retentit du haut de la chaire, sur les places publiques, avidement accueillie quel qu'en fût l'organe ou la forme, et admise avec la même confiance soit qu'elle s'élevât, sans rien spécifier, contre le gouvernement tout entier, soit qu'elle nommât des individus pour réclamer, sans mission, leur châtiment. La puissance des comités fut illimitée; personne n'eut le droit d'y opposer même le silence, et les membres mêmes du conseil privé furent tenus de répondre sur ce qui s'était passé dans son sein [5].

A l'improbation des actes se joignit la proscription générale des auteurs. Tout agent de la couronne, quel que fût son rang, qui avait pris part à l'exécution des mesures réprouvées, fut marqué du nom de *délinquant* [6]. Dans chaque comté, une liste des délinquants fut dressée. Aucune peine uniforme et définitive ne fut portée contre

[1] *Parl. Hist.*, t. II, col. 672.

[2] Sir John Colepepper, lord Digby, lord Falkland, etc.

[3] Rushworth, part. 2, t. I, p 28. — Neal, *Hist. of the Purit*, t. II p. 318.

[4] Whitelocke, *Memorials*, etc. p. 36.

[5] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. II, p. 43.

[6] *Ibid.*, p. 44.

eux ; mais ils pouvaient chaque jour, au gré de la chambre, au moindre prétexte de nouvelle défaveur, être appelés devant elle, et punis par des amendes, l'emprisonnement ou la confiscation.

En vérifiant ses propres élections, la chambre déclara indigne de siéger sur ses bancs quiconque avait eu part à quelque monopole [1]. Quatre membres furent exclus à ce titre [2]. Plusieurs le furent également sous prétexte de quelque irrégularité, mais au fond sans motif légal, et parce qu'on se méfiait de leurs opinions. Deux des monopoleurs les plus décriés, sir Henri Mildmay et M. Whitaker, furent admis sans obstacle ; ils s'étaient donnés au pouvoir nouveau [3].

A l'aspect de ce pouvoir si immense, si subit, si passionné, l'effroi saisit tous les serviteurs de la couronne, quiconque avait à redouter un reproche ou un ennemi. Pour eux l'accusation était partout, la défense nulle part. La cour ne songeait qu'à se faire oublier ; le roi cachait, sous une complète inaction, sa tristesse et ses inquiétudes ; les juges, tremblant pour eux-mêmes, n'auraient osé protéger un délinquant ; les évêques voyaient autour d'eux, sans tenter d'y mettre obstacle, leurs innovations abolies ; John Bancroft, évêque d'Oxford, mourut subitement de trouble et de peur [4] ; les prédicateurs presbytériens rentraient, sans titre légal, en possession des cures et des chaires ; toutes les sectes dissidentes reprenaient publiquement leurs assemblées ; les pamphlets de toute sorte circulaient en pleine liberté ; le despotisme royal et épiscopal, encore debout tout entier avec ses

[1] Le 9 novembre 1640.

[2] Le 21 janvier 1641.

[3] *Parl. Hist.*, t. II, col. 631, 656, 707. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. II, p. 13.

[4] Rapin Thoiras, *Hist. d'Angleterre*, t. IX, p. 21

ministres, ses tribunaux, ses lois, son culte, était partout immobile et impuissant [1].

Strafford avait prévu cette explosion et supplié le roi de le dispenser de se rendre au parlement : « Je n'y « serai, lui écrivait-il, d'aucun service à votre Majesté : « ma présence accroîtra ses périls, et me livrera à mes « ennemis ; qu'elle me permette de rester éloigné, en « Irlande, à l'armée, où elle voudra : je pourrai l'y servir « encore, et me soustraire à la ruine qui m'attend. » — « Je ne puis, lui répondit le roi, me passer « ici de vos conseils : aussi vrai que je suis roi d'Angleterre, « vous ne courez aucun danger ; ils ne toucheront « pas un cheveu de votre tête [2]. » Strafford balançait encore ; mais, sur une seconde invitation, bravant l'orage puisqu'il fallait le subir, il partit, résolu d'accuser lui-même, devant la chambre haute, et sur des preuves récemment recueillies, les principaux chefs des communes, pour avoir provoqué et soutenu l'invasion des Écossais. Informés du coup qu'il leur voulait porter, Pym et ses amis frappèrent les premiers. Le 9 novembre, Strafford arriva à Londres ; le 10, la fatigue et la fièvre le retinrent dans son lit ; le 11, la chambre des communes fit fermer ses portes, et sur la motion de Pym, l'accusa soudain de haute trahison. Lord Falkland seul, bien qu'ennemi de Strafford, dit qu'un délai et quelque examen lui semblaient exigés par la justice et la dignité de la chambre. « Le moindre retard peut tout perdre, répondit « Pym ; si le comte s'entretient une seule fois avec le

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. II, p. 59. — Neal, *Hist. of the Purit.*, t. II, p. 329, 342.

[2] Whitelocke, p. 36. On serait tenté de croire que M. Lingard (*Hist. of England*, t. X, p. 107) n'a pas connu ce passage, car il dit que les amis seuls de Strafford lui conseillèrent de ne pas se rendre à Londres, mais que pour lui il n'hésita pas un moment

« roi, le parlement sera dissous; d'ailleurs la chambre « ne fait qu'accuser et ne jugera point. » Et il sortit aussitôt, suivi d'un comité, pour aller porter l'accusation à la chambre des lords [1].

Strafford était en ce moment chez le roi. Au premier avis, il se rend en toute hâte à la chambre haute, où Pym l'avait devancé. Il trouve la porte fermée, frappe rudement, et tançant avec colère l'huissier qui hésitait à lui ouvrir, il traversait la salle pour aller prendre sa place, lorsque plusieurs voix lui crièrent de se retirer. Le comte s'arrêta, regarda autour de lui, et obéit, après quelques secondes d'hésitation. Rappelé une heure après, on lui enjoignit de se mettre à genoux, à la barre; là il apprit que la chambre avait admis l'accusation des communes, et décidé, sur leur demande, qu'il serait détenu à la Tour. Il voulut parler, mais la chambre refusa de l'entendre, et l'ordre d'emprisonnement fut aussitôt exécuté [2].

A l'accusation de Strafford succéda presque immédiatement celle de Laud, moins redouté, mais encore plus odieux. Fanatique aussi sincère que dur, sa conscience ne lui reprochait rien, et il s'étonna de la poursuite: « Nul membre des communes, dit-il, ne pouvait, « au fond du cœur, le croire coupable de trahison. » Le comte d'Essex releva rudement ces paroles, comme outrageantes pour les communes qui l'accusaient. Laud s'excusa avec surprise, et demanda à être traité selon les anciens usages du parlement. Lord Say s'indigna qu'il prétendît leur prescrire comment ils devaient procéder. L'archevêque troublé se tut, incapable de comprendre une autre passion que la sienne, et de se souvenir qu'il eût jamais parlé de la sorte à ses ennemis [3].

[1] *State-Trials*, t. III, col. 1383, dans la note.

[2] *Ibid.*, col. 1384, dans la note.

[3] Le 18 décembre 1640. *State-Trials*, t. IV, col. 319.

Deux autres ministres, lord Finch, garde du sceau, et le secrétaire d'État Windebank, n'avaient pas eu moins de part à la tyrannie; mais l'un, courtisan rusé, avait pressenti ce qui se préparait, et depuis trois mois s'était appliqué, aux dépens de son maître, à gagner l'indulgence des chefs du parti; l'autre, homme faible et d'un esprit médiocre, n'inspirait ni haine ni crainte. La chambre des communes les accusa pourtant, mais sans colère, et comme pour satisfaire au cri public. Windebank prit la fuite. Lord Finch obtint la permission de paraître devant la chambre, et y débita, humblement et avec grâce, une plate apologie [1]. Le parti lui en sut gré, comme du premier hommage rendu par un ministre à son pouvoir. On lui laissa le temps de passer la mer. Plusieurs membres s'étonnèrent d'une justice si inégale; mais Pym et Hampden, meneurs habiles, ne voulaient pas décourager la bassesse [2]. Quelques accusations contre deux évêques, des théologiens et six juges, furent encore intentées. Celle de Strafford seul fut poursuivie avec ardeur. Un comité secret, investi de pouvoirs immenses, eut mission de scruter toute sa vie, et de rechercher dans ses paroles comme dans ses actes, même dans les avis qu'il avait pu donner, que le roi les eût ou non adoptés, les preuves de la haute trahison [3]. Un comité semblable, formé en Irlande, servit d'auxiliaire à celui des communes. Les Écossais s'y joignirent par une déclaration virulente, laissant entrevoir que leur armée ne sortirait pas du royaume tant que justice ne serait pas faite de leur plus cruel ennemi. Au gré de la haine et

[1] Le 21 décembre 1640.

[2] *Parl. Hist.*, t. II, col. 686. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. II, p. 15, 17. — May, *Hist. du Long-Parl.*, t. I, p. 167-172, dans ma *Collection.* — Whitelocke, p. 38.

[3] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. II, p. 42

des terreurs populaires, ce n'était pas trop de trois peuples ligués de la sorte contre un homme en prison [1].

Ainsi délivrée de ses adversaires, et préparant, contre le seul qu'elle redoutât, une éclatante vengeance, la chambre prit possession du gouvernement. Elle vota des subsides, mais faibles, et seulement pour fournir aux nécessités de chaque jour [2]. Des commissaires pris dans son sein, et nommés par le bill même, en eurent seuls l'administration et l'emploi. Les droits de douane ne furent également votés que pour deux mois : on les renouvelait successivement [3]. Il fallait, pour suffire aux dépenses, des revenus plus considérables et plus prompts. La chambre emprunta, mais en son nom, à ses partisans dans la cité, même à ses membres, et sur la seule foi de ses promesses : ainsi naquit le crédit public [4]. Le roi pressait le licenciement des deux armées, surtout des Écossais, se prévalant avec avantage du fardeau que leur séjour imposait aux comtés du nord ; mais la chambre avait besoin d'eux [5], et se sentait en état de faire accepter cette charge au peuple : « Les Philistins, dit « M. Strode, sont encore trop forts pour nous : nous ne « pouvons nous passer de nos alliés. » On éluda les instances du roi ; on témoigna même, dans la répartition des fonds alloués pour la solde, plus de faveur aux Écossais qu'aux troupes anglaises, dont les officiers n'inspiraient pas tous au parlement la même confiance [6]. Quelques uns en prirent de l'humeur ; la chambre ne s'en

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell*, t. II, p. 80. Le procès de Strafford forme le 8e volume de la *Collection* de Rushworth ; j'y renvoie une fois pour toutes.

[2] *Parl. Hist*, t. II, col. 701.

[3] Clarendon, *Hist. of the rebell*, t. II, p. 69.

[4] *Ibid*, p. 66.

[5] Baillie, *Letters*, t. I, p. 240.

[6] Whitelocke, p. 44.

inquiéta point. Elle fit plus ; elle décréta que les Écossais avaient prêté aux Anglais une assistance fraternelle, que désormais on leur donnerait le nom de *frères*, et vota en leur faveur, à titre d'indemnité et de récompense, une somme de 300,000 livres sterling. Les négociations pour la paix définitive avec l'Écosse étaient conduites par un comité du parlement bien plus que par le conseil du roi. Les meneurs des deux chambres, surtout des communes, dinaient tous les jours ensemble, et à frais communs, chez M. Pym ; là venaient se réunir à eux les commissaires écossais, les auteurs des principales pétitions, les hommes importants de la cité ; là se traitaient toutes les affaires des chambres et de l'État [1]. Telle était vers le parlement l'affluence de tous les pouvoirs que les conseillers de la couronne, incapables ou effrayés de décider seuls la moindre question, s'en référaient à lui de toutes choses, sans qu'il prît la peine de le demander. Un prêtre catholique, Goodmann, avait été condamné à mort ; le roi, qui n'osait lui faire grâce, mit sa vie à la disposition des communes, seul moyen de le sauver, car, malgré leur passion, elles ne se montraient point avides de sang [2]. Le peuple avait pris en haine la mère de la Reine, Marie de Médicis, alors réfugiée à Londres ; chaque jour la multitude entourait sa maison, l'accablant d'insultes et de menaces. Ce fut aux communes qu'on s'adressa pour savoir si elle pouvait rester en Angleterre, et comment on devait veiller à sa sûreté. Elles répondirent qu'il convenait qu'elle partît, votèrent 10,000 livres sterling pour son voyage, et leur vœu fut aussitôt accompli [3]. Les arrêts des tribunaux,

[1] Clarendon, *Mémoires*, etc., t. I, p. 119, dans ma *Collection*.

[2] En février 1641. *Parl. Hist.*, t. II, col. 710, 713, 715. — *State-Trials*, t. IV, col. 59-63.

[3] En mai 1641. *Parl. Hist.*, t. II, col. 788, 793. — May, *Hist. du Long-Parl.*, t. I, p. 209, dans ma *Collection*.

depuis longtemps rendus et exécutés, tombaient sous leur juridiction, comme les affaires privées du roi et de la cour. La condamnation de Prynne, Burton, Bastwick, Leighton, Lilburne, fut déclarée illégale, et leur mise en liberté ordonnée [1], avec une large indemnité, que pourtant ils ne reçurent jamais : sort commun des mérites anciens, bientôt effacés par des mérites et des besoins nouveaux. La joie publique fut leur seule récompense : au bruit de leur retour, une foule immense se porta au-devant d'eux ; partout, sur leur passage, les rues furent pavoisées, les routes jonchées de romarin et de laurier [2]. Les transports du peuple, l'abattement du roi, tout poussait les communes à prendre seules les rênes de l'État, tout concourait à les ériger en pouvoir souverain.

Leur premier essai dans la réforme des institutions proclama, sinon leur souveraineté, du moins leur complète indépendance. Un bill fut proposé [3], qui prescrivait, de trois en trois ans au plus tard, la convocation d'un parlement. Si le roi ne le convoquait pas, douze pairs, réunis à Westminster, pouvaient l'appeler sans son concours. Au défaut des pairs, les shériffs et les officiers municipaux étaient tenus de procéder aux élections. Si les shériffs négligeaient d'y pourvoir, les citoyens avaient droit de s'assembler et d'élire leurs députés. Nul parlement ne pouvait être dissous ni ajourné, sans l'aveu des deux chambres, que cinquante jours après sa réunion ; et aux chambres seules appartenait le choix définitif de leur orateur [4]. Au premier bruit de ce bill, le roi sortit du silence où il s'était renfermé ; il appela les

[1] Le 7 novembre 1640. *Parl. Hist.*, t. II, col. 659, 751.

[2] May, *Hist. du Long-Parl.*, t. I, p. 157, dans ma *Collection.* — Whitelocke, p. 37.

[3] Le 19 janvier 1641.

[4] Rushworth, part. 3, t. I, p. 189.

deux chambres à Whitehall [1] : « J'approuve, leur dit-il, « la fréquente convocation des parlements ; c'est, j'en « conviens, le meilleur moyen de maintenir, entre moi « et mon peuple, l'harmonie que je désire tant. Mais « qu'on remette à des shériffs, à des constables, et je ne « sais à qui, le droit de faire mon office, c'est à quoi « je ne puis consentir. » Les chambres ne virent, dans ces paroles, qu'un nouveau motif de presser l'adoption du bill ; nul n'osait conseiller au roi de le refuser ; il se résigna, mais crut devoir à sa dignité de témoigner toute son humeur : « Après ce que je vous accorde, « dit-il, je ne vois pas ce que nous pourrions, vous me « demander, moi vous refuser. Jusqu'ici, à vrai dire, « vous m'avez peu encouragé à vous faire tant de grâce : « vous ne vous êtes occupé que de ce qui vous touche, « nullement de moi et de la force du royaume ; vous « avez mis le gouvernement en pièces, et je puis dire « qu'il est presque hors des gonds. Maintenant vous re- « connaîtrez, j'espère, que j'ai tenu tout ce que j'avais « promis, et vous songerez à faire aussi votre devoir [2]. »

Les chambres votèrent des remerciements au roi, et poursuivirent aussitôt la réforme, en demandant, par des motions successives, l'abolition de la chambre étoilée, de la cour du nord, de la cour de haute commission ecclésiastique, de tous les tribunaux d'exception [3].

Nul ne repoussait ces propositions ; l'exposé des griefs tenait lieu de débat. Les hommes mêmes qui commençaient à craindre un mouvement déréglé et les arrière-pensées d'un parti n'auraient osé défendre des pouvoirs odieux par leurs actes et illégitimes au fond, bien que plusieurs fussent revêtus d'une existence légale. La re-

[1] Le 23 janvier 1641. *Parl. Hist.*, t. II, col. 710-712.

[2] Le 16 février 1641. *Ibid.*, col. 716-717.

[3] *Ibid.*, col. 717, 722, 766.

forme politique était un vœu unanime, indépendant de toute condition sociale, de toute opinion religieuse; on ne s'inquiétait point encore d'en mesurer scrupuleusement les conséquences ni l'étendue. Tous y concouraient sans se demander compte de leurs intentions et de leurs motifs. Des hommes d'un esprit hardi, ou d'une prévoyance longue et obstinée, ou déjà gravement compromis par des démarches que les lois condamnaient, Hampden, Pym, Hollis, Stapleton, méditaient d'enlever à la couronne sa prépondérance fatale, d'attirer le gouvernement dans la chambre, et de l'y fixer sans retour. C'était, à leurs yeux, le droit du pays, et, pour le peuple comme pour eux-mêmes, la seule vraie garantie. Mais, poussés à ce dessein encore plus par la nécessité que par un principe clairement conçu et avoué de l'opinion publique, ils avançaient sans le proclamer. A leur suite, des sectaires fougueux, quelques membres obscurs encore, bien que très-actifs, Cromwell, Henri Martyn, laissaient échapper de temps en temps, contre la personne du roi ou la forme du gouvernement, des paroles plus menaçantes; mais ils semblaient, dans la chambre du moins, sans considération, sans crédit; et ceux-là même qui s'étonnaient ou s'irritaient de leur cynique violence ne s'en effrayaient point. La plupart se flattaient qu'après la destruction des abus, on en reviendrait à l'état qu'ils appelaient celui de la vieille Angleterre, au pouvoir supérieur du roi, contenu par le pouvoir périodique des deux chambres dans les limites de la loi; et, en attendant, ils acceptaient, comme une nécessité passagère, la domination presque exclusive des communes, plus conforme d'ailleurs qu'ils ne le croyaient eux-mêmes aux idées et aux sentiments un peu confus qui les animaient. Ainsi la réforme politique, également voulue de tous, bien que dans des vues et des espérances fort diverses, s'accomplissait avec l'ascendant d'une irrésistible unanimité.

En matière religieuse, il en était autrement. Dès les premiers jours, on vit éclater la diversité des opinions et des vœux. Une pétition de la cité de Londres, revêtue de quinze mille signatures, demanda la complète abolition de l'épiscopat [1]. Presque au même moment sept cents ecclésiastiques se bornaient à solliciter la réforme du pouvoir temporel des évêques, de leur despotisme dans l'Église, de la mauvaise administration de ses revenus; et bientôt après arrivèrent de plusieurs comtés dix-neuf pétitions, signées, dit-on, de plus de cent mille personnes, qui recommandaient le maintien du gouvernement épiscopal [2]. Au sein du parlement se manifesta la même dissidence. La pétition de la cité ne fut admise qu'à grand'peine par les communes, et après un violent débat [3]. Un bill fut proposé, qui déclarait les ecclésiastiques incapables de toute fonction civile, excluant ainsi les évêques de la chambre des pairs; mais, pour le faire adopter aux communes [4], le parti presbytérien fut contraint de promettre qu'on n'irait pas plus loin; Hampden n'obtint qu'à ce prix la voix de lord Falkland [5], et le bill, parvenu aux pairs, n'en fut pas moins rejeté [6]. Furieux de ce mécompte, les presbytériens demandèrent tout à coup la destruction des évêchés, des doyennés, des chapitres [7]; mais la résistance fut si vive qu'ils se décidèrent à ajourner leur motion. Une fois les deux chambres semblèrent d'accord pour réprimer les désor-

[1] Le 11 décembre 1640. Rushworth, part. 3, t. I, p. 93.

[2] Neal, *Hist. of the Purit.*, t. II, p. 356.

[3] Baillie, *Letters*, t. I, p. 244. — Clarendon, *Hist. of the rebell* t. II, p. 61.

[4] Les 9 et 11 mars 1641.

[5] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. II, p. 114-118.

[6] Les 24 mai et 7 juin 1641. *Parl. Hist.*, t. II, col. 794-814.

[7] Le 27 mai 1641. *Parl. Hist.*, col. 814. — Clarendon, *Hist. of the rebell*, t. II, p. 120-122.

dres qui éclataient de toutes parts dans le culte public, et en maintenir les formes légales [1]; mais, deux jours après, leurs divisions avaient reparu. De leur seule autorité, sans en informer même les lords, les communes envoyèrent des commissaires dans les comtés pour faire enlever soudainement des églises les images, autels, crucifix, tous les restes de l'idolâtrie [2]; et ces envoyés sanctionnèrent, par leur présence, les passions populaires dont l'explosion les avait devancés. De leur côté, les lords, apprenant que la secte des indépendants avait repris publiquement ses assemblées [3], mandèrent les chefs à la barre [4], et les tancèrent, bien que timidement. Aucune opinion, aucune intention, en cette matière, n'était vraiment dominante et nationale. Parmi les partisans de l'épiscopat, les uns, en petit nombre, mais animés par l'énergie de la foi ou l'obstination de l'intérêt personnel, soutenaient ses prétentions au droit divin; les autres, le regardant comme une institution humaine, jugeaient cette institution essentielle à la monarchie, et croyaient le trône compromis si le pouvoir des évêques subissait de graves atteintes; d'autres, et ceux-ci étaient nombreux, auraient volontiers exclu les évêques des affaires publiques, mais en les maintenant à la tête de l'Église, comme la tradition, les lois et les convenances de l'État leur semblaient l'exiger. Dans le parti contraire, les avis n'étaient pas moins divers; quelques uns tenaient à l'épiscopat par leurs habitudes, quoique leurs opinions lui fussent peu favorables; au gré de beaucoup, et des plus éclairés, nulle constitution de l'Église n'était de droit divin ni absolument légitime; elle pouvait varier selon

[1] Le 16 janvier 1641. Neal, *Hist. of the Purit.*, t. II, p. 339.

[2] Le 23 janvier 1641. Neal, *Ibid.*, p. 343.

[3] Le 18 janvier 1641.

[4] Le 19 janvier 1641. Neal, *Ibid.*, p. 342.

les lieux, les temps; le parlement était toujours maître de la changer, et l'intérêt public devait seul décider du sort de l'épiscopat, dont aucun principe ne commandait l'abolition ni le maintien. Mais le peuple presbytérien et ses ministres voyaient, dans le régime épiscopal, une idolâtrie condamnée par l'Évangile, l'héritier et l'avant-coureur du papisme; ils repoussaient, avec l'indignation de la foi, sa liturgie, les formes de son culte, ses conséquences les plus lointaines, et réclamaient, pour la constitution républicaine de l'Église, le droit divin que les évêques avaient usurpé.

Quelque temps, et après les premiers succès de la réforme politique, ces dissidences entravèrent la marche du parlement. Dès que les questions religieuses étaient en débat, les adversaires de la cour, jusque-là unanimes, se divisaient, se combattaient même; la majorité variait souvent; et aucun parti ne se montrait qui fût en toute occasion animé d'un même esprit, dévoué aux mêmes desseins, et capable de tout maîtriser. Pym, Hampden, les principaux chefs du parti politique, ménageaient avec soin les presbytériens, soutenaient même leurs motions les plus hardies; cependant on savait qu'ils ne partageaient point leurs passions fanatiques, qu'ils avaient plutôt à cœur de réduire le pouvoir temporel des évêques que de changer la constitution de l'Église [1], et que, dans la chambre haute, parmi les lords les plus populaires, elle comptait de nombreux partisans. Quelques hommes prudents conseillèrent au roi de mettre à profit ces dissensions secrètes, et de prévenir l'union des réformateurs politiques et religieux, en confiant hardiment aux premiers les affaires de la couronne et de l'État.

Des négociations furent entamées. Le marquis de Hamilton, toujours pressé de s'entremettre entre les partis,

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. II, p. 114.

en fut l'agent le plus actif. Le comte de Bedford, homme modéré, influent dans la chambre haute, et fort estimé du public, s'y prêta avec dignité. Les meneurs des deux chambres se réunissaient souvent chez lui; il avait leur confiance, et paraissait en droit de traiter en leur nom. Le roi, qui consentait plutôt qu'il ne voulait lui-même, forma d'abord un nouveau conseil privé [1]; les lords Bedford, Essex, Warwick, Say, Kimbolton et quelques autres y furent appelés, tous populaires, quelques uns même engagés avec ardeur dans l'opposition, mais tous grands seigneurs. L'orgueil de Charles, déjà blessé de fléchir devant eux, ne pouvait se résoudre à porter plus bas l'aveu de sa défaite. Cependant on insista; les nouveaux conseillers ne voulaient pas se séparer de leurs amis; chaque jour révélait au roi l'importance de ces chefs des communes qui lui inspiraient un si amer dédain. Eux de leur côté, sans repousser ces ouvertures, montraient peu d'empressement, moins par indifférence que par embarras. En les accueillant, ils atteignaient le but principal de leurs efforts; ils entraient, au nom du pays, en possession légale du pouvoir, imposaient un ministère à la couronne, et la soumettaient aux conseils du parlement. Mais on leur demandait de sauver Strafford et l'Église, c'est-à-dire de mettre en liberté leur ennemi le plus redoutable et de se brouiller avec les presbytériens, leurs plus chauds amis. De part et d'autre la perplexité était grande et la méfiance déjà trop profonde pour céder sitôt à l'ambition ou à la peur. On en vint pourtant à des propositions directes et précises. Pym devait être chancelier de l'échiquier, Hampden gouverneur du prince de Galles, Hollis secrétaire d'État; Saint-John fut même nommé sans retard procureur général de la couronne. Le ministère devait avoir pour chef le

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. II, p. 46.

comte de Bedford avec le titre de grand trésorier. Les hommes qui occupaient ces charges avaient offert ou déjà donné leur démission [1].

Mais pendant ces négociations suivies des deux parts avec peu d'espoir, et peut-être aussi sans vif désir du succès, d'autres propositions parvinrent au roi, bien plus propres à lui plaire. Quelque mécontentement s'était répandu dans l'armée: plusieurs officiers, membres des communes, l'avaient même hautement témoigné. « S'il suffit aux Écossais, dit un jour l'un d'eux à la « chambre, de demander de l'argent pour l'obtenir, les « soldats anglais sauront bien en faire autant [2]. » Le bruit de cette humeur parvint bientôt aux oreilles de la reine; Henri Jermyn, son favori, se lia avec les mécontents; par son entremise, elle les reçut à Whitehall, déplora avec eux leur situation, la même et pourtant bien moins triste, bien moins périlleuse que celle du roi. Vive, caressante, plaçant en eux seuls son espérance, elle eut peu de peine à leur persuader qu'ils tenaient entre leurs mains le sort de l'État. Des conférences secrètes s'établirent; des plans de toute sorte y furent produits. Les uns voulaient que l'armée marchât sur Londres, et sans plus attendre, tirât le roi de servitude; d'autres, plus sages, proposaient seulement qu'elle adressât aux chambres une pétition pour exprimer son dévouement au roi, à l'Église, déclarer qu'à son avis la réforme de l'État était accomplie, et demander qu'on mît un terme aux innovations. Il fut aussi question de secours étrangers, de levées en Portugal, en France; propos frivoles et sans résultat, mais hasardés avec confiance par des hommes légers, ou qui sortaient de table, ou plus occupés de se

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. II, p. 75 et suiv. — Whitelocke, p. 39. — *Sidney's Papers*, t. II, p. 664, 666.

[2] Whitelocke, p. 44.

faire valoir que de réussir. A ces entretiens correspondaient, dans l'armée même, quelques menées plus actives qu'efficaces; les mécontents allaient et venaient du camp à Londres; de petits écrits circulaient dans les cantonnements. Le roi lui-même eut enfin une entrevue avec Percy, frère du comte de Northumberland et l'un des conjurés; il repoussa, de l'avis de Percy, tout dessein violent, toute tentative d'amener l'armée à Londres; mais un projet de pétition lui fut soumis, aussi menaçant pour le parlement que l'étaient, pour la couronne et l'Église, celles que les chambres recevaient chaque jour. Il l'approuva, et, pour donner crédit aux meneurs de l'entreprise, se laissa persuader d'y apposer de sa main, en signe d'assentiment, les lettres initiales de son nom [1].

Le complot continua sans avancer; la pétition ne fut point présentée: mais rien n'échappe à la méfiance d'un peuple, et elle tient les desseins pour des actes, les paroles pour des desseins. Sur les places, dans les tavernes, une foule d'espions volontaires avaient recueilli les imprudents propos des officiers. Pym, chargé de la police du parti, en fut bientôt informé. Peu après, la trahison lui en apprit davantage: Goring, l'un des conjurés, vint tout révéler au comte de Bedford. Rien n'avait été fait; mais le roi s'était laissé proposer tout ce qu'on pouvait craindre. Les chefs des communes gardèrent le silence sur leur découverte, attendant, pour la mettre à profit, quelque grande occasion [2]; ils ne rompirent même

[1] May, *Hist. du Long-Parl.*, t. I, p. 189, dans ma *Collection*. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. II, p. 132 et suiv. — Whitelocke, p. 43, 44. — Rushworth, part. 3, t. I, p. 252-257.

[2] M. Brodie nie ce fait. (*Hist. of the British Empire*, etc., t. III, p. 109 et suiv., dans la note) et pense que le complot ne fut révélé par Goring que dans le courant du mois d'avril 1641. C'est en effet ce que semblent indiquer les dispositions et interrogatoires publiés

pas les négociations, toujours suivies au nom du roi, pour leur entrée au ministère. Mais, dès ce jour, toute hésitation disparut de leurs conseils: ils s'allièrent étroitement avec les presbytériens fanatiques, seul parti dont l'appui fût sûr et le dévouement inépuisable, car il avait seul des principes fixes, des passions ardentes, une révolution à faire et des forces populaires pour l'accomplir. En même temps la perte de Strafford fut irrévocablement résolue; son procès commença [1].

La chambre des communes tout entière y voulut assister, pour soutenir l'accusation de sa présence. Avec les communes d'Angleterre siégeaient les commissaires d'Écosse et d'Irlande également accusateurs. Quatre-vingts pairs étaient présents comme juges; les évêques, d'après le vœu violemment exprimé des communes, s'étaient récusés, comme dans tout procès de vie et de mort. Au-dessus des pairs, dans une tribune fermée, prirent place le roi et la reine, avides de tout voir, mais cachant, l'un son angoisse, l'autre sa curiosité. Dans des galeries et sur des gradins plus élevés se pressaient une foule de spectateurs, hommes, femmes, presque tous de haut rang, émus d'avance par la pompe du spectacle, la grandeur de la cause et l'attente qu'excitait le caractère connu de l'accusé [2].

dans la *Collection* de Husbands (p. 195 et suiv.). Mais un examen attentif de toute cette intrigue, et le rapprochement des différents passages indiqués dans la note précédente, prouvent, à mon avis, que les réunions des officiers avaient eu lieu dès le commencement de l'hiver de 1641, et que Pym et ses amis en avaient eu vent dès les premiers jours du mois de mars. C'est aussi l'opinion de M. Lingard (*Hist. of England*, t. X, p. 128, note 27).

[1] Le 22 mars 1641.

[2] May, *Hist. du Long-Parl.*, t. I, p. 178, et les *Éclaircissements historiques*, p. 415, dans ma *Collection*. — *State-Trials*, t. III, col. 1414. — Rushworth, t. VIII.

Conduit par eau de la Tour à Westminster, il traversa, sans trouble ni insulte, la multitude assemblée aux portes : en dépit de la haine, sa grandeur si récente, son maintien, la terreur même naguère attachée à son nom, commandaient encore le respect. A mesure qu'il passait, le corps un peu courbé avant l'âge par la maladie, mais le regard brillant et fier comme dans la jeunesse, la foule s'écartait, tous ôtaient leur chapeau, et il saluait avec courtoisie, regardant cette attitude du peuple comme de bon augure [1]. L'espérance ne lui manquait point, il dédaignait ses adversaires, avait bien étudié les charges, et ne doutait pas qu'il ne réussit à se laver du crime de haute trahison. L'accusation des Irlandais l'avait seule étonné un moment : il ne pouvait comprendre qu'un royaume, jusque-là si soumis, si empressé même à le flatter et le servir, eût ainsi changé tout à coup.

Dès le second jour, un incident lui fit voir qu'il avait mal jugé de sa situation, et quelles seraient les difficultés de sa défense : « J'espère, dit-il, que je repousserai « sans peine les imputations de mes malicieux ennemis. » A ces mots Pym, qui dirigeait la poursuite, se récria avec emportement : « C'était, dit-il, aux communes que « s'adressait cette injure, et il y avait crime à les taxer « ainsi de malicieuse inimitié. » Strafford troublé tomba à genoux, s'excusa, et dès ce moment, parfaitement calme et maître de lui-même, il ne laissa échapper aucun signe de colère ou seulement d'impatience, aucune parole qu'on pût tourner contre lui [2].

Pendant dix-sept jours, il discuta seul, contre treize accusateurs qui se relevaient tour à tour, les faits qui lui étaient imputés. Un grand nombre furent prouvés

[1] *State-Trials*, t. III, col. 1417.
[2] *Ibid.*, col. 1420.

invinciblement, pleins d'iniquité et de tyrannie. Mais d'autres, follement exagérés ou aveuglément accueillis par la haine, furent faciles à repousser, et aucun ne rentrait, à vrai dire, dans la définition légale de la haute trahison. Strafford mit tous ses soins à les dépouiller de ce caractère, parlant noblement de ses imperfections, de ses faiblesses, opposant à la violence de ses adversaires une dignité modeste, faisant ressortir, sans injure, l'illégalité passionnée de leurs procédés. D'odieuses entraves gênaient sa défense; ses conseils, obtenus à grand'peine et malgré les communes, n'étaient point admis à parler sur les faits ni à interroger les témoins; la permission de citer des témoins à décharge ne lui avait été accordée que trois jours avant l'ouverture des débats, et la plupart étaient en Irlande. Dans chaque occasion, il réclamait son droit, remerciait ses juges s'ils consentaient à le reconnaître, ne se plaignait point de leurs refus, et répondait simplement à ses ennemis qui se courrouçaient des lenteurs suscitées par son habile résistance: « Il m'appartient, je crois, de défendre ma vie, aussi « bien qu'à tout autre de l'attaquer. »

Tant d'énergie embarrassait et humiliait les accusateurs. Deux fois les communes sommèrent les lords de mener plus vite un procès qui leur faisait perdre, disaient-elles, un temps précieux pour le pays [1]. Les lords refusèrent; le succès de l'accusé leur rendait quelque énergie. Le débat des faits terminé, avant que les conseils de Strafford eussent ouvert la bouche et qu'il eût lui-même résumé sa défense, le comité d'accusation se sentit vaincu, du moins quant à la preuve de la haute trahison. L'agitation des communes devint extrême; à la faveur du texte de la loi et de son fatal génie, un grand coupable allait donc échapper, et la réforme, à peine

[1] Les 25 mars et 9 avril 1641. *Parl. Hist.*, t. II, col. 743.

commencée, retrouverait son plus dangereux ennemi. Un coup d'État fut résolu. Sir Arthur Haslerig, homme dur et grossièrement passionné, proposa de déclarer Strafford coupable et de le condamner par acte du parlement [1]. Ce procédé, qui affranchissait les juges de toute loi, n'était pas sans exemple, quoique toujours dans des temps de tyrannie et toujours qualifié bientôt après d'iniquité. Quelques notes trouvées dans les papiers du secrétaire d'État Vane et livrées à Pym par son fils [2], furent produites comme supplément de preuve suffisant pour démontrer la haute trahison. Elles imputaient à Strafford d'avoir donné au roi, en plein conseil, l'avis d'employer l'armée d'Irlande à dompter l'Angleterre. Les paroles qu'elles lui attribuaient, bien que démenties par le témoignage de plusieurs conseillers, et susceptibles d'un sens moins odieux, étaient trop conformes à sa conduite, et aux maximes qu'il avait souvent professées, pour ne pas produire une vive impression sur les esprits. Le bill obtint sur-le-champ une première lecture. Les uns crurent sacrifier la loi à la justice, d'autres la justice à la nécessité.

En même temps le procès continuait, car on ne voulait perdre, contre l'accusé, aucune chance, ni que le péril du coup d'Dtat l'affranchit de celui du jugement légal. Avant que ses conseils prissent la parole pour traiter la question de droit, Strafford résuma sa défense [3]; il parla longtemps et avec une merveilleuse éloquence, toujours appliqué à prouver que, par aucune loi, aucun de ses actes n'était qualifié de haute trahi-

[1] Le 10 avril 1641.

[2] Il s'appelait Henri Vane comme son père, et était né en 1612; c'est de lui qu'il sera toujours question dans la suite comme l'un des chefs du parti indépendant.

[3] Le 13 avril 1641.

son. La conviction grandissait de moment en moment dans l'ame de ses juges, et il en suivait habilement les progrès, adaptant ses paroles aux impressions qu'il voyait naître, profondément ému, mais sans que l'émotion l'empêchât d'observer et d'apercevoir ce qui se passait autour de lui: « Mylords, dit-il en finissant, ces mes-« sieurs disent qu'ils parlent pour le salut de la répu-« blique contre ma tyrannie arbitraire; permettez-moi « de dire que je parle pour le salut de la république « contre leur trahison arbitraire. Nous vivons à l'ombre « des lois; faudra-t-il que nous mourions par des lois « qui n'existent point? Vos ancêtres ont soigneusement « enchaîné, dans les liens de nos statuts, ces terribles « accusations de haute trahison: ne recherchez pas l'hon-« neur d'être plus savants et plus habiles dans l'art de « tuer. Ne vous armez pas de quelques sanglants exem-« ples; n'allez pas, en fouillant de vieux registres ron-« gés des vers et oubliés le long des murs, réveiller ces « lions endormis, car ils pourraient un jour vous met-« tre aussi en pièces, vous et vos enfants. Quant à moi, « pauvre créature que je suis, n'était l'intérêt de vos « seigneuries, et aussi celui de ces gages sacrés que m'a « laissés une sainte maintenant au ciel... (à ces mots il « s'arrêta, fondit en larmes, et relevant aussitôt la « tête...) je ne prendrais pas tant de peine pour défen-« dre ce corps qui tombe en ruine, et déjà chargé de « tant d'infirmités qu'en vérité j'ai peu de plaisir à en « porter le poids plus longtemps. » Il s'arrêta de nou-veau comme à la recherche d'une idée: « Mylords, re-« prit-il, il me semble que j'avais encore quelque chose « à vous dire; mais ma force et ma voix défaillent; je « remets humblement mon sort en vos mains; quel que « soit votre arrêt, qu'il m'apporte la vie ou la mort, je « l'accepte d'avance librement; *te Deum laudamus.* »

L'auditoire demeura saisi d'attendrissement et d'admiration. Pym voulut répondre; Strafford le regarda; la menace éclatait dans l'immobilité de son maintien; sa lèvre pâle et avancée portait l'expression d'un dédain passionné; Pym troublé s'arrêta; ses mains tremblaient, et il cherchait, sans le trouver, un papier placé devant ses yeux. C'était sa réponse qu'il avait préparée, et qu'il lut sans que personne l'écoutât, se hâtant lui-même de finir un discours étranger aux sentiments de l'assemblée, et qu'il avait peine à prononcer [1].

Le trouble passe, la colère demeure; celle de Pym et de ses amis fut au comble; ils pressèrent la seconde lecture du bill d'*attainder* [2]. En vain Selden, le plus ancien et le plus illustre des défenseurs de la liberté, Holborne, l'un des avocats de Hampden dans l'affaire de la taxe des vaisseaux, et plusieurs autres, le combattirent [3]. C'était maintenant l'unique ressource du parti, car il voyait bien que les lords ne condamneraient point Strafford comme juges et au nom de la loi. Il eût voulu même que le procès fût tout à coup suspendu, qu'on n'entendît point les conseils de Strafford, et tel était l'emportement, qu'il fut question de mander à la barre et de punir « ces avocats insolents qui osaient défendre « un homme que la chambre déclarait coupable de haute « trahison [4]. » Les lords repoussèrent ces propositions furieuses; les conseils de Strafford furent entendus; mais les communes ne leur répondirent point, n'assistèrent même pas à la séance, disant qu'il était au-dessous de leur dignité de lutter contre des avocats [5]; et quatre

[1] *State-Trials*, t. III, col. 1469.

[2] Le 14 avril 1641.

[3] *State-Trials*, t. III, col. 1469.

[4] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. II, p. 98.

[5] *Ibid.*, p. 101.

jours après, malgré la vive opposition de lord Digby, jusque-là l'un des plus acharnés accusateurs de Strafford, le bill d'*attainder* fut définitivement adopté [1].

A cette nouvelle, le roi désolé ne songea plus qu'à sauver le comte, n'importe à quel prix: « Soyez sûr, « lui écrivit-il, sur ma parole de roi, que vous ne souf- « frirez ni dans votre vie, ni dans votre fortune, ni dans « votre honneur. » Tout fut tenté à la fois, avec l'aveugle empressement de la crainte et de la douleur. On essayait, par des concessions et des promesses, d'adoucir les chefs des communes, on conspirait pour faire évader le prisonnier. Mais les complots nuisaient aux négociations, les négociations aux complots. Le comte de Bedford, qui semblait disposé à quelque complaisance, mourut subitement. Le comte d'Essex répondit à Hyde qui lui parlait de la résistance insurmontable qu'opposerait au bill la conscience du roi: « Le roi est obligé de se « conformer, lui et sa conscience, à l'avis et à la con- « science du parlement [2]. » On fit offrir à sir William Balfour, gouverneur de la Tour, 20,000 livres sterling et une fille de Strafford pour son fils, s'il voulait se prêter à l'évasion; il s'y refusa. On lui ordonna de recevoir dans la prison, à titre de gardes, cent hommes choisis, commandés par le capitaine Billingsley, officier mécontent; il en informa les communes. Chaque jour voyait naître et échouer, pour le salut du comte, quelque nouveau dessein. Enfin le roi, contre l'avis de Strafford lui-même, fit appeler les deux chambres, et reconnaissant les fautes du comte, promettant que jamais il ne l'emploierait, fût-ce comme constable, il leur déclara que jamais aussi aucune raison, aucune crainte ne le ferait consentir à sa mort [3].

[1] Le 21 avril 1641.

[2] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. II, p. 130.

[3] Le 1er mai 1641. *Parl. Hist.*, t. II, col. 754.

Mais la haine des communes était inflexible et plus hardie que la douleur du roi; elles avaient prévu sa résistance et préparé les moyens de la vaincre. Depuis que le bill d'*attainder* avait été porté à la chambre haute, la multitude s'assemblait chaque jour autour de Westminster, armée d'épées, de couteaux, de bâtons, criant: *Justice! justice!* et menaçant les lords qui tardaient à prononcer [1]. Lord Arundel [2] fut contraint de descendre de voiture, et, chapeau bas, il pria le peuple de se retirer, s'engageant à presser l'accomplissement de ses vœux. Cinquante-neuf membres des communes avaient voté contre le bill; leurs noms furent placardés dans les rues avec ces mots: *Voici les Straffordiens, traîtres à leur pays.* La chaire retentissait des mêmes menaces; on prêchait, on priait pour le supplice d'un grand délinquant. Les lords, provoqués par un message du roi, se plaignirent aux communes de ces désordres; les communes ne répondirent point [3]. Cependant le bill demeurait toujours en suspens. Un coup décisif, jusque-là tenu en réserve, fut résolu: Pym, appelant la peur à l'aide de la vengeance, vint dénoncer le complot de la cour et des officiers pour soulever l'armée contre le parlement [4]. Quelques uns des prévenus prirent soudain la fuite, ce qui confirma tous les soupçons. Une terreur furieuse s'empara de la chambre et du peuple. On décréta que les ports seraient fermés, qu'on ouvrirait toutes les lettres venues du dehors [5]. D'absurdes alarmes révélèrent et accrurent encore le trouble des esprits. Le bruit se répandit dans la Cité [6] que la salle des communes était

[1] *Parl. Hist.*, t. II, col. 755. — Whitelocke, p. 43.

[2] Lord Montgomery, selon Whitelocke, *ibid.*

[3] Le 3 mai 1641. *Parl. Hist.*, t. II, col. 778.

[4] Le 3 mai 1641. *Ibid.*, col. 776.

[5] Le 11 mai 1641. *Ibid.*, col. 788, 789.

[6] Le 5 mai 1641.

minée et près de sauter; la milice prit les armes, une foule immense se précipita vers Westminster. Sir Walter Earl accourut en toute hâte pour en informer la chambre; comme il parlait, MM. Middleton et Moyle, remarquables par leur corpulence, se levèrent brusquement pour l'écouter; le plancher craqua: « La chambre saute! » s'écrièrent plusieurs membres en s'élançant hors de la salle, qui fut aussitôt inondée de peuple; et des scènes de même nature se renouvelèrent deux fois en huit jours [1]. Au milieu de tant d'agitations, des mesures savamment combinées assuraient l'empire des communes et le succès de leurs desseins. A l'imitation du covenant écossais, un serment d'union, pour la défense de la religion protestante et des libertés publiques, fut adopté par les deux chambres; les communes voulurent même l'imposer à tous les citoyens; et sur le refus des lords, elles déclarèrent quiconque s'y refuserait incapable de toute fonction dans l'Église et dans l'État [2]. Enfin, pour mettre l'avenir à l'abri de tout péril, un bill fut proposé, portant que ce parlement ne pourrait être dissous sans son propre aveu [3]. A peine une mesure si hardie excita-t-elle quelque surprise; la nécessité de donner une garantie aux emprunts devenus, dit-on, plus difficiles, servit de prétexte; l'emportement universel étouffa toute objection. Les lords essayèrent d'amender le bill, mais en vain: la chambre haute était vaincue; les juges offrirent à sa faiblesse la sanction de leur lâcheté; ils déclarèrent qu'aux termes des lois les crimes de Strafford constituaient vraiment la haute trahison [4]. Le bill d'*attainder* fut soumis à un dernier dé-

[1] *Parl. Hist.*, t. II, col. 783, 788.

[2] *Ibid.*, col. 778. — Neal, *Hist. of the Purit.*, t. II, p. 382.

[3] Le 7 mai 1641. Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. II, p. 161. — Whitelocke, p. 43. — *Parl. Hist.*, t. II, col. 786, 787.

[4] *Parl. Hist.*, t. II, col. 737.

bat; trente-quatre des lords qui avaient assisté au procès s'absentèrent de la chambre; parmi les présents, vingt-six votèrent pour le bill, dix-neuf contre [1]; il n'y manqua plus que l'adhésion du roi.

Charles se débattait encore, se croyant incapable d'accepter un tel déshonneur. Il fit venir Hollis, beau-frère de Strafford, et qui, à ce titre, était demeuré étranger à l'accusation. « Que peut-on faire pour le sauver? » lui demanda-t-il avec angoisse. Hollis fut d'avis que Strafford sollicitât du roi un sursis, et que le roi allât en personne présenter sa pétition aux chambres, en leur adressant un discours qu'il rédigea lui-même sur-le-champ; en même temps, il promit de tout faire pour décider ses amis à se contenter du bannissement du comte: tout ainsi convenu, ils se séparèrent. Déjà, dit-on, les démarches de Hollis dans la chambre avaient obtenu quelque succès; mais la reine, épouvantée des émeutes chaque jour plus vives, de tout temps ennemie de Strafford, et craignant même, dit-on, d'après les rapports de quelques affidés, qu'il ne se fût engagé, pour sauver sa vie, à révéler tout ce qu'il savait de ses intrigues, vint assiéger son mari de ses soupçons et de ses terreurs [2]; son effroi était si grand, qu'elle voulait s'enfuir, s'embarquer, retourner en France, et faisait déjà ses préparatifs de départ [3]. Troublé des pleurs de sa femme, hors d'état de se résoudre seul, Charles convoqua d'abord un conseil privé, puis les évêques. Le seul évêque de Londres, Juxon, lui conseilla de suivre sa conscience; tous les autres, l'évêque de Lincoln sur-

[1] Le 7 mai 1641. *Parl. Hist.*, t. II, col. 757.

[2] Burnet, *Hist. de mon temps*, t. I, p. 62-64, dans ma *Collection*.

[3] Voyez la lettre de M. de Montreuil, ministre de France, en date du 23 mai 1641, publiée par M. Mazure, dans son *Histoire de la révolution de* 1688, t. III, p. 422-428.

tout prélat intrigant, longtemps opposé à la cour, le pressèrent de sacrifier un individu au trône, sa conscience d'homme à sa conscience de roi [1]. Il sortait à peine de cette conférence, une lettre de Strafford lui fut remise [2]: « Sire, lui écrivait le comte, après un long et « rude combat, j'ai pris la seule résolution qui me con- « vienne; tout intérêt privé doit céder au bonheur de « votre personne sacrée et de l'État; je vous supplie « d'écarter, en acceptant ce bill, l'obstacle qui s'oppose « à un heureux accord entre vous et vos sujets. Mon « consentement, sire, vous acquittera plus devant Dieu « que tout ce que pourraient faire les hommes; nul trai- « tement n'est injuste envers qui veut le subir. Mon ame, « près de s'échapper, pardonne tout et à tous avec la « douceur d'une joie infinie. Je vous demande seule- « ment d'accorder à mon pauvre fils et à ses trois sœurs « autant de bienveillance, ni plus ni moins, qu'en mé- « ritera leur malheureux père, selon qu'il paraîtra un « jour coupable ou innocent [3]. »

Le lendemain, le secrétaire d'État Carlton vint, de la part du roi, annoncer à Strafford qu'il avait consenti au bill fatal [4]. Quelque surprise parut dans les regards du comte, et pour toute réponse, il leva les mains au ciel, disant: « *Nolite confidere principibus et filiis ho- « minum, quia non est salus in illis* [5]. »

Au lieu d'aller en personne, comme il l'avait promis à Hollis, demander aux chambres un sursis, le roi se contenta de leur envoyer [6], par le prince de Galles, une

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. II, p. 154-156. — *Mémoires de Warwick*, p. 145.

[2] Le 9 mai 1641.

[3] *State-Trials*, t. III, col. 1516-1517.

[4] Le 10 mai 1641.

[5] Whitelocke, p. 44.

[6] Le 11 mai 1641.

lettre qui finissait par ce *post-scriptum*: « S'il doit mou-« rir, ce serait une charité de lui laisser jusqu'à same-« di. » Les chambres la relurent deux fois, et sans tenir compte de cette froide prière, fixèrent l'exécution au lendemain [1].

Le gouverneur de la Tour, chargé d'accompagner Strafford [2], l'engagea à prendre une voiture pour échapper aux violences du peuple: « Non, monsieur, lui dit « le comte; je sais regarder la mort en face, et le peuple « aussi. Que je ne m'échappe point, cela vous suffit; « quant à moi, que je meure par la main du bourreau « ou par la furie de ces gens-là, si cela peut leur plaire, « rien ne m'est plus indifférent. » Et il sortit à pied, précédant les gardes et promenant de tous côtés ses regards, comme s'il eût marché à la tête de ses soldats. En passant devant la prison de Laud, il s'arrêta: la veille, il l'avait fait prier de se trouver à la fenêtre et de le bénir au moment de son passage: « Milord; dit-il en « élevant la tête, votre bénédiction et vos prières! » L'archevêque étendit les bras vers lui; mais d'un cœur moins ferme et affaibli par l'âge, il tomba évanoui. « Adieu, « milord, dit Strafford en s'éloignant: que Dieu protége votre innocence! « Arrivé au pied de l'échafaud, il y monta sur-le-champ, suivi de son frère, des ministres de l'Église et de plusieurs de ses amis, s'agenouilla un moment, puis se relevant pour parler au peuple; « Je sou-« haite, dit-il, à ce royaume toutes les prospérités de la « terre; vivant, je l'ai toujours fait: mourant, c'est mon « seul vœu. Mais je supplie chacun de ceux qui m'é-« coutent d'examiner sérieusement, et la main sur le « cœur, si le début de la réformation d'un royaume doit « être écrit en caractères de sang; pensez-y bien en

[1] *Parl. Hist.*, t. II, col. 760.

[2] Le 12 mai 1641.

« rentrant chez vous. A Dieu ne plaise que la moindre « goutte de mon sang retombe sur aucun de vous! mais « je crains que vous ne soyez dans une mauvaise voie. » Il s'agenouilla de nouveau et pria un quart d'heure; puis, se tournant vers ses amis, il prit congé de tous, serrant à chacun la main et leur donnant quelques conseils: « J'ai presque fini, dit-il; un seul coup va rendre « ma femme veuve, mes chers enfants orphelins, mes « pauvres serviteurs sans maître; que Dieu soit avec « vous et avec eux tous! Grâce à lui, ajouta-t-il en se « déshabillant, j'ôte mon habit, le cœur aussi tranquille « qu'en le quittant pour dormir. » Il appela le bourreau, lui pardonna, pria encore un moment, posa sa tête sur le billot et donna lui même le signal. Sa tête tomba; le bourreau la montra au peuple en criant: « Dieu sauve le roi! » De violentes acclamations éclatèrent; plusieurs bandes se répandirent dans la Cité, célébrant à grands cris leur victoire: d'autres se retirèrent silencieusement pleins de doute et d'inquiétude sur la justice du vœu qu'ils venaient de voir accompli [1].

Troublée de cette impression, la chambre des communes fit tous ses efforts pour la comprimer: rien n'irrite plus des vainqueurs que de voir qu'un ennemi mort soit encore un danger. M. Taylor ayant dit, dans un entretien particulier, qu'on avait commis un meurtre avec le glaive de la justice, il fut envoyé à la Tour, exclu de la chambre et déclaré incapable d'y rentrer [2]. Lord Digby avait publié son discours contre le bill d'*attainder;* la chambre en interdit la circulation et le fit brûler par la main du bourreau [3]. Jamais sa force n'avait paru si

[1] *State-Trials*, t. III, col. 1521 et suiv. — *Mémoires* de Warwick, p. 146, dans ma *Collection*.

[2] Le 27 mai 1641. *Parl. Hist.*, t. II, col. 815.

[3] Le 13 juillet 1641. *Ibid.*, col. 754, 882.

grande ni mieux affermie; le roi, en consentant à la mort du comte, avait aussi adopté, presque sans y regarder, le bill qui le privait du droit de dissoudre le parlement sans son aveu. Cependant la sécurité manquait aux communes, et plus leur pouvoir croissait, plus elles se sentaient poussées vers la tyrannie. Le roi, en leur livrant Strafford, s'était décrié à leurs yeux sans les rassurer, et l'inimitié, plus profonde, redoublait la méfiance. Un parti royaliste, autre que celui de la cour, commençait à se former dans leur sein. Pym, Hampden, Hollis, se voyaient contraints de s'allier chaque jour plus étroitement avec les sectaires; et cette alliance déplaisait, même à de chauds amis de la liberté: « A quoi bon, « disait-on, embarrasser la réforme politique de ques- « tions douteuses? En matière de culte et de discipline, « les esprits sont divisés; contre le pouvoir absolu, l'An- « gleterre est unanime; c'est le seul ennemi qu'il faille « poursuivre sans pitié [1]. » Quelquefois ce conseil prévalait, et la chambre, reprenant l'examen des griefs, retrouvait son unanimité. L'abolition de la chambre étoilée, de la cour du Nord, de la cour de haute commission, de toutes les juridictions arbitraires, fut définitivement prononcée, et le roi y consentit après deux jours d'hésitation [2]. La réforme politique, telle du moins qu'on l'avait d'abord souhaitée et conçue, semblait accomplie; mais que servait de l'avoir écrite dans des statuts si la garde en était soudain remise à ses ennemis? Les hésitations du roi, les bruits de complots, les défections aperçues ou pressenties dans l'armée et le parlement réveillaient toutes les alarmes; en perdant le pouvoir, les chefs des communes s'estimaient perdus, eux et leur cause: pour le retenir, l'appui du peuple était

[1] May, *Hist. du Long-Parl.*, t. I, p. 223, 227, dans ma *Collection*.
[2] Le 5 juillet 1641. *Parl. Hist.*, t. II, col. 853-855.

nécessaire: et le peuple, dévoué aux presbytériens, réclamait à son tour sa part du triomphe. Toutes les motions contre l'Église reparaissaient alors; les Écossais commençaient même à solliciter ouvertement l'uniformité du culte des deux nations. Ces tentatives échouaient encore; et leur mauvais succès, l'embarras que jetaient dans les chambres tant de passions et de desseins encore mal unis, donnaient à leurs démarches une apparence d'incertitude et de fatigue dont quelques uns se promettaient le repos. Mais la lutte religieuse s'engageait de plus en plus: les sectaires s'enhardissaient, l'Église était chaque jour plus ébranlée. Dans la chambre haute même, son plus ferme soutien, tout attestait sa décadence: les lords spirituels n'étaient plus, selon l'ancien usage, mentionnés séparément en tête des bills; le clerc de la chambre affectait, en lisant, de tourner le dos au banc des évèques; et dans les cérémonies publiques, les lords temporels s'arrogeaient la préséance [1]. Ces symptômes n'échappaient point au parti presbytérien, et il renouvelait incessamment ses attaques, dominant les réformateurs politiques qu'il maintenait en possession du pouvoir, et, malgré des revers apparents, faisant chaque jour un pas vers le succès.

Le roi rappela tout à coup son projet d'aller en Écosse, où l'exécution du traité de paix, enfin près de se conclure, réclamait, dit-il, sa présence. On apprit en même temps que la reine, donnant sa santé pour prétexte, se disposait à partir pour le continent. L'armée mécontente se trouvait sur la route du roi, et les relations de la reine avec le continent étaient depuis longtemps suspectes. Ce double voyage, brusque et simultané, fournit aux méfiances l'aliment qu'elles cherchaient. Les méfiances étaient légitimes. Sans force ni crédit à Londres,

[1] Neal, *Hist. of the Purit.*, t. II, p. 410-411.

entouré de courtisans inutiles ou de conseillers saisis d'effroi, Charles avait porté ses regards vers le royaume de ses pères et les rois absolus de l'Europe. En Écosse, et soit qu'il s'agît de l'Église ou de la couronne, il se proposait de tout céder, de gagner ainsi la faveur du peuple, et de combler de grâces les grands seigneurs. Dans l'armée, son passage et ses paroles ne pouvaient manquer d'accroître le nombre de ses partisans. Quant au continent, ses vues étaient moins précises; cependant, sans méditer ni prévoir même la guerre, il cherchait déjà de l'argent et des alliés. Les communes n'exprimèrent point leurs soupçons; mais elles demandèrent que la reine ne quittât point Londres, et qu'il plût au roi de retarder son départ [1]. Charles laissa voir quelque humeur, affectant de regarder ce vœu comme un caprice sans motif. Pour faire croire qu'il n'attachait à sa réponse nulle importance, il renvoya les communes aux commissaires écossais qui le sollicitaient, dit-il, de hâter son voyage, et à la reine elle-même. Les Écossais se prêtèrent volontiers à un délai; la reine promit de bonne grâce qu'elle ne s'éloignerait point [2]. Un moment rassurées, les communes pressèrent vivement le licenciement de l'armée, jusque-là retardé à dessein. Des lettres de la chambre garantirent aux troupes le prompt paiement de leur solde. Pour y suffire, de zélés citoyens firent fondre leur vaisselle; de nouveaux emprunts furent ordonnés, de nouveaux impôts établis [3]. Cependant le liciencement s'opérait avec lenteur faute d'argent, et aussi par la mauvaise volonté de beaucoup d'officiers [4].

[1] Le 26 juin 1641.

[2] *Parl. Hist.*, t. II, col. 846, 851-852, 885, 890.

[3] May. *Hist. du Long-Parl.*, t. I, p. 206. — *Parl. Hist.*, t. II, col. 841-843. Le taux de l'intérêt de l'emprunt ouvert à cette époque fut fixé à 10 pour 100.

[4] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. II, p. 209.

Le roi s'en applaudissait en secret; les communes retombaient dans leur angoisse. Le délai convenu expira. La chambre en sollicita un second, mais sans succès [1]: le roi annonça qu'il allait partir. On essaya de demander la nomination d'un gouverneur du royaume, pour que les affaires ne fussent pas suspendues; mais cette idée n'eut aucune suite [2]. Le roi se contenta de nommer le comte d'Essex capitaine général au sud de la Trent, et partit le 10 août, avec des espérances que laissait percer son langage, mais dont on cherchait en vain à pénétrer les motifs.

La chambre tarda peu à voir qu'elle perdait son temps à siéger, en son absence, incertaine et oisive. Il lui importait bien davantage de surveiller de près ses adversaires, et de réchauffer dans les provinces le zèle de ses partisans. Après quinze jours de séances insignifiantes, elle résolut de s'ajourner [3]. Beaucoup de membres voulaient vaquer à leurs affaires et prendre quelque repos; mais les chefs ne s'en donnèrent point. Un comité, dirigé par Hampden, fut envoyé en Écosse pour y demeurer auprès du roi, et veiller aux intérêts du parlement [4]. Un autre comité, nombreux et investi de grands pouvoirs, siégea à Westminster, dans l'intervalle des deux sessions; Pym le présidait. La chambre haute prit les mêmes mesures [5]. Une foule de membres se répandirent dans les comtés, ardents à propager leurs sentiments et leurs craintes. Les deux partis, sous l'apparence d'une trêve, cherchaient

[1] Le 8 août 1641. *Parl. Hist.*, t. II, col. 897, 899.

[2] *Ibid.*, col. 892.

[3] Le 27 août 1641. L'ajournement devait durer du 8 septembre au 20 octobre. *Parl. Hist.*, t. II, col. 904.

[4] *Ibid.*, t. II, col. 902. Ce comité fut composé de six membres: le comte de Bedford, lord Howard, sir William Armyn, sir Philippe Stapleton, Nathaniel Fiennes et Hampden.

[5] *Ibid.*, t. II, col. 910.

au loin de nouvelles forces, méditant l'un et l'autre de nouveaux combats.

En traversant l'armée anglaise, qu'on licenciait, et l'armée écossaise, qui rentrait dans son pays, le roi n'osa s'arrêter longtemps. Cependant ses tentatives auprès des troupes, surtout des officiers, furent assez publiques pour que lord Holland, qui présidait au licenciement, en écrivît avec inquiétude au comte d'Essex [1], ajoutant qu'à son retour à Londres, il lui en dirait davantage. Arrivé à Édimbourg, Charles fit au parlement et à l'Église d'Écosse toutes les concessions qu'ils demandèrent: parlements triennaux, abandon des anciennes prérogatives de la couronne, poursuites contre les principaux adversaires du covenant, intervention même du parlement dans la nomination du conseil privé, rien ne fut refusé. Le roi se prêtait, avec une gravité qui n'avait pas l'air de la complaisance, au culte des presbytériens, assidu à leurs fréquentes prières, attentif à leurs longs sermons: laïques ou ecclésiastiques, nobles ou bourgeois, les chefs covenantaires étaient traités avec une faveur empressée; on leur prodiguait les titres, les charges, les promesses, les pensions.

Tout à coup le bruit se répandit dans la ville [2] que les deux grands seigneurs les plus accrédités dans le parlement, Hamilton et Argyle, en étaient sortis suivis de leurs amis, et s'étaient retirés au château de Kinneil, résidence du comte de Lanerk, frère de Hamilton, pour se soustraire au danger d'une arrestation, et même d'un assassinat. La surprise fut extrême: on se demandait, sans que personne sût répondre, quels motifs avaient porté les fugitifs à de telles craintes, ou le roi à de tels desseins. Des conjectures étranges se propagèrent. Char-

[1] Le 16 août 1641. Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. II, p. 210.

[2] Au commencement d'octobre 1641.

les s'en plaignit avec hauteur, comme d'un outrage, et réclama du parlement l'exclusion de Hamilton, jusqu'à ce que son honneur fût vengé. Le parlement, ferme et circonspect, se refusa à toute brusque décision, et ordonna une enquête. De nombreux témoins entendus, le comité fit son rapport : on déclara, sans détails, qu'il n'y avait lieu, pour le roi à aucune réparation, pour les fugitifs à aucune crainte. Ils rentrèrent dans le parlement, gardèrent le silence, comme Charles, sur ce qui s'était passé, et le public n'apprit rien de plus.

Ni l'un ni l'autre parti ne voulait l'instruire ; mais tout était eclairci pour eux. Au moment même où le roi, pour gagner l'Écosse contre l'Angleterre, se décidait à tant de concessions, il avait médité, dans les deux royaumes, la ruine de ses ennemis. Persuadé que les juges ne pourraient se défendre de condamner, comme trahison, cette correspondance des mécontents anglais avec les covenantaires d'Écosse, qui avait precédé et déterminé peut-être la dernière invasion, il était venu en chercher lui-même les preuves, se promettant d'intenter, à son retour, contre les chefs des communes, l'accusation que Strafford, prévenu par eux, n'avait pu même annoncer. Un jeune et hardi gentilhomme, dévoué d'abord au covenant, mais rentré depuis dans la faveur du roi, le comte de Montrose [1], s'était engagé à lui procurer ces documents tant désirés. Sur sa parole, Charles était parti ; mais, avant son arrivée, une lettre en chiffres, interceptée par Argyle, excita les soupçons des Écossais, et le roi trouva Montrose en prison. Animé par le péril, et brûlant de se venger, le comte lui fit dire que, s'il pouvait le voir, il lui ferait connaître ses vrais ennemis et leurs trames passées. Par l'entremise de quelques af-

[1] Jacques Graham, comte de Montrose (Mountross), né à Édimbourg en 1612.

fidés, Montrose sortit secrètement de sa prison, se rendit de nuit dans la chambre du roi, l'informa de tout ce qu'il savait, accusa Hamilton d'avoir concouru, aussi bien qu'Argyle, aux menées des mécontents, assura le roi que leurs papiers en fourniraient les preuves, l'engagea enfin à s'assurer brusquement de ces deux chefs, à s'en défaire même s'ils résistaient. Prompt à accueillir les résolutions téméraires, et sans songer à l'effet qu'un acte si violent ne pouvait manquer de produire sur l'esprit du peuple qu'il s'efforçait de gagner, Charles consentit à tout; le complot s'ourdit à l'ombre des concessions, et tout était prêt pour l'exécution lorsque les deux lords, avertis à temps, firent tout échouer en quittant la ville avec éclat [1].

Sagement conseillé, le parlement d'Écosse étouffa l'affaire; il ne craignait plus le péril, et ne voulut pas compromettre, en poussant jusqu'au bout la lutte, les biens qu'il venait d'acquérir. Le roi lui-même, pour cacher ses desseins et leur mauvais succès, éleva Hamilton au titre de duc, Argyle à celui de marquis; Lesley fut nommé comte de Leven: mais Hampden et le comité anglais, bien instruits de tout, se hâtèrent de tout mander à Londres, où l'ajournement des chambres était près d'expirer. L'effroi fût grand dans le parti [2]; malgré ses méfiances, il n'avait pas encore prévu de tels dangers, et les chefs croyaient leurs anciennes relations avec les insurgés d'Écosse pleinement amnistiées, comme la rébellion même, par le dernier traité de paix. A ce

[1] *Hardwicke's State-Papers*, t. II, p. 299. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. II, p. 224 et suiv. — Burnet, *Memoirs of the Hamiltons*, p. 148-171. — *Baillie's Letters*, t. I, p. 320, 327, 330 332. — Malcolm Laing, *Hist. of Scotland*, t, III, p. 228 et suiv., et note 8, p. 547-555. — Brodie, *Hist. of the British empire*, etc., t. III, p. 142-156,

[2] *Evelyn's Memoirs*, t. II, Appendice, p. 40, 46. — *Parl. Hist.*, t. II, col. 914-915.

symptôme des intentions obstinément vindicatives du roi, des hommes d'ailleurs modérés se jugèrent compromis sans retour. M. Hyde, rencontrant les lords Essex et Holland qui, d'un air soucieux, s'entretenaient de la nouvelle, se moqua de leurs craintes et leur rappela ce qu'ils pensaient eux-mêmes d'Argyle et de Hamilton, un an auparavant : « Tout est bien changé depuis lors, « lui dirent-ils, la cour et le pays [1]. » Le jour même de sa réunion [2], la chambre des communes fit demander au comte d'Essex une garde, devenue indispensable, dit-on, pour la sûreté du parlement. Elle l'obtint aussitôt. Dans des conférences tenues chez lord Holland, à Kensington, les chefs des deux chambres se communiquaient leurs renseignements, leurs soupçons, cherchant ensemble ce qu'ils avaient à faire, tous inquiets et poussés par l'inquiétude à tout oser : « Si le roi, dit lord Newport, « trame contre nous de tels complots, sa femme et ses « enfants sont ici [3]. » Et leurs alarmes étaient d'autant plus vives qu'ils n'osaient s'en servir pour émouvoir le peuple, car rien n'ayant éclaté en Écosse, à Londres on ne pouvait rien dévoiler.

Au milieu de cette sourde agitation arriva tout à coup [4] la nouvelle qu'une insurrection aussi générale que violente couvrait l'Irlande de massacres, et menaçait du plus imminent danger la religion protestante et le parlement. Les catholiques irlandais, chefs et peuple, s'étaient partout soulevés, réclamant la liberté de leur foi, de leur patrie, invoquant le nom de la reine, du roi même, déployant une commission qu'ils avaient, disaient-ils,

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. II, p. 226.

[2] Le 20 octobre 1641.

[3] *Parl. Hist*, t. II, col. 984. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. II, p. 220-221.

[4] Le 1er novembre 1641.

reçue de lui, et annonçant le projet de se délivrer, eux et le trône, des puritains anglais, leurs communs oppresseurs. La conspiration, depuis longtemps ourdie dans tout le royaume, n'avait été trahie que par hasard, à Dublin seulement, la veille [1] du jour où elle devait éclater; et à peine avait-on eu le temps d'en préserver le chef-lieu du gouvernement. Ailleurs son explosion n'avait rencontré presque aucun obstacle; partout les protestants d'Irlande, attaqués à l'improviste, étaient chassés de leurs biens, poursuivis, égorgés, en proie à tous les périls, à tous les supplices que la haine religieuse et patriotique peut inventer contre des hérétiques, des étrangers et des tyrans. On faisait, de leur détresse, d'horribles et lamentables récits; on parlait de morts innombrables, de souffrances inouïes; et le mal était en effet si grand qu'on pouvait l'exagérer, au gré de ses craintes ou de ses vues, sans choquer la vraisemblance ni lasser la crédulité [2]. Un peuple à demi sauvage et passionné pour sa barbarie, que ses oppresseurs lui reprochaient en l'empêchant d'en sortir, avait saisi avec transport l'espoir de délivrance que lui offraient leurs

[1] Le 22 octobre 1641.

[2] May (*Hist. du Long-Parl.*, t. I, p. 236-250, dans ma *Collection*) porte à deux cent mille le nombre des protestants massacrés; Clarendon le réduit à quarante ou cinquante mille (*Hist. of the rebell.*, t. II, p. 227). Il est probable, d'après la correspondance même des juges qui administraient alors l'Irlande, et l'enquête qui fut faite à ce sujet en 1644, que ce dernier nombre est encore exagéré. Cependant cette enquête, que M. Lingard (*Hist. of Engl.*, t. X, note A, p. 463-469) regarde comme décisive, ne mérite aucune confiance; elle fut faite, non-seulement trois ans après l'explosion, mais à une époque où le parti royaliste dominait absolument en Irlande et venait de faire la paix avec les catholiques; elle eut évidemment pour objet d'atténuer, autant qu'on le pourrait, les excès des insurgés, les souffrances des protestants, et d'excuser ainsi l'alliance que le roi était sur le point de contracter.

dissensions. Pressé de venger en un jour des siècles d'outrage et de malheur, il commettait avec joie et orgueil des excès qui frappaient ses anciens maîtres d'horreur et d'effroi. Tout moyen de lui résister manquait aux autorités anglaises ; en haine de Strafford et de la couronne, préoccupé du seul dessein de fonder en Angleterre la liberté, le parlement avait oublié qu'en Irlande il voulait maintenir la tyrannie. Le trésor avait été épuisé, la loi martiale abolie, l'armée réduite à un faible corps, le pouvoir royal désarmé. On avait même, contre le vœu du roi, interdit aux Irlandais licienciés de passer à un service étranger [1]; ils s'étaient répandus dans le pays, et prètaient leur force à l'insurrection. Enfin, quoique le comte de Leicester eût été nommé pour succéder à Strafford, aucun nouveau vice-roi ne résidait encore en Irlande; et les affaires y étaient confiées à deux juges [2] sans capacité, sans crédit, que leur zèle presbytérien avait seul fait investir de ce difficile emploi.

Un cri d'épouvante et de fureur contre le papisme s'éleva dans toute l'Angleterre; tout protestant se crut en danger. Le roi, qui avait reçu en Écosse les mêmes nouvelles, se hâta d'en informer les chambres, annonçant quelques mesures qu'avec le secours des Écossais il avait déjà prises pour réprimer la révolte, et remettant d'ailleurs toute l'affaire aux soins du parlement [3]. Charles était étranger à l'insurrection, et la prétendue commission que produisait sir Phelim O'neil n'était qu'une grossière imposture; mais sa haine connue pour les puritains, la confiance qu'il avait plus d'une fois témoignée aux catholiques, les intrigues que depuis trois mois il

[1] Rushworth, part. 3, t. I, p. 381. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. II, p. 196.

[2] Sir William Parsons et sir John Borlase.

[3] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. II, p. 229.

entretenait en Irlande pour s'y ménager au besoin des places fortes et des soldats [1], enfin les promesses de la reine avaient persuadé aux Irlandais qu'ils pouvaient, sans craindre un désaveu sincère, se prévaloir de son nom. L'Irlande une fois soulevée, Charles se flatta qu'un si grand péril rendrait le parlement plus traitable; et sans soutenir les rebelles, sans méditer avec eux une prochaine alliance, il ne fut point, comme son peuple, saisi de colère et d'effroi à leur soulèvement, ne s'empressa point de les écraser, et livra aux chambres cette affaire pour en rejeter sur elles toutes les chances, pour écarter tout soupçon de complicité, peut-être aussi pour se décharger, aux yeux de ses sujets catholiques, de la responsabilité des rigueurs qu'ils auraient à subir.

Mais toute finesse échoue contre les passions d'un peuple, et qui ne veut pas les servir ne saurait les tromper. Plus habiles et mieux placés, les chefs des communes ne songèrent qu'à les exploiter à leur profit. Leurs inquiétudes s'évanouirent, car le peuple anglais se croyait tombé dans un péril analogue au leur. Prompts à se saisir du pouvoir que leur offrait le roi, malgré le faste de leurs déclarations et la violence de leurs menaces, le soin d'étouffer la révolte les occupa peu; les secours de troupes et d'argent envoyés en Irlande furent faibles, lents, mal concertés: à l'Angleterre seule s'adressèrent tous leurs discours, tous leurs actes, et par une démarche aussi décisive qu'inattendue, ils résolurent de l'engager sans retour.

[1] Carte, *Life of Ormond*, t. I, p. 132; t. III, p. 30, 33. — Clarendon, *State-Papers*, t. II, p. 337. — *Antrim's information*, dans l'appendice à l'*History of the Irish rebellion* de Clarendon. Le témoignage d'Antrim, surtout quant au détail des faits, ne mérite pas cependant, à mon avis, la confiance que lui accordent MM. Lingard (*Hist. of Engl.*, t. X, p. 150-154) et Godwin (*Hist. of the commonwealth*, t. I, p. 220-225).

Peu après l'ouverture du parlement, un comité avait été chargé de préparer une remontrance générale où seraient exposés tous les griefs du royaume et les moyens de les redresser. Mais la réforme avait été si rapide qu'on avait négligé de donner tant de solennité à la plainte; la plupart des griefs, politiques du moins, avaient disparu; le comité ne s'occupait plus de sa mission, et personne ne paraissait plus y songer.

Il reçut tout à coup l'ordre de reprendre son travail et de le présenter sans retard [1]. En peu de jours la remontrance fut rédigée et soumise à la chambre. Ce n'était plus, selon le premier dessein, l'exposé d'abus actuels et pressants et des vœux unanimes du pays, mais un sombre tableau des maux passés, des anciens griefs, de tous les torts du roi, de tous les mérites du parlement, des obstacles qu'il avait surmontés, des périls qu'il avait courus, surtout de ceux qui le menaçaient encore et commandaient les derniers efforts; sorte d'appel au peuple, adressé surtout aux presbytériens fanatiques, et qui, fomentant les passions que la révolte d'Irlande avait ranimées, les provoquait à se dévouer sans réserve à la chambre des communes, seule capable de les sauver du papisme, des évêques et du roi.

A la première lecture du projet, de nombreux murmures s'élevèrent; un acte si hostile, sans motifs publics, sans but direct ni apparent, excita dans beaucoup de membres, jusque là peu amis de la cour, la surprise et le soupçon; ils se plaignirent de l'amertume du langage, de cet inutile courroux contre des griefs déjà redressés, de la rudesse témoignée au roi, des espérances données aux sectaires. Quels étaient donc les desseins cachés, les périls inconnus qui exigeaient de si

[1] Vers le commencement de novembre 1641. Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. II, p. 251.

violents moyens? Si la remontrance était destinée au roi seul, quel bien en pouvait-on attendre? Si elle s'adressait au peuple, de quel droit en appellait-on ainsi au dehors? Les chefs du parti répondirent peu, ne pouvant tout dire; mais, dans leurs entretiens, ils travaillaient avec ardeur à gagner des suffrages, protestant qu'ils ne voulaient qu'intimider la cour, déjouer ses intrigues, que la remontrance une fois adoptée, on ne la publierait point. Ce langage n'était pas sans effet, car les méfiances étaient si profondes que des hommes, d'ailleurs modérés, les accueillaient dès qu'elles s'exprimaient avec prudence et douceur. Au bout de quelques jours [1], au moment où la chambre, en séance depuis plusieurs heures, était près de se séparer, les meneurs demandèrent que la remontrance fût sur-le-champ mise aux voix: ils s'étaient comptés et se croyaient sûrs du succès; mais lord Falkland, Hyde, Colepepper, Palmer s'y opposèrent, insistant vivement pour qu'on remît au lendemain, et la chambre s'y prêta volontiers. « Pourquoi donc, dit Cromwell à lord Falkland, tenez-vous tant à ce délai? — Parce « qu'il est trop tard aujourd'hui, et qu'à coup sûr il y « aura un débat. — Un léger débat, » reprit Cromwell avec une confiance réelle ou affectée. Ouvert le lendemain à trois heures après midi, la nuit venue, le débat semblait à peine commencé. Ce n'était plus la cour en présence du pays; pour la première fois, deux partis étaient aux prises, sinon tous deux également nationaux, nés du moins l'un et l'autre du sein de la nation, appuyés l'un et l'autre sur des intérêts et des sentiments publics, comptant tous deux, à leur suite, de bons et indépendants citoyens. De communes espérances les avaient unis; des craintes opposées les divisaient; chacun prévoyait avec sagesse l'avenir réservé au triomphe

[1] Le 21 novembre 1641.

de ses adversaires, et méconnaissait celui que sa propre victoire eût enfanté. Ils se combattirent avec un acharnement jusque là sans exemple, d'autant plus obstinés qu'ils se ménageaient encore et n'osaient s'accuser hautement, au gré de leurs soupçons. Les heures s'écoulaient; la fatigue chassait les hommes faibles, les indifférents, les vieillards; un ministre même du roi, le secrétaire d'État Nicholas, quitta la chambre avant la fin du débat. « Ceci, dit sir Benjamin Rudyard, sera le « *verdict* d'un jury affamé. » Vers minuit enfin, on se décida à voter: cent cinquante-neuf voix adoptent la remontrance, cent quarante-huit la rejetent. Aussitôt Hampden se lève et en demande l'impression: « Nous « le savions bien, lui crie-t-on; vous voulez soulever le « peuple et vous affranchir du concours des lords. — La « chambre, dit M. Hyde, n'est point dans l'usage de « publier ainsi ses actes; illégale à mon avis, cette ré- « solution deviendra funeste; si elle est adoptée, qu'il « me soit permis de protester. — Je proteste, s'écrie « M. Palmer. — Je proteste, je proteste, » répètent leurs amis. D'autre part on s'étonne, on s'indigne; ce procédé, usité chez les lords, était étranger aux communes: Pym prend la parole pour en démontrer l'illégalité et le danger, des invectives l'interrompent; il persiste, des menaces lui répondent. La chambre entière est debout, et plusieurs membres, la main sur leur épée, semblent près de commencer la guerre civile au sein du parlement. Deux heures se passent, le tumulte renaissant à chaque tentative pour faire adopter une résolution. Enfin Hampden déplorant avec douceur et gravité cet humiliant désordre, propose que la séance soit levée, et la décision remise à l'après-midi. On se sépare. « Eh bien, « dit, en sortant lord Falkland à Cromwell, y a-t-il eu « un debat? — Je vous en croirai une autre fois, » re-

prit Cromwell; et se penchant vers son oreille: « Si la « remontrance avait été rejetée, je vendais demain tout « ce que je possède, et quittais l'Angleterre pour tou- « jours; et je connais beaucoup d'honnêtes gens qui en « auraient fait autant [1]. »

La séance du soir fut peu agitée; les royalistes désespéraient de la victoire, et leurs adversaires s'étaient vus si près de la perdre qu'ils se souciaient peu d'un nouveau combat; ils avaient annoncé des poursuites contre les auteurs de la protestation; mais M. Hyde avait, parmi eux, des amis qui refusèrent de le livrer. M. Palmer, envoyé à la Tour, en sortit presque aussitôt. Après quelques explications, cette querelle fut étouffée. Une majorité de vingt-trois voix ordonna l'impression de la remontrance [2]. Cependant on la retarda; il fallait d'abord la présenter au roi, attendu de jour en jour.

Il arriva confiant et hautain [3], malgré l'échec qu'il avait essuyé en Écosse et ce qu'il savait déjà de l'aigreur nouvelle du parlement. Partout sur son passage, à York surtout, il avait été reçu avec de bruyants témoignages d'affection et de joie. En plusieurs lieux ses concessions aux Écossais avaient charmé le peuple; ses menées secrètes étaient ignorées ou peu comprises. Dans le pays, d'ailleurs, comme dans les chambres, le parti royaliste se formait et faisait éclater ses sentiments. La cité de Londres n'y fut point étrangère. Les amis du roi avaient emporté l'élection du nouveau lord maire, Richard Gourney, homme actif, courageux, dévoué, qui

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. II, p. 246-250. — *Mémoires de Warwick*, p. 168, dans ma *Collection*. — May, *Hist. du Long-Parl.*, t. I, p. 255-259, *ibid.* — Rushworth, part. 3, t. II, p. 425-428. — Whitelocke, p. 49.

[2] Clarendon, *Hist. of the rebell*, t. II, p. 250. — *Parl. Hist*, t. II, col. 937.

[3] Le 25 novembre 1641.

lui prépara le plus brillant accueil. Une multitude de citoyens à cheval, en armes, les bannières des corporations déployées, allèrent à sa rencontre et l'escortèrent avec acclamations jusqu'au palais de Whitehall. Le roi, à son tour, leur donna un festin magnifique, honora le lord maire et plusieurs aldermen du titre de chevaliers [1]; et dès le lendemain de son arrivée, pressé d'annoncer aux communes qu'il se croyait fort, il leur retira la garde qu'en son absence le comte d'Essex avait instituée pour leur sûreté [2].

Les affaires changeaient de face; à l'élan unanime du royaume succédait la lutte des partis, à la réforme la révolution. Les chefs le sentirent, et leur conduite prit soudain un nouveau caractère. La remontrance fut présentée au roi [3]; il en écouta patiemment la lecture; puis s'adressant au comité: « La chambre a-t-elle dessein « de publier cette déclaration? — Nous ne sommes point « autorisés à répondre aux questions de votre Majesté. « — Eh bien, je suppose que vous n'attendez pas non « plus ma réponse sur l'heure; je vous l'enverrai aussitôt que la gravité de l'affaire me le permettra [4]. » Peu importait aux meneurs des communes; sans rien attendre, ils déployèrent tout à coup des projets que la remontrance même ne laissait pas entrevoir. Ils avaient jusque-là redressé des griefs, invoqué les anciennes lois; ils proclamèrent des principes, demandèrent impérieusement des innovations. Un bill était en débat pour des levées de troupes destinées à l'Irlande; on inséra dans

[1] Rushworth, part. 3, t. I, p. 429-434. — May, *Hist. du Long-Parl.*, t. I, p. 253, dans ma *Collection*. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. II, p. 267. — Whitelocke, p. 48. — *Evelyn's Memoirs*, Appendice, t. II, p. 79.

[2] Le 26 novembre 1641. *Parl. Hist.*, t. II, col. 940.

[3] Le 1er décembre 1641.

[4] *Parl. Hist.*, t. II, col. 942-943.

le préambule « qu'en aucun cas, sauf celui d'une invasion étrangère, le roi ne pouvait ordonner la *presse* « de ses sujets pour le service militaire, droit incompatible avec la liberté des citoyens [1]. » Un autre bill fut proposé, portant que l'organisation de la milice et la nomination de ses chefs n'auraient lieu désormais qu'avec le concours et de l'aveu du parlement [2]. Par l'influence des presbytériens et peu de jours avant le retour du roi, on avait reproduit et adopté le bill qui excluait les ecclésiastiques de toute fonction civile; mais les lords le tenaient en suspens: les communes s'en plaignirent avec colère: « Nous sommes, dirent-elles, les représentants « de tout le royaume, les pairs ne sont que des individus « investis d'un simple droit personnel. Si vos Seigneuries « refusent de consentir aux actes nécessaires pour le salut du peuple, les communes, unies à ceux des lords qui « sont plus touchés de ses périls, s'adresseront seules à « sa Majesté [3]. » Et les lords populaires, les comtes de Northumberland, d'Essex, de Warwick consentaient à ce langage [4]. Hors des chambres, le parti se ralliait à ses chefs avec la même ardeur; la remontrance fut publiée [5]; la cité déclara qu'en recevant le roi avec tant de pompe, les citoyens de Londres n'avaient point entendu trahir leurs vrais amis, et qu'ils voulaient vivre et mourir avec le parlement [6]; une pétition des apprentis étala les souffrances du commerce, les imputant aux papistes, aux

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. II, p. 275 et suiv. — *Parl. Hist.*, t. II, col. 969. — May, *Hist. du Long-Parl.*, t. I, p. 285, dans ma *Collection.*

[2] Le 7 décembre 1641. May, *Hist. du Long-Parl.*, t. I, p. 297. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. II, p. 280-284.

[3] Le 23 octobre 1641. *Parl. Hist.*, t. II, col. 916.

[4] *Journals of the house of Commons*, 3 décembre 1641.

[5] Le 14 septembre 1641. *Parl. Hist.*, t. II, col. 970.

[6] May, *Hist. du Long-Parl.*, t. I, p. 260, dans ma *Collection*

évêques, aux mauvais conseillers [1]. Dans les comtés se formaient des associations dévouées à la défense de la liberté et de la foi. De toutes parts on accourait à l'appui des communes; des bruits sinistres provoquaient en leur faveur, de nouvelles marques d'adhésion; tantôt la vie de Pym était menacée; tantôt les rebelles d'Irlande préparaient une invasion; sur quelque visite mystérieuse, sur un mot recueilli dans la rue, des complots étaient dénoncés, des serments d'union prêtés avec éclat: et tandis que la chambre redemandait chaque jour sa garde, la multitude, chaque jour plus pressée autour de Westminster, lui en formait une qui proclamait à grands cris leurs périls communs.

Contre des prétentions si hardies, soutenues par des passions si tumultueuses, Charles, de son côté, s'empressait de rallier tous ses partisans, et les serviteurs intéressés du pouvoir absolu, et les défenseurs loyaux du roi, quelle que fût sa cause, et les citoyens qui naguère combattaient la tyrannie, mais que ramenait à la couronne la crainte des innovations et des excès. Ceux-ci formaient presque seuls, dans la chambre des communes, le parti royaliste naissant. Lord Falkland, M. Hyde et sir John Colepepper marchaient à leur tête; Charles résolut de se les attacher. Déjà, avant son voyage en Écosse, il avait eu avec Hyde de secrètes entrevues; et par la sagesse respectueuse de ses avis, par son aversion de toute nouveauté, surtout par son dévouement à l'Église, Hyde avait gagné sa confiance [2]. Lord Falkland lui plaisait moins; il méprisait la cour, estimait peu le roi, ne s'était point rapproché de lui, même depuis sa rupture avec les novateurs, et les combattait plutôt pour

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. II, p. 286. — Rushworth, part. 3, t. I, p. 462.

[2] *Mémoires* de Clarendon, t. I, p. 122, dans ma *Collection*

défendre la justice offensée que pour servir le pouvoir menacé. Charles le craignait et se sentait mal à l'aise en sa présence. Cependant il y avait nécessité. Hyde, son plus intime ami, se chargea de la négociation. Falkland refusa d'abord; sa scrupuleuse vertu l'éloignait des fauteurs de la révolution; mais ses principes, ses vœux, les élans de son imagination un peu rêveuse le reportaient sans cesse vers les amis de la liberté. Il allégua son antipathie pour la cour, son inhabileté à la servir, sa résolution de n'employer jamais ni mensonge, ni corruption, ni espions, « moyens utiles nécessaires peut-être, « disait-il, mais dont je ne me souillerai point. » Surpris et piqué d'avoir à solliciter un sujet, Charles insista pourtant. Hyde fit valoir le tort immense que ferait au roi un tel refus. Falkland se laissa vaincre, découragé d'avance et comme victime d'un dévouement sans affection et sans espoir. Il fut nommé secrétaire d'État. Colepepper, bien moins influent, mais distingué par sa hardiesse et les ressources de son esprit dans les débats, devint chancelier de l'échiquier. Hyde seul, contre le vœu du roi, refusa obstinément toute charge, non par crainte, mais par prudence, et jugeant qu'il le servirait mieux en gardant l'indépendance extérieure de sa position. Les trois amis entreprirent de gouverner les affaires du roi dans la chambre, et Charles promit de n'y rien tenter sans leur conseil [1].

En même temps d'autres serviteurs, moins utiles et plus empressés, accouraient vers lui de tous les points du royaume, pour défendre son honneur et sa vie, menacés, disait-on, par le parlement. Malgré la décadence du régime féodal, les sentiments qu'il avait fait naître

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. II, p. 297 et suiv. — *Mémoires*, t. I, p. 159, dans ma *Collection*. — *Mémoires* de Warwick, p. 162, *ibid.*

animaient encore beaucoup de gentilshommes. Oisifs dans leurs châteaux, peu accoutumés à réfléchir et à débattre, ils méprisaient ces bourgeois parleurs et raisonneurs, dont la sombre croyance proscrivait le vin, les jeux, les plaisirs de la vieille Angleterre, et qui prétendaient dominer le roi que leurs pères n'avaient pas eu même l'honneur de servir. Fiers des souvenirs de leur propre indépendance, ils s'inquiétaient peu des besoins nouveaux de la liberté publique. Comme le peuple, ils avaient murmuré contre la cour et la tyrannie; mais après tant de concessions du prince, leur imprévoyance et leur loyauté s'indignaient de l'insolente obstination des novateurs. Ils arrivaient à Londres en armes, parcouraient fièrement les tavernes, les rues, et se rendaient souvent à Whitehall pour offrir au roi leurs services en sollicitant quelque faveur. Là, d'autres hommes se joignaient à eux, attirés par un dévouement moins pur et plus aveugle encore, les officiers réformés que le licenciement de l'armée avait laissés sans solde ni emploi, la plupart soldats de fortune, instruits dans les guerres du continent, dissolus, serviles et hardis, irrités contre le parlement qui leur avait enlevé leur état, contre le peuple qui détestait leurs mœurs, et prêts à tout faire pour tout maître qui les voudrait employer, n'importe à quel dessein. De jeunes légistes, des étudiants du Temple, protégés de la cour, ou avides de s'associer à ses plaisirs, ou croyant faire preuve, en embrassant sa cause, de noblesse et d'élégance, grossissaient ce cortége remuant et présomptueux qui se rassemblait tous les jours autour de Whitehall, déclamant contre les communes, insultant leurs partisans, prodigues de bravades, de moqueries, et pressés que le roi ou le hasard leur fournît quelque occasion de pousser leur fortune en prouvant leur fidélité [1].

[1] *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 27, dans ma *Collection*.

Le parti populaire n'était pas moins impatient de la leur offrir; ses attroupements devenaient chaque jour plus nombreux et plus agités. Des bandes d'apprentis, d'ouvriers, de femmes, se rendaient le matin de la Cité à Westminster; et en passant devant Whitehall, les cris: *Point d'évêques! point de lords papistes!* redoublaient de fureur. Quelquefois ils s'arrêtaient, et l'un d'eux, monté sur une borne, lisait à la foule les noms des *membres pervers de la chambre des communes*, ou des *lords traîtres et corrompus.* Leur audace alla jusqu'à demander qu'il n'y eût plus de concierge aux portes du palais, car ils voulaient voir le roi à toute heure et selon leur plaisir [1]. Bientôt des rixes violentes s'engagèrent; les noms de *cavaliers* et de *têtes rondes* distinguèrent les deux partis. Les bourgeois repoussèrent d'abord celui-ci comme une insulte, puis l'acceptèrent comme un honneur [2]. Les cavaliers, à leur tour, allaient chercher leurs ennemis auprès de Westminster, tantôt pour les braver, tantôt pour protéger les royalistes menacés à leur sortie du parlement. C'était surtout à la chambre haute que s'adressait le courroux du peuple, car le bill d'exclusion des évêques y demeurait toujours en suspens. L'archevêque d'York, Williams, se rendant à pied à la chambre, voulut arrêter de sa main un jeune homme qui le poursuivait de ses injures; la multitude se précipita sur lui, et ses amis eurent grand'peine à le dégager [3]. Les deux partis se faisaient et s'arrachaient tour à tour des prisonniers. Le sang coulait, les cava-

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. II, p. 293. — May, *Hist. du Long-Parl.*, t. I, p. 279, dans ma *Collection*. — *Parl. Hist.*, t. II, col. 986.

[2] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. II, p. 296. — Rushworth, part. 3, t. I, p. 493.

[3] Clarendon, *Hist. of the rebell*, t. II, p. 294. — Rushworth, part. 3, t. I. p. 493.

liers se vantaient avec dérision d'avoir dispersé leurs adversaires; mais ceux-ci revenaient le lendemain, plus aguerris et mieux armés. Un soir, comme les lords siégeaient encore, le tumulte au dehors devint si violent que le marquis de Hertford, s'approchant du banc des évêques, leur conseilla de ne point sortir, « car, leur « dit-il, ces gens-là crient qu'ils vous attendent, qu'ils « visiteront chaque voiture et ne vous laisseront point « échapper. — Faudra-t-il donc, dirent les évêques, que « nous passions ici la nuit? — Cela se pourrait bien, » répondaient en souriant quelques-uns des partisans de l'exclusion. Ils sortirent pourtant, mais les uns dans la voiture de quelque lord populaire, d'autres par des passages détournés; et même, entre leurs amis, plusieurs commençaient à penser que leur présence ne valait pas les périls qu'elle faisait courir [1]. Deux fois la chambre haute réclama le concours des communes pour la répression de ces outrages [2]; mais les communes gardaient le silence ou répondaient en se plaignant des désordres des cavaliers. « Nous avons besoin de tous nos amis, « disaient les meneurs; à Dieu ne plaise que nous empêchions le peuple d'obtenir par là ce qu'il a raison « de désirer [3]! » Les lords s'adressèrent aux juges, demandant qu'on procédât contre les émeutes selon les lois; et sur un ordre revêtu du grand sceau, les juges de paix enjoignirent aux constables de placer des gardes auprès de Westminster pous dissiper les rassemblements. Les communes mandèrent les constables, traitèrent cet ordre d'attentat à leurs priviléges, et l'un des juges de paix fut mis à la Tour [4]. En même temps la

[1] *Parl. Hist.*, t. II, col. 991.

[2] Du 20 au 30 décembre 1641.

[3] *Parl. Hist.*, t. II, col. 986.

[4] *Parl. Hist.*, t. II, col. 987.

chambre vota que, le roi persistant à lui refuser sa garde, chaque membre aurait droit d'amener un de ses serviteurs et de le laisser à la porte, armé comme il lui conviendrait.

Ces émeutes, ces cris, ce désordre intraitable et familier pénétraient le roi de colère et de crainte; jamais, dans ses plus sinistres appréhensions, de telles scènes ne s'étaient offertes à sa pensée; il s'étonnait et s'indignait que la majesté royale pût encourir de si grossiers affronts; et ce n'était plus pour son pouvoir seul, mais pour la sûreté, pour la dignité du moins de sa personne et de sa vie qu'il commençait à s'alarmer. Plus troublée encore, la reine l'assiégeait de ses terreurs; et la fierté du monarque et la tendresse du mari ne pouvaient supporter l'idée d'un péril ou d'une insulte pour l'objet de ses affections, la compagne de son rang. Cherchant de tous côtés quelque appui contre la multitude, quelque moyen de prévenir ou de punir ses excès, il résolut d'éloigner le gouverneur de la Tour, sir William Balfour, dévoué aux communes, et de le remplacer par un homme sûr et hardi. Trois mille livres sterling, fruit de la vente de quelques bijoux de la reine, furent données à sir William, pour calmer son humeur. Sir Thomas Lunsford, l'un des chefs les plus audacieux des cavaliers réunis à Whitehall, lui succéda [1]. En même temps le roi prit, avec le parlement, un ton plus haut, essayant de l'intimider à son tour. Hyde avait préparé à la remontrance une réponse habile et ferme; Charles l'adopta et la fit publier en son nom [2]. Le bill pour la *presse* des soldats était encore en débat dans les chambres; avant qu'on

[1] Vers le 20 décembre 1641. Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. II, p. 284.

[2] *Mémoires* de Clarendon, t. I, p. 125-129, dans ma *Collection*. — *Parl. Hist.*, t. II, col. 970-977

le lui eût présenté, et dans une séance solennelle, il annonça qu'il ne l'accepterait qu'avec une réserve contre le préambule où le droit d'ordonner la *presse* lui était retiré [1]. Les affaires d'Irlande n'avançaient point ; il somma les communes de s'en occuper, et offrit de lever 10,000 volontaires si la chambre promettait de les payer [2]. De leur côté, et peut-être avec son aveu, les évêques se réunirent pour délibérer sur leur situation; la violence les attendait à la porte de la chambre haute; ils résolurent de s'en absenter, et de consigner, dans une protestation, les motifs de leur retraite, déclarant nuls et invalides tous les bills qui seraient adoptés sans le concours de tous les membres légitimes et nécessaires du parlement. Brusquement rédigée et signée de douze évêques [3], la protestation fut aussitôt remise au roi, qui s'empressa de l'accueillir; elle lui ouvrait l'espérance d'annuler un jour, sous ce prétexte, les actes de ce parlement fatal qu'il ne pouvait dompter. A l'instant, et sans en rien dire à ses nouveaux conseillers, dont il redoutait bien plus les avis qu'il n'estimait leur influence, il ordonna au garde du grand sceau de la porter le jour même à la chambre haute, s'applaudissant de son adresse à préparer un meilleur avenir [4].

La surprise des lords fut extrême; ils ne pouvaient croire que douze évêques, dont l'existence parlementaire était en question, prétendissent disposer ainsi du sort du parlement lui-même, et l'anéantir en s'en séparant. Communiquée sans délai aux communes, la protestation y

[1] Le 14 décembre 1641. *Parl. Hist.*, t. II, col. 968.

[2] Le 29 décembre 1641. *Parl. Hist.*, t. II, col. 991.

[3] L'archevêque d'York et les évêques de Durham, Lichfield, Saint-Asaph, Oxford, Bath et Wells, Hereford, Ely, Glocester, Peterborough, Landaff et Norwich.

[4] Le 30 décembre 1641. *Parl. Hist.*, t. II, col. 995. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. II, p. 306-320.

fut reçue avec cette colère apparente et cette joie secrète qu'inspirent les fautes d'un ennemi. L'accusation des évêques fut soudain proposée et résolue pour attentat aux lois fondamentales du royaume et à l'existence des parlements [1]. Irrités de leur imprudence, et s'en prévalant peut-être pour abandonner sans honte une cause perdue, leurs amis mêmes se turent; une seule voix s'éleva en leur faveur, disant que ce n'était pas devant des juges, mais à Bedlam qu'il fallait les envoyer [2]. La chambre haute admit l'accusation, et les fit mettre à la Tour. Prompts à saisir une si bonne chance, les chefs des communes poussèrent vivement toutes leurs attaques. On s'était déjà plaint de la déclaration du roi au sujet du bill sur la *presse* comme destructive des priviléges de la chambre, qui ne permettaient pas qu'il prît connaissance d'un bill pendant le débat [3]; on insista sur la nécessité de garantir fermement ces priviléges, seule ancre de salut au milieu de tant de périls. On s'éleva contre la remise de la Tour à sir Thomas Lunsford, homme décrié, sans fortune, sans piété, sans mœurs, connu seulement par ses violences contre le peuple, et capable des plus pernicieux desseins. Déjà, dit-on, l'alarme était telle dans la cité que les marchands et les étrangers ne déposaient plus leurs lingots à la Tour. On demanda la nomination d'un autre gouverneur. Lord Digby, devenu le plus intime confident du roi, fut dénoncé pour avoir dit que le parlement n'était pas libre [4]. Enfin quelques bruits même coururent que la reine pourrait bien être accusée de haute trahison [5].

[1] *Parl. Hist.*, t. II, col. 994 et suiv. — Whitelocke, p. 51.

[2] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. II, p. 315-323.

[3] Le 14 décembre 1641.

[4] *Parl. Hist.*, t. II, col. 969, 982, 1002.

[5] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. III, p. 81.

Le roi parut céder; il ne fit, en faveur des évêques, aucune démarche, retira à Lunsford le gouvernement de la Tour pour le donner à sir John Byron, homme grave et estimé [1], ne parla plus des émeutes, ne se plaignit point des derniers débats. Cependant de secrets rapports, de vagues propos inquiétaient la chambre. La reine, silencieuse et réservée, semblait animée de quelque espérance; lord Digby, dont on connaissait la témérité présomptueuse, la voyait fréquemment, et chaque jour avec plus d'intimité, ainsi que le roi. L'affluence des cavaliers à Whitehall redoublait. Sans expliquer leurs craintes, les communes, par un message, redemandèrent de nouveau leur garde [2]. Le roi ne répondit point, disant qu'il voulait avoir leur pétition par écrit. Sur ce délai, les communes firent apporter des armes dans leur salle, comme assurées d'un prochain danger. Trois jours après arriva la réponse. C'était un refus terminé par ces paroles: « Je m'engage solennellement sur l'honneur d'un roi, à vous préserver, tous et chacun de vous, de toute violence, avec autant de soin que j'en pourrais prendre pour ma propre sûreté et celle de mes enfants. » Mais la chambre, toujours plus alarmée, enjoignit au lord maire, aux shériffs et au conseil commun, de tenir sur pied les milices de Londres, et de placer de fortes gardes sur divers points de la cité [3].

Ce jour même, en effet [4], sir Édouard Herbert, procureur général de la couronne, se rendit à la chambre haute, et au nom du roi, accusa de haute trahison lord Kimbolton et MM. Hampden, Pym, Hollis, Strode et Haslerig, les cinq derniers membres des communes, pour

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. II, p. 326.

[2] Le 31 décembre 1641.

[3] *Parl. Hist.*, t. II, col. 1002, 1004. — Rushworth, part. 3, t. I, p. 471. — *Journals of the house of Commons*, 3 janvier 1642.

[4] Le 3 janvier 1642.

avoir tenté: 1° De détruire les lois fondamentales du royaume et de ravir au roi son pouvoir légal; 2° d'aliéner le peuple du roi par d'odieuses calomnies; 3° de soulever l'armée contre le roi; 4° d'engager une puissance étrangère, l'Écosse, à envahir le royaume; 5° d'anéantir les droits et l'existence même des parlements; 6° d'exciter, contre le roi et le parlement, des réunions séditieuses, afin de réussir, par la violence, dans leurs criminels desseins; 7° enfin de provoquer la guerre contre le roi. Sir Édouard requit en même temps la formation d'un comité pour examiner l'accusation, et qu'il plût à la chambre de s'assurer de la personne des accusés [1].

Les lords demeuraient immobiles; nul n'avait prévu un tel acte, et n'osait parler le premier. Lord Kimbolton se leva: « Je suis prêt, dit-il, à obéir à tous les or« dres de la chambre; mais puisque mon accusation est « publique, je demande que ma justification le soit éga« lement. » Et il se rassit au milieu du même silence. Lord Digby siégeait à ses côtés: « Que le roi, lui dit-il « à l'oreille, est déplorablement conseillé! ou j'aurai « bien du malheur, ou je saurai de qui vient tout ceci. » Et il sortit aussitôt, comme pour s'en informer. C'était lui-même et lui seul, assure-t-on, qui avait poussé le roi dans cette entreprise, s'engageant de plus à demander l'arrestation immédiate de lord Kimbolton, dès que le procureur général l'aurait accusé [2].

A l'instant un message des lords informa de tout les communes; elles venaient d'apprendre que des gens du roi s'étaient rendus chez les cinq membres et y apposaient partout les scellés. Elles votèrent sur-le-champ

[1] Rushworth, part. 3, t. I, p. 473-474.

[2] Rushworth, *Ibid.*, p. 474. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. II, p. 331.

qu'un tel acte violait tous leurs priviléges, que les prévenus étaient en droit et tout constable en devoir de s'y opposer, que les gens du roi seraient arrêtés et traduits à la barre comme délinquants. Sir John Hotham fut envoyé aux lords pour leur demander sur l'heure même une conférence, avec ordre de déclarer que, si la chambre haute refusait encore de s'unir aux communes pour obtenir du roi une garde, elles se retireraient en un lieu plus sûr. On attendait la réponse des lords; un héraut d'armes se présente: « Au nom du roi mon « maître, je viens, dit-il, requérir M. l'orateur de remet- « tre en mes mains cinq gentilshommes membres de « cette chambre, que sa Majesté m'a commandé d'arrê- « ter pour haute trahison. » Et il les nomma. Les accusés étaient là, nul ne quittait sa place; l'orateur enjoignit au héraut de se retirer. Sans tumulte, sans opposition, la chambre chargea un comité d'aller, séance tenante, dire au roi qu'à un message si grave elle ne pouvait répondre qu'après un mûr examen. Deux ministres, lord Falkland et sir John Colepepper, en firent partie; ils avaient tout ignoré. La conférence s'ouvrit avec les lords; en moins d'une heure elle eut pour résultat l'ordre de lever les scellés, et la demande d'une garde, portée au roi, au nom des deux chambres, par le duc de Richmond, son plus honnête favori. « Je répon- « drai demain, » dit à son tour le roi. Et les communes s'ajournèrent au lendemain à une heure, ordonnant aux accusés de se trouver à Westminster, comme leurs collègues [1].

Le lendemain [2], à l'ouverture de la séance, l'inquiétude et la colère avaient redoublé; le pressentiment de

[1] Rushworth, part. 3, t. I, p. 474-476. *Parl. Hist.*, t. II, col. 1007-1008.

[2] Le 4 janvier 1642.

quelque nouveau péril, inconnu, mais certain, agitait tous les esprits. Les royalistes siégeaient sur leurs bancs, tristes et silencieux; parmi leurs adversaires circulaient mille bruits recueillis la veille, durant la nuit, le matin même: les cavaliers s'étaient réunis, le roi leur avait fait dire de se tenir prêts; deux barils de poudre et des armes avaient été apportés de la Tour à Whitehall [1]; on se pressait autour des cinq membres; de tous côtés leur arrivaient des conjectures, des renseignements, des conseils. Ils en savaient davantage: le ministre de France, depuis longtemps en relation secrète avec eux, et la comtesse de Carlisle, maîtresse, dit-on, de M. Pym, les avait instruits du coup d'État qui se préparait [2]; mais ils n'en parlaient point. Tout à coup arrive le capitaine Langrish, revenu naguère du service de France, et que ses liaisons avec quelques officiers réformés mettaient en mesure de tout voir. Il annonce que le roi s'approche, qu'il l'a vu partir de Whitehall, escorté de trois ou quatre cents hommes, gardes, cavaliers, étudiants, tous armés: qu'il vient en personne arrêter les accusés. Un grand désordre s'élève; la nécessité d'une prompte résolution l'apaise soudain. La chambre engage les cinq membres à se retirer, car plusieurs s'étaient déjà saisis de leurs armes, et se préparaient à résister. Pym, Hampden, Hollis et Haslerig sortent aussitôt. M. Strode s'y refuse; on le prie, on le presse, déjà le roi est entré dans la cour; enfin sir Walter Earl, son ami, le pousse brusquement dehors. La chambre entière prend place sur ses bancs. Le roi avait traversé, au milieu d'une

[1] Rushworth, part. 3, t. I, p. 476, 480.

[2] Rushworth, *ibid.*, p. 477. — Whitelocke, p. 51. — *Mémoires* de Warwick, p. 170, dans ma *Collection*. — *Histoire de la révolution* de 1688, par M. Mazure, t. III, p. 429, note 4, dans les extraits de la correspondance du ministre de France à Londres. — *Mémoires* de madame de Motteville, t. I, p. 266 (édit. in-12, de 1750).

double haie de ses serviteurs, la grande salle de Westminster; sa garde seule montait avec lui l'escalier de la chambre. Il arrive, défend aux siens, sous peine de mort, de le suivre plus loin, et entre le chapeau à la main, avec le seul comte Palatin son neveu. Tous les membres se découvrent et se lèvent. Le roi jette en passant un coup d'œil sur la place où Pym avait coutume de s'asseoir et ne l'y voyant pas, il s'avance vers l'orateur: « Avec votre permission, Monsieur l'orateur, je vous « emprunterai un moment votre fauteuil. » Il y monte, et promenant ses regards sur la chambre: « Messieurs, « dit-il, je suis fâché de l'occasion qui m'amène ici; je « vous ai envoyé hier un héraut d'armes, chargé d'ar- « rêter quelques personnes accusées, par mon ordre, « de haute trahison. J'attendais de vous l'obéissance « et non un message. Nul roi d'Angleterre n'a été plus « soigneux que je ne veux l'être de maintenir vos pri- « viléges; mais vous devez savoir qu'il n'y a de privi- « lége pour personne dans les cas de haute trahison. « Je viens voir si quelques uns des accusés sont ici; « tant qu'ils siégeront dans cette chambre, je ne puis « espérer qu'elle rentre dans le droit chemin où je la « désire sincèrement. Je viens vous dire que je veux les « avoir, quelque part qu'ils se trouvent. Monsieur l'o- « rateur, où sont-ils? » L'orateur tombant à genoux: « Avec le bon plaisir de votre Majesté, je n'ai ici point « d'yeux pour voir, ni de langue pour parler, qu'autant « que la chambre, dont je suis le serviteur, veut bien « me le prescrire; je supplie humblement votre Majesté « de me pardonner si je ne puis faire d'autre réponse « à ce qu'il lui plaît de me demander. — A la bonne « heure; je vois bien que les oiseaux se sont envolés. « J'attends de vous que vous me les enverrez dès qu'ils « reviendront. Je vous certifie, sur ma parole de roi, que

« je n'eus jamais le dessein d'employer la force, et que « je procéderai contre eux par les voies légales. Main- « tenant, puisque je ne puis faire ce qui m'a amené, je « ne vous dérangerai pas d'avantage; mais, je vous le « répète, je compte qu'aussitôt qu'ils rentreront dans la « salle, vous me les enverrez; sinon je prendrai des « moyens pour les trouver. » Et il quitta le fauteuil, toujours le chapeau à la main. La chambre demeurait encore immobile; mais de plusieurs coins de la salle s'éleva le cri: *Privilége! privilége!* au moment de son départ. [1].

Dès qu'il se fut éloigné, la chambre, sans rien faire ni même rien annoncer, s'ajourna au lendemain; tous les membres sortirent, pressés d'apprendre jusqu'où s'étaient portés les desseins du roi et quel sentiment en avait pris le public. Ils trouvèrent au dehors, sur l'escalier, dans la grande salle, aux portes de Westminster, parmi leurs serviteurs qui les attendaient et dans le peuple attroupé, une émotion non moins vive que la leur. Il n'était bruit que des insultes et des menaces des cavaliers: « Qu'on me montre le but, avait dit l'un, le pisto- « let à la main, je ne le manquerai pas. — Au diable « la chambre des communes! s'écriaient les autres. « Qu'avons nous à faire de ces gens-là? Qu'on les amène « et qu'ils soient pendus. » Quelques uns même avaient demandé: « Quand viendra donc l'ordre? » comme s'attendant à quelque sanglant éclat; et ces propos, rapidement propagés, répandaient partout la même indignation [2]. Les cinq membres s'étaient retirés dans la Cité;

[1] Rushworth, part. 3, t. I, p. 477. — *Parl. Hist.*, t. II, col. 1009-1012. — *Journals of the house of Commons*, t. II, p. 366 et suiv.; 4 janvier 1642. — Whitelocke, p. 50.

[2] Rushworth, part. 3, t. I, p 484-486. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 30-32, dans ma *Collection*.

les citoyens prirent soudain les armes; le lord maire tenta vainement de les calmer; de fortes patrouilles se formaient spontanément pour la sûreté commune: et pendant toute la soirée, des bandes d'apprentis errèrent dans les rues, criant de porte en porte que les cavaliers allaient venir mettre le feu à la cité; quelques uns même ajoutaient que le roi devait les commander [1].

L'agitation n'était pas moindre dans Whitehall: le roi et la reine avaient fondé sur ce coup d'État les plus hautes espérances; c'était depuis quelque temps, dans le secret des conférences domestiques avec leurs plus intimes affidés, l'occupation de toutes leurs pensées, le sujet de tous leurs entretiens. Le matin même, au moment de son départ, Charles, en embrassant sa femme, lui avait promis que, dans une heure, il reviendrait maître enfin de son royaume, et la reine, sa montre à la main, avait compté les minutes en attendant son retour [2]. Tout avait échoué, et quoique le roi persistât encore dans son dessein, c'était sans en rien espérer, sans savoir même comment l'accomplir. Offensés et désolés, ses plus sages amis, Falkland, Hyde, Colepepper, se tenaient à l'écart et ne conseillaient rien. Une proclamation fut publiée: elle ordonnait qu'on fermât les portes, et défendait à tout citoyen de prêter asile aux accusés [3]; mais personne, même à la cour, ne s'abusait sur le pouvoir de tels ordres; on n'ignorait pas où étaient les cinq membres; la maison même qu'ils occupaient était connue [4]; nul ne pensait qu'on y pût pénétrer. Lord Digby seul voulut expier, par son audace, l'imprudence de ses

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. II, p. 332.

[2] *Mémoires* de madame de Motteville, t. I, p. 265.

[3] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. II, p. 332.

[4] Dans *Coleman-Street*. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. II, p. 338.

avis et sa faiblesse dans la chambre haute au moment de l'accusation. Il offrit au roi d'aller en personne, avec Lunsford et quelques cavaliers, enlever les accusés de leur retraite, et de les lui amener, morts ou vivants. Mais Charles, soit par un reste de respect des lois, soit d'un esprit timide autant que téméraire, repoussa la proposition, et résolut d'aller lui-même le lendemain dans la cité demander solennellement au conseil commun qu'on lui livrât les prévenus, se flattant, que, par sa présence et de gracieuses paroles, il adoucirait ce peuple dont il n'avait pas prévu le courroux [1].

Vers dix heures du matin, en effet [2], il sortit de Whitehall, sans gardes et témoignant une entière confiance dans l'affection de ses sujets. La foule se pressait sur son passage, mais froide et sombre, n'élevant la voix que pour le conjurer de bien vivre avec son parlement [3]. En quelques lieux, des cris plus menaçants se firent entendre; les mots: *Privilége! privilége!* retentirent autour de lui, et un nommé Walker jeta dans sa voiture un pamphlet intitulé: *A vos tentes, Israël:* cri de révolte des dix tribus de Jérusalem, en se séparant de Roboam [4]. Arrivé à Guildhall, Charles réclama les cinq membres, affable et doux dans son langage, protestant de son dévouement à la religion réformée, de sa sincérité dans ses concessions, et promettant d'agir en tout selon les lois. Nuls applaudissements ne lui répondirent; comme le peuple, le conseil commun était grave et triste. Le roi s'adressa à l'un des shériffs, presbytérien ardent, disait-on, et lui dit qu'il irait dîner chez

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. II, p. 332.

[2] Le 5 janvier 1642.

[3] Whitelocke, p. 51. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. II, p. 334.

[4] Rushworth, part. 3, t. I, p. 479.

lui. Le shériff s'inclina, et, la séance terminée, reçut le roi dans sa maison avec pompe et respect. Mais, en retournant à Whitehall, Charles n'obtint de la foule que le même accueil, et rentra dans son palais, courroucé et abattu [1].

La chambre s'était assemblée [2]; elle avait voté qu'après une si énorme violation de ses priviléges, tant que réparation ne lui serait pas faite, et qu'une garde sûre ne la mettrait pas à l'abri de tels périls, elle ne pouvait siéger librement, et s'était ajournée pour six jours [3]. Mais, en s'ajournant, elle ne cessait point d'agir. Un comité, investi de grands pouvoirs [4], eut ordre de s'établir dans la cité, de faire une enquête sur le dernier attentat, et d'examiner l'état général du royaume, surtout de l'Irlande, de concert avec les citoyens, fidèles amis du parlement. L'installation du comité eut lieu à Guildhall, en grande pompe [5]; une forte garde l'y attendait; une députation du conseil commun vint à sa rencontre, et mit à sa disposition toutes les forces, tous les services des habitants [6]. Ses séances furent aussi actives que celles de la chambre; tout membre avait droit d'y assister. La maison qui servait d'asile aux cinq accusés était voisine; rien ne se faisait qu'à leur connaissance et d'après leurs conseils [7]. Plusieurs fois même ils se rendirent en personne au comité, et le peuple les applau-

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. II, p. 333-334. — Rushworth, part. 3, t. I, p. 479-480.

[2] Le 5 janvier 1642.

[3] Au 11 janvier 1642.

[4] Il était composé de vingt-cinq membres: deux ministres du roi, lord Falkland et sir John Colepepper en faisaient partie. — Rushworth, part. 3, t. I, p. 479.

[5] Le 6 janvier.

[6] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. II, p. 336-337.

[7] *Ibid*, p. 338. — Whitelocke, p. 51.

dissait à leur passage, fier de posséder et de garder seul ses représentants. Au milieu de sa victoire, d'habiles menées, pour échauffer encore son zèle, entretenaient son effroi. Chaque jour, la chambre et la cité contractaient une plus étroite alliance, et s'enhardissaient réciproquement [1]. Enfin, de sa seule autorité, dit-on, et comme s'il eût été la chambre même, le comité publia une déclaration contenant le résultat de son enquête [2]; et le conseil commun adressa au roi une pétition pour se plaindre des mauvais conseillers, des cavaliers, des papistes, du nouveau gouverneur de la Tour, embrasser hautement la cause des cinq membres, et demander toutes les réformes que les communes avaient laissé entrevoir [3].

Le roi était seul, enfermé dans Whitehall, désavoué de ses plus honnêtes partisans. Les cavaliers mêmes, intimidés, se dispersaient ou gardaient le silence. Il essaya de répondre à la pétition du conseil commun et d'ordonner de nouveau l'arrestation des prévenus [4]. Mais ses réponses étaient sans crédit et ses ordres sans effet. Il apprit que, sous deux jours, la chambre reprendrait ses séances, et que les cinq membres seraient ramenés en pompe à Westminster par les milices, le peuple, même les mariniers de la Tamise, dont jusque-là il avait cru posséder l'affection : « Quoi donc! dit-il avec humeur, « ces rats d'eau mêmes m'abandonnent! » Et ce propos, bientôt répandu parmi les mariniers, en fut reçu comme une insulte à venger [5]. Délaissé, humilié, irrité de ce cri

[1] Rushworth, part. 3, t. I, p. 483.

[2] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. III, p. 10.

[3] Le 7 janvier 1642. Rushworth, part. 3, t. I, p. 480.

[4] Le 8 janvier 1642. *Ibid.*, p. 481-482.

[5] *Observations on the life and death of king Charles*, par William. Lilly, dans la collection intitulée: *Select Tracts relating to the civil wars in England*, etc., publiée par M. Mazères (Londres, 1815), t. I, p. 173.

général qui chaque jour venait l'assaillir sans qu'aucune voix s'élevât pour le repousser, Charles ne put se résoudre à voir passer devant son palais le triomphe de ses ennemis. La reine, tour à tour furieuse et tremblante, le conjurait de s'éloigner. Des royalistes, des messagers envoyés sur divers points du royaume, promettaient ailleurs force et sûreté; les cavaliers, vaincus à Londres, vantaient leur crédit dans leurs comtés; loin du parlement, le roi serait libre; sans le roi, que pourrait le parlement? La résolution fut adoptée; on convint de se retirer d'abord à Hamptoncourt, ensuite plus loin, s'il le fallait; des ordres secrets furent expédiés aux gouverneurs de quelques places, dont le dévouement semblait assuré; le comte de Newcastle partit pour le nord, où dominait son influence; et le 10 janvier, veille de la rentrée des communes, suivi seulement de sa femme, de ses enfants et de quelques serviteurs, Charles quitta Londres et ce palais de Whitehall qu'il ne devait plus traverser que pour se rendre à l'échafaud [1].

Le lendemain de son départ, vers deux heures de l'après-midi, la Tamise fut couverte de bateaux armés en guerre, qui ramenaient à Westminster les cinq membres; une foule de barques les suivaient brillamment pavoisées et remplies de citoyens; le long du rivage marchaient parallèlement les miliciens de Londres, portant au bout de leurs piques les dernières déclarations du parlement [2]; un officier formé dans les camps de

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. III, p. 13. — Rushworth, part. 3, t. I, p. 564. — *Journals of the house of Commons*, 11 janvier 1642, et les jours suivants. — Whitelocke, p. 52.

[2] May, *Hist. du Long-Parl.*, t. I, p. 300, dans ma *Collection*. — Rushworth, part. 3, t. I, p. 484. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. III, p. 15-17.

Gustave-Adolphe, le capitaine Skippon, avait été nommé la veille pour les commander; c'était un homme rude et sans lettres, mais simple, hardi, de mœurs austères, et très populaire dans la cité. Un peuple immense se pressait sur les pas de ce cortége; en passant devant Whitehall désert, il s'arrêta, et ces cris se firent entendre: « Où sont maintenant le roi et ses cavaliers? que « sont-ils devenus [1]? » Arrivés à Westminster, les cinq membres s'empressèrent de célébrer le dévouement de la cité à la cause publique, et les shériffs, introduits dans la salle, reçurent les remercîments de l'orateur. Comme ils sortaient, un autre cortége se présente: quatre mille chevaliers, gentilshommes, francs-tenanciers, etc., venus à cheval du comté de Buckingham, patrie de Hampden, voulaient remettre à la chambre une pétition contre les lords papistes, les mauvais conseillers, et en faveur de leur digne représentant; ils avaient aussi une pétition pour la chambre haute, une troisième pour le roi, et portaient attachés à leurs chapeaux le serment de vivre et de mourir avec le parlement, quels que fussent ses ennemis [2]. De toutes parts éclatait cet enthousiasme fier et joyeux qui permet et commande aux chefs du peuple les plus hardies résolutions: les communes s'y livrèrent avec un emportement habile, comme le pilote à un vent violent mais propice; en quelques heures, elles votèrent que nul membre, sous aucun prétexte, ne pourrait être arrêté sans leur aveu; un bill fut adopté qui donnait aux chambres le droit de s'ajourner, au besoin, en tel lieu qu'elles voudraient choisir; on rédigea une adresse pour demander au roi qu'il lui plût de retirer à sir John Byron le gouvernement de la Tour; et en attendant sa réponse, Skippon fut chargé

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. III, p. 15-17.

[2] *Ibid*, p. 16-20. — Rushworth, part. 3, t. I, p. 486-488.

de placer des gardes autour de ce fort, et d'en surveiller soigneusement les approches; des lettres expédiées à Goring, gouverneur de Portsmouth, lui défendirent de recevoir dans sa ville quoi que ce fût, troupes ou munitions sans l'autorisation du parlement; sir John Hotham, riche et influent dans le comté d'York, eut ordre de partir sur-le-champ pour aller prendre le commandement de Hull, place importante, la clef du nord de l'Angleterre, et où se trouvaient de grands arsenaux. Le surlendemain enfin [1] la chambre vota que le royaume menacé serait mis sans retard en état de défense, les lords refusèrent d'adhérer à cette déclaration; mais peu importait, elle n'atteignit pas moins son but: le peuple fut partout averti [2].

La chambre avait raison de prévoir la guerre; le roi ne songeait plus qu'à s'y préparer. A Londres, il vivait dans l'impuissance et l'humiliation; à peine sorti, il ne fut plus entouré que de ses partisans, ne fit plus chaque jour, à chaque heure, l'épreuve de sa faiblesse, et put se livrer librement à l'espoir de vaincre, à main armée, l'ennemi qu'il venait de fuir sans combat. Les cavaliers aussi avaient retrouvé leur présomption; déjà ils semblaient croire la guerre déclarée et se pressaient de la commencer. Dès le lendemain de leur départ, la chambre apprit que deux cents d'entre eux, commandés par Lunsford, s'étaient portés sur Kingston, dépôt des magasins du comté, à cinq lieues de Londres, comme pour s'en emparer et s'y établir; on sut aussi que lord Digby était allé les trouver de la part du roi, pour les remercier de leur zèle et s'entendre avec eux, à coup sûr dans quelque fatal dessein. Le parlement prit soudain

[1] Le 13 janvier 1642.

[2] *Parl. Hist*, t. II, col. 1028-1033. — Rushworth, part. 3, t. I, p. 469. — Clarendon, *Hist. of the rebell*, t. III, p. 20-23.

des mesures, et ces tentatives furent déjouées; lord Digby, vivement dénoncé, s'enfuit et passa la mer [1]. Se jugeant encore trop près de Londres, le roi quitta Hamptoncourt pour Windsor [2]; Lunsford et ses cavaliers l'y suivirent. Là, dans un conseil secret, il fut résolu que la reine, emportant les joyaux de la couronne, se rendrait en Hollande pour acheter des munitions, des armes, et solliciter le secours des rois du continent; on donnerait pour prétexte à ce voyage la nécessité de conduire au prince d'Orange la princesse Henriette-Marie, encore enfant qu'il avait épousée six mois auparavant [3]. De son côté le roi, négociant toujours avec les chambres, devait se retirer par degrés vers les comtés du nord, où ses partisans étaient plus nombreux, fixer à York sa résidence, et attendre là l'occasion et les moyens d'agir. Tout ainsi convenu, la reine fit avec grand mystère ses préparatifs de départ; et le roi invita les chambres à résumer leurs griefs et à les lui présenter tous ensemble, promettant d'y faire droit un jour, et de mettre ainsi un terme à leurs débats [4].

La chambre haute accueillit avec joie ce message; les amis du roi y étaient nombreux; beaucoup d'autres, effrayés ou lassés, n'aspiraient qu'à cesser la lutte sans s'inquiéter de l'avenir. Mais les communes, plus prévoyantes et plus résolues, ne pouvaient croire que le roi accordât ce qu'elles lui demanderaient, ni qu'il tînt ce qu'il aurait promis. Sa proposition ne fut, à leurs yeux, qu'une ruse pour en finir d'un seul coup avec elles, les congédier et ressaisir son pouvoir. Elles refu-

[1] Rushworth, part. 3, t. I, p. 469. — Nalson, t. II, p. 843 et suiv. — *Parl. Hist.*, t. II, col. 1036. — Whitelocke, p. 52.

[2] Le 12 janvier 1642.

[3] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. III, p. 83. — *Hist. des révolutions d'Angleterre*, par le père d'Orléans, liv. 9, p. 87, édit. de 1694.

[4] Le 20 janvier 1642. *Parl. Hist.*, t. II, col. 1045 et suiv.

sèrent d'accéder aux remercîments empressés des lords, à moins que le roi ne fût supplié de remettre d'abord le commandement de la Tour, des places fortes et de la milice, à des hommes investis de la confiance du parlement [1]. La chambre haute repoussa cet amendement; mais trente-deux lords protestèrent contre ce rejet [2]; et les communes, fortes de l'appui d'une telle minorité, adressèrent seules au roi leur pétition. Il y répondit [3] par un refus formel quant aux places et à la Tour, en termes vagues et évasifs quant à la milice, évidemment préoccupé du seul dessein de ne plus rien céder et de gagner du temps. Les communes n'en voulaient point perdre; bien servies à Windsor comme à Londres, car on croyait partout à leur force, elles avaient partout des espions, des amis, et n'ignoraient rien des projets du roi, ni du voyage de la reine, ni des menées de la cour dans le nord du royaume et sur le continent [4]. Le péril pressait: il pouvait arriver que le roi fût prêt à la guerre avant que la question de la milice fût décidée, et alors quel moyen de lui résister? Des craintes plus aveugles et plus prochaines agitaient le peuple; on parlait de munitions enlevées de la Tour, de complots contre la vie des chefs du parti; on s'indignait de vaincre sans cesse et toujours sans fruit. Une nouvelle et vive explosion du vœu public pouvait seule, pensa-t-on, surmonter ces nouveaux obstacles, armer les zélés, entraîner les tièdes, frapper d'impuissance les malveillants. Les pétitions affluèrent; il en vint de tous les comtés, de toutes les classes de citoyens; les apprentis, les petits marchands, les pauvres ouvriers, les portiers de Lon-

[1] *Parl. Hist.*, t. II, col. 1048.

[2] *Ibid.*, col. 1049.

[3] Le 28 janvier 1642. Rushworth, part. 3, t. I, p. 517.

[4] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IV, p. 117.

dres, les femmes même se pressaient autour de Westminster pour présenter les leurs. A la première apparition de celles-ci, Skippon, qui commandait la garde, s'étonna: » Qu'on nous écoute, criaient-elles; où il n'y « a qu'une femme aujourd'hui, demain il en viendra cinq « cents. « Il alla prendre les ordres de la chambre, et à son retour les engagea doucement à se retirer. Mais elles revinrent le surlendemain, ayant pris pour orateur Anne Stagg, femme d'un riche brasseur, et portant une pétition au bas de laquelle elles avaient eu soin d'expliquer leurs motifs: « Une telle démarche, disaient-elles, n'est point inconvenante pour notre sexe: Christ « nous a rachetées aussi cher que les hommes; nous « souffrons comme eux des calamités publiques; nous « avons comme eux une vie à soutenir et une ame à « sauver: nous ne faisons point ceci par vanité ou orgueil de cœur, ni pour nous égaler aux hommes en « autorité ou en sagesse, mais pour acquitter, autant « qu'il est en nous, ce que nous devons à Dieu, à son « Église, à notre pays. » La pétition fut reçue, et Pym sortit pour y répondre; elles se rangèrent autour de lui, devant la porte: « Braves femmes, leur dit-il, votre « pétition a été lue; la chambre vous en remercie; rentrez « chez vous, nous vous en conjurons, et que vos pétitions « se changent en prières pour le succès de nos travaux; « nous avons toujours été, nous sommes et serons toujours prêts à vous défendre, vous, vos maris et vos enfants. » Elles se retirèrent sans bruit: remarquable exemple de réserve dans les égarements de l'enthousiasme et de gravité morale dans les manœuvres de parti [1].

[1] Presque toutes ces pétitions furent présentées du 20 janvier au 5 février 1642; celle des femmes entre autres le fut le 4 février. *Journals of the house of Commons*, t. II, p. 404 et suiv. — *Parl. Hist.*, t. II, col. 1049-1055, 1072-1076. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. III, p. 56, 70.

Ces pétitions étaient uniformes: toutes demandaient la réforme de l'Église, le châtiment des papistes, la répression des malveillants. Quelques unes firent davantage et s'adressèrent au mal du moment; la chambre haute y fut ouvertement menacée: « Que ceux des no- « bles lords, dit-on aux communes, qui veulent concou- « rir à vos bienfaisantes résolutions, soient suppliés de « s'unir à cette honorable chambre pour siéger et voter « avec elle en un seul corps; par là seront dissipées « toutes nos craintes et prévenus les coups que les hom- « mes les plus paisibles tenteraient enfin par déses- « poir. » — « Nous n'avons jamais douté de la chambre « des communes, s'écriait le peuple aux portes de West- « minster; mais on dit que tout s'arrête à la chambre « des lords: qu'on nous donne les noms de ceux qui « empêchent l'harmonie entre les bons lords et les com- « munes, nous y pourvoirons [1]. » Au sein même de la chambre haute, le langage des partis devenait celui de la guerre: « Quiconque refuse de se joindre aux com- « munes, dans l'affaire de la milice, dit le comte de Nor- « thumberland, est ennemi de l'État. » On le somma de s'expliquer: « Nous le pensons tous, » s'écrièrent ses amis, jusque-là en minorité dans cette question. La multitude était aux portes; la peur gagna les lords: plusieurs sortirent, d'autres changèrent d'avis: le chancelier Littleton lui-même, sauf quelques vaines réserves, se rangea au vœu des communes, qui reçut enfin l'adhésion de la chambre; et peu de jours après [2], le bill pour l'exclusion des évêques, en suspens depuis trois mois, y fut pareillement adopté [3].

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. III, p. 74-75.

[2] Le 5 février 1642.

[3] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. III, p. 76, 78, 347. — May, *Hist. du Long-Parl.*, t. I, p. 330, dans ma *Collection*. — *Parl. Hist.*, t. II, col. 1077, 1367.

On le présenta seul au roi [1], l'ordonnance sur la milice n'étant pas encore rédigée; sa perplexité fut grande : il venait d'annoncer aux chambres le prochain voyage de la reine; il avait, pour les adoucir, officiellement renoncé à toute poursuite contre les cinq membres [2]; il consentait même à nommer gouverneur de la Tour sir John Conyers, que les communes avaient désigné [3]; mais c'était son espoir, jusqu'au jour où il serait prêt, de ne rien faire de plus, d'éluder toute grande question. L'exclusion des évêques troublait sa conscience; l'abandon de la milice livrait à ses adversaires toutes les forces du pays. Cependant on le pressait; ses propres conseillers ne croyaient pas qu'il pût tout refuser; lord Falkland, supposant toujours la sincérité, penchait toujours vers les concessions; Colepepper, peu dévot et porté aux expédients, insistait vivement pour l'adoption du bill sur les évêques, disant que la milice était d'une bien autre importance, qu'avec l'épée on pourrait tout reprendre, et qu'alors il serait facile de déclarer nul un consentement que la violence aurait arraché. « Est-ce l'avis de Hyde? lui dit le roi. — « Non, Sire, je l'avoue; il pense que ni l'un ni « l'autre bill ne doit être sanctionné. — Il a raison, et « ainsi ferai-je. » Colepepper alla trouver la reine, lui peignit les dangers du roi, les siens propres, les obstacles que rencontrerait son voyage, seul moyen de mettre le roi en état de vaincre un jour ses ennemis. A la véhémence de ses gestes, de ses paroles, la reine, aussi prompte à la peur qu'à l'espérance, et peu amie d'ailleurs des évêques anglicans, se laissa aisément troubler et persuader. Elle courut chez son mari, pria, pleura, s'em-

[1] Le 7 février 1642.

[2] Le 2 février 1642. Rushworth, p. 3, t. I, p. 492.

[3] Le 11 février. *Parl. Hist.*, t. II, col. 1087. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. III, p. 85.

porta, au nom de sa sûreté, de leur avenir, de leurs enfants. Charles était incapable de lui résister; il céda avec tristesse et repentir, comme dans le procès de Strafford, autorisa des commissaires à signer le bill en son nom, ne parla point de la milice, et partit aussitôt pour Douvres [1], où la reine devait s'embarquer.

A peine y était-il arrivé qu'un message des communes vint l'y chercher; comme Colepepper, elles tenaient bien plus à la milice qu'à l'exclusion des évêques, déjà vaincus et en prison. Elles s'étaient hâtées de rédiger leur ordonnance, y avaient inséré les noms des lieutenants qui devaient commander dans chaque comté, et en sollicitaient la prompte sanction. « Il me faut du « temps, dit le roi; je répondrai à mon retour [2]. » Comme il revenait, après l'embarquement de la reine [3], un nouveau message le rejoignit sur la route, à Cantorbéry [4]; insistant plus vivement encore. Il apprit en même temps que les communes s'opposaient au départ de son fils Charles, prince de Galles, qu'il avait mandé à Greenwich, voulant l'emmener avec lui dans le Nord; qu'elles poursuivaient le procureur général Herbert pour avoir obéi à ses ordres en accusant les cinq membres; enfin qu'elles avaient intercepté et ouvert une lettre de lord Digby à la reine. Tant de méfiance, après tant de concessions, l'offensa comme si les concessions eussent été sincères. Il traita les messagers avec beaucoup d'humeur, sans rien décider pourtant [5]. Arrivé à Greenwich [6], il y trouva le prince, que son gouverneur le marquis de

[1] Le 16 février 1642. *Mémoires* de Clarendon, t. I, p. 144-146, dans ma *Collection*.

[2] *Parl. Hist.*, t. II, col. 1083-1085, 1091, 1097.

[3] Il eut lieu le 23 février.

[4] Le 25 février 1642.

[5] *Mémoires* de Clarendon, t. I, p. 153-156, dans ma *Collection*.

[6] Le 26 février.

Hertford, malgré la défense des communes, s'était empressé de lui amener. Alors enfin, tranquille sur sa femme et ses enfants, il envoya aux chambres sa réponse [1]: il leur offrait de confier la milice aux commandants qu'elles avaient désignés, mais en conservant le droit de les révoquer, et en exceptant de cette mesure les principales villes du royaume, où la milice devait rester sous l'empire de leurs chartes et des anciennes lois; puis, sans rien attendre, il partit pour York, voyageant avec lenteur. A Théobalds, douze commissaires des chambres le rejoignirent [2]: en recevant sa réponse elles avaient voté que c'était un refus positif, que, s'il persistait, elles disposeraient de la milice sans son aveu, et que son retour à Londres pouvait seul prévenir les maux dont le royaume était menacé. Le ton du message était rude, comme si les chambres avaient voulu laisser voir qu'elles sentaient leur force et ne craindraient pas d'en user: « Je suis si étonné, dit le roi, que je ne « sais comment vous répondre; vous parlez de craintes « et de méfiances; mettez la main sur votre cœur, et « demandez-vous si, moi aussi, je ne puis pas avoir des « méfiances et des craintes. J'ai bien pensé à cette af- « faire de la milice; ma réponse est juste: je n'y chan- « gerai rien. Quant à ma résidence auprès de vous, je « voudrais qu'elle pût être sûre et honorable, et n'avoir « point de raison de quitter Whitehall: qu'en pensez- « vous? Sur mon honneur, je ne veux que paix et jus- « tice pour mon peuple; je saurai les maintenir; je « compte sur la bonté de Dieu pour me défendre, moi « et mes droits [3]. » Et il continua sa route. Huit jours

[1] En date du 28 février. Rushworth, part. 3, t. I, p. 521 — *Mémoires* de Clarendon, t. I, p. 156-160.

[2] Le 1er mars 1642.

[3] Rushworth, part. 3, t. I, p. 523-524. — *Mémoires* de Clarendon, t. I, p. 164.

après [1], à Newmarket, de nouveaux commissaires se présentent; ils apportaient une déclaration où le parlement, rappelant tous ses griefs, toutes ses craintes, justifiait sa conduite et conjurait encore le roi de revenir à Londres, de s'entendre avec son peuple, de dissiper ainsi les funestes pressentiments qui agitaient tous les cœurs. Une vive émotion perçait à travers la fermeté du langage; elle parut également dans l'entrevue des commissaires et du roi; la conversation fut longue, pressante, familière, comme entre gens profondément troublés de leur rupture imminente et qui essayaient encore de se persuader; il était clair que, sans hésitation, sans moyens de rapprochement, jugeant la lutte inévitable, et bien résolus de la soutenir, les deux partis ne s'y engageaient pourtant qu'avec angoisse, et tentaient, pour l'écarter, un dernier effort, avec abandon bien que sans espoir. « Que voulez-vous donc ? dit le roi: ai-je violé « vos lois? ai-je refusé aucun bill pour la sûreté de mes « sujets? Je ne vous demanderai pas ce que vous avez « fait pour moi: est-il quelqu'un qui craigne encore? « j'offre un pardon aussi général, aussi complet que « vous-mêmes pourrez l'inventer. — Mais la milice, « Sire, dit lord Holland. — La milice? Je n'ai pas re- « fusé. — Que votre Majesté revienne du moins auprès « du parlement. — Vous ne faites rien qui m'y porte: « croyez-vous votre déclaration propre à me décider? à « coup sûr ce n'est pas dans la rhétorique d'Aristote « que vous avez trouvé de tels moyens de persuasion. — « Le parlement, dit lord Pembroke, en a déjà humble- « ment supplié votre Majesté. — Votre déclaration me « prouve que les paroles ne signifient rien. — Que vo- « tre Majesté daigne donc nous dire clairement ce qu'elle « voudrait pour s'y résoudre. — Je ferais fouetter un

[1] Le 9 mars 1642.

« enfant de l'école de Westminster qui, dans ma réponse, ne saurait pas voir ce que je veux; vous vous trompez si vous y trouvez un refus de retourner auprès « du parlement. — Ne serait-il pas possible d'accorder « au parlement la milice, au moins pour un temps limité? Non, de par Dieu, pas pour une heure; vous « m'avez demandé là ce qu'on n'a jamais demandé à un « roi, ce que je ne confierais pas à ma femme et à mes « enfants. » Puis se tournant vers les commissaires des communes: « Les affaires d'Irlande ne se feront jamais « avec les moyens que vous avez pris: une assemblée « de quatre cents personnes n'en viendra jamais à bout: « il faut que cela soit remis aux soins d'un seul homme: si l'on m'en chargeait, j'y engagerais ma tête: je « ne suis aujourd'hui qu'un mendiant, et pourtant je « trouverais de l'argent pour y réussir [1]. » Ces derniers mots réveillèrent toutes les méfiances: on y vit l'aveu de ressources inconnues, le dessein de décrier le parlement, en lui imputant les maux de l'Irlande, enfin le désir de se trouver seul à la tête d'une armée pour en disposer à son gré. La conférence n'alla pas plus loin; les commissaires partirent; le roi reprit sa route, et arriva à York sans autre incident.

Alors commença, entre le parlement et lui, une lutte jusque-là sans exemple en Europe, clair et glorieux symptôme de la révolution qui commençait alors et s'accomplit de nos jours dans les sociétés. Les négociations continuèrent, mais sans que l'un ni l'autre parti en

[1] Cette conversation est tirée d'un pamphlet publié à Londres aussitôt après le retour des commissaires (chez W. Gay, 1642), et qui contenait le récit de tout ce qui s'était passé entre eux et le roi. L'imprimeur de ce pamphlet fut mandé et interrogé par la chambre haute; mais il répondit qu'il tenait ce manuscrit du secrétaire du chancelier, et la chambre le renvoya (*Parl. Hist.*, t. II, col. 1126-1127. — Rushworth, part. 3, t. I, p. 526-535.)

espérât rien, ou se proposât même de traiter. Ce n'était plus l'un à l'autre qu'ils s'adressaient dans leurs déclarations et leurs messages; tous deux parlaient à la nation entière, à l'opinion publique; de cette puissance nouvelle tous deux semblaient attendre leur force et leur succès. L'origine et l'étendue du pouvoir royal, les priviléges des chambres, les limites du devoir de fidélité imposé aux sujets, la milice, les pétitions, la disposition des emplois devinrent l'objet d'une controverse officielle où les principes généraux de l'ordre social, la diverse nature des gouvernements, les droits primitifs de la liberté, l'histoire, les lois, les coutumes de l'Angleterre, étaient allégués, expliqués, commentés tour à tour. Entre les débats des deux partis au sein des chambres et leur rencontre à main armée sur les champs de bataille, on vit le raisonnement et la science s'interposer, pour ainsi dire, durant plusieurs mois, suspendre le cours des événements, et déployer leurs plus habiles efforts pour conquérir la libre adhésion des peuples, en imprimant à l'une ou à l'autre cause le caractère de la légitimité. A l'ouverture du parlement, l'Angleterre n'avait point cru ni voulu tenter une révolution; les dissidents seuls en méditaient une dans l'Église; le retour à l'ordre légal, le rétablissement des anciennes libertés, la réforme des abus actuels et pressants, tels étaient, il le croyait du moins, le vœu et l'espoir du pays. Les chefs eux-mêmes, plus hardis et plus éclairés, ne formaient guère de plus vastes projets; l'énergie de leur volonté surpassait l'ambition de leurs pensées; et ils s'étaient engagés de jour en jour sans but éloigné, sans système, par le seul développement progressif de leur situation, et pour suffire à d'urgentes nécessités. Au moment de tirer l'épée, tous s'étonnèrent et s'émurent; non que leur cœur fût timide, ni que la guerre civile en général eût, aux yeux du par-

lement et même du peuple, rien d'étrange ou de criminel; il la lisait avec orgueil dans la grande charte, dans son histoire; plus d'une fois il avait bravé ses maîtres, retiré même et donné la couronne; temps déjà si loin de lui, qu'il en avait oublié les misères, et n'y voyait plus que de glorieux exemples de son énergie et de son pouvoir. Mais c'était toujours au nom des lois, de droits certains et avoués, que la résistance s'était déclarée; en conquérant la liberté, l'Angleterre avait toujours cru défendre son héritage; et aux seuls mots de *loi, d'ordre légal,* s'attachait ce respect populaire et spontané qui repousse la discussion et sanctionne les plus audacieux desseins. Or, maintenant les deux partis s'accusaient réciproquement d'illégalité et d'innovation, et tous deux avec justice, car l'un avait violé les anciens droits du pays, et n'abjurait point les maximes de la tyrannie; l'autre réclamait, en vertu de principes confus encore, des libertés et un pouvoir jusque-là inconnus. Tous deux sentirent le besoin de couvrir du manteau légal leurs prétentions et leurs actes: tous deux entreprirent de se justifier, non-seulement selon la raison, mais selon la loi. A leur suite, la nation entière s'élança avec transport dans cette arène, agitée, encore plus que ses chefs, de sentiments qui semblaient s'exclure, et pourtant également sincères. A peine affranchie d'une oppression qu'avaient condamnée, sans la prévenir, les lois de ses aïeux, elle cherchait avec passion des garanties plus efficaces; mais c'était toujours à ces mêmes lois, d'une impuissance naguère éprouvée, que s'attachait son espoir. De jeunes croyances, des idées nouvelles fermentaient dans son sein; elle leur portait une foi vive, pure, se livrait même, avec force et confiance, à cet enthousiasme qui poursuit le triomphe de la vérité, n'importe à quel prix; et, en même temps, modeste dans ses pen-

sées, fidèle avec tendresse à ses habitudes, pleine de respect pour ses vieilles institutions, elle voulait croire que, loin d'y rien changer, elle ne faisait que leur rendre hommage et les remettre en vigueur. De là un singulier mélange de hardiesse et de timidité, de sincérité et d'hypocrisie, dans les publications de toute sorte, officielles ou libres, dont l'Angleterre fut alors inondée. L'ardeur des esprits était sans mesure, le mouvement universel, inouï, déréglé; à Londres, à York, dans toutes les grandes villes du royaume, les pamphlets, les journaux périodiques, irréguliers, se multipliaient, se propageaient en tous sens [1]; questions politiques, religieuses, historiques, nouvelles, sermons, plans, conseils, invectives, tout y prenait place; tout y était raconté, débattu; des messagers volontaires les colportaient dans les campagnes; aux assises, les jours de marché, aux portes des églises, on se pressait pour les acheter ou les lire; et dans cette explosion de toutes les pensées, au milieu de cet appel si nouveau à l'opinion du peuple, tandis qu'au fond des démarches et des écrits régnait déjà le principe de la souveraineté nationale aux prises avec le droit divin des couronnes, les statuts, la jurisprudence, les traditions, les usages étaient sans cesse invoqués comme seuls juges légitimes du débat; et la révolution était partout sans que nul osât le dire ni peut-être se l'avouer.

Dans cet état des esprits, la situation morale du parlement était fausse, car c'était par lui et à son profit que s'accomplissait la révolution; contraint de la faire et de la nier à la fois, ses actes et son langage se démentaient tour à tour, et il flottait péniblement entre

[1] Voici les titres de quelques uns de ces écrits: *Mercurius aulicus, Mercurius Britannicus — rusticus — pragmaticus — politicus — publicus; Diurnal paper; Diurnal occurrences; A perfect Diurnal of some passages in Parliament; London-Intelligencer*, etc., etc.

l'audace et la subtilité, la violence et l'hypocrisie. Considérés comme des maximes et des mesures d'exception, applicables à des temps de crise, et qui cesseraient avec la nécessité, ses principes étaient vrais et ses résolutions légitimes ; mais les partis ne se résignent point de la sorte à ne posséder qu'une légitimité éphémère ; les peuples ne se dévouent point avec enthousiasme pour des doctrines et des intérêts d'un jour ; au moment même où le présent seul les domine et décide de leurs opinions et de leurs actes, ils veulent croire à la perpétuité de leurs idées, de leurs œuvres, et prétendent régler l'avenir au nom de l'éternelle vérité. Non content de se saisir du pouvoir souverain, le parlement vota, en principe et comme pour définir l'ordre légal du pays, que le commandement de la milice n'appartenait point au roi, qu'il ne pouvait refuser sa sanction aux bills voulus du peuple, que les chambres, sans son concours, avaient le droit de déclarer quelle était la loi, enfin qu'il était bon et licite de solliciter par des pétitions le changement des coutumes ou des statuts en vigueur, mais que toute pétition pour leur maintien devait être repoussée comme sans objet [1]. Malgré l'incertitude et la diversité des anciens exemples, de telles maximes, érigées en droit public et permanent, étaient évidemment contraires aux fondements historiques, à l'état régulier, à l'existence même de la monarchie. Le roi se hâta d'en profiter. A son tour, il parla au nom de la vieille Angleterre de ses lois, de ses souvenirs. D'habiles et savants défenseurs se chargèrent de sa cause. Édouard Hyde, encore à Londres, et tantôt seul, tantôt de concert avec Falkland, rédigeait des réponses à toutes les publications du parlement. Portées à York en toute hâte

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. III, p. 136, 145. — *Parl. Hist.*, t. II, col. 1140, sous la date du 22 mars 1642.

par de secrets messagers, ces pièces étaient remises au roi seul, qui passait les nuits à les copier de sa main, pour que nul n'en connût l'auteur, et les publiait ensuite au nom de son conseil [1]. Écrites avec art et clarté, quelquefois même avec une pressante ironie, elles tendaient surtout à dévoiler les subtilités, les artifices, l'illégalité des prétentions du parlement. Charles ne gouvernait plus, n'avait plus de tyrannie actuelle à défendre; il pouvait se taire sur ses principes cachés, ses arrière-pensées, ses despotiques espérances, et invoquer la loi contre ses ennemis, despotes régnants à leur tour. Tel fut l'effet des publications royales que le parlement mit tout en œuvre pour les étouffer, tandis que le roi faisait imprimer, en regard de ses réponses, les messages du parlement [2]. Le parti royaliste grossissait à vue d'œil; bientôt il s'enhardit, et tourna contre ses adversaires les armes de la liberté. George Benyon, riche marchand de la Cité, adressa aux chambres une pétition contre leur ordonnance sur la milice, et beaucoup de bourgeois considérables la signèrent avec lui [3]. Les gentilshommes du comté de Kent s'assemblèrent pour en rédiger une en faveur de la prérogative et de l'épiscopat [4]; des membres du parlement, sir Édouard Dering entre autres, premier auteur du bill contre les évêques, provoquaient ouvertement ces démarches [5]. Les pamphlets royalistes circulaient avec grande faveur; ils étaient piquants, hautains, écrits d'un ton de supériorité élégante et moqueuse; parmi le peuple même, l'insulte aux meneurs

[1] *Mémoires* de Clarendon, t. I, p. 157, 167, 171, dans ma *Collection*. — *Mémoires* de Warwick, p. 164, *Ibid.*

[2] Rushworth, part. 3, t. I, p. 751.

[3] *Parl. Hist.*, t. II, col. 1150.

[4] Le 25 mars, aux assises de Maidstone. *Parl. Hist.*, t. II, col 1147.

[5] *Ibid.*, col. 1147.

des communes trouvait accueil et crédit : on y parlait avec dérision du *roi Pym*, et des *pains de sucre* qu'il avait jadis reçus en présent, et de 10,000 livres sterling, *de l'argent du roi*, qu'il venait, disait-on, de donner en dot à sa fille, et de la poltronnerie du comte de Warwick, *qui avait son cœur dans ses bottes*, et mille autres grossiers propos que naguère personne n'eût voulu redire ou seulement écouter [1]. Dans les chambres, enfin, les amis du roi se montraient fiers et susceptibles; des hommes jusque-là silencieux, sir Ralph Hopton, lord Herbert, repoussaient vivement les insinuations offensantes pour son honneur. Il était clair qu'aux yeux de beaucoup de gens sa cause devenait bonne, et qu'ils la soutiendraient au besoin, car ils n'hésitaient plus à l'avouer. Le parlement prit l'alarme; l'amour-propre des chefs s'irrita; nourris dans la popularité, ils supportaient impatiemment l'injure, le dédain, et que, dans cette guerre de plume, l'avantage parût rester à leurs ennemis. A ce péril, et autant par humeur que par calcul, ils opposèrent la tyrannie; toute libre discussion cessa; sir Ralph Hopton fut mis à la Tour [2], lord Herbert censuré avec menaces [3], George Benyon et sir Édouard Dering accusés [4], la pétition du comté de Kent étouffée [5]. Le bruit courut qu'elle allait reparaître; Cromwell se hâta d'en informer les communes, et reçut mission de prévenir ce danger [6]. Encore peu apparent dans la chambre, mais déjà plus habile et plus engagé que tout autre dans les trames de la révolution, c'était à ces soins

[1] *Parl. Hist.*, t. II, col. 1164, 1405.

[2] Le 7 mars 1642. *Parl. Hist.*, t. II, col. 1118.

[3] Le 20 mai 1642. *Ibid.*, col. 1242.

[4] Les 31 mars et 26 avril 1642. *Ibid.*, col. 1149, 1188.

[5] Le 28 mars 1642. *Ibid.*, t. II, col. 1147.

[6] Le 28 avril 1642. *Parl. Hist.*, t. II, col. 1194.

extérieurs, à échauffer le peuple, à épier, à dénoncer, à déjouer les royalistes, que s'employaient alors son activité et son crédit.

La guerre prochaine n'était plus douteuse; les partis ne pouvaient plus vivre ensemble ni siéger dans les mêmes murs. Chaque jour des membres du parlement quittaient Londres, les uns, dégoûtés ou effrayés, pour se retirer dans leurs terres, les autres pour aller chercher ailleurs, loin d'une ville où ils se sentaient vaincus, de nouvelles armes contre leurs ennemis. La plupart se rendaient auprès du roi, qu'avaient déjà rejoint presque tous ses conseillers [1]. Un incident inattendu vint précipiter cette émigration et séparer sans retour les deux partis. Le 23 avril, le roi, à la tête de trois cents chevaux, s'avança vers Hull, et requit sir John Hotham, gouverneur de la place, de la remettre entre ses mains. Faible, irrésolu, peu animé contre la couronne, et sans instructions qui eussent réglé d'avance sa conduite, sir John, en proie à la plus vive perplexité, fit supplier le roi d'attendre qu'il eût informé de son vœu le parlement. Mais Charles approchait toujours et parut à onze heures sous les murs. Il avait des intelligences dans la ville; la veille même, son fils Jacques, duc d'York, le prince Palatin, son neveu, et lord Newport y étaient entrés sous prétexte d'y passer un jour. Déjà le maire et quelques citoyens marchaient vers les portes pour les lui ouvrir; Hotham leur ordonna de rentrer chez eux, et suivi de ses officiers, se rendit sur le rempart. Là le roi en personne le somma de le recevoir. Sir John tomba à genoux et s'excusa avec angoisse, au nom du serment qu'il avait prêté de garder la place selon les ordres du parlement. De violents murmures

[1] May, *Hist. du Long-Parl.*, t. I, p. 338-347, dans ma *Collection*. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IV, p. 654 et suiv.

s'élevèrent parmi les cavaliers qui entouraient le roi; ils menaçaient sir John, l'appelant rebelle et traître: « Tuez-le! criaient-ils aux officiers de la garnison; jetez-« le en bas. » Mais les officiers avaient décidé la résistance du gouverneur. En vain Charles lui-même essaya de les intimider ou de les séduire; après de longs pourparlers, il se retira, mais à peu de distance, et au bout d'une heure, fit demander à sir John de l'admettre seul, avec vingt chevaux. Sir John refusa également. « S'il « était entré, écrivit-il aux chambres, seulement avec « dix hommes, je n'étais plus maître de la ville. » Le roi revint au pied du rempart, fit proclamer traîtres Hotham et ses adhérents, et le jour même adressa au parlement un message pour demander justice d'un tel attentat [1].

Le parlement avoua de tout son gouverneur et répondit au roi que ni les places ni les arsenaux n'étaient des propriétés personnelles qu'il pût réclamer en vertu de la loi, comme un citoyen sa maison ou son champ; que le soin lui en était remis pour la sûreté du royaume, et que la même cause pouvait commander aux chambres de s'en saisir [2]. La réponse était franche et légitime, mais équivalait à une déclaration de guerre. On la prit pour telle des deux parts. Trente-deux lords et plus de soixante membres des communes, M. Hyde entre autres, partirent pour York [3]. Les comtes d'Essex et Holland,

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. III, p. 235. — Rushworth, part. 3, t. I, p. 567. — *Parl. Hist.*, t. II, col. 1197, où se trouve la lettre dans laquelle Hotham lui-même rend compte aux chambres de l'événement.

[2] *Ibid.*, t. II, col. 1188, 1193, 1204, 1209.

[3] May, *Hist. du Long-Parl.*, t. I, p. 339, dans ma *Collection*. — *Mémoires* de Clarendon, t. I, p. 174 et suiv. Le 16 juin 1642, un appel nominal de la chambre des communes constata l'absence de soixante-cinq membres sans excuse connue et légitime; il fut proposé qu'ils

l'un grand chambellan, l'autre premier gentilhomme de la chambre, reçurent du roi l'ordre de le rejoindre; il voulait s'assurer de leur personne et enlever au parlement leur appui. De l'aveu de leur chambre, ils s'y refusèrent et perdirent leurs charges [1]. Le chancelier Littleton, après de longues et pusillanimes hésitations, fit passer au roi le grand sceau, et s'évada lui-même le lendemain [2]. La rumeur fut vive à Londres, car à la possession du grand sceau semblait attaché le gouvernement légal. La chambre haute parut troublée et près de faiblir. Mais l'énergie des communes prévint toute incertitude. Les membres absents furent sommés de revenir [3]: sur le refus formel de neuf lords, des poursuites commencèrent contre eux [4]; défense fut faite à tout citoyen de prendre les armes sur l'ordre du roi [5]; des instructions envoyées dans tous les comtés prescrivirent l'organisation de la milice [6]; en beaucoup de lieux elle se formait et s'exerçait spontanément. La translation des arsenaux de Hull à Londres fut commandée, et s'accomplit malgré les obstacles [7]. Le roi avait ordonné celle des assises de Westminster à York, pour attirer dans sa résidence le gouvernement légal tout entier; le parlement s'y opposa, et fut obéi [8]. Enfin il nomma un co-

ne pussent rentrer dans la chambre sans avoir justifié des motifs de leur absence, et la motion passa à une majorité de cinquante-cinq voix. On voulut leur imposer aussi une amende de 20 liv. sterl.; mais la proposition fut repoussée par une majorité de vingt et une voix. (*Parl. Hist.*, t. II, col. 1373.)

[1] *Ibid.*, t. II, col. 1171-1173. — Clarendon, *Hist. of the rebell*, t. III, p. 182 et suiv.

[2] *Ibid.*, t. III., p. 341-348; t. IV, p. 1-8.

[3] Les 25 mai et 2 juin 1642. *Parl. Hist.*, t. II, col. 1296, 1327.

[4] Le 15 juin 1642. *Parl. Hist.*, t. II, col. 1368.

[5] Le 17 mai 1642. *Parl. Hist.*, t. II, col. 1235.

[6] Le 4 juin 1642. *Ibid.*, col. 1328.

[7] *Ibid.*, col. 1319.

[8] *Ibid.*, col. 1235.

mité chargé de négocier, dans la cité, un emprunt, sans en indiquer l'emploi [1], et fit partir pour York des commissaires, tous gentilshommes riches et accrédités dans cette province, avec ordre de résider auprès du roi, quoi qu'il pût dire, et de rendre compte aux chambres de tout ce qui se passerait sous leurs yeux [2].

La fermeté des commissaires fut égale aux périls de la mission : « Messieurs, leur dit le roi à leur arrivée, que « venez-vous faire ici? je vous ordonne de repartir; si vous « me désobéissez, si vous restez, prenez garde à vous; point « de menées, point d'intrigues; sinon, nos comptes seront « bientôt réglés [3]. » Ils répondirent respectueusement et restèrent, insultés chaque jour, souvent menacés, rarement libres de sortir, mais agissant sous main, observant toutes choses et informant de tout le parlement. Tout était en mouvement à York comme à Londres : le roi commençait à lever une garde; mais n'osant requérir impérieusement ce service, il avait convoqué, pour l'obtenir de leur zèle, les gentilshommes des environs [4]. La réunion fut nombreuse et bruyante [5]; de longues acclamations accueillirent les paroles du roi; des huées éclatèrent à la vue des commissaires du parlement. Mais le même jour arrivèrent à York, au nombre de plusieurs mille, les francs-tenanciers et les fermiers qu'on avait pris soin de n'y point appeler; ils avaient, disaient-ils,

[1] Le 31 mai 1642. *Parl. Hist.*, t. II, col. 1323.

[2] Le 2 mai 1642. Ces commissaires étaient les lords Howard et Fairfax, sir Hugh Cholmondley, sir Henri Cholmondley et sir Philippe Stapleton. (*Parl. Hist.*, t. II, col. 1206, 1210-1212.)

[3] Le 9 mai 1642. Lettre du comité d'York au parlement, dans la *Parl. Hist.*, t. II, col. 1222. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. III, p. 249-256.

[4] *Ibid.*, t. III, p. 281 et suiv.

[5] Le 13 mai 1642. May, *Hist. du Long-Parl.*, t. I, p. 332 et suivantes, dans ma *Collection*.

le même droit que les gentilshommes à délibérer sur les affaires du comté, et se présentèrent à la porte de la salle où les royalistes s'étaient réunis. L'entrée leur en fut interdite; ils s'assemblèrent ailleurs, et protestèrent contre les mesures dont ils entendaient parler. La noblesse même se divisa; à la proposition de lever une garde, plus de cinquante gentilshommes répondirent par un refus signé de leurs noms; à leur tête s'inscrivit sir Thomas Fairfax [1], jeune encore et inconnu, mais déjà le plus courageux et le plus sincère des patriotes du pays [2]. Charles intimidé annonça une nouvelle réunion où tous les francs-tenanciers seraient convoqués; les commissaires du parlement reçurent défense d'y paraître: mais elle se forma dans la plaine dite Heyworth-Moor [3], près de leur demeure, et de moment en moment on venait chercher leurs conseils. Plus de quarante mille hommes étaient là, gentilshommes, francs-tenanciers, fermiers, bourgeois, à pied, à cheval, les uns arrêtés en groupes, les autres parcourant la plaine pour reconnaître et rallier leurs amis. Bientôt les cavaliers s'aperçurent qu'une pétition circulait, destinée à conjurer le roi de bannir toute pensée de guerre, et de s'entendre avec son parlement. Ils éclatèrent en invectives, en menaces, se portant violemment sur les groupes, arrachant à ceux qui la lisaient les copies de la pétition, et déclarant que le roi ne la recevrait point [4]. Charles ar-

[1] Né en janvier 1611, à Denton, dans le comté d'York.

[2] Lettre du comité d'York au parlement, en date du 13 mai. (*Parl. Hist.*, t. II, col. 1226-1233.)

[3] Le 3 juin 1642.

[4] Sixième lettre du comité d'York au parlement, en date du 4 juin 1642. — Lettre de sir John Bourchier, qui assistait à l'assemblée de Heyworth-Moor, à son cousin sir Thomas Barrington, membre de la chambre des communes, de la même date. (*Parl. Hist.*, t. II, col. 1345-1353.)

riva, embarrassé, plein d'humeur, ne sachant que dire à cette multitude dont la présence et le tumulte offensaient déjà son inhabile gravité. Après la lecture d'une déclaration équivoque, il se ritirait avec hâte pour éviter toute réclamation, lorsque le jeune Fairfax réussit à s'approcher de lui, tomba subitement à genoux, et déposa la pétition sur le pommeau de sa selle, bravant ainsi, même à ses pieds, le courroux du roi, qui poussa aussitôt son cheval sur lui et le heurta rudement, mais en vain, pour le contraindre à s'éloigner [1].

Tant de hardiesse en présence du roi, dans le comté le plus dévoué à sa cause, intimidait les royalistes, ceux-là surtout qui arrivaient de Londres, l'esprit frappé de la puissance et de l'ardeur du parlement. C'était déjà beaucoup, pensaient-ils, d'avoir donné au prince, en venant le rejoindre, un périlleux témoignage de leur zèle; ils ne voulaient pas se compromettre davantage, et, une fois à York, ils se montraient tièdes et craintifs [2]. Charles leur demanda une déclaration des motifs qui les avaient contraints de quitter Londres ; il en avait besoin pour établir qu'après tant d'émeutes et de violences, le parlement, n'étant plus libre, avait cessé d'être légal. Ils la signèrent; mais le lendemain plusieurs d'entre eux vinrent dire au roi que, s'il la publiait, ils ne pourraient se dispenser de la démentir. « Que voulez-vous donc que « j'en fasse? » leur dit Charles avec humeur; ils persistèrent, et la déclaration ne parut point [3]. Malgré l'affluence et les bravades des cavaliers, rien ne se faisait: argent, armes, munitions, vivres même, tout manquait à York; à peine le roi avait-il de quoi entretenir une table et suffire aux dépenses ordinaires de sa maison [4]. La

[1] Carte, *Life of Ormond*, t. I, p. 357.

[2] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IV, p. 139.

[3] *Ibid.*, p. 140-141.

[4] *Ibid.*, p. 172-228.

reine avait vendu en Hollande quelques uns des joyaux de la couronne; mais tel était le pouvoir des menaces du parlement qu'un long temps s'écoula avant qu'elle trouvât le moyen d'en faire passer au roi le prix [1]. Il défendit à tous ses sujets d'obéir à l'ordonnance sur la milice [2], et donna lui-même, aux chefs royalistes de chaque comté, commission de la lever et de l'organiser en son nom [3]. Mais aussitôt, pour atténuer l'effet de la mesure, il protesta qu'il ne songeait point à la guerre; et les lords présents à York déclarèrent, par un acte officiel soigneusement répandu, qu'à leur connaissance aucun préparatif, aucune démarche n'annonçaient une telle intention [4]. Tant d'incertitude et de mensonge n'avait pas la faiblesse pour unique cause; depuis l'arrivée des déserteurs du parlement, Charles était en proie aux conseils les plus contraires: convaincus que dans le respect du peuple pour l'ordre légal résidait sa force la plus sûre, les jurisconsultes, les magistrats, les hommes sages voulaient que désormais, strict observateur des lois, il laissât au parlement seul le tort de les violer; les cavaliers s'écriaient que la lenteur perdait tout, qu'il fallait en toute occasion prendre les devants sur ses ennemis; et Charles, hors d'état de renoncer à l'appui de l'une ou de l'autre opinion, s'efforçait tour à tour de les contenter toutes deux.

La situation du parlement était au contraire devenue plus simple; tant de membres, en se retirant, avaient

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IV, p. 118.

[2] Le 27 mai 1642. Rushworth, part. 3, t. I, p. 550.

[3] La première commission de ce genre, donnée à lord Hastings pour le comté de Leicester, est du 11 juin 1642. (Rushworth, part. 3, t. I, p. 655 et suiv.)

[4] Cette déclaration, en date du 15 juin 1642, fut signée de quarante-cinq lords ou membres du conseil. (*Parl. Hist.*, t. II, col. 1373-1375. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IV, p. 142-144).

laissé les chefs de la révolution en possession assurée du pouvoir; quelques voix s'élevaient encore, mais réduites à la triste tâche de déplorer et d'avertir; à peine prenait-on le soin de leur répondre. Une majorité décidée, jugeant la guerre inévitable, l'acceptait hardiment, bien qu'avec des vues et des sentiments fort divers. Par égard pour les apparences, un comité reçut ordre de chercher les moyens de la prévénir [1]; des propositions d'accommodement, en dix-neuf articles, furent même rédigées et solennellement envoyées au roi [2]. Mais en attendant sa réponse, on continua d'étouffer toute pétition favorable au maintien de la paix [3]; on poussa les préparatifs militaires ouvertement et avec vigueur. Charles avait offert d'aller en personne réprimer la rébellion d'Irlande, chaque jour plus violente; son offre fut rejetée [4]. Il refusa de nommer lord Warwick, que désignaient les chambres, au commandement de la flotte [5]; Warwick en prit possession malgré son refus [6]. Le lord maire Gourney ne craignit pas de publier dans Londres la commission du roi qui ordonnait de lever la milice pour son service et en son nom; il fut accusé, mis à la Tour, révoqué, et l'alderman Pennington, puritain ardent, le remplaça dans ses fonctions [7]. La cité prêta 100,000 livres sterling [8]; on en prit 100,000 sur les fonds

[1] Le 27 mai 1642. *Parl. Hist.*, t. II, col. 1319.

[2] Le 2 juin 1642. *Ibid.*, col. 1324-1327. — May, *Hist. du Long-Parl.*, t. I, p. 363-371, dans ma *Collection.*

[3] Entre autres une pétition préparée au commencement de juin dans le comté de Somerset. (*Parl. Hist.*, t. II, col. 1366.)

[4] Le 15 avril 1642. *Parl. Hist.*, t. II, col. 1169-1172 et suiv.

[5] Le 31 mars 1642.

[6] *Parl. Hist.*, t. II, col. 1164-1165. — May, *Hist. du Long-Parl.*, t. I, p. 395 et suiv., dans ma *Collection.*

[7] Le 18 août 1642. *Parl. Hist.*, t. II, col. 1203, 1403, 1452. — *State-Trials*, t. IV, col. 159.

[8] Le 4 juin 1642. *Parl. Hist.*, t. II, col. 1328.

destinés à secourir l'Irlande [1]; une souscription s'ouvrit dans les chambres [2]; chaque membre, appelé à son tour, fut tenu d'exprimer sur-le-champ son intention: quelques-uns refusèrent: « Si l'occasion s'en présente, dit « sir Henri Killigrew, je me procurerai un bon cheval, « une bonne cotte de buffle, une bonne paire de pisto- « lets, et je ne serai pas embarrassé pour trouver une « bonne cause. » Mais il partit aussitôt pour son comté, car après de telles paroles il n'eût pu passer dans les rues de Londres sans insulte et sans péril [3]. L'ardeur du peuple était au comble; dans la cité comme à Westminster, l'éloignement des membres royalistes avait abattu leurs partisans. Le parlement fit un appel au patriotisme des citoyens; argent, vaisselle, bijoux, tout fut requis pour équiper quelques escadrons de cavalerie, sous la promesse d'un intérêt de huit pour cent. Les chaires retentirent des exhortations des prédicateurs; l'effet surpassa les conseils des plus passionnés et l'attente des plus confiants; pendant dix jours, une immense quantité de vaisselle fut apportée à Guildhall; on manqua d'hommes pour la recevoir, de place pour la déposer; de pauvres femmes venaient apporter leur anneau de mariage, les épingles d'or ou d'argent qui retenaient leurs cheveux, et plusieurs attendaient fort longtemps avant d'obtenir qu'on les déchargeât de leurs offrandes [4]. Informé de ce succès des communes, Charles voulut tenter le même moyen; mais l'enthousiasme ne s'imite point, et le dévouement populaire peut seul suffire aux besoins d'une cause. L'université d'Oxford envoya au

[1] Le 30 juillet 1642. May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 33-40, dans ma *Collection*. — *Parl. Hist.*, t. II, col. 1443-1448.

[2] Le 10 juin 1642.

[3] Clarendon, *Hist. of the rebell*, t. IV, p. 136; t. VIII, p. 290.

[4] May, *Hist. du Long-Parl.*, t. I, p. 376 et suiv., dans ma *Collection*. — Clarendon, *Hist. of the rebell*, t. IV, p. 136. — Whitelocke, p. 58.

roi sa vaisselle; sur son exemple, celle de Cambridge fit emballer la sienne; déjà même une portion était partie quand Cromwell, toujours vigilant, survint tout à coup et empêcha tout nouvel envoi [1]. Les commissaires du roi eurent grand'peine à recueillir, de château en château, quelques faibles contributions; et la moquerie, vain et dangereux plaisir d'une cour vaincue, fut la seule consolation qui demeurât aux cavaliers [2].

Les propositions d'accommodement étaient arrivées à York [3]; elles dépassaient les prédictions des plus emportés royalistes, et ravirent aux plus modérés toute espérance. Les chambres demandaient la complète destruction de la prérogative et que le pouvoir leur appartînt tout entier. Création de nouveaux pairs, nomination et révocation des grands fonctionnaires de tout genre, éducation et mariage des enfants du roi, affaires militaires, civiles, religieuses, rien ne devait plus se décider sans l'aveu formel du parlement. Tel était au fond le but véritable, et devait être un jour l'inestimable résultat de la révolution; mais le temps n'était pas venu où cette action décisive du parlement dans le gouvernement devait s'accomplir par le jeu naturel des institutions et l'influence dominante, quoique indirecte, des communes sur l'exercice journalier du pouvoir. Hors d'état d'imposer ses chefs à la couronne comme conseillers nécessaires, le parti national se sentait contraint d'asservir officiellement la couronne à leur empire, ne pouvant vivre en sûreté qu'à ce prix; moyen trompeur et impos-

[1] May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 196, dans ma *Collection*. — *Parl. Hist.* t. II, col. 1453. — *Querela Cantabrigiensis*, p. 182 (in-8, Londres, 1685), *Warwick's Life*, p. 24 (in-8, Londres, 1724). — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. V, p. 53.

[2] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. V, p. 55-57. — May, *Hist. du Long-Parl.*, t. I, p. 401.

[3] Elles furent présentées au roi le 17 juin.

sible, propre seulement à jeter l'État dans l'anarchie, mais le seul alors que les plus habiles sussent imaginer. A la lecture de ces propositions, la colère éclata dans les yeux du roi, une vive rougeur lui monta au visage: « Si j'accordais ce que vous demandez, répondit-il, on « pourrait encore ne se présenter devant moi que la tête « nue; on pourrait encore me baiser la main et m'appeler toujours du nom de Majesté; ces mots, *la volonté du roi signifiée par les deux chambres*, pourraient « être encore la formule de vos commandements; je « pourrais même faire porter devant moi la masse ou « l'épée, et m'amuser de la vue d'un sceptre ou d'une « couronne, rameaux stériles qui ne fleuriraient pas longtemps, car le tronc serait mort: mais quant au pouvoir « réel et vrai, je ne serais plus qu'une image, un signe, « un vain fantôme de roi[1]. » Et il rompit la négociation.

Le parlement n'attendait pas une autre réponse: dès qu'il l'eut reçue, toute hésitation, même de pure forme, disparut; la guerre civile fut mise en délibération[2]. Une voix, la même qui, à l'ouverture de la session, avait dénoncé la première tous les griefs publics, s'éleva presque seule pour la repousser: « Monsieur l'orateur, dit « sir Benjamin Rudyard, je suis pénétré, saisi jusqu'au « fond de l'ame du sentiment de ce qui importe à l'honneur de la chambre et au succès de ce parlement; « mais pour bien juger de la situation où nous sommes « aujourd'hui, reportons-nous de trois ans en arrière. « Si quelqu'un nous eût dit alors que, dans trois ans, la « reine, par un motif quelconque, aurait fui d'Angleterre « dans les Pays-Bas; que le roi se serait éloigné de nous « et de Londres pour aller à York, disant qu'à Londres « il n'était pas en sûreté; qu'une rébellion générale con-

[1] Rushworth, part. 3, t. I, p. 728.

[2] Le 9 juillet 1642.

« vrirait l'Irlande; que l'État et l'Église seraient en proie « aux discordes qui les travaillent; à coup sûr nous au« rions frémi à la seule pensée d'une telle situation. Sa« chons donc la ressentir maintenant que nous y som« mes plongés. Si d'autre part on nous eût dit que dans « trois ans nous aurions un parlement, que la taxe des « vaisseaux serait abolie, que les monopoles, la cour de « haute commission, la chambre étoilée, le vote des évê« ques seraient supprimés, que la juridiction du conseil « privé serait réglée et restreinte, que nous aurions des « parlements triennaux, que dis-je, un parlement per« pétuel que personne ne pourrait dissoudre, si ce n'est « nous-mêmes: à coup sûr, nous aurions regardé tout « cela comme un rêve de bonheur. Eh bien! nous pos« sédons vraiment tout cela, et nous n'en jouissons pas; « nous insistons sur de nouvelles garanties. La posses« sion actuelle de tous ces biens en est la meilleure ga« rantie; ils se garantissent l'un l'autre. Prenons garde « qu'en recherchant à travers toutes sortes de hasards « une prétendue sécurité, nous ne mettions en péril ce « que nous possédons déjà. Obtinssions-nous tout ce que « nous souhaitons, nous ne jouirions point d'une sécurité « mathématiquement infaillible; toutes les garanties hu« maines peuvent se corrompre et manquer. La provi« dence de Dieu ne souffre pas qu'on l'enchaîne; elle « veut que le succès demeure en ses mains. Monsieur « l'orateur, c'est maintenant qu'il nous importe de re« cueillir toute la sagesse dont nous sommes capables, « car nous voilà à la porte de l'incendie et du chaos. « Si une fois le sang touche le sang, nous tomberons « dans un malheur certain, en attendant un succès in« certain, que nous obtiendrons, Dieu sait quand! Dieu « sait lequel! Tout homme est tenu de tenter les derniers « efforts pour empêcher l'effusion du sang; le sang est

« un péché qui crie vengeance; il souille tout un pays. « Sauvons nos libertés et nos biens, mais de telle sor- « te que nous sauvions aussi nos ames. J'ai clairement « acquitté ma conscience; j'abandonne chacun à la sien- « ne[1]. » Vain appel d'un homme de bien qui n'avait plus qu'à se retirer d'une arène désormais trop agitée pour sa chaste et prudente vertu! D'autres prévoyances, d'autres craintes, également fondées, bien qu'alliées à des passions plus aveugles ou moins pures, dominaient impérieusement le parti national; et le jour était venu où le bien et le mal, le salut et le péril se mêlent et se confondent si obscurément que les plus fermes esprits, hors d'état de les discerner, ne sont plus que les instruments de la Providence qui châtie tour à tour les rois par les peuples et les peuples par les rois. Quarante-cinq membres seulement dans les communes partagèrent les scrupules de Rudyard[2], et dans la chambre haute le comte de Portland protesta seul[3]. Les mesures de guerre furent soudain adoptées; les chambres saisirent, à leur profit, tous les revenus publics[4]; les comtés eurent ordre de s'approvisionner d'armes, de poudre, et de se tenir prêts au premier signal. Sous le nom de *comité de sûreté*, cinq pairs et dix membres des communes furent chargés de veiller à la défense publique, et de faire exécuter les ordres du parlement[5]. Enfin on décréta la for-

[1] *Parl. Hist.*, t. II, col. 1416-1418.

[2] La levée de dix mille volontaires à Londres fut votée dans la chambre des communes par cent vingt-cinq voix contre quarante-cinq (*Parl. Hist.*, t. II, col. 1409.)

[3] *Ibid.*, col. 1414.

[4] *Ibid.*, col. 1349.

[5] Le 4 juillet 1642, les cinq lords étaient les comtes de Northumberland, d'Essex, de Pembroke, Holland et le vicomte Say; les dix membres des communes, Hampden, Pym, Hollis, Martyn, Fiennes, Pierpoint, Glynn, sir William Waller, sir Philippe Stapleton et sir John Merrick.

mation d'une armée, forte de vingt régiments d'infanterie d'environ mille hommes et de soixante-quinze escadrons, chacun de soixante chevaux. Lord Kimbolton, lord Brook, sir John Merrick, Hampden, Hollis, Cromwell, chefs du peuple dans les camps comme à Westminster, y reçurent des commandements. Le comte d'Essex fut nommé général [1].

[1] Les lecteurs ne verront pas sans intérêt la liste exacte et complète des chefs de cette armée vraiment nationale; on la trouvera dans les *Éclaircissements et Pièces historiques*, n° VI.

ÉCLAIRCISSEMENTS

ET

PIÈCES HISTORIQUES



I.

(Servant d'éclaircissement à la page 150.)

Des symptômes de l'esprit d'opposition et de liberté sous le règne d'Élisabeth.

Au mois de novembre 1575, M. Pierre Wentworth, membre de la chambre des communes, ayant prononcé un discours pour la défense des priviléges de la chambre, notamment de la liberté de la parole, fut arrêté par ordre de la reine, et subit devant un comité de la chambre, où siégeaient plusieurs conseillers de la couronne, l'interrogatoire suivant, monument curieux de l'esprit d'indépendance qui commençait à se manifester, et de l'approbation que les hommes même chargés de le punir se sentaient contraints de lui accorder.

Le président du comité. Où est votre dernier discours que vous avez promis de nous remettre par écrit?

Wentworth. Le voici: je le remets à deux conditions: la première, que vous l'examinerez d'un bout à l'autre, et que, si

vous y trouvez quelque chose qui puisse me faire taxer d'un défaut d'attachement à mon prince ou à l'État, j'aurai à répondre de tout le discours comme si je l'avais prononcé tout entier à la chambre; la seconde, que vous le remettrez à la reine; si Sa Majesté ou quelqu'un de vous, membres de son conseil privé, croit y voir que je manque d'affection pour elle ou pour mon pays, j'en prends la responsabilité.

Le président. Nous n'avons à nous occuper que de ce que vous avez dit dans la chambre.

Wentworth. Vos seigneuries ne peuvent refuser de remettre mon discours à la reine; je le lui envoie parce que j'y ai déposé tout mon cœur et toute ma pensée. Je sais qu'il sera utile à Sa Majeste, il ne fera de mal qu'à moi.

Le président. Puisque vous désirez que nous le remettions à la reine, nous le ferons.

Wentworth. Je supplie vos seigneuries de le faire.

(On lit alors le discours; l'interrogatoire reprend.)

Le président. Vous parlez là de certains propos que vous avez entendu rapporter comme venant de la reine; à qui avez-vous entendu faire ces rapports?

Wentworth. Si c'est en qualité de conseillers de Sa Majesté que vos seigneuries m'interrogent, vous m'excuserez, je ne vous répondrai point; je ne ferai point, à la chambre à laquelle j'appartiens, une telle injure. Je ne suis point une personne privée; je suis une personne publique, conseiller du pays tout entier, et dans un lieu où j'ai droit, selon la loi, de dire librement toute ma pensée. Pour vous, comme conseillers de la reine, vous n'avez nul droit de me demander compte de ce que j'ai dit dans la chambre. Si donc vous m'interrogez à ce titre, excusez-moi, je ne répondrai pas. Si vous m'interrogez comme formant un comité nommé par la chambre, je répondrai de mon mieux.

Le président. Nous vous interrogeons au nom de la chambre.

Wentworth. Je vous répondrai donc, et d'autant plus volontiers qu'à certains égards ma reponse sera nécessairement incomplète. Vous me demandez où et de qui j'ai entendu ces propos. Je les ai entendus dans la chambre même, de qui, je ne puis vous le dire.

LE PRÉSIDENT. Nous ne pouvons prendre cela pour une réponse.

WENTWORTH. Il faut bien que vos seigneuries s'en contentent, car je n'en puis faire de meilleure.

LE PRÉSIDENT. Il paraît que vous avez entendu dire dans la ville que Sa Majesté n'aimait point qu'on parlât de la religion ni de la succession à la couronne: vous avez fait des discours sur ces bruits, et vous ne voulez pas dire de qui vous les tenez?

WENTWORTH. Je vous assure que je puis vous montrer ce discours chez moi, écrit de ma main il y a deux ou trois ans. Je ne l'ai donc point fait d'après des bruits recueillis depuis mon arrivée à la ville.

LE PRÉSIDENT. C'est là votre réponse; mais à qui donc avez-vous entendu raconter ces bruits?

WENTWORTH. Si vos seigneuries pensent que je ne cherche qu'à m'excuser, j'essaierai de les satisfaire: je proteste devant le Dieu vivant que je ne puis nommer une personne de qui j'aie recueilli ces bruits; mais je les ai bien entendu rapporter par cent ou deux cents personnes dans la chambre.

LE PRÉSIDENT. De tant de gens, vous pouvez bien en nommer quelques uns.

WENTWORTH. Non certes; c'était un propos si universel que je n'ai remarqué en particulier aucun de ceux qui le tenaient: il en arrive toujours ainsi. D'ailleurs, quand je pourrais nommer quelqu'un, je ne le ferais pas. Je ne dirais jamais, sans y être absolument obligé, rien qui puisse faire tort à un homme, et ici rien ne m'y oblige. Cependant, comme je veux agir en toute sincérité avec vos seigneuries, je jurerai, si elles le souhaitent, sur l'Évangile, qu'il m'est impossible de désigner spécialement personne. Si, de votre autorité, vous me sommez de prêter un serment, je m'y refuserai, car je ne veux compromettre en rien les priviléges de la chambre. Mais à quoi bon tant de paroles? Je vais vous citer un cas où j'ai entendu de tels bruits, un cas qui vous satisfera, et vous conviendrez qu'en cette circonstance vous les avez entendus comme moi.

LE PRÉSIDENT. Cela nous satisfera, en effet; qu'est-ce donc?

WENTWORTH. Dans le dernier parlement (1561), le membre qui est maintenant orateur (Robert Bell) et qui l'était aussi

dans la dernière session du parlement actuel, fit un excellent discours pour demander la révocation de certains monopoles, accordés à quatre courtisans, au détriment de six ou huit mille sujets de Sa Majesté. Ce discours déplut si fort à quelques conseillers de la couronne que l'auteur fut mandé devant le conseil et traité si rudement qu'il revint à la chambre le visage tout décomposé, la chambre entière en fut si troublée que pendant dix, douze, quinze jours, personne n'osa élever la voix sur un sujet de quelque importance: et sur les matières les plus indifférentes, chacun se perdait en longs préambules, suppliant qu'on ne se méprît point au sens de ses paroles, qu'il se renfermait rigoureusement dans la question.... De tous côtés on répétait alors dans la chambre: « Messieurs, ne parlez pas contre les monopoles; la reine sera irritée, le conseil privé sera irrité. » Je suppose qu'il n'y a pas un de vous qui ne l'ait entendu aussi bien que moi. Je conjure vos Seigneuries d'en agir aussi franchement que je fais.

Le président. Nous l'avons entendu, cela est vrai. et vous nous avez satisfaits en ce point. Mais que dites-vous de la dure interprétation que vous avez donnée du message envoyé à la chambre? (On relit quelques phrases du discours de Wentworth.) Nous n'avons jamais vu un message de la reine présenté sous de telles couleurs.

Wentworth. Je supplie vos Seigneuries de me dire d'abord s'il n'est pas vrai qu'un tel message ait été adressé à la chambre.

Le président. D'accord.

Wentworth. Vous attesterez donc, je l'espère, que je n'ai rien inventé. Maintenant, je réponds qu'un message si dur n'aurait pu recevoir, de l'homme le plus sage de l'Angleterre, une qualification trop dure. Peut-on adresser à une assemblée réunie pour le service de Dieu un message plus dur que de lui faire dire: Vous ne chercherez pas à faire prospérer le service de Dieu? Je pense qu'il n'y a jamais eu de message plus illégitime.

Le président. Vous n'avez pas droit de parler contre les messages, car la reine seule les envoie.

Wentworth. Si le message est contraire au service de Dieu, à la sûreté du prince ou aux priviléges de la chambre réunie

pour le maintien de l'État, je ne dois ni ne veux me taire, car ce n'est pas en me taisant que j'acquitterai ma conscience. Je me repens profondément, je vous jure, de m'être tu si longtemps en de telles occasions; et je m'engage devant vous, si Dieu ne m'abandonne pas, à ne me taire de ma vie quand on adressera à la chambre quelque message qui mettra la gloire de Dieu en oubli, le prince en péril, ou portera atteinte aux priviléges du parlement: et vous tous ici présents, vous devriez vous repentir de votre silence et y renoncer.

Le président. De tels messages adressés à la chambre par le prince ne sont point une nouveauté. (On cite deux ou trois exemples.)

Wentworth. Messieurs, je vous dis que vous faites très mal d'apporter des précédents à l'appui de ceci. Vous devriez alléguer de bons précédents pour enhardir les hommes à faire le bien, et non des précédents iniques pour les porter au mal en les frappant d'épouvante.

Le président. Mais que prétendiez-vous donc en qualifiant si rudement ce message?

Wentworth. Je m'étonne que vous m'adressiez une telle question. N'ai-je pas dit qu'un message si dur ne pouvait être trop durement qualifié? n'en ai-je pas expliqué les raisons dans mon discours? J'ai dit que, par ce message, s'était manifestée la colère de Dieu sur nous, puisqu'il avait permis que dans le cœur de la reine entrât la volonté de rejeter des lois salutaires, uniquement destinées à défendre sa vie et son gouvernement. J'ai dit que les sujets fidèles en avaient été saisis de douleur, tandis que tous les papistes, tous les traîtres envers Dieu et Sa Majesté s'étaient moqués, dans leur barbe, de tout le parlement: n'est-ce pas là ce que j'ai dit? et vos Seigneuries mêmes ne pensent-elles pas que cela est vrai?

Le président. Il faut en convenir. Mais comment avez-vous osé dire que Sa Majesté avait injustement maltraité la noblesse et le peuple?

Wentworth. Je supplie vos Seigneuries de me dire quelle extension elles entendent donner à ces paroles: peut-on les prendre dans un autre sens que celui où je les ai prises moi-même?

Sa Majesté avait convoqué le parlement pour qu'il s'occupât de prévenir les périls dont sa personne était menacée, et pour cela seulement; Sa Majesté nous adressa deux bills en nous permettant de choisir celui que nous jugerions le plus propre à garantir sa sûreté, et promettant d'y donner ensuite sa sanction pour en faire une loi: nous en avons choisi un; Sa Majesté ne l'a-t-elle pas refusé? Nous avons adopté l'autre; Sa Majesté ne l'a-t-elle pas refusé également? Le lord garde du sceau ne nous avait-il pas dit, à l'ouverture du parlement, que c'était là le but de notre réunion? Sa Majesté n'a-t-elle pas, vers la fin de la session, rejeté tous nos travaux? Tout cela n'est-il pas connu et des personnes ici présentes, et du parlement tout entier? Je conjure vos Seigneuries d'être sincères comme je le suis: oui, il est vrai que Sa Majesté a injustement maltraité la noblesse et le peuple.

Le Président. Les faits que vous venez de rapporter sont incontestables.

Wentworth. Que vos Seigneuries veuillent donc bien me dire si la reine n'a pas tenu ici une conduite périlleuse sous deux rapports. D'abord cela pouvait blesser, décourager ses plus fidèles sujets, et les rendre moins capables ou moins empressés de bien servir Sa Majesté une autre fois. Ensuite cela devait relever le cœur de ses plus obstinés ennemis, et les porter, contre elle-même, à quelque entreprise désespérée.

Le président. Il est vrai qu'on pouvait craindre ce double danger.

Wentworth. Pourquoi donc vos Seigneuries me demandent-elles comment j'ai osé dire une vérité, et avertir la reine d'un péril si pressant?

Voici ma réponse: Grâces en soient rendues au Seigneur mon Dieu, je n'ai jamais trouvé la crainte dans mon ame quand il s'est agi de prémunir la reine contre ses ennemis; soyez tous tremblants si vous voulez; je remercie Dieu de ce que je ne le suis point, et j'espère ne jamais voir le jour de cette peur. Cependant, je le jure à vos Seigneuries, vingt fois et plus, je me suis promené dans ma maison, roulant ce discours dans mon esprit et travaillant à m'affermir contre cette épreuve; ma ti-

mide pensée me disait que ce discours me mènerait dans le lieu où je vais aller maintenant, et la crainte m'engageait à m'abstenir. Mais je me suis demandé si, en bonne conscience, en fidèle sujet, je pouvais, pour m'épargner la prison, ne pas donner à mon prince l'avis de sortir d'une route périlleuse: ma conscience m'a dit que je ne serais point un sujet fidèle si j'avais moins d'égard au danger de mon prince qu'à mon propre danger. J'ai donc été enhardi, et j'ai fait ce que vous savez. Pourtant, quand j'ai prononcé dans la chambre ces paroles, que personne ici-bas n'était infaillible, pas même notre noble reine, je me suis arrêté, j'ai regardé vos figures à tous, et j'ai vu clairement que ces mots vous saisissaient tout d'épouvante. Alors j'ai tremblé moi-même par sympathie, et la peur m'a fait hésiter à prononcer les phrases suivantes, car votre contenance me disait qu'aucun de vous ne s'opposerait à mon départ pour le séjour qui m'attend. Mais la conscience et le devoir d'un sujet loyal m'ont donné la force de continuer; vos Seigneuries l'ont entendu. Voilà comment j'ai parlé ainsi, j'en remercie Dieu: et si c'était à refaire, je le referais avec le même dessein.

Le président. Oui, mais vous auriez pu parler en termes plus doux; pourquoi ne l'avez-vous pas fait?

Wentworth. Vous auriez voulu que je parlasse comme un membre du conseil privé! que, sur un si grave sujet, je m'exprimasse en termes que la reine n'aurait pas compris! J'aurais manqué mon but; je voulais servir Sa Majesté, et de telles paroles n'auraient servi à rien.

Le président. Vous nous avez répondu.

Wentworth. J'en rends grâces à Dieu.

(Wentworth salue: le président, M. Seckford, dit:)

Le président. M. Wentworth ne veut pas convenir qu'il ait eu tort, ni manifester aucun regret de ce qu'il a dit; vous n'entendrez pas un mot d'excuse sortir de sa bouche.

Wentworth. M. Seckford, tant que je vivrai, je ne croirai point avoir eu tort d'aimer la reine; je ne regretterai point de l'avoir avertie de ses périls. Si vous pensez que ce soit là une faute, parlez pour vous, M. Seckford. Quant à moi, je ne puis.

(*Old Parl. Hist.*, t. IV, p. 200-207, édit de 1763.)

II.

(Servant d'éclaircissement à la page 175.)

Écrit trouvé dans le chapeau de Felton, assassin du duc de Buckingham.

L'écrit original qu'on trouva dans le chapeau de Felton subsiste encore; il est en la possession de M. Upcott, et M. Lingard l'a publié textuellement; il est conçu en ces termes:

« Celui-là est honteusement lâche et ne mérite pas le nom « d'un gentilhomme ou d'un soldat, qui n'est pas disposé à sacrifier sa vie pour l'honneur de son Dieu, de son roi et de « son pays. Que personne ne me loue pour l'avoir fait; mais « que plutôt tous s'accusent eux-mêmes, comme ayant été la « cause de ce que j'ai fait, car si Dieu ne nous avait pas rendus « sans cœur en punition de nos péchés, il [1] n'aurait pas été si « longtemps impuni. »

John Felton.

(*Lingard's History of England*, t. IX, p. 394.)

[1] Le duc de Buckingham.

III.

(Servant d'éclaircissement à la page 187.)

Sur le caractère de l'administration de Strafford en Irlande.

La lettre suivante, adressée par Strafford à son ami intime Christophe Wandesford, maître des rôles en Irlande, l'informe de tout ce qu'il a fait pour repousser, auprès du roi et de son conseil, les accusations dont il avait été l'objet :

« Je demandai, dit-il, la permission de me justifier sur cer-« taines affaires au sujet desquelles j'avais été indignement et « cruellement calomnié. Je leur racontai tout ce qui s'était passé « entre moi, le comte de Saint-Albans, Wilmot, Mountnorris, « Piers, Crosby et le jury de Galway, disant que je savais « très bien que ces gens-là et leurs amis s'étaient efforcés de « persuader au monde que j'étais un homme dur et impitoyable, « plutôt un pacha de Bude que le ministre d'un roi pieux et « chrétien. Cependant, si je ne me trompe pas sur moi-même, « ai-je dit, je suis précisément le contraire. Aucun homme ne « pourrait prouver que mon caractère ait jamais laissé voir de « telles dispositions ; aucun de mes amis ne m'en accusera dans « ma vie privée ; personne ne peut dire que je sois rude dans « le maniement de mes affaires personnelles. Si donc je suis, « dans toutes ces occasions, à l'abri de tels reproches, tout hom-« me impartial sera forcé de convenir que la nécessité seule du « service de Sa Majesté a pu me contraindre à une sévérité ex-« térieure et apparente. Telle en a été en effet l'unique cause ; « j'ai trouvé une couronne, une Église et un peuple au pillage : « je n'ai pu me flatter de les y arracher avec de doux regards « et de gracieux sourires ; il y fallait de l'eau plus chaude. Sans

« doute, quand un pouvoir est une fois établi et assuré, on peut « le garder et le maintenir à sa place par des mesures douces « et modérées; mais lorsque la souveraineté (qu'il me soit per- « mis de le dire) s'en va dégringolant au fond de l'abîme, on « ne peut l'en retirer sans énergie, ni la faire remonter vers le « sommet autrement que par une extrême vigueur. Je n'ai con- « nu, il est vrai, aucun autre moyen de gouvernement que les « châtiments et les récompenses: partout où j'ai trouvé un hom- « me de bien et complètement dévoué au service de mon maî- « tre, j'ai mis ma main sous mon pied, et je l'ai élevé en con- « sidération et en pouvoir autant que je l'ai pu: quand j'ai ren- « contré un homme de dispositions contraires, je ne l'ai point « pressé dans mes bras, je n'ai point cajolé sa mauvaise humeur: « et s'il est venu à ma portée, autant que l'honneur et la jus- « tice me l'ont permis, je l'ai frappé d'une main ferme sur la « nuque: mais dès qu'il est devenu un homme nouveau, dès qu'il « s'est dévoué au gouvernement, comme il le devait, j'ai changé « aussi ma manière, et lui ai rendu, comme à l'autre, tous les « bons offices qui ont été en mon pouvoir. Si c'est là de la ru- « desse, si c'est là de la sévérité, je désire que Sa Majesté et vos « seigneuries daignent me l'apprendre, car en vérité cela ne m'a « point paru ainsi: cependant, si une fois je savais que Sa Ma- « jesté n'aime point à être servie de la sorte, je me conformerais « volontiers à ses ordres et suivrais le penchant de mon caractè- « re, qui est de vivre tranquille et de n'avoir de querelle avec « personne.

« Ici Sa Majesté m'interrompit en disant que la conduite dont « je venais de parler n'était point de la sévérité, et qu'elle sou- « haitait que je continuasse de la même manière: car, si je la « servais autrement, je ne la servirais pas comme elle l'attendait « de moi. »

(*Strafford's Letters and Dispatches*, t. II, p. 20.)

IV.

(Servant d'éclaircissement à la page 197.)

Amendes imposées au profit de la couronne, de 1629 à 1640.

	liv. st.
1. Richard Chambers, pour avoir refusé le paiement des droits de douane non votés par le parlement, fut condamné à une amende de	2000
2. Hillyard, pour avoir vendu du salpêtre	5000
3. Goodenough, pour la même chose	1000
4. Sir James Maleverer, pour n'avoir pas voulu composer avec les commissaires du roi pour le titre de chevalier.	2000
5. Le comte de Salisbury, pour empiétement sur les forêts royales	20000
6. Le comte de Westmoreland, *idem*	19000
7. Lord Newport, *idem*	3000
8. Sir Christophe Hatton, *idem*	12000
9. Sir Lewis Watson, *idem*.	4000
10. Sir Antoine Coper, pour avoir converti des terres à blé en prairies	4000
11. Alexandre Leighton, pour libelle	10000
12. Henri Sherfield, pour avoir cassé quelques vitraux peints de l'église de Salisbury.	500
13. John Overman et plusieurs autres fabricants de savon, pour avoir dérogé aux ordonnances du roi sur la fabrication et la vente du savon	13000
14. John Rea	2000
15. Pierre Hern et plusieurs autres, pour avoir exporté de l'or	8100
	105600

	Report.	105600
16.	Sir David Foulis et son fils, pour avoir parlé avec irrévérence de la cour du Nord	5500
17.	Prynne, pour libelle	5000
18.	Buckner, censeur, pour avoir permis la publication du livre de Prynne	50
19.	Michel Sparks, imprimeur, pour avoir publié le même livre	500
20.	Allison et Robins, pour mauvais propos sur le compte de l'archevêque Laud	2000
21.	Bastwick, pour libelle	1000
22.	Prynne, Burton et Bastwick, pour libelle	15000
23.	Le domestique de Prynne, pour la même cause . .	1000
24.	Bowyer, pour propos contre Laud	3000
25.	Yeomans et Wright, pour mauvaise teinture de soies.	5000
26.	Savage, Weldan et Burgon, pour mauvais propos contre lord Falkland, lord lieutenant d'Irlande .	3500
27.	Grenville, pour mauvais propos sur le comte de Suffolk	4000
28.	Favers, *idem*	1000
29.	Morley, pour avoir injurié et frappé sir George Theobald dans l'enceinte du palais	1000
30.	Williams, évêque de Lincoln, pour mauvais propos contre Laud	10000
31.	Bernard, pour avoir prêché contre l'usage des crucifix	1000
32.	Smart, pour avoir prêché contre les innovations ecclésiastiques du docteur Cozens, etc.	500
		173650

En tout 173650 liv. sterl. ou 4,341,250 fr.

Il s'en faut beaucoup que cette liste soit complète : on pourrait extraire de Rushworth (t. I et II) une multitude d'autres cas qui s'élèveraient à une somme considérable.

V.

(Servant d'éclaircissement à la page 230.)

Instructions du roi au marquis de Hamilton, pour la tenue du synode de Glasgow, en 1638.

Le roi écrivait à Hamilton:

« Quant à cette assemblée générale, quoique je n'en attende
» aucun bien, cependant j'espère que vous empêcherez beau-
» coup de mal, d'abord en suscitant entre eux des débats sur
» la légalité de leurs élections, ensuite en protestant contre leurs
» procédés irréguliers et violents. »

Et ailleurs:

« Je désapprouve tout à fait l'opinion des prélats qui pensent
» qu'il faudrait proroger cette assemblée; en ne la laissant pas
» réunir, je ferais plus de tort à ma réputation que ses actes
» insensés ne peuvent faire de mal à mon service. Je vous or-
» donne donc de l'ouvrir au jour désigné: mais, comme vous
» me le mandez, si vous pouviez la dissoudre en découvrant des
» nullités dans ses opérations, rien de mieux. »

(Burnet, *Memoirs of the Hamiltons*, p. 82, 88.)

VI.

(Servant d'éclaircissement à la page 344.)

Tableau de la composition de l'armée levée par le parlement en 1642 [1].

Général en chef: Robert Devereux, comte d'Essex.

Major-général (ou, comme on disait alors, *Sergent-major-général*): sir John Merrick.

Général de l'artillerie: John Mordaunt, comte de Peterborough [2].

Colonels des régiments d'infanterie.

Le comte d'Essex:
Le comte de Peterborough.
Henri Grey, comte de Stamford.
William Fiennes, vic. Say.
Edouard Montague, vicomte Mandeville [3].
John Carey, vicomte Rochford [4].
Sir Henri Cholmondley.
Sir William Constable.
Sir William Fairfax [5].
Charles Essex.
Olivier Saint-John, vicomte Saint-John.
Robert Greville, lord Brook.
John Roberts, lord Roberts.
Philippe Wharton, lord Wharton.
John Hampden.
Denzil Hollis.
Sir John Merrick.
Thomas Grantham.
Thomas Ballard.
William Bampfield.

[1] D'après une brochure publiée à Londres, en 1644, et intitulée: *List of the army raised under the command of Robert, earl of Essex.*

[2] A la mort du comte de Peterborough, sir John Merrick devint général de l'artillerie, et Philippe Skippon fut nommé major-général.

[3] Lord Manchester, connu aussi sous le nom de baron Kimbolton.

[4] Nommé aussi baron Hunsdon.

[5] Cousin du célèbre sir Thomas Fairfax.

Colonels des régiments[1] *de cavalerie*[2].

Le comte d'Essex.
Le comte de Bedford.
Le comte de Peterborough.
Le comte de Stamford.
Le vicomte Say.
Le vicomte Saint-John.
Basile Fielding, vicomte Fielding[3].
Lord Brook.
Lord Wharton.
William, Willoughby, lord Willoughby de Parham.
Ferdinand Hastings, lord Hastings.
Thomas Grey, lord Grey de Grooby.
Sir William Balfour.
Sir William Waller.
Sir Arthur Haslerig.
Sir Walter Earl.
Sir Faithful Fortescue.
Nathaniel Fiennes.
Thomas Temple.
Arthur Evelyn.
Robert Vivers.
Hercule Langrish.
William Pretty.
William Pretty.
James Sheffield.
Francis Fiennes.
John Fiennes.
Olivier Cromwell.
Valentine Wauton.
Henri Ireton.
Arthur Goodwin.
John Dalbier.
Adrien Scroop.
Thomas Hatcher.
John Hotham.
Édouard Berry.
Sir Robert Pye.
Sir William Wray.
Sir John Saunders.
John Alured.
Edwin Sandys.
John Hammond.
Thomas Hammond.
Alexandre Pym.
Antoine Mildmay.
Henry Mildmay.
James Temple.
Édouard Keighly.
Alexandre Douglas.
Thomas Lidcot.
John Fleming.
Richard Grenville.
Thomas Terril.
John Hale.

[1] *Troops of horse.*

[2] Dans les écrits du temps, on les nomme souvent *capitaines*

[3] Nommé aussi quelquefois baron Newnham; il était fils du comte de Denbigh, et en prit le titre à la mort de son père, survenue le 3 avril 1643.

John Gunter.
Robert Burrel.
Francis Dowet.
John Bird.
Mathieu Drapper.
. . . . . Dimock.
Horace Carrey.
John Neal.
Edouard Ayscough.
George Thompson.
François Thompson.
William Balfour.
George Austin.
Edouard Wingate.
Edouard Baynton.
Charles Chichester.
Walter Long.
Edmond West.
William Anselm.
Robert Kirle.
Simon Rudgeley.

FIN DU TOME PREMIER.

TABLE DES MATIÈRES



LIVRE PREMIER

(1625-1629.)

LIVRE DEUXIÈME

(1629-1640.)

LIVRE TROISIÈME.

(1640-1642.)

ÉCLAIRCISSEMENTS ET PIÈCES HISTORIQUES.

HISTOIRE

DE LA

RÉVOLUTION

D'ANGLETERRE

DEPUIS L'AVÉNEMENT DE CHARLES Ier

JUSQU'A SA MORT

PAR M. GUIZOT

Édition d'après la quatrième de Paris

PRÉCÉDÉE

[illegible]

TOME II.

BRUXELLES

SOCIÉTÉ TYPOGRAPHIQUE BELGE

M DCCC L

HISTOIRE

DE LA

RÉVOLUTION

D'ANGLETERRE

HISTOIRE

DE LA

RÉVOLUTION

D'ANGLETERRE

DEPUIS L'AVÉNEMENT DE CHARLES I[er]

JUSQU'A SA MORT

PAR M. GUIZOT

Édition d'après la quatrième de Paris

PRÉCÉDÉE

D'un Discours sur l'Histoire de la Révolution d'Angleterre.

TOME II.



BRUXELLES

SOCIÉTÉ TYPOGRAPHIQUE BELGE

M DCCC L

AVERTISSEMENT

DE LA PREMIÈRE ÉDITION

(DU TOME DEUXIÈME)



La publication de ce volume a essuyé quelque retard; j'ose croire que la cause en paraîtra légitime. Sa Majesté le roi des Pays-Bas a daigné ordonner que les archives de ses États et de sa maison, déposées à La Haye, me fussent ouvertes, et que j'y pusse recueillir tous les documents dont j'aurais besoin. J'envie aux amis de la vérité et de la science le plaisir de rendre à cette royale libéralité tous les hommages qui lui sont dus; pour moi, l'expression de la reconnaissance m'est seule permise; toute autre passerait pour flatterie. Quoique bien éloigné encore de l'époque de la révolution anglaise (le règne de Jacques II), dont les archives de La Haye

contiennent, à coup sûr, la véritable histoire, je me suis hâté de les consulter, et j'en ai déjà tiré, comme on le verra à la fin de ce volume, des renseignements et des pièces du plus haut intérêt. Son Exc. M. Van Gobbelscroy, ministre de l'intérieur du royaume des Pays-Bas, et M de Jouge, garde des archives, ont bien voulu me donner, pour cette recherche, toutes les facilités, tous les secours que j'ai pu désirer. Qu'il me soit permis de leur en adresser mes remercîments vifs et sincères, mais non pas désintéressés, car, dans la suite de cet ouvrage, j'aurai souvent recours à leur bonté, et j'ai besoin qu'elle soit pour moi aussi inépuisable que le riche dépôt confié à leur administration.

F. G.

LIVRE QUATRIÈME.

Début de la guerre civile. — Le roi plante son étendard à Nottingham. — Bataille d'Edgehill. — Terreurs de Londres. — Combat de Brentford. — Tentatives de négociation. — Caractères de la guerre civile. — La reine revient du continent. — Négociations d'Oxford. — On commence à se défier du comte d'Essex. — Dissensions intérieures du parlement. — Complot royaliste dans la cité. — Mort de Hampden. — Défaites successives du parlement. — Son énergie. — Efforts des partisans de la paix dans les chambres. — Projets du roi pour marcher sur Londres. — Ils échouent. — Siége de Glocester. — Essex fait lever le siége. — Bataille de Newbury. — Mort de lord Falkland — Alliance du parlement avec les Écossais. — Retour triomphal d'Essex à Londres.

1642-1643.

A la nouvelle de ces dispositions, libre aussi de toute incertitude, le roi à son tour déploya plus de vigueur. Un petit convoi lui était arrivé de Hollande, et la reine en promettait de nouveaux [1]. Les commissaires qu'il avait chargés de recruter en son nom, le marquis de Hertford, le comte de Northampton, lord Strange, sir Ralph Hopton, sir Henri Hastings, obtenaient dans les comtés de l'ouest et du nord quelques succès [2]. Goring, gouverneur

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IV, p. 173.

[2] May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 16-23

de Portsmouth, s'était déclaré en sa faveur [1]. Les cavaliers se levaient de toutes parts; ils se répandaient dans les campagnes, entraient de force dans les maisons des amis du parlement, enlevaient l'argent, les chevaux, les armes, et arrivaient à York déjà fiers de leurs victoires et de ce facile butin. Charles comprit que de tels désordres feraient grand tort à sa cause, et pour les réprimer, tout en excitant le zèle des royalistes, il parcourut en personne les comtés d'York, de Leicester, de Derby, de Nottingham, de Lincoln, convoquant partout la noblesse, la remerciant de sa fidélité, l'exhortant au bon ordre, à la prudence; plus actif, plus affable qu'il n'avait coutume de paraître, soigneux même de parler au peuple, et protestant partout de son ferme attachement à la religion et aux lois du pays [2]. Ces rassemblements, ces discours, les gentilshommes quittant ou fortifiant leurs châteaux, les bourgeois relevant les murs de leurs villes, les routes couvertes de voyageurs armés, les milices s'exerçant chaque jour, tout offrait l'aspect de la guerre déclarée, tout en faisait naître, à chaque instant et sur tous les points du royaume, l'envie et l'occasion. Déjà même le sang avait coulé en plusieurs rencontres, plutôt des rixes que des combats [3]. Déjà le roi, par deux tentatives, qui échouèrent, sur les places de Hull et de Coventry, avait donné sujet au parlement de lui imputer la première agression [4]. L'un et l'autre parti redoutaient également ce reproche, prêts l'un et l'autre à tout risquer pour soutenir leurs droits, mais tous deux trem-

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.* t. IV, p. 243 et suiv. — *Parl. hist.*, t. II, col. 1440.

[2] May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 40-41, 55, dans ma *Collection*. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IV. p. 216 et suiv.

[3] May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 16. — Whitelocke, p. 59.

[4] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IV, p. 257. — *Parl. hist.*, t. II, col. 1456.

blants d'avoir à répondre de l'avenir. Le 23 août enfin, Charles résolut d'appeler officiellement ses sujets aux armes, en plantant à Nottingham l'étendard royal. A six heures du soir, sur le sommet de la colline qui domine la ville, escorté de huit cents chevaux et d'un faible corps de milice, il fit d'abord lire sa proclamation. Déjà le héraut avait commencé ; un scrupule s'éleva dans l'esprit du roi ; il reprit le papier, et, sur son genou, corrigea lentement plusieurs passages, puis le rendit au héraut, qui lut avec peine les corrections. Les trompettes sonnèrent, l'étendard approcha, portant pour devise : « Rendez à César ce qui appartient à César. » Mais on ne savait où l'attacher, ni comment se passait jadis cette antique forme de la convocation des vassaux par le suzerain. Le temps était sombre ; le vent soufflait avec violence. On dressa enfin l'étendard dans l'intérieur des murs du château, au haut d'une tour, à l'exemple du roi Richard III, le dernier dont on se souvînt. Le lendemain le vent l'avait abattu. « Aussi, pourquoi le placer « là ? dit le roi ; il fallait le mettre dans un lieu ouvert, « où chacun pût en approcher, non dans une prison. » Et il le fit transporter hors du château, près du parc. Quand les hérauts voulurent l'enfoncer en terre, ils s'aperçurent que le sol n'était qu'un roc très dur. Avec leurs poignards ils creusèrent un petit trou pour y fixer le bâton, mais il ne tint pas, et pendant quelques heures on fut obligé de le soutenir à bras. Les assistants se retirèrent, l'esprit troublé de sinistres présages[1]. Le roi passa quelques jours à Nottingham, attendant, mais en vain, que le pays répondît à son appel. L'armée du

[1] Rushworth, part. 3, t. I, p. 783. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IV, p. 258. — William Lilly, *Observations on the life and death of king Charles*, dans les *Select Tracts* de M. Mazères, t. I, p. 176.

parlement se formait à quelques lieues de là, à Northampton, déjà forte de plusieurs régiments. « S'ils veulent « tenter un coup de main, dit sir Jacob Astley, major « général des troupes royales, je ne réponds pas que le « roi ne soit enlevé dans son lit[1]. » Quelques membres du conseil le pressèrent de tenter encore une négociation. « Quoi, déjà, dit-il, au début de la guerre, avant « même qu'elle ait commencé! » On insista, au nom de sa faiblesse. Quatre députés[2] partirent pour Londres[3], et revinrent sans succès; l'un d'eux, lord Southampton, n'avait pas même pu obtenir de remettre en personne son message à la chambre[4]. Le roi quitta Nottingham[5], et, malgré son regret de s'éloigner de Londres, instruit que les comtés de l'ouest montraient plus de zèle pour sa cause, il porta à Shrewsbury son quartier général.

Depuis plus de huit jours, le comte d'Essex était à la tête de son armée: à sa sortie de Londres[6] une foule immense l'avait accompagné, criant *vivat!* et agitant en l'air des banderoles orange, couleur de sa maison; quiconque en portait une autre était suspect et insulté[7]. Il trouva à Northampton près de vingt mille hommes réunis. Un comité des deux chambres lui était adjoint et devait résider près de lui, mais sous sa présidence et sans pouvoirs supérieurs au sien[8]. Il avait pour instruction de transmettre au roi une pétition qui le conjurait de reve-

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. V, p. 2.

[2] Les comtes de Southampton et Dorset, sir John Colepepper et sir William Uvedale.

[3] Le 25 août 1642.

[4] *Parl. hist.*, t. II, col. 1458-1460.

[5] Vers le milieu de septembre.

[6] Le 9 septembre 1642.

[7] May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 57. — Whitelocke, p. 59.

[8] *Parl. hist.*, t. II, col. 1473. Le comité était composé de douze lords et de vingt-quatre membres des communes.

nir à Londres, et, sur son refus, de le suivre partout, « et par bataille ou autre voie, d'enlever sa Majesté, le « prince de Galles et le duc d'York, ses deux fils, à leurs « perfides conseillers, pour les ramener au parlement [1]. »

La pétition ne fut pas même présentée; le roi déclara qu'il ne la recevrait point transmise par des hommes qu'il avait déjà proclamés traîtres [2]. A Shrewsbury, il avait repris force et confiance. De l'ouest et du nord, de nombreuses recrues lui arrivaient enfin; pour leur donner des armes, il avait enlevé, non sans résistance, celles des milices de plusieurs comtés; des convois destinés à l'Irlande traversaient l'ouest pour s'embarquer à Chester, il les avait saisis. Les catholiques des comtés de Shrop et de Strafford lui avaient avancé 5,000 livres sterling; pour le titre de baron un gentilhomme en avait payé 6,000; de Londres même son parti lui avait, sous main, fait passer de l'argent. Douze mille hommes environ marchaient sous ses drapeaux [3]. A la tête de la cavalerie, le prince Robert son neveu [4], naguère arrivé d'Allemagne [5], parcourait le pays d'alentour, déjà odieux par ses pillages et sa brutalité, mais déjà redouté pour son audace. Essex n'avançait qu'avec lenteur et comme pour suivre plutôt que pour atteindre son ennemi. Arrivé le 23 septembre à Worcester, à quelques lieues du roi, il y passa trois semaines sans agir. Enhardi par cette inaction, par le succès de quelques escarmouches, par le nouvel aspect de sa fortune, Charles résolut de marcher

[1] *Parl. hist.*, t. II, col. 1471.

[2] Le 16 octobre 1642. *Parl. hist.*, t. II, col. 1484.

[3] May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 37-39, 56, 66-69. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. V, p. 24, 29, 41, 60, 62, 68. — *Mémoires* de mistriss Hutchinson, t. I, p. 199-212, dans ma *Collection*.

[4] Second fils de Frédéric V, électeur palatin, roi de Bohême, et d'Élisabeth, sœur de Charles Ier.

[5] Au commencement du mois de septembre.

sur Londres, pour finir la guerre d'un seul coup; et il était déjà en mouvement depuis trois jours, lorsqu'Essex rebroussa chemin à sa suite pour aller défendre le parlement.

Le trouble fut grand à Londres; on ne s'attendait pas à ce brusque péril: les parlementaires s'étonnaient, les royalistes commençaient à s'agiter, le peuple avait peur. Mais la peur du peuple se tourne aisément en colère; le parlement sut l'y pousser. Ferme et passionné dans ses actes comme dans son langage, il prit soudain des mesures de défense contre le roi, de rigueur contre les malveillants. Quiconque était resté étranger aux contributions volontaires fut taxé et contraint; on emprisonna les récalcitrants, on désarma les suspects: des réquisitions de toute sorte eurent lieu; toutes les écuries de la ville et des faubourgs furent visitées; on prit tous les chevaux propres à servir. Des fortifications s'élevèrent en hâte; une foule d'hommes, de femmes, d'enfants, y travaillaient avec ardeur; on tendait des chaînes; on dressait des barricades dans les rues; la milice, toujours sur pied, se tenait prête à marcher [1].

Tout à coup, le 24 octobre au matin, le bruit se répandit qu'une grande bataille avait été livrée, l'armée du parlement totalement défaite, beaucoup d'officiers tués et faits prisonniers: ces nouvelles venaient d'Uxbridge, à quelques lieues de Londres; sir James Ramsey, écossais et colonel d'un régiment de cavalerie, les avait données, disait-on, en traversant cette ville dans sa fuite. Presque au même moment, arrivèrent d'autres nouvelles, bien différentes, mais non plus certaines; la victoire du comte d'Essex était complète, l'armée du roi en pleine

[1] May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 70. — *Parl. hist.*, t. II, col. 1478-1485. — Whitelocke, p. 60. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. V, p. 51.

déroute; on le tenait de gens qu'on avait rencontrés, aussi sur la route d'Uxbridge, galopant en toute hâte pour annoncer à Londres ce merveilleux succès [1].

Aussi peu instruit que le peuple, le parlement fit fermer les boutiques, ordonna aux milices d'être à leurs postes, aux citoyens d'attendre ses ordres, et exigea de chacun de ses membres une déclaration personnelle de ferme adhésion au comte d'Essex et à sa cause, quoi qu'il fut arrivé et qu'il pùt arriver [2]. Le lendemain seulement [3], lord Wharton et M. Strode apportèrent de l'armée l'avis officiel de la bataille et de ses résultats.

Elle avait eu lieu le 23 octobre, près de Keynton, dans le comté de Warwick, au pied de la colline dite Edgehill; là seulement, après une marche de dix jours, pendant laquelle les deux armées, à quelques lieues l'une de l'autre, avaient complètement ignoré leurs mouvements réciproques, Essex avait enfin rejoint les troupes du roi. Quoiqu'il eùt laissé en arrière une portion de son artillerie et plusieurs régiments, entre autres celui de Hampden, il se décida à attaquer sans retard, et au même instant le roi prenait le même parti. L'un et l'autre souhaitaient la bataille, Essex pour sauver Londres, Charles pour mettre un terme aux obstacles qu'il rencontrait dans un comté tellement ennemi de sa cause, que les maréchaux s'enfuyaient des villages, pour ne pas ferrer les chevaux du roi [4]. Engagée vers deux heures de l'après-midi, l'action fut vive et dura jusqu'au soir: la cavalerie du parlement, affaiblie par la désertion du régiment de sir Faithful Fortescue, qui, au moment de charger, passa tout entier à l'ennemi, fut mise en déroute par le prince

[1] Whitelocke, p. 61. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. V, p. 101-103

[2] *Parl. Hist.*, t. II, col. 1494.

[3] Le 26 octobre 1642.

[4] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. V, p. 78.

Robert; mais dans sa bouillante imprévoyance, et emporté aussi par la soif du pillage, il la poursuivit plus de deux milles, sans s'inquiéter de ce qui se passait derrière lui. Arrêté enfin par le régiment de Hampden, qui arrivait avec l'artillerie, le prince rebroussa chemin vers le camp de bataille; mais à son retour il trouva l'infanterie royale rompue et dispersée, le comte de Lindsey, général en chef, blessé à mort et prisonnier, l'étendard du roi tombé aux mains des parlementaires; le roi lui-même s'était vu un moment presque seul et en danger d'être pris. La réserve d'Essex demeurait seule et en bon ordre sur le terrain. Charles et son neveu essayèrent en vain de déterminer leurs escadrons à une nouvelle charge; ils étaient revenus pêle-mêle; les soldats cherchaient leurs officiers, les officiers leurs soldats; les chevaux tombaient de fatigue; on n'en put rien obtenir. Les deux armées passèrent la nuit sur le champ de bataille, l'une et l'autre inquiètes du lendemain, quoique s'attribuant toutes deux la victoire. Le parlement avait perdu plus de soldats, le roi plus d'hommes de marque et d'officiers. Le jour venu, Charles parcourut son camp; un tiers de l'infanterie et beaucoup de cavaliers manquaient; non que tous eussent péri, mais le froid, le défaut de vivres, l'âpreté de ce premier choc, avaient dégoûté un grand nombre de volontaires; ils s'étaient dispersés [1]. Pour continuer librement sa marche sur Londres, le roi eût voulu engager une nouvelle action; mais il vit bientôt qu'il n'y pouvait songer. Dans le camp parlementaire, la même question était agitée: Hampden, Hollis, Stapleton, la plupart des officiers chefs des milices et membres des communes, conjuraient Essex de reprendre sur-le-champ l'attaque: « Le roi, di-

[1] Rushworth, part. 3, t. II, p. 33-38. — May, *Hist du Long-Parl*, t. II, p. 73-82. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. V, p. 76-87.

« saient-ils, est hors d'état de la soutenir; trois régi-
« ments frais nous sont arrivés; il tombera dans nos
« mains ou sera forcé d'accepter nos conditions: la ra-
« pide conclusion de la guerre peut seule épargner au
« pays des maux, au parlement des chances impossibles
« à prévoir. » Mais les militaires de profession, les officiers formés sur le continent, le colonel Dalbier et d'autres, repoussèrent ce conseil: selon eux, c'était déjà beaucoup d'avoir livré, avec des recrues, un si glorieux combat; Londres était sauvé; ce succès avait coûté cher; les soldats, encore bien novices, étaient étonnés et tristes; ils ne recommenceraient pas sitôt de bon cœur; le parlement n'avait qu'une armée, il fallait l'accoutumer à la guerre, et ne pas tout risquer en un jour. Ils parlaient avec autorité; Essex adopta leur avis [1], et porta son quartier général à Warwick, en arrière de l'armée royale, mais en mesure de suivre ses mouvements. Quelques jours après, le roi s'avançant vers Londres, quoique sans dessein de pousser sa marche, établit le sien à Oxford, des grandes villes du royaume la plus dévouée à sa cause.

A Londres comme à Oxford, on rendit à Dieu des actions de grâces; car le parlement, se disaient entre eux ses amis, avait obtenu une grande délivrance, bien qu'une petite victoire. Il s'aperçut bientôt que la délivrance même n'était point consommée [2]. Plus voisine que celle d'Essex, l'armée du roi se répandait dans le pays; la plupart de ses déserteurs rejoignaient leurs corps, guéris, par l'espoir du butin, de leur premier effroi. Des places qu'on croyait sûres, Banbury, Abingdon, Henley, lui ouvraient leurs portes sans coup férir; la garnison de Reading, commandée par Henri Martyn, ami de Cromwell et cynique démagogue, s'enfuit honteusement à l'ap-

[1] Whitelocke, p. 61.

[2] *Ibid.*

proche de quelques escadrons [1]. Le roi y porta son quartier général. Le prince Robert poussait jusqu'aux campagnes de Londres ses courses et ses pillages [2]. La cité s'alarmait; la chambre haute accueillait des motions pacifiques [3]. Essex eut ordre de se rapprocher avec ses troupes, et en attendant on se décida à demander au roi un sauf-conduit pour six députés chargés d'ouvrir quelque négociation. Il refusa d'y comprendre l'un d'eux, sir John Evelyn, que la veille même [4] il avait proclamé traître [5]. La chambre des communes voulut tout rompre; Essex était arrivé [6]. Le lord maire convoqua à Guidhall une assemblée générale des citoyens [7]. Deux membres du parlement, lord Brook et sir Henri Vane, s'y rendirent pour relever leur courage et les exhorter à sortir des murs, à s'aller ranger sous les drapeaux du général: « Il a remporté, leur dit lord Brook, la plus grande victoire qui « se soit jamais vue; il leur a tué deux mille hommes, « et nous n'avons pas perdu cent des nôtres; non, pas « cent, à moins que vous ne vouliez compter les femmes, « les enfants, les charretiers et les chiens, car les gens « du roi ont tué les chiens et tout; alors cela ferait deux « cents. Eh bien, messieurs, le général veut sortir demain, il veut faire plus qu'il n'a encore fait; et c'est « pour vous qu'il va marcher, car pour lui rien ne le « gène; il peut être un homme libre, un gentilhomme, « un grand seigneur; il peut aller où il lui plaît. C'est « pour vous seuls qu'il marchera demain. Quand donc

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. V, p. 121.

[2] Whitelocke, p. 61.

[3] Le 29 octobre 1642. *Parl. Hist.*, t. III, col. 1.

[4] Le 2 novembre 1642.

[5] *Parl. Hist.*, t. III, col. 2-5. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. V, p. 122.

[6] Le 7 novembre 1642.

[7] Le 8 novembre 1642.

« vous entendrez battre le tambour, car décidément de-
« main le tambour battra, ne dites pas, je vous en con-
« jure: — Je ne suis pas de la milice, — et ceci, et ce-
« la, et l'autre: marchez plutôt et combattez vaillam-
« ment, et ce sera le jour de votre délivrance [1]. » La salle retentit d'acclamations; mais la terreur n'était point dissipée: le roi, que ses partisans informaient de tout, avait pressé sa marche; il était à Colebrooke, à quinze milles de Londres. Le parlement se résigna à faire partir cinq de ses députés, sans insister sur l'admission d'Evelyn. Charles les reçut bien [2], et dit qu'en tout lieu, même aux portes de la ville, il serait prêt à traiter [3]. A la lecture de sa réponse dans la chambre haute [4], Essex se leva, demandant ce qu'il avait à faire, et s'il devait poursuivre ou suspendre les hostilités. On lui ordonna de les suspendre; sir Peter Killigrew partit pour aller traiter d'un armistice. En arrivant à Brentford, à sept milles de Londres, il trouva la guerre rengagée. Malgré la négociation, le roi, avançant toujours, était tombé à l'improviste sur le régiment de Hollis, en quartier à Brentford, dans l'espoir de l'écraser sans peine et d'entrer tout à coup dans la cité. Mais la bravoure de ce petit corps donna aux régiments de Hampden et de lord Brook, cantonnés près de là, le temps d'arriver, et ils soutinrent seuls pendant plusieurs heures le choc de l'armée royale. On entendait de Londres la canonnade sans en comprendre la cause. Au premier rapport, Essex, qui siégeait dans la chambre, monta à cheval et sortit, avec ce qu'il put rassembler de forces, pour aller dégager ses régiments. A son arrivée l'action avait cessé; les soldats

[1] *Parl. Hist.*, t. III, col 6-9.
[2] Le 11 novembre 1642.
[3] Rushworth, part. 3, t. II, p. 58. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 9, 11.
[4] Le 12 novembre au matin.

de Hampden et de Hollis, après un rude carnage, s'étaient retirés en grand désordre; le roi occupait Brentford; mais il s'y était arrêté, et ne semblait pas disposé à pousser plus loin [1].

La colère s'empara de Londres, d'autant plus vive qu'elle s'alliait à un redoublement d'épouvante; il n'était bruit que de la perfidie du roi, et aussi de sa barbarie; car, disait-on, il avait voulu prendre la cité d'assaut, durant la nuit, et livrer ses habitants, leurs richesses à ses avides et licencieux cavaliers [2]. Les plus chauds partisans de la guerre se plaignaient avec amertume qu'il vînt la porter ainsi jusque sous leurs murs, et exposer à de tels périls tant de milliers de ses paisibles sujets. Le parlement mit soudain à profit cette disposition. Il invita les apprentis à s'enrôler, déclarant que le temps de leur service compterait pour leur apprentissage [3]; la cité offrit quatre mille hommes pris dans sa milice, et nomma Skippon pour les commander. « Allons, mes enfants, mes « braves enfants, leur dit-il en se mettant à leur tête, « prions de bon cœur et battons nous de bon cœur; je « courrai les mêmes hasards que vous tous. Souvenez-« vous que c'est ici la cause de Dieu qu'il s'agit de dé-« fendre vos femmes, vos enfants et vous-mêmes. Al-« lons, mes bons et braves enfants, priez de bon cœur « et combattez de bon cœur, et Dieu nous bénira [4]. »

[1] May, *Hist du Long-Parl.*, t. II, p. 102, note 1 dans ma *Collection*. En déterminant exactement et rapprochant soigneusement les dates, je crois avoir éclairci, dans la note à laquelle je renvoie, cette affaire de Brentford qui a été, entre les écrivains parlementaires et royalistes, le sujet d'un grand débat, et que tout récemment encore M. Lingard (*Hist. of Engl.*, t. X, p. 201-202) me paraît avoir mal comprise.

[2] Whitelocke, p. 62.

[3] Rushworth, part. 3, t. II, p. 53.

[4] Whitelocke, p. 62. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 14.

Durant un jour et une nuit ces nouvelles levées, miliciens et volontaires, sortirent successivement de Londres pour aller prendre place dans les rangs de l'armée; et le surlendemain du combat de Brentford [1], Essex, accompagné de la plupart des membres des deux chambres et d'une foule de spectateurs, passa en revue vingt-quatre mille hommes rangés en bataille à Turham-Green, à moins d'un mille des avant-postes du roi.

Là recommença le débat qui s'était élevé, après l'affaire d'Edgehill, dans le conseil du général. Hampden et ses amis demandèrent avec instance qu'on attaquât aussitôt. « Jamais, disaient-ils, on ne retrouvera le peu-« ple à la fois si fermement assuré et si impérieusement « obligé de vaincre. » Leur avis prévalut un moment, et quelques mouvements de troupes furent ordonnés en conséquence. Mais Essex ne s'y rendait qu'à contre-cœur; les vieux officiers ne cessaient de le combattre; un incident survint à l'appui de leurs objections. Un jour que l'armée était en bataille en face de celle du roi, soit que les troupes royales parussent faire un mouvement d'attaque, soit par toute autre cause, deux ou trois cents spectateurs, venus de Londres à cheval, reprirent brusquement et au grand galop le chemin de la ville: à cette seule vue, un fâcheux ébranlement se manifesta dans les rangs parlementaires, des propos décourageants circulaient, et beaucoup de soldats semblaient disposés à quitter leurs drapeaux pour retourner aussi dans leurs maisons. L'erreur dissipée, les visages redevinrent sereins et les rangs se raffermirent; d'abondantes provisions de vivres, de vin, de tabac, de denrées de toutes sortes, envoyées par les femmes de la cité à leurs enfants et à leurs maris, ramenèrent dans le camp la confiance et la gaieté. Mais Essex refusa décidément de tout hasarder

[1] Le 14 novembre 1642.

sur la foi de l'enthousiasme public; il rappela les corps qui s'étaient portés en avant, s'établit partout sur la défensive; et le roi, qui de son côté craignait fort une attaque, car il n'avait plus ni balles ni poudre, opéra sans obstacle sa retraite d'abord à Reading, ensuite à Oxford, où il prit ses quartiers d'hiver [1].

Tant d'hésitation et de lenteur, combattues, mais sans succès, par les chefs du parlement, avaient des causes plus puissantes que l'attitude chancelante des soldats, ou la prudence du général. La cité même était pleine de divisions et d'incertitudes: le parti de la paix s'y manifestait hautement, recruté, surtout dans la haute bourgeoisie, de beaucoup d'hommes qui n'avaient accepté la guerre qu'avec crainte et chagrin, et parce qu'ils n'avaient su comment s'y opposer. Déjà des pétitions, assez vives d'ailleurs contre le papisme et le pouvoir absolu, demandaient aux chambres d'y mettre un terme [2]. On les repoussait, on menaçait même leurs auteurs; mais il en venait d'autres, rédigées dans les comtés, et adressées aux lords qu'on jugeait plus disposés à les accueillir [3]. Les pétitions contraires ne manquaient point: d'une part les magistrats et le conseil commun de la cité, renouvelé par de récentes élections, de l'autre la petite bourgeoisie et le peuple, étaient dévoués aux plus hardis meneurs des communes, et saisissaient avec ardeur toute occasion de les exciter ou de les soutenir. Un marchand, nommé Shute, venait presque chaque jour [4] à la barre de la chambre, suivi d'un nombreux cortége et

[1] Whitelocke, p. 62, 63. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 58, dans ma *Collection*.

[2] Le 19 décembre 1642. *Parl. Hist.*, t. III, col. 43.

[3] Le 22 décembre 1642. *Ibid.*, col. 46.

[4] Les 13 et 21 novembre, le 9 décembre, etc. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 12. 22, 37, etc.

réclamant, au nom du *parti pieux et actif,* qu'on poussât la guerre avec vigueur. On l'accueillait avec empressement, on le remerciait de son zèle; mais quand son langage devenait trop impérieux, quand il parlait trop insolemment des lords et des officiers de l'armée, on se sentait obligé de le réprimander [1], car personne n'eût osé dire ni penser peut-être que le parlement se dût séparer des grands seigneurs engagés dans sa cause, ou pût triompher sans leur appui. Pour donner aux amis de la paix quelque satisfaction apparente, on imagina de la faire officiellement demander par le conseil commun, non au parlement, mais au roi lui même; sur le roi tomberait ainsi l'embarras de la réponse, et la sienne ne pouvait manquer de déplaire aux citoyens. De l'aveu des chambres, une députation du conseil commun se rendit à Oxford [2]. Le roi sourit quand elle le pressa de revenir à Londres, promettant de réprimer les émeutes: « Vous ne pouvez, dit-il, y maintenir la paix pour vous-« mêmes; » et il renvoya les députés avec sa réponse, les faisant accompagner d'un gentilhomme chargé de la lire, en son nom, à l'assemblée générale de la cité. Une foule immense s'y porta [3]; lord Manchester et M. Pym y assistaient, prêts à repousser, au nom du parlement, les accusations du roi. A la vue de cette bruyante multitude, le commissaire du roi eut peur et voulut se dispenser de lire lui-même le message, alléguant la faiblesse de sa voix. Sommé de remplir sa charge, il obéit, et fut même contraint de recommencer deux fois sa lecture, dans deux salles différentes, pour que tout le monde l'entendît. A la seconde fois, quelques royalistes, timidement placés près de la porte, hasardèrent quelques acclama-

[1] Le 11 décembre 1642. *Parl. Hist.*, t. III, col. 58.
[2] Le 2 janvier 1643.
[3] Le 13 janvier 1643.

tions soudain étouffées par de violents murmures. La lettre du roi était longue et amère, pleine de récriminations qui n'annonçaient point le désir de la paix. Pym et lord Manchester y répondirent : le cri « Nous vivrons « et mourrons avec eux! » s'éleva de toutes parts, et les pétitions pacifiques furent pour quelque temps découragées [1]. Les tentatives du parti royaliste n'avaient jamais d'autre résultat : mais elles se renouvelaient sans cesse; elles tenaient Westminster comme la cité dans une anxiété continuelle : nul ne songeait encore à leur opposer ces derniers excès de la tyrannie qui procurent aux partis quelques jours de toute-puissance, bientôt payés de longs revers; et le parlement, appliqué à lutter contre ce mal intérieur, ne pouvait déployer au dehors toute son énergie, ni la porter librement vers d'autres combats.

Dans les comtés il en était autrement : là, rien ne gênait les partis : là, aucune responsabilité générale et décisive ne s'attachait à leurs actes, et les besoins ou les calculs de la politique ne venaient point régler ou intimider les passions. Aussi, tandis qu'aux environs de Londres, entre le parlement et le roi, la guerre semblait languir, elle éclatait ailleurs, entre les parlementaires et les royalistes, spontanée, vive, franche, poursuivie dans chaque lieu pour le compte de ses habitants, et presque sans égard à ce qui se passait entre Oxford et la cité. Quelques mois s'étaient à peine écoulés, et déjà le royaume était couvert de confédérations guerrières, librement formées, soit dans l'intérieur d'un comté entre les hommes de même opinion, soit entre les comtés limitrophes, pour soutenir en commun leur cause. Pour première démarche, ces confédérations demandaient et recevaient, du parlement ou du roi, selon leur dessein, une commission pour leurs chefs, et des pouvoirs pour lever des

[1] Rushworth, part. 3, t. II, p. 110-116. *Parl. Hist.*, t. III, col. 49-61.

soldats, imposer des taxes, prendre toutes les mesures qu'elles jugeraient nécessaires au succès. Elles agissaient ensuite isolément et presque à leur gré, sauf à rendre compte de temps en temps, à Oxford ou à Londres, de leur situation, de leurs actes, et à solliciter au besoin des secours ou des conseils [1]. A défaut de telles ligues locales, quelquefois même simultanément, un homme riche et accrédité levait un petit corps et guerroyait en partisan, tantôt aux environs de sa ville ou de sa terre, tantôt se portant plus loin, selon son audace, sa force ou la nécessité [2]. Que si ailleurs des dispositions plus pacifiques prévalaient un moment, elles se manifestaient avec la même indépendance: dans les comtés d'York et de Chester, les deux partis, se jugeant à peu près égaux et plus capables de se nuire que de se vaincre, conclurent officiellement un traité de neutralité [3], et presque en même temps, à l'extrémité opposée de l'Angleterre, les comtés de Devon et de Cornouailles se juraient, par commissaires, de rester en paix, laissant la cause se débattre entre le roi et le parlement [4]. Mais le parlement et le roi blâmèrent rudement de telles conventions [5], et les hommes mêmes qui les avaient conclues avaient trop présumé de leur patience mutuelle. On se battit bientôt là

[1] Les deux principales de ces confédérations furent, dans le nord, celle des comtés de Durham, Northumberland, Cumberland et Westmoreland, pour la cause royale; et dans l'est, celle des comtés de Norfolk, Suffolk, Cambridge, Huntington, Bedford, Essex, Lincoln et Hertford, pour la cause parlementaire. On en rencontre plusieurs autres, comme, dans le centre, celle des comtés de Northampton, Warwick, Leicester, Derby et Strafford, pour le parlement; au sud-ouest, celle des comtés de Dorset, Somerset, Devon et Cornouailles, pour le roi, etc. — Rushworth, part. 3, t. II, p. 66, 94-98, 119, 381.

[2] Voir les *Mémoires* de mistriss Hutchinson et ceux de Ludlow

[3] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. V, p. 238.

[4] En février 1643, *ibid.*, t V, p. 235.

[5] *Ibid.*, p. 240.

comme ailleurs. Dans les comtés de l'est, du centre et du sud-est, les plus peuplés et les plus riches, les parlementaires dominaient; dans ceux du nord, de l'ouest et du sud-ouest, la prépondérance appartenait au roi; car la propriété territoriale y était moins divisée, l'industrie moins active, la haute noblesse plus influente, et la religion catholique y conservait plus de sectateurs. Mais dans l'une et l'autre de ces deux portions du royaume, surtout dans celle où prévalait le roi, le parti le plus faible était cependant assez fort pour tenir en échec ses ennemis; et le parlement avait cet avantage que les comtés dévoués à sa cause, presque tous contigus et compactes, formaient autour de Londres comme une redoutable ceinture; tandis que les comtés royalistes, s'étendant du sud-ouest au nord-est, de la pointe de Cornouailles à celle de Durham, sur une ligne étroite et longue, brisée en plusieurs points par des districts de sentiments contraires, étaient beaucoup moins liés entre eux, correspondaient difficilement, pouvaient rarement agir de concert, et ne protégeaient que sur ses derrières le quartier général de Charles à Oxford, place toute royaliste, mais trop avancée et presque isolée au milieu d'un territoire ennemi.

Une guerre de ce genre, au cœur de l'hiver, et les deux armées principales demeurant à peu près inactives, ne pouvait amener des résultats prompts ni décisifs. C'était partout et chaque jour de brusques et courtes expéditions, de petites places tour à tour occupées et perdues, des surprises, des rencontres où les succès et les revers se compensaient alternativement pour les deux partis [1]. Les citoyens s'aguerrissaient, mais sans devenir encore des soldats. Quelques chefs commençaient à se

[1] Voir les *Mémoires* de mistriss Hutchinson et ceux de Ludlow. — May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 180-212.

distinguer par leur courage, leur habileté ou leur fortune; mais aucun n'était connu encore du peuple entier, et leur influence était locale comme leurs exploits. D'ailleurs, malgré l'ardeur des passions, les mœurs étaient généreuses et douces; quoique la haute aristocratie fût en grand déclin, et que le pouvoir nouveau des communes fût la vraie cause du mouvement national, c'était contre le prince et sa tyrannie que se soulevait le pays: les diverses classes de la société n'étaient point aux prises ni tourmentées du besoin de s'opprimer l'une l'autre pour se défendre ou s'affranchir. Des deux parts et presque en tous lieux, le commandement était aux mains d'hommes de condition à peu près égale, formés dans les mêmes habitudes, capables de se comprendre et de se respecter en se combattant. Licencieux, légers et pillards, les cavaliers n'étaient point féroces; et le peuple presbytérien conservait, au milieu de son âpre fanatisme, un respect des lois et de l'humanité dont les discordes civiles ont rarement offert l'exemple. Les parents, les voisins, les amis, engagés sous des drapeaux contraires, ne rompaient pas toute relation et se prêtaient assistance au besoin; en se rencontrant les armes en main, ils se traitaient avec courtoisie, comme gens naguère en paix, et qui ne sont point séparés sans rétour [1]. Les prisonniers étaient renvoyés d'ordinaire sous la simple obligation de ne plus servir; s'il arrivait qu'on les eût laissés dans un grand dénûment, si seulement le roi les avait vus défiler devant lui avec un air de froide indifférence, on s'en indignait comme d'un tort grave [2]; et la

[1] *Mémoires* de mistriss Hutchinson, t. I, p. 239-242, 327-331. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 109-126, dans ma *Collection*.

[2] William Lilly, *Observations on the life and death of king Charles*, dans les *Select Tracts* de M. Mazeres, t. I, p. 144-145. — Whitelocke, p. 64.

brutalité, souvent cruelle, du prince Robert causait tant de surprise et de scandale que la multitude même parlait de lui avec aversion et dégoût, comme d'un grossier étranger. Ainsi la guerre, partout présente et très animée, demeurait pourtant exempte de ces fureurs qui la poussent violemment à son terme; les deux partis, en s'y livrant avec franchise, semblaient craindre de s'y porter de trop rudes coups: et l'on se battait tous les jours dans tout le royaume sans que le cours des événements en devînt plus rapide, sans que le parlement et le roi cessassent de perdre le temps en petits débats ou en vains pourparlers.

Cependant vers le milieu de février, l'arrivée de la reine vint donner aux affaires une impulsion plus vive. Depuis plus d'un an qu'elle était en Hollande, elle avait déployé, pour se procurer des secours, une adresse et une activité peu communes. Le parti aristocratique dominait alors dans les États; le stadthouder, son gendre, la secondait de tout son pouvoir. Confiante et aventureuse lorsqu'un danger pressant ne troublait pas son imagination gracieuse et séduisante pour tous les gens dont elle avait besoin, elle sut intéresser à son sort ce peuple républicain et réservé. En vain le parlement envoya à la Haye [1] un ambassadeur, M. Walter Strickland, pour rappeler les services qu'avait rendus naguère la nation anglaise à la liberté des Provinces-Unies, et réclamer au moins une exacte neutralité. Strickland, après avoir attendu longtemps une audience, obtint à grand'-peine quelques déclarations équivoques; le peuple lui témoigna ouvertement sa malveillance, et la reine continua sans obstacle ses préparatifs de départ [2]. Quatre bâti-

[1] En septembre 1642.

[2] Rushworth, part. 3, t. II, p. 157-163. — Harris, *Life of Oliver Cromwell*, p. 250, dans la note

ments chargés d'armes, de munitions, d'officiers et même de soldats, firent voile à sa suite : et l'amiral Batten, à qui le parlement avait ordonné d'intercepter le convoi, ne l'atteignit qu'au moment où il débarquait à Burlington [1]. Batten canonna la place. La reine logeait sur le quai ; des boulets tombèrent sur sa maison et jusque dans la chambre où elle était couchée ; elle se leva en toute hâte et s'enfuit dans la campagne où elle passa quelques heures, cachée, dit-on, sous un banc [2]. Bientôt il ne fut bruit dans la contrée que de son courage et de ses périls : lord Newcastle vint la chercher avec un corps de troupes pour la conduire à York ; les gentilshommes l'entouraient avec transport, s'indignant contre le traître Batten qui avait, disaient-ils, dirigé à dessein ses coups sur la maison qu'elle occupait : une foule de catholiques accoururent pour servir sous ses drapeaux ; en vain cette infraction aux lois du royaume fut vivement dénoncée au roi et au parlement ; en vain, pour décrier ou intimider lord Newcastle, on donna à son armée le nom d'*armée des papistes et de la reine* [3] ; formellement autorisé, et depuis longtemps, par le roi lui-même [4], il repoussa avec dédain ces plaintes et garda ses nouveaux soldats. Bientôt il se vit à la tête de forces considérables. La reine continuait de résider à York, moins pressée de rejoindre son mari que charmée de commander seule et de présider librement à tous les projets qui déjà s'agitaient à sa cour. Hamilton et Montrose y vinrent d'Écosse pour l'entretenir des moyens d'engager ce royaume dans la cause du roi. Hamilton, toujours conciliateur et pru-

[1] Le 22 février 1643.

[2] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. V, p. 247. — *Mémoires* de madame de Motteville, t. I, p. 273.

[3] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. V, p. 246.

[4] Voyez les *Éclaircissements et Pièces historiques*, n° I.

dent, soutenait qu'il était possible, malgré l'influence décidément ennemie du marquis d'Argyle, de gagner le parlement écossais. Montrose, présomptueux et hardi, voulait que, sous les ordres du comte d'Antrim, seigneur puissant dans le nord-est de l'Irlande, venu aussi à York pour offrir ses services, un corps d'Irlandais débarquât en Écosse, qu'on soulevât les montagnards, qu'on massacrât les chefs presbytériens; et il s'offrait pour exécuter comme pour tramer le complot [1]. La reine accueillait tous ces desseins, favorable en secret aux plus emportés, mais soigneuse de plaire à quiconque venait rendre hommage à son pouvoir. En même temps elle entamait, avec quelques chefs parlementaires déjà dégoûtés de leur parti, ou ébranlés par son voisinage, de plus efficaces intrigues: sir Hugh Cholmondley, gouverneur de Scarborough, et qui un mois auparavant avait battu un corps de royalistes, promettait de lui livrer sa place [2]; sir John Hotham même ne semblait pas éloigné de lui ouvrir ces portes de Hull qu'avant l'explosion de la guerre il avait si rudement fermées au roi. Dans tout le nord enfin les royalistes étaient pleins d'ardeur et d'espérance; les parlementaires, inquiets et silencieux, écrivaient coup sur coup à Londres pour demander conseil et appui.

Le parlement lui-même s'inquiéta: au début de la guerre, il s'était flatté d'un prompt succès; l'accroissement des taxes excitait des murmures [3]; quelques bruits cou-

[1] Rushworth, part. 3, t. II, p. 353, 980. — Baillie, *Letters*, t. I, p. 364. — May, *Hist du Long-Parl.*, t. II, p. 17[illegible]

[2] Vers la fin de mars 1643.

[3] *Parl. Hist.*, t. III, col. 77. Les nouveaux impôts s'élevaient à 10,000 livres sterling (250,000 fr.) par semaine sur la cité de Londres, et 33,518 livres sterling (837,950 fr.) par semaine aussi sur l'ensemble du royaume. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. V, p. 296.

raient de complots dans la cité: malgré l'absence de tant de membres amis de la paix, chaque fois qu'il en était question, elle trouvait dans les communes mêmes de nombreux partisans. Les négociations n'étaient pas tout à fait rompues; il fut proposé de les reprendre, et, comme preuve de bonne foi, de licencier de part et d'autre les armées en commençant à traiter. Sir Benjamin Rudyard appuya la motion: « J'ai longtemps et amèrement re-« douté, dit-il, que la coupe de terreur, qui a circulé sous « nos yeux en Europe de nation en nation, ne vînt un « jour au milieu de nous; la voilà enfin venue, et il se « peut que nous ayons à en boire la lie, ce qu'il y a de « plus amer: Dieu veuille nous en préserver! Une espé-« rance nous reste, c'est que nos misères ne sauraient « être longues, car nous ne pouvons combattre ici com-« me ils font en Allemagne, dans ce vaste continent où « la guerre peut être en plus d'un lieu sans qu'il man-« que de terres paisibles où l'on sème et moissonne pour « se nourrir. Pour nous, resserrés de tous côtés par la « mer, nous combattons comme dans une arène de coqs: « nous n'avons d'autres remparts que les os de nos crâ-« nes et de nos côtes à opposer à nos ennemis. On a dit « dans cette chambre que nous étions tenus en conscience « de punir l'effusion du sang innocent; mais qui répon-« dra de tout le sang innocent qui va couler si nous ne « marchons à la paix par la voie d'un prompt traité? On « a parlé de confiance en Dieu; certes, on peut s'en fier « à Dieu pour un traité aussi bien que pour la guerre: « c'est lui qui donne la sagesse pour négocier comme le « courage pour combattre, et le succès aux négociations « comme aux batailles, selon qu'il lui plaît. Le sang est « un péché qui crie vengeance: il souille tout un pays: « hâtons-nous d'arrêter l'effusion du sang [1]. » La motion

[1] *Parl. Hist.*, t. III, col. 80.

fut rejetée [1], mais seulement par une majorité de trois voix, et les paroles de Rudyard étaient dans la bouche d'une foule de gens de bien. Les chefs des communes frémissaient tout bas de se voir ainsi poussés à solliciter une paix impossible, si ce n'est à des conditions qui la rendraient fatale. Ils cédèrent pourtant; car peu d'hommes, même entre leurs amis, étaient passionnés au point d'accepter tant de maux comme inévitables; et le 20 mars, après quelques négociations préliminaires, cinq commissaires [2] partirent pour Oxford, chargés de débattre, pendant vingt jours, d'abord une suspension d'armes, ensuite un traité.

Le roi les reçut bien; leurs relations avec la cour furent nobles et polies; le comte de Northumberland, président du comité affecta de déployer une grande magnificence: il s'était fait suivre de sa maison, de sa vaisselle, de son vin; on lui apportait de Londres des provisions. Les royalistes venaient le voir et dînaient à sa table; le roi daigna même accepter de lui, pour la sienne, quelques présents [3]. Parmi les compagnons du comte, simples membres des communes, quelques-uns prenaient plaisir à paraître à Oxford avec tant d'éclat. Mais quand on vint à négocier, ces brillantes démonstrations furent sans effet: ni le parlement ni le roi ne pouvaient accepter leurs conditions réciproques, car c'étaient les mêmes qui, avant la guerre, avaient été hautement repoussées, et elles auraient livré sans défense, à ses adversaires, l'un ou l'autre parti. Un soir, les en-

[1] Le 17 février 1643. Il y eut deux divisions dans la chambre: à la première, la motion fut appuyée par soixante-treize voix contre soixante-seize; à la seconde, par quatre-vingt-trois contre quatre-vingt-six. *Parl. Hist.*, t. III, col. 79.

[2] Le comte de Northumberland, sir John Holland, sir William Armyn, William Pierpoint et Bulstrode Whitelocke.

[3] Whitelocke, p. 64.

voyés du parlement se flattèrent qu'ils avaient enfin obtenu du roi, probablement au sujet de la milice, une concession de quelque valeur: après une longue conférence, il avait paru se rendre et devait leur donner, le lendemain matin, sa réponse par écrit. A leur grande surprise, elle fut tout autre qu'on n'en était convenu, et ils apprirent qu'au coucher du roi, en l'absence de ses ministres, les gens de sa chambre, les affidés de la reine, l'avaient fait changer de résolution [1]. « Si du « moins le roi, dit à ses conseillers M. Pier-point, l'un « des commissaires, voulait traiter avec faveur quelques- « uns des grands seigneurs attachés au parlement, leur « influence pourrait le servir. » Mais Charles, rancunier et hautain avec ses courtisans comme avec son peuple, souffrit à peine qu'on lui parlât de rendre un jour, au comte de Northumberland, la charge de grand amiral, et les intrigues des intérêts personnels furent aussi vaines que l'eût été leur succès [2]. Le roi, comme les meneurs des communes, ne voulait point de la paix: il avait promis à la reine que jamais il ne la ferait sans son aveu; et elle lui écrivait d'York pour l'en détourner, déjà courroucée que des négociations se fussent ouvertes en son absence, et déclarant à son mari qu'elle quitterait l'Angleterre si elle n'obtenait officiellement une garde pour sa sûreté [3]. Une pétition des officiers en garnison à Oxford, provoquée sous main par Charles lui-même, s'opposa à la suspension d'armes [4]. En vain quelques-uns des commissaires du parlement s'efforcèrent, dans de secrets entretiens, de l'effrayer sur l'avenir [5]; en vain d'autres commissaires, venus d'Écosse

[1] Whitelocke, p. 65.

[2] *Mémoires* de Clarendon, t. I, p. 217-224, dans ma *Collection*

[3] *Ibid.*, t. I, p. 225-229

[4] *Ibid.*, p. 216, 228.

[5] Whitelocke, p. 65.

pour solliciter la convocation d'un parlement dans ce royaume, proposèrent leur médiation [1]. Il la repoussa comme une injure, leur interdit de se mêler des affaires de l'Angleterre, et donna enfin aux négociateurs, pour réponse péremptoire, l'offre de retourner auprès des chambres si elles voulaient transporter, au moins à vingt milles de Londres, le séjour du parlement. Sur ce message, les chambres rappelèrent soudain leurs commissaires, et par un ordre si pressant qu'ils se crurent obligés de partir le jour même [2], quoiqu'il fût tard et que leurs carrosses de voyage ne fussent pas prêts [3].

Leur conduite à Oxford, surtout leur façon de vivre avec le roi et la cour, avaient inspiré aux partisans de la guerre beaucoup de méfiance. Lord Northumberland apprit en arrivant qu'une de ses lettres à sa femme avait été ouverte par Henri Martyn, membre du comité de sûreté, connu seulement pour avoir fui de Reading, à l'approche des troupes royales, et par la violence de ses propos. Nul grand seigneur n'était plus soigneux que le comte de sa dignité, ni plus accoutumé à la déférence de ses concitoyens. Rencontrant M. Martin à Westminster, il lui demanda raison d'un tel outrage; et comme Martyn, d'un ton moqueur, soutint qu'il avait bien fait, le comte le frappa de sa canne devant plusieurs témoins. Portée aux chambres, la querelle fut prise par les communes avec quelque embarras, par les lords avec hauteur, et presque aussitôt étouffée [4]. On en était à ce point où tout révèle et fomente des dissen-

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell*, t. V, p. 525 et suiv. — *Mémoires*, t. I, p. 229-235.

[2] Le 15 avril 1643.

[3] Whitelocke, p. 65. — Rushworth, part 3, t. II, p. 164-261. — Clarendon, *Hist. of the rebell*, t. VI, p. 18.

[4] *Parl. Hist.*, t. III, col. 109. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 18.

sions que nul ne veut pourtant laisser éclater. Le printemps avançait; qu'on souhaitât ou craignît la paix, c'était à la guerre qu'il fallait songer. Le jour même où les commissaires revinrent à Londres, Essex rentra en campagne [1]. C'était encore l'avis de Hampden qu'il marchât brusquement sur Oxford pour y assiéger et réduire le roi [2]. A Oxford même on en eut peur, et il fut question de partir pour aller rejoindre la reine et lord Newcastle dans le Nord. Mais Essex, se méfiant encore de ses forces ou déjà inquiet de ses succès, repoussa de nouveau ce hardi conseil, et toujours campé entre Oxford et Londres, se contenta de mettre le siége devant Reading, place indispensable, selon lui, à la sûreté du parlement.

Reading se rendit en dix jours [3]. Hampden redemanda le siége d'Oxford: Essex persista dans ses refus [4]. Rien n'était plus loin de lui que la trahison ou la peur; mais il faisait la guerre avec tristesse et n'avait déjà plus, pour se distraire de sa prévoyance, les plaisirs de la popularité. Avant même que la campagne se rouvrît, quelque humeur avait éclaté contre lui dans les communes, surtout dans le comité de sûreté, vrai foyer du parti. Les plus violents étaient allés jusqu'à se demander s'il serait donc impossible de le remplacer, et le nom de Hampden avait, dit-on, été prononcé [5]. Hampden était trop sage pour accueillir l'idée seule d'un pouvoir auquel rien ne le portait; qu'il fût ou non capable de commander, il n'avait fait que servir sous Essex, comme

[1] Le 15 avril 1643, selon Rushworth, part. 3, t. II, p. 263; le 17, selon May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 121.

[2] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 40.

[3] Le 27 avril 1643

[4] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 49.

[5] Wood, *Athenæ oxonienses*, à l'article Hampden

simple colonel. Depuis l'origine de la guerre pendant l'hiver surtout, d'autres avaient acquis une gloire plus indépendante et plus étendue. Dans le Nord, Fairfax et son père, malgré la supériorité de lord Newcastle, lui disputaient chaque jour et sur tous les points, avec la plus brillante audace, la domination du pays [1]. A la tête de la confédération des comtés de l'Est, lord Manchester [2] n'avait eu à combattre, il est vrai, aucun chef royaliste de quelque renom; mais il avait souvent porté, aux parlementaires du nord et du centre, d'utiles secours; des milices bien organisées étaient prêtes à le suivre, et sa franchise, sa libéralité, sa douceur, le faisaient chérir de tous les habitants. Dans les mêmes comtés, le colonel Cromwell, déjà fameux par des coups de main aussi heureux qu'adroits, exerçait d'ailleurs sur beaucoup d'hommes d'un esprit hardi, d'une piété exaltée, et d'une condition à la fois aisée et obscure, une influence où perçaient déjà un grand génie et un grand pouvoir. Dans le Sud et l'Ouest, enfin plusieurs corps de royalistes dispersés et sept places emportées en trois mois [3] avaient valu à sir William Waller le surnom de Guillaume le Conquérant [4]. Le parlement ne manquait donc point, disait-on, de généraux ni d'armées; et si lord Essex refusait de vaincre, on lui trouverait un successeur.

Aucune proposition, aucune insinuation publique même ne suivit tant d'amers discours. Essex n'était pas un simple officier au service d'un parti mécontent; à lui se

[1] Voyez les *Mémoires* de Fairfax, 1re partie, dans ma *Collection*.

[2] Lord Kimbolton, connu aussi sous le nom de lord Mandeville, et qui portait celui de lord Manchester depuis la mort de son père, survenue le 9 novembre 1642.

[3] Chichester, Winchester, Malmesbury, Hereford, Tewksbury, Chepstow et Monmouth.

[4] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 110.

rattachaient et les grands seigneurs engagés dans la guerre, et les hommes modérés qui souhaitaient la paix, et les plus clairvoyants des presbytériens qu'inquiétaient déjà d'autres sectaires plus hardis. Hampden lui-même et les chefs du parti politique, tout en pressant le comte d'agir avec plus de vigueur n'avaient nul dessein de s'en séparer. La discorde n'éclata donc point; mais encore cachée, elle était déjà souveraine, et Essex ne tarda pas à en ressentir les effets. Ceux qu'on forçait de le ménager mirent tout en œuvre pour lui nuire, et ses défenseurs, croyant avoir assez fait de le soutenir, s'inquiétèrent peu de le seconder. Au bout d'un mois, il eut à se plaindre du mauvais état de son armée: solde, vivres, vêtements, tout lui manquait; la souffrance et la maladie décimaient ses soldats, naguère si bien soignés par la cité. Il informait de ses besoins les divers comités chargés d'y pourvoir; mais ses adversaires, plus remuants et plus assidus que ses amis, exerçaient là plus d'influence: c'était à eux qu'à raison de leur activité empressée la plupart des mesures d'exécution avaient été remises; les employés subalternes étaient presque partout de leur choix. Toutes les réclamations du général demeuraient sans effet [1]. A peine la seconde campagne commençait, rien ne semblait changé, et déjà le parti qui avait enlevé au roi le pouvoir le sentait échapper de ses mains; déjà un parti nouveau, encore contraint de se taire, était assez fort pour réduire la grande armée du parlement à l'impuissance, et assez passionné pour tout risquer en donnant cet avantage à l'ennemi commun.

Déjà aussi, et sous l'empire des mêmes passions, naissait sans bruit une nouvelle armée. Dans ces petits com-

[1] May, *Hist. du Long-Parl.*, t. I, p. 124-125, 156-161. — *Mémoires* de Hollis, p. 10-15, dans ma *Collection*.

bats qui, en dépit des négociations et des lenteurs entre Oxford et Londres, se renouvelaient partout chaque jour, les parlementaires, depuis l'affaire de Brentford, avaient essuyé de fréquents revers. La cavalerie royale surtout frappait la leur d'épouvante, et la cavalerie était encore, comme aux temps féodaux, l'arme considérée et décisive. Hampden et Cromwell s'entretenant un jour de cette infériorité de leur parti: « Que voulez-vous, dit « Cromwell, vos cavaliers sont pour la plupart d'an- « ciens domestiques hors d'âge, des garçons de caba- « ret et autres de même sorte; les leurs sont des fils de « gentilshommes, des cadets et des gens de qualité. Pen- « sez-vous que des drôles de basse espèce comme les « vôtres aient dans l'ame de quoi tenir tète à des gen- « tilshommes pleins de résolution et d'honneur? Ne pre- « nez pas mal ce que je vous dis, et je sais que vous « ne le prendrez pas mal; mais il faut que vous ayez « des hommes animés d'un esprit capable de les faire « aller aussi loin que peuvent aller des gentilshommes: « autrement, je suis sûr que vous serez toujours bat- « tus. — Vous avez raison, dit Hampden, mais cela ne « se peut. — J'y puis faire quelque chose, reprit Crom- « well, et je le ferai; je lèverai des hommes qui auront « la crainte de Dieu devant les yeux, et qui apporteront « quelque conscience dans ce qu'ils feront; et je vous « réponds qu'ils ne seront point battus [1]. » Il parcourut en effet les comtés de l'est, recrutant des jeunes gens, la plupart déjà connus de lui et qui le connaissaient, tous francs-tenanciers ou fils de francs-tenanciers, pour qui la solde n'était pas un besoin ni la seule oisiveté un

[1] Cette conversation est rapportée dans un pamphlet du temps, intitulé: *Monarchy asserted to be the best form of government, in a conference at Whitehall between Oliver and a Committee of Parliament*, publié à Londres en 1660, in-8, p. 38.

plaisir, tous fanatiques fiers et durs, engagés dans la guerre par conscience et sous les ordres de Cromwell par confiance en lui: « Je ne veux pas vous tromper, « leur disait-il, ni vous faire croire, comme le porte ma « commission, que vous allez combattre pour le roi et « le parlement: si le roi se trouvait en face de moi, je « lui tirerais mon coup de pistolet tout comme à un « autre; si votre conscience ne vous permet pas d'en « faire autant, allez servir ailleurs [1]. » La plupart n'hésitaient point, et à peine admis, toute mollesse de la vie bourgeoise et toute licence de la vie des camps leur étaient également interdites; astreints à la discipline la plus sévère, tenus de bien panser leurs chevaux, de nettoyer avec soin leurs armes, couchant souvent en plein air, passant presque sans relâche des exigences du service aux exercices de la piété, leur chef voulait qu'ils se dévouassent à leur métier comme à leur cause, et qu'à la libre énergie du fanatisme s'unît en eux la fermeté ponctuelle du soldat [2]. Quand la campagne se rouvrit, quatorze escadrons de tels volontaires, formant un corps d'environ mille hommes, marchaient sous les ordres de Cromwell [3].

Un mois se passa presque sans événements. La prise de Reading, si peu comptée à Londres, avait jeté le trouble dans Oxford, et le roi, loin d'agir, délibérait s'il ne fuirait point. Le parlement, embarrassé de ses dissensions, s'en occupait plus que de ses ennemis. Tantôt il essayait de donner à tous ses adhérents, violents et modérés, politiques et dévots, quelque satisfaction; tantôt des résolutions décisives, emportées à grand'peine par un parti,

[1] *Memoirs of the protectoral house*, etc., par Mark Noble, t. I, p. 271, édition de 1787.

[2] Whitelocke, p. 68. — *Mercurius pragmaticus*, numéro du 30 mai 1648. — Bates, *Elenchus motuum nuperorum*, part. 2, p. 220.

[3] May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 199, dans ma *Collection*.

demeuraient sans effet et comme abandonnées d'un commun accord. Les presbytériens réclamaient depuis longtemps, et on leur avait promis une assemblée de théologiens pour réformer enfin l'Église: elle fut convoquée [1]; mais le parlement en nomma lui-même les cent vingt et un membres: trente laïques, dix lords et vingt membres des communes, leur furent adjoints avec les honneurs de la préséance, des ecclésiastiques d'opinions fort diverses y furent appelés; et, dépourvue d'autorité comme d'indépendance, l'assemblée n'eut pour mission que de donner son avis sur les questions que les chambres, ou l'une d'elles, jugeraient à propos de lui soumettre [2]. Une accusation de haute trahison fut intentée contre la reine, et personne n'éleva la voix pour s'y opposer; mais après que Pym l'eut portée à la chambre haute [3], on n'en entendît plus parler. L'absence du grand sceau entravait chaque jour l'administration de la justice et beaucoup d'affaires publiques et privées. Pour faire cesser ces inconvénients, surtout pour s'approprier les attributs légaux de la souveraineté, les communes ordonnèrent qu'un nouveau grand sceau serait préparé [4]; mais les lords s'y refusèrent, plus effrayés d'usurper les marques du pouvoir souverain que de l'exercer sans cette sanction; et les communes jugèrent prudent d'ajourner leurs instances [5]. Quelquefois les partis, votant ensemble avec des intentions diverses, se réunissaient dans une fausse et stérile unanimité; plus souvent, de force à peu près égale, ils se réduisaient ré-

[1] Par une ordonnance du parlement du 12 juin 1643, et elle ouvrit ses seances le 1[er] juillet suivant.

[2] Neal, *Hist. of the Puritans*, t. III, p. 43 et suiv.

[3] Le 23 mai 1643. Rushworth, part. 3, t. II, p. 321.

[4] Vers le milieu de mai 1643.

[5] *Parl. Hist.*, t. III, col. 115, 117. — May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 146 et suiv.

ciproquement à l'impuissance, et semblaient attendre qu'un événement extérieur vînt les contraindre à se rapprocher ou les séparer sans retour.

Le 31 mai, jour de jeûne, dans l'église de Sainte-Marguerite de Westminster, les deux chambres assistaient au sermon; un billet fut apporté à M. Pym, qui se leva aussitôt; à l'oreille et à voix basse, une conversation fort animée s'engagea autour de lui, et sans attendre la fin du service, il sortit précipitamment avec les principaux de ses collègues, laissant les assistants dans un trouble égal à leur ignorance et à leur curiosité [1].

Après le sermon, les chambres se réunirent, et le public apprit qu'un grand complot venait d'être découvert: plusieurs lords, disait-on, plusieurs membres des communes et beaucoup de bourgeois de la cité y avaient pris part; ils se proposaient d'armer les royalistes, de se saisir de la Tour, des magasins, des principaux postes, d'arrêter les chefs des deux chambres, et d'introduire enfin dans Londres les troupes du roi. Ce même jour, 31 mai, avait été désigné pour l'exécution. Du reste, tout serait bientôt éclairci, car un comité d'enquête était nommé, et déjà on parlait de plusieurs personnes arrêtées sur son commandement [2].

Dans la nuit, en effet, et le lendemain, Edmond Waller [3], membre des communes et poëte déjà célèbre; M. Tompkins, son beau-frère, naguère attaché à la maison de la reine; M. Challoner, riche bourgeois, et plusieurs autres furent arrêtés et interrogés. Tous avouèrent, avec plus ou moins de détails, un complot très

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 66.

[2] *Ibid.*, — *State-Trials*, t. IV, col. 637.

[3] Né le 3 mai 1608, à Coleshill, dans le comté de Hertford, mort le 21 octobre 1687.

réel, quoiqu'il n'eût pas, pour tous les conjurés, la même étendue et le même dessein. Les uns n'avaient songé qu'à se refuser au paiement des taxes pour contraindre le parlement à la paix; les autres voulaient présenter aux chambres, en grand nombre et de concert, des pétitions pacifiques; d'autres avaient simplement assisté à quelques réunions, ou concouru à la rédaction de certaines listes sur lesquelles on inscrivait les noms de tous les citoyens connus, en les distribuant en trois classes, les *bien pensants*, les *modérés* et les *ennemis*. Mais à travers tant d'actes d'inégale importance et de motifs différents, le complot, depuis longtemps formé, s'était aggravé chaque jour. On se souvint alors que, plus de trois mois auparavant, dans une de ces négociations si souvent reprises et rompues, Waller avait été au nombre des commissaires envoyés à Oxford, et que le jour de leur présentation, comme il se trouvait le dernier en rang, le roi l'avait accueilli avec une grâce particulière, lui disant: « Monsieur Waller, quoique le dernier, vous n'êtes pas le pire ni le moindre dans ma faveur [1]. » Depuis cette époque, une correspondance assidue avait eu lieu avec Oxford; des négociants royalistes [2], qui avaient fui Londres pour échapper aux poursuites des chambres, en étaient les principaux agents; un nommé Hall habitait secrètement à Beaconsfield, chargé de transmettre les messages; lady Aubigny, à qui le parlement avait permis d'aller à Oxford pour ses affaires, en avait rapporté, dans un petit coffre, une commission du roi autorisant quelques uns des conjurés à lever des hommes et de l'argent en son nom; tout récemment enfin on avait fait dire à Hall que « le grand vaisseau était arrivé aux dunes, » c'est-à-dire que tout

[1] Whitelocke, p. 66.

[2] Sir Nicolas Crisp, sir George Benyon, etc.

était prêt; et il en avait donné avis à lord Falkland, qui avait répondu: « Qu'on se presse donc, car la guerre « devient tous les jours plus difficile à arrêter [1]. »

C'était plus qu'il n'en faut à la justice des partis, et le parlement, s'il eût voulu, eût pu en croire davantage. Saisi d'un désir honteusement passionné de sauver sa vie, Waller demandait à la racheter, n'importe à quel prix; argent, aveux, dénonciations, il prodiguait tout, s'adressant aux plus obscurs comme aux plus puissants protecteurs, suppliant tous les fanatiques en crédit de venir entendre l'humble profession de son repentir, prêt à exagérer la gravité du complot, comme à Oxford peut-être il avait grossi naguère le nombre et le crédit des conspirateurs. Les lords Fortland et Conway avaient reçu de lui quelques confidences; il les dénonça; le comte de Northumberland et beaucoup d'autres furent compromis par ses réponses [2]. Quoique peu de gens se fussent portés à des actes légalement coupables, beaucoup avaient connu et approuvé ce qui se préparait. Mais le parlement, avec une courageuse sagesse, ne voulut abuser, contre ses ennemis, ni de leur imprudence, ni de la bassesse de leur complice, et sut croire que la justice suffisait à sa sûreté. Sept personnes seulement furent traduites devant un conseil de guerre; et sur cinq condamnés, Challoner et Tompkins subirent seuls leur arrêt. Ils moururent en hommes de cœur [3], mais sans se croire ni se prétendre des martyrs, témoignant même, avec une touchante sincérité, quelque incertitude sur la bonté de leur cause: « J'ai prié Dieu, dit Challoner en mon-

[1] *State-Trials*, t. IV, col. 626-631. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 57-79.

[2] May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 142, dans ma *Collection*. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 66.

[3] Le 5 juillet 1643.

« tant sur l'échafaud, que si ce dessein ne devait pas « être à son honneur, il nous le fit connaître; Dieu m'a « entendu. — Je suis bien aise, dit aussi Tompkins, que « le complot ait été découvert; il aurait pu avoir de fâ- « cheux résultats [1]. » Quant à Waller, condamné également, on lui fit grâce de la vie, pour payer ses aveux, par le crédit de quelques uns de ses parents, de Cromwell entre autres, son cousin, peut-être aussi par un reste d'égard qui s'attache encore au talent quand même il ne sert qu'à illustrer la lâcheté [2].

Quelques jours les chefs des communes se flattèrent que la découverte et le châtiment de ce complot jetteraient le trouble dans Oxford, intimideraient à Londres les royalistes, suspendraient les dissensions des chambres, tireraient enfin leur parti des embarras où son énergie se consumait sans fruit. Mais ces espérances furent bientôt déçues; à peine les actions de grâces avaient cessé de retentir dans les églises, à peine avait-on prêté le nouveau serment d'union décrété au moment du péril, que le parlement se vit en proie, au dehors à de plus grands revers, au dedans à de plus violents débats.

Le roi avait appris sans vif chagrin le mauvais succès du complot de la cité: presque en même temps lui était arrivée la nouvelle que dans le sud, dans l'ouest, dans le nord, ses généraux avaient remporté de notables avantages, et il aimait bien mieux attendre son triomphe des cavaliers et de la guerre, que d'un secret accommodement avec des bourgeois naguère opposés à tous ses conseils. Le 19 juin, un incident inattendu parut ramener sa pensée vers Londres et le parlement. Le bruit se répandit que la veille, à quelques lieues d'Oxford, dans

[1] *State-Trials*, t. IV, col. 632-635.

[2] *Ibid.*, col. 635-658. — May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 140, dans ma *Collection*.

la plaine de Chalgrave, au milieu d'une rencontre de cavalerie où le prince Robert avait surpris et battu les parlementaires, Hampden avait été blessé: « Je l'ai vu, « dit un prisonnier, s'éloigner, contre son usage, du « champ de bataille avant la fin de l'action; sa tête était « penchée, ses mains s'appuyaient sur le cou de son « cheval; à coup sûr il est blessé. » La nouvelle excita dans Oxford une vive émotion, de curiosité encore plus que de joie; on avait peine à croire qu'un tel homme fût si près de succomber à un coup si imprévu; on hésitait presque à s'en réjouir. Le roi lui-même, au premier moment, ne pensa qu'à saisir cette occasion pour tenter de se concilier, s'il était possible, dans l'espoir d'une transaction pacifique, ce puissant adversaire, qui lui avait fait tant de mal, mais qu'on croyait capable de tout réparer. Le docteur Giles, voisin de campagne de Hampden, et qui avait conservé avec lui des relations familières, se trouvait à Oxford: « Envoyez savoir, lui « dit le roi, des nouvelles du blessé comme de vous-« mêmes; s'il manquait de chirurgiens, le mien serait « à sa disposition. — Sire, dit le docteur, je suis peu « propre à cette entremise; toutes les fois que j'ai de-« mandé quelque chose à M. Hampden, j'ai paru pour « lui un oiseau de malheur. Je le priai un jour de faire « poursuivre des brigands qui m'avaient volé, et comme « mon message entrait chez lui, il apprit la mort de « son fils aîné; une autre fois je sollicitai également son « intervention, et au même instant on vint lui dire que « sa fille chérie, mistriss Knightley, venait de mourir. « Nos relations n'ont jamais bien tourné pour lui. » Le docteur s'acquitta pourtant de la commission du roi. Mais le 24 juin, son messager, en arrivant, trouva Hampden presque sans vie: il avait eu l'épaule fracassée de deux balles, et souffrait depuis six jours les douleurs les plus

aiguës. On lui dit cependant qui faisait demander de ses nouvelles, et sans lui laisser ignorer à quelle intention. Une vive agitation se manifesta dans toute sa personne; on crut voir qu'il voulait parler, mais il ne put, et mourut peu d'instants après. Dès qu'il en fut certain, Charles se réjouit de sa mort bien plus qu'il n'eût fait de le savoir enclin à quelque rapprochement; et il ne fut plus question de Hampden à la cour d'Oxford que pour rappeler ses offenses, ou pour remarquer d'un air de triomphe qu'il avait été tué dans le même comté, près du même lieu où, le premier, il avait mis à exécution l'ordonnance du parlement sur la milice et levé des hommes contre le roi [1].

A Londres, en revanche, et dans presque tout le royaume éclata une douleur profonde. Jamais homme n'avait inspiré à un peuple tant de confiance: quiconque tenait au parti national, n'importe à quel degré ou par quels motifs, comptait sur Hampden pour le succès de ses vœux; les plus modérés croyaient à sa sagesse, les plus emportés à son dévouement patriotique, les plus honnêtes à sa droiture, les plus intrigants à son habileté. Prudent et réservé en même temps que prêt à braver tous les périls, il n'avait encore donné lieu à aucun mécompte, possédait encore toutes les affections, et manqua brusquement à toutes les espérances. Merveilleuse fortune qui fixa pour jamais son nom à la hauteur où l'avait porté l'attente de ses contemporains, et sauva peut-être sa vertu comme sa gloire des écueils où les révolutions poussent et brisent leurs plus nobles favoris.

Sa mort fut comme le signal des désastres du parlement: ils se succédèrent sans interruption pendant plus de deux mois, aggravant de jour en jour le mal encore

[1] *Mémoires* de Warwick, p. 198-200, dans ma *Collection*. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 85-91.

caché dont ils étaient le fruit. Les ennemis d'Essex, en laissant manquer de tout son armée, avaient compté, mais à tort, sur les succès de ses rivaux. Pendant que le général en chef et le conseil de guerre placé près de lui envoyaient en vain courrier sur courrier pour demander de l'argent, des habits, des munitions, des armes [1], on apprit qu'à Atherton-Moor, dans le Nord, Fairfax venait d'être battu [2]; que sir John Hotham était sur le point de livrer à la reine la place de Hull; que lord Willoughby ne pouvait plus défendre contre lord Newcastle le comté de Lincoln, et qu'ainsi la confédération des comtés de l'est, ce boulevard du parlement, allait être ouverte à l'ennemi. C'était bien pis encore au sud-ouest: en une semaine, sir William Waller y perdit deux batailles [3]; les paysans de Cornouailles, ces descendants des anciens Bretons, dispersaient en toute rencontre les recrues du parlement; on les vit à Lansdown assaillir en courant, après en avoir modestement demandé la permission, une batterie jugée inaccessible, et quinze jours après, sous les murs de Bristol, ils montèrent à l'assaut avec la même audace [4]. Dans ce comté, les terres n'avaient point changé de main; les mêmes familles de gentilshommes y vivaient entourées, depuis plusieurs siècles, des mêmes familles de fermiers; et le peuple de mœurs pieuses et simples, étranger aux idées nouvelles, docile sans crainte ni servilité à l'influence de la noblesse, ressentait pour ses patrons et ses habitudes le même enthousiasme que les plus zélés parlementaires

[1] *Parl. Hist.*, t. III, col. 144, 155.

[2] Le 30 juin 1643. *Mémoires* de Fairfax, p. 367 et suiv., dans ma *Collection*.

[3] Celles de Lansdown, dans le comté de Somerset, le 5 juillet 1643, et de Roundway-down, dans le Wiltshire, le 13 juillet suivant.

[4] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 119, 139.

pour leurs opinions et leurs droits [1]. Le roi d'ailleurs avait là, et dans les comtés voisins, quelques-uns de ses plus sages serviteurs: le marquis de Hertford, beau-frère d'Essex, et qui avait longtemps vécu retiré dans ses terres par dégoût de la cour; sir Bevil Greenville, le plus populaire de ces gentilshommes de Cornouailles qui l'étaient tous; sir Ralph Hopton surtout, homme de bien autant que brave officier, qui ne demandait à Oxford nulle faveur, réprimait sévèrement le pillage, protégeait partout la population, et croyant remplir le devoir d'un sujet fidèle, y portait le cœur d'un bon citoyen. Le mérite de ces généraux, la bravoure de leurs soldats, frappèrent Waller et son armée de discrédit et d'épouvante: il ne maintenait dans ses troupes aucune discipline; elles désertaient par bandes. Les hommes mêmes que le parlement envoyait pour exciter le zèle du peuple se laissaient gagner du même effroi, et le répandaient autour d'eux: les magistrats de Dorchester montrant un jour à M. Strode les fortifications de leur ville, et lui demandant ce qu'il en pensait: « Tout cela, dit-il, n'arrêtera pas les cavaliers une demi-heure; c'est un jeu « pour ces gens-là d'escalader des remparts de vingt « pieds de haut [2]. » Dorchester se rendit à la première sommation [3]; Weymouth, Portland, Barnstaple, Bediford, suivirent son exemple [4]; Taunton, Bridgewater, Bath, en avaient déjà fait autant [5]; Bristol, la seconde ville du royaume, céda au premier assaut [6], par la lâ-

[1] *Sir Edward Walker's Discourses*, p. 50.

[2] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 207.

[3] En août 1643.

[4] Vers la fin d'août 1643.

[5] Vers la fin de juillet 1643.

[6] Le 25 juillet 1643. Rushworth, part. 3, t. II, p. 284. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 136-148. — *State-Trials*, t. IV, p. 186-293.

cheté de son gouverneur, Nathaniel Fiennes, pourtant l'un des chefs du plus violent parti. Chaque jour apportait à Londres la nouvelle de quelque revers; à Oxford, au contraire, la force croissait avec la confiance. La reine avait enfin rejoint le roi, amenant trois mille hommes et du canon [1]: leur première entrevue eut lieu dans la plaine de Keynton, sur le même terrain où, l'année précédente, les deux partis en étaient venus aux mains pour la première fois; et le même jour [2], à la même heure, Wilmot et Hopton remportaient à Roundway-Down [3], sur les parlementaires, une brillante victoire [4]. Charles et sa femme rentrèrent à Oxford en triomphe; et Waller, qui, en partant pour l'armée, avait enjoint sur sa route à tous les constables de se tenir prêts à recevoir ses prisonniers, revint à Londres sans soldats [5].

Essex, toujours immobile, et imputant son inaction à ceux qui la lui reprochaient, assistait à tant de défaites sans les partager ni les prévenir. Il écrivit enfin à la chambre haute [6]: « Je pense que vos seigneuries, si elles « le jugent convenable, feraient bien d'envoyer au roi « pour avoir la paix, en garantissant la religion, les lois, « les libertés des sujets, et aussi la juste punition des « principaux délinquants qui ont attiré sur le royaume « tant de maux. Si cette démarche n'amène pas un traité, « il faudra, je crois, supplier sa Majesté de s'éloigner « de cette scène de carnage, et alors, en un jour, les « deux armées videront le débats [7]. » Quelques jours

[1] Rushworth, part. 3, t. II, p. 274.

[2] Le 13 juillet 1643.

[3] Dans le Wiltshire.

[4] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 130-135. — Rushworth, part. 3, t. II, p. 285.

[5] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 134.

[6] Le 9 juillet 1643.

[7] *Journals of the house of lords*, 11 juillet 1643. — Rushworth, part. 3, t. II, p. 290. — Whitelocke, p. 67.

plus tôt, cette lettre eût été peut-être bien accueillie : au bruit des premiers revers, les lords avaient solennellement protesté de leur fidélité au roi et préparé de nouvelles propositions de paix [1]; les communes, au contraire, plus irritées qu'abattues, avaient sommé la chambre haute d'adopter enfin leur résolution au sujet du grand sceau, et sur son refus, de leur seule autorité, elles en avaient fait graver un, portant d'un côté les armes d'Angleterre et d'Irlande, de l'autre la représentation de la chambre des communes en séance à Westminster, sans aucun signe qui rappelât les lords [2]. Dans un tel accès de discorde, ceux-ci se seraient prêtés sans doute aux vues pacifiques du général. Mais vers la même époque [3], le roi, enflé de ses premiers succès déclara officiellement que les individus réunis à Westminster ne formaient plus deux chambres véritables ; que la retraite de tant de membres et le défaut de liberté des délibérations leur avaient fait perdre toute existence légale ; que désormais il ne leur donnerait plus le nom de parlement ; enfin qu'il défendait à tous ses sujets d'obéir à ce ramas de traîtres et de séditieux [4]. Une réprobation si générale et si violente rétablit soudain l'union entre les deux chambres : le 5 juillet elles décrétèrent de concert que des commissaires iraient de leur part demander à leurs frères, les Écossais, l'envoi d'une armée au secours des protestants d'Angleterre menacés de tomber sous le joug des papistes [5]; et quand la lettre d'Essex parvint aux lords, ils votèrent qu'ils n'adresseraient au roi ni

[1] Le 16 juin 1643. *Parl. Hist.*, t. III, col. 132.

[2] Dans les premiers jours de juillet. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 143. — Whitelocke, p. 67.

[3] Le 20 juin 1643.

[4] Rushworth, part. 3, t. II, p. 331.

[5] *Parl. Hist.*, t. III, col. 144.

pétition ni propositions pacifiques, tant qu'il n'aurait pas révoqué sa proclamation portant que les deux chambres ne formaient plus un parlement libre et légal [1].

Essex n'insista point: honnête et sincère, en conseillant la paix il avait cru remplir un devoir; du reste il respectait les chambres, et son avis donné, loin de prétendre leur faire la loi, il se tenait prêt à leur obéir. Quelques jours un parfait accord parut régner à Londres entre les partis: tous se réunirent pour combler Essex de marques d'estime; il reçut promptement des munitions et des renforts [2]; en même temps, Waller, malgré ses désastres, fut remercié de son courage et traité honorablement, comme un homme qui pouvait encore bien servir [3]. On ordonna, dans les comtés de l'est, la formation d'une nouvelle armée, sous le commandement de lord Manchester, avec Cromwell pour lieutenant général [4]. Hotham, que les communes prévenues à temps [5] avaient fait arrêter dans Hull [6] avant qu'il eût pu livrer la place au roi, attendait à la Tour son châtiment; lord Fairfax lui succéda [7]. Les commissaires qui devaient se rendre en Écosse furent nommés, deux par les lords, quatre par les communes [8], et on les invita à presser leur départ. La plupart des membres de l'assemblée des

[1] *Journals of the house of Lords*, 11 juillet 1643.

[2] *Parl. Hist.*, t. III, col. 144.

[3] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 185.

[4] Le 22 juillet 1643. *Parl. Hist.*, t. III, col. 156. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 186. Cette armée devait être forte de dix mille hommes.

[5] Au commencement de juin 1643.

[6] Le 29 juin 1643. Rushworth, part. 3, t. II, p. 275-277. — Whitelocke, p. 67.

[7] Le 3 juillet 1643. Rushworth, part. 3, t. II, p. 280. — *Journals*, etc., 11 juillet.

[8] Les lords Grey de Wark et Rutland, sir William Armyn, sir Henri Vane, M. Hatcher et M. Darley. (Rushworth, part. 3, t. II, p. 466).

théologiens quittèrent aussi Londres pour aller, chacun dans sa paroisse, calmer les inquiétudes du peuple et l'exciter à de nouveaux efforts [1]. Tous les jours, dans une des églises de la cité, en présence d'une multitude de mères, d'enfants, de sœurs, un service spécial était célébré pour invoquer la protection de Dieu sur tous ceux qui se dévouaient à la défense de la patrie et de sa loi [2]; et chaque matin, au son du tambour, une foule de citoyens, hommes et femmes, riches et pauvres, sortaient en troupe pour travailler aux fortifications [3]. Jamais, dans les chambres et parmi le peuple, tant d'énergie ne s'était déployée avec tant de prudence et de concert.

Mais le péril croissait toujours; les succès du roi continuaient partout. Malgré l'élan public, quelques hommes refusèrent de se compromettre davantage pour le parlement; lord Grey de Wark, l'un des commissaires désignés par la chambre haute pour se rendre en Écosse, éluda la mission [4]; les lords l'envoyèrent à la Tour: le comte de Rutland, qui devait l'accompagner, s'excusa également, alléguant sa santé [5]. Les commissaires des communes furent contraints de partir seuls [6], et ne purent aller que par mer, les routes du nord n'étant pas sûres, ni Fairfax assez fort pour les faire escorter. Leur traversée dura vingt jours [7]. Dans cet intervalle, le roi, mieux conseillé, publia une proclamation plus douce.

[1] *Parl. Hist.*, t. III, col. 148. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 189.

[2] Neal, *Hist. of the Purit.*, t. II, p. 506.

[3] May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 217, dans ma *Collection*.

[4] Le 17 juillet 1643. *Parl. Hist.*, t. III, col. 148.

[5] *Ibid.*, col. 150.

[6] *Ibid.*

[7] Ils partirent de Londres le 20 juillet, et n'arrivèrent à Édimbourg que le 9 août suivant. (Rushworth, part. 3, t. II, p. 466).

Avec l'espoir reparut le désir de la paix. Le 4 août, sur la motion du comte de Northumberland, les lords adoptèrent des propositions au roi, les plus modérées dont on eût encore parlé; elles ordonnaient le prompt licenciement des armées, rappelaient dans les chambres les membres éliminés pour avoir rejoint le roi, et laissaient du reste les questions de la milice et de l'Église à décider, dans l'avenir, l'une par un synode, l'autre par le parlement. Dès le lendemain ils les transmirent aux communes en leur déclarant d'un ton assez haut qu'il était temps de mettre un terme aux calamités du pays [1]. Surpris de cette brusque attaque, le parti de la guerre insista vainement sur le danger de perdre ainsi, pour obtenir quelques mois de relâche, le fruit de tant d'efforts et de maux déjà soufferts; en vain il demanda qu'on attendît au moins la réponse de l'Écosse: « On s'est mal « trouvé, lui répondit-on, d'avoir rompu les négocia- « tions d'Oxford; le petit peuple de Londres, il est vrai, « paraît disposé à pousser la guerre; mais il est clair que « les citoyens riches et notables n'en veulent plus, car « ils se refusent à de nouveaux emprunts pour la sou- « tenir. Quel mal y a-t-il d'ailleurs à adresser au roi des « propositions raisonnables? s'il les accepte, nous aurons « la paix; s'il les repousse, son refus nous vaudra plus « d'hommes et d'argent que n'en lèveraient jamais tou- « tes vos ordonnances. » Il fut décidé, par quatre-vingt-

[1] Dans la conférence qui eut lieu à ce sujet entre les deux chambres (5 août 1643), l'orateur de la chambre haute commença en ces termes: « Messieurs, les lords pensent qu'il n'est que trop évident, « pour l'intelligence de qui que ce soit, que ce royaume, avec tous les « biens que lui avait valus une longue et heureuse paix, est près de « tomber dans la désolation et la détresse qui accompagnent la guerre « civile, et que les hommes qui devraient vouer à sa prospérité leurs « cœurs et leurs bras le mettent en péril par leurs dissensions contre « nature, etc. » (*Parl. Hist.*, t. III, col. 156).

quatorze voix contre soixante-cinq, que les propositions des lords seraient prises en considération [1].

Un trouble violent s'empara du parti; la paix ainsi recherchée, au milieu des revers, n'était pas une transaction, mais une défaite; elle laissait tous les intérêts publics et privés en proie aux plus vives craintes, et déjouait dans leurs espérances les patriotes qui souhaitaient une plus large réforme, les ambitieux qui voulaient une révolution. On résolut de tout faire pour la repousser. Le 6 août au soir, quoique ce fût un dimanche, le lord maire Pennington, que les proclamations du roi avaient exclu de toute amnistie, convoqua le conseil commun de la cité; et le lendemain une pétition menaçante somma les communes de rejeter les propositions des lords et d'adopter à la place une ordonnance dont l'alderman Atkins, porteur de la pétition, présentait en même temps le modèle [2]. Un peuple immense, averti par de petits pamphlets, répandus la veille dans tous les quartiers, appuyait ce vœu de ses cris. Arrivés à Westminster à travers cette émeute, les lords s'en plaignirent sur-le-champ aux communes, déclarant qu'ils s'ajournaient au lendemain et s'ajourneraient encore si justice n'était faite de tels attentats. Mais les communes avaient déjà remis les propositions de paix en délibération; après un long débat, quatre-vingt et une voix se prononcèrent encore pour les accueillir, soixante-dix-neuf seulement pour les repousser. Le tumulte fut au comble: au dehors le peuple criait qu'il ne s'en irait pas sans une bonne réponse; au dedans les adversaires de la paix réclamaient avec violence une nouvelle épreuve,

[1] *Parl. Hist.*, t. III, col. 156-158. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 178-182.

[2] Rushworth, part. 3, t. II, p. 336. Voyez les *Eclaircissements et Pièces historiques*, n° II.

soutenant qu'on s'était trompé et qu'ils ne se laisseraient pas ainsi jouer. On céda. La chambre se divisa de nouveau : quatre-vingt et une voix persistèrent à vouloir la paix ; mais les scrutateurs qui comptaient les voix pour la négative en déclarèrent quatre-vingt-huit ; l'orateur proclama aussitôt ce résultat, et les partisans de la paix sortirent stupéfaits et consternés [1].

Le surlendemain, 9 août, ils voulurent prendre leur revanche. Un rassemblement de deux ou trois mille femmes se forma, dès le matin, autour de Westminster, portant sur leur tête des rubans blancs, symbole de la paix, et la demandant en effet par une pétition lamentable [2]. Sir John Hippisley vint leur dire « que la chambre dé« sirait aussi la paix, qu'elle espérait la leur procurer « bientôt, qu'en attendant elle les invitait à retourner « dans leurs maisons. » Les femmes restèrent : à midi, leur nombre s'élevait déjà à plus de cinq mille : quelques hommes en habits de femmes se mêlèrent dans leurs rangs, et, sur leur instigation, une bande pénétra jusqu'à la porte de la chambre des communes, criant : « La paix ! la paix ! » La garde, simple poste de milice, les engagea à se retirer ; mais les cris redoublaient de violence : « Qu'on nous livre les traîtres qui sont contre « la paix ! que nous les mettions en pièces ! qu'on nous « livre ce gueux de Pym ! » On les repoussa jusqu'au bas de l'escalier ; quelques coups de fusil furent tirés en l'air pour les effrayer : « Ce n'est que de la poudre, » direntelles, en assaillant à coups de pierres les miliciens. Ceux-ci firent alors une décharge véritable ; un escadron de cavalerie arriva en même temps et chargea sur la foule, le sabre en main : un moment les femmes s'obstinèrent

[1] *Parl. Hist.*, t. III, col. 158-160. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 182-184.

[2] Voyez les *Éclaircissements et Pièces historiques*, n° III.

encore; elles se pressaient en tous sens pour faire place aux cavaliers qu'elles accablaient, à leur passage, d'imprécations et de coups. Il fallut fuir enfin; et après quelques minutes d'un tumulte effroyable, il ne resta plus autour de Westminster que sept ou huit femmes blessées qui pleuraient et deux tuées. L'une de celles-ci, bien connue du peuple, chantait dans les rues de Londres, depuis son enfance, les vieilles ballades du pays [1].

La victoire était complète, mais achetée bien cher; il y avait fallu la fraude et la violence, moyens qui décrient leurs propres succès, surtout quand la réforme se fait au nom des lois et prétend les remettre en vigueur. C'était déjà un propos vulgaire qu'on n'avait rien reproché au roi que le parlement ne le fît à son tour. La chambre haute était irritée; le sang du peuple avait coulé; les haines intestines commençaient à surmonter tout autre sentiment. Les meneurs des communes furent informés qu'un certain nombre de membres, sous la conduite des principaux lords, se proposaient de sortir de Londres, de se réfugier dans le camp d'Essex, de proclamer là qu'ils s'éloignaient d'un parlement asservi par la multitude, et d'ouvrir avec Oxford des négociations. Ce dessein échoua par la probité d'Essex qui refusa de s'y prêter, et ce fut pour le parti un grand soulagement d'apprendre que son général ne songeait pas à le trahir [2]. Mais les lords Portland, Lovelace, Conway, Clare, Bedford, Holland, n'en quittèrent pas moins Londres pour se rendre auprès du roi; le comte de Northumberland se retira dans son château de Petworth [3]: noms illustres qui, sans faire la force du parlement, lui avaient servi

[1] Rushworth, part. 3, t. II, p. 357. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 184.

[2] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 188, 200-203.

[3] *Ibid.*, t. III, p. 189.

d'égide et prêté leur éclat. Étonnés de se trouver seuls, quelques uns des chefs bourgeois semblaient près de s'intimider; Pym lui-même fut accusé de correspondance avec l'ennemi [1]. D'autre part, les plus violents démagogues, les sectaires les plus fougueux, commençaient à laisser éclater leurs secrets sentiments: John Saltmarsh, qui fut depuis chapelain dans l'armée de Fairfax, soutint « qu'il fallait à tout prix empêcher le rapprochement du « roi et du peuple, et que si le roi ne voulait pas se prê« ter à tout, on devait l'extirper, lui et sa race, et con« férer à quelque autre la couronne. » Le pamphlet fut dénoncé à la chambre des communes, mais Henri Martyn en prit la défense: « Je ne vois, dit-il, aucune raison « pour condamner M. Saltmarsh; à coup sûr, la ruine « d'une seule famille vaut mieux que celle de beau« coup. — Je demande, s'écria sir Nevil Poole, que M. Mar« tyn soit sommé de dire de quelle famille il entend par« ler. — Du roi et de ses enfants, » reprit Martyn sans hésiter [2]; violence jusque-là inouïe, et que le parti qui s'y livrait était bien loin de pouvoir soutenir. Aucune nouvelle enfin n'arrivait d'Écosse; on ignorait même si les commissaires avaient débarqué; et chaque jour on craignait d'apprendre que le roi marchait sur Londres, ou qu'il avait mis le siége devant Glocester, la dernière place qui restât au parlement dans l'ouest du royaume, la seule qui, gênant encore, du sud-ouest au nord-est, les communications des armées royales, les empêchât d'agir partout de concert [3].

Les passions cédèrent aux périls; les partis jugèrent sainement de leur situation. Ni l'un ni l'autre n'était assez fort pour écraser promptement son adversaire, et

[1] Le 9 septembre 1643. *Parl. Hist.,* t. III, col. 165.

[2] Whitelocke, p. 68.

[3] *Ibid.*, p. 69.

demeurer en état de faire ensuite avec avantage la guerre ou la paix. Au lieu de chercher leur salut, les modérés dans la faiblesse, les fanatiques dans la frénésie, les premiers comprirent qu'avant de traiter il fallait vaincre, les seconds que pour remporter la victoire, c'était à eux de servir, à leurs rivaux de commander. Toute méfiance fut suspendue, toute ambition ajournée. Un comité où siégeaient quelques uns des plus chauds partisans de la guerre [1] se rendit auprès d'Essex [2], l'informa des mesures qu'on venait de prendre pour recruter et pourvoir de tout son armée, lui demanda ce qu'il souhaitait encore, remit enfin en ses mains le sort de la patrie, avec les plus éclatants témoignages de la confiance du parlement. De leur côté, le comte et ses amis se portèrent à la guerre aussi vivement que s'ils n'eussent jamais formé un autre désir [3]: Hollis, qui avait demandé un passe-port pour se retirer sur le continent avec sa famille, le fit révoquer et resta: partout les hommes naguère accusés de lâcheté ou de trahison étaient à la tête des préparatifs, des efforts, des sacrifices; et leurs fougueux adversaires, réservés maintenant et dociles, les secondaient avec ardeur, mais sans bruit. Ils laissèrent même ordonner presque sans résistance l'exclusion de Henri Martin et son emprisonnement à la Tour après sa dernière incartade [4]; tant leur résolution était ferme de tout sacrifier à ce bon accord momentané, seul moyen de salut. Une si sage conduite porta bientôt ses fruits; tandis que Waller et Manchester formaient, chacun de son côté,

[1] MM. Saint-John, Strode et Crew, auxquels fut adjoint M. Pym, après quelque opposition.

[2] Le 4 août 1643. *Journals of the house of Commons*, t. III, p. 15. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 187.

[3] Rushworth, part. 3, t. II, p. 291.

[4] Le 16 août 1643. *Parl. Hist.*, t. III, col. 161.

une armée de réserve, les levées d'hommes, d'argent, les approvisionnements de toute sorte destinés à celle d'Essex, la seule qui pût rentrer promptement en campagne, s'opérèrent avec une rapidité inouïe; quatre régiments de la milice de Londres voulurent y servir; et le 24 août, après une revue solennelle passée à Hounslow-Heath, en présence de la plupart des membres des deux chambres, le comte partit à la tête de quatorze mille hommes, pour aller à marches forcées au secours de Glocester, que le roi, comme on l'avait craint, bloquait étroitement depuis quinze jours [1].

C'était bien à regret que Charles, après sa victoire, n'avait pas tenté, sur Londres même, une entreprise plus décisive; la résolution en avait été formée, et d'après un plan dont le succès semblait assuré: tandis que le roi se serait avancé de l'ouest à l'est, lord Newcastle, vainqueur aussi dans le comté d'York aurait marché du nord au sud, et les deux grandes armées royalistes se seraient réunies sous les murs de la cité. Après la prise de Bristol, Charles se hâta d'envoyer à lord Newcastle un de ses plus fidèles serviteurs, sir Philippe Warwick, pour lui faire part de ce dessein et l'engager à se mettre en mouvement. Mais les grands seigneurs attachés au parti du roi n'étaient pas des généraux qu'il pût faire agir à son gré: ils avaient reçu de lui leur commission, non leur pouvoir; et contents de soutenir sa cause dans les lieux où s'exerçait leur influence, ils se souciaient peu de perdre, en se déplaçant, leur indépendance avec leurs moyens de succès. Newcastle, fier, magnifique, aimant la pompe et le loisir, craignant la fatigue et l'ennui de la contradiction, entouré lui-même d'une petite cour où l'élégance de son esprit et de ses mœurs attirait des hom-

[1] May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 241. — *Mémoires* de Hollis, p. 16, dans ma *Collection*.

mes d'un commerce agréable, ne voulut ni s'aller perdre à Oxford, au milieu des courtisans, ni se trouver, dans l'armée du roi, au dessous d'un grossier étranger comme le prince Robert. Après avoir écouté froidement la proposition que lui portait Warwick: « Je me rappelle, « lui dit-il, l'histoire du rebelle irlandais Tyrone, fait « prisonnier par le vice-roi Mountjoy et amené à la reine « Élisabeth : lorsqu'il vit, dans les appartements de Whi-« tehall, le vice-roi à peine remarqué, et attendant, comme « les autres, que la reine parût, il se tourna vers l'un « de ses compatriotes et lui dit: — Que je suis humilié « d'avoir été fait prisonnier par un homme qui me sem-« blait puissant, et qui maintenant, confondu dans la « foule, se fait assez petit pour attendre sur le passage « d'une femme! — Pour moi, tant que Hull ne sera « pas pris, je ne puis quitter le comté d'York [1]. » Warvick transmit cette réponse au roi, qui n'osa s'en plaindre. Quelques personnes lui conseillaient encore de marcher sur Londres; c'était même l'avis de la reine; mais il avait peu de goût pour les tentatives hasardeuses, moins par crainte du péril que de peur de compromettre sa dignité: déjà l'année précédente, après les batailles d'Edgehill et de Brentford, presque aux portes de sa capitale, son orgueil avait souffert de se voir contraint de rétrograder. Beaucoup de bons officiers étaient d'avis du siége de Glocester, les uns dans des vues désintéressées, les autres dans l'espoir d'un riche butin; le colonel William Legg se vantait même d'avoir avec le gouverneur, Édouard Massey, des intelligences assurées [2]. Le roi se décida enfin, et le 10 août, son armée, qu'il commandait en personne, vint occuper les collines qui dominaient la place,

[1] *Memoires* de Warwick, p. 200-202, dans ma *Collection*. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 191.

[2] Clarendon, *Ibid.*, p. 169-175.

défendue seulement par quinze cents hommes de garnison et ses habitants.

A peine arrivé, il les fit sommer de se rendre, leur donnant deux heures pour répondre. Avant ce terme, deux députés de Glocester, le sergent-major Pudsey et un bourgeois, se présentèrent au camp, tous deux maigres, pâles, les cheveux rasés, vêtus de noir: « Nous apportons à sa « Majesté, dirent-ils, une réponse de la pieuse ville de « Glocester. » Et aussitôt introduits ils lurent, en présence du roi, une lettre ainsi conçue: « Nous habitants, « magistrats, officiers et soldats de Glocester, faisons au « gracieux message de sa Majesté cette humble réponse « que, sur la foi de notre serment, nous tenons ladite « place pour le service de sa Majesté et de sa royale po« stérité, que nous nous croyons obligés d'obéir aux or« dres de sa Majesté tels qu'ils nous sont transmis par « les deux chambres du parlement, et qu'en conséquence, « avec l'aide de Dieu, nous garderons ladite place de tout « notre pouvoir. » A ce message si bref, lu d'un ton ferme, sec et clair, à l'étrange aspect, au froid maintien des deux députés immobiles devant le roi en attendant sa réponse, un mouvement de surprise, de moquerie et de colère fut près d'éclater parmi les assistants; mais Charles, aussi grave que ses ennemis, le réprima d'un geste et congédia les députés avec ces seules paroles: « Si vous espérez du secours, vous avez « tort; Waller est détruit, et Essex ne peut venir. » A peine étaient-ils rentrés dans la place qu'un incendie général des faubourgs, allumé par les habitants eux-mêmes, ne leur laissa rien à garder qu'au dedans des murs [1].

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 173-176. — May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 230-234, dans ma *Collection*. — Rushworth, part. 3, t. II, p. 286 et suiv.

Pendant vingt-six jours [1], ils déjouèrent, par leur infatigable bravoure, tous les efforts des assiégeants. sauf cent cinquante hommes tenus en réserve, la garnison tout entière était toujours sur pied ; pour tous les travaux, dans tous les périls, les citoyens se joignaient aux soldats, les femmes à leurs maris, les enfants à leurs mères. Massey fit faire même de fréquentes sorties, et trois hommes seulement en profitèrent pour déserter [2]. Ennuyée d'une si longue attente sans gloire et sans repos, l'armée royale, pour s'en venger, dévastait licencieusement le pays d'alentour ; les officiers mêmes employaient souvent leurs soldats à enlever dans la campagne quelque riche fermier, quelque franc-tenancier paisible, mais mal pensant, qui ne recouvrait sa liberté qu'en payant rançon [3]. L'indiscipline dans l'intérieur du camp, la haine du peuple au dehors, croissaient chaque jour. On eût pu tenter un assaut ; mais celui de Bristol, encore si récent, avait coûté si cher, que nul ne l'osait proposer. Le roi, enfin, n'attendait plus son succès que de l'épuisement auquel le blocus devait tôt ou tard réduire la place, lorsque, à son extrême surprise, il apprit qu'Essex approchait. Le prince Robert, se détachant de l'armée avec un corps de cavalerie, fit de vains efforts pour l'arrêter ; le comte avançait sans se laisser détourner de sa route, poussant devant lui son ennemi. Déjà il n'était plus qu'à quelques milles du camp ; déjà les cavaliers du roi s'étaient repliés sur les avant-postes de son infanterie ; dans l'espoir de retarder encore le comte, ne fût-ce que d'un jour, Charles lui envoya un messager porteur de paroles de paix : « Le parlement, répondit « Essex, ne m'a point chargé de traiter, mais de délivrer

[1] Du 10 août au 5 septembre 1643.

[2] May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 234-240. — Rushworth, part. 3, t. II, p. 287-290. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 219.

[3] Clarendon, *Ibid.*

« Glocester : je le ferai ou je laisserai ma vie sous les « murs. — Point de propositions ! point de propositions ! » s'écriaient ses soldats informés qu'un trompette ennemi venait d'arriver. Essex continua sa marche, et le lendemain 5 septembre, comme il déployait son armée sur les collines de Presbury, à deux lieues de Glocester, la vue des quartiers du roi en feu lui apprit que le siége était levé [1].

Il se hâta d'entrer dans la place [2], d'y introduire des approvisionnements de tout genre, combla de louanges le gouverneur et ses soldats, félicita les citoyens de leur courage qui avait sauvé le parlement en lui donnant le temps de les sauver eux-mêmes, reçut à son tour dans l'église, sous ses fenêtres, en passant dans les rues, les témoignages d'une reconnaissance passionnée, et au bout de deux jours [3], se remit en marche pour Londres, car sa mission était accomplie, et il n'était guère moins pressant de ramener aux chambres la seule armée en état de les protéger.

Tout semblait lui promettre une retraite aussi heureuse que son expédition : il avait, durant plusieurs jours, donné le change sur sa route ; Cirencester, avec de riches magasins de vivres, était tombé en son pouvoir ; sa cavalerie enfin avait glorieusement soutenu dans quelques escarmouches le choc si redouté des cavaliers du prince Robert, lorsqu'en approchant de Newbury, le 19 septembre, il reconnut que les ennemis l'avaient devancé, qu'ils occupaient la ville, les hauteurs environnantes, que le chemin de Londres lui était fermé et qu'une

[1] May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 243-246. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 225 et suiv. — Whitelocke, p. 69. — Rushworth, part. 3, t. II, p. 292.

[2] Le 8 septembre 1643. May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 247.

[3] Le 10 septembre.

bataille pouvait seule le lui rouvrir. Le roi était en personne à la tête de son armée, dans une position avantageuse, à portée de recevoir des garnisons d'Oxford et de Wallingford les secours dont il aurait besoin. Le pays, peu favorable aux parlementaires, cachait avec soin toutes ses denrées. Quelles que fussent les chances d'une grande action, il fallait s'y résoudre, et pour passer et pour ne pas mourir de faim.

Essex n'hésita point: dès le lendemain [1], à la pointe du jour, se portant lui-même à l'avant-garde, il attaqua la principale colline et en débusqua les régiments qui l'occupaient. Successivement engagée par tous les corps et contre toutes les positions, la bataille dura jusqu'au soir, si vaillamment disputée que les deux partis, dans leurs relations, mirent leur gloire à louer leurs ennemis. Les royalistes y portaient l'espoir de réparer un revers qui avait suspendu le cours de leurs triomphes: les parlementaires le désir de ne pas perdre, si près du but, le fruit d'un triomphe qui avait mis un terme à tant de revers. Les milices de Londres surtout firent des prodiges. Deux fois après avoir rompu la cavalerie ennemie, le prince Robert vint les charger sans que, dans leurs rangs hérissés de piques, parût le moindre ébranlement. Les officiers généraux, Essex, Skippon, Stapleton, Merrick, se hasardaient en simples soldats; et en même temps les domestiques, les ouvriers à la suite, les valets d'armée, accourus sur le champ de bataille, y combattaient comme les plus braves officiers. La nuit venue, chacun demeura dans ses positions. Essex avait gagné du terrain; cependant les troupes royales lui fermaient encore le passage, et il s'attendait à livrer le lendemain un nouveau combat lorsque, à son extrême surprise, les premiers rayons du jour lui montrèrent l'en-

[1] Le 20 septembre 1643.

nemi en retraite et la route libre. Il se hâta d'en profiter, poursuivit sa marche sans autre obstacle que de vaines charges de la cavalerie du prince Robert, et, le surlendemain de la bataille, coucha dans Reading avec son armée à l'abri de tout danger[1].

L'âpreté du choc avait rebuté les royalistes, non moins braves, mais bien moins opiniâtres que leurs adversaires, et prompts à désespérer comme à se flatter du succès. Leurs pertes d'ailleurs avaient été grandes, et de celles qui, autour d'un roi, frappent plus vivement l'imagination. Plus de vingt officiers de marque avaient succombé, et parmi eux des hommes illustres par leur mérite comme par leur rang: lord Sunderland, à peine âgé de vingt-trois ans, marié naguère, et déjà cher, par ses opinions hautement professées, à tous les hommes sages, à tous les bons protestants de son parti[2]; lord Caernarvon, excellent officier, précieux au roi par sa rigidité en fait de discipline, aimé des soldats pour sa justice, et observateur si scrupuleux de sa parole que rien n'avait pu le retenir dans l'armée de l'ouest lorsque le prince Maurice, qui la commandait, eut violé les capitulations conclues avec les villes de Weymouth et de Dorchester[3]; lord Falkland enfin, l'honneur du parti royaliste, toujours patriote quoique proscrit à Londres, toujours respecté du peuple quoique ministre à Oxford[4]. Rien ne l'appelait sur le champ de bataille, et déjà ses amis lui avaient reproché plus d'une fois son inutile témérité: « Mon emploi, répondait-il en

[1] Rushworth, part. 3, t. II, p. 293-294. — May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 250-261. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 227-231. — Whitelocke, p. 71. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 72, dans ma *Collection*.

[2] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 233.

[3] *Ibid.*, p. 233-235.

[4] Né en 1610, à Burford, dans le comté d'Oxford; il était âgé de trente-trois ans.

« riant, ne peut me faire perdre les priviléges de mon « âge, et un secrétaire d'État de la guerre doit être dans « le secret des plus grands dangers. » Depuis quelques mois il les recherchait avec passion; le spectacle des souffrances du peuple, les maux plus grands qu'il prévoyait, l'anxiété de ses vœux, la ruine de ses espérances, le malaise constant de son ame dans un parti dont il redoutait presque également les succès et les revers, tout l'avait plongé dans la plus amère tristesse; son humeur s'était aigrie; son imagination, naturellement brillante et vive, était devenue fixe et sombre; enclin par goût et par habitude à une élégance peu commune, il ne prenait plus aucun soin de ses vêtements ni de sa personne; aucune conversation, aucun travail ne lui plaisait plus: souvent assis, la tête dans ses mains, au milieu de ses amis, il ne sortait d'un long silence que pour s'écrier douloureusement: « La paix! la paix! » et l'espoir de quelque négociation parvenait seul à le ranimer. Le matin de la bataille, ceux qui l'entouraient s'étonnèrent de le trouver plus gai: il parut apporter à sa toilette une attention depuis longtemps inaccoutumée: « Si je suis tué aujourd'hui, dit-il, je ne veux pas qu'on « trouve mon corps dans du linge sale. » On le conjura de rester: la tristesse rentra dans tous ses traits: « Non, « dit-il, depuis trop longtemps tout ceci me brise le « cœur: j'espère que j'en serai hors avant qu'il soit « nuit, » et il alla se joindre en volontaire au régiment de lord Byron. L'action à peine engagée, une balle le frappa dans le bas-ventre: il tomba de cheval et mourut sans que personne eût remarqué sa chute, victime d'un temps trop rude pour sa pure et tendre vertu. On ne retrouva son corps que le lendemain; ses amis, Hyde surtout, gardèrent de lui un souvenir inconsolable; les gens de cour apprirent sans grande émotion la mort

d'un homme qui leur était étranger; Charles témoigna des regrets décents et se sentit plus à l'aise dans le conseil [1].

A peine Essex était arrivé à Reading qu'une députation des deux chambres vint lui porter l'expression de leur reconnaissance, pourvoir aux besoins de son armée, s'enquérir de tous ses vœux [2]. Non seulement le parlement était sauvé, mais il pouvait se croire désormais à l'abri de tels périls; le même succès avait couronné ses négociations et ses armes: pendant qu'Essex faisait lever le siége de Glocester, Vane, rendu enfin à Édimbourg, concluait avec les Écossais une étroite alliance. Sous le nom de *ligue et covenant solennel*, un traité politique et religieux, qui vouait à la défense de la même cause les forces unies des deux royaumes, fut voté en un jour par la convention des États et l'assemblée générale de l'Église d'Écosse [3]: dès le lendemain des commissaires écossais partirent pour Londres, où les deux chambres, après avoir consulté l'assemblée des théologiens, le sanctionnèrent également [4], et huit jours après [5], dans l'église de Sainte-Marguerite de Westminster, tous les membres du parlement, debout, découverts, la main levée vers le ciel, y donnèrent avec serment leur adhésion, d'abord de vive voix, puis par écrit [6]. Le covenant fut accueilli dans

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 235-250. — Whitelocke, p. 70.

[2] Le 24 septembre 1643. *Journals of the house of Commons*, 23 septembre. — Whitelocke, p. 70.

[3] Le 17 août 1643. Burnet, *Memoirs of the Hamiltons*, p. 239. — Neal, *Hist. of the Puritans*, t. III, p. 56-62. — Baillie, *Letters*, t. I, p. 381.

[4] Le 18 septembre 1643. *Parl. Hist.*, t. III, col. 169.

[5] Le 25 septembre 1643.

[6] *Parl. Hist.*, t. III, col. 173. — Neal, *Hist. of the Puritans*, t. III, p. 62. — Rushworth, part. 3, t. II, p. 474-481. Le covenant fut signé par deux cent vingt-huit membres des communes.

la cité avec le plus fervent enthousiasme; il promettait la réforme de l'Église et le prompt secours de vingt et un mille Écossais; le peuple presbytérien voyait ainsi à la fois ses craintes dissipées et ses vœux exaucés. Le lendemain de la cérémonie[1], Essex fit son entrée dans Londres; la chambre des communes, marchant à la suite de son orateur, se rendit en corps à Essex-House pour le complimenter; le lord maire et les aldermen, en robe écarlate, vinrent rendre grâces « au sauveur et protec-« teur de leur vie et de leur fortune, de leurs femmes « et de leurs enfants[2]. » Les drapeaux pris sur l'armée royale à Newbury étaient exposés en public; on en remarquait un surtout qui représentait la façade extérieure de la chambre des communes, avec deux têtes de criminels plantées au sommet et cette inscription : *Ut extrà, sic intrà*[3]. Le peuple se pressait en foule autour de ces trophées; les miliciens qui avaient fait partie de l'expédition en racontaient tous les détails; partout dans les conversations domestiques, au sermon, au milieu des groupes formés dans les rues, le nom d'Essex était bruyamment proclamé ou pieusement béni. Le comte et ses amis résolurent de mettre à profit ce triomphe. Il se rendit à la chambre haute, offrit sa démission, et demanda qu'il lui fût permis de se retirer sur le continent[4]: Aucun danger public, dit-il, ne lui faisait plus un devoir de rester; il avait essuyé dans son commandement de trop amers degoûts; il en prévoyait le prochain retour, car sir William Waller conservait toujours une commission indépendante de la sienne, et tandis que le titre de général en chef lui laissait, à lui seul,

[1] Le 26 septembre 1643.

[2] Whitelocke, p. 70. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 250.

[3] Whitelocke, p. 71.

[4] Le 7 octobre 1643. *Journals of the house of Lords.*

toute la responsabilité, un autre était en droit de ne lui point obéir; depuis trop longtemps il connaissait le tourment d'une telle situation et ne pouvait plus s'y laisser condamner. Sur cette déclaration, les lords surpris, ou feignant la surprise, votèrent qu'ils demanderaient une conférence aux communes; mais à l'instant même, arriva de la part des communes un message qui rendait la conférence inutile, informées de tout, elles se hâtaient d'annoncer aux lords que Waller offrait de renoncer à sa commission, de recevoir désormais ses instructions du général en chef, non du parlement lui-même, et sollicitait la formation d'un comité qui terminât sur-le-champ, à la satisfaction du comte, ce fâcheux incident. Le comité fut nommé aussitôt et l'affaire réglée séance tenante [1]. Waller et ses amis se soumirent sans murmure; Essex et les siens triomphèrent sans bravade, et la réconciliation des partis parut consommée au moment où ils rengageaient le combat.

[1] *Parl. Hist.*, t. III, col. 177. — Whitelocke, p. 71.

LIVRE CINQUIÈME.

État des partis et naissance des indépendants. — Dispositions de la cour d'Oxford. — Le roi conclut une trêve avec les Irlandais. — Parlement d'Oxford. — Mort de Pym. — Campagne de 1644. — Bataille de Marston-Moor. — Revers d'Essex dans le comté de Cornouailles. — La mésintelligence éclate entre les chefs presbytériens et Cromwell. — On essaie de négocier. — Ordonnance du renoncement à soi-même. — Procès et mort de Laud. — Négociations d'Uxbridge. — Réorganisation de l'armée parlementaire. — Fairfax est nommé général. — Essex donne sa demission.

La joie des présbytériens était au comble: le parlement devait à leur chef son salut; leurs ennemis se taisaient; l'armée écossaise, près d'arriver, promettait à leur cause un infaillible appui; eux seuls disposeraient donc désormais des réformes comme de la guerre, et pourraient, à leur gré, les poursuivre ou les arrêter.

Dans les chambres et au dehors, à Londres et dans les comités, un accès de ferveur et de tyrannie religieuses révéla bientôt leur empire. L'assemblée des théologiens reçut ordre de préparer un plan de gouvernement ecclésiastique[1]; quatre théologiens écossais y furent ap-

[1] Le 12 octobre 1643. Neal, *Hist. of the Purit.*, t. III, p. 123.

pelés pour travailler de concert au grand dessein du parti, l'uniformité du culte des deux nations[1]. Les comités chargés d'examiner, dans chaque province, la conduite et la doctrine des ecclésiastiques en fonctions redoublèrent d'activité et de rigueur; près de deux mille ministres furent expulsés de leurs cures[2]; beaucoup d'autres, poursuivis comme anabaptistes, brownistes, indépendants, etc., se virent jetés en prison par les hommes qui naguère y maudissaient avec eux leurs communs persécuteurs. Quiconque, dans la cité, refusait de souscrire le covenant, fut déclaré incapable de siéger dans le conseil commun, de concourir même à son élection[3]. Le parlement, dès l'origine de la guerre, avait fait fermer tous les théâtres, sans les frapper d'aucun anathème religieux, et se bornant à dire que les temps d'affliction publique devaient être consacrés au repentir et à la prière plutôt qu'aux plaisirs[4]. La même interdiction fut étendue à tous les divertissements, à tous les jeux populaires usités le dimanche et les jours de fête dans tout le royaume; aucun n'obtint grâce, quelle que fût son ancienneté ou son innocence; les arbres de mai[5], que plantait depuis des siècles la joie publique au retour du printemps, furent partout abattus, avec défense d'en planter de nouveaux; et si des enfants oubliaient ces

[1] Le 20 novembre 1643. C'étaient Henderson, Rutherford, Gillespie et Baillie. (Baillie, t. I, p. 398. — Godwin, *Hist. of the commonwealth*, t. I, p. 349.)

[2] Les écrivains du parti épiscopal ont porté ce nombre à 8,000; leurs adversaires le réduisent au-dessous de 1,600. L'évaluation que j'ai adoptée est celle qui résulte des renseignements fournis par Neal, *Hist of the Purit.*, t. III, p. 111-213.

[3] Le 20 décembre 1643. Neal, *Hist. of the Purit.*, t. III, p. 66.

[4] Le 2 septembre 1642 *Parl. Hist*, t. II, col. 1461.

[5] *May-Poles*. Espèce de mâts de cocagne qu'on entourait de branches d'aubépine.

lois, leurs parents expiaient par une amende chaque saillie de leur gaieté[1]. L'archevêque Laud, enfin, depuis trois ans oublié dans sa prison, fut tout à coup mandé à la barre de la chambre haute, et sommé de répondre à l'accusation des communes[2]. Le fanatisme compte la haine et la vengeance parmi ses devoirs.

La même ardeur éclatait pour la guerre: fiers d'avoir eu tant de part aux dernières victoires, les presbytériens de la cité ne parlaient plus de paix; un grand nombre de riches bourgeois équipaient des soldats, offraient même de servir en personne: l'un d'eux, Roland Wilson, qui devait hériter de son père un commerce immense et 2,000 livres sterling de rente en fonds de terre, rejoignit l'armée d'Essex, à la tête d'un régiment levé à ses frais[3]. Quelques-uns même des chefs, naguère si enclins aux négociations, Hollis, Glynn, Maynard, haranguaient le conseil commun pour l'exciter aux derniers efforts[4]. Jamais le parti n'avait paru plus énergique ni en possession plus assurée du pouvoir.

Il touchait pourtant à sa décadence. Engagé, dès son origine, dans une double réforme, celle de l'Église et celle de l'État, il ne les poursuivait point l'une et l'autre en vertu des mêmes principes ni dans les mêmes desseins. En matière religieuse sa foi était ardente, ses doctrines simples, fermes, rigoureusement déduites et enchaînées: le système présbytérien, ce gouvernement de l'Église par des ministres égaux entre eux et délibérant de concert, n'était point, à ses yeux, une institution humaine, flexible, que, selon les temps et les convenances, on pût modifier

[1] Neal, *Hist. of the Purit.*, t. III, p. 139. L'amende était de 12 *pence*, ou 24 sols.

[2] Le 13 novembre 1643. *Parl. Hist.*, t. III, p. 183.

[3] Whitelocke, p. 72.

[4] *Ibid.*, p. 81.

à son gré; c'était le seul système légitime, un gouvernement de droit divin, la loi même de Christ. Le parti en voulait le triomphe sans réserve, à tout prix, comme une sainte et indispensable révolution. En politique, au contraire, malgré la rudesse de ses actes et de son langage, ses idées étaient vagues et ses intentions modérées: aucune croyance systématique, aucune passion vraiment révolutionnaire ne le dominaient: il aimait la monarchie en combattant le roi, respectait la prérogative en travaillant à asservir la couronne, ne se confiait qu'aux communes, et ne portait cependant aux lords ni malveillance ni dédain, obéissait enfin à d'anciennes habitudes autant qu'à des besoins nouveaux, ne se rendait compte avec précision ni des principes ni des conséquences de sa conduite, croyait ne tenter qu'une réforme légale, et ne souhaitait rien de plus.

Ainsi agité de dispositions contraires, impérieux et incertain, fanatique et modéré tour à tour, le parti présbytérien n'avait pas même des chefs sortis de ses rangs et toujours animés de sentiments conformes aux siens. Il marchait à la suite des réformateurs politiques, premiers interprètes et vrais représentants du mouvement national. Leur alliance lui était naturelle et nécessaire: naturelle, car ils voulaient, comme lui, réformer le gouvernement, et non l'abolir; nécessaire, car ils étaient en possession du pouvoir, et le conservaient par la supériorité de leur rang, de leurs richesses, de leurs lumières: avantages que les plus ardents présbytériens ne songeaient point à contester. Mais en acceptant, en achetant même au besoin, par de grandes concessions, l'appui des sectaires, la plupart des réformateurs politiques ne partageaient, quant à l'Église, ni leurs opinions ni leurs vues; un épiscopat modéré, réduit à l'administration légale des affaires ecclésiastiques, leur eût convenu davan-

tage, et ils ne servaient le système presbytérien qu'à contre-cœur, en s'efforçant sous main d'en ralentir les progrès. L'énergie du parti dans la révolution religieuse était ainsi déjouée par des chefs que pourtant il ne pouvait ni ne voulait abandonner; et leur union n'était complète et sincère qu'en matière de réforme politique, c'est-à-dire dans la cause où chefs et parti n'avaient ni passions intraitables à satisfaire, ni principes absolus à faire triompher.

Or à la fin de 1643, la réforme politique, légale du moins, était consommée; les abus ne subsistaient plus: on avait fait toutes les lois qu'on jugeait nécessaires, et modifié les institutions aussi bien qu'on savait; rien ne manquait à l'œuvre que les défenseurs des anciennes libertés et les sectaires présbytériens voulaient également et pouvaient accomplir de concert. Mais la révolution religieuse était à peine commencée, et la réforme politique, chancelante et mal garantie, menaçait de se tourner en révolution. Le moment approchait donc où les vices intérieurs du parti jusque-là dominant, l'incohérence de sa composition, de ses principes, de ses desseins, devaient infailliblement éclater. Chaque jour il était forcé de marcher dans des voies opposées, de tenter des efforts contraires. Ce qu'il sollicitait dans l'Église, il le repoussait dans l'État; il fallait que, changeant sans cesse de position et de langage, il invoquât tour à tour les principes et les passions démocratiques contre les évêques, les maximes et les influences monarchiques ou aristocratiques contre les républicains naissants. C'était un spectacle étrange de voir les mêmes hommes démolir d'une main et soutenir de l'autre, tantôt prêcher les innovations, tantôt maudire les novateurs; alternativement téméraires et timides, rebelles et despotes à la fois; persécutant les épiscopaux au nom des droits de la liberté,

les indépendants au nom des droits du pouvoir; s'arrogeant enfin le privilége de l'insurrection et de la tyrannie en déclamant chaque jour contre la tyrannie et l'insurrection.

Le parti se voyait en même temps délaissé, ou désavoué, ou compromis par plusieurs de ses chefs. Quelques uns, comme Rudyard, soigneux surtout de leur considération et de leur vertu, se retiraient de l'arène ou n'y paraissaient plus que de loin en loin, pour protester plutôt que pour agir. D'autres, moins honnêtes, comme Saint-John, ou plus persévérants et plus hardis, comme Pym, ou occupés surtout de leur sûreté personnelle, recherchaient, ménageaient du moins le parti nouveau dont ils pressentaient le prochain pouvoir. Beaucoup, déjà désabusés et corrompus, avaient renoncé à toute espérance patriotique, ne s'inquiétaient plus que de leur propre fortune, et formant, dans les comités investis du maniement des affaires, une avide coalition, se distribuaient mutuellement les emplois, les confiscations, les marchés. Parmi les grands seigneurs jusque-là engagés dans la cause nationale, plusieurs, comme on l'a vu, l'avaient quittée naguère pour aller mendier leur paix à Oxford; d'autres, s'éloignant absolument des affaires publiques, se retiraient dans leurs terres; et pour éviter tantôt le pillage, tantôt le séquestre, négociaient tour à tour avec la cour et le parlement. Le 22 septembre, dix lords seulement siégeaient dans la chambre haute; le 5 octobre, ils n'étaient que cinq [1]. Un appel nominal, institué à l'ouverture de chaque séance et la crainte de voir ainsi leur absence légalement con-

[1] *Journals of the house of Lords.* Les dix lords présents le 22 septembre étaient les comtes de Bolingbroke, de Lincoln, de Stamford et de Denbigh; le vicomte Say, et les barons Grey, Wharton, Howard, Hunsdon et Dacre.

statée, en ramenèrent quelques uns à Westminster [1], mais la haute aristocratie, chaque jour plus suspecte ou plus étrangère au peuple, n'en devenait pas moins, pour les presbytériens, un embarras plutôt qu'un appui: et tandis que leur fanatisme religieux éloignait d'eux d'habiles défenseurs des libertés publiques, leur modération politique les empêchait de renier d'incertains et compromettants alliés.

Depuis trois ans enfin le parti dominait: que, dans l'Église ou dans l'État, il eût ou non accompli ses desseins, c'etait par son aide et de son aveu que, depuis trois ans, les affaires étaient conduites; à ce titre seul, beaucoup de gens commençaient à s'en lasser; on s'en prenait à lui de tant de maux déjà soufferts, de tant d'espérances déçues; on le trouvait aussi persécuteur que les évèques, aussi arbitraire que le roi; on relevait avec amertume ses contradictions, ses faiblesses; on ressentait enfin, même sans vues factieuses ou intéressées, par le seul progrès des événements et des esprits, un secret besoin de principes et de dominateurs nouveaux.

Les uns et les autres étaient tout prêts, et, pour saisir l'empire, n'attendaient que l'occasion. Long temps avant l'origine des troubles, lorsque les presbytériens commençaient seulement à manifester l'intention d'imposer à l'Église nationale une constitution républicaine, d'y maintenir sous cette forme l'unité du pouvoir comme de la foi, et de disputer ainsi à l'épiscopat l'héritage de la papauté, déjà les indépendants, les brownistes les anabaptistes demandaient hautement si une Église nationale devait subsister, et à quel titre un pouvoir quelconque, papauté, épiscopat ou presbytère, s'arrogeait le droit de courber des consciences chrétiennes sous le joug d'une mensongère unité. Toute congrégation de

[1] *Journals of the house of Lords.*

fidèles, disaient-ils, habitants ou voisins du même lieu, qui se réunissent librement, en vertu de leur foi commune, pour adorer ensemble le Seigneur, est une Église véritable, sur laquelle aucune autre Église ne peut prétendre aucune autorité, et qui a droit de choisir elle-même ses ministres, de régler elle-même son culte, de se gouverner enfin par ses propres lois.

A sa première apparition, le principe de la liberté de conscience, ainsi proclamé par des sectaires obscurs, au milieu des égarements d'un aveugle enthousiasme, fut traité de crime et de folie. Eux-mêmes semblaient le soutenir sans le comprendre, et moins par raison que par nécessité. Épiscopaux et presbitériens, prédicateurs et magistrats, le poscrivirent également: la question de savoir comment et par qui l'Église de Christ devait être gouvernée continua d'être presque seule débattue: on croyait avoir à choisir entre le pouvoir absolu du pape, l'aristocratie des évêques et la démocratie du clergé presbytérien; on ne recherchait point si de tels gouvernements étaient légitimes dans leur principe, quels que fussent leur forme et leur nom.

Cependant un grand mouvement agitait toutes choses, même celles qui n'en semblaient point ébranlées: chaque jour amenait quelque épreuve à laquelle aucun système ne pouvait se soustraire, quelque débat que le parti dominant tentait en vain d'étouffer. Appelés chaque jour à considérer quelque nouvelle face des affaires humaines, à discuter des opinions, à repousser des prétentions jusque-là inconnues, les esprits s'affranchissaient par ce travail, et en sortaient, les uns pour s'élever librement, sur l'homme et la société, à des idées plus étendues, les autres pour secouer audacieusement tout préjugé et tout frein. En même temps la liberté pratique, en matière de foi et de culte, était presque absolue;

aucune juridiction, aucune autorité répressive n'avait encore remplacé celle de l'épiscopat ; et le parlement, occupé de vaincre ses ennemis, s'inquiétait peu de surveiller les pieux écarts de ses partisans. Le zèle presbytérien obtenait quelquefois des chambres, contre les nouveaux sectaires, des déclarations menaçantes; quelquefois les craintes et les haines des réformateurs politiques coïncidant avec celles de leurs dévots alliés, ils prenaient de concert, contre leurs adversaires, des mesures de rigueur. Une ordonnance destinée, dit le préambule, « à réprimer les calomnies et la licence auxquelles la « religion et le gouvernement sont en butte depuis quel« que temps, » abolit la liberté de la presse jusque-là tolérée, et soumit à la censure préalable toutes les publications [1]. Mais le pouvoir ne saurait arrêter ceux qui le devancent dans le mouvement dont il est lui-même emporté. Au bout de quelques semaines, les royalistes et les épiscopaux portaient seuls le poids de ces restrictions; les sectes nouvelles y échappaient ou les bravaient, et pullulaient de toutes parts, de jour en jour plus nombreuses, plus variées, plus ardentes, indépendants, brownistes, anabaptistes, antipædobaptistes, quakers, antinomiens, homme de la cinquième monarchie. A l'ombre même de la domination des presbytériens, la révolution suscitait à la fois contre eux des enthousiastes, des philosophes, des libertins.

Toutes les questions prirent dès lors un tour nouveau; la fermentation sociale changea de caractère. Des faits puissants, respectés, avaient jusque-là dirigé et contenu la pensée des réformateurs politiques, religieux même: aux uns l'état légal de la vieille Angleterre, tel du moins qu'ils le concevaient, aux autres la constitution de l'Église telle qu'en jouissaient déjà l'Écosse, la

[1] Le 14 juin 1643. *Parl. Hist.*, t. III, col. 131.

Hollande, Genève, servaient en même temps de modèle et de frein. Quelle que fût la hardiesse de leurs entreprises, ni les uns ni les autres n'étaient en proie à de vagues désirs, à des prétentions illimitées; tout n'était pas innovation dans leurs desseins, ou conjecture dans leurs espérances, et s'ils méconnaissaient la portée de leurs actes, ils pouvaient du moins en assigner le but. Aucun but précis ne régla la marche de leurs rivaux; aucun fait, historique ou légal, n'enferma dans ses limites leur penseé; confiants dans sa force, fiers de son élévation, ou de sa sainteté, ou de son audace, ils lui décernèrent le droit de tout juger, de tout dominer, et la prenant seule pour guide, cherchèrent à tout prix, les philosophes la vérité, les enthousiastes le Seigneur, les libertins le succès. Institutions, lois, coutumes, événements, tout fut sommé de se régler selon le raisonnement ou la volonté de l'homme; tout devint matière de combinaisons nouvelles, de créations savantes, et dans ce hardi travail tout parut légitime sur la foi d'un principe ou d'une extase, ou au nom de la nécessité. Les presbytériens proscrivaient dans l'Église la royauté et l'aristocratie: pourquoi les conserver dans l'État? Les réformateurs politiques avaient laissé entrevoir qu'en définitive, lorsque le roi ou les lords s'obstinaient à refuser leur adhésion, la volonté des communes devait l'emporter: pourquoi ne pas le dire hautement? Pourquoi n'invoquer la souveraineté du peuple qu'en désespoir de cause et pour légitimer la résistance, quand elle doit servir de base au gouvernement lui-même et légitimer d'avance le pouvoir? Après avoir secoué le joug du clergé romain, du clergé épiscopal, on était près de subir celui du clergé presbytérien: à quoi bon un clergé? De quel droit les prêtres forment-ils un corps permanent, riche, indépendant, autorisé à réclamer le bras du magistrat?

Que toute juridiction, même la faculté d'excommunier, leur soit retirée; que les moyens de persuasion, la prédication, l'enseignement, la prière, leur restent seuls et tout abus du pouvoir spirituel, tout embarras pour le concilier avec le pouvoir civil, cesseront aussitôt. Dans les fidèles d'ailleurs, non dans les prêtres, réside le pouvoir légitime en matière de foi; c'est aux fidèles qu'il appartient de choisir et d'instituer leurs prêtres, non aux prêtres de s'instituer entre eux pour s'imposer ensuite aux fidèles. Tout fidèle enfin n'est-il pas prêtre lui-même, pour lui, pour sa famille, pour tous les chrétiens qui, touchés de sa parole, le jugeront inspiré d'en haut et voudront s'unir à ses prières? Qui oserait contester au Seigneur le pouvoir de conférer ses dons à qui il veut et comme il lui plaît? Soit qu'il s'agisse de prêcher ou de combattre, c'est le Seigneur seul qui choisit et consacre ses saints; et quand il les a choisis, il leur remet sa cause, et ne révèle qu'à eux seuls par quels moyens elle doit triompher. Les libertins applaudissaient à ce langage; pourvu qu'on poussât la révolution jusqu'au bout, et sans s'inquiéter des moyens, peu leur importaient les motifs.

Ainsi se formait le parti des indépendants, bien moins nombreux, bien moins accrédité dans la nation que celui des presbytériens, mais déjà en possession de cet ascendant que donnent des croyances systématiques, complètes, toujours prêtes à rendre raison de leurs principes, à en accepter toutes les conséquences. L'Angleterre était alors dans une de ces crises glorieuses et redoutables où l'homme, oubliant sa faiblesse pour ne se souvenir que de sa dignité, a cette sublime ambition de n'obéir qu'à la vérité pure, et ce fol orgueil d'attribuer à son opinion tous les droits de la vérité. Politiques ou sectaires, presbytériens ou indépendants, aucun parti n'eût

osé se croire dispensé d'avoir raison et de le prouver. Or les presbytériens échouaiet dans cette épreuve, car leur sagesse se fondait sur l'autorité des faits et des lois, non sur des principes, et ils ne savaient comment repousser, par la raison seule, les arguments de leurs rivaux. Les indépendants professaient seuls une doctrine simple, rigoureuse en apparence, qui sanctionnât tous leurs actes, suffît à tous les besoins de leur situation, et dispensât les esprits fermes d'inconséquence, les cœurs sincères d'hypocrisie. Eux seuls aussi commençaient à prononcer quelques-unes de ces paroles puissantes qui, bien ou mal comprises, soulèvent, au nom des plus nobles espérances, les plus énergiques passions de l'humanité: égalité des droits, juste répartition des biens sociaux, destruction de tous les abus. Point de contradiction entre leurs systèmes religieux et politique; point de lutte sourde entre les chefs et les soldats; aucun symbole exclusif, aucune limite rigoureuse ne rendait difficile l'eccès du parti: comme la secte dont il avait pris son nom, il tenait la liberté de conscience pour maxime fondamentale, et l'immensité des réformes qu'il se proposait, la vaste incertitude de ses desseins, permettaient aux hommes les plus divers de se ranger sous sa bannière: des jurisconsultes s'y ralliaient dans l'espoir de ravir aux ecclésiastiques, leurs rivaux, toute juridiction et tout empire; des publicistes populaires s'en promettaient une législation nouvelle, claire, simple, qui fît perdre aux jurisconsultes leurs profits énormes et leur pouvoir: Harrington y pouvait rêver une société de sages, Sidney la liberté de Sparte ou de Rome, Lilburne le retour des vieilles lois saxonnes, Harrison la venue de Christ; le cynisme même de Henri Martyn et de Pierre Wentworth s'y faisait tolérer en faveur de son audace: républicains ou niveleurs, raisonneurs

ou visionnaires, fanatiques ou ambitieux, tous étaient admis à mettre en commun leurs colères, leurs théories, leurs extases, leurs intrigues; il suffisait que tous, animés contre les cavaliers et les presbytériens d'une égale haine, se portassent avec la même ardeur vers cet avenir inconnu chargé de répondre à tant de vœux.

Aucune victoire d'Essex et de ses amis, sur le champ de bataille ou dans Westminster, ne pouvait étouffer, contenir même longtemps de telles discordes: elles étaient publiques à Oxford comme à Londres: et parlementaires ou royalistes, tous les hommes sensés les prenaient déjà pour base de leurs combinaisons. De toutes parts on en informait le roi, on le pressait d'en profiter: courtisans ou ministres, intrigants ou serviteurs sincères, chacun avait à cet égard ses renseignements, ses propositions, ses moyens: les uns voulaient qu'on poussât la guerre sans relâche, assurés que bientôt les factions rivales obéiraient à leurs inimitiés plutôt qu'à leurs périls: les autres demandaient au contraire que, par l'entremise des lords réfugiés à Oxford, des comtes de Holland et de Bedford surtout, on se rapprochât d'Essex et de son parti, qui, au fond n'avaient pas cessé de souhaiter la paix: quelques uns conseillaient même des avances aux chefs déjà connus des indépendants, disant qu'on en aurait meilleur marché; et Lord Lovelace, de l'aveu du roi, entretenait avec sir Henri Vane une correspondance assidue, bien éloigné de se douter que Vane la suivait aussi de l'aveu des siens, pour s'instruire de l'état de la cour [1]. Mais aucun de ces conseils n'était accueilli ou efficace. C'était à grand'peine que les lords déserteurs du parlement avaient obtenu qu'on leur ouvrît les portes d'Oxford; au premier bruit de leur prochaine arrivée, un soulè-

[1] *Parl. Hist.*, t. III, col. 199. Whitelocke, p. 76.

vement général y avait éclaté contre eux; le conseil privé, solennellement réuni, avait longuement délibéré sur l'accueil qu'on devait leur faire; et malgré les sages représentations de Hyde, nommé récemment chancelier de l'échiquier, Charles, en consentant à les recevoir, avait décidé qu'on les traiterait avec froideur[1]. En vain lord Holland, le plus élégant et le plus adroit des courtisans, était parvenu, avec l'aide de M. Jermyn, à rentrer en grâce auprès de la reine[2]; en vain il déployait tout son art pour reprendre avec le roi son ancienne familiarité, tantôt affectant de lui parler à l'oreille, tantôt réussissant, sous quelque prétexte, à l'attirer dans une embrasure de fenêtre pour avoir l'occasion, ou du moins se donner l'air de l'entretenir en secret[3]; en vain même, à la bataille de Newbury, il avait vaillamment combattu en volontaire, et offert son sang pour gage de sa nouvelle fidélité[4]: rien n'avait pu vaincre la sécheresse hautaine du roi, ni imposer silence aux clameurs de cour; et loin de voir accepter leurs services, les lords réfugiés ne songeaient déjà plus qu'à se soustraire à tant de dégoûts. Les partisans d'une guerre vigoureuse se faisaient écouter avec plus de faveur, mais sans plus d'effet: le mauvais succès du siége de Glocester avait jeté Oxford dans une anarchie aussi impuissante que tracassière; tous s'imputaient réciproquement cette fatale entreprise; le conseil se plaignait des désordres de l'armée; l'armée bravait insolemment les reproches du conseil; le prince Robert, quoique dispensé, même un jour de bataille, d'obéir à tout autre qu'au roi lui-même[5], était jaloux du général en chef;

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 197.
[2] *Ibid.*, p. 205, 236.
[3] *Ibid.*, p. 258.
[4] *Ibid.*, p. 255.
[5] *Ibid.*, t. [illegible], p. 75.

le général et tous les grands seigneurs murmuraient hautement de l'indépendance et de la grossièreté du prince Robert. Le roi, qui respectait dans la personne de ses neveux la dignité de son sang, ne pouvait se résoudre à donner contre eux raison à un sujet, et sacrifiait à ce ridicule orgueil les droits, les services mêmes de ses plus utiles amis. Hyde seul s'opposait avec franchise à de telles fautes, et parvenait quelquefois à l'en détourner: mais Hyde lui-même, étranger à la cour, sans autre éclat ni pouvoir que celui de ses fonctions, avait besoin que la volonté du roi le soutînt, tantôt contre l'humeur de la reine, tantôt contre les intrigues de jaloux courtisans; il maintenait sa réputation de conseiller influent et d'homme sage, mais sans exercer un ascendant véritable, sans obtenir aucun important résultat[1]. La discorde enfin était aussi grande à Oxford qu'à Londres, et bien plus fatale, car à Londres elle précipitait, à Oxford elle paralysait le mouvement.

Ce fut au milieu de tant d'embarras, et lorsque, au fond du cœur, il était peut-être aussi las de son parti que de son peuple, que Charles apprit la nouvelle alliance de l'Écosse avec le parlement, et qu'un autre de ses royaumes se disposait ainsi à lui faire la guerre. Il ordonna sur-le-champ au duc de Hamilton, rentré en possession de sa confiance, et son commissaire à Édimbourg, de prévenir à tout prix une telle union. On offrit, dit-on, aux Écossais de leur assurer à l'avenir le tiers des charges de la maison royale; d'annexer de nouveau à l'Écosse les comtés de Northumberland, Westmoreland et Cumberland, dépendants jadis de son territoire: de fixer à Newcastle la résidence du roi; enfin d'établir au milieu d'eux le prince de Galles et sa

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 215, 252.

cour[1]. De telles promesses, s'il est vrai qu'elles aient eu lieu, ne pouvaient être sincères ni accomplies, et le parlement écossais l'eût-il voulu, un fait récent ne permettait pas qu'il s'y laissât tromper. Le comte d'Antrim venait d'être arrêté en Irlande par les troupes écossaises cantonnées dans l'Ulster, peu d'heures après son débarquement; et l'on avait trouvé sur sa personne les preuves du plan formé à York entre Montrose et lui pendant leur séjour auprès de la reine, pour transporter en Écosse un corps nombreux de catholiques irlandais, soulever les montagnards du nord, et faire ainsi, en faveur du roi, une puissante diversion. Évidemment l'entreprise était sur le point de commencer, car Montrose avait rejoint le roi pendant le siége de Glocester, et Antrim arrivait d'Oxford. Comme à son dernier voyage en Écosse, le roi méditait donc, contre ses sujets, les plus sinistres desseins, au moment même où on leur faisait de sa part les plus magnifiques propositions. Le parlement d'Édimbourg conclut en toute hâte son traité avec celui de Westminster, et l'informa de tous ces détails[2].

Il avait fait et lui transmit en même temps une bien plus grave découverte: les papiers d'Antrim laissaient entrevoir que le roi entretenait, avec les Irlandais insurgés, de fréquentes relations: qu'il avait reçu plusieurs fois leurs demandes, leurs offres, qu'il était même près de conclure avec eux une suspension d'armes, et s'en promettait, pour la prochaine campagne, les meilleurs résultats[3]. Ces indications n'étaient point trompeuses: depuis longtemps déjà, Charles, sans cesser de la maudire quand il parlait à l'Angleterre, était avec l'Irlande

[1] Burnet, *Hist. de mon temps*, t. I, p. 72, dans ma *Collection des Mémoires relatifs à la révolution d'Angleterre*

[2] Malcolm Laing, *Hist of Scotland*, t. III, p. 256.

[3] *Ibid.*

rebelle en ménagement et en négociation [1]. La guerre allumée par l'insurrection avait continué dans ce malheureux pays sans relâche, mais sans effet. Dix ou douze mille soldats, mal payés, rarement recrutés, étaient trop faibles pour le soumettre, quoique suffisants pour l'empêcher de s'affranchir. Au mois de février 1642, avant l'explosion de la guerre civile, les chambres avaient voulu tenter un grand effort: un emprunt avait été ouvert pour suffire aux frais d'une expédition décisive; et les terres des insurgés, que les confiscations futures ne pouvaient manquer de faire échoir à la couronne, avaient été affectées d'avance, d'après un tarif déterminé, au remboursement des souscripteurs [2]. De fortes sommes furent ainsi recueillies, et quelques secours envoyés à Dublin: mais la guerre civile éclata; pressé par ses propres affaires, le parlement ne s'occupa plus de l'Irlande que de loin en loin, sans vigueur, sans suite, pour assoupir, quand elles devenaient trop vives, les plaintes des protestants de ce royaume, surtout pour rendre, aux yeux de l'Angleterre, le roi responsable de leurs malheurs. Charles ne faisait à leurs intérêts ni plus d'attention ni plus de sacrifices, et pendant qu'il reprochait au parlement de s'être approprié une partie des sommes levées pour leur cause, lui-même interceptait les convois destinés à les approvisionner, ou leur enlevait, jusque dans les arsenaux de Dublin, les fusils et la poudre dont ils avaient le plus pressant besoin [3]. Mais les principaux protestants d'Irlande, aristocrates

[1] Sa correspondance avec lord Ormond ne permet pas d'en douter (Carte, *Ormond's Life*, t. III, *passim*). M. Brodie en a bien résumé les preuves (*Hist. of the British empire*, t. III, p. 459, dans la note).

[2] May, *Hist. du Long-Parl.*, t. I, p. 296, dans ma *Collection*, et tous les *Mémoires* du temps.

[3] Carte, *Ormond's Life*, t. II, Appendice, p. 3 et 5.

par situation, étaient attachés à l'épiscopat et à la couronne; l'armée comptait parmi ses officiers un grand nombre de ceux que le parlement s'était empressé d'éloigner comme cavaliers; ils avaient pour général le comte d'Ormond, riche, brave, généreux, populaire, qui gagna deux batailles contre les rebelles [1], et fit honneur au roi de ses succès. Le parti parlementaire déclina rapidement en Irlande; les magistrats qui lui étaient dévoués furent remplacés par des royalistes: le parlement envoya deux commissaires, membres des communes, pour ressaisir quelque empire [2]; mais Ormond leur interdit l'entrée du conseil, et au bout de quatre mois se sentit assez fort pour les contraindre à se rembarquer [3]. Tout le pouvoir civil et militaire fut dès lors entre les mains du roi, qui débarassé d'une surveillance importune quoique impuissante, n'hésita plus à suivre le dessein auquel le poussaient ses embarras et son penchant. La reine n'avait jamais cessé d'entretenir avec les catholiques irlandais une correspondance que sans doute son mari n'ignorait pas; l'insurrection n'était plus, comme aux premiers jours, le hideux déchaînement d'une populace sauvage: un conseil souverain de vingt-quatre membres, résidant à Kilkenny [4], la gouvernait avec prudence et régularité; plus d'une fois déjà il avait adressé au roi d'affectueux messages, le suppliant de ne plus persécuter, pour complaire à ses ennemis, de fidèles sujets qui n'aspiraient qu'à le servir. Charles ne se jugeait encore ni en assez grand péril ni assez affranchi de tout ménagement envers l'opinion de son peu-

[1] Les batailles de Kilrush et de Ross, les 15 avril 1642 et 19 mars 1643.

[2] Goodwin et Reynolds, dans l'automne de 1642.

[3] En février 1643.

[4] Depuis le 14 novembre 1642.

ple, pour accepter ouvertement une telle alliance; mais il pouvait du moins, pensa-t-il, montrer aux Irlandais quelque douceur, et rappeler en Angleterre, pour l'employer contre des rebelles plus odieux et plus redoutables, l'armée qui les combattait en son nom. Ormond reçut ordre d'ouvrir en ce sens des négiociations avec le conseil de Kilkenny [1]; et en attendant leur issue, pour accréditer la raison ou se ménager l'excuse de la nécessité, on fit grand bruit de la détresse, en effet très réelle, à laquelle étaient réduits en Irlande la cause protestante et ses défenseurs. Dans une longue et pathétique remontrance adressée au conseil de Dublin, l'armée exposa toutes ses misères et sa résolution d'abandonner un service dont elle ne pouvait plus s'acquitter. Des mémoires envoyés à Oxford et à Londres portèrent au roi et aux chambres la même déclaration avec les mêmes plaintes [2]. Cependant les négociations avançaient; au moment de l'arrestation d'Antrim elles touchaient en effet à leur terme; et vers le milieu de septembre, quelques jours avant celui où les chambres acceptèrent solennellement à Westminster le covenant conclu avec l'Écosse, l'Angleterre apprit que le roi venait de signer avec les rebelles irlandais une trêve d'un an [3], que les troupes anglaises qui combattaient l'insurrection étaient rappelées, et que dix régiments débarqueraient bientôt, cinq à Chester, cinq à Bristol [4].

De toutes parts s'éleva une clameur violente; les Irlandais étaient pour l'Angleterre un objet de mepris, d'aversion et d'effroi. Parmi les royalistes mêmes, et

[1] La commission d'Ormond est datée du 11 janvier 1643; les négociations commencèrent dans le cours du mois de mars suivant.

[2] Rushworth, t. VI, p. 537 et suiv.

[3] La trêve fut signée le 5 septembre 1643, à Sigginstown, dans le comté de Kildare.

[4] Godwin, *Hist. of the commonwealth*, t. I, p. 279.

jusque dans les murs d'Oxford, le mécontentement n'hésita point à se manifester. Plusieurs officiers quittèrent l'armée de lord Newcastle, et firent leur soumission au parlement [1]. Lord Holland revint à Londres, disant que les papistes prévalaient décidément à Oxford, et que sa conscience ne lui permettait plus d'y demeurer [2]. Les lords Bedford, Clare, Paget, sir Édouard Déring, et plusieurs autres, suivirent son exemple, couvrant du même prétexte leur inconstance ou leur lâcheté [3]. Le parlement ne se montra point difficile en fait de repentir. La conduite du roi était l'objet des invectives et des sarcasmes populaires; on rappelait ses protestations si récentes, et le ton si hautain de ses apologies quand on s'était plaint des intelligences de la cour avec les insurgés : on s'applaudissait d'avoir si judicieusement pressenti ses menées secrètes; on s'indignait qu'il eût pu se flatter d'en imposer ainsi à son peuple, et compter sur le succès d'une si grossière mauvaise foi. Ce fut bien pis quand on sut qu'un assez grand nombre de papistes irlandais étaient mêlés aux troupes rappelées, que des femmes même, armées de longs couteaux et sous un accoutrement sauvage, avaient été vues dans leurs rangs [4]. Non content de ne plus venger le massacre des protestants d'Irlande, le roi prenait donc à son service, contre les protestants d'Angleterre, leurs féroces meurtriers. Beaucoup de gens, même d'une condition supérieure aux préventions passionnées de la multitude, portèrent dès lors au roi une haine profonde, les uns à cause de sa duplicité, les autres en raison de sa faveur pour d'odieux papistes, et l'insulte accompagna souvent son nom jusque-là ménagé.

[1] Whitelocke, p. 73.

[2] *Ibid.*

[3] *Ibid.*, p. 75, 77. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 189, 297.

[4] Whitelocke, p. 71, 77.

Bientôt instruit de ce déchaînement et des soins du parlement pour le fomenter; offensé, comme d'un outrage, qu'on osât juger de ses intentions d'après ses actes, non d'après ses discours, Charles à son tour fut saisi d'un redoublement de colère: il manda Hyde: « C'est, lui dit-il, faire trop d'honneur à ces rebelles de « Westminster que de les traiter comme s'ils étaient en- « core une portion du parlement; tant qu'ils siégeront « dans cette enceinte, ils en usurperont le pouvoir. « L'acte par lequel j'ai promis de ne les dissoudre que « de leur propre aveu est, m'assure-t-on, nul de plein « droit, car je ne saurais abolir ainsi les prérogatives « de la couronne; j'en veux user enfin. Qu'on prépare « une proclamation qui, dès ce moment, déclare les « chambres dissoutes, et défende expressément, à elles « de se rassembler, à qui que ce soit de les reconnaître « ou de leur obéir. » Hyde écoutait avec surprise et anxiété, car l'idée seule d'une telle mesure lui semblait insensée. « Je vois, dit-il, que votre Majesté a pro- « fondément considéré cette question; pour moi, j'y suis « tout nouveau, et elle exige le plus sérieux examen: « je dirai seulement que je ne comprends guère com- « ment, de la part de votre Majesté, la défense de se « réunir à Westminster empêcherait un seul homme « de s'y rendre, et pourtant le royaume en pren- « dra à coup sûr un violent ombrage. Il se peut que « l'acte dont parle votre Majesté soit nul en effet, « et je suis enclin à le penser; mais tant que le par- « lement, revenu de ses erreurs ou réprimé dans sa « rébellion, ne l'aura pas déclaré lui-même, aucun « juge, aucun simple citoyen n'oserait soutenir un « tel avis. Or on a beaucoup dit que telle était au « fond la pensée de votre Majesté; qu'au nom du « même droit elle nourrissait l'espoir de rapporter un

« jour, de la même manière, tous les autres actes de ce « parlement; et déjà ce bruit seul, qu'elle a toujours « soigneusement désavoué, a nui bien souvent à son ser- « vice: que sera-ce quand une proclamation, d'ailleurs « impuissante, prouvera la légitimité de tous les soup- « çons? Je conjure votre Majesté d'y bien réfléchir avant « de pousser plus loin ce dessein [1]. »

Dès qu'on sut que Hyde avait parlé au roi avec tant de franchise, presque tous les membres du conseil se rangèrent à son avis. Malgré sa roideur, Charles était, au milieu d'eux, incertain et timide; les objections l'embarrassaient, et il y cédait communément, ne sachant que répondre, ou pour abréger la discussion qui lui déplaisait, même avec les siens. Après quelques jours d'hésitation, plus apparente que réelle, le projet fut abandonné. Cependant quelque grande mesure semblait nécessaire, ne fût-ce que pour tenir en éveil le parti royaliste, et ne pas laisser au parlement, dans l'intervalle des campagnes, le mérite d'occuper seul l'impatiente activité des esprits. Puisque ce nom de parlement exerçait sur le peuple un tel empire, quelqu'un proposa de convoquer à Oxford tous les membres des deux chambres qui s'étaient éloignés de Westminster, et d'opposer ainsi, à un parlement factieux et mutilé, un parlement légal et véritable, puisque le roi en ferait partie. La proposition déplut à Charles; un parlement, même royaliste, lui était suspect et importun; il faudrait donc écouter ses conseils, subir son influence, condescendre peut-être à des désirs de paix dont l'honneur du trône serait offensé. L'opposition de la reine fut plus vive encore; une assemblée anglaise, quel que fût son zèle pour la cause royale, ne pouvait manquer d'être contraire aux catholiques et aux favoris. Cependant, la proposition une fois

[1] Clarendon, *Mémoires*, t. I, p. 246.

connue, il était difficile de la repousser: le parti royaliste l'avait accueillie avec transport; le conseil même insistait fortement sur ses avantages, sur les subsides que voteraient au roi les chambres nouvelles, sur le discrédit où tomberaient celles de Westminster, quand on verrait combien de membres les avaient quittées. Charles céda malgré sa répugnance; et telle était la pente générale des esprits que l'intention de dissoudre un parlement rebelle eut pour unique effet la formation d'un second parlement [1].

On en prit d'abord à Londres quelque inquiétude: on savait qu'en même temps le parti royaliste renouvelait dans la cité ses tentatives; qu'il était question de traiter directement de la paix entre le roi et les bourgeois, sans l'entremise du parlement; que les bases de la négociation étaient même convenues, entre autres la reconnaissance des emprunts faits dans la cité, emprunts dont les chambres payaient mal les intérêts, et que le roi s'empressait de garantir [2]. Hors de Londres, un autre complot fut aussi découvert, tramé, dit-on, par les modérés et quelques indépendants obscurs, pour empêcher l'entrée des Écossais dans le royaume, et secouer le joug du parti presbytérien, n'importe à quel prix [3]. Les communes enfin avaient à déplorer la perte du plus ancien et peut-être du plus utile de leurs chefs: Pym venait de mourir [4] après quelques jours de maladie; homme d'un renom moins éclatant que celui de Hampden, mais qui, soit dans les conseils secrets, soit dans

[1] Clarendon, *Hist., of the rebell.*, t. VII, p. 4 et suiv. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 194. La proclamation royale qui convoque le parlement d'Oxford est du 22 décembre 1643.

[2] *Parl. Hist.*, t. III, col. 196. — Milton, *Hist. of England*, liv. 3, t. II, p. 40, édit. in-fol. *Prose Works*, Londres, 1738.

[3] *Parl. Hist.*, t. III, col. 200. — Whitelocke, *Memorials*, etc. p. 75.

[4] Le 8 décembre 1643.

les actes publics de la chambre, n'avait pas rendu de moindres services; ferme, patient et adroit, habile à poursuivre un ennemi, à diriger un débat ou une intrigue, à fomenter la colère du peuple, à engager ou retenir dans sa cause les grands seigneurs incertains [1]; membre infatigable de la plupart des comités, rapporteur ordinaire des mesures décisives, toujours prêt à se charger des fonctions pénibles et redoutées: indifférent enfin au travail, aux dégoûts, à la fortune, à la gloire et plaçant dans le succès de son parti toute son ambition. Peu avant sa maladie, il avait publié une apologie de sa conduite, adressée surtout aux amis de l'ordre et de la paix, comme s'il eût senti quelque regret du passé et un secret effroi qu'on ne lui imputât l'avenir [2]. Mais la mort lui sauva, comme à Hampden, l'embarras de dépasser son opinion ou de démentir sa vie; et loin de relever avec humeur ces légers indices d'hésitation échappés aux derniers jours de ce vétéran de la réforme nationale, les hommes qui se préparaient à la tourner en révolution, Cromwell, Vane, Haslerig, s'empressèrent les premiers à combler d'honneurs sa mémoire: le corps de Pym demeura exposé plusieurs jours, soit pour satisfaire au vœu du peuple, qui s'y porta en foule, soit pour repousser le bruit répandu par les royalistes qu'il était mort de la maladie pédiculaire; un comité eut ordre d'examiner l'état de sa fortune et de lui faire ériger un monument dans l'abbaye de Westminster; la chambre entière suivit son convoi, et, peu de jours après, elle se chargea du paiement de ses dettes, toutes contractées, dit-on, pour le service de la patrie, et qui s'élevaient à 10,000 livres sterling [3].

[1] Clarenden, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 88.

[2] Voir les *Éclaircissements et Pièces historiques* à la fin de ce volume, n° IV.

[3] *Parl. Hist.*, t. III, col. 186. — Clarendon, t. VII, p. 84.

Au moment où les communes adoptaient ces résolutions, une députation du conseil commun de la cité se rendait auprès des lords pour remercier les deux chambres de leur énergie, le lord général de son courage, renouveler entre leurs mains le serment de vivre et de mourir pour la sainte cause, et les inviter à un dîner solennel, en témoignage d'union [1].

Le parlement reprit toute sa confiance. Le jour même où devait se réunir l'assemblée d'Oxford [2], un appel nominal eut lieu à Westminster: vingt-deux lords seulement siégeaient dans la chambre haute; mais dans celle des communes, deux cent quatre-vingts membres répondirent à l'appel, et cent autres ne s'étaient éloignés que pour le service et par l'ordre du parlement [3]. Il résolut de ne pas souffrir que ses droits fussent mis en question, et de repousser dédaigneusement toute relation avec les rivaux qu'on prétendait lui donner. L'occasion ne s'en fit pas longtemps attendre. Huit jours à peine écoulés, Essex remit à la chambre haute, sans l'avoir ouvert, un paquet que venait de lui transmettre le comte de Forth, général en chef de l'armée du roi. Un comité fut chargé d'en prendre connaissance; son rapport fut prompt et bref; le paquet ne contenait rien, dit-il, qui fût adressé aux deux chambres, et le lord général n'avait rien à faire que de le renvoyer. Essex obéit sur-le-champ [4].

C'était à lui seul en effet que la dépêche était adressée. Quarante-cinq lords et cent dix-huit membres des

[1] 13 janvier 1644. *Parl. Hist.*, t. III, col. 187, 198. — Whitelocke, p. 76.

[2] 22 janvier 1644.

[3] *Parl. Hist*, t. III, col. 199. — Whitelocke, *Memorials*, etc, p. 76.

[4] 1er février 1644. *Parl. Hist.*, t. III, col. 201.

communes [1], réunis à Oxford, l'informaient de leur installation, de leurs vœux pacifiques, des bonnes dispositions du roi, et le pressaient d'employer son crédit pour déterminer aussi à la paix « ceux dont il avait la « confiance [2]. » Par ces mots seuls étaient désignées les chambres de Westminster en qui Charles persistait à ne plus reconnaître le parlement.

Le 18 février, une nouvelle lettre parvint à Essex : le comte de Forth lui demandait un sauf-conduit pour deux gentilshommes que le roi, disait-il, voulait envoyer à Londres avec des instructions au sujet de la paix. « Milord, lui répondit Essex, quand vous me demanderez « un sauf-conduit pour que ces messieurs se puissent « rendre, de la part du roi, auprès des deux chambres « du parlement, je ferai de tout mon cœur tout ce qui « sera en mon pouvoir pour contribuer à ce que dési- « rent tous les gens de bien, au rétablissement de la « bonne intelligence entre sa Majesté et son fidèle et « unique conseil, le parlement [3].

Charles s'applaudissait de trouver ses adversaires si intraitables, et que son parti se vît enfin réduit à placer dans la guerre tout son espoir. Mais l'assemblée d'Oxford n'était point hautaine; elle se sentait peu de force, doutait de son droit, n'avait pas osé prendre le

[1] Le prince de Galles et le duc d'York étaient à la tête de cette liste, qui s'accrut plus tard de cinq lords et de vingt-trois membres des communes encore éloignés d'Oxford au moment de l'envoi de la lettre. On comptait de plus vingt-deux lords absents pour le service du roi, neuf en voyage sur le continent, deux en prison à Londres comme royalistes, et trente-quatre membres des communes absents pour le service du roi, ou par congé ou maladie; en tout quatre-vingt-trois lords et cent soixante-cinq membres des communes adhérents au parlement d'Oxford. (*Parl. Hist.*, t. III, col. 218).

[2] *Parl. Hist.*, t. III, col. 2[illegible].

[3] *Ibid.*, col. 212.

nom de parlement, et regrettait au fond que le roi, en le refusant aux chambres de Westminster, eût mis un tel obstacle à la paix. Elle insista pour qu'il fît encore une démarche et quelque concession capable d'adoucir les esprits. Charles consentit à écrire aux chambres pour leur proposer une négociation, et il adressa sa lettre: « Aux lords et communes du parlement assemblés à Westminster; » mais il y parlait « des lords et communes du « parlement assemblés à Oxford » comme de leurs égaux [1]. Un trompette envoyé par Essex rapporta bientôt la réponse des chambres: « La lettre de votre Majesté, disaient-elles, nous donne, quant à la paix, les « plus tristes pensées; les personnes maintenant réunies « à Oxford, et qui, contre leur devoir, ont déserté votre parlement, y sont placées au même rang que lui; « et ce parlement, lui-même, convoqué selon les lois « connues et fondamentales du royaume, autorisé à siéger « encore par une loi spéciale, sanctionnée de votre Majesté, se voit refuser jusqu'à son nom. Nous ne pouvons trahir de la sorte l'honneur du pays confié à notre « garde, et c'est notre devoir de faire connaître à votre « Majesté que nous sommes fermement résolus de défendre et maintenir, au péril de nos fortunes et de nos vies, « les justes droits et le plein pouvoir du parlement [2]. »

L'assemblée d'Oxford perdit tout espoir de conciliation, et se regarda dès lors comme sans objet. Elle continua de siéger jusqu'au 16 avril, publiant de longues et tristes déclarations, votant quelques taxes ou quelques emprunts [3], adressant aux chambres de Westminster d'amers reproches, et donnant au roi de nombreuses mar-

[1] 3 mars 1644. *Parl. Hist*, t. III, col. 213.

[2] 9 mars 1644. *Ibid.*, t. III, col. 214.

[3] *Parl. Hist.*, t. III, col. 225. Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 69 et suiv.

ques de fidélité; mais timide, inactive, embarrassée de son impuissance, et, pour conserver au moins quelque dignité, attentive à témoigner, en présence de la cour, son vif désir de l'ordre légal et de la paix. Le roi, qui avait craint l'empire de tels conseillers, tarda peu à les trouver aussi importuns qu'inutiles; eux-mêmes se lassaient de siéger solennellement, sans but et sans fruit. Après d'éclatantes protestations que leurs vœux régleraient sa conduite, Charles prononça leur ajournement [1]; et à peine la salle de leur séance était-elle fermée qu'il se félicitait, avec la reine, d'être enfin délivré « de ce « parlement métis, repaire de lâches et séditieuses mo- « tions [2]. »

La campagne, près de s'ouvrir, s'annonçait cependant sous de facheux auspices. Malgré l'inaction des deux armées principales, la guerre avait continué pendant l'hiver dans le reste du royaume, à l'avantage du parlement. Au nord-ouest, les régiments rappelés d'Irlande, après six semaines de succès, avaient été battus et presque entièrement détruits par Fairfax, dans le comté de Chester, sous les murs de Nantwich [3]. Au nord, les Écossais, sous les ordres du comte de Leven, avaient commencé leur mouvement d'invasion [4]: lord Newcastle s'était porté à leur rencontre; mais, en son absence, Fairfax avait défait à Sélby [5] un corps nombreux de royalistes, et pour mettre l'importante place d'York à l'abri de toute attaque, Newcastle [6] s'était vu contraint de s'y enfermer. A

[1] Le 16 avril 1644. *Parl. Hist.*, t. III, col. 243-247.

[2] C'est ainsi qu'il en parle lui-même dans une lettre du 13 mars 1645, adressée à la reine (*Mémoires de Ludlow*, t. I, p. 407, dans ma *Collection*).

[3] Le 25 janvier 1644. *Mémoires de Fairfax*, p. 384, dans ma *Collection*.

[4] Le 19 janvier 1644.

[5] Le 11 avril 1644. *Mémoires de Fairfax*, p. 388.

[6] Le 19 avril 1644. Rushworth, part. 3, t. II, p. 620.

l'est, une nouvelle armée de quatorze mille hommes se formait sous le commandement de lord Manchester et de Cromwell, prête à se porter partout où l'exigeraient les besoins du parti. Au midi, près d'Alresford, dans le Hampshire, sir William Waller avait remporté, sur sir Ralph Hopton, une victoire inattendue [1]. Quelques avantages du prince Robert dans les comtés de Nottingham et de Lancaster [2] ne compensaient pas des échecs si multipliés. L'indiscipline et le désordre allaient croissant dans les camps royalistes: les honnêtes gens s'attristaient et se dégoûtaient; les autres voulaient la licence pour prix d'un courage sans vertu; l'autorité du roi sur les chefs militaires et des chefs militaires sur leurs soldats, s'affaiblissait de jour en jour. A Londres, au contraire, toutes les mesures devenaient à la fois plus régulières et plus énergiques: on s'était plaint souvent que l'action des chambres manquât de promptitude, qu'aucune délibération ne pût demeurer secrète, et que le roi en fût aussitôt informé; sous le nom de comité des deux royaumes, un conseil composé de sept-lords, de quatorze membres des communes et de quatre commissaires écossais, fut investi, sur la guerre, les relations des deux peuples, la correspondance avec les États étrangers, etc., d'un pouvoir à peu près absolu [3]. L'enthousiasme avait porté quelques familles à se priver d'un repas par semaine pour en offrir au parlement la valeur; une ordonnance convertit cette offre en une taxe obligatoire pour tous les habitants de Londres et des environs [4]. Des droits de consommation jusque-là incon-

[1] Le 29 mars 1644.

[2] Le 22 mars, il fit lever le siége de Newark, et dans le mois d'avril suivant, s'empara des places de Popworth, Bolton et Liverpool dans le comté de Lancaster.

[3] Le 16 février 1644. *Parl. Hist.*, t. III, col. 247. *Mémoires* de Hollis, p. 77, dans ma *Collection*.

[4] Le 26 mars 1644. Rushworth, part. 3, t. II, p. 748.

nus furent établis sur le vin, le cidre, la bière, le tabac, et beaucoup d'autres denrées [1]. Le comité des séquestres redoubla de rigueur [2]. A l'ouverture de la campagne, le parlement entretenait cinq armées : celles des Écossais d'Essex et de Fairfax, aux frais du trésor public ; celles de Manchester et de Waller par des contributions locales perçues chaque semaine dans certains comtés chargés aussi de les recruter [3]. Ces forces s'élevaient à plus de cinquante mille hommes [4], et le comité des deux royaumes en disposait à son gré.

Malgré la présomption qui régnait dans Oxford, une vive inquiétude tarda peu à s'y manifester : on s'étonnait de ne plus recevoir de Londres aucune information précise, et que le secret fût si bien gardé sur les desseins du parlement : on savait seulement qu'il faisait partout de grands préparatifs, que le pouvoir se concen-

[1] Les 16 mai 1643 et 8 juillet 1644 *Parl. Hist.*, t. III, col 144, 276

[2] *Ibid.*, col 174, 257. Rushworth, part. 3, t. II, p. 760.

[3] Les sept comtés confédérés de l'est, Essex, Suffolk, Norfolk, Hertford, Cambridge, Huntington, Lincoln et Ely, étaient imposés, pour l'entretien de l'armée de Manchester, à 8,445 livres sterling par semaine (environ 211,125 fr.). Les quatre comtés du sud, Southampton, Sussex, Surrey et Kent, pour l'entretien de l'armée de Waller, à 2,838 livres sterling par semaine (environ 70,950 fr.). L'armée d'Essex coûtait par mois, au trésor public, 30,504 livres sterling (environ 762,300 fr.) (Rushworth, part 3, t. II, p. 621, 654). L'armée d'Écosse coûtait 31,000 livres sterling (775,000 fr.) par mois. Je n'ai pu découvrir aucune évaluation précise de ce que coûtait l'armée de Fairfax : tout indique qu'elle était plus irrégulièrement payée que les autres, et peut-être en partie par des contributions locales, en partie par des secours du parlement (*Mémoires de Fairfax*, p. 384, dans ma *Collection*)

[4] L'armée écossaise était forte de vingt et un mille hommes ; celle d'Essex de dix mille cinq cents ; celle de Waller de cinq mille cent ; celle de Manchester de quatorze mille ; celle de Fairfax de cinq à six mille : en tout environ cinquante-six mille hommes (Rushworth, part 3, t. II, p. 603, 621, 654 — *Mémoires de Fairfax*)

trait aux mains des plus hardis meneurs, qu'ils parlaient de mesures décisives, que toutes choses enfin prenaient un sinistre aspect. Tout à coup se répandit le bruit qu'Essex et Waller s'étaient mis en mouvement, et marchaient sur Oxford pour l'assiéger. La reine, grosse de sept mois, déclara aussitôt qu'elle voulait partir; en vain quelques membres du conseil se hasardèrent à déplorer le fâcheux effet d'une telle résolution; en vain Charles lui-même témoigna quelque désir de l'en voir changer; l'idée seule d'être enfermée dans une place assiégée lui était, dit-elle, insupportable, et elle mourrait si on ne lui permettait pas de se retirer vers l'ouest, dans quelque lieu où elle pût accoucher loin de la guerre, et s'embarquer même pour la France, en cas de pressant danger. Hors d'elle-même à la moindre objection, elle s'emportait, suppliait, pleurait; personne n'insista plus; le chef-lieu du comté de Devon, Exeter fut choisi pour son séjour, et, vers le fin d'avril, elle quitta son mari, qui ne la revit jamais [1].

La nouvelle qui l'avait frappée d'épouvante était fondée; Essex et Waller s'avançaient, en effet, pour bloquer Oxford. D'autre part, Fairfax, Manchester et les Écossais devaient se réunir sous les murs d'York, et l'assiéger en commun. Les deux grandes villes et les deux grandes armées royalistes, le roi et lord Newcastle, étaient ainsi attaqués à la fois, et par toutes les forces du parlement. Tel était le plan simple et hardi que le comité des deux royaumes venait d'adopter.

Vers la fin de mai, Oxford était presque entièrement investi: lés troupes du roi, successivement débusquées des places qu'elles occupaient aux environs, avaient été contraintes de se replier, les unes dans la ville, les autres sur un seul point hors des murs, du côté du nord; au-

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 112.

cun secours ne pouvait arriver à temps; le prince Robert s'était enfoncé dans le comté de Lancaster; le prince Maurice assiégeait le port de Lyme dans celui de Dorset; lord Hopton était à Bristol occupé de préserver cette importante place des intelligences qu'y entretenait l'ennemi. Un renfort de huit mille hommes, miliciens de Londres, mettait Essex en état de compléter le blocus. Le péril semblait si pressant qu'un des plus fidèles conseillers du roi lui proposa de se rendre en personne au pouvoir du comte. « Il se peut, dit Charles indigné, qu'on « me trouve entre les mains du comte d'Essex, mais je « serai mort [1]. » Cependant le bruit se répandit à Londres que, ne sachant comment échapper, il formait, en effet, le dessein soit d'arriver brusquement dans la cité, soit de se mettre sous la protection du lord général. L'alarme des communes fut aussi vive qu'avait pu l'être l'indignation du roi : « Milord, » écrivirent-elles sur-le-champ à Essex, « un bruit général circule ici que sa « Majesté veut venir à Londres : nous désirons que vo-« tre seigneurie ne néglige rien pour en découvrir le « fondement; et si jamais vous aviez lieu de croire que « sa Majesté se propose de se retirer soit ici, soit à votre « armée, nous entendons que vous en informiez aussitôt les chambres, et ne fassiez rien sans leur aveu. » Essex comprit quelle méfiance couvraient ces paroles. « J'ignore « absolument, répondit-il, d'où est venu le bruit que sa « Majesté veut aller à Londres; je ferai de mon mieux « pour en découvrir l'origine; mais Londres est le lieu « où l'on peut en savoir le plus à ce sujet, car pas un « mot n'en a été dit dans cette armée. Si je viens à ap-« prendre que le roi ait quelque intention de se rendre « à l'armée ou au parlement, je vous en informerai sans « délai; mais je ne conçois pas qu'il y ait la moindre

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 128.

« raison d'y croire; et, dans tous les cas, je serais, je « pense, le dernier à en entendre parler [1]. »

Un bruit bien différent, et plus certain, vint surprendre le parlement et l'armée; le roi leur avait échappé. Le 3 juin, à neuf heures du soir, suivi du prince de Galles, et laissant dans la place le duc d'York avec toute la cour, il était sorti d'Oxford, avait passé entre les deux camps ennemis, et, rejoignant un corps de troupes légères qui l'attendait du côté du nord, s'était mis rapidement hors d'atteinte [2].

La surprise fut extrême, et la nécessité d'une prompte résolution évidente. Le siége d'Oxford devenait sans objet; les deux armées n'avaient plus rien à tenter en commun; le roi en liberté serait bientôt redoutable; il importait surtout d'empêcher qu'il ne rejoignît le prince Robert. Essex convoqua un grand conseil de guerre, et y proposa que Waller, moins chargé de grosse artillerie et de bagage, se mît à la poursuite du roi, tandis que lui même marcherait vers l'ouest pour faire lever le siége de Lyme, et réduire le pays au pouvoir du parlement. Waller repoussa ce dessein; telle n'était point, dit-il, la destination que le comité des deux royaumes avait assignée aux deux armées, dans le cas où elles viendraient à se séparer; c'était à lui que le commandement de l'Ouest devait appartenir. Le conseil de guerre partagea l'avis du lord général; Essex réclama avec hauteur la soumission; Waller obéit, et se mit même sans retard en mouvement, mais après avoir adressé au comité d'amères plaintes sur le mépris que faisait le comte de ses instructions [3].

1 *Parl. Hist.*, t. III, col. 266; la lettre des chambres à Essex est du 15 mai 1644, et sa réponse du 17 mai.

2 Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 120; — Rushworth, part. 3, t. II, p. 671.

3 Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 131; — Whitelocke, *Memorials*, etc , p. 86.

Vivement offensé, le comité porta sur-le-champ la question à la chambre des communes; et après un débat dont il ne reste aucune trace, l'ordre fut expédié à Essex de revenir sur ses pas, de reprendre la poursuite du roi, et de laisser Waller s'avancer seul dans l'Ouest, comme il eût dû faire d'abord [1].

Le comte était entré en campagne avec humeur; un moment intimidés par leurs périls et par ses victoires, ses ennemis avaient recommencé, pendant l'hiver, à l'assiéger de soupçons, à lui susciter mille dégoûts; peu avant son départ, une pétition populaire avait demandé la réforme de son armée, et les communes n'en avaient témoigné nul mécontentement [2]; celle de Waller était toujours mieux pourvue et payée avec plus d'exactitude [3]. C'était évidemment contre lui, et pour le remplacer au besoin, que lord Manchester en formait une nouvelle [4]; à Londres et dans son camp ses amis s'indignaient que, du fond d'une salle de Westminster, des hommes étrangers à la guerre prétendissent en régler les opérations, et prescrire à des généraux leurs mouvements [5]. Il répondit au comité: « Vos ordres sont contraires à la discipline militaire et à la raison; si je revenais sur mes « pas, ce serait, à tous égards, un grand encouragement « pour l'ennemi. Votre innocent quoique suspect servi« teur, Essex; » et il continua sa marche [6].

Le comité surpris ajourna la querelle et sa colère; les ennemis d'Essex ne se sentaient pas assez forts pour

[1] Rushworth, part. 3, t. II, p. 672.

[2] Whitelocke, p. 76.

[3] Rushworth, part. 3, t. II, p. 683; *Mémoires de Hollis*, p. 30, dans ma *Collection*.

[4] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII. p. 109.

[5] Whitelocke, *Memorials*, etc., p. 86.

[6] Rushworth, part. 3, t. II, p. 683. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 132.

le perdre, ni même pour se passer de lui; ils se contentèrent de faire insérer dans la réponse qui lui fut adressée quelques phrases de réprimande sur le ton de sa lettre[1]; et il reçut l'ordre de poursuivre l'expédition que le précédent message lui avait enjoint d'abandonner [2].

Les nouvelles de l'armée de Waller n'étaient pas étrangères à tant de prudence. Après avoir vainement poursuivi le roi, ce favori du comité était à son tour en péril. Dès que Charles eut appris que les deux généraux du parlement s'étaient séparés, et qu'il n'avait plus affaire qu'à un seul, il s'arrêta, écrivit au prince Robert de se porter sans perdre un moment au secours d'York assiégé [3]; et se rejetant lui-même, par une résolution hardie, dans la route qu'il avait parcourue en fuyant d'Oxford, rentra dans la place dix-sept jours après l'avoir quittée, se remit à la tête de ses troupes, et reprit l'offensive pendant que Waller le cherchait encore dans le comté de Worcester. Au premier bruit des mouvements du roi, Waller revint en toute hâte, car lui seul restait pour couvrir la ville de Londres; et bientôt, soutenu de quelques renforts, il s'avança avec sa confiance accoutumée, pour offrir ou accepter du moins le combat. Charles et les siens, animés de cette ardeur que fait naître un succès inespéré après un grand péril, le souhaitaient plus vivement encore. L'action s'engagea le 29 juin, à Cropredybridge, dans le comté de Buckingham; et malgré une brillante résistance, Waller fut battu, plus com-

[1] Rushworth, part. 3, t. II, p. 683.

[2] Rushworth, *ibid.*; — Whitelocke, *Memorials*, etc., p. 87.

[3] Sa lettre est datée du 14 juin 1644, de Tickenhall, près de Bewdley, dans le comté de Worcester. Elle a été publiée pour la première fois en 1819, dans l'Appendix aux *Memoirs of sir John Evelyn* (Londres, 2 vol. in-4°), t. II, p. 87.

plètement même que ne le crurent au premier moment ses vainqueurs [1].

Le bonheur parut donner à Charles une hardiesse et même une habileté jusque-là inconnues. Tranquille sur Waller, il résolut soudain de marcher vers l'ouest, d'y poursuivre Essex à outrance, et de détruire ainsi coup sur coup ces deux armées qui naguère le tenaient presque prisonnier. Essex d'ailleurs avait paru sous les murs d'Exeter, et la reine, qui y résidait, accouchée depuis quelques jours [2], ignorant encore le succès de son mari, allait retomber dans toutes ses terreurs [3]. Charles se mit en route deux jours après sa victoire; en même temps, pour la rendre agréable au peuple plutôt que par un désir sincère de la paix, il adressa d'Evesham un message aux chambres, où, sans leur donner le nom de parlement, il se répandait en protestations pacifiques, et offrait de rouvrir des négociations [4].

Mais pendant qu'il s'éloignait, et avant que son message parvînt à Londres, déjà toute crainte en était bannie; la face des affaires avait changé; la défaite de Waller n'était plus qu'un accident sans importance: le parlement venait d'apprendre que, tout près d'York, ses généraux avaient remporté la plus éclatante victoire, que la ville ne pouvait tarder à se rendre, que, dans le nord enfin, le parti royaliste était comme anéanti.

Le 2 juillet, en effet, à Marston-Moor, de sept à dix heures du soir, une bataille, la plus décisive qui eût en-

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 142 et suiv.; — Rushworth, part. 3, t. II, p. 675.

[2] Le 16 juin 1644, de la princesse Henriette, depuis duchesse d'Orléans.

[3] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t, VII, p. 151. — Rushworth, part. 3, t. II, p. 686.

[4] Rushworth, part. 3, t. II, p. 687; le message est daté du 4 juillet 1644.

core eu lieu, avait amené ces grands résultats. Trois jours auparavant, à l'approche du prince Robert, qui s'avançait vers York avec vingt mille hommes, les généraux parlementaires s'étaient décidés à lever le siége, se flattant qu'ils parviendraient du moins à empêcher le prince de jeter dans la place des secours; mais Robert déjoua leur manœuvres, et entra dans York sans combat. Newcastle le pressa vivement de se contenter d'un si heureux succès; la discorde fermentait, lui dit-il, dans le camp ennemi; les Écossais étaient mal avec les Anglais, les indépendants avec les presbytériens, le lieutenant général Cromwell avec le major général Crawford; qu'il attendît au moins, s'il voulait combattre, un renfort de trois mille hommes qui arriveraient sous peu de jours. Robert l'écouta à peine, répondit brusquement qu'il avait des ordres du roi [1], et commanda aux troupes de marcher sur l'ennemi qui se retirait. Elles atteignirent promptement son arrière-garde; de part et d'autre on s'arrêta, on rappela tous les corps, on se disposa au combat. Presque à portée de mousquet, séparées seulement par quelques fossés, les deux armées passèrent cependant deux heures immobiles et dans un silence profond, attendant l'une et l'autre qu'on vînt

[1] Ces ordres étaient contenus dans la lettre ci-dessus mentionnée, et qui lui prescrivait de se porter au secours d'York. On a longuement débattu la question de savoir si elle enjoignait formellement au prince Robert de livrer bataille, ou s'il pouvait s'en dispenser: débat puéril, car, à coup sûr, si Robert avait pensé, comme Newcastle, qu'il ne fallait pas hasarder la bataille, il aurait eu tort de se conformer à des ordres donnés de loin et au hasard. Du reste, quoi qu'en aient dit récemment MM. Brodie et Lingard (*Hist. of the British empire*, etc., t. III, p. 477; *Hist. of England*, t. X, p. 252; il s'en faut beaucoup que la lettre du roi contienne un ordre positif: elle est évidemment écrite dans la persuasion que le siége d'York ne peut être levé sans combat; et c'est en ce sens qu'elle dit qu'une victoire est indispensable. Voyez les *Éclaircissements et pièces historiques*, nº V.

l'attaquer. « Quel poste me destine votre Altesse? » demanda Newcastle au prince. — « Je ne compte pas engager l'action avant demain matin, lui dit Robert; « vous pouvez vous reposer jusque-là. » Newcastle alla s'enfermer dans sa voiture. A peine y était-il établi que la mousqueterie lui apprit que la bataille commençait; il s'y porta soudain, sans commandement, à la tête de quelques gentilshommes offensés et volontaires comme lui. En peu d'instants un désordre effroyable couvrit la plaine; les deux armées s'assaillirent, s'enfoncèrent, se mêlèrent presque au hasard: parlementaires et royalistes, cavaliers et fantassins, officiers et soldats erraient sur le champ de bataille, isolés où par bandes, demandant des ordres, cherchant leur corps, se battant dès qu'ils rencontraient l'ennemi, mais sans résultat comme sans dessein général. La déroute éclata tout à coup à l'aile droite des parlementaires; rompue et saisie d'effroi par une vigoureuse charge des royalistes, la cavalerie écossaise se dispersa. Fairfax essaya vainement de la retenir; les Écossais s'enfuyaient en tous sens, criant: « Malheur à nous! nous sommes perdus! » Et ils répandirent si rapidement dans le pays la nouvelle de leur défaite que, de Newark, un courrier l'alla porter à Oxford, où pendant quelques heures, des feux de joie furent allumés. Mais, en revenant de la poursuite, les royalistes, à leur grande surprise, virent le terrain qu'ils occupaient naguère au pouvoir d'un ennemi vainqueur: pendant que la cavalerie écossaise fuyait devant eux, leur aile droite, bien que commandée par Robert lui-même avait subi le même sort; après une lutte acharnée, elle avait cédé à l'invincible obstination de Cromwell et de ses escadrons; l'infanterie de Manchester avait consommé sa défaite; et content d'avoir dispersé les cavaliers du prince, Cromwell, habile à rallier les siens, s'était reporté aussi-

tôt sur le champ de bataille pour s'assurer la victoire avant de songer à en jouir. Après un moment d'hésitation, les deux corps victorieux rengagèrent le combat, et à dix heures il ne restait plus un royaliste dans la plaine, si ce n'est trois mille morts et seize cents prisonniers [1].

Robert et Newcastle rentrèrent dans York au milieu de la nuit, sans se parler, sans se voir; et à peine de retour, ils s'adressèrent réciproquement un message: « J'ai résolu, manda le prince au comte, de partir ce « matin avec ma cavalerie et tout ce qui me reste d'in« fanterie. — Je pars à l'instant même, lui fit dire New« castle, et vais passer la mer pour me retirer sur le « continent. » L'un et l'autre tint parole; Newcastle s'embarqua à Scarborough; Robert se mit en marche vers Chester avec les débris de son armée, et York capitula au bout de quinze jours [2].

Le parti indépendant tressaillit de joie et d'espérance: c'était à ses chefs, à ses soldats qu'était dû un si brillant succès; l'habileté de Cromwell avait décidé la victoire; pour la première fois des escadrons parlementaires avaient enfoncé des escadrons royalistes, et c'étaient les saints de l'armée, les cavaliers de Cromwell. Avec leur général, ils avaient reçu sur le champ de bataille le surnom de *Côtes-de-Fer*. L'étendard du prince Robert lui-même, publiquement exposé à Westminster, attestait leur triomphe [3], et ils auraient pu envoyer au parlement plus

[1] Rushworth, part. 3, t. II, p. 631-640. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 153-166. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 139-142, dans ma *Collection*. — *Mémoires* de Hollis, p. 20-24, *ibid.* — *Mémoires* de Fairfax, p. 391-395, *ibid.* — *Mémoires* de mistriss Hutchinson, t. I, p. 437, *ibid.* — Whitelocke, p. 89. — Carte's, *Letters*, t. I, p. 56 et suiv. — Baillie, *Letters*, t. II, p. 36, 40.

[2] Le 16 juillet 1644. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 156.

[3] Au milieu de cet étendard on voyait un lion couchant; derrière lui un mâtin qui semblait le mordre, et de la gueule duquel sortait

de cent drapeaux ennemis si, dans leur enthousiasme, ils ne les avaient mis en pièces pour en orner leurs bonnets et leurs bras [1]. Essex avait vaincu deux fois, mais comme par contrainte, pour sauver le parlement près de périr, et sans autre effet: les saints cherchaient le combat, et n'avaient pas peur de la victoire. Les Écossais, qui s'étaient montrés si faibles dans ce grand jour, prétendraient-ils désormais les soumettre à leur tyrannie presbytérienne? Parlerait-on encore de la paix comme d'une nécessité? La victoire et la liberté seules étaient nécessaires; il fallait les conquérir à tout prix, et pousser jusqu'au bout cette bienheureuse réforme tant de fois compromise par des hommes intéressés ou timides, tant de fois sauvée par le bras du Seigneur. Partout retentissait ce langage; partout les indépendants, libertins ou fanatiques, bourgeois, prédicateurs ou soldats, faisaient éclater leurs passions et leurs vœux; et partout se mêlait le nom de Cromwell, plus emporté que nul autre dans ses discours, en même temps qu'il passait déjà pour le plus habile à tramer de profonds desseins. « Milord, dit-il « un jour à Manchester, auquel le parti se fiait encore, « mettez-vous décidément avec nous; ne dites plus qu'il « faut se tenir en mesure pour la paix, ménager la cham- « bre des lords, craindre les refus du parlement: qu'a- « vons-nous affaire de la paix et de la noblesse? Rien « n'ira bien tant que vous ne vous appellerez pas tout « simplement M. Montague: si vous vous attachez aux « honnêtes gens, vous serez bientôt à la tête d'une ar- « mée qui fera la loi au roi et au parlement [2]. »

une banderole où on lisait le nom de *Kimbolton*; à ses pieds, de petits chiens devant la gueule desquels était écrit: *Pym, Pym, Pym*: et de la gueule du lion sortaient ces mots: *Quousque tandem abuteris patientia nostra?* (Rushworth. part. 3, t. II, o. 635).

[1] *Ibid.*

[2] *Mémoires* de Hollis, p. 25, dans ma *Collection*. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 253.

Malgré l'audace de ses espérances, Cromwell lui même ne savait pas combien la victoire de son parti était prochaine, ni quel triste sort était près d'atteindre l'adversaire qu'il redoutait le plus.

Essex s'était engagé de plus en plus dans l'ouest, ignorant quels périls s'amassaient derrière lui, et attiré par de faciles succès. En trois semaines il avait fait lever le siége de Lyme, occupé Weymouth, Barnstaple, Tiverton, Taunton, et dissipé presque sans combat les corps royalistes qui tentaient de l'arrêter. Comme il approchait d'Exeter, la reine lui fit demander un sauf-conduit pour aller à Bath se remettre de ses couches. « Si votre Majesté, « lui répondit-il, veut se rendre à Londres, non seulement je lui donnerai un sauf-conduit, mais je l'y accompagnerai moi-même; c'est là qu'elle recevra les « meilleurs avis et les soins les plus efficaces pour le « rétablissement de sa santé: pour tout autre lieu, je ne « puis accéder à ses désirs sans en référer au parlement[1]. » Saisie d'effroi, la reine s'enfuit à Falmouth, où elle s'embarqua pour la France[2], et Essex continua sa marche. Il était encore en vue d'Exeter lorsqu'il apprit que le roi, vainqueur de Waller, s'avançait rapidement contre lui, rassemblant sur sa route toutes les forces dont il pouvait disposer. Un conseil de guerre fut aussitôt convoqué; on se demanda s'il fallait poursuivre et s'enfoncer dans le pays de Cornouailles, ou rebrousser chemin, se porter au-devant du roi et lui offrir le combat. Essex penchait pour ce dernier avis; mais plusieurs officiers, lord Robarts entre autres, ami de sir Henri Vane, possédaient dans le pays de Cornouailles de grands biens dont les revenus leur manquaient depuis longtemps: ils avaient compté sur cette expédition pour se

[1] Rushworth, part. 3, t. II, p. 684. — Whitelocke, p. 88.

[2] Le 14 juillet 1644.

faire payer de leurs fermiers : ils repoussèrent toute idée de retraite, soutenant que le peuple de Cornouailles, opprimé par les royalistes, se soulèverait à l'approche de l'armée, et qu'Essex aurait ainsi l'honneur d'enlever au roi ce comté, jusque-là son plus ferme appui [1]. Essex se laissa persuader, et s'engagea dans les défilés de Cornouailles en faisant demander à Londres des renforts. Le peuple ne se leva point en sa faveur, les vivres étaient rares, déjà le roi le serrait de près. Il écrivit de nouveau à Londres que sa situation devenait périlleuse, qu'il fallait absolument que Waller ou quelque autre, par une diversion sur les derrières de l'armée du roi, mît la sienne en état de se dégager. Le comité des deux royaumes fit grand bruit de son malheur, et parut animé d'une extrême ardeur à le secourir : on prescrivit des prières publiques [2] ; on donna des ordres à Waller, à Middleton, à Manchester même, revenu du nord avec une portion de son armée ; à leur tour ils étalèrent le plus vif empressement : « Que l'on m'envoie de l'argent et des « hommes, écrivait Waller. Dieu m'est témoin que ce « n'est pas ma faute si je ne vais pas plus vite ; que la « honte et le sang retombent sur la tête de ceux qui me « retardent ! Si l'argent ne m'arrive pas, j'irai sans ar-« gent. » Et il ne marcha point. Middleton tint le même langage, se mit en mouvement, et s'arrêta au premier obstacle. Aucun corps ne se détacha de l'armée de Manchester [3]. Rassurés par la victoire de Marston-Moor, les meneurs indépendants, Vane, Saint-John, Ireton, Cromwell, étaient charmés d'acheter par un grand échec la ruine de leur ennemi.

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 168. — Rushworth, part. 3, t. II, p. 690.

[2] Le 13 août 1644. — Rushworth, part. 3, t. II, p. 697.

[3] Whitelocke, *Memorials*, etc., p. 97 et suiv. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 143, dans ma *Collection*.

Ils ne se doutaient pas qu'à ce moment même, et dans sa détresse, Essex tenait peut-être leur sort dans ses mains: le 6 août, à son quartier général de Lestithiel, une lettre du roi lui fut remise, pleine d'estime, de promesses, et qui le pressait de rendre la paix à son pays. Lord Beauchamp, neveu du comte, était porteur du message; plusieurs colonels de son armée y semblaient favorables [1]. « Je ne répondrai point, dit Essex; je n'ai « qu'un conseil à donner au roi, c'est de retourner au« près de son parlement. » Charles n'insista point; peut-être même, malgré le désastre de Marston-Moor, souhaitait-il assez peu l'intervention d'un tel médiateur. Mais la paix avait, auprès de lui, des partisans plus obstinés, l'esprit d'indépendance et d'examen gagnait les royalistes; le nom du roi n'exerçait plus sur eux son ancien empire, et dans leurs réunions beaucoup d'officiers débattaient librement les affaires publiques et ses volontés. Persuadés, que, si Essex avait repoussé toute ouverture, c'est que les promesses du roi lui semblaient sans garantie, ils résolurent de lui offrir la leur, et de l'inviter à s'aboucher avec eux. Les lords Wilmot et Piercy, commandants de la cavalerie et de l'artillerie, étaient à la tête de ce dessein: l'un audacieux, spirituel, buveur infatigable, et cher à l'armée par la joyeuse affabilité de son humeur; l'autre froid et hautain, mais hardi dans ses propos, et tenant une bonne table qu'il faisait partager à beaucoup d'officiers. Informé de leurs démarches et du projet de lettre qui circulait en leur nom, Charles en ressentit une vive colère; cependant l'intention plaisait, même à des hommes qui blâmaient le moyen. Le roi, n'osant l'interdire, prit le parti de l'approuver: la lettre devint un acte officiel avoué de lui,

[1] Entre autres les colonels Weare et Butler. (Rushworth, part. 3, t. II, p. 710).

et signé du prince Maurice et du comte de Brentford, général en chef de l'armée, comme de ses premiers auteurs; un trompette la porta au champ ennemi [1]. « Milords, répondit Essex, vous avez eu soin d'exprimer « dès les premières lignes de votre lettre, en vertu de « quelle autorisation elle m'était adressée; je n'ai reçu, « du parlement que je sers, aucune autorisation pour « traiter, et ne pourrais m'y prêter sans trahir mon ser- « ment. Je suis, milords, votre très humble serviteur. « Essex. » Un refus si sec piqua vivement les royalistes: toute tentative de négociation fut abandonnée. Wilmot et Piercy perdirent leur commandement, et les hostilités reprirent leur cours [2].

Essex se vit bientôt dans une situation désespérée: il combattait chaque jour, et pour tomber chaque jour dans un plus grand péril; ses soldats se lassaient, des complots fermentaient dans leurs rangs [3]; le roi resserrait de plus en plus ses lignes, élevait partout des redoutes. Déjà l'espace manquait aux cavaliers du comte pour recueillir des fourrages; à peine lui restait-il quelques libres communications avec la mer, seule voie par où il pût se procurer des vivres; dans les derniers jours d'août enfin, il était cerné de si près que, des hauteurs, environnantes, les royalistes pouvaient voir tout ce qui se passait dans son camp. Dans cette extrémité, il donna ordre à la cavalerie, commandée par sir William Balfour, de se faire jour, comme elle pourrait, à travers les postes ennemis, et se mit en marche avec l'infanterie pour tâcher d'atteindre le port de Foy. A la faveur de la nuit et d'un brouillard, la cavalerie réussit à passer

[1] Le 9 août 1644.

[2] Rushworth, part. 3, t. II, p. 691-697. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 170-181.

[3] Rushworth, part. 3, t. II, p. 698.

entre deux corps royalistes; mais l'infanterie, engagée dans des chemins étroits et fangeux, poursuivie par toute l'armée du roi, contrainte d'abandonner à chaque pas des canons et des bagages, perdit enfin tout espoir de salut. On parla hautement de capituler. Abattu, troublé, préoccupé du seul désir de se soustraire à tant d'humiliation, Essex, sans consulter personne, suivi seulement de deux officiers [1], partit tout à coup, gagna la côte, et se jeta dans un bateau qui fit voile pour Plymouth, laissant son armée sous les ordres de Skippon, major général [2].

Dès que son départ fut connu, Skippon convoqua un conseil de guerre: « Messieurs, dit-il, vous voyez que « notre général et quelques uns de nos principaux chefs « ont jugé à propos de nous abandonner; notre cava« lerie est partie; nous restons seuls chargés de nous « défendre. Voici ce que je vous propose: nous avons « le même courage que nos cavaliers, le même Dieu pour « nous aider; tentons de même notre fortune; essayons « de nous faire jour comme eux à travers nos ennemis: « il vaut mieux mourir avec honneur que de se sauver « lâchement. » Mais l'héroïsme de Skippon ne gagna point le conseil; beaucoup d'officiers de cette armée, braves et fidèles, mais presbytériens ou modérés comme Essex, étaient, comme lui, tristes et découragés. Le roi leur fit proposer une capitulation inespérée: il n'exigeait que la remise de l'artillerie, des munitions et des armes; tous les hommes, officiers et soldats, demeureraient libres et seraient même conduits en sûreté jusqu'aux quartiers du parlement. Ces conditions furent acceptées [3];

[1] Sir John Merrick, qui commandait l'artillerie, et lord Robarts lui-même, qui avait décidé Essex à entrer dans le pays de Cornouailles.

[2] Rushworth, part. 3, t. II, p. 699-703. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 182-190. — Whitelocke, p. 98.

[3] Le 1er septembre 1644.

et, sous l'escorte de cavaliers royaux, les bataillons parlementaires traversèrent sans général, sans armes, ces comtés que naguère ils avaient parcourus en vainqueurs [1].

Cependant Essex débarquait à Plymouth, et rendait compte au parlement de son désastre: « C'est, écrivait-il, « le plus rude coup qu'ait jamais reçu notre parti; je « ne désire rien tant que d'être mis en jugement: de « tels échecs ne doivent point demeurer étouffés [2]. » Huit jours après, il reçut de Londres cette réponse:

« Milord, le comité des deux royaumes ayant com- « muniqué aux chambres du parlement les lettres de « votre seigneurie, en date de Plymouth, elles nous ont « ordonné de vous faire connaître que, pénétrées de la « gravité de ce malheur, mais se soumettant à la volonté « de Dieu, leurs bons sentiments pour votre seigneurie « et leur confiance dans votre fidélité et vos mérites n'en « sont nullement ébranlés. Elles ont résolu de déployer « leurs plus énergiques efforts pour réparer cette perte, « et remettre sous votre commandement [3] une armée « qui, avec la bénédiction de Dieu, puisse rétablir nos « affaires en meilleur état. Le comte de Manchester « et sir William Waller ont reçu l'ordre de marcher « avec toutes leurs troupes vers Dorchester. Les cham- « bres ont pareillement ordonné que six mille mous- « quets, six mille uniformes, cinq cents paires de pisto-

[1] Rushworth, part. 3, t. II, p. 704-709. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 190-192.

[2] Lettre d'Essex à sir Philippe Stapleton, dans Rushworth, part. 3, t. II, p. 703.

[3] Dans Rushworth (part. 3, t. II, p. 708), on lit: *Under their command* (sous *leur* commandement); mais dans l'*Histoire parlementaire* (t. III, col. 289), le texte porte: *Under your command*, et j'ai adopté cette dernière leçon, de beaucoup la plus probable. La lettre est du 7 septembre 1644.

« lets, etc., fussent expédiés à votre seigneurie, à Ports-
« mouth, pour servir à l'équipement et relever le cou-
« rage de vos soldats. Elles ont la confiance que le sé-
« jour de votre seigneurie dans ce comté, pour réorga-
« niser et mettre en mouvement les divers corps, aura
« les plus salutaires effets. »

La surprise du comte fut grande : il s'attendait à des poursuites, au moins à d'amers reproches ; mais sa fidélité, si récemment éprouvée, l'étendue même du désastre, la nécessité d'en imposer à l'ennemi, ralliaient à ses partisans les hommes incertains, et ses adversaires s'étaient interdit le combat. Essex, embarrassé de son malheur et de sa faute, ne leur semblait plus redoutable ; ils le connaissaient et prévoyaient que bientôt, pour épargner à sa dignité des chocs si rudes, lui-même se mettrait à l'écart. Jusque-là, en le traitant avec honneur, on faisait preuve d'énergie ; on évitait, sur les causes cachées de l'événement, une enquête peut-être fâcheuse ; on engageait enfin dans un nouvel effort pour la guerre les fauteurs mêmes de la paix. Aussi habiles que passionnés, les meneurs indépendants se turent, et le parlement sembla unanime à soutenir dignement ce grand revers.

Son activité et la fermeté de son attitude ralentirent d'abord les mouvements du roi ; il adressa aux chambres un message pacifique, qui se contenta, pendant trois semaines, de se présenter devant quelques places, Plymouth, Lyme, Portsmouth, qui ne se rendirent point. Mais, vers la fin de septembre, il apprit que Montrose, qui depuis longtemps lui promettait en Écosse la guerre civile, avait enfin réussi à la faire éclater, et marchait déjà de succès en succès. Après la bataille de Marston-Moor, déguisé en domestique et suivi seulement de deux compagnons, Montrose avait passé à pied la frontière d'Écosse, et s'était rendu à Strathern, chez Patrick Gra-

ham d'Inchbrackie, son cousin, à l'entrée des hautes terres, pour y attendre le débarquement des auxiliaires irlandais qu'Antrim lui devait envoyer. De jour il se cachait; de nuit il errait dans les montagnes environnantes, allant recueillir lui-même, de rendez-vous en rendez-vous, les rapports de ses affidés. Bientôt la nouvelle lui parvint que les bandes irlandaises avaient en effet débarqué [1], et s'avançaient dans le pays, pillant, ravageant, mais ne sachant où se diriger, et cherchant à leur tour le général qu'on leur avait promis. Elles approchaient du comté d'Athol. Montrose parut tout à coup dans leur camp, avec un seul homme, en costume de montagnard : elles le reconnurent aussitôt pour chef. Au bruit de sa venue, plusieurs clans accoururent; sans perdre un moment, il les mena au combat, exigeant tout de leur courage, permettant tout à leur avidité; et quinze jours après, il avait gagné deux batailles [2], occupé Perth, pris Aberdeen d'assaut, soulevé la plupart des clans du nord et semé l'effroi jusqu'aux portes d'Édimbourg.

A ces nouvelles, Charles se flatta que le désastre de Marston-Moor était réparé, que le parlement retrouverait bientôt dans le nord un puissant adversaire, et que lui-même pouvait sans crainte suivre dans le midi le cours de ses succès. Il résolut de marcher sur Londres; et pour donner à son expédition une apparence populaire et décisive, au moment de son départ, une proclamation partout répandue invita tous ses sujets du midi et de l'est à se lever en armes, à se choisir eux-mêmes des officiers, et à le rejoindre sur la route pour aller avec lui sommer les chambres d'accepter enfin la paix [3].

[1] Le 8 juillet 1644.

[2] A Tippermuir, le 1er septembre, et au Pont de Dee, le 12 du même mois.

[3] La proclamation est datée de Chard, le 30 septembre 1644. (Rushworth, part. 3, t. II, p. 715).

Mais les chambres avaient pris leurs mesures: déjà les troupes de Manchester, de Waller et d'Essex réunies, couvraient Londres du côté de l'ouest; jamais le parlement n'avait eu sur un seul point une si grande armée; et au premier bruit de l'approche du roi, cinq régiments de la milice de Londres vinrent s'y joindre sous les ordres de sir James Harrington. En même temps des taxes nouvelles s'établissaient; les communes décrétaient que la vaisselle du roi, jusque-là déposée à la Tour, serait fondue pour le service public. Enfin, lorsqu'on sut les armées en présence, les boutiques se fermèrent, le peuple se précipita dans les églises, et un jeûne solennel fut ordonné pour invoquer sur la bataille prochaine les bénédictions du Seigneur [1].

Dans le camp comme dans la cité, on l'attendait de jour en jour: Essex seul, triste, malade, restait immobile à Londres, quoique toujours revêtu du commandement. Informées qu'il ne partait point, les chambres chargèrent un comité de se rendre auprès de lui, et de lui renouveler l'assurance de leur confiante affection. Essex remercia les commissaires, mais ne rejoignit point son armée [2]. La bataille se livra sans lui, le 27 octobre, à Newbury, presque dans les mêmes positions, où, l'année précédente, en revenant de Glocester, il avait si glorieusement vaincu. En son absence lord Manchester commandait. L'action fut longue et acharnée; les soldats d'Essex surtout firent des prodiges; à la vue des canons qu'ils avaient perdus naguère dans le comté de Cornouailles, ils se précipitèrent sur les batteries royales, ressaisirent leurs pièces, et les ramenèrent en les embrassant avec transport. Quelques régiments de Man-

[1] Rushworth, part. 3, t. II, p. 719-720. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 294, 295, 308.

[2] Whitelocke, p. 103. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 295.

chester essuyèrent en revanche un échec assez rude. Un moment les deux partis s'attribuèrent la victoire; mais dès le lendemain, le roi, renonçant à ses projets sur Londres, commença son mouvement de retraite, pour aller prendre à Oxford ses quartiers d'hiver [1].

Cependant le parlement fit peu de bruit de son triomphe; aucun service d'actions de grâces ne fut célébré; et le lendemain même du jour où parvint à Londres la nouvelle de la bataille, le jeûne mensuel des chambres eut lieu selon l'usage [2], comme s'il n'y avait eu aucun sujet de se réjouir. Le public s'étonnait de tant de froideur. Bientôt des propos fâcheux circulèrent; la victoire, dit-on, aurait pu être bien plus décisive; mais la discorde régnait entre les généraux: ils avaient souffert que le roi se retirât sans obstacle presque sous les yeux de l'armée immobile, par un clair de lune magnifique, quand il eût suffi du moindre mouvement pour l'empêcher. Ce fut bien pis lorsqu'on apprit que le roi venait de reparaître aux environs de Newbury, qu'il avait retiré librement son artillerie du château de Donnington [3], et même offert de nouveau la bataille sans que l'armée sortît de son immobilité. La clameur devint générale; la chambre des communes ordonna une enquête. Cromwell n'attendait que cette occasion d'éclater: « C'est au comte « de Manchester, dit-il, que tout doit être imputé; de« puis la victoire de Marston-Moor, il a peur de vain« cre, peur d'un grand et dernier succès: tout à l'heure, « quand le roi a reparu près de Newbury, rien n'était

[1] Whitelocke, p. 103, 104. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 226-232. *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 143-150. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 296. — Rushworth, part. 3, t. II, p. 721-730.

[2] Le 30 octobre 1644.

[3] Le 9 novembre 1644. Rushworth, part 3, t. II, p. 723-732. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 234-236

« plus aisé que de détruire entièrement son armée. Je « suis allé trouver le général; je lui ai montré comment « cela se pouvait; j'ai sollicité la permission d'attaquer « avec ma seule brigade; d'autres officiers ont insisté « avec moi; il s'y est obstinément refusé; il a même « ajouté, que, parvinssions-nous à anéantir son armée, « le roi, serait toujours roi, et en retrouverait bientôt « une autre, tandis que nous, une fois battus, nous ne se« rions plus que des rebelles et des traîtres infailliblement « condamnés en vertu de la loi. » Ces derniers mots émurent vivement la chambre, car elle ne pouvait souffrir qu'on parût douter de la légalité de sa résistance. Le lendemain, dans la chambre haute, Manchester repoussa l'attaque, expliqua sa conduite, ses paroles, et à son tour accusa Cromwell d'indiscipline, de mensonge, de trahison même ou de perfidie; car le jour de la bataille, dit-il, ni lui ni son régiment n'avaient paru au poste qui leur était assigné. Cromwell ne répondit point, et renouvela plus violemment ses accusations [1].

L'émotion fut grande parmi les presbytériens; depuis longtemps déjà Cromwell excitait toutes leurs alarmes. On l'avait vu d'abord, souple et flatteur auprès de Manchester, l'exalter en toute occasion aux dépens d'Essex, et acquérir peu à peu sur son armée bien plus d'empire que lui-même. Il en avait fait le refuge des indépendants, des sectaires de toute sorte, ennemis du covenant comme du roi; sous sa protection, une licence fanatique y régnait; chacun parlait, priait, prêchait même à son gré, et sans mission. En vain, pour balancer l'influence de Cromwell, on avait nommé major général le colonnel Skeldon Crawford, Écossais et presbytérien ri-

[1] Rushworth, part. 3, t. II, p. 732-736. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 297. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 150-152 — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 251-254. — *Mémoires* de Hollis, p. 37.

gide: Crawford n'avait su qu'accuser follement Cromwell de lâcheté, et Cromwell, sans cesse appliqué à épier les fautes de son adversaire, à le décrier parmi les soldats, à le dénoncer au parlement et au peuple, l'avait mis bientôt hors d'état de lui nuire [1]. Enhardi par ce succès et par les progrès visibles de son parti, il s'était ouvertement déclaré le patron de la liberté de conscience, et avait même obtenu des chambres [2], avec l'aide des libertins et des philosophes, la formation d'un comité chargé de rechercher comment on pourrait contenter les dissidents ou les laisser en paix. Maintenant il attaquait Manchester lui-même, ne parlait des Écossais qu'avec insulte, se faisait fort de triompher sans eux, de les chasser même d'Angleterre, s'ils prétendaient l'opprimer à leur tour, poussait enfin l'audace jusqu'à mettre en question le trône, les lords, tout l'ordre ancien et légal du pays [3]. Irrités et inquiets, les chefs des presbytériens et des politiques modérés, les commissaires écossais, Hollis, Stapleton, Merrick, Glynn, etc., se réunirent à l'hôtel d'Essex pour aviser aux moyens de déjouer un si dangereux ennemi. Après une longue conférence, ils résolurent de consulter Whitelocke et Maynard, tous deux savants jurisconsultes, accrédités dans la chambre, et qu'ils avaient lieu de croire favorables à leur cause. On alla les chercher de la part du lord général, presque au milieu de la nuit, sans leur dire de quoi il s'agissait. Ils arrivèrent un peu agités du sujet, et de l'heure, et de la forme de la convocation. Après

[1] Baillie, *Letters*, t. II, p. 40, 41, 42, 49, 57, 60, 66, 69. — *Mémoires* de Hollis, p. 20-22.

[2] Le 13 septembre 1644. Baillie, *Letters*, t. II, p. 57, 61. — *Journals of the house of Commons*, 13 septembre.

[3] Whitelocke, p. 111. — *Journals of the house of Lords*, 28 novembre 1644. — Clarendon, *Hist. of the rebell*, t. VII, p. 253.

quelques compliments : « Messieurs, leur dit lord Lowden, chancelier d'Écosse, vous savez que le lieutenant « général Cromwell n'est pas de nos amis, et que depuis l'entrée de nos troupes en Angleterre, il a tout « fait pour nous décrier et nous nuire ; vous savez aussi « qu'il ne veut pas plus de bien à son Excellence le « lord général que nous avons, vous et nous, tant de « raison d'honorer ; enfin, vous n'ignorez pas qu'aux « termes de notre covenant solennel, quiconque jouera, « entre les deux royaumes, le rôle d'*incendiaire* doit « être poursuivi à l'instant : selon la loi d'Écosse, le mot « *incendiaire* désigne celui qui sème la discorde et cher- « che à exciter de troubles funestes. Nous désirons sa- « voir de vous s'il a le même sens dans la loi anglaise, « si le lieutenant général Cromwell ne mérite pas, à votre avis, la qualification d'*incendiaire*, et comment, « s'il la mérite en effet, on doit procéder contre lui. »

Les deux jurisconsultes se regardèrent ; on attendait leur réponse. Après quelques moments de silence : « Puisque personne ne prend la parole, dit Whitelocke, « pour prouver ma soumission à son Excellence, j'essaierai de dire humblement et librement mon avis sur « les questions que milord chancelier nous a si claire- « ment posées. Le mot *incendiaire* a chez nous le même « sens que dans la loi d'Écosse ; mais si le lieutenant « général Cromwell mérite ce nom, c'est ce qu'on ne « peut savoir que par la preuve qu'il a réellement fait « ou dit des choses tendant à susciter la discorde en- « tre les deux royaumes, ou des troubles parmi nous. « A coup sûr, ni vous milord général, ni vous milords « les commissaires d'Écosse, élevés comme vous l'êtes « en dignité et en pouvoir, vous ne vous embarquerez « dans une affaire, encore moins dans une accusation, « sans être certains du succès. Or le lieutenant général

« Cromwell est un homme d'un esprit hardi, adroit, fé-« cond en ressources: il a, dans ces derniers temps sur-« tout, acquis dans la chambre des communes beaucoup « d'influence; il ne manquera, dans la chambre des « lords, ni d'amis, ni d'habileté pour le soutenir. Je n'ai « entendu dire à son Excellence, ni à milord chancelier, « ni à aucune autre personne, et je ne sais par moi-« même aucun fait qui puisse prouver à la chambre « que le lieutenant général est vraiment un incendiaire. « Je doute donc beaucoup qu'il soit sage de l'accuser à « ce titre; il faudrait d'abord, ce me semble, recueillir « sur son compte tous les renseignements qu'on pour-« rait se procurer: alors, si elles le jugent à propos, vos « seigneuries nous appelleront de nouveau, nous leur « donnerons notre avis, et elles se décideront comme « il conviendra. »

Maynard parla comme Whitelocke, ajoutant même que le mot *incendiaire* était de peu d'usage dans la loi anglaise, et donnerait lieu à beaucoup d'incertitude. Hollis, Stapleton, Merrick soutinrent vivement leur projet, disant que Cromwell n'avait pas dans la chambre tant d'influence, qu'ils se chargeraient volontiers de l'y accuser, et rapportant des faits, des paroles qui, disaient-ils, prouvaient clairement ses desseins. Mais les commissaires écossais refusèrent de s'engager dans cette lutte. Vers deux heures du matin, Maynard et Whitelocke se retirèrent, et la conférence n'eut d'autre résultat que d'exciter Cromwell à précipiter ses coups, car « quelque « faux frère, » dit Whitelocke, probablement Whitelocke lui-même, l'informa de ce qui s'était passé [1].

Essex et ses amis cherchèrent à leur mal un autre remède: toutes leurs pensées se tournèrent vers la paix. Jamais les chambres n'avaient absolument cessé

[1] Whitelocke, p. 111. — Wood, *Athenæ Oxonienses*, t. II, col. 546.

de s'en occuper; tantôt quelque motion formelle amenait des délibérations ou bien peu de voix, la seule voix même de l'orateur, décidaient du sort du pays [1]; tantôt les ambassadeurs de France et de Hollande, sans cesse en voyage de Londres à Oxford et d'Oxford à Londres, offraient leur médiation, rarement sincère, et toujours éludée, mais avec embarras [2]. Tant de gens désiraient la paix que personne n'eût osé s'y montrer ouvertement contraire; et depuis plus de six mois, un comité de membres des deux chambres et de commissaires écossais travaillait à rédiger des propositions. Tout à coup le parti presbytérien pressa vivement ce travail; en peu de jours les propositions furent présentées aux chambres, débattues, adoptées [3]; et le 20 novembre, neuf commissaires partirent pour les porter au roi. Ils le croyaient à Wallingford, et se présentèrent devant la place: après deux heures d'attente et de chicanes sur leur mission, leur sauf-conduit et leur suite, le gouverneur, le colonel Blake, les reçut enfin pour leur dire que le roi était parti, et qu'ils le trouveraient probablement à Oxford. Ils voulaient coucher à Wallingford; mais la conversation entre Blake et lord Denbig, président du comité, dévint bientôt si vive, les

[1] Le 29 mars 1644, sur la proposition de former un comité pour examiner les offres de médiation de l'ambassadeur de Hollande, la chambre des communes se divisa à soixante-quatre voix contre soixante-quatre; l'orateur se prononça pour la négative. (*Parl. Hist.*, t. III, col. 253).

[2] Les ambassadeurs de Hollande offrirent la médiation des états généraux les 20 mars, 12 juillet et 7 novembre 1644; le comte d'Harcourt, ambassadeur de France, arrivé à Londres en juillet 1644, eut une audience du parlement le 14 août, et quitta l'Angleterre en février 1645. (*Parl. Hist.*, t. III, col. 252, 253, 278, 285, 293, 298, 314. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 317-323.)

[3] Le 8 novembre 1644. *Parl. Hist.*, t. III, col. 299.

propos de Blake étaient si rudes, et l'attitude de sa garnison si menaçante, qu'ils jugèrent prudent de se retirer sans délai. Le lendemain, arrivés près d'Oxford, ils s'arrêtèrent sur une petite colline, à cinq cents pas de la ville, et se firent annoncer au gouverneur par un trompette. Quelques heures se passèrent: aucune réponse ne leur parvenait. Le roi, se promenant dans son jardin, aperçut sur la colline le groupe que formaient les commissaires et leur suite, demanda qui étaient ces gens-là, et sur l'explication qui lui fut donnée, il envoya sur-le-champ M. Killigrew avec ordre de les introduire dans la place, de pourvoir à leur logement, et de leur exprimer son regret qu'on les eût fait attendre si longtemps. Comme ils passaient dans les rues d'Oxford, sous l'escorte de quelques cavaliers, la multitude s'attroupait, les accablait d'injures, leur jetait même des pierres et de la boue. Parvenus à une mauvaise auberge, à peine y étaient-ils établis qu'un violent tumulte s'éleva près de leur appartement. Hollis et Whitelocke sortirent aussitôt; quelques officiers royalistes étaient entrés dans la grande salle et se querellaient avec les gens des commissaires, les traitant, eux et leurs maîtres, de *misérables, traîtres, rebelles*, et ne voulant pas souffrir qu'ils approchassent de la cheminée. Hollis saisit un des officiers au collet, et le secouant rudement, le poussa hors de la salle, en lui faisant honte de sa conduite. Whitelocke en fit autant; les portes de l'auberge furent fermées; le gouverneur y plaça une garde. Dans la soirée, plusieurs membres du conseil, Hyde entre autres, vinrent voir les commissaires, s'excusèrent de ces désordres, leur témoignèrent un extrême désir de concourir avec eux à la paix, et le roi leur fit dire qu'il les recevrait le lendemain [1].

[1] Le 2 novembre 1644. — Whitelocke, p. 107, *Parl. Hist.*, t. III, col. 310.

L'audience fut courte. Lord Denbigh lut à haute voix, en présence du conseil et de la cour, les propositions du parlement, elles étaient telles que le roi ne pouvait se croire réduit à les accepter; on lui demandait de livrer son pouvoir à la méfiance des chambres, et son parti à leur vengeance: plus d'une fois un murmure de colère s'éleva parmi les assistants. Au moment surtout où lord Denbigh nomma les princes Robert et Maurice, qui se trouvaient là, comme exclus de toute amnistie, un rire bruyant fut près d'éclater: mais le roi, se retournant d'un air sévère, imposa silence à tout le monde, et continua d'écouter avec patience et gravité. La lecture finie: « Avez-vous pouvoir de traiter? dit-il à « lord Denbigh. — Non, sire, notre mission, se borne « à présenter à votre Majesté les propositions, et à solliciter sa réponse par écrit. — Eh bien, je vous la « remettrai dès que je pourrai. » Et les commissaires retournèrent chez eux [1].

Le soir même, et de l'aveu de leurs collègues, Hollis et Whitelocke firent une visite à lord Lindsey, gentilhomme de la chambre, autrefois leur ami, et que ses blessures avaient empêché d'aller les voir. A peine étaient-ils chez lui depuis un quart d'heure que le roi y entra; et s'avançant vers eux avec bienveillance: « Je suis fâché, messieurs, leur dit-il, que vous ne m'ayez pas ap-« porté des propositions plus raisonnables. — Sire, dit « Hollis, ce sont celles que le parlement a cru devoir « adopter, et j'espère qu'on en pourra tirer de bons ré-« sultats. — Le roi. Je sais bien, vous ne pouviez appor-« ter que ce qu'on voulait envoyer; mais j'avoue que quel-« ques unes de ces propositions m'étonnent grandement : « à coup sûr, vous-mêmes ne pouvez croire qu'il soit de « la raison ni de mon honneur de les accorder. Hollis.

[1] *Parl. Hist.*, t. III, col. 510.

« Il est vrai, sire; j'aurais désiré qu'elles ne fussent pas « toutes ce qu'elles sont; mais votre Majesté sait que « ces choses-là se décident à la majorité. — Le roi. Je « le sais, et suis bien sûr que vous et vos amis (je ne veux « pas dire votre parti) avez fait tous vos efforts dans la « chambre pour qu'il en fût autrement, car je sais que « vous souhaitez la paix. Whitelocke. J'ai eu l'honneur « de me rendre plusieurs fois dans ce dessein auprès de « votre Majesté, et je m'afflige de n'avoir pas encore « réussi. — Le roi. Je voudrais, monsieur Whitelocke, « que les autres fussent de votre avis, et de l'avis de « M. Hollis, et je crois qu'alors nous verrions bientôt « une heureuse fin de nos différends; car moi aussi je « veux la paix; et pour preuve, comme aussi pour vous « témoigner la confiance que je vous porte à vous deux « qui êtes ici avec moi, donnez-moi vos conseils, je vous « prie, sur la réponse qu'il me convient de faire à ces « propositions, pour qu'elles mènent à la paix. — Hollis. Votre Majesté nous excusera si, dans notre situa- « tion actuelle, nous ne croyons pas pouvoir lui don- « ner de conseil. — Whitelocke. C'est par accident que « nous avons l'honneur d'être ici en présence de votre « Majesté; et les fonctions dont nous sommes revêtus ne « nous permettent pas de la conseiller en cette occasion, « fussions-nous d'ailleurs capables de le faire. — Le roi. « Quant à votre capacité, j'en suis juge; or maintenant « je ne vous considère pas du tout comme membres du « parlement; c'est à titre d'amis et de simples particu- « liers, mes fidèles sujets, que je vous demande votre « opinion. — Hollis. Comme simples particuliers, votre « Majesté doit trouver que nous en avons usé bien libre- « ment; quant à votre réponse, sire, la meilleure serait de « revenir en personne au milieu de nous. — Le roi. Com- « ment pourrais-je retourner à Londres avec sûreté? —

« HOLLIS. J'ai la confiance qu'il n'y aurait pour votre Ma-
« jesté aucun danger. — LE ROI. C'est une question, et je
« suppose que les maîtres qui vous ont envoyés veulent
« une prompte réponse à leur message. — WHITELOCKE. La
« plus prompte et la meilleure réponse serait, à coup
« sûr, l'apparition de votre Majesté dans son parlement.
« — LE ROI. Passons là-dessus. Permettez-moi, monsieur
« Hollis et monsieur Whitelocke, de vous prier d'entrer
« dans la chambre voisine, d'y conférer un moment en-
« semble, et de mettre par écrit ce qu'à votre sens je
« dois répondre à ce message, ce qui avancera le plus
« sûrement la bonne œuvre de la paix. — HOLLIS. Nous
« obéirons à l'ordre de votre Majesté. »

Ils passèrent tous deux dans la chambre désignée; et, après quelque hésitation, Whitelocke rédigea, mais en déguisant avec soin son écriture, l'avis que le roi leur demandait; puis, laissant le papier sur la table, ils revinrent dans l'appartement. Le roi entra seul dans la pièce dont ils sortaient, prit le papier, revint à son tour, traita fort gracieusement les deux commissaires, et se retira. Ils retournèrent aussitôt à leur auberge, et gardèrent avec leurs collègues un profond silence sur ce qui venait de se passer [1].

Trois jours après [2], le roi manda le comité, et remettant à lord Denbigh un papier cacheté et sans adresse: « Ceci, dit-il, est ma réponse; portez-la à ceux qui vous « ont envoyés. » Surpris de cette forme inusitée et de trouver le roi si obstiné à ne point donner aux chambres le nom de parlement, le comte demanda la permission de se retirer un moment avec ses collègues, pour délibérer sur ce qu'ils avaient à faire. « Pourquoi déli-
« bérer? dit le roi; vous n'avez point de pouvoirs pour

[1] Whitelocke, p. 128. — *Mémoires* de Hollis, p. 55 et suiv.

[2] Le 27 novembre 1644.

« traiter; vous me l'avez dit vous-mêmes en arrivant, et « je sais que depuis vous n'avez point reçu de courrier. » Lord Denbigh insista, alléguant que le comité aurait peut-être des observations à présenter à sa Majesté. « Messieurs, dit vivement le roi, je recevrai tout ce que « vous aurez à me dire de Londres, mais rien des imaginations et des chimères que vous avez pu amasser « à Oxford: avec votre permission, vous ne m'attraperez pas. — Sire, reprit le comte, nous ne sommes pas « gens à attraper personne, encore moins votre Majesté. — Je ne dis pas cela pour vous. — Que votre Majesté nous permette du moins de lui demander à qui « ce papier est adressé. — C'est ma réponse: je vous la « remets, vous devez la prendre, fût-ce une chanson de « Robin Hood. — L'affaire qui nous a amenés, sire, est « un peu plus grave qu'une chanson. — Je le sais; mais, « je vous le répète, vous m'avez dit que vous n'aviez « point de pouvoirs pour traiter; ma mémoire est aussi « bonne que la vôtre; vous n'avez été chargés que de me « remettre les propositions: un postillon en eût fait autant que vous. — J'espère que votre Majesté ne nous « prend pas pour des postillons. — Je ne dis pas cela; « mais, encore une fois, ceci est ma réponse; vous devez « la prendre; je ne suis tenu à rien de plus. » De moment en moment la conversation devenait plus aigre; Hollis et Pierpoint essayèrent en vain de faire dire au roi qu'il adressait aux deux chambres son message. Les commissaires se décidèrent enfin à le recevoir dans cette forme, et sortirent. Dans la soirée, M. Ashburnham, valet de chambre du roi, vint les trouver. « Sa Majesté s'est « aperçue, leur dit-il, que, dans un moment d'humeur, « quelques paroles dont on pourrait s'offenser lui sont « échappées: elle m'a ordonné de vous assurer que telle « n'avait point été son intention, et elle désire que vous

« en soyez bien convaincus. » Les commissaires protestèrent de leur respectueuse déférence aux paroles du roi, et reprirent la route de Londres, suivis d'un trompette chargé de recevoir la réponse du parlement au papier cacheté dont ils étaient porteurs [1].

Il ne contenait que la demande d'un sauf-conduit pour le duc de Richmond et le comte de Southampton, par qui le roi promettait d'envoyer sous peu de jours une réponse expresse et détaillée. Le sauf-conduit fut aussitôt accordé; et dès leur arrivée [2], les deux lords eurent audience [3]. Ils n'apportaient encore aucune réponse; leur mission officielle se bornait à demander que des conférences fussent ouvertes, et des négociateurs nommés de part et d'autre pour traiter de la paix. Mais, ce message remis, ils restèrent à Londres; le bruit se répandit qu'une foul de gens suspects y arrivaient; plusieurs membres des chambres avaient avec les deux lords de fréquentes entrevues. Le conseil commun, où dominaient les indépendants, manifesta de vives inquiétudes. On engagea les deux lords à partir; ils tardèrent encore, sous de frivoles prétextes. L'agitation croissait; les passions du peuple menaçaient d'éclater plus tôt que ne pouvaient réussir les intrigues du parti. Pressés par les amis mêmes de la paix, les deux lords retournèrent enfin à Oxford [4], et, trois semaines après leur départ, il fut convenu que quarante

[1] Rushworth, part. 3, t. II, p. 843. — *Parl. Hist*, t. III, col. 309-312. — Whitelocke, p. 110. Le rapport de lord Denbigh et le récit de Whitelocke, tous deux témoins oculaires, offrent en ceci des différences importantes, mais qui s'expliquent par le caractère officiel du premier de ces documents, évidemment concerté entre les commissaires pour qu'il fût tel qu'il convenait aux chambres et à la situation. (*Parl. Hist.*, t. III, col. 309. — May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 280, note 1).

[2] Le 14 décembre 1644.

[3] Le 16 décembre.

[4] Le 24 décembre.

commissaires, vingt-trois au nom des parlements des deux royaumes, et dix-sept au nom du roi, se réuniraient à Uxbridge pour débattre régulièrement les conditions d'un traité[1].

Mais, pendant que les presbytériens préparaient la paix, les indépendants s'emparaient de la guerre. Le 9 décembre, la chambre des communes s'était assemblée pour prendre en considération les souffrances du royaume, et y chercher quelque remède: nul ne demandait la parole; tous semblaient s'attendre à quelque mesure décisive dont chacun voulait éluder la responsabilité. Après un long silence, Cromwell se leva: « C'est maintenant « le jour de parler, dit-il, où il faut se taire à jamais. « Il ne s'agit de rien moins que de sauver une nation « tout ensanglantée, presque mourante du déplorable « état où l'a déjà réduite la longue durée de la guerre. « Si nous ne menons cette guerre de quelque façon plus « énergique, plus rapide, plus efficace; si nous nous « conduisons comme des soldats de fortune sans cesse « appliqués à faire filer la guerre, le royaume se lassera « de nous, et prendra en haine le nom de parlement. « Que disent nos ennemis? Bien plus, que disent beau- « coup de gens qui étaient nos amis à l'ouverture de ce « parlement? Que les membres des deux chambres ont « gagné de grands emplois et des commandements, et « qu'ils ont l'épée entre leurs mains, et que, par leur « influence dans le parlement et leur autorité dans l'ar- « mée, ils veulent se perpétuer dans leur grandeur, « et qu'ils ne permettront pas que la guerre finisse, « de peur que leur pouvoir ne finisse avec elle. Ce « que je dis ici de nous, en face de nous tous, les « autres le murmurent derrière nous et partout. Je

[1] Rushworth, part. 3, t. II, p. 844-846. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 315-320. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 267

« suis loin d'en faire aucune application à personne; je « connais le mérite des généraux, membres des chambres « à qui le commandement est confié; mais pour « décharger toute ma conscience, si l'armée n'est pas « gouvernée de quelque autre façon, si la guerre n'est « pas conduite avec plus de vigueur, le peuple ne la « supportera pas plus longtemps, et vous forcera à quel- « que paix honteuse. Que votre prudence se garde bien « d'élever, contre aucun commandant en chef et pour « quelque sujet que ce soit, aucune accusation, aucune « plainte; j'ai à me reconnaître coupable moi-même de « bien des fautes, et sais combien, à la guerre, il est dif- « ficile de les éviter. Bannissons toute idée d'enquête sur « les causes du mal, et appliquons-nous à chercher le « remède: nous avons tous, je l'espère, le cœur assez « anglais pour qu'aucun de nous n'hésite à sacrifier au « bien public son intérêt personnel, et ne s'offense de ce « que décidera le parlement. — Il est vrai, reprit aussi- « tôt un autre membre: quelle qu'en soit la cause, voilà « deux campagnes terminées, et nous ne sommes point « sauvés. On dirait que nos victoires, ce prix d'un sang « inestimable, si vaillamment remportées et, qui plus « est, si gracieusement accordées par le Seigneur, ont « été mises dans un panier percé: ce que nous gagnons « une fois, nous le perdons une autre; les succès de l'été « ne servent qu'aux entretiens de l'hiver; la partie finit « avec l'automne; il faut la recommencer au printemps, « comme si le sang répandu n'était destiné qu'à engrais- « ser le champ de la guerre, pour y faire croître une « plus ample moisson de combats. Je ne veux rien dé- « cider; mais la division de nos forces sous divers chefs « et le défaut d'harmonie entre eux ont nui grandement « au service public. — Il n'y a qu'un moyen de finir « tant de maux, » dit Zouch Tate, fanatique obscur, et

que l'importance de sa proposition ne tira point de son obscurité: « c'est que chacun de nous renonce franche-« ment à soi-même. Je propose qu'aucun membre de « l'une ou de l'autre chambre ne puisse, durant cette « guerre, posséder ni exercer aucune charge ou com-« mandement militaire ou civil, et qu'une ordonnance « soit rendue à cet effet[1]. »

La proposition n'était pas inouïe: déjà, l'année précédente[2], une idée semblable avait été exprimée, bien qu'en passant et sans effet, dans la chambre haute[3]; et naguère même[4], par égard sans doute pour la clameur publique, la chambre des communes avait ordonné une enquête sur le nombre et la valeur des emplois de tout genre occupés par des membres du parlement. Soit dessein, soit embarras, les presbytériens hésitèrent à repousser dès le premier moment la motion de Tate et elle passa presque sans objection. Mais le surlendemain, quand elle reparut sous la forme d'une ordonnance définitive, le débat fut long et violent, et il se renouvela quatre fois en huit jours[5]. Il était clair qu'il s'agissait d'enlever aux politiques modérés, aux presbytériens, aux premiers chefs de la révolution, le pouvoir exécutif, de les confiner dans les salles de Westminster, et de faire une armée étrangère au parlement. La résistance recommençait à chaque séance, chaque fois plus passionnée. Quelques hommes même, qui avaient coutume de ménager le parti indépendant, se prononcèrent contre la mesure. « Vous savez, dit entre autres Whitelocke,

[1] Rushworth, part. 4, t. I, p. 3-5. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 326 — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 238 et suiv. Son récit est évidemment inexact.

[2] Le 12 décembre 1643.

[3] *Parl. Hist.*, t. III, col. 187.

[4] Le 14 novembre 1644. *Journal of the house of Commons*

[5] Les 11, 14, 17 et 19 décembre.

« que, chez les Grecs et les Romains, les plus grands « offices, militaires ou civils, étaient confiés aux séna- « teurs: on pensait qu'unis d'intérêt avec le sénat, té- « moins de ses délibérations, ils comprendraient mieux « les affaires publiques, et seraient moins tentés de man- « quer de foi. Ainsi ont fait nos ancêtres; de tout temps « ils ont regardé les membres du parlement comme les « hommes les plus propres aux charges éminentes: sui- « vez leur exemple, je vous en conjure, et ne vous pri- « vez pas volontairement de vos plus sûrs, de vos plus « utiles serviteurs [1]. » D'autres allèrent plus loin, et dénoncèrent ouvertement l'ambition cachée de leurs rivaux. « On parle, dirent-ils, de renoncement à soi- « même; ceci sera le triomphe de l'envie et de l'intérêt « personnel [2]. » Mais le public portait à ces prédictions peu de confiance: le parti presbytérien était usé, décrié; quiconque n'en était pas le voyait tomber sans regret. Quoique les indépendants fussent fort loin d'être en majorité dans la chambre, leur proposition sortit victorieuse de toutes les épreuves qu'elle eut à subir: en vain, pour dernière tentative, les amis d'Essex demandèrent qu'il fût seul excepté de l'interdiction qu'elle prononçait; leur amendement fut rejeté[3]; et, le 21 décembre, l'ordonnance, définitivement adoptée, fut transmise à la chambre des lords.

Les presbytériens avaient là toute leur espérance: l'intérêt de la chambre à repousser la mesure était impérieux; presque tous ses membres en étaient atteints; elle y devait perdre ce qui lui restait de pouvoir. Mais c'était là aussi, dans l'opinion publique, une cause de discrédit et de faiblesse. Pour en atténuer l'effet, pour se

[1] Whitelocke, p. 114.

[2] *Ibid.*, p. 115.

[3] Le 17 décembre, par cent voix contre quatre-vingt-treize.

laver du soupçon de connivence avec la cour d'Oxford, pour décourager les complots royalistes toujours prompts à renaître, surtout pour complaire aux passions du peuple presbytérien, les chefs du parti, au moment où ils essayaient d'arrêter la révolution, lui offrirent des concessions et des victimes. Quatre procès, depuis longtemps commencés, mais qu'on avait laissés languir, furent repris et poussés sans relâche: celui de lord Macguire, comme complice de l'insurrection d'Irlande; des deux Hotham, père et fils, pour avoir voulu livrer au roi la place de Hull; de sir Alexandre Carew pour une tentative pareille dans l'île de Saint-Nicolas, dont il était gouverneur; de Laud enfin, déjà pris, quitté et repris plusieurs fois. Macguire, les Hotham et Carew étaient coupables de délits récents, légalement avérés, et qui pouvaient trouver des imitateurs. Mais Laud, en prison depuis quatre ans, vieux, malade, n'avait à répondre que de son concours à une tyrannie depuis quatre ans vaincue. Comme dans le procès de Strafford, il fut impossible de prouver contre lui la haute trahison selon la loi. Pour le condamner comme Strafford, par un bill d'*attainder*, le consentement du roi était nécessaire; mais les haines théologiques sont aussi subtiles qu'implacables. A la tête de la poursuite était ce même Prynne que jadis Laud avait fait si odieusement mutiler, avide d'humilier et d'écraser à son tour son ennemi. Après de longs débats, où l'archevêque déploya plus d'habileté et de prudence qu'on n'en devait attendre, une simple ordonnance des deux chambres, votée seulement par sept lords, et illégale même selon les traditions de la tyrannie parlementaire, prononça sa condamnation [1]. Il mourut avec un pieux

[1] Selon les journaux de la chambre haute, vingt lords siégeaient le jour où Laud fut condamné; mais probablement plusieurs sortirent avant le vote; car il résulte de documents certains que la majorité

courage, uniquement préoccupé de son mépris pour ses adversaires et de ses craintes pour l'avenir du roi. Les autres procès eurent la même issue; et, en six semaines, l'échafaud fut dressé cinq fois sur Tower-Hill [1], plus souvent qu'il n'était encore arrivé depuis l'origine de la révolution [2]. Les mesures d'ordre général étaient dirigées dans le même sens. Huit jours avant l'exécution de Laud [3], la liturgie de l'Église anglicane, jusque-là tolérée, fut définitivement abolie; et, sur la proposition de l'assemblée des théologiens, un livre intitulé: *Directions pour le culte public*, reçut à sa place la sanction du parlement [4]. Les chefs du parti n'ignoraient pas que cette innovation rencontrerait de vives résistances, et s'inquiétaient peu de son succès; mais, pour retenir le pouvoir près de leur échapper, ils avaient besoin de tout l'appui de presbytériens fanatiques, et ne leur refusaient plus rien. Les indépendants, de leur côté, mettaient tout en œuvre pour faire adopter dans la chambre haute l'ordonnance décisive; les pétitions recommençaient, quelques unes même menaçantes, et demandant que les lords et les communes siégeassent dans une seule assemblée [5]. Un jeûne solennel fut ordonné [6] pour appeler sur une déliberation si

qui le condamna était composée seulement des comtes de Kent, Pembroke, Salisbury, Bolingbroke, et des lords North, Grey de Warhe et Bruce. (Somer's, *Tracts*, t. II, p. 287.) Plus tard même, lord Bruce nia qu'il eût voté.

[1] Sir Alexandre Carew fut exécuté le 23 décembre 1644; John Hotham le fils, le 1er janvier 1645; sir John Hotham le père, le 2 janvier; Laud, le 10 janvier; et lord Macguire, le 20 février.

[2] *State-Trials*, t. IV, col. 315-626, 653-754. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 315, 329-322. — Whitelocke, p. 68, 109.

[3] Le 3 janvier 1645.

[4] Neal, *Hist. of the Purit.*, t. III, p. 127.

[5] Rushworth, part. 4, t. I, p. 5. — Lingard, *Hist. of England*, t. X, p. 282. — Whitelocke, p. 114.

[6] Pour le 18 décembre.

grave les lumières du Seigneur; les deux chambres assistèrent seules aux sermons prêchés ce jour-là dans Westminster, sans doute pour laisser aux prédicateurs une plus libre carrière; et Vane et Cromwell avaient eu soin de les choisir [1]. Enfin, après des messages et des conférences répétées, les communes se rendirent en corps à la chambre haute pour réclamer l'adoption de l'ordonnance [2]; mais la résolution des lords était prise, et le jour même de cette éclatante démarche, l'ordonnance fut rejetée.

La victoire semblait grande et le moment propice pour en profiter. Les négociations d'Uxbridge approchaient. Sur les instances des membres réfugiés qui venaient d'ouvrir obscurément à Oxford leur seconde session, Charles avait enfin consenti [3] à donner aux chambres de Westminster le nom de parlement. « Si j'avais eu « dans mon conseil, écrivait-il à la reine, seulement deux « personnes de mon avis, je n'aurais jamais cédé [4]. » Il avait en même temps désigné ses commissaires [5]; presque tous souhaitaient la paix. Parmi ceux du parlement [6],

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 238 et suiv. — Whitelocke, p. 114.

[2] Le 13 janvier 1645. *Parl. Hist.*, t. III, col. 333-337. — Rushworth, part. 4, t. I, p. 7. — Whitelocke, p. 118.

[3] Vers la fin de décembre 1644.

[4] Lettre du roi à la reine, du 2 janvier 1645. Dans les *Éclaircissements et Pièces historiques* joints aux *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 394, dans ma *Collection*.

[5] Le duc de Richmond, le marquis de Hertford, les comtes de Southampton, de Kingston et de Chichester; les lords Capel, Seymour, Hatton et Colepepper; le secrétaire d'État Nicholas, sir Édouard Hyde, sir Édouard Lane, sir Orlando Bridgeman, sir Thomas Gardiner, M. John Ashburnham, M. Geoffroi Palmer, le D. Stewart, et leur suite; en tout cent huit personnes.

[6] Les comtes de Northumberland, de Pembroke, de Salisbury et de Denbigh, lord Wenman, MM. Denzil Hollis, William Pierpoint, Olivier

Vane, Saint-John et prideaux formaient seuls d'autres desseins. Le 29 janvier, les négociateurs arrivèrent à Uxbridge, pleins de bonne volonté et d'espérance.

Ils s'accueillirent des deux parts avec empressement et courtoisie. Tous se connaissaient depuis longtemps; plusieurs, avant ces funestes dissensions, étaient liés d'amitié. Le soir même de leur arrivée, Hyde, Colepepper, Palmer, Whitelocke, Hollis, Pierpoint, se visitèrent librement, se félicitant de travailler ensemble à la paix de leur pays. On remarquait pourtant, dans les commissaires de Westminster, plus d'embarras et de réserve, car ils portaient le joug d'un maître plus rude et plus méfiant. Les négociations devaient durer vingt jours, et avoir surtout pour objet la religion, la milice et l'Irlande. Il fut convenu que chacune de ces questions serait débattue pendant trois jours, sauf à les reprendre alternativement. Tant qu'il ne s'agit que de ces arrangements préliminaires, tout fut facile; la confiance était entière et la politesse recherchée. Mais quand la discussion officielle commença enfin [1] autour de la table carrée où s'asseyaient les négociateurs, toutes les difficultés reparurent. Chacune des factions parlementaires avait son intérêt fondamental dont elle ne voulait rien céder, les presbytériens l'établissement privilégié de leur Église, les politiques le commandement de la milice, les indépendants la liberté de conscience; et le roi, obligé de céder à toutes, n'obtenait de chacune d'elles

Saint-John, Whitelocke, John Crew, Edmond Prideaux, et sir Henri Vane, pour le parlement d'Angleterre; le comte de Lowden, le marquis d'Argyle, les lords Maitland et Balmerino, sir Archibald Johnston, sir Charles Erskine, sir John Smith, MM. George Dundas, Hugh Kennedy, Robert Berkley et Alexandre Henderson pour le parlement d'Écosse, avec leur suite; en tout cent huit personnes.

[1] Le 30 janvier 1645.

que des sacrifices auxquels les autres se refusaient absolument. L'un et l'autre parti d'ailleurs se demandait toujours si, la paix faite, le pouvoir serait dans ses mains, car ni l'un ni l'autre ne voulait traiter qu'à ce prix. Ouvert d'abord sur l'affaire de la religion, le débat prit bientôt le caractère d'une controverse théologique, on argumenta au lieu de négocier; on eut plus à cœur d'avoir raison que de faire la paix. Peu à peu l'aigreur s'établit dans ces relations naguère si bienveillantes; elle se glissa même dans ces conversations familières où quelques uns des négociateurs essayaient quelquefois de lever les obstacles qui les avaient arrêtés. Parmi les commissaires d'Oxford, Hyde surtout était recherché par ceux de Westminster qui le savaient homme sage et en crédit auprès du roi. Lord Lowden, chancelier d'Écosse, et les comtes de Pembroke et de Denbigh s'entretinrent longuement avec lui, et à cœur ouvert, des dangers de l'avenir, des sinistres desseins qui fermentaient dans le parlement, de la nécessité que le roi cédât beaucoup pour tout sauver. Hyde se prêtait volontiers à ces communications; mais la susceptibilité de son amour-propre, la roideur hautaine de sa raison, son ton sec et moqueur, sa dédaigneuse probité, offensaient et rebutaient presque toujours ceux qui avaient voulu se rapprocher de lui. Le moindre incident faisait éclater tous ces embarras de la situation et l'impuissance des désirs pacifiques des négociateurs. Un jour de marché, dans l'église d'Uxbridge, en présence d'un peuple nombreux, un nommé Love, prédicateur fanatique, naguère arrivé de Londres, prêcha contre les royalistes et le traité avec la plus injurieuse violence: « Il n'en faut, dit-il, rien attendre de « bon; ces gens-là sont venus d'Oxford le cœur plein de « sang; ils ne veulent qu'amuser le peuple, en attendant « qu'ils puissent lui faire quelque grand mal; il y a

« aussi loin entre ce traité et la paix qu'entre le ciel et « l'enfer. » Les commissaires du roi demandèrent le châtiment de cet homme, mais ceux de Westminster n'osèrent rien de plus que le renvoyer d'Uxbridge [1]. De mauvais bruits couraient sur les véritables intentions du roi. Tout en cédant, disait-on, aux vœux de son conseil, il ne voulait point de la paix, promettait toujours à la reine de ne rien conclure sans son aveu, et s'appliquait bien plus à fomenter les dissensions intérieures des chambres qu'à s'entendre vraiment avec elles. On le soupçonnait même de traiter sous main avec les papistes d'Irlande pour s'en faire une armée; et les plus solennelles protestations de ses commissaires ne parvenaient pas à dissiper sur ce point les méfiances de la cité.

Cependant le terme fixé aux négociations approchait : le parlement se montrait peu enclin à les prolonger. Désolés de se voir si près de se séparer sans résultat, les amis de la paix concertèrent un dernier effort [2]. Il leur sembla que quelque concession du roi au sujet de la milice, par exemple l'offre d'en remettre pour quelques années le commandement à des chefs dont les chambres nommeraient la moitié, ne serait pas sans efficacité. Lord Southampton se rendit en toute hâte à Oxford pour l'obtenir du roi. Charles refusa d'abord; le comte insista; d'autres se joignirent à lui, suppliant à genoux le roi, au nom de sa couronne et de son peuple, de ne pas repousser ce moyen de négocier encore. Charles céda enfin; et le désir de la paix était si vif parmi ses conseillers que, dans leur joie, toutes les difficultés leur parurent aplanies. Fairfax et Cromwell étaient au nombre des

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 279-316. — Rushworth, part. 3, t. II, p. 848-926. — Whitelocke, *Memorials*, etc., p. 123 et suiv.

[2] Vers le milieu de février 1645.

commissaires à qui le roi devait proposer lui-même que le commandement de la milice fût remis. Le soir, au souper, la gaieté régnait à la table royale: le roi se plaignit que son vin n'était pas bon: « J'espère, dit en riant « un des convives, que dans peu de jours votre Majesté « en boira de meilleur à Guildhall avec le lord maire. » Le lendemain matin, lord Southampton, repartant pour Uxbridge, se présenta chez le roi pour recevoir par écrit les instructions convenues; mais, à son extrême surprise, Charles retira sa promesse, et se refusa définitivement à la concession [1].

Une lettre de Montrose, arrivée dans la nuit du fond de l'Écosse, avec une rapidité presque sans exemple, avait décidé ce brusque changement. Quinze jours auparavant [2], à Inverlochy, dans le comté d'Argyle, Montrose avait remporté sur les troupes écossaises, commandées par Argyle lui-même, une éclatante victoire. Après en avoir rendu compte au roi: « Sire, ajoutait-il, que votre Ma« jesté sacrée me permette maintenant de lui exprimer « mon humble opinion sur ce que me mandent mes amis « du midi, savoir que votre Majesté est en négociation « avec son rebelle parlement. Autant le succès de vos « armes en Écosse m'avait réjoui le cœur, autant cette « nouvelle d'Angleterre est venue le briser. La dernière « fois que j'eus l'honneur de voir votre Majesté, je lui « exposai tout au long ce que je sais si bien des des« seins de ses rebelles sujets dans les deux royaumes; « et votre Majesté peut se souvenir combien elle était « alors convaincue que j'avais raison. Je suis sûr que « depuis lors il n'est rien arrivé qui ait pu faire chan-

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 316-319. — Welwood, *Memoirs*, p. 62, 63, édit. de 1718. — Banks, *A critical Review of the life of Oliver Cromwell.* (Londres, 1769, p. 108-112.)

[2] Le 2 février 1645. La lettre est du 3 février.

« ger à ce sujet le jugement de votre Majesté. Plus elle « accordera, plus on lui demandera; et je n'ai que trop « de motifs de tenir pour certain qu'ils ne se contente- « ront pas à moins que de faire de votre Majesté un « roi de paille. Pardonnez-moi, mon auguste et sacré sou- « verain, si j'ose dire à votre Majesté que, dans mon « humble opinion, il est indigne d'un roi de traiter avec « des sujets rebelles tant qu'ils ont l'épée à la main. A « Dieu ne plaise que je veuille retenir les miséricordes « de votre Majesté; mais je frémis d'horreur quand je « pense qu'il s'agit d'un traité pendant que votre Ma- « jesté et ces gens-là sont en campagne avec deux ar- « mées. Permettez-moi d'assurer en toute humilité votre « Majesté qu'avec les bénédictions de Dieu je suis en bon « chemin pour faire rentrer ce royaume sous son pou- « voir; et si les mesures que j'ai concertées avec vos « autres loyaux sujets ne manquent pas, ce qui n'est « guère à supposer, avant la fin de cet été je serai en « état d'aller au secours de votre Majesté avec une brave « armée; et, soutenue par la justice de votre cause, elle « fera tomber sur ces rebelles, en Angleterre comme en « Écosse, le juste châtiment de leur rébellion. Souffrez « seulement, sire, qu'après avoir réduit ce pays sous « votre obéissance, et conquis de Dan à Beersebah, je « dise à votre Majesté, comme le lieutenant du roi Da- « vid disait à son maître: — Viens toi-même, de peur « que ce pays ne soit appelé par mon nom; — car dans « toutes mes actions, je n'ai rien à cœur que la gloire « et l'intérêt de votre Majesté[1]. »

Cette lettre avait rendu au roi ses plus hautes espérances; moins confiant, lord Southampton cessa pourtant d'insister, et rapporta à Uxbridge un refus, sans en expliquer la cause. Les conférences furent rompues[2], et

[1] Welwood, *Memoirs*, etc., Appendice, p. 302-308

[2] Le 22 février 1645.

les chefs presbytériens rentrèrent à Westminster, le cœur navré d'un échec qui les replongeait dans tous les périls de leur situation [1].

En leur absence, elle s'était fort aggravée. Contraints d'abandonner, pour le moment du moins, l'ordonnance du renoncement à soi même, les indépendants avaient tout à coup reporté sur la mesure qui devait l'accompagner, la réorganisation de l'armée, leurs plus ardents efforts. En peu de jours, tout avait été préparé, concerté, arrêté: le plan, la forme, la dépense, les moyens d'y pourvoir [2]. Une seule armée devait être sur pied désormais, forte de vingt et un mille hommes, et commandée par un seul général, investi même du droit de nommer tous les officiers, sauf l'approbation du parlement. Fairfax était cet homme. Depuis longtemps l'éclat de sa bravoure, la franchise de son caractère, le bonheur de ses expéditions, l'enthousiasme guerrier dont s'animaient autour de lui les soldats, attiraient sur lui les regards; et Cromwell avait répondu en public à la chambre, en secret au parti, de la convenance de ce choix. Essex conservait son titre, Waller et Manchester leur commission, mais sans l'ombre même du pouvoir. Dès le 28 janvier, l'ordonnance qui réglait l'exécution de la mesure fut envoyée aux lords. Ils essayèrent d'en retarder au moins l'adoption, tantôt par des amendements, tantôt par la lenteur des débats. Mais ici la résistance était difficile, car l'ordonnance avait le suffrage du public, convaincu que la multiplicité des armées et de leurs chefs était la vraie cause de la prolongation de la guerre et de son inefficacité. Fortes de cet appui, les communes insistè-

[1] Whitelocke, p. 128.

[2] La nouvelle armée devait coûter par mois 56,155 livres sterling, environ 1,303,375 francs imposés sur dix neuf comtés. (Rushworth, part. 4, t. I, p. 8-15).

rent sans relâche, les lords cédèrent, l'ordonnance fut adoptée[1]; et le 19 février, deux jours avant la rupture des négociations d'Uxbridge, Fairfax, introduit dans la chambre, reçut d'un air simple et modeste, debout à côté du siége qu'on lui avait fait préparer, les compliments officiels de l'orateur [2].

De retour à Westminster, les chefs presbytériens tentèrent de revenir sur cette défaite. La chambre haute se plaignit amèrement de discours outrageants, menaçants même, tenus naguère sur son compte, et du bruit partout répandu que les communes méditaient l'abolition de la pairie. Les communes répondirent par une déclaration solennelle de leur profond respect pour les droits des lords, et de leur ferme résolution de les maintenir [3]. Les commissaires écossais adressèrent aux chambres [4], au nom du covenant, une remontrance à la fois aigre et timide [5]. Les communes, sans s'en inquiéter, transmirent aux lords une ordonnance nouvelle qui étendait encore les pouvoirs de Fairfax, et retranchait de sa commission l'ordre, jusque-là répété dans tous les actes analogues: « De veiller à la sûreté de la personne du roi. » Les lords en votèrent le rétablissement [6]; les communes s'y refusèrent: « Cette phrase n'est bonne, dirent-elles, « qu'à embarrasser les soldats, en permettant au roi de « se hasarder à la tête de son armée, sans jamais cou- « rir aucun danger. » Les lords persistèrent; et dans trois débats successifs, malgré les plus vives démarches

[1] Le 15 février 1645.

[2] Whitelocke, p. 127, 131. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 340-344. — Rushworth, part. 4, t. I, p. 7-13. — *Mémoires* de Hollis, p. 40 et suiv., dans ma *Collection*.

[3] Le 24 mars 1645. *Parl. Hist.*, t. III, col. 348-350.

[4] Le 3 mars 1645.

[5] *Parl. Hist.*, t. III, col. 346.

[6] Le 29 mars 1645.

des communes, les suffrages se partagèrent également, dans la chambre haute, sur cette question [1]. Tout demeurait en suspens : les communes déclarèrent que, pour elles, ayant fait maintenant tout ce qui était en leur pouvoir, si le retard entraînait quelque malheur, les lords seuls en répondraient au pays [2]. Ceux-ci commençaient à se lasser d'une résistance dont ils prévoyaient non-seulement la vanité, mais le terme prochain. Sur ces entrefaites, le marquis d'Argyle arriva d'Écosse: presbytérien quant à l'Église, il penchait en politique vers des intentions plus hardies ; et les indépendants, Vane et Cromwell surtout, contractèrent bientôt avec lui d'intimes relations. Argyle d'ailleurs avait à venger de récentes injures: esprit souple et profond, d'une activité passionnée, mais plus ferme dans le conseil que sur le champ de bataille, il n'avait assisté naguère que du milieu du lac d'Inverlochy à la défaite des Écossais par Montrose, et sa barque avait pris la fuite dès que, sur le bord, il avait vu fuir ses soldats [3]. Depuis ce jour, en Angleterre comme en Écosse, les cavaliers ne parlaient de lui qu'avec insulte, et leur complet abaissement pouvait seul laver ses affronts. Il employa son influence à détourner les commissaires écossais, et quelques chefs presbytériens, d'une plus longue opposition, non-seulement à la réorganisation de l'armée, mais à l'ordonnance du renoncement à soi-même; opposition, leur dit-il, qui mettait tout en souffrance, et serait tôt ou tard surmontée par la nécessité [4]. Essex voyait chanceler de jour en jour la résolution de ses amis. Décidé à devancer leur faiblesse, il annonça qu'il voulait donner sa démission, et, le 1er avril,

[1] *Parl. Hist.*, t. III, col. 350-351.
[2] Le 31 mars 1645. *Ibid.*
[3] Malcolm Laing, *Hist. of Scotland*, etc., t. III, p. 294.
[4] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 6.

se levant dans la chambre haute, un papier à la main, car il était tout à fait inhabile dans l'art de parler [1]: « Milords, dit-il, j'ai accepté cette grande charge par « obéissance aux ordres des deux chambres; j'ai pris « en main leur épée; et j'ose dire que, depuis trois ans, « je vous ai fidèlement servis, sans échec, je l'espère, « pour mon honneur, sans dommage pour le public... « Je vois maintenant, par l'apparition de toutes ces or- « donnances, que la chambre des communes souhaite « que ma commission expire. Si j'ai tant tardé à la re- « mettre moi-même, ce n'est point par aucun motif per- « sonnel, quels que soient les propos qu'on en fasse cou- « rir. Beaucoup de personnes n'ignorent pas que je le « voulais faire après la délivrance de Glocester, et que « des instances fondées, me dit-on, sur le bien public, me « firent seules renoncer à ce dessein. Je l'accomplis main- « tenant; je rends ma commission aux mains de qui je « l'ai reçue, et souhaite sincèrement que ce soit, aux « maux qui nous travaillent, un aussi bon remède que « quelques personnes semblent le penser. Il n'y a, je « crois, point d'inconvenant orgueil à prier les chambres « que ceux de mes officiers qui seront mis à l'écart re- « çoivent, pour se soutenir, une portion des arrérages « qui leur sont dus, et que le reste leur soit garanti sur « la foi publique... Milords, je sais que, dans le triste « état de nos affaires, les méfiances ne peuvent être évi- « tées; cependant il serait, je crois, de la sagesse com- « me de la charité, d'y mettre quelques limites, assez « du moins pour qu'elles n'amènent pas notre ruine. « J'espère que de ma part cet avis ne paraîtra pas hors « de saison; il ne vient que de mon dévouement au par- « lement, dont je souhaiterai toujours, et du fond du « cœur, la prospérité, quoi qu'il m'en puisse arriver. Je

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 7.

« ne suis pas en ce genre l'unique exemple de la des-
« tinée que je subis [1]. »

Ce discours, si triste et si digne, fit dans la chambre haute l'effet d'une délivrance. Elle se hâta d'informer les communes qu'elle adoptait sans amendement leur nouvelle ordonnance sur la réorganisation de l'armée. A l'instant même, les comtes de Denbigh et de Manchester donnèrent, comme Essex, leur démission. La chambre vota en leur faveur, pour ce patriotique sacrifice, des remercîments et des promesses auxquelles les communes s'empressèrent d'adhérer. Dès le lendemain [2], une ordonnance de renoncement à soi-même, un peu différente de la première, mais qui avait les mêmes résultats, passa sans obstacle dans la chambre haute [3]; et beaucoup de gens se félicitèrent de voir enfin terminée cette lutte qui leur avait causé tant d'effroi.

[1] *Parl. Hist.*, t. III, col. 352.

[2] Le 3 avril 1645.

[3] *Parl. Hist.*, t. III, col. 353, 355. Voyez les *Éclaircissements et Pièces historiques*, n° VI.

LIVRE SIXIÈME.

Formation de l'armée des indépendants. — Cromwell conserve son commandement. — Campagne de 1645. — Alarmes du parlement. — Bataille de Naseby. — Le parlement saisit et publie la correspondance privée du roi. — Décadence du parti royaliste dans l'ouest. — Fuite et anxiété du roi. — Victoires de Montrose en Écosse. — Le roi tente d'aller le joindre, mais sans succès. — Défaite de Montrose. — Séjour du roi à Newark. — Il rentre à Oxford, et essaie de renouer des négociations avec le parlement. — Le parlement s'y refuse. — Nouvelles élections. — Le roi traite avec les insurgés irlandais. — Le traité est découvert. — Défaite des derniers corps royalistes. — Le roi s'évade d'Oxford, et se réfugie dans le camp des Écossais.

1645-1646.

A peine Essex et Manchester avaient donné leur démission, que Fairfax quitta Londres [1], et fixant à Windsor son quartier général, se mit à l'œuvre sans relâche pour former, de leurs armées, l'armée nouvelle qu'il devait commander. On avait prédit à cette grande opération de violentes résistances; et Cromwell, que devait atteindre, comme Essex et Manchester, l'ordonnance du renoncement à soi-même, avait repoussé ces craintes, protestant

[1] Le 3 avril 1645.

que, pour lui, « ses soldats avaient appris à marcher ou à « demeurer, à combattre ou à poser les armes d'après les « ordres du parlement. » Quelques séditions éclatèrent pourtant, à Reading surtout, où se trouvaient cinq régiments de l'infanterie d'Essex, et dans le comté de Hertford où étaient cantonnés huit escadrons de sa cavalerie, sous les ordres du colonel Dalbier. La présence de Skippon, nommé major général de la nouvelle armée, et sa rude mais sympathique éloquence, suffirent à calmer les régiments de Reading [1]. Ceux de Dalbier hésitèrent plus longtemps; le bruit courut même à Londres qu'il se disposaient à partir pour Oxford; et Saint-John, toujours haineux et emporté, écrivit aux meneurs du comté de Hertford qu'il fallait tomber brusquement et à main armée sur ces factieux. Mais, par l'influence de quelques uns des officiers déjà réformés et d'Essex lui-même, Dalbier se soumit enfin et rejoignit le quartier général. A vrai dire, le mécontentement était peu animé parmi les soldats, et ils se résignaient sans peine à leurs nouveaux chefs. Le parlement leur fit distribuer quinze jours de solde, et ordonna la mise en vente des biens séquestrés de quelques délinquants pour faire face aux plus pressantes réclamations. Les soldats de Cromwell se mutinèrent aussi, malgré ses promesses, déclarant qu'ils ne voulaient servir que sous lui; et Cromwell seul eut sur eux assez d'empire pour les faire rentrer dans le devoir. Au premier bruit de leur insurrection, il partit pour aller, dit-il, rendre aux chambres ce dernier service avant de quitter son commandement. Vers le 20 avril, l'opération générale était presque accomplie; tous les corps nouveaux s'organisaient sans obstacle: à Londres seulement, l'agitation se prolongeait par le concours des officiers réformés qui y affluaient tous, soit pour solliciter le

[1] Le 6 avril.

parlement de leurs arrérages, soit pour attendre les événements [1].

A Oxford, le roi et la cour étaient pleins d'espérance. Après la rupture des négociations d'Uxbridge, et malgré les brillantes nouvelles d'Écosse, Charles avait ressenti quelque inquiétude. Quoique peu empressé pour la paix, il avait besoin que le parti pacifique dominât dans Westminster, et sa défaite l'effraya un moment. Il résolut alors de se séparer de son fils, Charles, prince de Galles, qui touchait à sa quinzième année, et de l'envoyer, avec le titre de généralissime, dans les comtés de l'ouest, soit pour donner à ces comtés si fidèles un chef capable d'animer encore leur dévouement, soit pour diviser les périls qui pouvaient menacer la royauté. Hyde et les lords Capel et Colepepper furent chargés d'accompagner le prince, et de tout diriger en son nom. Telle était en ce moment la tristesse des pensées du roi, qu'il s'entretint plusieurs fois avec Hyde de ce qui arriverait s'il tombait lui-même aux mains des rebelles, et le fit sonder indirectement par lord Digby pour savoir si, au besoin et sans ordres, même contre des ordres apparents, il se déciderait à faire sortir le prince d'Angleterre, et à l'emmener sur le continent. « De telles questions, répondit Hyde, ne se peuvent résoudre qu'au jour de la nécessité. » Et, le 4 mars, le prince et ses conseillers prirent congé du roi qu'ils ne revirent jamais [2]. Mais, un mois après, quand on sut à Oxford quels obstacles rencontrait la réorganisation de l'armée parlementaire, quand on vit des régiments en insurrection et les officiers les plus illustres à l'écart la con-

[1] *Mémoires* de Hollis, p. 45-51, dans ma *Collection*. — Rushworth, part. 4, t. I, p. 17.

[2] Clarendon, *Mémoires*, t. I, p. 257-266, dans ma *Collection*. *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 321-326.

fiance et la gaieté reparurent parmi les cavaliers. Bientôt ils ne parlèrent plus qu'avec dérision de cette cohue de paysans et d'artisans prédicateurs, insensés au point de chasser les généraux dont le nom et l'habileté avaient fait leur force, et commandés maintenant par des officiers aussi obscurs, aussi novices que leurs soldats. Les chansons, les quolibets, les calembours se renouvelaient chaque matin contre le parlement et ses défenseurs: et le roi, en dépit de sa gravité, se laissait persuader à ces commodes arguments [1]. Il avait d'ailleurs de secrètes espérances, nées d'intrigues qu'ignoraient même ses plus intimes affidés.

Vers la fin d'avril, Fairfax annonça que, sous peu de jours, il ouvrirait la campagne. Cromwell arriva à Windsor pour baiser, dit-il, la main du général, et lui apporter sa démission. En le voyant entrer dans sa chambre: « Je viens de recevoir, lui dit Fairfax du comité des deux « royaumes, un ordre qui vous touche; il vous charge « de vous porter sur-le-champ, avec quelques escadrons, « sur la route d'Oxford à Worcester, pour intercepter « les communications entre le prince Robert et le roi [2]. » Le soir même Cromwell était parti: et en cinq jours, avant qu'aucun autre corps de la nouvelle armée se fût mis en mouvement, il avait battu les royalistes en trois rencontres [3], pris la place de Blechington [4], et rendu compte aux chambres de ses succès [5]. « Qui donc m'amènera ce Cromwell, mort ou vif? » s'écria le roi [6].

[1] May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 302, dans ma *Collection*. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 172, *ibid.*

[2] Sprigg, *Anglia redivina*, p. 10 (in-folio, Londres, 1647). — Rushworth, part. 4, t. I, p. 23.

[3] Le 24 avril à Islipbridge, le 26 à Witney, et le 27 à Bambton-Bush

[4] Le 24 avril.

[5] *Parl. Hist.*, t. III, col. 339. — Rushworth, part. 4, t. I, p. 2[illegible]

[6] Banks, *A critical Review*, etc., p. 23.

tandis qu'à Londres on se félicitait qu'il n'eût pas encore donné sa démission.

A peine une semaine s'était écoulée, et déjà, le parlement avait décidé qu'il ne la donnerait point. La campagne avait commencé [1]. Le roi, sorti d'Oxford [2], avait rejoint le prince Robert, et s'avançait rapidement vers le nord, soit pour faire lever le siége de Chester, soit pour combattre l'armée écossaise, et reprendre de ce côté ses anciens avantages : s'il y réussirait, il demeurait libre de menacer à son choix l'est ou le midi; et Fairfax, en route vers l'ouest pour délivrer l'importante place de Taunton, que serrait de près le prince de Galles, ne pouvait s'opposer à ses progrès. On rappela Fairfax [3] : mais en attendant, Cromwell seul était en mesure de surveiller les mouvements du roi. Il eut ordre, malgré l'ordonnance, de continuer son service pendant quarante jours [4]. Sir William Brereton, sir Thomas Middleton et sir John Price, officiers distingués et membres des communes, reçurent des ordres semblables [5], soit par des motif de même nature, soit pour que Cromwell ne parût pas seul excepté.

Fairfax se hâta de revenir; le roi avait continué sa marche vers le nord : à Londres, sans qu'on sût bien pourquoi, les craintes s'étaient un peu calmées; aucune armée royaliste ne couvrait plus Oxford, toujours le foyer de la guerre au centre du royaume; le parlement se croyait dans la place des intelligences assurées; Fairfax eut ordre de l'investir [6]. S'il s'en emparait, c'était un

[1] Le 30 avril.

[2] Le 7 mai.

[3] Le 6 mai.

[4] Le 10 mai. *Parl. Hist.*, t. III, col. 361. — *Mémoires* de Hollis, p. 31. — Whitelocke, p. 140.

[5] Whitelocke, p. 140.

[6] Le 17 mai : le siége commença le 22. Rushworth, part 4, t. I, p. 33. — [illegible], t. III, col. [illegible], 369-373. — *Journals of the house of Lords.*

succès immense ; si le siége trainait en longueur, il pouvait de là se porter sans obstacle sur tous les points que menacerait le roi. Cromwell le rejoignit devant Oxford.

Ils étaient à peine réunis que les alarmes recommencèrent dans Londres, et bien plus vives. Chaque jour de mauvaises nouvelles arrivaient du nord : l'armée écossaise, au lieu de marcher à la rencontre du roi pour le contenir ou le combattre, s'était repliée vers les frontières d'Écosse, par nécessité, selon les uns, et pour être en mesure de s'opposer aux progrès toujours croissants de Montrose dans ce royaume ; par humeur, disaient les autres, et parce que les chambres se refusaient à subir le joug des presbytériens et des étrangers [1]. Quoi qu'il en fût, à la faveur de cette retraite, le roi n'avait pas même eu besoin, pour débloquer Chester, d'arriver jusque sous les murs ; tranquille sur cette place, son moyen de communication avec l'Irlande, il se dirigeait vers les comtés confédérés de l'est, jusque-là le rempart et la force du parlement. A tout prix, il fallait les sauver de cette invasion. Nul n'y pouvait réussir aussi bien que Cromwell, car là surtout s'exerçait son influence ; là avaient commencé son corps de troupes et ses exploits. Il reçut l'ordre de se porter sur-le-champ du coté de Cambridge et de prendre en main la défense de la confédération [2].

Un péril plus pressant le fit bientôt rappeler. Huit jours après son départ, on apprit que le roi venait d'emporter d'assaut la riche ville de Leicester [3], et que, dans l'ouest, Taunton, un moment délivré par un détachement de l'armée de Fairfax, était de nouveau étroitement assiégé [4].

[1] *Old Parl. Hist.*, t. XIII, p. 474, 488.

[2] Rushworth, part. 4, t. I, p. 35. — May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 305. — *Mémoires* de Hollis, p. 51.

[3] Le 1er juin 1645.

[4] Whitelocke, p. 14[illegible].

La consternation fut profonde: les presbytériens triomphaient: « Voilà, disaient-ils, le fruit de cette réorganisation tant vantée; depuis qu'elle est accomplie, qu'a-t-on vu? des tâtonnements et des revers. Le roi emporte en un jour nos meilleures places, et votre général reste immobile devant Oxford, attendant sans doute que les femmes de la cour aient peur et lui ouvrent les portes [1]. » Pour toute réponse, une pétition du conseil commun fut présentée à la chambre haute [2]; elle imputait tout le mal à l'inertie des Écossais, aux retards qu'éprouvait encore le recrutement de l'armée, à la prétention qu'avaient les chambres de gouverner de loin les opérations de la guerre, et demandait qu'on donnât au général plus de liberté, aux Écossais de plus fermes avis, à Cromwell son ancien commandement. En même temps Fairfax eut ordre [3] de quitter le siége d'Oxford, de chercher le roi, et de le combattre à tout prix. En partant il écrivit aux chambres pour redemander à son tour Cromwell, indispensable, dit-il, au commandement de la cavalerie, et seize colonels avaient signé la lettre [4]. Les lords ajournèrent leur réponse, mais l'autorisation des communes fut prompte et jugée suffisante. Fairfax en informa aussitôt Cromwell [5]: tous les corps pressèrent leur marche; et le 12 juin, un peu à l'ouest de Northampton, quelques cavaliers parlementaires, envoyés en reconnaissance, donnèrent tout à coup sur un détachement de l'armée du roi.

Il était loin de s'attendre à leur approche : instruit du blocus d'Oxford, et cédant à l'effroi de la cour assiégée

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 50.

[2] Le 5 juin 1645. *Par. Hist.*, t. III, col. 365.

[3] Le 5 juin.

[4] *Parl. Hist.*, t. III, col. 368.

[5] Le 11 juin. Rushworth, part. 4, t. I, p. 39

qui le conjurait de revenir [1], il avait renoncé à son expédition dans les comtés du nord et de l'est, pour aller débloquer son quartier général. Mais sa confiance n'était point ébranlée; une nouvelle victoire de Montrose avait même exalté récemment ses esprits [2]: « Depuis la « rébellion, écrivait-il à la reine [3], mes affaires n'ont ja- « mais été en si bon état. » Aussi suivait-il lentement sa route, s'arrêtant aux lieux qui lui plaisaient, passant ses journées à la chasse, et laissant à ses cavaliers, encore plus confiants que lui, presque autant de liberté [4]. Au premier bruit de l'apparition des parlementaires, il se replia du côté de Leicester, pour y rallier ses troupes et attendre celles qui devaient lui arriver sous peu, soit du pays de Galles, soit des comtés de l'ouest. Le lendemain [5], à l'heure du souper, sa sécurité était la même, et il ne songeait point à livrer bataille [6]. Mais on vint lui dire que des escadrons parlementaires inquiétaient son arrière-garde. Depuis quelques heures Cromwell était à l'armée [7]. Un conseil de guerre fut aussitôt convoqué; et vers minuit, malgré la résistance de plusieurs officiers qui demandaient qu'on attendît les renforts, le prince Robert fit décider qu'à l'instant même on rebrousserait chemin pour aller au devant de l'ennemi [8].

[1] *Mémoires* du roi Jacques II, t. I, p. 37, dans ma *Collection*.

[2] Remportée à Auldearn, dans le comté de Nairn, au nord de l'Écosse, le 4 mai 1645.

[3] Le 9 juin 1645. *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 410, dans ma *Collection*.

[4] Rushworth, part. 4, t. I, p. 40. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 51.

[5] Le 13 juin 1645.

[6] *Memoirs of sir John Evelyn*, t. II, *Appendice*, p. 97, dans une lettre du roi au secrétaire d'État Nicholas, en date du 13 juin.

[7] Rushworth, part. 4, t. I, p. 41. — May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 307.

[8] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 53.

La rencontre eut lieu le lendemain matin [1], sur le plateau de Naseby, au nord-ouest de Northampton. A l'aube du jour, l'armée du roi était en bataille sur une petite hauteur, dans une position avantageuse. Des éclaireurs, envoyés pour reconnaître les parlementaires, revinrent au bout de deux heures, disant qu'ils ne les voyaient point. Robert, impatienté, alla lui-même à la découverte avec quelques escadrons ; il fut convenu que l'armée resterait immobile jusqu'à son retour. A peine avait-il fait une demi-lieue que l'avant-garde ennemie parut, en marche elle-même vers les cavaliers. Dans son emportement le prince crut voir qu'elle se retirait, et continua d'avancer, en faisant dire au roi de venir le joindre en toute hâte de peur que l'ennemi ne leur échappât. Vers dix heures, les royalistes arrivèrent, un peu troublés de la précipitation de leur mouvement; et Robert, à la tête de la cavalerie de l'aile droite, se lança aussitôt sur l'aile gauche des parlementaires, commandée par Ireton, qui devint peu après gendre de Cromwell [2]. Presque au même moment, Cromwell, dont les escadrons occupaient l'aile droite, attaqua l'aile gauche du roi, que formaient les cavaliers des comtés du nord, sous le commandement de sir Marmaduke Langdale; et peu d'instants après, les deux infanteries placées au centre, l'une sous les ordres de Fairfax et Skippon, l'autre sous ceux du roi lui-même, en vinrent pareillement aux mains. Nulle action n'avait encore été si rapidement générale ni si passionnément acharnée. Les deux armées étaient de force à peu près égale; les cavaliers, ivres de confiance, avaient pour mot de ralliement *la reine Marie*; les parlementaires, fermes dans leur foi, marchaient en chantant : *Dieu est avec nous*. Le prince Robert fit sa

[1] Le 14 juin 1645.

[2] Le 15 janvier 1647.

première charge avec son bonheur accoutumé; après une vive mêlée, les escadrons d'Ireton se rompirent; Ireton lui-même, l'épaule meurtrie, la cuisse percée d'un coup de lance, tomba un moment aux mains des cavaliers. Mais pendant que Robert, toujours emporté dans la même faute, poursuivait l'ennemi jusqu'aux bagages du camp, bien défendus par des artilleurs, et perdait le temps à les attaquer dans l'espoir du butin, Cromwell, maître de lui-même et des siens comme à Marston Moor, avait rompu de son côté les escadrons de Langdale; et, laissant à deux de ses officiers le soin d'empêcher qu'ils ne se ralliassent, se hâtait de revenir sur le champ de bataille, où les deux infanteries étaient aux prises. Le combat était là plus vif et plus meurtrier que partout ailleurs. Les parlementaires, chargés par le roi en personne, avaient été mis d'abord en grand désordre; Skippon était grièvement blessé; Fairfax le pressa de se retirer. « Non, dit-il, tant qu'un homme « tiendra, je resterai ici; » et il donna à sa réserve l'ordre d'avancer. Un coup de sabre abattit le casque de Fairfax; Charles Doyley, colonel de ses gardes, le voyant parcourir tête nue le champ de bataille, s'empressa de lui offrir le sien. « C'est bien comme cela, « Charles, lui dit Fairfax; je n'en ai pas besoin: » et lui montrant un corps d'infanterie royale que rien n'avait pu entamer: « Ces gens-là sont donc inabordables? les « avez-vous chargés? — Deux fois, général, et sans « succès. — Eh bien! prenez-les en tête, je les prendrai « en queue, et nous nous retrouverons au milieu. » Et ils se rejoignirent en effet à travers les rangs enfoncés. Fairfax tua de sa main le porte-étendard, et remit le drapeau à l'un des siens; celui-ci s'en vantait comme d'un exploit de son propre courage: Doyley s'en aperçut et se fâcha. « Laissez-le faire, dit Fairfax en passant;

« j'ai de l'honneur assez; qu'il prenne celui-là pour « lui. » A leur tour les royalistes pliaient déjà de toutes parts, quand Cromwell parut avec ses escadrons victorieux. A cette vue, Charles désolé se mit en tête du régiment des gardes, seule réserve qui lui restât, pour aller charger ce nouvel ennemi; déjà l'ordre était donné et la troupe en mouvement, quand le comte de Carnewarth, Écossais, qui galopait à côté du roi, saisit tout à coup la bride de son cheval, et s'écriant en jurant: « Vous « voulez donc vous faire tuer? » le détourna brusquement à droite. Les cavaliers les plus rapprochés du roi firent comme lui, sans en comprendre la raison; les autres suivirent, et en un clin d'œil le régiment tout entier tourna le dos à l'ennemi. La surprise devint terreur; tous se dispersèrent dans la plaine, les uns pour fuir, les autres pour retenir les fuyards. Charles, au milieu d'un groupe d'officiers, criait en vain: « Arrêtez! arrêtez! » La débandade ne se ralentit qu'à la vue du prince Robert, de retour enfin sur le champ de bataille avec ses escadrons. Un corps assez nombreux se reforma alors autour du roi, mais de cavaliers en désordre, fatigués, troublés, abattus. Charles, l'épée à la main, les yeux ardents, le désespoir dans tous les traits, se lança deux fois en avant, criant de toutes ses forces: « Messieurs! encore une charge, et nous regagnons la journée! » Nul ne le suivit; l'infanterie, partout enfoncée, était en pleine déroute ou déjà prisonnière: il fallut fuir; et le roi, avec deux mille chevaux environ, se jeta du côté de Leicester, laissant son artillerie, ses munitions, ses bagages, plus de cent drapeaux, son propre étendard, cinq mille hommes et tous les papiers de son cabinet au pouvoir du parlement [1].

[1] Rushworth, part. 4, t. I, p. 42-44. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 54-58. — Whitelocke, p. 145. — May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 305-309.

La victoire dépassait les plus audacieuses espérances; Fairfax se hâta d'en informer les chambres, d'un ton calme et simple, sans allusion ni conseil politique. Cromwell écrivit aussi, mais aux communes seules, comme tenant d'elles seules sa mission; sa lettre finissait en ces termes: « Il n'y a dans tout ceci que la main de Dieu; « à lui seul appartient la gloire, et personne n'a à partager avec lui. Le général vous a servis avec honneur « et fidélité; le plus grand éloge que je puisse lui donner, c'est qu'il rapporte tout à Dieu, et aimerait mieux « mourir que de rien prétendre pour lui-même: cependant, pour la bravoure, on peut lui accorder, dans cette « circonstance, tout ce qu'il est possible d'accorder à un « homme. Les gens de bien (il voulait parler des indépendants enthousiastes) vous ont fidèlement servis; « ils sont pleins de confiance: je vous conjure, au nom « de Dieu, de ne pas les décourager. Je souhaite que « cette affaire engendre, dans le cœur de tous ceux « qui y sont intéressés, l'humilité et la gratitude. Je souhaite que celui qui hasarde sa vie pour le salut de son « pays se puisse confier en Dieu pour la liberté de sa conscience, en vous pour la liberté au nom de laquelle il « combat [1]. »

Quelques uns s'offensèrent de voir un lieutenant, du général, un serviteur du parlement, disaient-ils, leur distribuer de ce ton les avis et les louanges; mais leur humeur tenait peu de place au milieu de l'exaltation publique; et le jour où la lettre de Cromwell parvint à Londres, les lords eux-mêmes votèrent que son commandement serait de nouveau prolongé de trois mois [2].

Ils votèrent en même temps qu'il fallait profiter de la victoire pour adresser au roi des propositions raisonna-

[1] Rushworth, part. 4, t. I, p. 45-46.

[2] Le 16 juin 1645. *Parl. Hist.*, t. III, col. 374.

bles[1], et les commissaires écossais émirent le même vœu[2]. Mais les vainqueurs étaient bien loin de telles pensées. Au lieu de répondre, les communes demandèrent[3] que tous les citoyens fussent convoqués à Guildhall pour entendre la lecture des papiers trouvés dans les bagages du roi, surtout de ses lettres à la reine, et juger eux-mêmes quelle confiance on pouvait prendre désormais dans les négociations. Fairfax avait hésité à ouvrir ces papiers ; mais Cromwell et Ireton s'étaient hâtés de combattre ses scrupules, et la chambre ne songea point à les partager. La lecture se fit[4] au milieu d'un concours immense et avec un effet prodigieux. Il était clair que le roi n'avait jamais voulu la paix ; que nulle concession n'était à ses yeux définitive, nulle promesse obligatoire ; qu'au fond il ne comptait que sur la force, et prétendait toujours au pouvoir absolu ; enfin que, malgré ses protestations mille fois répétées, il s'adressait au roi de France, au duc de Lorraine, à tous les princes du continent, pour introduire dans le royaume des soldats étrangers. Ce nom même de parlement que naguère, pour obtenir les conférences d'Uxbridge, il avait paru donner aux chambres, n'était de sa part qu'un mensonge, car, en le donnant, il avait secrètement protesté contre sa démarche officielle, et fait inscrire sa protestation, à Oxford, sur les registres du conseil[5]. Tous les citoyens furent

[1] Le 20 juin. *Parl. Hist.*, t. III, col. 373.

[2] Le 28 juillet. *Ibid.*, col 389.

[3] Le 30 juin.

[4] Le 3 juillet. *Parl. Hist.*, t. III, col. 377. — May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 510-512.

[5] Lettres du roi à la reine, des 2 et 9 janvier, 13 et 19 février, 5, 13 et 30 mars 1645 ; à la suite des *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 394, 390, 397, 396, 399, 407, 390, dans ma *Collection*. *Sir John Evelyn's Memoirs*. Appendice, t. II, p. 90. Voyez les *Éclaircissements et Pièces historiques*, n° VII.

admis à se convaincre, par leurs propres yeux, que les lettres étaient vraiment de la main du roi [1]: et, après l'assemblée de Guildhall, le parlement les fit publier [2].

La colère fut partout la même: les amis de la paix étaient réduits au silence. Quelques uns tentèrent en vain de s'élever contre cette publication, violation brutale, disaient-ils, des secrets domestiques. Ils demandaient si l'on pouvait croire à sa parfaite authenticité, s'il n'était pas probable que plusieurs lettres avaient été mutilées, d'autres omises [3]: ils insinuaient que, dans les chambres aussi, certains hommes avaient négocié sans plus de franchise, et ne voulaient pas non plus de la paix: mais nulle explication, nulle excuse n'est accueillie du peuple dès qu'il sait qu'on a voulu le tromper. D'ailleurs, tout cela fût-il vrai, la mauvaise foi du roi demeurait évidente: et pour faire la paix, c'était à lui qu'il fallait se fier. On ne parla plus que de la guerre: on pressa les levées d'hommes, la rentrée des impôts, la vente des biens des délinquants; tous les corps de troupes reçurent leur solde, toutes les places importantes des munitions [4]. Les Écossais consentirent enfin à s'a-

[1] May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 510.

[2] Sous ce titre: « Le portefeuille du roi ouvert, ou certains paquets « de lettres et papiers secrets, écrits de la main du roi, et pris dans « son portefeuille sur le champ de bataille de Naseby, le 14 juin « 1645, par le victorieux sir Thomas Fairfax, où sont dévoilés beau- « coup de mystères d'État qui justifient pleinement la cause pour la- « quelle sir Thomas Fairfax a livré bataille dans ce jour mémorable: « avec quelques notes. »

[3] Le roi ne contesta jamais l'authenticité de ces lettres; il en convient même formellement dans une lettre écrite à sir Edward Nicholas, le 4 août 1645, c'est-à-dire peu de semaines après la publication (*sir John Evelyn's Memoirs*, Appendice, t. II, p. 101); et le texte publié par le parlement, en 1645, est exactement conforme à celui des lettres insérées dans les *Œuvres de Charles Ier*, publiées à Londres, chez Royston, en 1662.

[4] *Parl. Hist.*, t. III, col. 377.

vancer dans l'intérieur du royaume [1]; et Fairfax, ne voyant plus même de fuyards à poursuivre, se mit en mouvement [2] pour aller reprendre dans les comtés de l'ouest l'expédition que le siége d'Oxford lui avait fait abandonner.

Tout était changé dans ces comtés, jusque-là le boulevard de la cause royale; non que l'opinion du peuple y fût devenue plus favorable au parlement, mais elle s'était aliénée du roi. Il y possédait encore plusieurs corps de troupes et presque toutes les places; mais la guerre n'y était plus conduite, comme à l'origine, par des hommes graves, considérés, populaires, le marquis de Hertford, sir Bevill Greenville, lord Hopton, Trevannion, Slanning, amis désintéressés de la couronne: les uns étaient morts, les autres s'étaient dégoûtés, ou avaient été éloignés par des menées de cour, et sacrifiés par la faiblesse du roi. A leur place deux intrigants, lord Goring et sir Richard Greenville, y commandaient, l'un le plus débauché, l'autre le plus avide des cavaliers; aucun principe, aucune affection ne les attachait à la cause royale; ils trouvaient, à guerroyer pour elle, l'avantage d'assouvir leurs passions, d'opprimer leurs ennemis, de se venger, de se divertir, de s'enrichir. Goring était brave, aimé des siens, et ne manquait point, sur le champ de bataille, d'habileté ni d'énergie; mais rien n'égalait son incurie et l'insolente intempérance de sa conduite ou de ses propos: sa loyauté même n'était pas sûre; il avait déjà trahi le roi [3], puis le parlement [4],

[1] Le 2 juillet 1645. *Old Parl. Hist.*, t. XIV, p. 6.

[2] Le 20 juin 1645.

[3] En 1641, lors de la première conspiration de l'armée contre le parlement. Voyez cet ouvrage, t. I, p. 184.

[4] En août 1642, au début de la guerre civile, en livrant au roi Portsmouth, dont le parlement l'avait nommé gouverneur.

et semblait toujours sur le point d'une nouvelle trahison [1]. Sir Richard Greenville, moins déréglé et plus influent sur la noblesse du pays, était dur, insatiable, et d'un courage sinon douteux, au moins peu empressé. Il passait son temps à lever des contributions pour des troupes qu'il ne rassemblait point, ou pour des entreprises qu'il ne prenait pas même la peine de commencer. L'armée avait changé comme ses chefs : ce n'était plus un parti soulevé pour ses affections et ses intérêts, frivole mais sincère, licencieux mais dévoué ; c'était un ramas de mauvais sujets, indifférents même à leur cause, livrés jour et nuit aux plus criants désordres, et qui indignaient par leurs vices un pays désolé par leurs extorsions. Le prince de Galles, ou plutôt son conseil, réduit à se servir de tels hommes, se consumait en vains efforts pour les satisfaire ou les réprimer tour à tour, tantôt pour protéger contre eux le peuple, tantôt pour l'appeler sous leurs drapeaux [2].

Le peuple ne répondait plus à cet appel. Bientôt il fit davantage. Des milliers de paysans se réunirent, et, sous le nom de *clubmen*, parcoururent en armes les campagnes. Ils n'avaient aucun dessein de prendre parti, et ne se déclaraient point pour le parlement ; ils ne voulaient qu'écarter de leurs villages, de leurs champs, les ravages de la guerre, et s'en prenaient à quiconque leur donnait lieu de les craindre, sans s'inquiéter de son nom. Déjà, l'année précédente, quelques bandes s'étaient ainsi formées dans les comtés de Worcester et de Dorset suscitées par les violences du prince Robert. Au mois de mars 1645, les *clubmen* devinrent, dans les comtés de l'Ouest, une confédération permanente, régulière, soutenue, commandée même par des gentilshom-

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 129-134.

[2] *Ibid.*, p. 60-69, 73-75, etc.

mes dont quelques uns avaient servi dans les armées du roi, et incessamment appliquée à défendre les propriétés, les personnes, à réclamer le bon ordre et la paix. Ils traitaient avec les troupes et les garnisons des deux partis, se chargeaient de leur fournir des vivres, à condition qu'elles n'en enlèveraient point à main armée, les empêchaient même quelquefois de se battre, et avaient inscrit sur leurs rustiques drapeaux ces paroles :

If you offer to plunder our cattle,
Be assur'd we will give you battle.

« Si vous voulez piller notre bétail,
« Soyez certain que vous aurez bataille [1]. »

Tant que les royalistes dominèrent dans l'Ouest, ce fut contre eux que se soulevèrent les *clubmen*, et avec les parlementaires qu'ils parurent disposés à s'allier. Tantôt ils menaçaient d'incendie quiconque refuserait de se joindre à eux pour exterminer les cavaliers [2]; tantôt ils invitaient Massey, qui commandait dans le comté de Worcester au nom du parlement, à venir avec eux assiéger Hereford, d'où les cavaliers infestaient le pays [3]. Le 2 juin, à Wells, six mille d'entre eux adressèrent au prince de Galles une pétition pour se plaindre des rapines de Goring, et, malgré l'ordre du prince, ils refusèrent de se séparer [4]. Au commencement de juillet, Fairfax vainqueur arriva dans l'Ouest; les cavaliers intimidés cessèrent de dévaster librement les cam-

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 69. — Lettre de Fairfax au comité des deux royaumes (3 juillet 1645); *Parl. Hist.*, t. III, col. 380. Whitelocke, p. 130. — Neal, *Hist. of the Purit.*, t. III, p. 90.

[2] Whitelocke, p. 131.

[3] Whitelocke, p. 133, 135.

[4] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 69.

pagnes; les *clubmen* se tournèrent aussitôt contre Fairfax et ses soldats [1]. Mais Fairfax avait une bonne armée, bien payée, bien pourvue, où l'enthousiasme et la discipline se prêtaient un mutuel appui. Il traita doucement les *clubmen*, négocia avec eux, assista en personne à quelques unes de leurs réunions, leur promit la paix, et poussa vivement la guerre. En peu de jours la campagne fut décidée. Goring, surpris et battu à Langport [2], dans le comté de Somerset, laissa les troupes qui lui restaient se disperser au hasard; sir Richard Greenville renvoya au prince de Galles sa commission de feld-maréchal, en se plaignant avec effronterie qu'on l'eût obligé de faire la guerre à ses dépens [3]; et trois semaines après l'arrivée de Fairfax, les cavaliers, qui naguère parcouraient l'Ouest en maîtres, étaient presque tous renfermés dans les places que Fairfax se disposait à assiéger.

De toutes parts cependant on se demandait ce que faisait le roi, où il était même, car beaucoup de gens ne le savaient point. Après le désastre de Naseby, il avait fui de ville en ville, se donnant à peine quelques heures de repos, et prenant tantôt la route du Nord, tantôt celle de l'Ouest, pour aller rejoindre Montrose ou Goring, selon la mobilité de ses craintes ou de ses projets. Arrivé à Hereford, il se décida enfin pour le pays de Galles, où il espérait recruter quelque infanterie, envoya le prince Robert à Bristol, et se rendit au château de Ragland, chez le marquis de Worcester, chef du parti catholique, et le plus riche grand seigneur de l'Angleterre. De secrets desseins, auxquels les catholiques seuls

[1] *Parl. Hist.*, t. III, col. 380-386. — May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 312, 409-418, dans ma *Collection*.

[2] Le 10 juillet 1645.

[3] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 75-85.

pouvaient concourir, déterminaient cette préférence. Depuis trois ans d'ailleurs le marquis donnait au roi des preuves d'un dévouement inépuisable; il lui avait prêté 100,000 liv. sterl., avait levé à ses frais deux corps de troupes, sous les ordres de son fils, lord Herbert, comte de Glamorgan, et, malgré son âge et ses infirmités, commandait lui-même, dans son château, une forte garnison. Il reçut le roi avec une pompe respectueuse, convoqua la noblesse des environs, lui prodigua les chasses, les fêtes, les hommages et les divertissements d'une cour. Charles fugitif respira un moment, comme rendu à sa situation naturelle, et pendant plus de quinze jours, oubliant ses malheurs, ses périls, son royaume, il ne songea qu'à jouir de la royauté [1].

Le bruit des désastres de l'Ouest le tira pourtant à la fin de cette illusion apathique. Il apprit en même temps que, dans le Nord, les Écossais avaient pris Carlisle [2], et marchaient vers le Midi, méditant le siége de Hereford. Il quitta Ragland pour aller au secours de Goring; mais à peine arrivé sur le bord de la Saverne, le mauvais état des nouvelles levées, les dissensions des officiers, mille embarras imprévus le découragèrent, et il rentra dans le pays de Galles. Il était à Cardiff, ne sachant que résoudre, quand une lettre lui fut remise, écrite par le prince Robert au duc de Richmond, pour qu'il la fît voir au roi. Le prince jugeait tout perdu, et conseillait la paix, n'importe à quel prix. Dès que son honneur semblait en péril, Charles retrouvait une énergie qu'il n'avait point pour son salut. Il répondit sur-le-champ à son neveu [3]: « Si je faisais la guerre pour tout autre

[1] Walker's, *Discourses*, p. 132. Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 59, 90.

[2] Le 28 juin 1645.

[3] Le 3 août 1645.

« chose que pour la défense de ma religion, de ma cou-
« ronne et de mes amis, vous auriez pleinement raison.
« A parler comme homme d'État ou comme soldat, je
« conviens que ma ruine seule est probable: mais comme
« chrétien, je dois vous dire que Dieu ne souffrira pas
« que des rebelles prospèrent ni que sa cause périsse.
« Quel que soit donc le châtiment personnel qu'il lui
« plaise de m'infliger, rien ne fera que je me repente,
« encore moins que j'abandonne cette querelle. J'en pré-
« viens sans détour mes amis: quiconque restera main-
« tenant avec moi doit s'attendre et se résoudre, ou à
« mourir pour une bonne cause, ou, ce qui est pis, à
« vivre, en la soutenant, aussi misérable que pourront
« le rendre d'insolents rebelles. Au nom de Dieu, ne
« nous flattons donc pas de vaines chimères: croyez-
« moi, l'idée seule que vous désirez un traité avancera
« ma perte [1]. » Et pour relever son parti abattu, rappelant lui-même tout son courage, il quitta aussitôt le pays de Galles, dépassa sans être aperçu les quartiers de l'armée écossaise déjà campée sous les murs de Hereford, traversa rapidement les comtés de Shrop, de Stafford, de Derby, de Nottingham; et arrivé dans le comté d'York, convoqua à Doncaster tous ses fidèles cavaliers du nord pour aller avec lui se réunir à Montrose, comme eux fidèle et toujours vainqueur [2].

Les cavaliers accoururent. La présence du roi, si longtemps leur hôte, excita dans le comté un vif enthousiasme; on parla de lever un corps d'infanterie; les deux places de Pontefract et de Scarborough avaient été naguère contraintes de se rendre faute de vivres; les soldats des garnisons étaient libres; en trois jours, près de trois mille hommes vinrent offrir au roi leurs services, pro-

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 90-97.

[2] Clarendon, *ibid.*, p. 114. — Walker, p. 134-135.

mettant de se tenir prêts à marcher, dans les vingt-quatre heures, à son premier commandement. On n'attendait plus qu'une lettre de Montrose pour savoir s'il fallait l'aller chercher en Écosse ou lui donner un rendez-vous en Angleterre. Tout à coup on apprit que David Lesley, à la tête de la cavalerie écossaise, avait quitté le siége de Hereford, et qu'il était déjà à Rotherham, à quatre lieues de Doncaster, cherchant partout le roi. Le désastre de Naseby avait troublé sans retour l'imagination des royalistes; leur confiance ne résistait plus à l'approche du danger. Beaucoup quittèrent Doncaster; nul n'y arriva plus: au gré des plus braves, il était trop tard pour tenter de rejoindre Montrose; il ne fallait plus songer qu'à la sûreté du roi. Il s'éloigna, suivi d'environ quinze cents chevaux, traversa sans obstacle le centre du royaume, battit même en route quelques détachements parlementaires, et rentra dans Oxford le 29 août, ne sachant que faire de ce peu de forces qui lui restaient [1].

Il y était depuis deux jours quand la nouvelle lui parvint des récents et prodigieux succès de Montrose en Écosse: ce n'était plus seulement au nord du royaume et parmi les montagnards que la cause royale triomphait: Montrose s'était avancé vers le midi, dans les basses terres; et le 15 août, à Kilsyth, non loin des ruines de la grande muraille romaine, il avait remporté sur les covenantaires, commandés par Baillie, la septième et la plus éclatante de ses victoires. L'armée ennemie était détruite; toutes les villes voisines, Bothwell, Glascow, Édimbourg même avaient ouvert leurs portes au vainqueur; tous les royalistes que le parlement d'Écosse retenait en prison étaient libres; tous les hommes timides qui, pour se déclarer, avaient attendu le succès, le

[1] Walker, p. 135, 136. — Rushworth, part. 4, t. I, p. 116.

marquis de Douglas, les comtes d'Annandale et de Linlithgow, les lords Seaton, Drummond, Erskine, Carnegie, etc. se pressaient maintenant de se devancer mutuellement, craignant d'arriver trop tard. Les chefs parlementaires fuyaient de tous côtés, les uns en Angleterre, les autres en Irlande [1]. Enfin la cavalerie de l'armée écossaise qui assiégeait Hereford était rappelée en toute hâte, sous les ordres de David Lesley, au secours de sa patrie. Quelques uns dirent même que naguère, quand Lesley avait paru aux environs de Doncaster, bien loin de chercher à combattre le roi, il était en marche vers l'Écosse, et qu'on avait eu grand tort de s'épouvanter [2].

A ce glorieux récit, Charles ranimé partit sur-le-champ d'Oxford [3] pour marcher contre l'armée écossaise, profiter de son affaiblissement, la contraindre du moins à lever le siége de Hereford. Dans sa route, en passant à Ragland, il fut informé que Fairfax venait d'investir Bristol, la plus importante de ses possessions dans l'ouest; mais la place était forte, le prince Robert la défendait avec une bonne garnison, et promettait d'y tenir quatre mois; le roi ne s'en inquiéta point. Encore à une journée de Hereford, il apprit que les Écossais, au bruit de son approche, avaient levé le siége, et se retiraient précipitamment vers le nord. On le pressa de les poursuivre; ils étaient troublés, fatigués, en désordre, traversaient un pays mal disposé pour eux; il suffisait peut-être de

[1] Rushworth, part. 4, t. I, p. 230. — Guthry, *Memoirs*, etc., p. 189 et suiv.

[2] Rushworth, part. 4, t. I, p. 231. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 115, 116. Lesley avait quitté le siége de Hereford dans les premiers jours d'août, et la bataille de Kilsyth n'eut lieu que le 15. Il s'était donc évidemment détaché de l'armée écossaise pour poursuivre le roi, et ne pouvait être encore rappelé au secours de son pays.

[3] Le 31 août 1645

les harceler pour les anéantir. Mais Charles était fatigué lui-même d'une activité qui surpassait sa force. Il fallait, dit-il, qu'il se portât au secours de Bristol, et en attendant l'arrivée de quelques troupes rappelées de l'ouest dans ce dessein, il retourna au château de Ragland, attiré par le charme de ce séjour, ou pour s'occuper avec le marquis de Worcester de la grande et mystérieuse affaire qu'ils conduisaient en commun [1].

A peine arrivé, il reçut la nouvelle la plus inattendue: le prince Robert avait rendu Bristol [2], au premier assaut, presque sans résistance, quand rien ne lui manquait, ni les remparts, ni les vivres, ni les soldats. Charles fut consterné; c'était sa ruine dans l'ouest et le plus amer mécompte. Il écrivit au prince [3]: « Mon neveu, quoique « la perte de Bristol soit pour moi un rude coup, cepen- « dant la manière dont vous avez rendu cette place me « fait tout oublier. Que faire lorsqu'un homme qui me tient « de si près, par le sang et par l'amitié, se résigne à une « action si lâche (je me sers des termes les plus doux)? « à une action telle... J'en aurais tant à dire que je me « tais. Souvenez-vous que, le 12 août, vous m'avez écrit « que, s'il n'y avait point de sédition dans Bristol, vous « y tiendriez quatre mois. Avez-vous tenu quatre jours? « y a-t-il eu l'ombre même d'une sédition? Je me hâte « de conclure: mon désir est que vous alliez chercher « votre subsistance quelque part, outre mer, jusqu'à ce « qu'il plaise à Dieu de décider de mon sort. Je vous « envoie donc un passeport. Je prie Dieu qu'il vous donne « le sentiment de votre situation et les moyens de rega- « gner ce que vous avez perdu. Une victoire, je vous

[1] Clarendon, *Hist of the rebell*, t. VIII, p. 117, 118. — Walker, p. 136. — Rushworth, part. 4, t. I, p. 121-123.

[2] Le 11 septembre 1645. Rushworth, part. 4, t. I, p. 65-68.

[3] De Hereford, le 14 septembre.

« jure, ne me fera pas plus de plaisir qu'une bonne rai-
« son de vous assurer sans rougir que je suis votre on-
« cle affectionné et votre fidèle ami, CHARLES, *roi*[1]. »

Il écrivit le même jour à Oxford[2], où le prince s'était retiré, pour ordonner aux lords du conseil de lui redemander sa commission, de surveiller ses démarches, de destituer le colonel William Legg, gouverneur d'Oxford, ami particulier de Robert, enfin d'arrêter le colonel et même le prince, si quelque trouble s'élevait dans la place: et sa lettre finissait par ce *post-scriptum:* « Dites à « mon fils que j'aurais moins de chagrin à apprendre « qu'il a été assommé qu'à lui voir faire une action « aussi lâche que cette reddition de la place et du fort « de Bristol[3]. »

Une ressource restait au roi, toujours la même, quoique déjà tentée sans succès, c'était de rejoindre Montrose. Il fallait d'ailleurs qu'il marchât vers le nord pour débloquer Chester assiégé de nouveau, et, depuis la perte de Bristol, le seul port où pussent arriver des secours d'Irlande, désormais son unique pensée. Après huit jours passés à Hereford dans un morne abattement, il se mit en marche à travers les montagnes du pays de Galles, seul chemin par où il pût échapper à un corps parlementaire qui, sous les ordres du major général Poyntz, observait tous ses mouvements. Cinq mille hommes environ le suivaient encore, fantassins gallois et cavaliers des comtés du nord. Il était déjà en vue de Chester quand les parlementaires, partis plus tard, mais venus par une route directe et facile, atteignirent son arrière-garde[4]

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 120.

[2] Au secrétaire d'État sir Edouard Nicholas.

[3] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 121. — Evelyn, *Memoirs*, t. II, *Appendice*, p. 107-109.

[4] A. Routenheath, le 24 septembre 1645. Rushworth, part. 4, t. I, p. 117. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 150-153.

Sir Marmaduke Langdale, qui la commandait, chargea l'ennemi avec tant de vigueur qu'il le força de se replier en désordre. Mais le colonel Jones, qui dirigeait le siége, en détacha un corps de troupes, et parut inopinément sur les derrières des royalistes. Poyntz rallia ses gens. Le roi, pressé entre deux feux, vit tomber autour de lui ses meilleurs officiers, et bientôt en fuite à son tour, rentra désespéré dans le pays de Galles, encore une fois repoussé, comme par une barrière insurmontable, de ce camp de Montrose, son dernier espoir.

Cet espoir même n'était plus qu'une erreur : depuis dix jours déjà, comme le roi, Montrose fuyait, cherchant un asile et des soldats. Le 13 septembre, à Philip-Haugh, dans la forêt d'Ettrick, près de la frontière des deux royaumes, Lesley l'avait surpris faible, mal gardé ne se doutant pas de son approche. Malgré tous ses efforts, les montagnards l'avaient quitté pour aller enfouir chez eux leur butin. Quelques grands seigneurs, le comte d'Aboyne entre autres, jaloux de sa gloire, s'étaient aussi éloignés avec leurs vassaux ; d'autres, se méfiant de sa fortune, les lords Traquair, Hume, Roxburgh, ne l'avaient pas rejoint malgré leurs promesses [1]. Brillant et téméraire, dans les cœurs vils il excitait l'envie, et n'inspirait aux timides nulle sécurité. Quelque fanfaronnade se mêlait même à son génie, et nuisait à son influence : ses amis le servaient avec passion, ses soldats avec enthousiasme, mais il n'imposait point à ses égaux. Son pouvoir d'ailleurs n'avait de fondement que la victoire ; et les hommes prudents, chaque jour plus nombreux, le regardaient avec surprise, comme un météore que rien n'arrête, mais qui va passer. Un revers suffit à dissiper tous ses succès ; et le lendemain de sa défaite, le con-

[1] Rushworth, part. 4, t. I, p. 231. — Guthry, *Memoirs*, etc., p. 198 et suiv.

quérant de l'Écosse n'y était plus qu'un proscrit audacieux.

A ce coup, Charles regarda avec effroi autour de lui, ne sachant plus où attacher son espérance. Les conseillers mêmes lui manquaient. Il avait placé auprès de son fils les plus sages, lord Capel, Colepepper, Hyde. Lord Digby lui restait presque seul, toujours aventureux, confiant, toujours prêt à opposer les projets aux revers, et, malgré la sincérité de son zèle, occupé surtout de conserver son crédit. L'idée vint au roi de se retirer sur la côte du pays de Galles, dans l'île d'Anglesey, voisine de l'Irlande, facile à défendre, et de passer là l'hiver. On le détourna sans peine de sortir ainsi de son royaume où il possédait encore de bonnes places, Worcester, Hereford, Chester, Oxford, Newark. Tout le monde penchait pour Worcester, mais rien ne convenait moins à lord Digby. Ennemi déclaré du prince Robert, c'était lui qui naguère, après la perte de Bristol, avait fomenté la colère du roi, et provoqué, disait-on, ses rigueurs contre son neveu. Robert furieux voulait à tout prix voir le roi, se justifier et se venger. Or, à Worcester, il y eût réussi sans peine, car le prince Maurice, son frère, en était gouverneur. De toutes les places où le roi pouvait se retirer, Newark était celle où Robert devait plus difficilement arriver et se faire entendre. A la grande surprise de ceux qui l'entouraient, le roi décida qu'il irait à Newark [1].

Le prince en fut bientôt informé, et, malgré sa défense, se mit en route pour aller l'y trouver. Le roi répéta qu'il ne le recevrait point: mais lord Digby était inquiet. Soit hasard, soit dessein, le bruit courut tout à coup que Montrose avait réparé sa défaite, battu Lesley, et touchait à la frontière des deux royaumes. Sans plus d'in-

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 153-156.

formations, le roi partit avec lord Digby et deux mille chevaux, pour tenter une troisième fois de le rejoindre. L'erreur fut promptement dissipée: après deux jours de marche, on sut, à n'en pouvoir douter, que Montrose, sans soldats, errait toujours dans les montagnes du nord. Le roi n'avait rien à faire que de retourner à Newark, et Digby lui-même en convint. Mais pour lui, bien décidé à n'y point rentrer au risque de se voir en face du prince Robert, il persuada au roi qu'à tout prix il fallait faire parvenir des secours à Montrose, et se chargea de les conduire. Ils se séparèrent: Digby, avec quinze cents chevaux, presque tout ce qui restait au roi, continua sa route vers le nord; et Charles rentra dans Newark, n'ayant plus que trois ou quatre cents chevaux pour armée, et John Ashburnham, son valet de chambre, pour conseiller [1].

En arrivant, il apprit que Robert était au château de Belvoir, à trois lieues de la place, avec son frère Maurice et une escorte de cent vingt officiers. Il lui fit dire de rester là jusqu'à nouvel ordre, déjà offensé qu'il fût venu si près sans son aveu. Mais le prince avança toujours, et beaucoup d'officiers de la garnison de Newark, le gouverneur même sir Richard Willis, allèrent à sa rencontre. Il arriva, et, sans être annoncé, avec toute sa suite, se présenta devant le roi: « Sire, lui dit-il, je viens » rendre compte de la perte de Bristol, et repousser les » imputations dont on m'a chargé. » Charles, embarrassé autant qu'irrité, lui répondit à peine: c'était l'heure du souper; l'escorte des princes se retira, on se mit à table; le roi s'entretint avec Maurice sans adresser la parole à Robert, et, le souper fini, rentra dans sa chambre. Robert alla loger chez le gouverneur. Le lendemain pourtant le roi consentit à la convocation d'un conseil

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 157-159.

de guerre; et après quelques heures de séance, une déclaration fut rendue portant que le prince n'avait manqué ni de courage ni de fidélité. Aucune sollicitation ne put obtenir du roi rien de plus.

C'était trop peu au gré du prince et de ses partisans. Ils restèrent à Newark, exhalant sans contrainte leur humeur. Le roi, de son côté, entreprit de mettre un terme aux désordres toujours croissants de la garnison. Pour deux mille hommes de troupes, on y comptait vingt-quatre officiers généraux ou colonels dont le traitement absorbait presque toutes les contributions du comté [1]. Les gentilshommes des environs, même les plus dévoués, se plaignaient amèrement du gouverneur. Charles résolut de le remplacer, avec égard pourtant et en l'attachant à sa personne. Il lui annonça qu'il lui donnait le commandement de ses gardes à cheval. Sir Richard s'en défendit, disant qu'on prendrait cette élévation pour une disgrâce, qu'il était trop pauvre pour la cour: « J'y pourvoirai, » lui dit le roi en le quittant. Le jour même, à l'heure du dîner, Charles était à table: sir Richard Willis, les deux princes, lord Gerrard et vingt officiers de la garnison entrèrent brusquement: « Sire, dit Willis, « ce que votre Majesté m'a dit ce matin en secret est « maintenant le bruit de la ville, et m'y déshonore. — Ce « n'est pour aucune faute, ajouta Robert, que sir Richard « perd son gouvernement; c'est parce qu'il est mon « ami. — Tout ceci, reprit lord Gerrard, est un complot « de lord Digby, qui est lui-même un traître, et je le « prouverai. » Étonné, troublé, Charles se leva de table, et faisant quelques pas vers sa chambre, ordonna à Willis de le suivre: « Non, sire, dit Willis; j'ai reçu une in- « jure publique, c'est une réparation publique que j'at- « tends. » A ce refus, Charles hors de lui s'élança vers

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 136.

eux, et pâle de colère, d'une voix éclatante, d'un geste menaçant: « Sortez, sortez, et ne reparaissez jamais de- « vant moi! » Troublés à leur tour, ils sortirent tous précipitamment, retournèrent à la maison du gouverneur, firent sonner le boute-selle et quittèrent la ville au nombre de deux cents cavaliers.

Toute la garnison, tous les habitants accoururent pour offrir au roi l'expression de leur dévouement et de leur respect. Dans la soirée, les mécontents lui firent demander des passe-ports, le priant de ne pas les considérer comme des rebelles: « Je ne les baptiserai pas aujour- « d'hui, dit le roi; quant à des passe-ports, qu'on leur « en donne tant qu'ils en voudront. » Il était encore ému de cette scène; la nouvelle lui arriva que lord Digby, dans sa marche vers l'Écosse, à Sherburne, avait été atteint et battu par un corps de parlementaires [1], que ses cavaliers s'étaient dispersés, qu'on ignorait ce que lui-même était devenu. Il ne restait donc du côté du nord ni soldats ni espérances. Newark même avait cessé d'être un lieu sûr; les troupes de Poyntz s'étaient rapprochées, occupaient successivement les places voisines, resserraient leurs quartiers de jour en jour; déjà on doutait que le roi pût passer. Le 3 novembre, à onze heures du soir, quatre ou cinq cents cavaliers, débris de plusieurs régiments, furent réunis sur la place du marché: le roi parut, prit le commandement d'un escadron, et sortit de Newark par la route d'Oxford. Il avait fait raser sa barbe; deux petites garnisons royalistes, situées sur son passage, étaient prévenues; il marcha jour et nuit, esquivant avec peine tantôt un corps, tantôt une place ennemie, et se crut sauvé en rentrant à Oxford [2],

[1] Vers le milieu d'octobre 1645. Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 159-162. — Rushworth, part. 4, t. I, p. 128-134.

[2] Le 6 novembre 1645.

car il y retrouvait son conseil, sa cour, ses habitudes et quelque repos [1].

Il y retrouva bientôt sa détresse. Pendant qu'il errait de comté en comté et de ville en ville, Fairfax et Cromwell, ne craignant rien de lui et bien sûrs que le corps de Poyntz suffirait à le harasser, avaient suivi dans l'Ouest le cours de leurs succès. En moins de cinq mois, quinze places importantes, Bridgewater [2], Bath [3], Sherborne [4], Devizes [5], Winchester [6], Basing-House [7], Tiverton [8], Monmouth [9], etc., étaient tombées en leur pouvoir. Aux garnisons qui se montraient disposées à accueillir leurs ouvertures, ils accordaient sans marchander d'honorables conditions; à celles qui répondaient plus fièrement, ils faisaient donner sur-le-champ l'assaut [10]. Un moment les *clubmen* leur causèrent quelque inquiétude. Après les avoir plusieurs fois dispersés par de bonnes paroles, Cromwell se vit obligé de les attaquer. Il le fit brusquement et rudement, habile à passer tout à coup, et selon le besoin, de la douceur à la sévérité, de la sévérité à la douceur. Sur son avis, le parlement qualifia de trahison toute association de ce genre [11]; quelques chefs furent arrêtés; l'exacte discipline de l'armée rassura le peuple; les *clubmen* tardèrent peu à disparaître; et

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 162-170. — Walker, p. 146, 147. — Evelyn's, *Memoirs*, t. II, Appendice, p. 109, 110.

[2] Le 23 juillet 1645.

[3] Le 29 juillet.

[4] Le 15 août.

[5] Le 23 septembre.

[6] Le 28 septembre.

[7] Le 14 octobre.

[8] Le 19 octobre.

[9] Le 22 octobre.

[10] Rushworth, part. 4, t. I, p. 89.

[11] Le 23 août 1645. *Parl. Hist.*, t. III, col. 390. — Whitelocke, p. 165.

quand le roi rentra dans Oxford, la situation de son parti dans l'ouest était si désespérée que, dès le lendemain [1], il écrivit au prince de Galles pour lui ordonner de se tenir prêt à passer sur le continent [2].

Pour lui-même, il était sans dessein, sans idée; tantôt en proie à la plus vive angoisse, tantôt essayant d'échapper par l'inaction au sentiment de son impuissance. Il invita pourtant le conseil à lui indiquer quelque expédient, quelque démarche dont on pût espérer quelque résultat. Il n'y avait point à choisir: le conseil proposa un message aux chambres et la demande d'un sauf-conduit pour quatre négociateurs. Le roi y consentit sans objection [3].

Jamais le parlement n'avait été moins enclin à la paix. Cent trente membres nouveaux venaient d'entrer dans la chambre des communes, à la place de ceux qui l'avaient quittée pour suivre le roi. Longtemps ajournée, d'abord par ménagement, puis par la difficulté de l'exécution, plus tard à dessein, cette mesure avait été prise enfin à la demande des indépendants, ardents à profiter de leurs succès sur le champ de bataille pour fortifier dans Westminster leur parti [4]. Ils mirent tout

[1] Le 7 novembre 1645.

[2] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 143.

[3] *Ibid.*, p. 201-204. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 405. Le message est du 5 décembre 1645.

[4] Ce fut le 13 septembre 1644 qu'il fut question pour la première fois, dans la chambre des communes, de faire remplir les places vacantes. La proposition demeura sans résultat jusqu'au mois d'août 1645. Le 21 de ce mois, et sur une pétition du bourg de Southwark, la chambre vota, à trois voix seulement de majorité, le remplacement de cinq membres absents, députés de Southwark, Bury Saint-Edmunds et Hythe. Cent quarante-six membres nouveaux furent élus dans les cinq derniers mois de 1645. Sur cinquante-huit signataires de l'ordre d'exécution de Charles I[er], dix sept appartiennent aux élections de cette époque. En 1646, il y eut encore quatre-vingt-neuf élections nouvelles. (*Journals of the house of Commons.*)

en œuvre pour dominer dans les élections, ne les ordonnant qu'isolément et l'une après l'autre, les faisant même tantôt retarder, tantôt accélérer, selon les chances qu'elles leur offraient, fourbes et violents, comme des vainqueurs en minorité. Plusieurs hommes, bientôt célèbres dans le parti, entrèrent alors dans la chambre, Fairfax, Ludlow, Ireton, Blake, Sidney, Hutchinson, Fleetwood. Cependant les élections n'eurent point partout le même résultat: beaucoup de comtés envoyèrent à Westminster des hommes étrangers à toute faction bien qu'opposés à la cour, amis de l'ordre légal et de la paix. Mais, a leur arrivée, ils étaient sans expérience, sans lien, sans chefs, peu disposés même à se rallier aux anciens chefs presbytériens, qui avaient perdu, la plupart du moins, leur réputation de droiture, ou d'énergie, ou d'habileté. Ils firent peu de bruit, exercèrent peu d'influence; et le premier effet de ce recrutement de la chambre fut d'y donner aux indépendants beaucoup plus d'audace et de pouvoir [1]. Les actes du parlement prirent dès lors un caractère plus rude. On s'était aperçu que pendant leur séjour à Londres les commissaires du roi intriguaient pour ourdir des complots et soulever le peuple; il fut décidé [2] qu'on ne recevrait plus de commissaires, qu'il n'y aurait plus de négociations, que les chambres rédigeraient leurs propositions de paix sous forme de bills, et que le roi serait requis de les adopter ou de les rejeter simplement, comme s'il eût résidé à Whitehall et selon la pratique des temps réguliers. Le prince de Galles offrit [3] de se porter médiateur entre le roi et le peu-

[1] *Mémoires* de Hollis, p. 62-67, dans ma *Collection*; — de Ludlow, t. I, p. 187, 190, 195, *ibid.* — Whitelocke, *Memorials*, etc., p. 153, 154, 160, 165, etc. — *Old Parl. Hist.*, t. IX, p. 12; t. XIV, p. 306-309.

[2] Le 11 août 1645. *Parl. Hist.*, t. III, col. 390.

[3] Le 20 septembre 1645. *Parl. Hist.*, t. III, col. 392. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 109.

ple, et Fairfax transmit aux chambres sa lettre, « se faisant, dit-il, un devoir de ne pas étouffer dans sa fleur « la bienfaisante espérance du jeune pacificateur. » On ne lui répondit seulement pas. Le terme assigné au commandement de Cromwell était près d'expirer; on le prorogea de nouveau pour quatre mois sans en donner de raison [1]. Les rigueurs redoublèrent contre le parti royaliste : une ordonnance avait accordé aux femmes et aux enfants des délinquants le cinquième du revenu des biens séquestrés; elle fut révoquée [2]. Une autre ordonnance, longtemps repoussée par les lords, prescrivit la mise en vente d'une portion considérable des biens des évêques et des délinquants [3]. Dans les camps et à la guerre s'accomplissait la même révolution. Il fut défendu de faire aucun quartier aux Irlandais pris en Angleterre les armes à la main [4]; on les fusillait par centaines [5]; on les jetait à la mer, liés dos à dos [6]. Entre Anglais même, ce n'était plus cette douceur, cette courtoisie si fréquentes dans les premières campagnes, et qui révélaient, dans les deux partis, une condition à peu près égale, la même éducation, les mêmes mœurs, l'habitude et le besoin de la paix, même en se combattant. Dans les rangs parlementaires, Fairfax conservait presque seul cette humanité élégante: autour de lui, officiers et soldats, parvenus braves et habiles, mais de mœurs rudes, ou fanatiques d'humeur violente et sombre ne s'inquiétaient que de vaincre, et ne voyaient dans les cavaliers que des ennemis. Les cavaliers, à leur tour,

[1] Le 12 août 1645. *Parl. Hist.*, t. III, col. 390.

[2] Le 8 septembre 1645. Rushworth, part. 4, t. I, p. 209.

[3] Le 13 septembre 1645. *Parl. Hist.*, t. III, col. 391 — Whitelocke, p. 146.

[4] Le 24 octobre 1644. Rushworth, part. 3, t. II, p. 783

[5] Baillie, *Letters*, t. II, p. 164. — Rushworth, part. 4, t. I, p. 231.

[6] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 338.

irrités, comme d'un affront, de succomber sous de tels adversaires, essayaient de s'en consoler ou de s'en venger par des moqueries, des épigrammes, des chansons, chaque jour plus insultantes [1]. Ainsi la guerre devenait dure, quelquefois même cruelle, comme entre gens qui ne se sont connus que pour se mépriser ou se haïr. En même temps la mésintelligence, jusque-là contenue, éclatait entre les Écossais et les chambres; ceux-là se plaignaient qu'on ne payât point leur armée; celles-ci qu'une armée d'alliés pillât et dévastât, comme une troupe ennemie, les comtés qu'elle occupait [2]. Partout enfin la fermentation plus ardente, l'inimitié plus profonde, les mesures plus âpres et plus décisives laissaient peu de chances que la paix vînt arrêter, ou seulement une trêve suspendre le cours déjà si rapide des événements.

Les ouvertures du roi furent repoussées, tout sauf-conduit refusé à ses négociateurs. Il insista par deux nouveaux messages, toujours sans succès; on lui répondit que les intrigues de ses courtisans dans la cité ne permettaient pas qu'on les y laissât venir [3]. Il offrit de se rendre lui-même à Westminster pour traiter en personne avec le parlement [4]; malgré les remontrances des Écossais, sa proposition n'obtint pas un meilleur accueil [5]. Il renouvela ses instances [6], moins dans l'espoir de réus-

[1] Les plus remarquables de ces chansons sont celles qui furent composées contre David Lesley et ses Écossais, lorsqu'il quitta le siége de Hereford pour marcher au secours de l'Écosse, presque entièrement subjuguée par Montrose, qu'il défit le 13 septembre 1645, à la bataille de Philip-Haugh. Aucune défaite n'avait encore ravi aux cavaliers de si belles espérances, et leur colère s'exhala avec une verve peu commune. (Voyez la plus énergique de ces chansons dans les *Éclaircissements et Pièces historiques*, n° VIII.)

[2] *Parl. Hist.*, t. III, col. 393, 394-398, 405.

[3] Le 26 décembre 1645. *Parl. Hist.*, t. III, col. 414.

[4] Les 26 et 30 décembre 1645. *Ibid.*, col. 415-417.

[5] Le 13 janvier 1646. *Ibid.*, col. 418-421.

[6] Le 15 janvier 1646. *Ibid.*, col. 421.

sir que pour décrier les chambres auprès du peuple, qui souhaitait la paix. Mais ses ennemis avaient acquis naguère un moyen plus sûr de le décrier lui-même: ils annoncèrent solennellement qu'ils possédaient enfin la preuve de la fausseté de ses paroles; qu'il venait de conclure avec les Irlandais, non plus une cessation d'armes, mais un traité d'alliance; que dix mille de ces rebelles, sous les ordres du comte de Glamorgan, devaient bientôt débarquer à Chester; que le prix de cet odieux secours était la complète abolition des lois pénales contre les catholiques, la liberté de leur culte, la reconnaissance de leur droit aux églises comme aux terres dont ils s'étaient emparés, c'est-à-dire le triomphe du papisme en Irlande et la ruine des protestants. Une copie du traité et plusieurs lettres qui s'y rapportaient avaient été trouvées dans la voiture de l'archevêque de Tuam, l'un des chefs des insurgés, tué par hasard au milieu d'une escarmouche, sous les murs de Sligo [1]. Le comité des deux royaumes, qui, depuis trois mois, les tenait en réserve pour quelque occasion importante, les mit sous les yeux des chambres: elles en ordonnèrent aussitôt la publication [2].

Le trouble du roi fut grand: les faits étaient réels; le parlement ne savait même pas tout. Depuis près de deux ans [3], Charles conduisait en personne cette négociation, à l'insu de son parti, de son conseil, se cachant même quelquefois du marquis d'Ormond, son lieutenant en Irlande, quoiqu'il ne doutât point de son zèle et ne pût se passer de son concours. Un catholique, lord Herbert, fils aîné du marquis de Worcester, et créé naguère

[1] Le 17 octobre 1645.

[2] *Parl. Hist.*, t. III, col. 428. — Rushworth, part. 4, t. I, p. 238 et suiv.

[3] La première commission du roi à Glamorgan est du 1er avril 1644.

comte de Glamorgan, avait seul en cette affaire toute la confiance du roi. Brave, généreux, inconsidéré, dévoué avec passion à son maître en péril et à sa religion opprimée, c'était Glamorgan qui allait et venait sans cesse, tantôt d'Angleterre en Irlande, tantôt de Dublin à Kilkenny, se chargeant des démarches qu'Ormond ne voulait pas faire, et sachant seul jusqu'où pouvaient s'étendre les concessions du roi. Par lui passait la correspondance de Charles avec Rinuccini, nonce du pape, récemment arrivé en Irlande [1], et avec le pape lui-même. Enfin le roi l'avait formellement autorisé, par un acte signé de sa main et connu d'eux seuls [2], à accorder aux Irlandais tout ce qu'il jugerait nécessaire pour en obtenir un secours efficace, s'engageant à tout approuver, à tout ratifier, quelque illégales que les concessions pussent être, désirant seulement que rien ne transpirât jusqu'au jour où il pourrait tout avouer. Le traité avait été conclu le 20 août précédent, et Glamorgan, toujours en Irlande en pressait vivement l'exécution. C'était là le secret de ces fréquentes visites, de ces longs séjours du roi au château de Ragland, résidence du marquis de Worcester, et de ces espérances mystérieuses qu'il laissait percer quelquefois au milieu de ses revers [3].

On apprit presque en même temps à Oxford et à Dublin que le traité était connu à Londres. Ormond comprit sans peine quel coup en recevraient, dans son propre parti, les affaires du Roi. Soit que lui-même ignorât vraiment, comme il le dit, que Charles eût autorisé de

[1] Le 22 octobre 1645.

[2] En date du 12 mars 1645.

[3] M. Lingard a recueilli et présenté avec clarté tous les faits relatifs à cette négociation, dont les principales pièces originales sont entre ses mains. (*Hist. of Engl.*, t. VI, p. 537-541 ; note 1, p. 655-664, édit. in-4. Londres, 1825.)

telles concessions, soit plutôt qu'il voulût le mettre en mesure de les désavouer, il fit à l'instant arrêter Glamorgan[1], comme ayant outre-passé ses pouvoirs et compromis gravement le monarque en accordant aux rebelles ce que leur refusaient toutes les lois. Inébranlable dans son dévouement, Glamorgan se tut, ne produisit point les actes secrets, signés *Charles*, qu'il avait entre les mains, dit même que le roi n'était point tenu de ratifier ce qu'il avait cru devoir promettre en son nom. Charles, de son côté, se hâta de le désavouer dans une proclamation qu'il adressa aux chambres[2], et dans ses lettres officielles au conseil de Dublin[3]: à l'en croire, Glamorgan n'avait d'autre mission que de recruter des soldats et de seconder les efforts du lord lieutenant; mais, dans l'un et l'autre parti, le mensonge n'était plus qu'une vieille et inutile habitude; personne, pas même le peuple, n'en était plus trompé. Au bout de quelques jours[4], Glamorgan sortit de prison et recommença toutes ses démarches pour faire passer, au même prix, une armée irlandaise en Angleterre. Le parlement vota que la justification du roi était insuffisante[5]; Cromwell, pour la dernière fois, fut continué dans son commandement[6]; et Charles se vit contraint de chercher encore son salut dans la guerre, comme s'il eût pu la soutenir.

Deux corps de troupes seulement lui restaient: l'un dans le comté de Cornouailles, sous les ordres de lord Hopton; l'autre sur les frontières du pays de Galles, sous ceux de lord Astley. Vers le milieu de janvier, le prince

[1] Le 4 janvier 1646.

[2] Le 29 janvier. *Parl. Hist.*, t. III, col. 435.

[3] Du 31 janvier. Carte, *Ormond's Life*, t. III, p. 445-447

[4] Le 1er février 1646.

[5] Le 31 janvier. *Parl. Hist.*, t. III, col. 438.

[6] Le 27 janvier. *Ibid*, t. III, col. 428.

de Galles, toujours gouverneur de l'ouest, mais abandonné par Goring et Greenville, jusque-là ses généraux, avait mandé lord Hopton, longtemps le chef de ces comtés, pour le conjurer de reprendre le commandement des débris d'armée encore réunis autour de lui: « Monseigneur, lui dit Hopton, c'est maintenant l'usage, pour » les gens qui ne veulent pas se soumettre à ce qu'on « leur ordonne, de dire que c'est contre leur honneur, « que leur honneur ne leur permet pas de faire ceci ou « cela; pour ma part, je ne puis obéir aujourd'hui à votre Altesse sans me résigner au sacrifice de mon honneur car, avec les troupes qu'elle me donne, comment « le conserverais-je? Leurs amis seuls les craignent; leurs « ennemis s'en moquent: elles ne sont terribles qu'au « jour du pillage, et résolues que pour s'enfuir. Cependant, puisque votre Altesse a jugé nécessaire de m'appeler, je suis prêt à la suivre, au risque d'y perdre « mon honneur; » et il reprit le commandement de sept ou huit mille hommes. Mais il leur fut bientôt aussi odieux que l'étaient pour lui leurs excès; les braves mêmes ne pouvaient souffrir sa discipline et sa vigilance, accoutumés sous Goring à une guerre moins gênante et plus profitable. Fairfax, toujours appliqué à soumettre l'ouest tarda peu à marcher contre eux, et le 16 février, Hopton essuya à Torrington, sur la frontière du comté de Cornouailles, une défaite plus désastreuse que sanglante. Il tenta vainement, en se retirant de ville en ville, de reformer quelque part son armée; officiers et soldats lui manquaient également: « Je n'ai jamais, disait-il, donné « à cette époque un rendez vous à un régiment sans le « voir arrivé réduit de moitié ou deux heures trop tard. » Fairfax le serrait chaque jour de plus près. A la tête du faible corps qui lui restait fidèle, Hopton se vit bientôt acculé à la pointe de Cornouailles. A Truro, il fut informé

que, las de la guerre, et pour en finir, des gens du pays méditaient de se saisir du prince de Galles et de le livrer au parlement. L'heure de la nécessité était venue; le prince s'embarqua, suivi de son conseil, mais pour se retirer seulement presque en vue des côtes, sur un sol anglais, dans l'île de Scilly. Libre de ce souci, Hopton voulut tenter encore de combattre; mais ses troupes demandaient à grands cris à capituler. Fairfax lui fit offrir des conditions honorables; Hopton éludait toujours: ses officiers lui déclarèrent que, s'il n'y consentait, ils traiteraient sans lui: « Traitez donc, leur dit-il, mais non « pour moi; » et ni lui ni lord Capel ne voulurent en effet être compris dans la capitulation. Les articles signés et l'armée dissoute, ils s'embarquèrent pour rejoindre le prince à Scilly, et le roi ne conserva plus dans le sud-ouest que d'insignifiantes garnisons [1].

Lord Astley n'eut pas un meilleur sort: il était à Worcester avec trois mille hommes; le roi lui ordonna de venir le joindre à Oxford, et en sortit lui-même avec quinze cents chevaux pour aller à sa rencontre. Il voulait avoir auprès de lui un corps suffisant pour attendre les secours d'Irlande, qu'il espérait toujours. Mais avant qu'ils se fussent réunis [2], à Stow, dans le comté de Glocester, sir William Brereton et le colonel Morgan, à la tête d'un corps de parlementaires, atteignirent Astley, dont ils surveillaient depuis un mois les mouvements. La déroute des cavaliers fut complète; dix-huit cents d'entre eux furent tués ou pris, les autres se dispersèrent. Astley lui-même, après une résistance acharnée, tomba au pouvoir de l'ennemi. Il était vieux, fatigué du combat, et marchait péniblement; les soldats, touchés de ses cheveux

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 172-189. — Rushworth, part. 4, t. I, p. 99-115.

[2] Le 22 mars 1646.

blancs et de son courage, lui apportèrent un tambour. Il s'assit, et s'adressant aux officiers de Brereton : « Messieurs, leur dit-il, vous avez fini votre ouvrage ; vous « pouvez maintenant aller jouer, à moins que vous n'aimiez mieux vous quereller entre vous [1]. »

Charles n'avait plus que cette espérance : il s'empressa de la tenter. Depuis longtemps déjà, et pendant qu'il comblait quelques chefs presbytériens de compromettants égards, il entretenait avec les indépendants, avec Vane surtout, intrigant aussi actif qu'enthousiaste passionné, de secrètes relations. Naguère même [2] le secrétaire d'État Nicholas avait écrit à Vane pour le presser de faire en sorte que le roi pût se rendre à Londres et traiter en personne avec les chambres, lui promettant que, si elles exigeaient le triomphe de la discipline presbytérienne, les royalistes se joindraient à ses amis « pour extirper du royaume cette « domination tirannique, et se garantir mutuellement leur « liberté [3]. » On ignore ce que Vane répondit à cette lettre ; mais, après la déroute d'Astley, le roi lui-même lui écrivit : « Soyez certain que toutes choses se passeront « selon ma promesse ; par tout ce qu'il y a de cher à un « homme, je vous conjure de hâter vos bons offices ; sinon, il sera trop tard, et je périrai avant d'en recueillir « le fruit. Je ne puis vous dire toutes mes nécessités ; mais « je suis sûr que, si je le faisais, vous laisseriez de côté « toute autre considération pour vous prêter à mes désirs. C'est là tout ; fiez-vous à moi : je récompenserai « pleinement vos services. J'ai tout dit. Si dans quatre « jours je n'ai pas de réponse, je serai contraint de trouver quelque autre expédient. Que Dieu vous guide !

[1] Rushworth, part. 4, t. I, p. 139-141. — *Old Parl. Hist.*, t. XIV, p. 297-302.

[2] Le 2 mars 1646.

[3] Evelyn's, *Memoirs*, t. II, Appendice, p. 115.

« J'ai acquitté mon devoir [1]. » Il adressa en même temps un message aux chambres pour offrir de licencier ses troupes, et d'ouvrir toutes ses places, et d'aller reprendre sa résidence à Whitehall [2].

A cette proposition, et sur le bruit que tout à coup, sans rien attendre, le roi pourrait bien arriver, la plus vive alarme régna dans Westminster: politiques ou fanatiques, presbytériens ou indépendants, tous savaient que, le roi à Whitehall, ce ne serait plus contre lui qu'éclateraient les émeutes de la cité; tous étaient également résolus de ne point tomber à sa merci. Ils prirent sur-le-champ, contre un tel péril, les mesures les plus violentes : défense fut faite de recevoir le roi, ou de se rendre auprès de lui s'il venait à Londres, ou de fournir à qui que ce fût le moyen de l'approcher. Le comité de la milice reçut des pouvoirs pour empêcher tout rassemblement, arrêter quiconque viendrait avec le roi, prévenir toute affluence vers lui, mettre même au besoin sa propre personne à l'abri de tout danger. Les papistes, les délinquants, les officiers réformés, les soldats de fortune, quiconque avait pris parti contre le parlement eut ordre de quitter Londres sous trois jours [3]. Enfin une cour martiale fut instituée [4], et la peine de mort décernée contre toute personne qui entretiendrait, directement ou indirectement, des relations avec le roi, ou qui viendrait sans passe-port d'un camp ou d'une place au pouvoir du roi, ou qui recevrait ou cacherait quelque homme ayant porté les armes contre le parlement, ou

[1] Evelyn, t. II, Appendice, p. 116. — Clarendon, *State-papers*, t. II, p. 227. La lettre est sans date et sans signature.

[2] Le 23 mars 1646. *Parl. Hist.*, t. III, col. 451.

[3] Les 31 mars et 3 avril 1646. *Parl. Hist.*, t. III, p. 452, 453. — Rushworth, part. 4, t. I, p. 249.

[4] Le 3 avril 1646. Rushworth, part. 4, t. I, p. 252.

qui volontairement laisserait échapper un prisonnier de guerre, etc., etc. Jamais aucun acte des chambres n'avait porté l'empreinte d'un tel effroi.

Vane, de son côté, laissa la lettre du roi sans réponse, ou du moins sans effet.

Cependant les troupes de Fairfax s'avançaient à grandes marches pour bloquer Oxford : déjà le colonel Rainsborough et deux autres régiments étaient campés en vue de la place. Le roi fit offrir à Rainsborough de se rendre à lui s'il voulait engager sa parole de le conduire aussitôt vers le parlement. Rainsborough refusa. Sous peu de jours, le blocus ne pouvait manquer d'être complet ; et quelle qu'en fût la durée, le résultat en était infaillible ; le roi tombait comme prisonnier de guerre aux mains de ses ennemis [1].

Un seul asile lui restait à tenter, le champ des Écossais. Depuis deux mois déjà, M. de Montreuil, ministre de France, touché de sa détresse plutôt que pour obéir aux instructions de Mazarin, travaillait à le lui ménager. Rebuté d'abord par les commissaires écossais en résidence à Londres, convaincu par un voyage à Édimbourg qu'il n'y avait rien à espérer du parlement d'Écosse, il s'était enfin adressé à quelques chefs de l'armée qui assiégeait Newark ; et leurs dispositions lui avaient paru si favorables, qu'il avait cru pouvoir promettre au roi [2], au nom et sous la garantie du roi de France, que les Écossais le recevraient comme leur légitime souverain, le mettraient, lui et les siens, à l'abri de tout danger, concourraient même avec lui de tout leur pouvoir au rétablissement de la paix. Les incertitudes et les rétractations des officiers écossais, qui voulaient bien sauver le roi, mais non se brouiller avec le parlement, firent bien-

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 257.

[2] Le 1er avril 1646.

tôt voir à Montreuil qu'il s'était trop avancé, et il se hâta de le mander à Oxford. Cependant la nécessité, chaque jour plus pressante, rendait le roi et Montreuil lui-même moins difficiles; la reine, qui, de Paris, avait aussi dans l'armée écossaise des relations et des agents, exhortait son mari à s'y confier. Dans de nouvelles conférences, les officiers firent à Montreuil quelques promesses : il en informa le roi, attentif pourtant à lui répéter que la démarche était hasardeuse, tout autre refuge préférable, disant seulement que, s'il n'en avait aucun autre, il trouverait auprès des Écossais, pour sa personne du moins, pleine sûreté [1].

Décidé ou incertain, Charles ne pouvait plus attendre : déjà Fairfax était à Newbury; le blocus devait être complet sous trois jours. Le 27 avril, à minuit, suivi seulement d'Ashburnham et d'un ecclésiastique, le docteur Hudson, guide bien instruit de tous les chemins, le roi sortit d'Oxford à cheval, déguisé en domestique d'Ashburnham, portant en croupe leur valise commune; et au même moment, pour donner le change à tous les soupçons, trois hommes sortaient par chacune des portes de la ville. Le roi prit la route de Londres. Arrivé sur les hauteurs de Harrow, en vue de sa capitale, il s'arrêta plein d'anxiété; il pouvait descendre, rentrer dans Whitehall, paraître tout à coup au milieu de la cité qui revenait à lui. Mais rien ne lui convenait moins qu'une résolution singulière et hardie, car il manquait de présence d'esprit, et craignait surtout les chances qui pouvaient compromettre sa dignité. Après quelques heures d'hésitation, il s'éloigna de Londres, et marcha vers le nord, mais lentement, presque au hasard, en homme toujours incertain. Montreuil avait promis de venir à sa rencon-

[1] Dans ses lettres des 15, 16 et 20 avril. — Clarendon, *Hist. of the rebell*, t. VIII, p. 247-255. — *State-Papers*, t. II, p. 214-226.

tre à Harborough, dans le comté de Leicester, et ne s'y trouva point. Le roi, inquiet, envoya Hudson à la découverte, et se rejeta dans les comtés de l'est, errant de ville en ville, de château en château, surtout le long des côtes, changeant sans cesse de déguisement, demandant partout des nouvelles de Montrose, et vivement préoccupé du désir de le rejoindre. Mais c'était encore là une trop longue et trop embarrassante entreprise. Hudson revint; rien n'était changé: Montreuil promettait toujours, dans le champ écossais, une retraite, sinon agréable, du moins assurée. Charles se décida enfin, par lassitude plutôt que par choix; et le 5 mai, neuf jours après son départ d'Oxford, de grand matin, Montreuil l'introduisit à Kelham, quartier général des Écossais [1].

A la vue du roi, le comte de Leven et ses officiers affectèrent une extrême surprise: avis de son arrivée fut donné aussitôt aux commissaires du parlement; des courriers partirent pour aller l'annoncer à Édimbourg et à Londres. Officiers et soldats traitaient le roi avec un profond respect; mais le soir, sous prétexte de lui rendre les honneurs qui lui étaient dus, une forte garde fut placée à sa porte; et lorsque, pour connaître sa situation, il voulut essayer de lui donner le mot d'ordre: « Pardon, sire, lui dit Leven; je suis le plus vieux sol- « dat; votre Majesté permettra que je me charge de ce « soin [2]. »

[1] Rushworth, part. 4, t. I, p. 267. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 258. — *State-Papers*, t. II, p. 228. — Whitelocke, p. 214.

[2] Malcolm Laing, *Hist. of Scotland.*, t. III, p. 352, note 7.

LIVRE SEPTIÈME.

Inquiétude et menées des Indépendants. — Séjour du roi à Newcastle. — Il repousse les propositions du parlement. — Le parlement négocie avec les Écossais pour qu'ils lui remettent le roi et se retirent du royaume. — Ils y consentent. — Le roi est conduit à Holmby. — La discorde éclate entre le parlement et l'armée. — Conduite de Cromwell. — Il fait enlever le roi de Holmby. — L'armée marche sur Londres et accuse onze chefs presbytériens. — Ils quittent le parlement. — Séjour du roi à Hamptoncourt. — Négociations de l'armée avec lui. — Émeute de la cité en faveur de la paix. — Un grand nombre de membres des deux chambres se retirent à l'armée. — Elle les ramène à Londres. — Défaite des Presbytériens. — Explosion des républicains et des niveleurs. — Cromwell devient suspect aux soldats. — Ils se soulèvent contre les officiers. — Habileté de Cromwell — Terreur du roi. — Il s'enfuit à l'île de Wight.

1646-1647.

On sut bientôt à Londres[1] que le roi était sorti d'Oxford, mais sans que rien indiquât où il était, où il voulait aller. Le bruit courut qu'il se cachait dans la cité, et quiconque le recevrait fut de nouveau menacé de mort, *sans merci*. Fairfax manda qu'il s'était dirigé vers les comtés de l'est, et deux officiers d'un dévouement sûr, les colonels Russel et Wharton, y furent envoyés aussitôt avec ordre de le chercher partout et à tout

[1] Le 2 mai 1646.

prix[1]. Parlementaires et royalistes, tous plongés dans la même incertitude, supportaient, avec une égale impatience, ceux-ci leurs espérances, ceux-là leurs terreurs.

Le 6 mai au soir, arriva enfin la nouvelle que le roi était au camp des Écossais. Dès le lendemain les communes votèrent qu'aux deux chambres seules il appartenait de disposer de sa personne, et qu'il serait conduit sans retard au château de Warwick. Les lords refusèrent d'adhérer à ce vote; mais ils approuvèrent que Poyntz, cantonné près de Newark, eût ordre de surveiller tous les mouvements de l'armée écossaise, et Fairfax lui-même fut averti de se tenir prêt à marcher au besoin [2].

Les Écossais, de leur côté, pressés de s'éloigner, obtinrent du roi, le jour même de son arrivée, qu'il ordonnât à lord Bellasis, gouverneur de Newark, de leur ouvrir ses portes, livrèrent la ville aux troupes de Poyntz, et quelques heures après, plaçant le roi à leur avant-garde, ils se mirent en marche vers Newcastle, frontière de leur pays [3].

Le parti indépendant était en proie à une anxiété pleine de colère. Depuis un an tout lui prospérait; maître de l'armée, il avait partout vaincu, et fortement frappé, par ses victoires, l'imagination du peuple; sous sa bannière accouraient tous les esprits hardis, les ambitions énergiques, les espérances exaltées, quiconque avait sa fortune à faire, ou formait des vœux sans mesure, ou méditait quelque grand dessein. Le génie même ne trouvait de place et de liberté que dans ses rangs: Milton [4],

[1] Rushworth, part. 4, t. I, p. 267. — Whitelocke, p. 209.

[2] *Parl. Hist.*, t. III, col. 465-466.

[3] *Ibid*, col. 467. — May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 329, dans ma *Collection*. — Rushworth, part. 4, t. I, p. 269-271.

[4] Né à Londres, le 9 décembre 1608.

jeune encore, mais déjà remarqué pour l'élégance et l'étendue de son savoir, venait de réclamer, avec une noblesse de langage jusque-là inconnue, la liberté de conscience, la liberté de la presse, la faculté du divorce [1]; et le clergé presbytérien, indigné de son audace, l'avait sans succès dénoncé aux chambres, plaçant au nombre de leurs péchés la tolérance de pareils écrits [2]. Un autre, déjà connu par sa résistance passionnée à la tyrannie, John Lilburne, commençait contre les lords, les juges, les jurisconsultes, son infatigable guerre, et déjà la plus bruyante popularité s'attachait à son nom [3]. Le nombre et la confiance des congrégations [4] dissidentes, toutes ralliées aux indépendants, croissaient de jour en jour. Vainement les presbytériens avaient enfin obtenu des chambres l'établissement exclusif et officiel de leur Église [5]; aidés des jurisconsultes et des libertins, les indépendants avaient réussi à maintenir la suprématie du parlement en matière religieuse [6], et la mesure ainsi

[1] Dans cinq pamphlets contre le gouvernement épiscopal et sur la réforme de l'Église, publiés en 1641 et 1642; dans un pamphlet intitulé: *The doctrine and discipline of divorce*, publié en 1644; et dans un pamphlet intitulé: *Speech for the liberty of unlicensed printing*, publié aussi en 1644. (Milton's, *Prose Works*, t. I, p. XX, XXII, XXIII, XXV, p. 1-215; édit. in-fol., 2 vol. Londres, 1738).

[2] Milton's *Prose Works*, t. I, p. XXIII.

[3] *Old Parl. Hist.*, t. XV, p. 19-28.

[4] Le nombre des congrégations anabaptistes, par exemple, était déjà de cinquante-quatre en 1648. Thomas Edwards, ministre presbytérien, publia en 1645, sous le titre de *Gangræna*, un catalogue de ces sectes, pour appeler sur elles les rigueurs du parlement: il en comptait seize principales, et en avait omis plusieurs. (Neal, *Hist. of the Puritans*, t. III, p. 310-313.)

[5] Par plusieurs ordonnances ou votes des 23 août, 20 octobre et 8 novembre 1645, et des 20 février et 14 mars 1646. (Rushworth, part. 4, t. I, p. 205, 210, 224.)

[6] Neal, *Hist. of the Purit.*, t. III, p. 231-270. — *Journals of the House of Commons*, 23 septembre, 10 octobre 1645, 5 et 25 mars,

énervée ne s'exécutait qu'avec lenteur [1]. En même temps la fortune personnelle des chefs du parti, de Cromwell surtout, grandissait à vue d'œil: venaient-ils de l'armée à Westminster? les chambres les accueillaient avec des hommages solennels [2]; repartaient-ils pour l'armée? les dons d'argent et de terres, les gratifications et les emplois prodigués à leurs créatures attestaient et accroissaient leur crédit [3]. Partout enfin, à Londres comme dans les comtés, et soit qu'il s'agît de politique ou de religion, des intérêts ou des idées, c'était en faveur du parti indépendant que se prononçait de plus en plus le mouvement social. Et au milieu de tant de prospérités, quand il touchait à la puissance, il se voyait menacé de tout perdre; car il perdait tout en effet si le roi et les presbytériens s'alliaient contre lui.

Il mit tout en œuvre pour parer ce coup: libre de suivre sa passion, il eût peut-être fait marcher sur-le-champ l'armée contre les Écossais et repris le roi de vive force: mais, malgré ses succès dans les nouvelles élections, il était contraint à plus de réserve; en minorité dans la chambre haute, il ne possédait dans les communes mêmes qu'un ascendant précaire, dû plutôt à l'inexpérience des membres naguère élus qu'à leurs vé-

22 avril 1646. — Baillie, *Letters*, t. II, p. 194, 196, 198. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 459.

[1] L'Église presbytérienne ne fut jamais complètement établie qu'à Londres et dans le comté de Lancaster. (Malcolm Laing, *Hist. of Scotl.*, t. III, p. 347.)

[2] *Parl. Hist.*, t. III, col. 465, 529.

[3] Les chambres donnerent: 1° à Cromwell (7 février 1646) 2,500 liv. st. de rentes en terres prises sur les biens du marquis de Worcester (*Parl. Hist.*, t. III, col. 459); 2° à Fairfax, quelques mois plus tard, 5,000 liv. st. de rente (Whitelocke, p. 228, 259); 3° à sir William Brereton (en octobre 1646) une gratification de 5,000 liv. st.; 4° à sir Peter Killigrew (en décembre 1646) une gratification de 2,000 liv. st. (*ibid.*, p. 228, 235), etc.

ritables sentiments. Il eut recours à des voies détournées; il essaya par toutes sortes de moyens, audacieux ou artificieux, secrets ou apparents, d'offenser les Écossais ou d'irriter contre eux le peuple, dans l'espoir d'amener une rupture; tantôt leurs courriers étaient arrêtés et leurs dépêches interceptées aux portes mêmes de Londres, par des subalternes dont ils demandaient vainement justice [1]; tantôt les pétitions affluaient contre eux des comtés du nord, racontant leurs exactions, leurs désordres et tout ce que le pays avait à souffrir de leur séjour [2]. L'alderman Foot en présenta une [3] au nom de la cité, qui leur était favorable, et demandait au contraire la répression des sectaires nouveaux, fauteurs de troubles dans l'Église et dans l'État; les lords en remercièrent le conseil commun, mais à peine obtint-elle des communes une courte et sèche réponse. Quelques régiments restaient encore, dernier débris de l'armée d'Essex, où les sentiments presbytériens prévalaient, entre autres une brigade cantonnée dans le Wiltshire, sous les ordres du major général Massey, le vaillant défenseur de Glocester: on fit arriver contre elle des plaintes de tout genre [4], et l'on réussit à en obtenir le licenciement. Dans les chambres, dans les journaux, dans tous les lieux publics, à l'armée surtout, les indépendants ne parlaient des Écossais qu'avec insulte, tantôt s'indignant de leur avidité, tantôt se moquant de leur parcimonie, s'adressant, avec une ruse grossière, mais efficace, aux préventions nationales, aux méfiances populaires, habiles à ne perdre aucune occasion d'exciter

[1] Le 9 mai 1646. *Parl. Hist.*, t. III, col. 469. — Whitelocke, p. 209.

[2] Whitelocke, p. 212, 213, 221, 222, 233.

[3] Le 26 mai 1646. *Parl. Hist.*, t. III, col. 474-480. — *Mémoires de Ludlow*, t. I, p. 202.

[4] Whitelocke, p. 214, 215, 229.

contre leurs ennemis le mépris ou le courroux [1]. Enfin les communes votèrent qu'on n'avait plus besoin de l'armée écossaise, et qu'en lui donnant 100,000 livres sterling, et lui demandant pour le reste ses comptes, on la prierait de retourner dans son pays [2].

Ces menées n'eurent point l'effet qu'on en attendait; les Écossais ne laissèrent percer ni humeur ni colère; mais leur conduite fut plate et incertaine, ce qui convenait encore mieux à leurs ennemis. L'embarras des chefs enclins à servir le roi était extrême. Incurable dans sa duplicité, parce qu'envers des sujets rebelles il ne se croyait tenu à rien, Charles méditait leur ruine en implorant leur appui: « Je ne désespère point, » écrivait-il à Digby quelques jours avant son départ d'Oxford, « d'engager les presbytériens ou les indépendants « à se joindre à moi pour s'exterminer les uns les au- « tres, et alors je redeviendrai vraiment roi [3]. » De son côté le peuple presbytérien, écossais ou anglais, toujours gouverné par ses ministres, toujours passionné pour le covenant et le triomphe de son Église, ne voulait entendre parler d'aucun accommodement, d'aucun secours prêté au roi, si ce n'est à ce prix; en sorte que les plus modérés, les plus inquiets de l'avenir ne pouvaient ni se fier à lui, ni rien rabattre avec lui de leurs prétentions. Dans cette perplexité, assaillis à la fois des accusations de leurs adversaires et des exigences de leur parti, leurs paroles se démentaient, leurs démarches se détruisaient l'une l'autre; ils voulaient la paix, la promettaient au roi, entretenaient sans cesse ses amis de l'effroi que leur inspiraient les indépendants; et jamais leurs déclarations de zèle pour le covenant, de ferme

[1] *Mémoires* de Hollis, p. 67-71.

[2] Le 11 juin 1646. *Parl. Hist.*, t. III, col. 484.

[3] Le 26 mars 1646. Carte, *Ormond's Life*, t. III, p. 452.

attachement aux chambres, d'inviolable union avec leurs frères les Anglais, n'avaient été plus multipliées ni plus éclatantes [1]; jamais ils ne s'étaient montrés, envers le roi et les cavaliers, si ombrageux et si durs. Six des plus illustres compagnons de Montrose, pris à la bataille de Philip-Haugh, furent condamnés et exécutés; rigueur sans motif, si ce n'est la vengeance, et dont, en Angleterre, la guerre civile n'avait offert aucun exemple [2]. Charles, avant de quitter Oxford, avait écrit au marquis d'Ormond qu'il ne se rendait au camp des Écossais que sur leur promesse de le soutenir au besoin, lui et ses justes droits [3]; et quoique leur langage eût été probablement moins explicite que le sien, on ne peut guère douter qu'ils ne lui eussent donné lieu, en effet, d'espérer leur appui. Ormond publia le lettre du roi [4]; les Écossais se hâtèrent de la démentir, en la qualifiant de « damnable mensonge [5]. » Les rigueurs redoublaient chaque jour autour de sa personne; quiconque avait porté les armes pour lui eut défense d'en approcher; ses lettres étaient presque toujours interceptées [6]. Enfin, pour donner une éclatante marque de leur fidélité à la cause du covenant, les chefs écossais sommèrent le roi de se laisser instruire dans la vraie doctrine de Christ; et le plus renommé des prédicateurs du parti, Henderson, se rendit à Newcastle pour entreprendre officiellement la conversion du monarque prisonnier [7].

[1] *Parl. Hist.*, t. III, col. 471, 475, 488. — *Old Parl. Hist.*, t. XV, p. 8.

[2] Malcolm Laing, *Hist. of Scotland*, t. III, p. 334.

[3] Le 3 avril 1746. Carte, *Ormond's Life*, t. III, p. 455.

[4] Le 21 mai 1646.

[5] Le 8 juin. *Parl. Hist.*, t. III, col. 480-483.

[6] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 271. — Whitelocke, p. 210, 214, 220.

[7] La controverse commença le 29 mai et dura jusqu'au 16 juillet: toutes les notes échangées entre le roi et Henderson ont été recueillies dans les OEuvres du roi, *Works of the king Charles the martyr*, Londres, 1662, in-fol, p. 155-187.

Charles soutint cette controverse avec adresse et dignité, inébranlable dans son adhésion à l'Église anglicane, mais argumentant sans aigreur contre son adversaire, qui lui-même était doux et respectueux. Pendant le cours de la discussion, le roi écrivit aux gouverneurs royalistes qui tenaient encore de rendre leurs places[1], aux chambres de presser l'envoi de leurs propositions[2], à Ormond de continuer ses négociations avec les Irlandais, quoiqu'au moment même il lui ordonnât officiellement de les rompre[3]; à Glamorgan enfin, toujours seul instruit de ses secrets desseins: « Si vous pouvez me « procurer une forte somme d'argent en engageant mes « royaumes comme garantie, j'en serai charmé, et, dès « que j'en aurai recouvré la possession, je paierai lar-« gement cette dette. Dites au nonce que si je trouve « quelque moyen de me mettre dans ses mains et dans « les vôtres, je n'y manquerai certainement pas, car tous « les autres me méprisent, je le vois bien[4]. »

Les propositions des chambres lui arrivèrent enfin[5]; les comtes de Pembroke et de Suffolk, et quatre membres des communes étaient chargés de les lui présenter. M. Goodwin, l'un d'entre eux, commençait à les lire. « Par-« don, messieurs, dit le roi en l'interrompant, avez-vous « des pouvoirs pour traiter? — Non, sire. — En ce cas, « sauf l'honneur du message, un honnête trompette en « aurait fait autant que vous. » Goodwin acheva sa lecture. Je pense, dit le roi, que vous n'attendez pas une « très prompte réponse, car l'affaire est grave. — Sire,

[1] Le 10 juin 1646. *Parl. Hist.*, t. III, col. 487.

[2] *Ibid.*, col. 486.

[3] *Ibid.*, col. 487. — Lingard, *Hist. of England*, t. VI, p. 361, édition in-4.

[4] Le 20 juillet 1646. Birch, *Inquiry into Glamorgan's transactions*, etc., p. 245.

[5] Le 23 juillet 1646.

« répondit lord Pembroke, il nous est défendu de rester « ici plus de dix jours. — C'est bien, reprit Charles, je « vous expédierai en temps convenable; vous pouvez « vous retirer [1]. »

Plusieurs jours s'écoulèrent sans que les commissaires entendissent parler de rien. Le roi lisait et relisait tristement les propositions, plus humiliantes et plus dures que celles qu'il avait constamment repoussées. On lui demandait d'adopter le covenant, d'abolir complètement l'Église épiscopale, de remettre aux chambres, pour vingt ans, le commandement de l'armée, de la marine et de la milice; de se résigner enfin à voir ses plus fidèles amis, au nombre de soixante et onze, nominativement exceptés de toute amnistie, et son parti tout entier, quiconque avait pris les armes pour lui, exclu des fonctions publiques tant qu'il plairait au parlement [2]. De toutes parts cependant on s'efforçait de le résoudre à tout accepter: M. de Bellièvre, ambassadeur de France, arrivé à Newcastle le même jour que le message des chambres, le lui conseillait au nom de sa cour [3]. Montreuil lui apporta des lettres de la reine qui l'en pressait vivement [4]; sur un avis de Bellièvre, elle fit même partir sur-le-champ de Paris un homme de sa maison, sir William Davenant, avec ordre de dire au roi que sa résistance était désapprouvée de tous ses amis. « De quels amis? dit Charles avec humeur. — De « lord Jermyn, sire. — Jermyn n'entend rien aux cho« ses de l'Église. — Lord Colepepper est du même avis. « — Colepepper n'a point de religion: qu'en pense Hy« de? — Nous l'ignorons, sire: le chancelier de l'échi-

[1] *Parl. Hist.*, t. III, col. 513.

[2] *Ibid.*, col. 499-512.

[3] *Ibid.*, col. 512. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, col. 273-275.

[4] Whitelocke, p. 221.

« quier n'est point à Paris; il a abandonné le prince, et « est resté à Jersey, au lieu de le suivre auprès de la « reine, qui en est très offensée. — Ma femme a tort: le « chancelier est un honnête homme qui ne m'abandon- « nera jamais, ni moi, ni le prince, ni l'Église: je suis « très fâché qu'il ne soit pas auprès de mon fils. » Davenant insistait avec la vivacité d'un poëte et la légèreté d'un libertin; le roi s'emporta et le chassa rudement de sa présence [1]. De la part des presbytériens, les instances n'étaient pas moins vives; plusieurs villes d'Écosse, Édimbourg entre autres, adressèrent au roi des pétitions amicales [2]; la cité de Londres voulait en faire autant, mais une défense formelle des communes l'en empêcha [3]. Enfin la menace vint se joindre à la prière: l'assemblée générale de l'Église écossaise demanda que, si le roi refusait le covenant, il ne pût en aucun cas venir en Écosse [4]; et dans une audience solennelle, en présence des commissaires écossais, le chancelier, lord Lowden, lui déclara que, s'il persistait dans ses refus, l'entrée de l'Écosse lui serait en effet interdite, et qu'en Angleterre on pourrait bien le déposer et instituer un autre gouvernement [5].

Tout échoua contre la fierté du roi, ses scrupules religieux, et aussi quelque secret espoir que nourrissaient toujours de crédules ou d'intrigants amis [6]. Après avoir retardé de jour en jour sa réponse, le 1er août, il fit appeler enfin les commissaires et leur remit un message écrit où, sans repousser absolument les propositions, il

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 275.

[2] Whitelocke, p. 220, 223.

[3] *Old Parl. Hist.*, t. XV, p. 5-7. *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 205.

[4] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 283.

[5] Rushworth, part. 4, t. I, p. 319.

[6] *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 207.

redemandait qu'on le reçût à Londres pour traiter en personne avec le parlement [1].

Les indépendants ne purent contenir leur joie. Les commissaires de retour, il fut proposé, selon l'usage, de voter en leur faveur des remercîments. « C'est le roi qu'il « faut remercier! s'écria un membre. — Qu'allons nous « devenir, maintenant qu'il a refusé nos propositions? « demandait avec anxiété un presbytérien. — Que se- « rions-nous devenus s'il les eût acceptées? répondit un « indépendant [2]. » Un message arriva des commissaires écossais, offrant de remettre toutes les places qu'ils occupaient, et de retirer d'Angleterre leur armée [3]. Les lords votèrent que leurs frères d'Écosse avaient bien mérité du royaume; les communes ne se joignirent pas à ce vote, mais elles adoptèrent une ordonnance qui défendait de mal parler des Écossais et de rien imprimer contre eux [4]. Un moment les deux partis, l'un rebuté, l'autre rassuré par les refus du roi, parurent ne plus songer qu'à régler de concert leurs intérêts et leurs débats.

Mais les trêves de prudence ou de dépit sont courtes entre les passions ennemies. Les offres de retraite des Écossais donnaient deux questions à résoudre : Comment seraient réglés les arrérages qui leur étaient dus et qu'ils réclamaient depuis longtemps? Qui disposerait de la personne du roi? Dès qu'elles s'élevèrent, les partis rengagèrent le combat.

Sur la première, les presbytériens eurent sans peine l'avantage: les demandes des Écossais étaient, il est vrai,

[1] *Parl. Hist.*, t. III, col. 515-516.

[2] Burnet, *Memoirs of the Hamiltons*, p. 283.

[3] Le 10 août 1646. *Parl. Hist.*, t. III, col. 516.

[4] Le 14 août. *Old Parl. Hist.*, t. XV, p. 61-63. Cette ordonnance ne passa dans les communes qu'à la majorité de cent trente voix contre cent deux.

exorbitantes; déduction faite de ce qu'on leur avait déjà payé, ils réclamaient encore près de 700,000 livres sterling, « sans parler, disaient-ils, des pertes énormes qu'a« vait subies l'Écosse par suite de son alliance à l'An« gleterre, et dont ils confiaient l'évaluation à l'équité « des chambres [1]. » Les indépendants se récrièrent, avec une amère ironie, contre une fraternité si onéreuse: à leur tour ils opposèrent aux Écossais un compte détaillé des sommes par eux perçues et de leurs exactions dans le nord du royaume, compte d'après lequel l'Écosse se serait trouvée redevable envers l'Angleterre de plus de 400,000 livres sterling [2]. Mais de telles récriminations ne pouvaient être admises, ni même sérieusement débattues par des hommes sensés; la retraite des Écossais était évidemment nécessaire; les comtés du nord la sollicitaient à grands cris; pour l'obtenir, il fallait la payer, car une guerre eût coûté bien plus cher et compromis bien davantage le parlement. L'obstination tracassière des indépendants ne parut qu'une passion aveugle ou une manœuvre de faction: les presbytériens, au contraire, promettaient d'amener les Écossais à des prétentions plus modérées: tous les hommes incertains, ou méfiants, ou réservés, qui ne marchaient sous la bannière d'aucun parti, et qui plusieurs fois, par dégoût du despotisme presbytérien, avaient donné aux indépendants la majorité, se rangèrent en cette occasion du côté de leurs adversaires: 400,000 livres sterling furent votées [3] comme le maximum des concessions que pouvaient espérer les Écossais, payables moitié au moment de leur départ, moitié dans un délai de deux ans.

[1] *Old Parl. Hist.*, t. XV, p. 66-71.

[2] *Ibid.*, p. 71-75.

[3] En quatre votes de 100,000 liv. st. chacun, les 13, 21, 27 août et 1er septembre. *Old Parl. Hist.*, t. XV, p. 64, 65, 76.

Ils acceptèrent le marché, et un emprunt hypothéqué sur la vente des biens de l'Église fut aussitôt ouvert dans la cité pour en remplir les conditions[1].

Mais quand il s'agit de la personne du roi, la position des presbytériens devint embarrassante : eussent-ils désiré qu'il restât entre les mains des Écossais, ils ne pouvaient laisser seulement paraître une telle idée, car l'orgueil national la repoussait absolument; c'était, disait-on de toutes parts, le droit et l'honneur du peuple anglais de disposer seul de son souverain; quelle juridiction pouvaient prétendre les Écossais sur le sol de l'Angleterre? Ils n'y étaient rien que des auxiliaires, des auxiliaires soldés, et qui, en effet, on le voyait bien, ne s'inquiétaient guère que de leur solde; qu'ils prissent donc leur argent et retournassent dans leur pays; on n'avait d'eux ni besoin ni peur. Les Écossais, de leur côté, quel que fût leur désir d'éviter toute rupture, ne pouvaient accepter sans résistance de tels mépris : Charles, dirent-ils, était leur roi aussi bien que celui des Anglais; ils avaient comme eux le droit de veiller sur sa personne et sa destinée: le covenant leur en faisait un devoir. La querelle devint très animée; les conférences, les pamphlets, les déclarations, les accusations réciproques se multipliaient et s'échauffaient de jour en jour: chaque jour le peuple, sans distinction de partis, se prononçait plus vivement contre les prétentions des Écossais, car ils étaient déchus dans l'opinion populaire; les préjugés, les antipathies nationales avaient reparu; et leur avidité, leur prudence étroite, leur pédanterie théologique déplaisaient chaque jour davantage à l'esprit plus étendu et plus libre, au fanatisme plus large et plus hardi de leurs alliés. Les chefs politiques du parti presbytérien, Hollis, Stapleton, Glynn, fatigués

[1] Le 13 octobre 1646. Rushworth, part. 4, t. I, p. 376. — *Mémoires* de Hollis, p. 91.

d'une lutte dans laquelle ils se sentaient contraints et subordonnés, cherchaient impatiemment les moyens d'y mettre un terme. Ils se persuadèrent que si les Écossais remettaient le roi aux mains des chambres, il deviendrait aisé de licencier enfin cette armée fatale, unique force des indépendants, véritable ennemie du parlement et du roi. Ils conseillèrent donc aux Écossais de céder, dans l'intérêt même de leur cause; et au même moment, déterminés sans doute par la même influence, les lords acquiescèrent enfin [1] à ce vote des communes, depuis cinq mois en suspens, « qu'aux deux chambres seules il « appartenait de disposer de la personne du roi [2]. »

Les presbytériens écossais, la plupart du moins, ne demandaient pas mieux que de croire à la sagesse de ce conseil et de le suivre, embarrassés de leur propre résistance et ne sachant comment y renoncer, ni comment la soutenir. Mais les amis du roi avaient acquis naguère, dans le parti, un peu plus de hardiesse et de pouvoir: le duc de Hamilton était à leur tête; détenu trois ans dans le château du mont Saint-Michel en Cornouailles, par suite des méfiances que sa conduite incertaine avait inspirées à la cour d'Oxford et au roi lui-même, il en sortit enfin quand la place tomba aux mains du parlement, passa quelques jours à Londres, faisant à tous les membres des deux chambres les visites les plus empressées, se rendit de là à Newcastle où Charles venait d'arriver avec l'armée écossaise, rentra bientôt dans son ancienne faveur, et de retour à Édimbourg, y faisait, pour le salut du roi, les plus sincères efforts [3].

[1] Le 24 septembre 1646.

[2] Rushworth, part. 4, t. I, p. 329-372. *Mémoires* de Hollis, p. 92-94. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 284. — Baillie, *Letters*, t. II, p. 257. — Malcolm Laing, *Hist. of Scotland*, t. III, p. 369,560.

[3] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 79-84; t. VIII, p. 189, 201; t. IX, p. 42. — Rushworth, part. 4, t. I, p. 327.

A lui se rallièrent aussitôt presque toute la haute noblesse du royaume, et, dans la bourgeoisie, les presbytériens modérés, les hommes sages que dégoûtaient l'aveugle fanatisme de la multitude et l'insolente domination de ses ministres, les hommes honnêtes et timides prêts à tout sacrifier pour retrouver quelque repos. Ils obtinrent l'envoi d'une nouvelle et solennelle députation qui vint à Newcastle conjurer à genoux le roi d'accepter enfin les propositions du parlement. Les instances passionnées de ces députés, tous compatriotes de Charles, presque tous compagnons de sa jeunesse, ébranlèrent sa résolution: « Sur ma parole, leur dit-il, les dangers que « vous m'avez peints me troublent moins que le cha- « grin de ne pas donner prompte et pleine satisfaction « aux vœux de mon pays natal, exprimés par votre bou- « che. Je ne veux pas qu'on se trompe sur mes inten- « tions, je ne refuse point; non, je proteste que je ne re- « fuse point. Mais songez bien que ce que je demande « uniquement, c'est d'être entendu, entendu par les gens « de Londres: si un roi refusait une telle chose au moindre « de ses sujets, il passerait à juste titre pour un tyran. » Le lendemain même, sans doute après de nouvelles sollicitations, il offrit de borner le maintien de l'Église épiscopale à cinq diocèses [1], laissant le régime presbytérien prévaloir dans le reste du royaume, réclamant seulement, pour lui et les siens, la liberté de leur conscience et de leur culte, jusqu'à ce que, de concert avec les chambres, il eût mis un terme à tous leurs différends. Mais nulle concession partielle ne pouvait suffire au peuple presbytérien; et plus le roi en offrait de grandes, plus on doutait de sa sincérité. Sa proposition fut à peine écoutée. Hamilton, découragé, parla de se retirer sur le

[1] Les diocèses d'Oxford, de Winchester, de Bristol, de Bath, et Wells, et d'Exeter.

continent; le bruit se répandit en même temps que l'armée écossaise était près de rentrer dans son pays. Le roi écrivit sur-le-champ au duc[1]: « Hamilton, j'ai tant à écrire et si « peu de loisir, que cette lettre sera comme les temps « actuels, sans ordre ni raison... Les gens de Londres se « flattent qu'ils mettront la main sur moi, en disant, à « nos compatriotes qu'ils ne veulent nullement faire de « moi un prisonnier; mon Dieu non, pas le moins du « monde, seulement me donner une honorable garde qui « me suivra partout, pour la sûreté de ma personne. Je « dois donc vous dire, et bien loin d'en faire un secret, « je désire que tous le sachent, que je ne veux point être « laissé en Angleterre quand cette armée en sortira, à « moins que bien clairement, et par des conventions sti-« pulées selon les anciennes formes légales, je n'y de-« meure en homme libre, et sans qu'on m'impose, sous « aucun prétexte, aucun serviteur dont je ne veuille « point. Ne partez pas, je vous le demande; » et il finissait sa lettre par ces mots: « Votre plus sûr, plus véri-« table, plus fidèle et plus constant ami[2]. » Hamilton resta: le parlement d'Écosse se réunit[3]; ses premières séances semblèrent annoncer en faveur du roi une bienveillance ferme et active. Il déclara[4] qu'il soutiendrait le gouvernement monarchique dans la personne et les descendants de sa Majesté, ainsi que ses justes droits à la couronne d'Angleterre, et que des instructions seraient envoyées aux commissaires écossais à Londres, afin d'obtenir que le roi pût s'y rendre avec honneur, sûreté et liberté. Mais dès le lendemain, la commission permanente de l'assemblée générale de l'Église presbytérienne adressa

[1] Le 26 septembre 1646.

[2] Rushworth, part. 4, t. I, p. 327-329.

[3] En novembre 1646.

[4] Le 16 décembre.

au parlement une remontrance publique, l'accusant d'écouter de perfides conseils, et se plaignant qu'il mît en péril l'union des deux royaumes, seul espoir des vrais fidèles, pour servir un prince obstiné à repousser le covenant de Christ [1]. Contre une telle intervention, Hamilton et ses amis étaient sans pouvoir. Le parlement docile rétracta son vote de la veille, et les modérés n'obtinrent plus rien qu'une nouvelle démarche auprès du roi pour qu'il acceptât les propositions. Charles, à son tour, n'y répondit que par un nouveau message, pour demander à traiter en personne avec le parlement [2].

Au même moment où il exprimait pour la cinquième fois cet inutile vœu, les chambres signaient le traité qui réglait la retraite de l'armée écossaise, et comment en serait payé le prix [3]. L'emprunt ouvert dans la cité avait été rempli à l'instant; le 16 décembre, les 200,000 livres sterling, que devaient toucher les Écossais avant leur départ, renfermées dans deux cents caisses scellées du sceau des deux nations, et chargées sur trente-six charrettes [4], sortirent de Londres sous l'escorte d'un corps d'infanterie; et Skippon qui le commandait mit à l'ordre du jour que tout officier ou soldat qui, par actions, paroles ou autrement, donnerait à quelque officier ou soldat écossais quelque sujet de plainte, serait aussitôt sévèrement puni [5]. Le convoi entra dans York le 1er janvier 1647, au bruit du canon de la place qui célébrait son arrivée [6]; et trois semaines après, les Écossais re-

[1] Rushworth, part. 4, t. I, p. 390. — Malcolm Laing, *Hist. of Scotland*, t. III, p. 364-368.

[2] Le 20 décembre 1646. Rushworth, part. 4, t. I, p. 393.

[3] Le 23 décembre. *Parl. Hist.*, t. III, col. 532-536.

[4] Rushworth, part. 4, t. I, p. 389. — *Parl. Hist.*, t. III. col. 533.

[5] Whitelocke, p. 240.

[6] *Old Parl. Hist.*, t. XV, p. 217. — Drake, *History of York*, p. 171; in-fol. Londres, 1736.

çurent à North-Allerton leur premier paiement. Le nom du roi ne fut point prononcé dans les actes de cette négociation, mais huit jours après la signature du traité[1], les deux chambres votèrent qu'il serait conduit au château de Holmby, dans le comté de Northampton: et sa personne faisait si bien partie du marché que les communes agitèrent la question de savoir si des commissaires seraient envoyés à Newcastle pour le recevoir solennellement des mains des Écossais, ou si elles ne demanderaient pas qu'il fût remis sans cérémonie à Skippon avec les clefs de la place et la quittance de l'argent. Les indépendants insistaient vivement pour ce dernier mode, charmés d'avilir en même temps le roi et leurs rivaux; mais les présbytériens réussirent à le faire rejeter[2]; et le 12 janvier, neuf commissaires, trois lords et six membres des communes[3], avec une suite nombreuse, partirent de Londres pour aller prendre respectueusement possession de leur souverain[4].

Charles jouait aux échecs quand il reçut le premier avis du vote des chambres et de sa prochaine translation au château de Holmby; il acheva tranquillement sa partie, et se contenta de répondre qu'à l'arrivée des commissaires il leur ferait connaître sa volonté[5]. Cependant l'anxiété croissait autour de lui: ses amis, ses serviteurs lui cherchaient partout quelque secours ou quelque refuge, tantôt méditant une nouvelle fuite, tantôt essayant

[1] Le 31 décembre 1646. *Parl. Hist.*, t. III, col. 538.

[2] Le 6 janvier 1647. *Old Parl. Hist.*, t. XV, p. 264.

[3] Les comtes de Pembroke et de Denbigh, lord Montague, sir John, Coke, sir Walter Earl, sir John Holland, sir James Harrington, M. Crew, et le major général Brown.

[4] *Old Parl. Hist.*, t. XV, p. 265. — *Mémoires* de Herbert, p 6, dans ma *Collection.*

[5] Le 15 janvier 1647. *Old Parl. Hist.*, t. XV, p 278. — Burnet, *Mémoires of the Hamiltons*, p. 307.

de susciter, dans quelque coin du royaume, un nouveau soulèvement[1]. Le peuple même commençait à se montrer touché de son sort. Un ministre écossais, prêchant devant lui à Newcastle, désigna aux chants de l'assemblée le psaume LIe qui commence par ces mots : « Tyran, pour- « quoi te glorifies-tu dans ta malice et te vantes-tu de « tes iniquités ! » Le roi, se levant tout à coup, entonna, au lieu de ce verset, le psaume LVIe : « Aie pitié de moi, « mon Dieu, car mes ennemis m'ont foulé aux pieds tout « le jour, et il y en a beaucoup qui me font la guerre ; » et d'un commun élan, toute l'assistance se joignit à lui[2] : mais la pitié du peuple est tardive et demeure longtemps sans effet.

Les commissaires arrivèrent à Newcastle[3] ; le parlement d'Écosse avait officiellement consenti à la remise du roi[4]. « Je suis vendu et acheté, » dit-il en l'apprenant[5]. Cependant il reçut bien les commissaires, s'entretint gaiement avec eux, félicita lord Pembroke d'avoir pu, à son age et par une saison si rude, faire sans fatigue un si long voyage, s'informa de l'état des routes, parut vouloir enfin qu'on le crût bien aise de se rapprocher du parlement[6]. A la veille de le quitter, les commissaires écossais, lord Lauderdale surtout, le plus clairvoyant de tous, firent auprès de lui en faveur du covenant une dernière tentative : « Que le roi l'adopte, « disaient-ils, et au lieu de le remettre aux Anglais, nous « l'emmènerons à Berwick ; nous lui obtiendrons des « conditions raisonnables. » Ils offrirent même à Mon-

[1] *Old Parl. Hist.*, t. XV, p. 269, 307 et suiv. — Whitelocke, p. 237.
[2] Whitelocke, p. 234.
[3] Le 23 janvier 1647.
[4] Le 16 janvier 1647. *Parl. Hist.*, t. III, col. 541.
[5] Whitelocke, p. 240.
[6] *Mémoires* de Herbert, p. 7, dans ma *Collection*.

treuil, qui leur servait toujours d'intermédiaire, une forte somme s'il pouvait seulement obtenir du roi une simple promesse [1]. Charles persista dans ses refus, mais sans se plaindre de la conduite de l'Écosse à son égard, traitant également bien les commissaires des deux nations, évidemment appliqué à ne témoigner à l'une ni à l'autre aucune méfiance ni humeur [2]. Las de leur impuissance, les Écossais s'éloignèrent enfin; Newcastle fut remis aux troupes anglaises [3], et le roi en partit le 9 février, sous l'escorte d'un régiment de cavalerie. Ils voyageaient avec lenteur; partout accourait sur sa route une foule empressée; on lui amenait les malades atteints des écrouelles; on les rangeait autour de sa voiture ou près de sa porte pour qu'il les touchât en passant. Les commissaires effrayés interdirent ce concours [4], mais avec peu de fruit, car personne n'était encore accoutumé à opprimer ou à craindre, et les soldats mêmes n'osaient repousser trop rudement les citoyens [5]. Aux approches de Nottingham, Fairfax, qui avait là son quartier général, vint au-devant du roi, mit pied à terre dès qu'il l'aperçut, lui baisa la main, et, remontant à cheval, traversa la ville à côté de lui, dans un entretien respectueux. « Le général est un homme d'honneur, dit le roi « en le quittant; il m'a tenu parole [6]. » Et, le surlendemain [7], en entrant à Holmby, où s'étaient réunis, pour

[1] Thurloe, *State-Papers*, t. I, p. 87. — Lettre de M. de Montreuil à M. de Brionne, du 2 février 1647.

[2] Thurloe, *State-Papers*, t. I, p. 87.

[3] Le 30 janvier 1647.

[4] Le 9 février 1647, par une déclaration publiée à Leeds. *Parl. Hist.*, t. III, col. 549.

[5] *Mémoires* de Herbert, p. 10.

[6] Whitelocke, p. 242. On ignore à quelle promesse Charles faisait allusion: peut-être à celle de le recevoir et de s'entretenir avec lui comme le fit Fairfax.

[7] Le 16 février 1647.

fêter son arrivée, beaucoup de gentilshommes et de bourgeois des environs, il s'applaudit hautement de l'accueil qu'il avait reçu de ses sujets [1].

A Westminster, les presbytériens eux-mêmes en conçurent quelque inquiétude; mais elle céda bientôt à la joie de se voir maîtres du roi, et libres enfin d'attaquer hardiment leurs ennemis. Charles arriva à Holmby le 16 février; et le 19, les communes avaient déjà voté que l'armée serait licenciée, sauf ce qu'exigeraient la guerre d'Irlande, le service des garnisons et la police du royaume [2]. Peu s'en fallut que Fairfax ne fût d'avance écarté du commandement des troupes qu'on devait garder [3]; et, en le lui conservant, on décréta qu'aucun membre de la chambre ne pourrait servir avec lui, qu'il n'aurait sous ses ordres aucun officier au-dessus du grade de colonel, qu'ils seraient tous tenus de se conformer à l'Église presbytérienne et d'adopter le covenant [4]. Les lords, de leur côté, pour soulager, disaient-ils, les comtés voisins de Londres les plus dévoués à la cause publique, demandèrent que l'armée, en attendant sa dissolution, prît plus loin ses cantonnements [5]. Un emprunt de 200,000 liv. sterl. fut ouvert dans la cité, afin de payer aux troupes licenciées une portion de leurs arrérages [6]. Enfin un comité spécial où siégeaient presque tous les chefs presbytériens, Hollis, Stapleton, Glynn,

[1] *Mémoires* de Herbert, p. 10.

[2] *Parl. Hist.*, t. III, col. 558. Cette motion fut adoptée par cent-cinquante-huit voix contre cent quarante-huit.

[3] La motion ne fut rejetée que par une majorité de douze voix, cent cinquante-neuf contre cent quarante-sept. *Old Parl. Hist.*, t. XV, p. 331. — Whitelocke, p. 243.

[4] Cette motion fut adoptée par cent trente-six voix contre cent huit. *Parl. Hist.*, t. III, col. 558.

[5] Le 24 mars 1647. *Old Parl. Hist.*, t. XV, p. 335.

[6] *Old Parl. Hist.*, t. XV, p. 348. — Rushworth, part. 4, t. I, p. 449.

Maynard, Waller, eut ordre de veiller à l'exécution de ces mesures, surtout au prompt départ des secours que les malheureux protestants d'Irlande attendaient depuis longtemps [1].

L'attaque n'était point imprévue; depuis deux mois les indépendants se sentaient déchoir dans la chambre, car la plupart des nouveaux élus, d'abord en méfiance du despostisme presbytérien, commençaient à se tourner contre eux [2]. « Quelle misère, dit un jour Cromwell à « Ludlow, de servir un parlement! Qu'un homme soit « fidèle tant qu'il voudra, s'il survient quelque légiste « qui le calomnie il ne s'en lavera jamais; au lieu qu'en « servant sous un général on est aussi utile, et l'on n'a « à craindre ni le blâme ni l'envie: si ton père vivait, il « dirait bien leur fait à ces gens-là [3]. » Républicain sincère, et encore étranger aux intrigues de son parti, quoiqu'il en partageât les passions, Ludlow ne comprit rien et ne répondit point aux avances de Cromwell; mais d'autres étaient plus faciles à abuser ou à séduire. Déjà Cromwell avait dans l'armée d'habiles complices et d'aveugles instruments: Ireton, qui devint bientôt son gendre, autrefois jurisconsulte, maintenant commissaire général de la cavalerie, esprit ferme, opiniâtre et subtil, capable de poursuivre sans bruit et avec une ruse profonde, quoique sous des formes franches et rudes, les plus audacieux desseins; Lambert, l'un des plus brillants officiers de l'armée, ambitieux, vaniteux, et qui, élevé, comme Ireton, pour le barreau, avait retenu de ses études un art d'insinuation et de parole dont il se servait complaisamment auprès des soldats; Harrison, Hammond, Pride, Rich, Rainsborough, tous colonels d'une bravoure

[1] *Mémoires* de Hollis, p. 104. — Rushworth, part. 4, t. I, p. 450

[2] *Mémoires* de Hollis, p. 94-101.

[3] *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 209, dans ma *Collection*.

éprouvée, d'un renom populaire, liés à Cromwell, Harrison parce que, dans de pieuses assemblées, ils avaient cherché ensemble le Seigneur; Hammond, parce qu'il lui devait son mariage avec une fille de Hampden [1]; les autres, parce qu'ils subissaient l'ascendant de son génie, ou attendaient leur fortune de la sienne, ou lui obéissaient en soldats. Par eux, Cromwell, bien que, la guerre finie, il fût venu reprendre sa place à Westminster, conservait dans l'armée toute son influence, et y déployait de loin son infatigable activité. Dès qu'il fut question de licenciement, ceux-là surtout éclatèrent en murmures; c'était à eux qu'arrivaient de Londres les nouvelles, les insinuations, les conseils; ils les faisaient circuler aussitôt dans les cantonnements, exhortant sous main les soldats à tenir ferme pour l'entier paiement de leurs arrérages, à repousser le service d'Irlande, surtout à ne point se laisser désunir. Cromwell cependant, immobile à Londres pour écarter les soupçons, déplorait dans la chambre le mécontentement de l'armée, et se répandait en protestations de dévouement [2].

Une pétition arriva d'abord, signée seulement de quatorze officiers [3], écrite d'un ton humble et bienveillant. Ils promettaient de se rendre en Irlande au premier ordre, et se contentaient d'offrir en passant, sur le paiement des arrérages et les garanties qu'avaient droit d'attendre les troupes de modestes conseils. Les chambres les remercièrent, mais avec humeur, et en disant qu'il ne convenait à personne de donner au parlement des instructions [4]. A peine leur réponse arrivait à l'armée,

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 5.

[2] *Mémoires* de Hollis, p. 115-117. — *Old Parl. Hist.*, t. XV, p. 341. — *Mémoires* de sir John Berkley, p. 167, dans ma *Collection*.

[3] Le 25 mars 1647. *Parl. Hist.*, t. III, col. 560.

[4] *Parl. Hist.*, t. III, col. 562.

une nouvelle pétition y fut préparée à l'instant, bien plus ferme et plus précise. On y demandait que les arrérages fussent exactement réglés; que nul ne fût tenu de passer contre son gré en Irlande; que les soldats mutilés, les veuves et les enfants des soldats morts reçussent des pensions; que de prompts à compte dispensassent les troupes de peser sur leurs cantonnements. Ce n'était plus par quelques officiers, mais au nom des officiers et des soldats que la pétition était rédigée; et elle s'adressait, non plus aux chambres, mais à Fairfax, interprète naturel de l'armée et gardien de ses droits. Enfin, on lisait le projet en tête des régiments; on menaçait les officiers qui refusaient de le signer [1].

Au premier bruit de ces menées, les chambres ordonnèrent à Fairfax de les interdire, déclarant que quiconque y persisterait serait considéré comme ennemi de l'État et perturbateur du repos public, exigeant de plus que quelques officiers leur vinssent donner des explications [2].

Fairfax répondit qu'il obéirait: Hammond, Pride, Lilburne et Grimes se rendirent à Westminster [3], et nièrent hautement les faits dont ils étaient accusés: « Il « n'est pas vrai, dit Pride, que le projet de pétition ait « été lu en tête du régiment. » C'était en tête de chaque compagnie qu'avait eu lieu la lecture: mais on n'insista point; il suffisait, dit-on, que le projet fût abandonné et désavoué [4].

On reprit les préparatifs du licenciement; l'emprunt ouvert dans la cité traînait en longueur et ne pouvait

[1] *Parl. Hist.*, t. III, col. 562-567. — Whitelocke, p. 245.

[2] Cette déclaration est du 30 mars 1647. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 567.

[3] Le 1er avril 1647.

[4] Rushworth, part. 4, t. I, p. 444. — *Mémoires* de Hollis, p. 110.

suffire; une taxe générale de 60,000 livres sterling par mois fut établie pour y suppléer [1]. On pressa surtout la formation des corps déstinés à l'Irlande; on promit à ceux qui s'y engageraient de grands avantages: Skippon et Massey furent désignés pour les commander [2]. Cinq commissaires, tous du parti presbytérien, se rendirent au quartier général pour y annoncer ses résolutions.

Le jour même de leur arrivée [3], deux cents officiers, réunis chez Fairfax, entrèrent avec eux en conférence: « Qui nous commandera en Irlande? demanda Lambert. « — Le major général Skippon et le major général « Massey sont nommés. — L'armée, reprit Hammond, « suivra volontiers le major général Skippon; elle con« naît le mérite de ce grand soldat; mais avec lui il « nous faut encore les officiers généraux que nous avons « tant de fois éprouvés. — Oui, tous, tous! s'écria-t-on. « Fairfax et Cromwell! et nous irons tous. » Les commissaires, déconcertés, sortirent de la salle, invitant les officiers de bonne volonté à venir les trouver à leur logement. A peine douze ou quinze répondirent à l'invitation [4].

Quelques jours après [5], cent quarante et un officiers adressèrent aux chambres une justification solennelle de leur conduite: « En devenant soldats, disaient-ils, nous « n'avons point cessé d'être citoyens; défenseurs des « libertés de notre pays, nous ne pouvons tomber nous« mêmes en servitude; on repousse, on interdit nos péti-

[1] L'ordonnance, proposée au commencement du mois d'avril, ne fut définitivement rendue que le 23 juin suivant (Rushworth, part. 4, t. I, p. 582). La taxe était votée pour un an.

[2] Rushworth, part, 4, t. I, p. 452. — *Mémoires* de Hollis, p. 112.

[3] Le 15 avril 1647.

[4] Rushworth, part. 4, t. I, p. 457. — Whitelocke, p. 244.

[5] Le 27 avril. *Parl. Hist*, t. III, col. 568. — Rushworth, part. 4, t. I, p. 469-472.

« tions, et l'on accueille, on provoque celles qui arri-
« vent contre nous de divers comtés. On nous a traités
« d'ennemis de l'État; nous espérons qu'on nous relè-
« vera de cette accusation, et qu'avant de nous licencier,
« on nous accordera, pour notre sûreté personnelle et
« pour nos arrérages, les garanties dont nous avons
« besoin. »

La chambre achevait à peine la lecture de cette lettre [1]; Skippon se leva, et en remit une autre que lui avaient apportée la veille trois simples soldats: huit régiments de cavalerie s'y refusaient expressément au service d'Irlande: « Piége perfide, disaient-ils, pur pré-
« texte pour séparer les soldats des officiers qu'ils ai-
« ment, et couvrir l'ambition de quelques hommes qui,
« longtemps serviteurs, ont tâté naguère de la souverai-
« neté, et, pour demeurer maîtres, dégénèrent en ty-
« rans. » A cette attaque personnelle, les chefs presbytériens, surpris autant qu'irrités, demandèrent que la chambre, toute affaire cessante, fît appeler et interrogeât elle-même les trois soldats. Il se présentèrent, le regard ferme, le maintien assuré [2]: Où a été délibérée
« cette lettre? leur demanda l'orateur. — A un rendez-
« vous de régiments. — Qui l'a écrite? — Un conseil d'a-
« gents nommés par chaque régiment. — Vos officiers
« l'ont-ils approuvée? — Bien peu en sont informés. —
« Savez-vous qu'il n'y a que des cavaliers qui puissent
« avoir provoqué une telle démarche? Vous-mêmes, n'a-
« vez-vous jamais été cavaliers? — Nous sommes entrés
« au service du parlement avant la bataille d'Edge-Hill,
« et ne l'avons jamais quitté. » L'un des trois s'avança: —
« J'ai reçu une fois cinq blessures; j'étais tombé; le ma-

[1] Le 30 avril.

[2] Ils s'appelaient Édouard Sexby, William Allen et Thomas Sheppard.

« jor général Skippon me vit à terre, s'approcha de moi,
« et me donna cinq schellings pour me procurer quel-
« ques secours; le major général peut dire si je mens. —
« C'est vrai, dit Skippon avec un regard d'intérêt sur le
« soldat. — Mais que veut dire cette phrase où vous par-
« lez de la souveraineté? — Nous ne sommes que les
« agents de nos régiments; si la chambre veut nous
« donner ses questions par écrit, nous les porterons aux
« régiments, et nous lui rapporterons la réponse [1]. »

Un violent tumulte s'éleva dans la chambre; les presbytériens éclataient en menaces. Cromwell se pencha vers Ludlow assis à côté de lui: « Ces gens-là, dit-il, « n'auront pas de repos que l'armée ne les ait mis de- « hors par les oreilles [2]. »

La colère fit bientôt place à l'inquiétude : on venait de faire de tristes découvertes; il ne s'agissait plus de réprimer des troupes mécontentes; l'armée entière se concertait, s'érigeait en pouvoir indépendant, rival peut-être, avait déjà son propre gouvernement. Deux conseils composés, l'un des officiers, l'autre des *agents* ou *agitateurs* nommés par les soldats, réglaient toutes ses démarches, et se préparaient à négocier en son nom. Tout était prévu pour soutenir cette organisation naissante; chaque escadron, chaque compagnie nommait deux agitateurs; toutes les fois que leur réunion devenait nécessaire, chaque soldat donnait huit sous pour suffire aux frais, et les deux conseils ne devaient jamais agir qu'en commun [3]. En même temps le bruit se ré-

[1] Rushworth, part 4, t, I, p. 474. — *Mémoires* de Hollis, p. 120. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 213. — Whitelocke, p. 249.

[2] *Mémoires* de Ludlow, t. I, p 213.

[3] Rushworth, part. 4, t. I, p. 485. — *Mémoires* de Fairfax, p. 402-404. — *Mémoires* de Hollis, p. 118. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 213, dans ma note.

pandait, et non sans cause, que de l'armée étaient venues au roi des propositions; s'il voulait se placer à sa tête et sous sa garde, elle lui offrait, disait-on, de le rétablir dans ses justes droits [1]. Au sein même des chambres, à l'aspect de ce pouvoir nouveau, et craignant sa force encore plus que son triomphe, les hommes prudents devenaient timides: les uns s'éloignaient de Londres; les autres, comme Whitelocke, se rapprochaient des généraux, de Cromwell surtout, qui s'empressait de les accueillir [2]. On résolut d'essayer de la complaisance, et d'employer auprès de l'armée ses propres chefs. Deux mois de solde furent promis, au lieu de six semaines d'abord votées, aux troupes qu'atteindrait le licenciement [3]; on prépara une ordonnance d'amnistie générale pour tous les désordres et actes illégaux commis pendant la guerre [4]; un fonds fut assigné pour secourir les veuves et les enfants de soldats [5]. Enfin Cromwell, Ireton, Skippon, Fleetwood, tous les généraux membres des communes, et qui pouvaient plaire à l'armée, furent chargés de rétablir l'harmonie entre elle et le parlement [6].

Quinze jours s'écoulèrent sans que leur présence au quartier général parût produire aucun effet. Ils écrivaient souvent, mais leurs lettres n'annonçaient rien: tantôt le conseil des officiers avait refusé de répondre sans le concours des agitateurs; tantôt les agitateurs eux-mêmes

[1] Dès le commencement du mois d'avril, en effet, des propositions de ce genre furent adressées au roi par quelques officiers. Charles les repoussa. (Clarendon, *State-Papers*, t. II, p. 365).

[2] Whitelocke, p. 253.

[3] Le 14 mai 1647. Rushworth, part. 4, t. I, p. 484.

[4] Rushworth, part. 4, t. I, p. 484. L'ordonnance fut définitivement adoptée le 21 mai. — *Ibid.*, p. 489.

[5] *Mémoires* de Hollis, p. 124.

[6] Ils se rendirent au quartier général à Saffronwalden, dans le comte d'Essex, le 7 mai 1647.

avaient demandé du temps pour consulter les soldats [1]. Chaque jour, et sous les yeux des commissaires du parlement, ce gouvernement ennemi prenait plus de consistance et de pouvoir. Cromwell cependant ne cessait d'écrire qu'il s'épuisait en vains efforts pour apaiser l'armée, que son crédit en souffrait beaucoup, que bientôt lui-même serait suspect et odieux aux soldats [2]. Quelques uns des commissaires revinrent enfin à Londres, rapportant, de la part de l'armée, les mêmes propositions, les mêmes refus [3].

Les chefs presbytériens s'y attendaient, et, profitant de l'humeur de la chambre qui avait voulu espérer davantage, ils obtinrent en quelques heures d'assez fermes résolutions. Sur une motion de Hollis, on vota que les troupes qui ne s'engageraient pas pour l'Irlande seraient à l'instant licenciées; on régla tous les détails de la mesure, le jour, le lieu, les moyens. Les corps devaient être dissous brusquement, isolément, chacun dans ses quartiers presque au même moment ou à des intervalles très rapprochés afin, qu'ils ne pussent se concerter ni se réunir. On expédia sur divers points l'argent nécessaire aux premiers actes de l'opération; des commissaires, tous presbytériens, partirent pour la surveiller [4].

Ils trouvèrent l'armée en proie à la confusion la plus violente: instruits du coup qui les menaçait, l'insurrection avait éclaté dans la plupart des régiments; les uns, chassant les officiers dont ils se méfiaient, s'étaient d'eux-mêmes mis en marche, enseignes déployées, pour aller

[1] Rushworth, part. 4, t. I, p. 480, 485, 487. — *Mémoires* de Huntington, p. 310-312, dans ma *Collection*.

[2] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 298-301.

[3] Rushworth, part. 4, t. I, p. 491.

[4] *Ibid.*, p. 493, 494, 496. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 582. — *Mémoires* de Hollis, p. 125. Ces résolutions furent adoptées par la chambre des pairs, le 22 mai 1647.

rejoindre leurs camarades; d'autres se retranchaient en armes dans les églises, déclarant qu'ils ne se sépareraient point; quelques uns s'étaient emparés de l'argent destiné au licenciement; tous demandaient à grands cris un rendez-vous général où l'armée entière pût se faire entendre; et une lettre fut aussitôt adressée à Fairfax[1], au nom des soldats, portant que, si leurs officiers refusaient de les conduire, ils sauraient bien sans eux se réunir et défendre leurs droits. Fairfax troublé, désolé, exhortait les officiers, écoutait les soldats, écrivait aux chambres, sincère et impuissant avec tous les partis, également incapable de renoncer à la popularité et d'exercer le pouvoir. Il convoqua enfin un conseil du guerre[2], et là les officiers, à l'exception de six, votèrent que les résolutions des chambres n'étaient point satisfaisantes, que l'armée ne pouvait se séparer sans de plus sûres garanties, qu'elle resserrait ses cantonnements, qu'un rendez-vous général serait assigné pour calmer les craintes des soldats, et qu'une humble représentation du conseil en informerait le parlement[3].

Aucune illusion n'était plus possible; leur autorité ainsi bravée, les chambres ne pouvaient plus se suffire elles-mêmes; il leur fallait, contre de tels ennemis, une autre force que leur nom, un autre appui que la loi. Le roi d'une part, de l'autre la cité, toujours presbytérienne et bien près de devenir royaliste, pouvaient seuls le leur fournir. Déjà quelques mesures avaient été prises dans cette vue: de l'aveu du conseil commun, le commandement de la milice avait été enlevé au parti indépendant, et remis à un comité tout presbytérien[4]; une garde plus

[1] Le 29 mai.

[2] *Ibid.*

[3] Rushworth, part. 4, t. I, p. 496-500. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 584-588. — *Mémoires* de Hollis, p. 126-128.

[4] Par une ordonnance du 4 mai 1647. Rushworth, part. 4, t. I, p. 472, 478.

nombreuse veillait aux portes des chambres; 12,000 livres sterling avaient été ajoutées aux frais de son entretien [1]; les officiers réformés, débris fidèle de l'armée d'Essex, séjournaient librement et en foule dans la cité. Au grand regret du parti, Essex lui-même ne vivait plus; il était mort presque subitement vers la fin de l'année précédente [2], à la suite d'une partie de chasse, au moment où il se préparait, dit-on, à intervenir avec éclat en faveur de la paix; et sa perte avait paru pour les presbytériens un coup si funeste que des bruits d'empoisonnement en avaient couru sur le compte de leurs ennemis [3]. Mais Waller, Poyntz, Massey étaient pleins de zèle et tout prêts à se déclarer. Quant au roi, les chambres pouvaient craindre qu'il ne fût pour elles dans des dispositions moins favorables: deux fois, avec la sèche rigueur des haines théologiques, elles lui avaient refusé le service de ses chapelains [4]; et deux ministres presbytériens, MM. Marshall et Caryll, célébraient solennellement leur culte à Holmby, quoique Charles refusât toujours d'y assister [5]; ses serviteurs les plus affidés avaient été éloignés de sa personne [6]; toute tentative de correspondance au dehors, avec sa femme, ses enfants ou ses amis, était sévèrement réprimée [7]; à grand'peine même un des commissaires du parlement d'Écosse, lord Dumferline, obtint la permission de l'entretenir [8]; enfin, il

[1] Rushworth, part. 4, t. I, p. 496.

[2] Le 14 septembre 1646.

[3] *Old Parl. Hist.*, t. XV, p. 97. — Whitelocke, p. 233. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 293.

[4] Les 19 février et 8 mars 1647.

[5] *Parl. Hist.*, t. III, col. 557-559. — *Mémoires* de Herbert, p. 11, dans ma *Collection*.

[6] *Ibid.*, 13-16.

[7] Rushworth, part. 4, t. I, p. 453, 482. — *Mémoires* de Herbert, p. 12.

[8] Le 13 mai 1647. Rushworth, part. 4, t. I, p. 483.

avait naguère[1] adressé aux chambres une réponse détaillée aux propositions qu'il en avait reçues à Newcastle, et plus de quinze jours s'étaient écoulés sans qu'on parût décidé à la prendre en considération. Après tant et de si importunes rigueurs, un rapprochement semblait difficile. Cependant la nécessité pressait; si le roi pouvait se plaindre des presbytériens, il savait du moins qu'ils ne voulaient point sa ruine. A Holmby même, malgré cette étroite surveillance, on lui rendait les honneurs accoutumés de la royauté; sa maison était tenue avec splendeur, le cérémonial de la cour exactement observé; de la part des commissaires, tous presbytériens, qui résidaient auprès de lui, rien ne manquait à la convenance et au respect. Aussi vivaient-ils en très bonne intelligence: tantôt le roi les invitait à l'accompagner dans ses promenades; tantôt il jouait avec eux aux échecs ou aux boules, toujours attentif à les bien traiter et recherchant leur conversation[2]. A coup sûr, pensait-on, il ne pouvait méconnaître que les ennemis des chambres étaient aussi les siens, ni refuser le seul moyen de salut qui lui fût offert. Les lords votèrent[3] que sa Majesté serait engagée à venir résider plus près de Londres, dans son château d'Oatlands; les communes, sans se joindre à ce vote, laissèrent percer les mêmes désirs; la correspondance avec les commissaires qui gardaient le roi, surtout avec le colonel Greaves, commandant de la garnison, devint active et mystérieuse: déjà, à Westminster et dans la cité, on s'entretenait de l'espoir que le roi se réunirait bientôt à son parlement, quand le 4 juin, arriva tout à coup la nouvelle que, la veille, il avait été enlevé de Holmby par un détachement de sept cents hommes, et que l'armée le tenait en son pouvoir.

[1] Le 12 mai. *Parl. Hist.*, t. III, col. 577-581.
[2] *Mémoires* de Herbert, p. 10-15.
[3] Le 20 mai. *Parl. Hist.*, t. III, col. 581.

Le 2 juin, en effet, comme le roi après son dîner jouait aux boules sur les gazons d'Althorpe, à deux milles de Holmby, les commissaires qui l'accompagnaient remarquèrent avec surprise, parmi les assistants, un homme inconnu portant l'uniforme du régiment des gardes de Fairfax. Le colonel Greaves lui demanda qui il était, d'où il venait, ce qu'on disait à l'armée; l'homme répondit avec une rudesse un peu hautaine, et comme assuré de son importance, quoique sans bravade. Bientôt circula autour du roi le bruit qu'un corps nombreux de cavalerie se dirigeait sur Holmby: « En avez-vous « entendu parler? dit Greaves à l'inconnu. — J'ai fait « mieux; je les ai vus hier tout près d'ici. » L'alarme fut vive; on retourna sur-le-champ à Holmby; on fit quelques dispositions pour résister à une attaque; la garnison promit de rester fidèle au parlement. Vers minuit, un corps de cavalerie arriva, en effet, sous les murs du château et en réclama l'entrée. « Quel est le com« mandant? » firent demander les commissaires: — « Tous commandent, » répondit-on. Cependant un homme s'avança, le même qu'on avait vu quelques heures auparavant sur les gazons d'Althorpe. — « Je m'appelle « Joyce, dit-il, cornette dans les gardes du général; j'ai « à parler au roi. — De quelle part? — De la mienne. » Les commissaires se mirent à rire. — « Il n'y a rien là « de risible: je ne suis pas venu pour prendre vos avis; « je veux voir le roi sur-le-champ. » Greaves et le major général Brown, l'un des commissaires, ordonnèrent à la garnison de se tenir prête à faire feu; mais les soldats avaient causé avec les arrivants: les herses tombaient, les portes s'ouvraient; déjà les cavaliers de Joyce étaient dans la cour du château, sautant à bas de cheval, prenant la main à leurs camarades, disant qu'ils venaient, par ordre de l'armée, mettre en sûreté la per-

sonne du roi; car il y avait un complot pour l'enlever, l'emmener à Londres, lever d'autres troupes, susciter une seconde guerre civile; et le commandant de ce château, le colonel Greaves, était, ajoutaient-ils, près d'accomplir cette trahison. A ces paroles, les soldats s'écrièrent qu'ils ne se sépareraient point de l'armée; Greaves disparut et s'évada en toute hâte. Après quelques heures de pourparlers, les commissaires reconnurent qu'il fallait renoncer à tout espoir de résistance. Il était midi. Joyce prit possession du château, posa partout des sentinelles, et, pour donner un peu de repos à sa troupe, se retira jusqu'au soir.

Il revint à dix heures, demandant qu'on le menât enfin vers le roi. « Le roi est couché, lui dit-on. — Peu « m'importe, c'est assez attendre; il faut que je le voie; » et un pistolet à la main, il se fit conduire à l'appartement que Charles occupait. « Je suis fâché, dit-il aux gentils- « hommes de service, de déranger le sommeil de sa Ma- « jesté; mais je ne sais qu'y faire; j'ai besoin de lui « parler, et cela sur-le-champ. » On lui demanda s'il avait l'autorisation des commissaires. « Non, j'ai mis des « gardes à leurs portes, et mes ordres viennent de gens « qui ne les craignent pas. » On l'engagea à déposer ses armes, il s'y refusa absolument. On hésitait à lui ouvrir, il s'emporta. Au bruit de la querelle, Charles réveillé sonna sur-le-champ et donna l'ordre qu'il fût introduit. Joyce entra, chapeau bas, son pistolet à la main, d'un air décidé, mais sans inconvenance. Le roi eut avec lui, en présence des commissaires qu'il fit appeler, une assez longue conférence, et le congédia en disant: « A demain matin, mon- « sieur Joyce; je partirai volontiers avec vous, si vos « soldats confirment tout ce que vous m'avez promis. »

Le lendemain, à six heures du matin, la troupe de Joyce était à cheval et en bataille dans la cour du châ-

teau. Le roi parut au haut du perron, suivi des commissaires et de ses serviteurs; Joyce s'avança jusqu'au pied de l'escalier. « Monsieur Joyce, dit le roi, j'ai à vous « demander en vertu de quelle autorité vous prétendez « vous emparer de moi et m'emmener d'ici. — Sire, je « suis envoyé par l'autorité de l'armée, pour prévenir « les desseins de ses ennemis qui veulent une seconde « fois plonger le royaume dans le sang. — Ce n'est pas « là une autorité légale; je n'en connais point d'autre « en Angleterre que la mienne, et après la mienne, celle « du parlement; avez-vous une commission écrite de « sir Thomas Fairfax? — J'ai les ordres de l'armée, et « le général est compris dans l'armée. — Ce n'est pas « là une réponse; le général est à la tête de l'armée. « Avez-vous une commission écrite? — Sire, je vous « prie de ne plus me faire de questions; j'y ai déjà as- « sez répondu. — Allons, monsieur Joyce, soyez franc « avec moi; dites-moi quelle est votre commission. — La « voilà, sire. — Où? — Là. — Où donc? — Là, derrière « moi; » et il montrait ses soldats. « Jamais, dit le roi « en souriant, je n'avais encore vu une telle commis- « sion; elle est écrite, j'en conviens, en beaux caractè- « res et fort lisibles: ces messieurs sont tous équipés à « merveille et de très bonne mine. Mais sachez que, pour « m'emmener, il faudra que vous employiez la violence « si vous ne me promettez que je serai traité avec res- « pect, et qu'on n'exigera de moi rien qui blesse ma « conscience ou mon honneur. — Rien, rien! s'écriè- « rent avec acclamation les soldats. — Ce n'est point « notre maxime, dit Joyce, de contraindre la conscience « de personne, encore moins celle de notre roi. — Main- « tenant, messieurs, où me conduiriez-vous? — A Ox- « ford, sire, s'il vous plaît. — Non, l'air n'est pas bon. — « A Cambridge donc? — Non, j'aime mieux Newmarket;

« c'est un air qui m'a toujours plu. — Comme vous « voudrez, sire. » Le roi se retirait: les commissaires firent quelques pas vers la troupe: « Messieurs, dit « lord Montague, nous sommes ici en vertu de la con-« fiance des chambres, et nous voudrions savoir si vous « approuvez ce qu'a dit M. Joyce. — Tous! tous! — « Que ceux, dit le major général Brown, qui veulent « que le roi reste ici avec nous, commissaires du par-« lement, le disent tout haut. — Personne! personne! » Leur impuissance ainsi constatée, les commissaires se soumirent; trois d'entre eux montèrent en voiture avec le roi, les autres à cheval, et Joyce donna l'ordre du départ [1].

Un messager partit au même instant pour Londres, porteur d'une lettre où Joyce annonçait à Cromwell que tout avait réussi. S'il ne trouvait pas Cromwell à Londres, la lettre devait être remise à sir Arthur Haslerig, et, à son défaut, au colonel Fleetwood. Ce fut Fleetwood qui la reçut [2]; Cromwell était au quartier général, auprès de Fairfax, que la nouvelle de ce qui se passait jeta dans un trouble extrême. « Je n'aime pas cela, dit-« il à Ireton. Qui a donné de tels ordres? — J'ai ordon-« né, répondit Ireton, qu'on s'assurât du roi à Holmby, « mais non pas qu'on l'en fît partir. — Il l'a bien fallu, « dit Cromwell qui arrivait de Londres, sinon le roi « eût été enlevé et ramené au parlement [3]. » Cependant Fairfax envoya au-devant du roi le colonel Whalley avec deux régiments de cavalerie et l'ordre de le reconduire

[1] Rushworth, part. 4, t. I, p, 502, 513-517. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 588-601. — *Mémoires* de Herbert, p. 17-24. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 217. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 301.

[2] *Mémoires* de Hollis, p. 132. — Whitelocke, p. 253. — *Mémoires* de Huntington, p. 312.

[3] *Mémoires* de Huntington, p. 312-313.

à Holmby. Charles s'y refusa, protestant toujours contre la violence qu'il avait subie, mais au fond bien aise de changer de prison et que la discorde éclatât entre ses ennemis. Le surlendemain, à Childersley, près de Cambridge, Fairfax lui-même et tout son état-major, Cromwell, Ireton, Skippon, Hammond, Lambert, Rich, se présentèrent devant lui [1]. La plupart, Fairfax le premier, lui baisèrent la main avec respect: Cromwell et Ireton seuls se tinrent à l'écart [2]. Fairfax protesta au roi qu'il était étranger à son enlèvement. « Je n'en croi« rai rien, dit Charles, si vous ne faites pendre Joyce à « l'instant. » Joyce fut mandé: « J'ai dit au roi que je « n'avais point de commission du général; j'ai agi par « ordre de l'armée: qu'on la réunisse; si les trois quarts « ne m'approuvent pas, je consens à être pendu en tête « du régiment. » Fairfax parla de faire juger le cornette par un conseil de guerre, mais sans effet. « Mon« sieur, lui dit le roi en le quittant, je suis aussi puis« sant que vous dans l'armée; » et il redemanda qu'on le conduisît à Newmarket. Le colonel Whalley s'y établit avec lui, chargé de sa garde; Fairfax retourna au quartier général, et Cromwell à Westminster, où depuis quatre jours on s'étonnait de ne le point voir [3].

Il trouva les chambres en proie aux plus brusques alternatives de colère et de peur, de fermeté et de faiblesse. Aux premières nouvelles de l'enlèvement du roi, l'épouvante avait été générale; Skippon, que les presbytériens s'obstinaient à regarder comme un des leurs, demanda d'un ton lamentable un jeûne solennel pour ob-

[1] Le 7 juin 1647.

[2] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 310.

[3] Rushworth, part. 4, t. I, p. 545, 549. — *Mémoires* de Herbert, p. 24-25. — *Mémoires* de Warwick, p. 252. — *Mémoires* de Fairfax, p. 408-410.

tenir du Seigneur que l'harmonie se rétablît entre le parlement et l'armée; et en attendant on vota, d'une part, qu'un fort à-compte serait payé sur les arrérages; de l'autre, que la déclaration qui avait traité de séditieux le premier projet de pétition des officiers serait rapportée et biffée des registres [1]. De nouveaux renseignements, en excitant l'indignation, rendirent aux chambres quelque courage; on reçut des commissaires le récit détaillé des scènes de Holmby; on eut connaissance de la lettre de Joyce à Cromwell; on crut même savoir précisément quel jour, au quartier général, dans une conférence de quelques officiers et des principaux agitateurs, à l'instigation de Cromwell, avait été conçu et arrêté cet audacieux coup de main [2]. Quand le lieutenant général reparut dans la chambre, les soupçons éclatèrent; il les repoussa avec passion, prenant à témoin Dieu, les anges et les hommes, qu'avant ce jour Joyce lui était aussi étranger que la lumière du soleil à l'enfant dans le sein de sa mère [3]. Cependant Hollis, Glinn, Grimstone, fermement convaincus, cherchaient partout des preuves, décidés à saisir le premier incident pour demander son arrestation. Un matin, peu avant l'ouverture de la séance, deux officiers vinrent trouver Grimstone: « Naguère, lui « dirent-ils, dans une réunion d'officiers, on examinait « s'il ne conviendrait pas d'épurer l'armée pour n'avoir « que des gens sur qui l'on pût compter: — Je suis sûr « de l'armée, a dit le lieutenant général; mais il y a un « autre corps qu'il est bien plus urgent d'épurer, la cham- « bre des communes; et l'armée seule peut le faire. — « Répéteriez-vous vous-mêmes ces paroles à la cham-

[1] Le 5 juin 1647. *Parl. Hist*, t. III, col. 592, 597. — *Mémoires* de Hollis, p. 139.

[2] Le 30 mai, selon Hollis, p. 129.

[3] Harris, *Life of Cromwell*, p. 97, dans la note.

« bre? leur demanda Grimstone. — Nous sommes tout « prêts; » et ils l'accompagnèrent à Westminster. La séance était ouverte, un débat entamé: « Monsieur l'orateur, dit Grimstone en entrant, je supplie la chambre « d'ordonner que le débat soit suspendu; j'ai à l'entretenir d'une question bien plus pressante, bien plus grave; « il s'agit de sa propre liberté, de sa propre existence; » et il accusa Cromwell, présent à la séance, de méditer contre la chambre l'emploi de la force armée: « Mes témoins sont là, dit-il; je demande qu'ils soient introduits. » Les deux officiers parurent, et renouvelèrent leur déclaration. A peine ils s'étaient retirés, Cromwell se leva; et tombant à genoux, fondant en larmes, avec une véhémence de paroles, de sanglots et de gestes qui saisit d'émotion ou de surprise tous les assistants, il se répandit en pieuses invocations, en ferventes prières, appelant sur sa tête, si quelque homme dans tout le royaume était plus fidèle que lui à la chambre, toutes les condamnations du Seigneur. Puis, se relevant, il parla plus de deux heures, du parlement, du roi, de l'armée, de ses ennemis, de ses amis, de lui-même; abordant et mêlant toutes choses, humble et audacieux, verbeux et passionné, répétant surtout à la chambre qu'on l'inquiétait à tort, qu'on la compromettait sans motif, que, sauf quelques hommes dont les regards se tournaient vers la terre d'Égypte, officiers et soldats, tous lui étaient dévoués et faciles à retenir sous sa loi. Tel fut enfin son succès que, lorsqu'il se rassit, l'ascendant avait passé à ses amis, et que, « s'ils l'eussent voulu, » disait trente ans après Grimstone luimême, « la chambre nous eût envoyés à la Tour, mes « officiers et moi, comme calomniateurs[1]. »

Mais Cromwell était trop sensé pour tenir à la vengeance, et trop clairvoyant pour s'abuser sur la valeur

[1] Burnet, *Hist. de mon temps*, t. I, p. 93-95, dans ma *Collection*.

de son succès. Il comprit à l'instant que de telles scènes ne pouvaient se reproduire; et, le soir même de ce grand triomphe, il quitta Londres secrètement, se rendit à l'armée réunie à Triploe-Heath [1], près de Cambridge; et cessant, avec les presbytériens et les chambres, des ménagements désormais impossibles, même à son hypocrisie, il se mit ouvertement à la tête des indépendants et des soldats.

Quelques jours après son arrivée, l'armée était en marche sur Londres; un engagement solennel de soutenir jusqu'au bout leur cause avait été souscrit par tous les régiments; sous le nom d'*humble représentation*, ils avaient adressé aux chambres [2], non plus seulement le tableau de leurs propres griefs, mais l'expression hautaine de leurs vœux sur les affaires publiques, la constitution du parlement, les élections, le droit de pétition, la réforme générale de l'Etat [3]. Enfin, à ces demandes jusque-là inouïes était joint un projet d'accusation contre onze membres des communes, Hollis, Stapleton, Maynard, etc. [4], ennemis de l'armée, disait-on, et seuls auteurs des fatales méprises où tombait sur son compte le parlement.

Les presbytériens avaient prévu le coup, et cherché d'avance à s'en défendre. Depuis quinze jours ils mettaient tout en œuvre pour animer en leur faveur le peuple de la cité: il se plaignait des droit perçus sur le sel et la viande, on les abolit [5]; les apprentis avaient réclamé

[1] Le 10 juin 1647. *Mémoires* de Hollis, p. 133.

[2] Le 14 juin 1647.

[3] Rushworth, part. 4, t. I, p. 564.

[4] Denzil Hollis, sir Philippe Stapleton, sir William Lewis, sir John Clotworthy, sir William Waller, sir John Maynard, Glynn, Antoine Nichols, le major général Massey, et les colonels Walter Long et Harley. (Rushworth, part. 4, t. I, p. 570)

[5] Les 11 et 25 juin. Whitelocke, p. 255. — Rushworth, part. 4, t. I, p. 592.

contre la suppression des fêtes religieuses, de Noël surtout, jadis jour de gaieté pour toute l'Angleterre; on institua des jours de récréation publique pour les remplacer [1]. Un cri général continuait de s'élever contre l'avidité d'une foule de membres, l'accumulation des emplois, les indemnités, les profits sur les séquestres; les communes votèrent qu'aucun des leurs ne recevrait plus ni charge lucrative, ni don, ni assignation sur les biens des délinquants; qu'ils rapporteraient même au trésor public les sommes qu'ils avaient déjà touchées; que leurs terres seraient soumises à la loi commune pour le paiement de leurs dettes [2]. Enfin, le comité, chargé de recevoir les plaintes des citoyens contre les membres de la chambre, était tombé en désuétude; on le remit en vigueur [3].

Mais le jour était venu où les concessions ne prouvent plus que la détresse, et où les partis ne reconnaissent leurs fautes que pour les expier. La cité détestait les indépendants, mais avec crainte, et ne portait aux chefs presbytériens qu'un dévouement sans respect ni confiance, comme à des patrons décriés et vaincus. Un moment ces mesures parurent produire quelque effet: le conseil commun proclama son ferme dessein de soutenir le parlement [4]; quelques escadrons de cavalerie bourgeoisie se formèrent; on recruta dans la milice: les officiers réformés se firent inscrire en foule chez Massey, Waller, Hollis. On fit autour de Londres des préparatifs de défense [5]: les chambres votèrent enfin [6] que l'ar-

[1] Le 8 juin. *Parl. Hist.*, t. III, col. 594. — Whitelocke, p. 243, 254. — Rushworth, part. 4, t. I, p. 460, 548

[2] Le 10 juin. *Parl. Hist.*, t. III, col. 603. — Whitelocke, p. 253.

[3] Le 3 juin Rushworth, part. 4, t. I, p. 500.

[4] Le 10 juin. *Parl. Hist.*, t. III, col. 601. — Whitelocke, p. 254.

[5] Rushworth, part. 4, t. I, p. 552 et suiv. *Parl. Hist.*, t. III, col. 614.

[6] Le 11 juin.

mée serait sommée de s'éloigner, de remettre le roi à leurs commissaires, et sa Majesté invitée à venir résider à Richmond, sous la garde du seul parlement [1]. Mais l'armée avançait toujours. Fairfax écrivit en son nom au conseil commun [2] pour se plaindre qu'il laissât recruter contre elle. Le conseil s'en défendit platement, s'excusant de ses alarmes, et protestant que, si l'armée se retirait, si elle consentait à demeurer cantonnée à quarante milles de Londres, tout dissentiment cesserait bientôt [3]. Fairfax répondit que cette lettre venait trop tard, que son quartier général était déjà à Saint-Albans, qu'un mois de solde lui était absolument nécessaire [4]. Les chambres accordèrent la solde, et insistèrent sur un mouvement retrograde [5]. L'armée demanda que d'abord les onze membres, ses ennemis, fussent écartés du parlement [6]. Les communes ne pouvaient se résoudre à se porter de leurs propres mains un coup si fatal; plusieurs fois déjà l'affaire avait été mise en délibération, et toujours la majorité avait répondu qu'une accusation vague, sans faits à l'appui des reproches, sans preuves à l'appui des faits, ne pouvait dépouiller de leur droit des membres du parlement [7]. « La première accusation contre « lord Strafford a été vague aussi et purement générale, « disait l'armée: comme on fit alors, nous fournirons nos « preuves plus tard [8]. » Et elle continuait à s'avancer. Le 26 juin, son quartier général était à Uxbridge. La

[1] Le 15 juin. *Parl. Hist.*, t. III, col. 614.

[2] Les 11 et 14 juin. *Parl. Hist.*, col. 608, 628.

[3] Les 12 et 15 juin. Rushworth, part. 4, t. I, p. 557. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 630.

[4] Rushworth, part. 4, t. I, p. 560. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 615.

[5] Les 15 et 21 juin. *Parl. Hist.*, t. III, col. 631, 639.

[6] Le 23 juin. *Parl. Hist.*, t. III, col. 640-650.

[7] *Mémoires* de Hollis, p. 152 et suiv. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 633.

[8] Rushworth, part. 4, t. I, p. 594.

cité lui envoya des commissaires, mais sans succès. L'effroi redoublait chaque jour : déjà on fermait les boutiques, on blâmait amèrement les onze membres d'une obstination si compromettante pour le parlement et la cité. Ils comprirent sans peine ce langage, et offrirent eux-mêmes de se retirer. Leur dévouement fut accepté avec une avide reconnaissance [1]; et, le jour même de leur retraite, les communes votèrent qu'elles avouaient de tout l'armée, qu'elles pourvoiraient à son entretien, que des commissaires seraient nommés pour régler, de concert avec les siens, les affaires du royaume, qu'en attendant on prierait le roi de ne point venir à Richmond comme on le lui avait demandé naguère, et que, dans aucun cas, il ne pourrait résider plus près de Londres que ne serait le quartier général [2]. A ces conditions, Fairfax rétrograda de quelques milles, et désigna dix commissaires pour traiter avec ceux du parlement [3].

Au moment où le roi reçut la nouvelle de ces résolutions, il se disposait à partir pour Richmond, selon le vœu des chambres; à le tenter du moins, car, depuis ce vœu, il était l'objet de la plus exacte surveillance, et, traîné de ville en ville à la suite de l'armée, il voyait partout, dès qu'il arrivait, de nombreuses sentinelles entourer son logement. Il en témoignait hautement son humeur : « Puisque mes chambres, disait-il, me demandent d'aller à Richmond, si quelqu'un prétend m'en « empêcher, il faudra que ce soit par force et en saisissant la bride de mon cheval; et s'il se trouve un

[1] Le 26 juin. *Parl. Hist.*, t. III, col. 654. — *Mémoires* de Hollis, p. 162-164. — Clarendon, *State-Papers*, t. II, Appendice, p. XXXVIII.

[2] *Parl. Hist.*, t. III, col. 656.

[3] Les 30 juin et 1er juillet. Rushworth, part. 4, t. I, p. 596. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 661. Les commissaires de l'armée furent Cromwell, Ireton, Fleetwood, Rainsborough, Harrison, sir Hardress Waller, Rich, Hammond, Lambert et Desborough.

« homme qui ose le tenter, il ne tiendra pas à moi que « ce ne soit là sa dernière action [1]. » Quand il apprit que les chambres mêmes s'opposaient à son départ, qu'elles avaient tout cédé à l'armée, et negociaient avec elle comme avec un vainqueur, il sourit dédaigneusement à cette humiliation de ses premiers adversaires, et se hâta de donner à ses intrigues un autre cours. Sauf les mesures prises pour prévenir toute tentative d'évasion, il n'avait point à se plaindre de l'armée; les officiers se montraient avec lui aussi respectueux et beaucoup plus faciles que les commissaires du parlement. Deux de ses chapelains, les docteurs Sheldon et Hammond, avaient été admis à resider auprès de lui, et officiaient librement selon les rites de l'Église épiscopale; ses anciens serviteurs, les cavaliers mêmes naguère en armes n'étaient plus indistinctement écartés: le duc de Richmond, le comte de Southampton, le marquis de Hertford obtinrent la permission de l'approcher; les chefs de l'armée prenaient plaisir à faire, avec les grands seigneurs royalistes, acte de générosité comme de puissance; et même dans les rangs moins élevés, l'esprit militaire se refusait à ces subtiles précautions, à ces rigueurs tracassières dont à Newcastle et à Holmby, le roi avait eu si souvent à souffrir [2], Depuis la reddition d'Oxford, ses plus jeunes enfants, le duc d'York, la princesse Elisabeth et le duc de Glocester, habitaient tantôt Saint-James, tantôt *Sion-house*, près de Londres, sous la garde du comte de Northumberland, à qui le parlement les avait confiés. Charles témoigna le désir de les voir, et Fairfax s'empressa de l'appuyer officiellement auprès des chambres: « Qui ne regretterait, dit-il, que, « pour si peu de chose, l'affection si naturelle de sa Ma-

[1] *Mémoires* de Huntington, p. 314, dans ma *Collection*.

[2] *Mémoires* de Herbert, p. 14 et suiv., dans ma *Collection*. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 306.

« jesté pour ses enfants eût à subir un refus[1]? » L'entrevue eut lieu[2] à Maidenhead, au milieu d'un grand concours de peuple, qui semait de verdure et de fleurs tous les chemins par où la famille royale devait passer; et, loin d'en concevoir aucune aigreur ni méfiance, officiers et soldats, touchés, comme le peuple, de la joie d'un père, trouvèrent bon qu'il emmenât ses enfants à Caversham, où il résidait alors, et qu'il les gardât deux jours avec lui[3]. Quelques-uns d'ailleurs, Cromwell et Ireton surtout, trop clairvoyants pour se flatter que leur lutte avec les presbytériens fût à son terme et leur victoire assurée, s'inquiétaient de l'avenir, en calculaient toutes les chances, et, cherchant partout un dénouement à cette crise, se demandaient si la faveur du roi, relevé par leurs mains, ne serait pas, pour leur parti, la meilleure garantie, pour eux-mêmes le plus sûr moyen de fortune et de pouvoir[4].

Le bruit de ces dispositions, des égards que témoignait au roi l'armée, des démarches que faisaient pour se rapprocher de lui quelques uns de ses chefs, se répandit bientôt dans tout le royaume. On allait jusqu'à dire quelles conditions lui étaient offertes, et des pamphlets en circulaient, les uns à la louange, les autres au blâme du parti. Il crut devoir démentir officiellement ces rapports, réclamer même, d'un ton de colère, le châtiment de leurs auteurs[5]. Mais les négociations avec le roi n'en continuèrent pas moins; beaucoup d'officiers étaient auprès de lui empressés et assidus; des relations familières

[1] Sa lettre est du 8 juillet. *Parl. Hist.*, t. III, col. 679.

[2] Le 15 juillet.

[3] Rushworth, part. 4, t. I, p. 625. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 317.

[4] *Mémoires* de Huntington, p. 317, dans ma *Collection*.

[5] Le 1er juillet 1647. *Old Parl. Hist.*, t. XVI, p. 60-62.

et presque amicales s'établissaient entre eux et les cavaliers, comme entre gens qui se sont loyalement combattus et ne demandent plus qu'à vivre en paix. Le roi lui-même en écrivit à la reine avec quelque confiance. Bientôt, et parmi les émigrés peu nombreux qui l'avaient suivie à Paris, ou s'étaient réfugiés en Normandie, à Rouen, à Caen, à Dieppe, ce nouvel espoir devint le sujet de tous les entretiens. Deux hommes surtout s'appliquaient à le répandre, laissant entrevoir qu'ils en savaient plus qu'ils n'en disaient, et que nul ne pouvait comme eux rendre au roi, dans cette occurrence, des services importants. L'un, sir John Berkley, s'était vaillamment défendu dans Exeter, et n'avait rendu sa place que trois semaines avant la fuite du roi au camp des Écossais; l'autre, Ashburnam, n'avait quitté Charles qu'à Newcastle et par nécessité, pour échapper à la haine du parlement; tous deux intrigants, vaniteux et hâbleurs, Berkley avec plus de courage, Ashburnam plus fin et plus accrédité auprès du roi. Ils avaient eu l'un et l'autre, Berkley par hasard, Ashburnham par ordre de Charles lui-même, quelques relations avec quelques uns des principaux officiers, assez pour se croire en droit de s'en vanter et en mesure de les mettre à profit. La reine accueillit sans balancer toutes leurs assurances; et par son ordre, vers le commencement de juillet, à quelques jours d'intervalle, tous deux partirent pour aller s'offrir au roi et à l'armée en qualité de négociateurs [1].

A peine Berkley avait débarqué qu'un cavalier de ses amis, sir Allen Apsley [2], vint à sa rencontre, envoyé par Cromwell, Lambert et quelques autres, pour l'assurer qu'ils n'avaient point oublié leurs conversations avec lui après

[1] *Mémoires* de Berkley, p. 161-163, dans ma *Collection*. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 310-314.

[2] Frère de mistriss Hutchinson.

la prise d'Exeter, ni ses excellents conseils, et qu'ils étaient tout prêts à en profiter; qu'il se pressât donc de venir. A ce message, fier de se trouver plus important qu'il ne s'en était flatté lui-même, Berkley, ne s'arrêtant qu'un moment à Londres, se rendit en hâte au quartier général, alors à Reading. Il n'y était que depuis trois heures; déjà Cromwell s'était excusé de ne pouvoir lui faire sur-le-champ sa visite, et le même jour, à dix heures du soir, Berkley le vit entrer avec Rainsborough et sir Hardress Waller. Tous trois protestèrent de leurs bonnes intentions pour le service du roi, Rainsborough sèchement, Cromwell avec effusion: « Je viens, dit-il, d'assister au plus touchant spectacle, l'entrevue du roi « avec ses enfants; non, personne n'a été plus trompé « que moi sur le compte du roi; c'est, j'en suis sûr à « présent, le meilleur homme de ses trois royaumes; nous « lui avons, nous, des obligations infinies; nous étions « ruinés, tout à fait ruinés si à Newcastle il eût accepté « les propositions des Écossais. Que Dieu mesure ses bontés à mon égard sur la sincérité de mon cœur envers « sa Majesté! » D'ailleurs, à l'en croire, les officiers étaient tous convaincus que, si le roi ne rentrait en possession de ses justes droits, nul homme en Angleterre ne pouvait jouir avec sécurité de sa vie ni de ses biens; et bientôt de leur part une démarche décisive ne laisserait à sa Majesté aucun doute sur leurs sentiments. Berkley ravi se fit dès le lendemain présenter au roi, et lui rendit compte de cette entrevue. Charles l'accueillit avec froideur, en homme qui déjà avait souvent reçu de telles ouvertures, et ne s'y fiait point, ou voulait, par sa réserve, faire acheter cher sa satisfaction. Berkley se retira confondu, mais pensant, non sans dépit, que le roi, qui le connaissait peu, avait peut-être contre lui quelque prévention, et qu'Ashburnham, qui devait bientôt

arriver, réussirait mieux à le persuader. En attendant il continua ses démarches dans l'armée: les officiers affluaient vers lui, même de simples agitateurs, les uns amis et instruments de Cromwell, les autres se méfiant de lui et engageant Berkley à se tenir sur ses gardes; « car, disaient ils, c'est un homme sur qui personne ne « peut compter, et qui, chaque jour, avec chacun, change « de conduite et de langage, uniquement préoccupé du « désir d'être en tout cas le chef des vainqueurs. » Ireton cependant, le plus intime confident de Cromwell, parut à Berkley traiter avec franchise, lui communiqua les propositions que préparait le conseil général des officiers, accepta même de lui quelques changements. Rien de si modéré n'avait encore été offert au roi: on exigeait qu'il abandonnât pour dix ans le commandement de la milice et la nomination aux grandes charges; que sept de ses principaux conseillers demeurassent bannis du royaume; que tout pouvoir civil et coercitif fût retiré au clergé, évèques ou ministres presbytériens; que nul pair créé depuis l'explosion de la guerre ne fût admis à siéger; que nul cavalier ne pût être élu au prochain parlement: « Il faut bien, dit Ireton à Berkley que quel« que différence subsiste et paraisse entre les vainqueurs « et les vaincus. » Mais à ces conditions, déjà moins rigoureuses que celles des chambres, ne s'ajoutait point l'obligation d'abolir l'Église épiscopale, ni celle de ruiner la plupart des royalistes par d'énormes amendes, ni l'interdiction légale, pour ainsi dire, du roi et de son parti, tant qu'il plairait au parlement. L'armée, il est vrai, demandait en revanche des réformes nouvelles et au fond plus graves; une distribution plus égale des droits électoraux et des taxes publiques, le changement de la procédure civile, la destruction d'une foule de priviléges politiques, judiciaires, commerciaux; l'introduction enfin,

dans l'ordre social et les lois, de quelques principes d'égalité jusque-là inconnus [1]. Mais, dans la pensée même de leurs auteurs, ce n'était point contre le roi, sa dignité ni son pouvoir, que ces demandes étaient dirigées; et nul ne croyait la prérogative intéressée au maintien des bourgs pourris, des profits scandaleux des jurisconsultes ou des fraudes de quelques débiteurs. Aussi Berkley jugea-t-il ces conditions d'une douceur inespérée, et telles qu'à son avis jamais couronne, si près d'être perdue, n'avait été recouvrée à si bon marché. Il sollicita et obtint la permission de les communiquer en secret au roi [2], avant que l'armée les lui présentât officiellement. Sa surprise fut plus grande encore qu'à leur première entrevue; Charles trouva les conditions très dures, et s'en exprima avec beaucoup d'humeur: « Si l'on voulait vraiment conclure avec moi, dit-il, on me proposerait des « choses que je pusse accepter. » Berkley hasarda quelques observations, insista même sur les périls d'un refus: « Non, dit le roi en rompant brusquement l'entretien, sans moi, ces gens-là ne peuvent se tirer d'affaire; « vous les verrez bientôt trop heureux d'accepter eux-« mêmes des conditions plus égales [3]. »

Berkley cherchait, sans le découvrir, un motif à tant de confiance, quand arriva au quartier général la nouvelle que le plus violent soulèvement régnait dans la cité, que des bandes de bourgeois et d'apprentis assiégeaient incessamment Westminster, que d'heure en heure le parlement pouvait se voir contraint à voter le retour du roi, la rentrée des onze membres, les résolutions les plus fatales à l'armée et à son parti. Depuis quinze jours,

[1] Voir les *Éclaircissements et Pièces historiques* joints aux *Mémoires* de Hollis, p. 265-276, dans ma *Collection*.

[2] Vers le 25 juillet.

[3] *Mémoires* de Berkley, p. 163-183.

surtout depuis qu'un congé de six mois, envoyé aux onze membres [1], avait fait perdre à leurs partisans tout prochain espoir, des symptômes de plus en plus menaçants, des rassemblements, des pétitions, des cris tumultueux annonçaient cette explosion: une mesure, que de part et d'autre on regardait comme décisive, la fit éclater. Le comité presbytérien, investi depuis deux mois du gouvernement de la milice de Londres, fut dissous, et les indépendants reprirent possession de cet important pouvoir [2]. La cité ne put se résoudre à se voir ainsi représentée et commandée par ses ennemis: en quelques heures la fermentation devint générale; un papier affiché dans Skinners'hall, et portant l'engagement de tout faire pour que le roi pût revenir à Londres avec honneur et liberté, fut couvert à l'instant d'un nombre immense de signatures; au départ du messager pour le quartier général, on en expédiait des copies dans tout le royaume; on dressait une pétition pour en demander l'approbation aux chambres; les officiers réformés s'unissaient partout au peuple; tout annonçait un mouvement aussi étendu que passionné [3].

L'armée se mit sur-le-champ en marche vers Londres [4]; Fairfax écrivit en son nom des lettres menaçantes; dans les chambres, le parti indépendant, fort de cet appui, fit déclarer traître quiconque souscrirait l'engagement de la cité [5]. Mais, pour comprimer l'élan public, la menace arrivait trop tard: le surlendemain de cette

[1] Le 20 juillet 1647. *Parl. Hist.*, t. III, col. 712. — Rushworth, part. 4, t. I, p. 628.

[2] Le 23 juillet.

[3] *Parl. Hist.*, t. III, col. 712 et suiv. — Rushworth, part. 4, t. I, p. 635 et suiv. — Whitelocke, p. 261 et suiv. — *Mémoires* de Hollis, p. 187.

[4] Le 23 juillet.

[5] Le 24 juillet.

déclaration, de très bonne heure, des groupes nombreux d'apprentis, d'officiers réformés, de mariniers, se pressaient autour de Westminster, bruyants, injurieux, venus évidemment dans quelque audacieux dessein. En entrant en séance [1], les communes alarmées firent fermer leurs portes, et défendirent qu'aucun membre sortît sans permission. Une pétition arriva de la part du conseil commun, modérée et respectueuse, demandant que la milice fût rendue aux chefs qu'on venait d'en éloigner, informant les chambres de l'impatience du peuple, mais sans les braver. Comme on délibérait sur cette pétition, l'orateur fut averti que la multitude assemblée en avait une autre à présenter; deux membres sortirent pour la recevoir; on la lut à l'instant: elle exprimait les mêmes vœux que celle du conseil, moins rudement même qu'on n'eût pu le craindre. Mais le débat se prolongeait; la réponse se faisait attendre; le jour commençait à tomber; la multitude, au lieu de s'en lasser, s'irritait de son ennui: elle envahit toutes les avenues; déjà le tumulte des pas et des voix, retentissait dans la salle. On entendit crier: « Entrons! entrons! » et des coups violents ébranlaient la porte. Plusieurs membres mirent l'épée à la main, et repoussèrent un moment l'attaque. La chambre haute n'était pas moins menacée; quelques apprentis avaient escaladé les fenêtres et jetaient de là des pierres, prêts à faire pis s'ils n'étaient écoutés. On résistait encore: enfin la porte des communes fut forcée; les plus furieux entrèrent, au nombre de quarante à cinquante; et le chapeau sur la tête, avec les gestes les plus menaçants, soutenus par la foule entassée derrière eux: « Votez! votez! » criaient-ils. Les chambres cédèrent: la déclaration de l'avant-veille fut révoquée, la milice rendue au comité presbytérien. Le désordre semblait à son

[1] Le 26 juillet.

terme; les membres se levaient pour sortir; l'orateur avait quitté son fauteuil; un groupe de furieux le saisit, le ramena de force: « Que voulez-vous donc? demandait-« il. — Le retour du roi; qu'on vote le retour du roi. » La proposition fut à l'instant mise aux voix et adoptée. Ludlow seul la repoussa par un *non* hautement prononcé [1].

A ces nouvelles, une fermentation presque aussi vive éclata dans l'armée, surtout dans les rangs inférieurs, parmi les agitateurs et les soldats: de toutes parts on accusait le roi de complicité et de perfidie. Lord Lauderdale, venu de Londres pour s'entretenir avec lui de la part des commissaires écossais, excita tant de méfiance, qu'un matin, avant qu'il fût levé, des soldats entrèrent brusquement dans sa chambre, et le contraignirent à partir sur-le-champ, sans revoir le roi [2]. Ashburnham, arrivé depuis trois jours, redoublait par sa dédaigneuse insolence l'humeur et les soupçons: il se refusait à toute relation avec les agitateurs: « J'ai toujours vécu en bonne com-« pagnie, dit-il à Berkley: je ne puis avoir rien de com-« mun avec ces animaux-là: il faut s'assurer des offi-« ciers; par eux nous aurons toute l'armée; » et les généraux étaient presque les seuls dont il recherchât l'entretien [3]. Mais parmi les officiers mêmes qui s'étaient rapprochés du roi, quelques uns commençaient à s'en éloigner: « Sire, lui dit Ireton, vous prétendez vous por-« ter arbitre entre le parlement et nous; c'est nous qui « voulons être arbitres entre vous et le parlement [4]. »

[1] *Parl. Hist.*, t. III. col. 717 et suiv. — Rushworth, part. 4, t. I, p. 640-644. — Whitelocke, p. 265. — *Mémoires* de Hollis, p. 188. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 232.

[2] Rushworth, part. 4, t. II, p. 757.

[3] *Mémoires* de Berkley, p. 184.

[4] *Ibid.*, p. 170.

Inquiets cependant de ce qui se passait à Londres, ils résolurent de lui présenter officiellement leurs propositions [1]. Ashburnham et Berkley assistaient à la conférence. Charles y fut sec et hautain, écoutant avec un sourire ironique la lecture des propositions, les repoussant presque toutes en peu de mots et d'un ton amer, comme sûr de sa force, et bien aise de marquer son mécontentement. Ireton les soutint avec rudesse, disant que l'armée ne céderait rien de plus. Charles l'interrompit brusquement: « Vous ne pouvez vous passer de moi: vous êtes « perdus si je ne vous soutiens. » Les officiers regardaient Ashburnham et Berkley avec surprise, comme pour leur demander raison d'un tel accueil; Berkley à son tour essayait, par des regards inquiets, d'avertir le roi de son imprudence, mais sans succès. S'approchant enfin de lui: « Sire, lui dit-il à l'oreille, votre Majesté « parle comme si elle avait des moyens de force et de « puissance que je ne connais pas; puisqu'elle me les a « cachés, j'aurais désiré qu'elle les cachât également à « ces gens-ci. » Charles s'aperçut qu'il en avait trop dit, et se hâta d'adoucir son langage; mais les officiers, la plupart du moins, avaient déjà pris leur résolution. Rainsborough même, plus opposé que tout autre à l'accommodement, était sorti sans bruit pour aller répandre dans l'armée qu'il n'y avait pas moyen de se fier au roi; et la conférence finit sèchement, languissamment, comme entre gens qui ne peuvent plus ni s'entendre ni se tromper [2].

A peine les officiers étaient de retour au quartier général, on y vit arriver de Londres plusieurs voitures; et, au grand étonnement de la foule, plus de soixante membres des deux chambres en sortirent [3], ayant à leur

[1] Le 1er août 1647

[2] *Mémoires* de Berkley, p 185-186.

[3] Ce nombre est fort incertain. Hollis compte positivement huit lords et cinquante-huit membres des communes (p. 190); Rushworth (part. 4,

tête les deux orateurs, lord Manchester et Lenthall, naguère échappés, dirent-ils, aux fureurs de la populace, et venant chercher auprès de l'armée sûreté et liberté. La joie fut égale à la surprise: on redoutait de rompre violemment avec le parlement, et maintenant c'était le parlement lui-même, ses chefs légaux, ses membres fidèles, qu'on avait à protéger. Officiers et soldats entouraient les fugitifs; on écoutait avec indignation le récit de leurs dangers, de leurs injures; on les comblait de remercîments, d'hommages; on louait le Seigneur de leur patriotique résolution. Pour Cromwell et ses amis seuls, la surprise était feinte; depuis cinq jours, par leurs correspondances à Londres, surtout par l'entremise de Saint-John, Vane, Haslérig et Ludlow, ils travaillaient à opérer dans les chambres cette scission [1].

Berkley se hâta d'en porter au roi la triste nouvelle, le conjurant d'adresser sur-le-champ aux chefs de l'armée une lettre qui fît espérer à leurs propositions un meilleur accueil, qui repoussât du moins les méfiances, et atténuât le fâcheux effet du dernier entretien. C'était, dit-il, l'avis de Cromwell et d'Ireton qui, à ce prix, répondaient encore des dispositions de l'armée. Mais Charles aussi avait des nouvelles de Londres: l'émeute n'avait éclaté que de son aveu; on lui mandait que, le jour même du départ des membres fugitifs, les membres restants, bien plus nombreux, avaient élu deux nouveaux orateurs, les communes M. Pelham, les pairs lord Wil-

t. II, p. 750) parle de quatorze lords et *environ* cent membres des communes; c'est aussi le rapport de Whitelocke (p. 265). L'appel nominal fait dans la chambre haute, le 30 juillet, constate l'absence de vingt lords (*Parl. Hist.*, t. III, col. 727). Tous les fugitifs ne quittèrent pas Londres ensemble et le premier jour.

[1] *Parl. Hist.*, t. III, col. 725-731. — Rushworth, part. 4, t. I, p. 646 et suiv. — *Mémoires* de Hollis, p. 190 et suiv. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 234 et suiv.

loughby de Parham; que les onze membres proscrits étaient venus reprendre leurs siéges; que les chambres ainsi reconstituées avaient à l'instant ordonné à l'armée de s'arrêter, à la cité de préparer tous ses moyens de défense, à Massey, Brown, Waller et Poyntz de former en hâte des régiments. L'ardeur, dit-on, était extrême: à une séance du conseil commun, des milliers d'apprentis s'étaient présentés, jurant de tout faire pour sa cause, quel que fût le péril et l'ennemi. Les seuls habitants du faubourg de Southwark avaient manifesté des sentiments contraires; mais au moment où ils apportaient à Guildhall leur pétition, Poyntz, suivi de quelques officiers, les avait chassés si rudement qu'à coup sûr ils ne se hasarderaient pas à recommencer. On levait de l'argent; on plaçait des canons sur le rempart. Enfin, le roi était formellement invité à revenir à Londres: et ce vote, proclamé à son de trompe dans toutes les rues, devait lui arriver sous peu d'heures, au plus tard le lendemain [1].

« J'attendrai, dit le roi à Berkley; il sera toujours « temps d'écrire cette lettre. » Cependant un messager arriva du quartier général; de nouveaux fugitifs de Westminster étaient venus rejoindre leurs collègues; d'autres avaient écrit qu'ils se retiraient dans leurs comtés et désavouaient un prétendu parlement. A Londres même le parti indépendant, peu nombreux mais opiniâtre, ne perdait ni le temps ni le courage; il entravait, ralentissait, énervait toutes les mesures qu'il n'avait pu prévenir: l'argent perçu n'était employé qu'avec lenteur; les armes manquaient aux recrues de Massey; quelques prédicateurs presbytériens, M. Marshall entre autres, gagnés par l'armée, portaient de tous côtés des poroles de crainte et de transaction; d'honnêtes membres, soit

[1] Rushworth, part. 4, t. I, p. 652-656. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 728. — *Mémoires* de Hollis, p. 197-204. — Whitelocke, p. 265.

des chambres, soit du conseil commun, les accueillaient déjà, flattés de l'honneur de rétablir la paix. Cromwell enfin fit dire à Ashburnham que sous deux jours la cité serait en leur pouvoir [1].

Charles hésitait encore; il réunit ses serviteurs les plus affidés; la lettre fut rédigée, débattue, écartée, reprise; il la signa enfin [2]. Ashburnham et Berkley partirent pour la porter au quartier général: ils rencontrèrent en route un second messager que leur expédiaient deux officiers de leurs amis, pour en presser de nouveau l'envoi: ils arrivèrent. La soumission de la cité était arrivée avant eux. Les membres fugitifs venaient de passer l'armée en revue [3] à Hounslow-Heath, au milieu des plus bruyantes acclamations; elle marchait avec eux vers Londres, sûre d'y entrer sans obstacle. La lettre et l'alliance du roi n'avaient plus de prix pour des vainqueurs [4].

Le surlendemain, 6 août, un brillant et redoutable cortége partit de Kensington pour Westminster; trois régiments formaient l'avant-garde, un quatrième l'arrière-garde; entre eux marchaient Fairfax et son état-major à cheval, les membres fugitifs dans leurs voitures, et à leur suite une foule de leurs partisans empressés de s'associer à leur triomphe. Une double haie de soldats bordait la route, tous une branche de laurier à leur chapeau et criant: « Vive le parlement! le libre « parlement! » A Hyde-Park attendaient le lord maire et les aldermen venus pour complimenter le général de la paix enfin rétablie entre l'armée et la cité; Fairfax

[1] *Mémoires* de Hollis, p. 204-207. — *Mémoires* de Berkley, p. 188; — de Ludlow, t. I, p. 235. — Whitelocke, p. 267.

[2] Le 4 août. Rushworth, part. 4, t. II, p. 755.

[3] Le 3 août.

[4] *Mémoires* de Berkley, p. 188. — Rushworth, part. 4, t. II, p. 750.

leur répondit à peine et en passant. Plus loin, à Charing-Cross, se présenta également le conseil commun en corps, qui ne reçut pas un accueil plus attentif. On arriva au parlement : les chefs presbytériens s'étaient enfuis ou cachés : Fairfax rétablit dans leurs siéges les patrons de l'armée, écouta d'un air modeste leurs pompeux remercîments, entendit voter pour ses troupes un mois de solde, puis alla prendre possession de la Tour, dont à l'instant même on le nomma gouverneur [1].

Deux jours après, Skippon marchant au centre et Cromwell à l'arrière-garde, l'armée entière traversa Londres, grave, silencieuse, dans l'ordre le plus rigoureux ; nul excès ne fut commis, pas un bourgeois ne reçut le plus léger affront [2] ; les chefs voulaient rassurer la cité et lui imposer en même temps. Leur dessein ne manqua point son effet : à l'aspect de ces soldats si exacts et si fiers, dociles et menaçants, les presbytériens se renfermèrent dans leurs maisons, les indépendants reprirent partout possession du pouvoir, les lâches s'empressèrent avec confiance autour des vainqueurs. Le conseil commun pria Fairfax et ses officiers d'accepter un dîner public ; Fairfax refusa ; on n'en fit que plus promptement ciseler, pour la lui offrir, une aiguière d'or [3]. Il se trouva même un certain nombre d'apprentis qui vinrent lui présenter leurs félicitations, et il les reçut en audience solennelle, charmé de donner à croire que, dans cette jeunesse redoutée, l'armée aussi avait un parti [4]. Les chambres, de leur côté, les lords surtout,

[1] Rushworth, part. 4, t. II, p. 756. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 736 et suiv. — *Mémoires* de Hollis, p. 210.

[2] *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 258. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 335. — Whitelocke, p. 267.

[3] Rushworth, part. 4, t. II, p. 761-764. — *Mémoires* de Hollis, p. 220.

[4] Rushworth, part. 4, t. II, p. 778.

étalaient leur servile reconnaissance; ils votèrent que tout ce qui s'était fait en l'absence des membres réfugiés à l'armée était nul de plein droit, sans qu'il fût besoin de le révoquer [1]: ce vote inquiéta les communes; elles consentaient à tout rapporter, à poursuivre partout les auteurs de l'émeute qui avait amené la scission; mais la plupart des membres, restés à Westminster, avaient concouru à ces actes dont on leur demandait de déclarer la nullité absolue; trois fois ils refusèrent de se livrer à ce point [2]. Dès le lendemain [3], un parti de cavalerie vint camper dans Hyde-Park; des postes furent placés autour de la chambre des communes, à toutes les avenues; au dedans Cromwell et Ireton soutinrent avec menaces la résolution des lords [4]; on l'adopta enfin, et rien ne manqua plus au triomphe de l'armée, car ceux-là mêmes qui l'avaient subi en proclamaient la legitimité.

A ce grand et facile succès, le mouvement révolutionnaire jusque-là contenu ou réglé, même parmi les indépendants, par les besoins de la lutte, prit en liberté son essor; toutes les passions, toutes les espérances, tous les rêves s'enhardirent et se déployèrent. Dans les rangs élevés du parti, au sein des communes, dans le conseil général des officiers, les projets républicains devinrent clairs et positifs: depuis longtemps déjà Vane, Ludlow, Haslerig, Martyn, Scott, Hutchinson, répondaient à peine quand on les accusait d'en vouloir à la monarchie; ils

[1] Le 6 août. *Parl. Hist.*, t. III, col. 745.

[2] Les 10 et 19 août, la proposition fut écartée par quatre-vingt, seize voix contre quatre-ving-treize, quatre-vingt-cinq contre quatre-vingt-trois, et quatre-vingt-sept contre quatre-vingt-quatre. (*Parl. Hist.*, t. III, col. 756, 775).

[3] Le 20 août.

[4] *Mémoires* de Hollis, p. 215-219. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 753-775. — Whitelocke, p. 268.

n'en parlèrent plus qu'avec mépris; le principe de la souveraineté du peuple, et, en son nom, d'une assemblée unique, par lui déléguée, présida seul à leurs actions, à leurs discours; et dans leurs entretiens, toute idée d'accommodement avec le roi, n'importe à quels termes, fut traitée de trahison. Au-dessous d'eux dans le peuple comme dans l'armée, éclatait en tous sens le bouillonnement des esprits; sur toutes choses, des réformes jusque-là inouïes étaient invoquées; de toutes parts s'élevaient des réformateurs; à leurs fougueux désirs aucune loi n'imposait de respect, aucun fait ne semblait un obstacle; d'autant plus confiants et impérieux que leur ignorance et leur obscurité étaient plus profondes, leurs pétitions, leurs pamphlets chaque jour renaissants portaient partout la menace. Cités devant les juges, ils mettaient en question les juges eux-mêmes, et les sommaient de quitter un siége usurpé: attaqués dans les églises par les ministres presbytériens, ils s'élançaient tout à coup vers la chaire, en arrachaient le prédicateur et prêchaient à leur tour, sincères dans leurs extases, quoique habiles à les employer au profit de leurs passions. Aucune doctrine forte et complète, aucune intention précise et générale ne présidait à ce mouvement : tous républicains, ces champions populaires poussaient bien au delà d'une révolution dans le gouvernement leurs pensées et leurs vœux ; ils aspiraient à changer la société même, les relations, les mœurs, les sentiments mutuels des citoyens. Mais en ceci leurs vues étaient courtes et confuses; les uns épuisaient leur audace à poursuivre bruyamment quelque innovation importante mais partielle, comme la destruction des priviléges des lords ou des jurisconsultes; aux autres il suffisait de quelque pieuse rêverie, comme l'attente du règne prochain du Seigneur: quelques uns, sous le nom de *rationalistes*, réclamaient, pour

la raison de chaque individu, une souveraineté absolue [1]; quelques autres parlaient d'introduire entre les hommes une rigoureuse égalité de droits et de biens, et leurs ennemis en profitèrent pour leur imposer à tous le nom de *niveleurs*. Mais ni ce nom décrié, et qu'ils repoussèrent constamment, ni aucun autre ne leur convenait, car ils ne formaient ni une secte dévouée à une croyance systématique, ni une faction ardente à marcher vers un but déterminé. Bourgeois ou soldats, visionnaires ou démagogues, un besoin d'innovation plus passionné qu'étendu, de vagues instincts d'égalité; surtout le plus rude esprit d'indépendance, tels étaient leurs communs caractères; et possédés d'une ambition aveugle, mais pure, intraitables à quiconque leur semblait faible ou intéressé, ils faisaient tour à tour la force et la terreur des partis divers, tous successivement contraints de s'en servir et de les tromper.

Nul n'avait réussi aussi bien que Cromwell dans l'un et l'autre dessein; nul ne vivait, avec ces obscurs mais puissants enthousiastes, dans une intimité si confiante. Tout en lui leur avait plu d'abord: les élans désordonnés de son imagination, son empressement à se faire l'égal et le compagnon des plus grossiers amis, ce langage mystique et familier, ces manières tour à tour triviales et exaltées qui lui donnaient l'air, tantôt de l'inspiration, tantôt de la franchise, même ce libre et souple génie qui semblait mettre au service d'une cause sainte toutes les ressources de l'habileté mondaine. Aussi avait-il cherché et trouvé parmi eux ses plus utiles agents, Ayres, Evanson, Berry, Sexby, Sheppard, Wildman, tous membres principaux du conseil des agitateurs, toujours prêts, sur un mot du lieutenant général, à ameuter l'armée tantôt contre le roi, tantôt contre le parlement. Lilburne,

[1] Clarendon, *State-Papers*, t. II, Appendice, p. XL.

lui-même, le plus indomptable et le moins crédule de ces hommes, sorti naguère de son régiment parce qu'il ne pouvait obéir, portait à Cromwell une grande confiance : « Je vous ai regardé, lui écrivait-il, entre les puissants « de l'Angleterre, comme le cœur le plus parfaitement « pur, le plus dégagé de toute vue personnelle [1]; » et Cromwell plus d'une fois avait mis contre les presbytériens, le courage de Lilburne à profit [2]. Mais quand la ruine des presbytériens parut consommée, quand les indépendants tinrent en leur pouvoir le roi, les chambres, la cité, quand toutes les passions, toutes les prétentions révolutionnaires éclatèrent enfin, insatiables, aveugles, déréglées, la situation des chefs du parti, de Cromwell surtout, déjà le but de tous les regards, tarda peu à s'en ressentir. A leur tour ils encoururent la méfiance et connurent la crainte. Beaucoup des leurs avaient vu de mauvais œil les négociations entamées avec le roi; la nécessité seule, le danger de tomber sous l'empire des presbytériens, surmontaient les répugnances et contenaient les soupçons. Maintenant toute nécessité avait disparu; le Seigneur avait livré aux mains de ses serviteurs tous ses ennemis. Cependant, au lieu d'assurer, de consommer le triomphe de sa cause, on continuait de vivre en amitié et de traiter avec les délinquants. Le premier, le plus coupable de tous, celui sur la tête duquel, depuis deux ans déjà, quelques voix fidèles appelaient la vengeance publique [3], et qui naguère, dans son fol orgueil, avait repoussé des propositions que peut-être on n'eût jamais dû lui présenter, le roi, loin de rien perdre aux

[1] La lettre est du 25 mars 1647.

[2] Voyez les *Éclaircissements et Pièces historiques* à la suite des *Mémoires* de Hollis, p. 277-303, dans ma *Collection*.

[3] Dès le mois de mai 1646, on voit quelques indépendants demander le jugement du roi comme du plus grand délinquant. (Baillie, *Letters*, t. II, p. 209, 213, 225).

derniers événements, en avait vu presque relever sa force et sa splendeur. De l'aveu des généraux, il était rentré dans son château de Hampton-Court[1]; et là il résidait servi avec une pompe idolâtre, entouré d'une cour plus que jamais arrogante. Ses anciens conseillers, Richmond, Hertford, Capel, Southampton, s'étaient hâtés de le rejoindre; comme s'il eût été près de reprendre et d'exercer le pouvoir souverain[2]. Ormond lui-même, le chef le plus dangereux des royalistes d'Irlande, lui qui naguère luttait encore dans ce royaume contre le parlement, et ne s'était qu'à grand'peine résigné à rendre enfin la place de Dublin, Ormond, de retour en Angleterre, avait été reçu par le général, le lieutenant général, presque tous les grands de l'armée, avec une complaisance empressée[3], et voyait librement le roi, méditant sans doute avec lui en Irlande quelque nouvelle insurrection. En même temps, les plus actifs confidents du roi, Berkley, Ashburnham, Ford, Apsley, allaient et venaient sans cesse de la cour au quartier général, du quartier général à la cour; la porte de Cromwell et d'Ireton, leur était toujours ouverte, tandis qu'une foule de gens de bien n'y pouvaient pénétrer[4]. A leur tour, Ireton et Cromwell, soit en personne, soit par leurs messagers, entretenaient avec le roi des relations assidues; on les avait vus se promener seuls avec lui dans le parc et s'enfermer dans son cabinet. Leurs femmes mêmes, mistriss Cromwell, mistriss Ireton et mistriss Whalley, s'étaient fait présenter à Hampton-Court, et le roi les avait reçues avec les grands honneurs[5]. Tant de familiarité était un scandale; tant de pour-

[1] Le 24 août.

[2] *Mémoires* de Herbert, p. 33. — *Mémoires* de striss Hutchinson, t II, p. 136.

[3] Whiteloke, p. 269.

[4] *Mémoires* de Berkley, p. 190.

[5] Clarendon, *State-Papers*, t. II, Appendice, p. XL.

parlers préparaient quelque trahison. Chaque jour, parmi les républicains et les enthousiastes, surtout dans les réunions de soldats, se propageait ce langage. Du fond même des prisons de la Tour où la chambre haute l'avait fait enfermer pour étouffer, s'il était possible, ses propos et ses pamphlets, Lilburne adressa à Cromwell de violents reproches, et sa lettre finissait par ces mots: « Si vous dédaignez, comme vous l'avez fait jusqu'ici, « mes avertissements, sachez bien que je déploierai con- « tre vous tout ce que j'ai de force et d'influence, et de « manière à produire dans votre fortune des changements « qui vous plairont fort peu [1]. »

Cromwell faisait peu de cas des conseils de Lilburne, et même de ses menaces, mais non quand l'humeur de tant d'hommes, jusque-là si dévoués, leur prêtait son appui. Prompt à se jeter, souvent même avec témérité, dans l'intrigue et l'espérance, il n'en avait pas moins un sentiment vif et sûr des périls ou des obstacles, et savait, quel que fût son but ou sa passion, regarder partout, prêter à tout l'oreille, et agir en tous sens. Il pria Berkley et Ashburnham de venir le voir moins souvent, et le roi de trouver bon qu'il mît dans leurs rapports plus de réserve: « Si je suis honnête homme, dit-il, j'en « ai assez fait pour convaincre sa Majesté de la sincé- « rité de mes intentions; sinon, rien ne sera jamais as- « sez [2]. » En même temps il alla à la Tour, fit à Lilburne une longue visite, l'entretint avec effusion de son zèle pour leur cause commune, insista passionnément sur le danger de la moindre désunion, lui demanda ce qu'il comptait faire quand sa mise en liberté serait prononcée, promit enfin, en le quittant, de s'employer, dans le comité chargé de sa plainte, pour en hâter le moment [3].

[1] La lettre est du 13 août 1647.

[2] *Mémoires* de Berkley, p. 191.

[3] *Biographia Britannica*, à l'article LILBURNE, t. V, p. 2950.

Lilburne ne fut point mis en liberté; le comité que présidait Henri Martyn, ajourna même son rapport [1]; et les relations de Cromwell avec le roi, plus réservées, n'en furent pas moins actives. Étranger à l'aveugle présomption de son parti, dévoré d'ambition et d'incertitude, les combinaisons, les prévoyances les plus diverses tourmentaient sa pensée, et avec aucune il ne voulait rompre ni s'engager sans retour. Le succès des républicains lui semblait douteux, les désirs des enthousiastes chimériques; l'indiscipline raisonneuse et passionnée des soldats menaçait son pouvoir; son génie s'indignait du désordre, même en le fomentant; le nom du roi était encore une force, son alliance un moyen, son rétablissement une chance; il la ménageait comme tant d'autres, prêt à l'abandonner pour une meilleure, poussant sa fortune dans toutes les voies, et chaque jour dans celle où le succès se promettait à lui plus grand ou plus prompt. Le roi, de son côté, bien instruit de l'état des esprits dans les chambres et dans l'armée, donna à ses négociations un nouveau tour: elles s'adressèrent moins au parti qu'à ses chefs, et laissèrent entrevoir des faveurs individuelles plutôt que des concessions publiques. On offrit à Ireton le gouvernement d'Irlande; à Cromwell le commandement général des armées, celui des gardes du roi, le titre de comte d'Essex, la jarretière; des avantages de même nature étaient indiqués pour leurs principaux amis. Cependant deux royalistes, le juge Jenkins et le cavalier sir Lewis Dives, prisonniers à la Tour avec Lilburne, l'entretenaient sans cesse du traité déjà conclu, disaient-ils, entre les généraux et la cour, lui en racontaient les conditions, échauffaient ses méfiances, et l'excitaient à les propager. Soupçonné, un tel marché portait le trouble dans le parti;

[1] *Biographia Britannica*, à l'article LILBURNE. t. V, p, 2950.

accepté, il assurait au roi l'appui des chefs, ou les laissait eux-mêmes sans appui [1].

Les deux généraux ne pouvaient se méprendre à ces manœuvres: ils avaient entouré le roi de leurs espions; le colonel Whalley, qui le gardait avec son régiment, était le cousin et la créature de Cromwell; les moindres incidents de la vie du roi, ses promenades, ses entretiens, les visites et les démarches de ses conseillers, les indiscrétions de ses serviteurs, leur étaient exactement transmis [2]; et plus d'une fois ils se plaignirent que des bruits venus de Hampton-Court, et répandus comme à dessein, les missent hors d'état de servir le roi dans l'armée, en y ruinant leur crédit. Ireton surtout, d'un esprit plus dur et moins indifférent au mensonge, en conçut tant d'humeur qu'il fut tenté de rompre les négociations. Elles continuèrent pourtant; bientôt même la conduite publique des généraux parut confirmer les soupçons des soldats. Sur les instances des Écossais, et pour donner au public pacifique quelque satisfaction, les chambres avaient décidé [3] que les propositions de Newcastle seraient encore une fois présentées au roi; les comtes de Lauderdale et de Lanerk, arrivés naguère à Hampton-Court, le conjuraient de nouveau de les accepter et de s'unir enfin aux presbytériens, seuls sincères dans le désirs de le sauver [4]. Inquiets de ce péril, Cromwell et Ireton redoublèrent auprès de lui de protestations et de promesses, lui conseillèrent de repousser les propositions du parlement, de demander que cel-

[1] *Mémoires* de Berkley, p. 169. — Whitelocke, p. 271.

[2] Voyez dans Rushworth (part. 4, t. II, p. 795), une lettre où Whalley rend compte de la manière dont le roi passe son temps, et de tout ce qui survient à Hampton-Court.

[3] Le 27 août 1647. *Parl. Hist.*, t. III, col. 774, 775.

[4] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 343. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 240.

les de l'armée, bien plus douces, fussent prises pour base d'une négociation nouvelle, et ils s'engagèrent à soutenir sa demande de tout leur pouvoir. « Nous sommes détermi« nés, lui fit dire Ireton, à purger, et purger encore, et « purger sans relâche la chambre, jusqu'à ce qu'elle soit « en disposition de faire les affaires de sa Majesté ; pour « mon compte, plutôt que de manquer à ce que j'ai « promis au roi, je m'allierais aux Français, aux Espa« gnols, aux cavaliers, à quiconque voudrait m'aider à « l'accomplir [1]. » Charles suivit le conseil des généraux, et, sur sa réponse [2], un violent débat s'éleva dans les communes, les presbytériens irrités ne voulaient point se départir de leurs propositions ; les enthousiastes demandaient qu'on n'en reçut et n'en fît plus aucune. Comme ils l'avaient promis, Cromwell et Ireton insistèrent pour que le vœu du roi fût accueilli et un traité ouvert, aux conditions offertes par l'armée, entre lui et le parlement : démarche d'autant plus éclatante qu'elle fut sans résultat, les presbytériens et les enthousiastes s'étant réunis pour la faire échouer [3].

La méfiance et l'humeur des soldats devinrent menaçantes ; partout, dans les cantonnements de l'armée, se formaient des réunions tantôt tumultueuses, tantôt secrètes ; partout retentissaient les mots d'*ambition*, de *trahison*, de *mensonge*, toujours associés au nom de Cromwell ; on recueillait, pour les commenter avec colère, les propos échappés à l'intempérance de son langage : il avait parlé de la nécessité de mettre un terme aux rigueurs contre

[1] *Mémoires* de Huntington, p. 323.

[2] En date du 9 septembre 1647. *Parl. Hist.*, t. III, col. 777-779.

[3] Le 22 septembre 1647. *Mémoires* de Berkley, p. 191-193. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 240. — *Mémoires* de Hollis, p. 231. — *Mémoires* de Huntington, p. 321-323. — *Journals of the house of Commons.*

les cavaliers; il avait dit: « Maintenant que je tiens le « roi sous ma main, j'ai le parlement dans ma poche [1]. » Et un autre jour: « Puisque Hollis et Stapleton ont eu tant « d'autorité, je ne vois pas pourquoi je ne gouvernerais « pas aussi bien qu'eux le royaume [2]. » C'était lui enfin qui, dans le comité chargé de l'affaire de Lilburne, avait suscité mille petits incidents pour qu'on le retînt en prison [3]. Lilburne le dénonça formellement aux agitateurs, en énumérant tous les emplois dont lui et les siens s'étaient emparés [4]. Les agitateurs à leur tour demandèrent aux chambres la liberté de Lilburne [5], à Fairfax celle de quatre soldats détenus seulement, dirent-ils, pour quelques paroles injurieuses et menaçantes contre la personne du roi [6]. Il fut même question entre Lilburne, Wildman et quelques autres, de se défaire de Cromwell par l'assassinat [7]. Aucune tentative n'eut lieu; mais soit à cette occasion, soit par quelque autre cause, le conseil même des agitateurs devint suspect aux soldats: le lieutenant général y avait, disait-on, des créatures qui l'informaient de tout. Pour échapper à ce péril, plusieurs régiments nommèrent, sous le titre de *nouveaux agents*, des agitateurs plus sûrs, chargés de surveiller les traîtres et de servir la bonne cause n'importe en quel lieu et à quel prix. Quelques officiers supérieurs, quelques membres des communes, Rainsborough, Ewers, Harrison, Robert Lilburne [8], Scott, se portèrent les chefs de l'insurrection; et la faction la plus violente, ainsi séparée du conseil

[1] Banks, *A critical Review*, etc., p. 83.

[2] *Mémoires* de Huntington, p. 326.

[3] *Biographia Britannica*, à l'article LILBURNE, t. V, p. 2950, note II

[4] *Ibid.*, p. 2949, note EE.

[5] Rushworth, part. 4, t. II, p. 790.

[6] *Ibid.*, p. 808, 811.

[7] *Mémoires* de Hollis, p. 232. — *Mémoires* de Berkley, p. 193.

[8] Frère de John et colonel d'un régiment d'infanterie.

général des officiers et des chambres, commença à proclamer hautement ses maximes et ses desseins [1].

L'inquiétude s'empara de Cromwell: il voyait l'armée désunie, les royalistes et les présbyteriens épiant le moment de profiter de ses discordes, lui-même attaqué par des hommes d'une volonté intraitable, jusque-là ses alliés les plus fidèles, ses plus utiles instruments. De jour en jour les intentions du roi étaient plus suspectes: « J'ai « mon jeu à jouer, » avait dit Charles à Ireton, qui le pressait de s'unir ouvertement à eux [2]; et toujours assidus auprès de lui, lord Lauderdale et lord Lanerk lui promettaient l'appui d'une armée écossaise, s'il acceptait enfin leur alliance. Déjà, disait-on, les bases du traité étaient convenues; et même en Écosse, où le crédit de Hamilton l'emportait sur celui d'Argyle, des troupes marchaient vers la frontière [3]. De leur côté, les cavaliers anglais, Capel, Langdale, Musgrave, préparaient sous main une insurrection: « Soyez assuré, avait dit le roi à « Capel, que bientôt les deux nations seront en guerre; « les Écossais se promettent le concours de tous les pres« bytériens anglais: que nos amis se tiennent donc prêts « et en armes; sinon, que ce soit l'un ou l'autre parti « qui triomphe, nous aurons bien peu à y gagner [4]. » En même temps la situation de l'armée cantonnée autour de Londres devenait critique; la cité opposait à toutes les demandes d'argent pour la solde une inertie invincible; les officiers ne savaient comment gouverner des

[1] Vers le commencement du mois d'octobre 1647. *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 241. — *Journals of the house of Lords*, 16 et 17 novembre 1647.

[2] *Mémoires* de mistriss Hutchinson, t. II, p. 133.

[3] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 343. — Rushworth, part. 4, t. II, p. 786, 810.

[4] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 341.

troupes qu'ils ne pouvaient payer[1]. Partout circulaient les plus hardis pamphlets révélant tantôt les desseins des soldats contre le roi, tantôt les négociations du roi avec les généraux. En vain Fairfax avait réclamé et obtenu sans peine l'établissement d'une censure rigoureuse[2]; en vain Cromwell s'était porté auprès de la cité l'interprète des besoins de l'armée; en vain il avait déployé toutes les ressources de la raison et de la ruse pour persuader aux fanatiques qu'il fallait se contenir pour se faire payer par les modérés; aux modérés que, pour contenir les fanatiques, il fallait les payer[3]; en vain même il était parvenu à faire nommer, parmi les nouveaux agents des soldats, quelques uns de ses affidés[4]: ses efforts demeuraient sans résultat; sa prudence même tournait contre lui; il s'était ménagé dans tous les partis des intelligences, des moyens d'action, et partout une fermentation désordonnée, indomptable, menaçait de déjouer ses calculs, de ruiner son influence. Tant d'habileté n'avait abouti qu'à charger sa situation d'embarras et de périls.

Dans cette perplexité, un des espions qu'il avait à Hampton-Court, jusque dans la chambre du roi, lui fit donner avis que, ce jour même, partait du château une lettre adressée à la reine, et qui contenait les vrais desseins de Charles envers l'armée et ses chefs. La lettre, cousue dans une selle que portait sur sa tête un homme qui n'était point dans le secret, devait arriver vers dix heures du soir à l'auberge du *Sanglier-Bleu*, dans Holborn, où un cheval était préparé pour conduire l'homme à

[1] Rushworth, part. 4, t. II, p. 804, 815, 829, 837-840. — Whitelocke, p. 274.

[2] Par une ordonnance du 30 septembre 1647. *Parl. Hist.*, t. III, col. 779-781. — Rushworth, part. 4, t. II, p. 799.

[3] *Ibid.*, p. 883-884.

[4] *Mémoires* de Huntington, p. 526.

Douvres, d'où le paquet passerait en France. Cromwell et Ireton prirent à l'instant leur résolution; et déguisés en simples cavaliers, suivis d'un seul soldat, partirent de Windsor pour se rendre au lieu désigné. Dès leur arrivée, ils placèrent leur soldat aux aguets devant la porte, et entrés dans l'auberge, s'assirent dans un cabinet, buvant de la bière en attendant. Vers dix heures, en effet, le messager parut, une selle sur la tête: avertis aussitôt, ils sortirent l'épée à la main, se saisirent de la selle sous prétexte qu'ils avaient ordre de tout visiter, l'emportèrent dans le cabinet, en fendirent les bords, y trouvèrent la lettre, refermèrent la selle avec soin, et la rendirent au messager effrayé, lui disant, d'un air de bonne humeur, qu'il était un honnête garçon, et pouvait continuer sa route.

Le renseignement n'était point trompeur; Charles écrivait, en effet, à la reine que les deux factions le recherchaient également, qu'il se joindrait à celle dont les conditions seraient pour lui meilleures, et qu'il croyait traiter plutôt avec les presbytériens écossais qu'avec l'armée: « Du reste, ajoutait-il, je suis seul au fait de ma « situation; sois tranquille sur les concessions que je « pourrais faire; je saurai bien, quand il en sera temps, « comment il faut se conduire avec ces drôles-là, et au « lieu d'une jarretière de soie, je les accommoderai d'une « corde de chanvre. » Les deux généraux se regardèrent, et, toutes leurs méfiances ainsi confirmées, repartirent sur-le champ pour Windsor, désormais sans incertitude sur leurs desseins envers le roi comme sur les siens [1].

[1] Le fait se passa dans le courant du mois d'octobre. — Voir les *Éclaircissements et Pièces historiques* joints aux *Mémoires* de sir John Berkley, p. 231-240. — Clarendon, *State-Papers*, t. I, Appendice, p. XXXVIII.

Il était temps que leur conduite cessât d'être embarrassée et douteuse: la colère des enthousiastes éclatait et jetait l'armée dans la plus violente confusion. Le 9 octobre, au nom de cinq régiments de cavalerie, parmi lesquels figurait celui de Cromwell lui-même, les nouveaux agitateurs rédigèrent, sous le titre de *Situation de l'armée* [1], une longue déclaration de leurs mefiances, de leurs principes, de leurs vœux. Le 18 ils la présentèrent officiellemeut au général; et le 1er novembre, un second pamphlet intitulé *Accord du peuple* [2], fut adressé à la nation entière, au nom de seize régiments. Dans l'un et l'autre, les soldats accusaient les officiers de trahison, les chambres de concussion, exhortaient leurs camarades à se joindre à eux, et demandaient que le parlement actuel fût bientôt dissous; qu'à l'avenir aucune personne, aucun corps ne partageât avec la chambre des communes le pouvoir souverain; qu'elle fût élue de deux en deux ans; que le droit de suffrage fût également réparti sur le territoire en raison de la population et des taxes; que nul membre ne pût être immédiatement réélu, nul citoyen emprisonné pour dettes, ou contraint au service militaire, ou exclu des emplois pour sa seule religion; que le peuple, dans les comtés, mommât tous ses magistrats; que les lois civiles, égales pour tous, fussent réformées et refondues en un seul code: enfin, que certains droits, surtout la liberté de conscience, fussent déclarés inviolables et supérieurs à tout pouvoir humain [3].

[1] *Case of the army.*

[2] *An Agreement of the people for a firm and present peace on the ground of common right:* « Accord du peuple pour établir une prompte et solide paix sur la base du droit commun. »

[3] Rushworth, part. 4, t. II, p. 845, 859. Whitelocke, p. 276-277. — Godwin, *Hist. of the commonwealth*, t. II, p. 445-450. — *Éclaircissements et Pièces historiques* placés à la suite des *Mémoires* de Hollis, p. 296.

À cette explosion des idées et des espérances populaires, le trouble des chefs fut extrême: plusieurs, et les plus sensés, bien qu'ennemis de la cour et des presbytériens, regardaient la royauté et la chambre haute comme si puissantes, si profondément enracinées dans les faits, les lois, les mœurs, que la république, vue enfin de près et imminente, n'était à leurs yeux qu'une périlleuse chimère. Parmi les républicains eux-mêmes, la plupart, quoique sincères et hardis, étaient loin de partager tous les désirs des soldats: les uns, dominants dans les élections de leur ville ou de leur comté, craignaient, par un système nouveau, d'y perdre leur prépondérance; les autres, acquéreurs des biens d'Église, voyaient avec effroi le peuple s'indigner que ces ventes eussent été faites à vil prix, et en réclamer l'annulation; les jurisconsultes voulaient conserver leur empire avec ses profits; tous repoussaient avec passion l'idée que la chambre fût bientôt dissoute, et sa cause livrée aux hasards d'une réélection. Leur bon sens d'ailleurs était choqué du peu d'importance sociale, de la démence mystique, de l'indiscipline hautaine des soldats réformateurs. Comment fonder un gouvernement, en face des royalistes et des presbytériens, avec une faction ingouvernable, insensée au point de mettre chaque jour en péril l'union de l'armée, pourtant son seul appui? Comment attaquer, au nom des rêveries de sectaires obscurs, tant de faits, tant de droits anciens et respectés? Cependant, à ces rêveries et dans presque tout le royaume, une fermentation jusque là inconnue s'emparait du petit peuple; ces belles et confuses notions de justice absolue, ces désirs passionnés d'un bonheur égal, souvent étouffés, jamais éteints au cœur des hommes, éclataient de toutes parts avec leur aveugle et furieuse confiance; et les chefs eux-mêmes qui ne les voulaient pas écouter ne savaient que leur répondre, car au fond

ils partageaient les principes au nom desquels on proclamait de tels vœux.

Aussi leurs premières démarches furent-elles molles et flottantes. Les chambres votèrent que les deux pamphlets étaient un attentat contre le gouvernement du royaume, et qu'elles en poursuivraient les auteurs; mais en même temps, pour complaire aux républicains, elles déclarèrent que le roi était tenu d'adopter tout ce que lui proposait le parlement [1]. Le conseil général des officiers, réuni à Putney [2], appela dans son sein les principaux agitateurs, et un comité, où siégeaient plusieurs d'entre eux, eut ordre de faire, sur leurs demandes, un prompt rapport. Bientôt, en effet, le comité apporta un projet de propositions au parlement, où la plupart de ces demandes étaient accueillies; mais le nom et les prérogatives essentielles du roi y avaient également pris place [3]. Les agitateurs se récrièrent: on leur promit que, dans un prochain conseil, la question de savoir si la royauté devait subsister désormais serait librement débattue. Mais, le jour venu, Ireton sortit brusquement du conseil, protestant qu'il n'y rentrerait plus si de telles matières y étaient seulement agitées. Le débat fut remis au lundi suivant, 6 novembre; et soit pour l'éluder encore, soit qu'on espérât des soldats en masse plus de complaisance, on convint que l'armée serait convoquée à un rendez-vous général où elle pourrait tout entière manifester ses sentiments [4].

[1] Le 6 novembre. *Journals*, etc., novembre 5, 6. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 785.

[2] Le 22 octobre. Rushworth, part. 4, t. II, p. 849.

[3] Le 2 novembre. *Ibid.*, p. 861 et suiv.

[4] Clarendon, *State-Papers*, t. II, Appendice, p. XLI. — *Letter of several agitators to their respective regiments.* — Godwin, *Hist. of the commonwealth*, t. II, p. 451-452.

Mais Cromwell, qui l'avait proposé, démêla sans peine le péril du remède. Chaque débat nouveau accroissait dans l'armée la désunion; plus on la consultait, plus elle échappait à ses chefs et tombait dans l'anarchie [1]. Pour s'en servir, pour la sauver même, il fallait absolument et sans retard, y rétablir la discipline et ressaisir le pouvoir. Or un tel succès avait d'impérieuses conditions: il était clair que les soldats, les plus actifs du moins, les meneurs et les fanatiques ne voulaient plus du roi; qu'ils abandonneraient, attaqueraient même quiconque lui paraîtrait favorable; que celui-là seul enfin disposerait de leur obéissance et de leur force, qui accepterait en ceci leur volonté commune et s'en porterait l'exécuteur. Cromwell prit sa résolution. Le jour du conseil arrivé, tout débat fut interdit: les officiers supérieurs déclarèrent que, pour ramener dans l'armée la bonne intelligence, il fallait que tous, officiers et agitateurs, retournassent à leurs régiments; qu'au lieu d'un rendez-vous général, il y aurait trois rendez-vous partiels dans les cantonnements des principaux corps; qu'en attendant, le conseil suspendrait ses séances, et laisserait agir le général et le parlement [2].

Cependant la situation du roi à Hampton-Court changea tout à coup: ses conseillers, Richmond, Southampton, Ormond, eurent ordre de s'éloigner; ses serviteurs les plus affidés, Berkley et Ashburnham entre autres, lui furent retirés; on doubla autour de lui les gardes; il n'eut plus dans ses promenades la même liberté. De toutes parts lui arrivaient des avis sinistres; on disait surtout que les soldats avaient dessein de s'emparer de sa personne pour l'enlever aux officiers, comme ceux-ci l'avaient enlevé au parlement. Cromwell lui-même en écrivit avec inquiétude au colonel Whalley, soit qu'en effet

[1] Clarendon, *State-Papers*, t. II, Appendice, p. XL.

[2] Rushworth, part. 4, t. II, p. 866.

il redoutât quelque tentative de ce genre, ou qu'il se proposât seulement d'en effrayer le roi, soit plutôt que, toujours soigneux de ménager toutes les chances, il voulût le tromper encore sur ses intentions et se donner l'air de le servir [1].

Ces changements, ces rapports, tant de gênes nouvelles, mille bruits de trahison, de desseins inouïs, même d'assassinat, jetaient le malheureux Charles dans une anxiété chaque jour plus poignante; son imagination, susceptible et vive quoique grave, en était ébranlée; une mauvaise chasse, un rêve pénible, sa lampe éteinte pendant la nuit [2], tout lui était un sinistre présage; tout lui semblait possible de la part de tels ennemis, quoique sa fierté se refusât à croire que jamais ils en vinssent à tout oser. On lui parla de fuir; il en était tenté; mais où? comment? avec quel secours? Les commissaires écossais offrirent de seconder son évasion; un jour même qu'il chassait, Lauderdale lui fit dire qu'ils étaient tout près avec cinquante chevaux; que, s'il voulait les rejoindre, ils partiraient en toute hâte pour le nord [3]. Mais les résolutions subites étonnaient le roi: quel asile d'ailleurs que l'Écosse qui l'avait déjà livré, où il n'aurait plus aucun moyen de repousser le joug presbytérien et le covenant! Il refusa. D'autre part, le conseil lui vint de s'embarquer et de se retirer à l'île de Jersey, où la facilité de passer sur le continent forcerait tous les partis à le ménager. Mais il comptait encore, d'après leurs secrètes promesses, sur la bonne volonté des officiers; il se flattait

[1] Rushworth, part. 4, t. II, p. 842. — *Mémoires* de Hollis, p. 234. — *Mémoires* de Huntington, p. 224. — *Mémoires* de Berkley, p. 194. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 348; t. IX, p. 1, 2. — *Mémoires* de mistriss Hutchinson, t. II, p. 138.

[2] *Mémoires* de Herbert, p. 88.

[3] Burnet, *Mémoires of the Hamiltons*, p. 324.

que leur froideur n'était qu'obligée et apparente, qu'au prochain rendez-vous de l'armée ils dompteraient les agitateurs, rétabliraient la discipline et reprendraient avec lui leurs négociations. Il ne voulait pas sortir d'Angleterre avant cette dernière épreuve [1]. Cependant l'idée de la fuite lui devenait de plus en plus familière et pressante: on lui raconta qu'un prophète allemand s'était présenté au conseil des agitateurs, s'annonçant comme chargé de révéler les volontés du ciel; mais qu'au seul mot de réconciliation avec le roi, ils avaient refusé de l'écouter. Par toutes sortes de voies, Cromwell insinuait qu'il fallait fuir. Quelqu'un, on ignore qui, parla au roi de l'île de Wight comme d'un asile convenable et sûr; elle touchait à la terre ferme; la population en était royaliste; tout récemment, le colonel Hammond, neveu de l'un des plus fidèles chapelains du roi, en avait été nommé gouverneur. Charles prêta à cette idée plus d'attention qu'à aucune autre, prit des renseignements, fit même quelques préparatifs [2]. Pourtant il hésitait toujours et cher-

[1] *Mémoires* de Berkley, p. 197. — *Mémoires* de Warwick, p. 260-262. — *Memoirs of the Hamiltons*, p. 326. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 243-244.

[2] C'est ce qui résulte évidemment d'une relation du séjour du roi à l'île de Wight, adressée, après la restauration, à Charles II, par sir John Bowring, homme d'ailleurs obscur, mais qui fut, à cette époque, fort employé dans les manœuvres secrètes de Charles Ier. Je m'étonne que ce petit ouvrage, où se rencontrent, il est vrai, beaucoup d'erreurs, et évidemment écrit par un homme uniquement préoccupé du désir de se faire valoir, mais qui contient cependant des détails caractéristiques et curieux, ait échappé à l'attention des historiens. M. Godwin est, à ma connaissance, le seul qui en ait fait mention: il a été tiré des papiers de lord Halifax, et se trouve dans un volume in-12, intitulé: *Miscellanies historical and philological* (p. 78-162), publié à Londres en 1703. — Voir aussi Rushworth, part. 4, t. II, p. 951. — *Mémoires* de Hollis, p. 234; — de Berkley, p. 194 et suiv.; de Ludlow, t. I, p. 244.

chait partout quelque moyen de se décider. Un astrologue, William Lilly, était alors fameux à Londres, enclin au parti populaire, mais ne refusant à personne ses prédictions et ses avis. Le roi chargea une femme, mistriss Whorewood, de le consulter en son nom sur le lieu où il convenait de fuir; et de 1000 livres sterling que venait d'envoyer au roi l'alderman Adams, royaliste dévoué, mistriss Whorewood en reçut 500 pour sa mission. Les astres solennellement interrogés, Lilly répondit que le roi devait se retirer vers l'est, dans le comté d'Essex, à vingt milles de Londres, et mistriss Whorewood se hâta de porter à Hampton-Court sa réponse [1]. Mais Charles ne l'avait pas attendue: le 9 novembre, une lettre anonyme, écrite, à ce qu'il semble, par un ami sincère, vint l'avertir que le danger pressait, que la veille, dans une réunion nocturne, les agitateurs avaient résolu de se défaire de lui, que tout était à craindre s'il ne se mettait promptement hors d'atteinte [2]. Un autre avis l'engageait à se méfier de la garde qui, le surlendemain, devait prendre le service du château [3]. L'esprit frappé, Charles se décida soudain: le 11 novembre, à neuf heures du soir, laissant sur sa table plusieurs lettres, et suivi d'un seul valet de chambre, William Legg, il sortit par un escalier dérobé, et gagna une petite porte donnant du parc sur la forêt, où Ashburnham et Berkley, prévenus de son dessein, s'étaient rendus de leur côté avec des chevaux. Ils prirent leur route vers le sud-ouest. La nuit était sombre et orageuse; le roi seul con-

[1] William Lilly, *History of his life and times* (2e édition, Londres, 1715), p. 60. — *Biographia Britannica*, à l'article Lilly (William), t. V, p. 2966.

[2] *Old Parl. Hist.*, t, XVI, p. 328. — Clarendon, *State-Papers*, t. II, Appendice, p. xli.

[3] *Mémoires* de Berkley, p. 201.

naissait la forêt, et servait de guide à ses compagnons; ils s'égarèrent et n'atteignirent qu'au point du jour la petite ville de Sutton dans le Hampshire, où par les soins d'Ashburnham, un relais leur était préparé. A l'auberge où il les attendait, un comité de parlementaires était déjà en séance, délibérant sur les affaires du comté. Ils repartirent sur-le-champ, et se dirigèrent sur Southampton, vers la côte située en face de l'île de Wight mais sans que le roi déclarât expressément où il voulait aller. Comme ils arrivaient sur le penchant d'un coteau voisin de la ville: « Mettons pied à terre, dit Charles, et en de-« scendant nous nous consulterons sur ce qu'il convient « de resoudre. » Il fut, dit-on, question entre eux d'un vaisseau qu'Ashburnham avait du s'assurer, et dont ils n'avaient point de nouvelles; puis de s'enfoncer dans les comtés de l'ouest où Berkley promettait le dévouement de nombreux amis; enfin de l'île de Wight, parti plus commode que nul autre, qui mettait un terme aux embarras de leur situation, celui d'ailleurs qu'évidemment, par la route qu'ils avaient suivie, le roi se proposait en partant. Mais le gouverneur n'était point averti, et pouvait-on se fier à lui sans garanties? Il fut convenu qu'Ashburnham et Berkley se rendraient dans l'île, sonderaient les dispositions de Hammond, lui diraient quelle marque de confiance il était sur le point de recevoir, et que le roi irait attendre leur retour à quelques lieues de là, près de Ticfield, dans un château qu'habitait la mère de lord Southampton. Ils se séparèrent; et le lendemain matin, les deux cavaliers, débarqués dans l'île, se rendirent sur-le-champ au château de Carisbrooke, résidence du gouverneur. Hammond ne s'y trouvait point; il était à Newport, principale ville du lieu, mais devait en revenir le jour même. Ashburnham et Berkley se remirent en route pour aller au-devant de lui, et le rencon-

trant bientôt, ils l'informèrent sans préambule du but de leur venue. Hammond pâlit; les rênes de son cheval lui échappèrent, tout son corps tremblait: « Messieurs, mes-« sieurs, s'écria-t-il, vous m'avez perdu en amenant le roi « dans cette île; s'il n'y est pas encore, je vous en con-« jure, ne l'y laissez pas venir: que deviendrais-je entre « mes devoirs envers sa Majesté après tant de confiance, et « ce que je dois à l'armée, de qui je tiens mes fonctions? » Ils essayèrent de le calmer, tantôt faisant valoir l'immense service qu'il rendrait au roi et les engagements que l'armée même avait contractés envers sa Majesté; tantôt l'assurant que, s'il n'en jugeait pas comme eux, le roi était bien loin de prétendre le contraindre à le recevoir. Hammond se désolait toujours. Cependant, lorsque les deux cavaliers paraissaient à leur tour méfiants et près de retirer leur proposition, il se montrait moins incertain, leur demandait où était le roi, s'il ne courait aucun danger, témoignait même quelque regret qu'il ne se fût pas brusquement et entièrement confié à lui. La conversation dura ainsi longtemps, des deux parts pleine de trouble et de ruse, les uns et les autres craignant presque également de rompre et de s'engager. Hammond parut céder enfin. « Le roi, dit-il, n'aura point à se plain-« dre de moi; il ne sera pas dit que j'ai trompé son at-« tente; je me conduirai en homme d'honneur: allons « ensemble le trouver et l'en instruire. » Berkley alarmé voulait repousser cette proposition; mais Ashburnham l'accepta, et ils partirent aussitôt, Hammond accompagné seulement d'un de ses capitaines, nommé Basket. Une barque les porta en peu d'heures à Tichfield; et à leur arrivée, Ashburnham monta seul vers le roi, laissant Berkley, Hammond et Basket dans la cour du château. Sur son récit: « Ah! John, John! s'écria Charles, tu m'as « perdu en amenant ici ce gouverneur; ne vois-tu pas

« que je ne puis plus bouger? » En vain Ashburnham fit valoir les promesses de Hammond, les bons sentiments qu'il avait laissé paraître, son hésitation même, preuve de sa sincérité. Le roi désolé marchait précipitamment dans la chambre, tantôt les bras croisés, tantôt levant les mains et les yeux au ciel avec l'expression de la plus vive angoisse. « Sire, lui dit enfin Ashburn-« ham fort troublé à son tour, le colonel Hammond est « là seul avec un autre homme; rien n'est si aisé que « de s'en assurer. — Quoi donc? reprit le roi, voulez-« vous le tuer? Voulez-vous qu'on dise qu'il a hasardé « sa vie pour moi, et que je l'en ai indignement privé? « Non, non, il est trop tard pour prendre un autre parti; « il faut s'en remettre à la volonté de Dieu. » Cependant Hammond et Basket s'impatientaient d'attendre; Berkley en fit prévenir le roi: ils montèrent. Charles les reçut d'un air ouvert et confiant. Hammond renouvela ses promesses, plus étendues même, quoique toujours vagues et embarrassées. Le jour commençait à baisser; ils s'embarquèrent pour l'île. Déjà le bruit s'y était répandu que le roi arrivait; beaucoup d'habitants se portèrent à sa rencontre: comme il traversait les rues de Newport, une jeune femme s'avança vers lui, et lui présenta une rose rouge éclose malgré la rigueur de la saison, en priant tout haut pour sa délivrance. On l'assura que la population tout entière lui était dévouée, qu'au château même de Carisbrooke il y avait pour toute garnison douze vieux soldats bien disposés, qu'il pourrait toujours, quand il le voudrait, s'évader aisément. Les terreurs de Charles se calmèrent peu à peu; et le lendemain, lorsqu'en se levant il contempla, des fenêtres du château, le riant aspect qu'offrent sur ce point la mer et la terre, quand il eut respiré l'air du matin, quand il vit Hammond se répandre en témoignages de respect et

lui promettre toute liberté de se promener à cheval dans l'île, de garder ses serviteurs, de recevoir qui il lui plairait, la sécurité rentra dans son ame: « Après tout, « dit-il à Ashburnham, ce gouverneur est un galant « homme; je suis ici à l'abri des agitateurs; je n'aurai, « je crois, qu'à m'applaudir de ma résolution [1]. »

[1] *Mémoires* de Berkley, p. 194-210. — *Mémoires* de Herbert, p. 38. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 244 et suiv. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 3-17.

LIVRE HUITIÈME.

Rendez-vous de Ware. — Cromwell réprime les agitateurs et se réconcilie ensuite avec eux. — Le parlement adresse au roi quatre bills, conditions préliminaires de la paix. — Le roi les repousse et traite secrètement avec les Écossais. — Le parlement vote qu'il n'aura plus avec le roi aucune relation. — Mécontentement général et réaction en faveur du roi. — Embarras des indépendants et de Cromwell. — Explosion de la seconde guerre civile. — Campagne de Fairfax dans l'est et autour de Londres, de Cromwell dans l'ouest, de Lambert dans le nord. — Siége de Colchester. — Les Écossais entrent en Angleterre. — Cromwell marche contre eux. — Batailles de Preston, de Wigan et de Warrington. — Cromwell en Écosse. — Les presbytériens reprennent l'ascendant à Londres. — Le parlement recommence à traiter avec le roi. — Négociations de Newport. — Vicissitudes de l'état des partis. — L'armée fait enlever le roi de l'île de Wight. — Il est conduit au château de Hurst, puis à Windsor. — Dernier effort des présbytériens en sa faveur. — L'armée marche sur Londres. — Purgation de la chambre des communes. — Procès et mort du roi. — Abolition de la royauté.

1647-1649.

Les commissaires du parlement et les officiers de la garnison de Hampton-Court attendaient que le roi parût au souper, à l'heure accoutumée: étonnés de ne le point voir, ils entrèrent enfin dans sa chambre, et n'y trouvèrent que trois lettres de sa main, adressées l'une à lord

Montague, président du comité, l'autre au colonel Whalley, la troisième à l'orateur de la chambre des lords. Dans celle-ci, le roi donnait pour motifs de sa fuite les complots des agitateurs, et son droit à vivre libre et en sûreté comme tout autre citoyen. Les deux autres n'avaient pour objet que de témoigner à Montague et à Whalley sa satisfaction de leurs égards, et de leur indiquer ce qu'il fallait faire de ses chevaux, de ses chiens, de ses tableaux, de tous les petits meubles qu'il laissait dans son appartement. Rien d'ailleurs ne fournissait sur sa route, ni sur le lieu de sa retraite, la plus légère indication [1].

Le trouble fut grand à Westminster, d'autant plus grand qu'au moment où la nouvelle y arrivait de Hampton-Court, une lettre vint aussi du quartier général de Windsor, écrite à minuit par Cromwell, qui s'empressait également d'en donner avis [2]. Il l'avait donc connue le premier, avant les chambres, peut-être avant le départ du roi, car le bruit courut que, le 11 en effet, la surveillance de la garnison de Hampton-Court s'était relâchée, que des sentinelles avaient même été retirées des postes qu'elles avaient coutume de garder [3]. On ne tarda pas à recevoir des lettres de Hammond [4], qui informait les chambres de l'arrivée du roi, protestait de son dévouement à leur service, et réclamait leurs instructions. Cependant toutes les craintes ne furent pas dissipées: Cromwell aussi avait des lettres de Hammond, comme si tous les serviteurs du parlement croyaient devoir l'instruire ou le consulter en toute occasion; et il en rendit compte aux chambres avec une gaieté dont s'étonnèrent

[1] *Parl. Hist.*, t. III, col. 786 et suiv.

[2] Rushworth, part. 4, t. II, p. 871.

[3] *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 250.

[4] Du 13 novembre 1647. *Parl. Hist.* t. III, col. 789.

les moins soupçonneux [1], symptôme alarmant de quelque succès ou de quelque espérance qu'on tentait en vain de pénétrer.

A peine deux jours s'étaient écoulés qu'il inspirait à ses ennemis de nouvelles et bien plus vives alarmes. C'était le 15 novembre que devait avoir lieu à Ware, dans le comté de Hertford, le premier des trois rendez-vous assignés à l'armée, pour mettre un terme à ses dissensions. Cromwell s'y rendit avec Fairfax, et entouré des officiers les plus sûrs. Sept régiments seulement avaient été convoqués ce jour-là, ceux qui montraient le moins d'exaltation et au sein desquels la discipline semblait plus aisée à rétablir. On comptait sur leur soumission pour intimider, ou sur leur exemple pour calmer les plus passionnés. Mais en arrivant dans la plaine de Ware, les généraux y trouvèrent neuf régiments au lieu de sept; ceux de Harrison, cavalerie, et de Robert Lilburne, infanterie, étaient venus sans ordres et en proie à la plus violente fermentation. Le dernier avait chassé tous ses officiers au-dessus du grade de lieutenant, à l'exception du capitaine Bray, qui le commandait; les soldats portaient tous, attaché à leur bonnet, un exemplaire de l'*Accord du peuple*, avec cette inscription: « Liberté de l'Angleterre, droits des soldats. » De moment en moment, et comme saisis d'un transport commun, leurs cris retentissaient dans la plaine: Rainsborough, Ewers, Scott, John Lilburne lui-même, autorisé naguère par les communes, et pour sa santé, à sortir chaque matin de la Tour, la parcouraient à cheval, allant de troupe en troupe, encourageant les plus animés, traitant les modérés de lâches, répétant partout que, puisque l'épée était en leurs mains, ils étaient en conscience tenus de s'en servir pour assurer pleinement

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell*, t. IX, p. 18.

et à jamais la liberté de leur pays. Au milieu de ce tumulte, Fairfax, Cromwell, et leur état major, s'avancèrent vers les régiments paisibles: et là fut lue, au nom du conseil général des officiers, une remontrance calme et ferme, qui reprochait aux nouveaux agitateurs leurs séditieuses menées, les périls qu'elles faisaient courir à l'armée, rappelait les preuves d'affection et de fidélité que lui avaient données ses chefs, les succès qu'elle avait obtenus sous leur conduite, promettait enfin de soutenir auprès du parlement les justes vœux des soldats, soit pour eux-mêmes, soit pour la patrie, si à leur tour ils signaient l'engagement de rentrer sous les lois de la discipline, et de respecter désormais les ordres de leurs officiers. Sept régiments accueillirent cette lecture avec de joyeuses acclamations. Fairfax s'avança vers celui de Harrison. A peine les cavaliers eurent entendus sa voix et ses promesses qu'ils arrachèrent de leurs bonnets l'*Accord du peuple*, et s'écrièrent qu'on les avait trompés, qu'ils voulaient vivre et mourir avec leur général. Le régiment de Lilburne restait seul, mais toujours rebelle et violemment agité; déjà même il commençait à répondre aux paroles de Fairfax par des cris séditieux; Cromwell s'avance: « Otez-moi de vos bonnets ce pa-« pier, » dit-il aux soldats; les soldats refusent; il entre brusquement dans les rangs, désigne et fait arrêter quatorze des plus mutins: sur la place même un conseil de guerre se réunit; trois soldats sont condamnés à mort: « Que le sort choisisse l'un d'entre eux, ordonne « le conseil, et qu'il soit fusillé à l'instant. » Le sort choisit Richard Arnell, fougueux agitateur; l'exécution eut lieu aussitôt devant le front du régiment: on fit emmener les deux autres condamnés et leurs onze camarades. Le major Scott et le capitaine Bray furent aussi arrêtés: un silence profond régnait dans la plaine; tous

les corps repartirent pour leurs cantonnements; les deux autres rendez-vous se passèrent sans le moindre murmure, et l'armée entière parut rentrer sous le pouvoir de ses chefs [1].

Mais Cromwell ne s'abusait point sur l'incertitude, le péril même d'un tel triomphe: quand il vint l'annoncer aux communes [2], au lieu des remercîments que vota pour lui la majorité ravie de la défaite des agitateurs, les chefs presbytériens ne dissimulèrent point leur froideur, ni les républicains leur colère: aux premiers, tout succès de Cromwell était suspect, quel qu'en fût l'effet apparent; les seconds regardaient sa conduite au rendez-vous de Ware comme une nouvelle preuve de sa trahison. Ludlow s'opposa dans la chambre au vote de remercîments [3]; le prédicateur Saltmarsh accourut du fond de son comté, et par un ordre exprès de Dieu, dit-il, pour annoncer aux généraux que le Seigneur les abandonnait, puisqu'ils avaient emprisonné ses saints [4]; enfin, après quelques moments de stupeur, une foule de simples officiers, de sous-officiers, de soldats, presque tous les meneurs révolutionnaires des regiments, vinrent déclarer à Cromwell et à Ireton qu'aucune rigueur, aucun échec ne les détournerait de leurs desseins; qu'ils étaient résolus à se défaire du roi, à établir une république; qu'au risque de tout perdre, ils diviseraient l'armée, en entraîneraient au moins les deux tiers, et poursuivraient l'entreprise plutôt que de se laisser dompter. Cromwell n'avait garde de les réduire à cette extrémi-

[1] Rushworth, part. 4, t. II, p. 875. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 791. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 19. — Mazères, *Select tracts relating to the civil wars in England*, etc., part. 1, préface, p. XXXIII-LXXIII. — Godwin, *Hist. of the commonwealth*, t. II, p. 462-468.

[2] Le 19 novembre 1647. Whitelocke, p. 280.

[3] *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 253.

[4] Whitelocke, p. 286.

té; il avait voulu, par un grand exemple, couper court dans l'armée aux progrès de l'anarchie; du reste, il savait la force des fanatiques, et ne songeait déjà qu'à se réconcilier avec eux. Sans se prononcer pour la république, il dit à tous ceux qui le venaient voir beaucoup de mal du roi, reconnut qu'ils avaient raison de n'en rien espérer, convint que, pour lui, les gloires du monde l'avaient ébloui un moment, qu'il n'avait pas su discerner clairement l'œuvre du Seigneur ni se confier uniquement à ses saints, s'en humilia devant eux et réclama le recours de leurs prières pour obtenir du ciel son pardon. Les prédicateurs les plus populaires, Hugh Peters entre autres, enthousiaste intrigant et bavard, se chargeaient de répandre partout ses protestations et ses aveux. Il fit même donner aux soldats en prison de rassurantes promesses. Il insistait seulement, mais du ton le plus ferme, sur la nécessité de maintenir dans l'armée l'union et la discipline, seul moyen de succès et même de salut [1]. Beaucoup crurent à ses paroles, toujours passionnées et puissantes; d'autres, moins aveugles, sentaient quel besoin ils avaient de son génie, et même en doutant, ne pouvaient se résoudre à repousser son repentir. La plupart avouaient d'ailleurs que les agitateurs s'étaient emportés trop vite et trop loin, que les soldats devaient à leurs officiers plus de soumission et de respect. Rainsborough, Scott, Ewers, convinrent eux-mêmes de leurs torts, et promirent plus de prudence à l'avenir. Une grande réunion eut lieu enfin au quartier général [2]: officiers, agitateurs et prédicateurs passèrent ensemble dix heures en entretiens et en prières; les intérêts communs surmontèrent, sans les dissiper, les rancunes et les méfiances; il fut décidé que

[1] *Mémoires* de Berkley, p. 215-217.

[2] Le 22 décembre 1647.

les prisonniers seraient mis en liberté, que le capitaine Bray retournerait à son régiment, qu'on prierait les chambres de rendre à Rainsborough ses fonctions de vice-amiral qu'elles venaient de lui retirer [1]; et un dîner solennel [2] célébra cette réconciliation dont la ruine du roi était le prix.

Sur ces entrefaites arriva au quartier général [3] sir John Berkley, que Charles, instruit de l'issue du rendez-vous de Ware, se hâtait d'envoyer aux généraux pour les féliciter de leur victoire et leur rappeler leurs promesses. Porteur de lettres non seulement du roi, mais aussi de Hammond, pour Fairfax, Ireton et Cromwell, Berkley n'était pourtant pas sans inquiétude; il avait rencontré dans sa route le cornette Joyce, qui s'était étonné de sa confiance et lui avait dit que les agitateurs, loin de rien craindre, avaient entraîné les généraux et se préparaient à faire au roi son procès. A son arrivée à Windsor, le conseil des officiers était réuni; il s'y présenta et remit au général ses lettres. On lui ordonna de sortir sur-le-champ. Rappelé au bout d'une demi-heure: « Nous sommes l'armée du parlement, lui dit Fairfax « d'un ton sévère; nous n'avons rien à répondre aux « propositions de sa Majesté; c'est à lui seul d'en juger. » Berkley jeta les yeux sur Cromwell, puis sur Ireton; ils le saluèrent à peine et avec un sourire de dédain. Il se retira stupéfait: la journée s'écoula sans qu'il pût découvrir aucune explication, aucune nouvelle; vers le soir enfin, le commandant Watson, celui des officiers avec qui il avait eu les relations les plus intimes, lui fit

[1] Rushworth, part. 4, t. II, p. 943. — Clarendon, *State-Papers*, t. II, Appendice, p. XLIV. — Whitelocke, p. 286. — *Mémoires* de Huntington, p. 328.

[2] Le 9 janvier 1648. Rushworth, part. 4, t. II, p. 959.

[3] Dans les derniers jours du mois de novembre.

dire de se trouver à minuit dans un certain enclos, derrière l'auberge de la Jarretière, qu'il s'y rendrait également. Là Berkley apprit ce qui s'était passé et quelle ardeur transportait l'armée: « Elle est telle, lui dit Wat-« son, que je hasarde ma vie en venant ici; car, cette « après-midi même, Ireton vient de faire deux proposi-« tions, l'une de vous envoyer prisonnier à Londres, « l'autre de défendre, sous peine de mort, que personne « communique avec vous. Que le roi donc, s'il aime la « vie, s'échappe sans retard, s'il en a les moyens. — Me « conseillez-vous du moins, lui demanda Berkley, de faire « passer à Cromwell et à Ireton les lettres que le roi « m'a données pour eux? — N'y manquez pas; autre-« ment ils se douteraient que je vous ai découvert leur « dessein [1]. »

Comme Watson l'avait prévu, Berkley n'obtint des deux généraux ni entrevue ni réponse: « Je ferai de « mon mieux pour servir encore le roi, lui fit dire seu-« lement Cromwell; mais qu'il n'attende pas que je me « perde pour l'amour de lui. » Sir John se hâta de mander au roi ces tristes nouvelles, le conjurant de ne pas tarder un moment à s'évader. Charles y eût peut-être réussi; un bâtiment envoyé par la reine naviguait, dit-on, depuis quelques jours dans les parages de l'île [2]. Mais une nouvelle intrigue avait ranimé ses espérances: après un vif débat dans les communes, les chambres venaient de voter [3] que quatre propositions lui seraient présentées sous forme de bills; et que, s'il les acceptait,

[1] *Mémoires* de Berkley, p. 212-217.

[2] *Ibid.*, p. 217-218.

[3] Le 14 décembre 1647. La motion eut lieu dans la chambre des lords le 26 novembre, et les communes l'adoptèrent le 27 à la majorité de cent quinze voix contre cent six. (*Parl. Hist.*, t. III, col. 803, 804, 823, 824).

il serait admis, comme il l'avait plusieurs fois demandé, à traiter en personne avec le parlement. Elles portaient: 1° Que le commandement des forces de terre et de mer appartiendrait pendant vingt ans aux chambres, avec pouvoir de le reprendre même plus tard si la sûreté du royaume semblait l'exiger; 2° que le roi révoquerait toutes ses déclarations, proclamations, et autres actes publiés contre les chambres, pour les taxer d'illégalité et de rébellion; 3° qu'il annulerait toutes les lettres patentes de pairie accordées depuis son départ de Londres; 4° enfin que les chambres auraient le droit de s'ajourner au temps et dans le lieu qui leur conviendrait. Charles, malgré sa détresse, n'avait nul dessein de sanctionner ces bills et de reconnaître ainsi la légitimité de la guerre qui l'y avait réduit; mais il savait que les commissaires écossais les avaient vivement combattus, qu'ils témoignaient même un amer ressentiment du mépris que faisaient les chambres de leurs remontrances [1]; il avait reçu d'eux, au moment où lui parvenaient les lettres de Berkley, une secrète invitation de repousser des propositions si offensantes, et la promesse qu'ils se rendraient eux-mêmes à l'île de Wight, pour traiter avec lui, au nom de l'Écosse, à de bien meilleures conditions. « Il « faut attendre, dit-il à Berkley de retour; je veux en « finir avec les Écossais avant de quitter le royaume; « s'ils me voyaient hors des mains de l'armée, ils se« raient bien plus exigeants [2]. »

Les lords Lauderdale, Lowden et Lanerk arrivèrent en effet au château de Carisbrooke presque en même temps que lord Denbigh et ses cinq collègues [3], commissaires

[1] *Parl. Hist.*, t. III, col. 825, 826.

[2] *Mémoires* de Berkley, p. 218-223.

[3] Le 23 décembre 1647. *Parl. Hist.*, t. III, col. 824, 827. — Bowring, p. 87.

de Westminster. Les négociations, déjà entamées à Hampton-Court, se renouèrent aussitôt entre eux et le roi, avec grand mystère, car ils n'étaient venus, disaient-ils, que pour protester, entre ses mains, contre les propositions du parlement. En deux jours le traité fut conclu, rédigé, signé [1], et enfoui dans un jardin de l'île, en attendant qu'on pût l'en faire sortir sans danger. Il promettait au roi l'intervention d'une armée écossaise pour le rétablir dans ses justes droits, sous la condition qu'il confirmerait pour trois ans le régime presbytérien en Angleterre, quoique dispensé de s'y conformer lui et les siens, et qu'à ce terme, l'assemblée des théologiens consultée, il réglerait définitivement, de concert avec les deux chambres, la constitution de l'Église. Plusieurs stipulations au profit de l'Écosse, et dont l'honneur anglais eût été vivement offensé, accompagnaient cette concession générale. On convint en outre qu'à l'appui de l'armée écossaise les cavaliers se lèveraient en armes dans tout le royaume; qu'Ormond irait reprendre en Irlande le commandement du parti royaliste; que le roi enfin, dès qu'il aurait repoussé les quatre propositions, s'évaderait de l'île pour aller sur la frontière d'Écosse, à Berwick ou dans quelque autre place, attendre en liberté le moment d'agir [2].

Tout ainsi convenu, Charles fit dire aux commissaires du parlement qu'il était prêt à leur donner sa réponse [3]. Il avait résolu, comme trois ans auparavant dans les négociations d'Oxford, de la leur remettre cachetée, craignant qu'instruits de son refus, peut-être même de ses projets, ils ne prissent contre lui des mesures qui

[1] Le 26 décembre.

[2] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 45-56. — Burnet, *Memoirs of the Hamiltons*, p. 325-334.

[3] Le 27 décembre.

feraient tout échouer. Mais lord Denbigh refusa obstinément de recevoir sous cette forme le message du roi : « Le parlement nous a chargés, dit-il, de lui rapporter, « non tout ce qu'il plairait à sa Majesté de nous remet- « tre, mais l'adoption ou le rejet des quatre bills. » Il fallut céder et lire à haute voix le message. Charles repoussait absolument les propositions, et demandait à traiter en personne, sans être tenu de rien accepter préalablement. Les commissaires se retirèrent, eurent avec Hammond une courte conférence, repartirent pour Westminster ; et quelques heures après leur départ, pendant que le roi s'entretenait avec Berkley et Ashburnham des moyens d'évasion préparés pour la nuit suivante, les portes du château se fermèrent, l'entrée en fut interdite à tout étranger, les gardes furent partout doublées, et presque tous les serviteurs du roi, Ashburnham et Berkley les premiers, eurent l'ordre de quitter l'île sur-le-champ [1].

Une colère pleine de douleur s'empara de Charles : il fit appeler Hammond : « Pourquoi me traitez-vous de la « sorte ? Où sont vos ordres ? Est-ce l'Esprit qui vous « inspira cela ? » Hammond, qui n'avait point d'ordres formels, se taisait, hésitait ; il parla enfin de la réponse que sa Majesté venait de faire aux propositions du parlement. « Ne m'avez-vous pas promis, dit le roi, sur vo- « tre honneur, qu'en aucun cas vous n'en prendriez avan- « tage contre moi ? — HAMMOND. Je n'ai rien promis. — LE « ROI. Vous êtes plein de réticences et de subterfuges ; me « donnerez-vous un de mes chapelains ? Vous tenez, dites- « vous, pour la liberté de conscience : n'en aurai-je point, « moi ? — HAMMOND. Je ne puis vous donner un chapelain.

[1] *Mémoires* de Berkley, p. 225-230. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 828-830. — Bowring, p. 92-94. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 22-27.

« — Le roi. Vous ne me traitez ni en gentilhomme, ni en « chrétien. — Hammond. Je vous parlerai quand vous se« rez en meilleure disposition. — Le roi. J'ai très bien « dormi la nuit dernière. — Hammond. Je me suis con« duit très civilement avec vous. — Le roi. Pourquoi « n'en faites-vous pas autant à présent? — Hammond. « Sire, vous êtes trop haut. — Le roi. Ce ne pourrait être « la faute que de mon cordonnier, et je ne vois pas qu'il « ait haussé les talons de mes souliers. » Il répéta deux fois cette phrase en se promenant dans la chambre; puis revenant vers Hammond: « Aurais-je la liberté de sortir « pour prendre l'air? — Hammond. Non, je ne puis l'ac« corder. — Le roi. Vous ne pouvez l'accorder? Je suis « donc en prison? Est-ce là la foi que vous me devez? « sont-ce là vos serments? Répondez. » Hammond sortit vivement troublé et les larmes aux yeux; mais il ne changea rien à ses dispositions [1].

Cependant les commissaires du parlement arrivaient à Westminster; à peine avaient-ils rendu compte de leur voyage et de ses résultats, qu'un membre, jusque-là inconnu, sir Thomas Wroth, se leva dans la chambre des communes [2]: « Monsieur l'orateur, dit-il, Bedlam a été « préparé pour les fous, et Topheth pour les rois [3]; le

[1] Clarendon, *State-Papers*, t. II, Appendice, p. XLIV. — Rushworth, part. 4, t. II, p. 959-960. — Whitelocke, p. 288.

[2] Le 3 janvier 1648.

[3] C'est-à-dire l'*enfer*. *Topheth* est un mot hébraïque qui désigne, dans son sens général, une chose abominable, digne d'exécration (le mot radical signifie *cracher avec dégoût*), et, à titre de nom propre, un lieu dans la vallée Ben Hinnom (vallée des fils de la lamentation) où l'on avait longtemps offert des sacrifices à Moloch, où furent jetées les statues des faux dieux lorsqu'on démolit leurs autels sur les hauteurs de Jérusalem, et qui devint plus tard une sorte de voirie destinée à recevoir les immondices, et où l'on brûlait les corps des suppliciés. C'est en ce sens que le prophète Ésaïe, menaçant d'une ruine entière Sennachérib et son armée, dit (chap. XXX, vers. 33): « Depuis

« nôtre s'est conduit naguère comme si Bedlam était le « seul séjour qui lui convînt: je demande humblement « que les chambres ne s'adressent plus à lui, et règlent « sans son concours les affaires publiques. Peu m'im- « porte la forme du gouvernement qu'elles établiront, « pourvu qu'il n'y ait ni diables ni rois. » Ireton appuya sur-le-champ la motion. « Le roi, dit-il, en refusant les « quatre bills, a refusé à son peuple sûreté et protection; « c'est uniquement en retour de sa protection que l'o- « béissance lui est due; puisqu'il nous retire la protec- « tion, c'est à nous de lui retirer l'obéissance et de ré- « gler l'État sans lui. » Étonnés d'une si rude attaque, irrités eux-mêmes des refus du roi, les presbytériens parurent un moment embarrassés et timides; plusieurs voix s'élevèrent cependant contre la mesure: « L'adopter, dit « Maynard, c'est dissoudre, autant qu'il est en nous, le « parlement; quand les rois ont refusé de recevoir ses « pétitions, d'écouter ses adresses, on a toujours consi- « déré de tels actes comme la plus flagrante violation « de ses priviléges, car c'était le dissoudre de fait sans « prononcer sa dissolution: et nous donc, en décidant « que nous ne recevrons plus du roi aucun message, que « nous ne lui en adresserons plus aucun, qu'allons-nous « faire sinon déclarer que nous ne sommes plus un par-

long-temps *Topheth* est préparé pour le roi. » Cependant quelques anciens docteurs, entre autres saint Jérôme et le paraphraste chaldéen, entendirent simplement par *Topheth*, l'enfer, la Gehenne; et, à leur exemple, Calvin et les théologiens réformés de son école n'ont prêté à ce mot aucune autre acception. C'est en ce sens que le prend la version anglaise de la Bible, que l'employaient Milton (*Parad. lost*, chant 1er, vers 392, 493-485) et les écrivains du temps, et que sir Thomas Wroth fait allusion au passage d'Esaïe, présent alors, comme tout le texte des livres sacrés, à la mémoire de la plupart de ses auditeurs.

Je dois ces renseignements à la savante amitié de l'un des théologiens protestants les plus éclairés de notre époque, M. Stapfer.

« lement? » La discussion se prolongeait et s'échauffait; les presbytériens reprenaient confiance; la chambre, d'abord assez mal disposée pour eux, se montrait ébranlée. Cromwell se leva: « Monsieur l'orateur, dit-il, le roi est « un homme de beaucoup d'esprit, de grands talents, « mais si dissimulé, si faux, qu'il n'y a pas moyen de « s'y fier. Pendant qu'il proteste de son amour pour la « paix, il traite sous main avec les commissaires d'É-« cosse pour plonger la nation dans une nouvelle guer-« re. L'heure est venue pour le parlement de gouver-« ner et de sauver seul le royaume; les hommes qui, « au prix de leur sang, vous ont défendus de tant de « périls, vous défendront encore avec le même courage, « la même fidélité. N'allez pas, en négligeant de veiller « à votre sûreté et à celle du royaume, qui est aussi la « leur, leur donner lieu de croire qu'ils sont trahis et « livrés à la rage de l'ennemi qu'ils ont vaincu pour vous; « craignez que le désespoir ne les pousse à chercher leur « salut en vous abandonnant, vous qui vous abandon-« neriez vous-même. Combien, de leur part, une telle « résolution vous serait fatale, je tremble de le dire et « vous laisse en juger; » et il se rassit, la main sur son épée. Nulle voix ne s'éleva plus; la motion, aussitôt adoptée [1], fut transmise dès le lendemain [2] à la chambre haute. Un moment les lords parurent hésiter; le débat traînait en longueur [3]: deux déclarations vinrent de l'armée [4]; l'une adressée aux communes, pleine de félicitations et de menaces contre leurs ennemis; l'autre aux lords, douce, caressante, démentant les bruits qui couraient sur les dangers de la pairie, et promettant de la

[1] Par cent quarante et une voix contre quatre-vingt-douze.

[2] Le 4 janvier 1648.

[3] Il fut remis d'abord du 4 au 8 janvier, puis du 8 au 13.

[4] Le 11 janvier; elles sont en date du 9.

soutenir dans tous ses droits. Les lâches purent s'effrayer ou se rassurer à leur gré; la discussion cessa de languir, et, au moment du vote définitif [1], les lords Warwick et Manchester protestèrent seuls contre l'adoption [2].

Une vive et redoutable protestation éclata en revanche dans le royaume: « Les voilà donc justifiées, s'écriaient « les cavaliers, ces accusations, ces prédictions tant de « fois traitées de chimère ou de calomnie! » Et partout une foule de voix, naguère incertaines, maudissaient avec eux cette détestable trahison. Avant que le roi eut pu répondre à la déclaration des chambres, plusieurs réponses parurent, fruit du zèle spontané de simples citoyens [3]. Jamais tant de bruits de complots royalistes, jamais tant et de si violents pamphlets n'avaient assiégé Westminster [4]. Dans l'île de Wight même, un capitaine Burley, officier de marine retiré, fit battre tout à coup le tambour au milieu des rues de Newport, et attroupant une bande d'ouvriers, d'enfants, de femmes, se mit en marche à leur tête pour aller tirer le roi de prison. La tentative fut à l'instant étouffée, et Burley pendu comme coupable d'avoir voulu faire la guerre au roi en son parlement [5]. Mais les mêmes dispositions, les mêmes désirs agitaient les comtés jadis les plus contraires à la cause

[1] Le 15 janvier 1648.

[2] *Parl. Hist.*, t. III, col. 830-837. — Clément Walker, *History of independency*, p. 69-71 (édit. petit in-4° de 1648). — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 27-33.

[3] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 33.

[4] Rushworth, part. 4, p. 929, 974, 1002; deux pamphlets surtout, intitulés: *Les dix commandements du parlement* (*The parliament's ten commandments*), et *le Nouveau Testament de nos seigneurs et sauveurs de la chambre des communes siégeant à Westminster* (*the New Testament of our Lords and saviours the house of Commons sitting at Westminster*) excitèrent une vive rumeur.

[5] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 25. — *Mémoires* de Berkley, p. 229.

royale ; et jusqu'aux portes de la chambre des communes, des soldats réformés de l'armée d'Essex se promenaient en tumulte, criant : « Vive le roi ! » et arrêtant les voitures pour contraindre les passants de boire avec eux à sa santé [1]. Les républicains s'indignaient de se voir ainsi troublés dans leur victoire : en vain ils obtenaient de quelques comtés des adresses de félicitations [2]; en vain les communes proclamaient leur dessein de réformer les lois civiles, de rendre la justice moins coûteuse; en vain même elles suspendaient leurs propres privilèges en matière de poursuite et de dettes [3]. Ces importantes améliorations n'étaient vivement souhaitées et appréciées que du parti lui-même, ou de quelques esprits supérieurs : les unes choquaient les préjugés du peuple, les autres échappaient à son ignorance : l'intention intéressée qui semblait y présider en détruisait tout l'effet. Il fallut suppléer à la popularité par la tyrannie. On pressa les poursuites déjà commencées contre les membres des deux chambres et les magistrats de la cité présumés auteurs ou fauteurs des émeutes presbytériennes et royalistes [4] : quiconque avait porté les armes contre le parlement reçut ordre de quitter Londres, et défense de résider à moins de vingt milles de ses murs [5]; on prescrivit une révision générale des juges de paix du royaume, afin d'écarter ceux dont les sentiments seraient suspects [6]; on décréta qu'aucun délinquant, aucun homme, ayant pris part ou accusé d'avoir pris part à quelque complot contre le parlement, ne pourrait être élu

[1] *Parl. Hist.*, t. III, col. 804.

[2] Rushworth, part. 3, t. II, p. 975.

[3] Le 4 janvier 1648. *Parl. Hist.*, t. III, col. 830. — Rushworth, part. 4, t. II, p. 985.

[4] Rushworth, part. 4, t. II, p. 922. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 838-842.

[5] Le 17 décembre 1647. Rushworth, part. 4, t. II, p. 935.

[6] Rushworth, part. 4, t. II, p. 920.

lord maire, ou alderman, ou membre du conseil commun de la cité, ni même concourir à l'élection de ces officiers [1]; et la même interdiction fut bientôt appliquée aux fonctions de juré et à l'élection des membres des communes [2]. Le comité chargé de réprimer la licence de la presse eut ordre de siéger tous les jours, et une somme fut mise à sa disposition pour récompenser quiconque découvrirait et ferait saisir les presses des malveillants [3]. Enfin l'armée traversa Londres encore une fois en grand appareil de guerre, et trois mille hommes en furent détachés, qui prirent leurs quartiers dans l'intérieur de la ville, auprès de Whitehall et de la Tour [4].

Les fanatiques, les esprits étroits et durs, le peuple du parti s'applaudissaient de ces mesures, preuve éclatante de leur force et qui redoublait leur ardeur. Cromwell seul s'en inquiétait en y concourant, non par aucun scrupule, ni qu'il hésitât à tout faire pour réussir; mais en dépit de ses résolutions contre le roi, les espérances comme les prétentions des républicains et des enthousiastes lui semblaient insensées: il voyait partout dans les comtés les principaux francs-tenanciers, les riches bourgeois, presque tous les hommes notables se retirer des affaires publiques, abandonner les comités administratifs, les magistratures locales, et le pouvoir passant aux mains de gens d'une condition inférieure, ardents à s'en saisir, capables de l'exercer avec vigueur, mais peu propres à le garder [5]. Il ne pouvait croire que l'Angleterre consentît longtemps à être ainsi gouvernée, ni

[1] Le 17 décembre. Rushworth, part. 4, t. II, p. 934.

[2] Rushworth, part. 4, t II, p. 1252.

[3] Le 6 janvier 1648. Rushworth, part. 4, t. II, p. 957.

[4] *Journals of the house of Commons*, 27 janvier 1648. — Clément Walker, *Hist. of independency*, p. 79.

[5] Clarendon, *Hist of the rebell.*, t. IX, p. 33. — *Mémoires* de Hollis, p. 5. — *Mémoires* de mistriss Hutchinson, t. II, *passim*.

que rien de durable se pût fonder sur l'oppression légale de tant et de si considérables citoyens, ni que la discorde et l'anarchie, de plus en plus croissantes dans le parlement et sous son empire, ne devinssent pas fatales, même aux vainqueurs. Son infatigable imagination se travaillait à chercher quelque moyen d'y mettre un terme, à démêler du moins, dans ce chaos obscur, la route la plus prompte et la plus sûre vers la grandeur. Il réunit un jour à dîner les principaux indépendants et presbytériens, tant ecclésiastiques que laïques, et les entretint avec passion de la nécessité de se concilier, d'ajourner au moins leurs querelles, pour faire face ensemble aux périls nouveaux qu'il était aisé de prévoir. Mais l'humeur des presbytériens était trop hautaine, et leurs prétentions théologiques trop exclusives pour se prêter à de telles combinaisons. La conférence fut sans résultat. Cromwell en provoqua une autre entre quelques meneurs politiques, la plupart officiers généraux comme lui et les républicains. Il fallait bien, dit-il, qu'ils cherchassent de concert quel gouvernement convenait le mieux à l'Angleterre, puisque maintenant c'était à eux de le régler; mais au fond il voulait surtout savoir lesquels, parmi eux, seraient intraitables, et ce qu'il en devait attendre ou redouter. Ludlow, Vane, Hutchinson, Sidney, Haslerig, se déclarèrent hautement, repoussant toute idée de monarchie comme condamnée par la Bible, la raison et l'expérience. Les généraux furent plus réservés: à leur avis, la république était désirable, mais d'un succès douteux; il valait mieux ne se point engager, consulter l'état des affaires, le besoin des temps, obéir chaque jour aux directions de la Providence. Les républicains insistèrent pour qu'on s'expliquât sans détour. La discussion s'échauffait. Ludlow, entre autres, pressait vivement Cromwell de se prononcer, car ils voulaient,

dit-il, connaître leurs amis. Cromwell éludait, ricanait; et poussé de plus en plus, se tirant enfin d'embarras par une bouffonnerie, il gagna la porte de la chambre, et sortit brusquement en jetant à la tête de Ludlow un coussin que celui-ci lui renvoya sur-le-champ avec plus d'humeur [1].

Cependant le péril avançait; le nombre et la hardiesse des mécontents croissaient chaque jour: non seulement dans l'ouest et le nord, mais autour de Londres, dans les comtés de Middlesex, Essex, Surrey, Kent, tantôt à la table de quelque riche gentilhomme, tantôt aux assises et dans les marchés, partout où les cavaliers pouvaient se concerter ou se mêler au peuple, les pétitions, les complots, les insurrections royalistes se préparaient, s'annonçaient ouvertement. A Cantorbéry, le jour de Noël, comme le maire voulait faire observer l'ordonnance qui supprimait la fête, un violent tumulte s'éleva aux cris de « Dieu, le roi Charles et le pays de Kent! » L'arsenal de la ville fut enfoncé, plusieurs maisons de parlementaires attaqués, les magistrats municipaux rudement maltraités; et sans la prompte arrivée de quelques troupes, les paysans des environs se disposaient déjà à soutenir la sédition [2]. A Londres, un dimanche [3], à l'heure du sermon, quelques apprentis jouaient aux boules dans Moor-Fields; un poste de milice voulut les éloigner, ils résistèrent et dispersèrent les miliciens; dispersés à leur tour par un détachement de cavalerie, ils se répandirent dans la cité, appelant à leur aide leurs camarades et les mariniers de la Tamise: de nombreuses bandes se formèrent dans tous les quartiers; elles se réunirent pendant

[1] *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 270-275.

[2] Rushworth, part. 4, t. II, p. 948. — Whitelocke, p. 286. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 77.

[3] Le 9 avril 1648.

la nuit, surprirent deux des portes de la ville, tendirent les chaînes dans les rues, et tambour battant, aux cris de « Dieu et le roi Charles! » attaquèrent la maison du lord-maire, s'emparèrent d'une pièce de canon, puis d'un magasin d'armes, et à l'aube du jour, semblaient maîtresses de la cité. Un conseil de guerre avait siégé toute la nuit; on hésitait à les attaquer; on se demandait si les deux régiments en garnison à Londres suffiraient, s'il ne fallait pas attendre des renforts. Fairfax et Cromwell opinèrent pour une prompte attaque: le succès n'en fut point incertain; au bout de deux heures on n'entendait plus dans les rues que le pas régulier des troupes qui rentraient dans leurs quartiers[1]. Mais, pour avoir fui, le peuple n'était point vaincu: chaque jour quelque incident inattendu venait redoubler sa colère ou relever son courage; les membres presbytériens et les aldermen de la cité, traduits par les communes devant la chambre haute, refusèrent obstinément de reconnaître sa juridiction, de s'agenouiller à sa barre, d'ôter même leur chapeau et d'écouter la lecture des charges; et chaque fois qu'ils avaient comparu à Westminster, la foule, à leur sortie, les accueillait avec transport[2]. On interdisait les rassemblements; on donnait aux comités administratifs de chaque comté le droit d'arrêter et d'emprisonner tout malveillant, tout homme simplement suspect[3]; mais la fermentation croissait plus vite que la tyrannie: à Norwich, à Bury-Saint-Edmunds, à Thetford, à Stowmarket, dans une multitude d'autres lieux, sur le moindre prétexte, le tambour battait, les habitants s'ar-

[1] Rushworth, part. 4, t. II, p. 1051. — Whitelocke, p. 298. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 875.

[2] *Parl. Hist.*, t III, col. 844, 874, 877, 880, 881.

[3] Le 18 avril 1646. Rushworth, part. 4, t. II, p. 1062. — Whitelocke, p. 300.

maient et les troupes n'en étaient pas toujours quittes pour une promenade menaçante [1]. Bientôt même on eut autre chose à craindre que des émeutes et des bourgeois. Au midi du pays de Galles, dans le comté de Pembroke les colonels Poyer et Powel, et le major général Langhorn, officiers distingués qui avaient fait leur fortune dans l'armée du parlement, se détachèrent de lui [2], arborèrent l'étendard royal, et, soutenus par l'insurrection des cavaliers des environs, virent en peu de jours toute la contrée en leur pouvoir. Presque au même moment le parlement d'Écosse s'assemblait [3]; Hamilton et les royalistes, cachés sous l'alliance des presbytériens modérés, avaient prévalu dans les élections; en vain Argyle et la portion la plus ardente du clergé s'efforçaient d'entraver leurs démarches; en vain les commissaires venus de Londres répandaient dans Édimbourg l'argent et la menace; circonspect, humble même dans son langage avec les fanatiques, mais au fond décidé en faveur du roi, le parlement vota sur-le-champ [4] la formation d'un comité de danger investi du pouvoir exécutif, et la levée d'une armée de quarante mille hommes chargés de défendre, contre les républicains et les sectaires, le covenant et la royauté [5]. Les cavaliers du nord de l'Angleterre n'attendaient, pour éclater, que

[1] Rushworth, part. 4, t. II, p. 1071, 1119. — Whitelocke, p. 302, 395. — *Journals of the house of lords*, 19 mai; — *of the house of commons*, 12 juin.

[2] Vers la fin de février 1648. Rushworth, part. 4, t. II, p. 1019, 1017, 1033, 1034, 1036. — Whitelocke, p. 294. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 112. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 279, 291.

[3] Le 2 mars 1648.

[4] Le 3 mai 1648.

[5] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. II, p. 78-83 — Baillie, *Letters*, t. II, p. 281, 283, 286. — Rushworth, part. 4, t. II, p. 1040, 1047. — Malcolm Laing, *Hist. of Scotland*, t. III, p. 394-400.

ce signal : depuis plus d'un mois leurs principaux chefs, Lagdale, Glenham, Musgrave, vivaient à Édimbourg, tantôt publiquement, tantôt cachés, concertant avec Hamilton leur plan d'insurrection [1]. En Irlande, lord Inchiquin, président de la province de Munster, et jusque-là le plus sûr appui du parlement contre les insurgés, passait aussi sous les drapeaux du roi [2]. Enfin, quand toutes ces nouvelles arrivèrent à Londres, dans les chambres et dans la cité, le parti presbytérien releva la tête: pour couvrir ses espérances, il fit grand bruit de ses alarmes. Un nommé John Everard vint déclarer, sous serment, au conseil commun [3] que l'avant-veille, étant dans son lit à l'auberge de la Jarretière, à Windsor, il avait entendu dans la chambre voisine plusieurs officiers, entre autres le quartier-maître général Grosvenor et le colonel Ewers, se promettre mutuellement que, dès que les Écossais mettraient le pied dans le royaume, l'armée entrerait dans la cité, désarmerait tous les citoyens, en exigerait un million sterling sous peine du pillage, et enverrait de plus, à leurs frais, tous les hommes de bonne volonté prendre place dans les régiments. Au dire d'Everard, Ireton était informé de ce dessein [4]. Une pétition fut sur-le-champ dressée et portée aux chambres [5]; le conseil commun y demandait que la cité fût remise en possession de ses chaînes qu'on lui avait enlevées à la suite de la dernière émeute, que l'armée éloignât son quartier général, que toutes les forces de Londres et des faubourgs fussent placées sous

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 83-89.

[2] Rushworth, part. 5, t. II, p. 1060, 1063. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 296. — Carte, *Ormond's Life*, t. II, p. 23. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 36-40, 211 et suiv.

[3] Le 25 avril 1648.

[4] *Parl. Hist.*, t. III, col. 881.

[5] Le 27 avril.

le commandement de Skippon. Ces demandes furent à l'instant accordées; et le lendemain, 28 avril, après un débat dont il ne reste aucun monument, les communes votèrent; 1° Qu'elles n'altéreraient point le gouvernement fondamental du royaume par un roi, des lords et des communes; 2° que les propositions offertes au roi à Hampton-Court seraient la base des mesures qu'il était urgent d'adopter pour rétablir la paix publique; 3° que, malgré le vote du 3 janvier précédent, qui interdisait toute adresse au roi, tout membre serait libre de proposer ce que lui semblerait exiger l'intérêt du pays [1].

Depuis trois semaines Cromwell prévoyait et tentait de prévenir ce revers: au nom des chefs de l'armée et du parti, il avait fait offrir au conseil commun [2] de rendre à la cité le commandement de sa milice, de la Tour, et la mise en liberté de ses aldermen accusés, pourvu qu'elle s'engageât à ne rien faire qui pût servir les Écossais dans leur prochaine invasion; mais ses offres avaient été repoussées [3]. Contraint de renoncer à tout espoir de conciliation, quand il vit les presbytériens reprendre courage dans la cité et crédit dans le parlement, un désir passionné lui vint de risquer un coup décisif. Il se rendit au quartier général, fit convoquer le conseil des officiers et ouvrit l'avis que l'armée marchât sur Londres, expulsât des chambres tous ses adversaires, prît enfin, au nom des gens de bien et de salut public, pleine possession du pouvoir. Un moment la proposition fut adoptée: cependant une si rude atteinte aux droits d'un parlement si longtemps l'idole et le maître du pays étonnait encore les plus audacieux; ils hésitaient. Fairfax, qui commençait à s'inquiéter de ce qu'il accomplissait, en profita pour

[1] *Parl. Hist.*, t. III, col. 882-883.

[2] Le 8 avril 1648.

[3] Clément Walker, *Hist of independency*, p. 82-83.

se refuser aux instances du lieutenant général qui voulait donner sur-le-champ les ordres; le projet fut abandonné [1]. Las de ce double mécompte, suspect aux uns par ses tentatives d'accommodement, aux autres par l'emportement de ses desseins, incapable de supporter l'inaction et la perplexité, Cromwell résolut soudain de quitter Londres, d'aller combattre les insurgés de l'ouest, et de ressaisir par la guerre l'ascendant qui lui échappait. Il eut peu de peine à obtenir des chambres cette mission. Pendant que les troupes qui devaient le suivre faisaient leurs préparatifs de départ, il se plaignit un jour à Ludlow de sa situation, rappelant ce qu'il avait fait pour la cause commune, quels périls, quelles haines il avait bravés, et se récriant contre l'ingratitude de son parti. Ludlow accueillit ses plaintes, lui rappela à son tour quels motifs, quels prétextes il avait donnés à la méfiance, le pressa de renoncer à toute intrigue, à toute vue ambitieuse, lui promit, à cette condition, l'appui sincère des républicains, et le quitta charmé de l'attention docile qu'avaient obtenue ses conseils [2]. Peu de jours après, à la tête de cinq régiments, Cromwell se mit en marche pour le pays de Galles; et presque aux portes de Londres, à un rendez-vous convenu, des ministres presbytériens eurent avec lui une entrevue dont ils se retirèrent non moins satisfaits [3].

A peine il était parti que la guerre qu'il allait chercher éclata de tous côtés autour du parlement: les cavaliers s'étaient bien promis de ne rien tenter avant l'entrée des Écossais dans le royaume; mais chaque jour, dans quelque lieu, l'élan populaire, l'occasion favorable, une circonstance inattendue et qui semblait impérieuse,

[1] *Mémoires* de Fairfax, p. 405-406.

[2] *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 288.

[3] *Mémoires* de mistriss Hutchinson, t. II, p. 157, 158.

précipitait l'insurrection. Des habitants du comté d'Essex avaient demandé qu'une négociation fût rouverte avec le roi et l'armée licenciée après le paiement de ses arrérages [1]. A leur exemple sept ou huit cents gentilshommes francs-tenanciers, fermiers du comté de Surrey, se rendirent à Londres [2], porteurs d'une pétition analogue; mais le ton en était bien plus hautain: ils voulaient que le roi, rappelé à Whitehall, fût remis sur son trône avec la splendeur de ses ancêtres; et arrivés au parlement, comme ils traversaient les cours et les salles, quelques uns d'entre eux s'adressant aux soldats: « Pouvez-vous, « leur dirent-ils, rester là à garder cette bande de co- « quins? » Les soldats repoussèrent vivement l'injure; la querelle s'engagea; le poste fut désarmé, un soldat tué. Un renfort de troupes survint, et les pétitionnaires, chargés à leur tour, poursuivis de corridor en corridor, de salle en salle, de rue en rue, ne s'enfuirent pourtant qu'après une vive résistance, laissant cinq ou six morts à la porte du parlement [3]. A ces nouvelles, les royalistes du comté de Kent, qui préparaient aussi une pétition, s'organisèrent en divers corps à pied et à cheval, se choisirent des officiers, des lieux de rendez-vous, prirent lord Goring, comte de Norwich, pour général, s'emparèrent de Sandwich, de Douvres, de plusieurs forts, et réunis à Rochester [4] au nombre de plus de sept mille, se promirent qu'ils iraient tous ensemble, et en armes, porter leur pétition au parlement [5]. Dès que, sous ce prétexte,

[1] Le 4 mai 1648. Rushworth, part. 4, t. II, p. 1101.

[2] Le 16 mai.

[3] Rushworth, part. 4, t. II, p. 1116. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 886. — Whitelocke, p. 305. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 283.

[4] Le 29 mai.

[5] *Journals of the house of Lords.* — Rushworth, part. 4, t. II, p. 1130. — Whitelocke, p. 305 *bis.* — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 95 et suiv.

flotta l'étendard de la révolte, d'autres l'arborèrerent sans prendre la peine de rédiger en supplique leurs griefs et leurs vœux. Sir Charles Lucas dans le comté d'Essex, lord Capel dans celui de Hertford, sir Gilbert Biron aux environs de Nottingham, recrutaient ouvertement pour le service du roi. On apprit [1] que dans le nord, pour ouvrir aux Écossais l'entrée du royaume, Landale et Musgrave avaient surpris et occupaient, l'un Berwick, l'autre Carlisle. Quelques symptômes de fermentation paraissaient sur la flotte stationnée dans les dunes; Rainsborough, vice-amiral, partit sur-le-champ pour les réprimer; mais les matelots refusèrent de le recevoir [2], embarquèrent tous leurs officiers dans une chaloupe, les mirent à terre, et se déclarant pour le roi, sans aucun chef au-dessus du grade de contre-maître, firent voile vers la Hollande, où le duc d'York, qui avait réussi naguère à s'évader de Saint-James, et bientôt après le prince de Galles lui-même, en prirent le commandement [3]. A Londres même des enrôlements secrets avaient eu lieu, des serments royalistes circulaient, des bandes armées traversaient la ville pour aller rejoindre quelque corps d'insurgés [4]; la maison du comte de Holland, celle du jeune duc de Buckingham étaient à toute heure pleines de mécontents qui venaient demander quel jour, en quel lieu il fallait éclater [5]. Partout enfin l'insurrection, comme

[1] Les 2 et 8 mai. Rushworth, part. 4, t. II, p. 1099, 1105. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 119-126.

[2] Le 27 mai.

[3] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 89-91, 94-95, 101-104. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 896, 899, 906. — *Journal of the house of Lords.* — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 269. — Godwin, *Hist. of the commonwealth*, t. II, p. 531-535, 551-556.

[4] Rushworth, part. 4, t. II, p. 1117, 1174. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 892-893.

[5] Whitelocke, p. 313. Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 166.

un indomptable incendie, bouillonnait, s'étendait, resserrait de plus en plus Westminster; et tous les efforts du comité de Derby-House où dominaient les indépendants, toute l'habileté de Vane et de Saint-John à provoquer les dénonciations, à démêler les complots [1], n'empêchaient pas que le cri de « Dieu et le roi Charles » ne résonnât sans cesse aux oreilles du parlement.

Les presbytériens eux-mêmes prirent l'alarme: les Écossais, leur plus ferme appui, n'arrivaient point; ils se voyaient près de tomber au pouvoir des cavaliers, seuls maîtres du mouvement, et qui, ne portant aux doctrines ou aux intentions presbytériennes pas plus d'estime qu'à toute autre, maudissaient indistinctement les chambres, redemandaient les lois et le roi de la vieille Angleterre, bravaient avec insulte les austères rigueurs du culte nouveau, se livraient aux jeux interdits, célébraient les fêtes supprimées, relevaient les arbres de mai abattus [2]. On reçut de Hammond la nouvelle que le roi avait failli s'évader [3], et les plus modérées frissonnaient de crainte en pensant qu'il eût pu paraître tout à coup aux portes de Londres, à la tête de ces milliers d'insurgés: haines de parti, désirs de la paix, terreurs de l'avenir, tout céda devant un tel péril. Pour ôter à la rébellion ses plus spécieux prétextes, on vota qu'on traiterait de nouveau [4]; la cité obtint l'entier acquittement de ses aldermen [5]; Skippon prit le commandement de sa milice, le colonel West celui de la Tour, dont Fairfax l'avait écarté [6]; une ordonnance contre l'hé-

[1] *Parl. Hist.*, t. III, col. 887, 892.

[2] Whitelocke, p. 303.

[3] Le 31 mai. *Parl. Hist.*, t. III, col. 899, 909-921, 928. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 262-267.

[4] Les 6 et 26 mai. *Parl. Hist.*, t. III, col. 885, 892.

[5] Le 23 mai. *Parl. Hist.*, t. III, col. 891.

[6] Le 18 mai. Rushworth, part. 4, t. II, p. 1118.

résie et le blasphème, qui infligeait même en certains cas la peine de mort, attesta le retour de l'ascendant presbytérien [1]. En même temps toute idée de concession ou de ménagement pour les cavaliers fut hautement repoussée; on bannit de nouveau, de Londres, sous les peines les plus sévères, les papistes et les malveillants [2]; les biens des délinquants furent affectés au paiement des dettes contractées envers les amis de la bonne cause [3]; on pressa la vente des domaines de l'Église [4]; des renforts partirent pour la garnison de Carisbrooke [5]; le conseil commun, après avoir reçu des communications qui furent pour lui, dit-il « comme un rayon de lumière qui « perce à travers les nuages, » protesta solennellement qu'il était résolu de vivre et de mourir avec le parlement [6]. Fairfax enfin eut ordre d'entrer sur-le-champ en campagne contre les bandes qui infestaient les environs de Londres; Lambert de se rendre dans les comtés du nord pour y contenir du moins l'insurrection qu'avaient fait éclater Langdale et Musgrave en attendant les Écossais; et par une violence jusque-là inouïe, sans doute pour prouver la sincérité de leurs rigueurs, les communes

[1] Le 2 mai. *Journals of the house of Lords.*

[2] Le 23 mai. Rushworth, part. 4, t. II, p. 1124.

[3] Le 11 mai. *Ibid.*, p. 1110.

[4] Dans le cours des années 1647, 1648, 1649, 1650 et 1651, il fut vendu des biens:

Du siége épiscopal d'York pour une somme de.	65,789 l. st.	7 s.	1 d. 3/4
Du siége de Durham pour. . .	68,121	15	9
Du siége de Carlisle pour . . .	6,449	11	2
Du siége de Chester pour . . .	1,129	18	4

En tout pour 139,437 livres sterling 12 schellings 4 deniers 3/4, ou environ 3,487,090 fr. (Harris, *Life of Cromwell*, p. 306, dans la note).

[5] Vers la fin de mai. Rushworth, part. 4, t. II, p. 1130.

[6] Le 20 mai. *Parl. Hist.*, t. III, col. 890.

votèrent[1] que, la présence du roi ne servant plus d'excuse aux rebelles, aucun quartier ne serait accordé.

Trois jours après son départ de Windsor[2], Fairfax avait atteint et battu à Maidstone le principal corps des insurgés: en vain ils s'étaient efforcés d'éviter une si brusque rencontre; en vain, contraints d'en venir aux mains, ils soutinrent dans les rues de la ville un long et sanglant combat[3]; toujours possédés du plus ardent fanatisme et déjà vieillis dans les champs, détestant les cavaliers et méprisant des recrues, les soldats de Fairfax poussaient avec colère une guerre dont le péril leur semblait presque un affront. Ils parcoururent à marches forcées le comté de Kent, dispersant chaque jour quelque rassemblement ou reprenant quelque place, rudes envers le pays, mais exacts dans leur discipline, ne laissant aux royalistes ni refuge ni repos. Goring parvint cependant à réunir encore trois ou quatre mille hommes, et parut à leur tête à Blackheath[4], presque aux portes de Londres, bercé de l'espoir qu'un soulèvement y éclaterait à son approche, que du moins il en recevrait sous main quelque secours. Il écrivit même au conseil commun, demandant la permission de traverser la ville pour se rendre sans trouble, avec les siens, dans le comté d'Essex. Mais le conseil, loin de lui répondre, envoya, sans l'ouvrir, sa lettre aux communes, prêt, disait-il, à régler en toutes choses sa conduite sur leur volonté[5]. A cette nouvelle, le désordre et le découragement s'emparèrent des cavaliers; ils désertèrent par ban-

[1] Le 11 mai. *Journals of the house of Commons.*

[2] Le 1er juin.

[3] Rushworth, part. 4, t. II, p. 1137. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 902. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 293.

[4] Le 3 juin.

[5] Rushworth, part. 4, t. II, p. 1130. — Whitelocke, p. 305. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 294.

des, et Goring eut grand'peine à réunir assez de bateaux pour passer la Tamise à Greenwich avec sept ou huit cents hommes qui le suivirent dans le comté d'Essex. Là il trouva, sous les ordres de sir Charles Lucas, l'insurrection encore forte et confiante. Lord Capel vint les joindre avec une troupe de cavaliers du comté de Hertford; ils se rendirent ensemble à Colchester [1], un peu relevés de leur tristesse, et projetant de s'y reposer un ou deux jours, de parcourir ensuite les comtés du Suffolk et de Norfolk en soulevant les royalistes sur leur passage, et de revenir sur Londres par le comté de Cambridge, à la tête d'une nombreuse armée. Mais à peine ils étaient entrés dans la place, que Fairfax parut sous les murs [2] et l'investit étroitement. Quinze jours de campagne avaient suffi pour renfermer ainsi, dans une ville presque sans défense, les débris de cette insurrection qui naguère cernait Londres de toutes parts. Elle essaya de se ranimer sur quelques points, dans les comtés de Rutland, Northampton, Lincoln, Sussex [3]. Au sein même de la cité, sous les yeux du parlement, les lords Holland, Peterborough et Buckingham prirent les armes, et suivis d'environ mille cavaliers, sortirent de la ville [4], proclamant qu'ils n'avaient nul dessein de sacrifier au roi les libertés publiques, et ne voulaient que lui rendre ses droits légaux. Mais comme ils rôdaient encore autour de Londres, sir Michel Livessey, détaché contre eux du quartier général, les attaqua brusquement [5], leur tua plusieurs officiers, entre autres le jeune sir Francis Villiers, frère

[1] Le 12 juin.

[2] Le 13 juin.

[3] Rushworth, part. 4, t. II, p. 1135, 1145, 1149, 1150, 1169. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 300.

[4] Le 5 juillet.

[5] Le 7 juillet.

du duc de Buckingham, et renforcé le lendemain par le régiment du colonel Scroop, il les poursuivit sans relâche jusque dans le comté de Huntingdon, où, lassés même de fuir, ils se dispersèrent en tous sens, laissant lord Holland blessé aux mains de l'ennemi [1]. Dans l'est et le sud, aucune autre tentative n'eut une meilleure issue. On reçut des lettres de Cromwell [2], qui promettait que, dans quinze jours, le château de Pembroke, boulevard des insurgés de l'ouest, serait en son pouvoir [3]. Dans le nord, Lambert, quoique avec des forces inférieures, soutenait vaillamment, contre les cavaliers de Langdale, l'honneur et l'autorité du parlement [4]. Colchester enfin, malgré l'indomptable résistance des assiégés que n'ébranlait aucune offre ni aucun assaut, était déjà tourmenté par la famine, et ne pouvait tenir longtemps contre Fairfax, libre de tout autre soin [5].

Revenus de leur premier trouble, sûrs de ne pas tomber en proie aux cavaliers, les presbytériens recommencèrent à s'inquiéter des républicains, de l'armée, et à méditer la paix. Les pétitions qui la sollicitaient, toujours nombreuses quoique moins altières, furent mieux accueillies [6]. La proscription des onze membres fut révoquée, et on les invita à venir reprendre leurs siéges [7]. On parla de nouvelles propositions à présenter au roi.

[1] Le 10 juillet. Rushworth, part. 4, t. II, p. 1178, 1180, 1182, 1187. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 925-927. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 301. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 166-169.

[2] Du 16 juin.

[3] Rushworth, part. 4, t. II, p. 1159.

[4] Rushworth, part. 4, t. II, p. 1157. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 126.

[5] Rushworth, part. 4, t. II, p. 1204. — Whitelocke, p. 312, 313, 314, 316, 317.

[6] *Parl. Hist.*, t. III, col. 921.

[7] Le 8 juin *Ibid.*, col. 907.

moins dures que les précédentes; on se montra disposé à rentrer en négociation avec lui s'il consentait d'abord: 1° à révoquer toutes ses proclamations contre les chambres; 2° à leur abandonner pour dix ans la disposition des forces de terre et de mer; 3° à établir pour trois ans dans l'Église le régime presbytérien [1]. Un comité spécial fut chargé [2] d'examiner ce qu'il y avait à faire pour atteindre à ce but, et dans quel temps, quel lieu, sous quelles formes il conviendrait de traiter. Quelqu'un demanda même s'il ne serait pas utile que le roi révînt immédiatement à Windsor [3]; et sur une pétition de la cité [4], les lords votèrent que c'était à Londres que les conférences devaient se rouvrir [5]. Le 30 juin enfin, le vote qui avait interdit toute adresse au roi fut officiellement rapporté [6], et trois jours après, une motion positive eut lieu dans la chambre des communes pour que sans délai un nouveau traité lui fût offert.

Mais les indépendants aussi avaient repris confiance; fiers du succès de leurs soldats, ils repoussèrent violemment la motion. « Aucun temps, aucun lieu, dit Scott, « ne convient pour traiter avec un prince si perfide et « si implacable; il sera toujours trop tôt ou trop tard. « Quiconque tire l'épée contre le roi doit jeter au feu « le fourreau: toute paix avec lui serait la ruine des « gens de bien. » Les presbytériens ne prirent point la défense du roi; mais ils s'élevèrent contre ces prétendus gens de bien que la paix devait ruiner, en effet, car la guerre faisait leur fortune: « Le peuple, dirent- « ils, que la guerre a ruiné, ne veut plus servir d'ali-

[1] Le 6 juin. *Parl. Hist.*, t. III, col. 904.

[2] Le 26 juin. Rushworth, part. 4, t. II, p. 164.

[3] Rushworth, part. 4, t. II, p. 1162.

[4] Le 27 juin.

[5] *Journals of the house of Lords.*

[6] *Parl. Hist.*, t. III, col. 921.

« ment à ce feu où vivent seules ces salamandres; il ne « veut plus nourrir de son sang et de sa moelle ces sang- « sues qu'on appelle l'armée, et qu'il n'avait prises que « pour son service. » On demanda en quel lieu devraient se rouvrir les négociations; les presbytériens voulaient Londres ou quelque château peu éloigné: les indépendants l'île de Wight où Charles était en leur pouvoir: « Si vous traitez au milieu de Londres, dit Scott, qui « peut vous garantir que la cité ne fera pas elle-même sa « paix avec cet enragé de roi, en lui livrant vos têtes en « sacrifice, comme les Samaritains livrèrent à Jéhu cel- « les de soixante-dix fils d'Achab? Si le roi s'établit dans « quelque château voisin, quelle sécurité peut vous don- « ner sa parole d'y rester tant qu'on négociera? Le roi « s'est parjuré vingt fois; vous ne devez pas vous fier « à lui. » Plusieurs voix s'élevèrent, entre autres celle de Vane, à l'appui de cette assertion. « Je suis, dit sir « Symonds d'Ewes, d'un avis tout opposé; je crois non « seulement que la chambre doit se fier au roi, mais « qu'elle ne peut s'en dispenser. Monsieur l'orateur, si « vous ne savez pas quelle est votre situation, permet- « tez-moi de vous en instruire en peu de mots: votre ar- « gent est à bout, votre or englouti, vos vaisseaux en « révolte, vous-mêmes dans le mépris, vos amis les Écos- « sais sont furieux contre vous; l'affection de la cité et « du royaume s'est entièrement retirée de vous. Je vous « laisse à juger si c'est là un état sûr, et s'il n'est pas « grand temps de tout faire pour en sortir [1]. » Les indépendants se récrièrent; mais beaucoup de membres, étrangers aux factions et accoutumés à se porter, selon les temps, vers l'un ou vers l'autre côté, approuvaient en silence les paroles de sir Symonds; on vota qu'il fal-

[1] Clément Walker, *Hist. of independency*, p. 108-110. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 922-924.

lait traiter; seulement la chambre persista [1], contre le vœu des lords, à exiger du roi l'adoption préalable des trois bills, et rien ne fut réglé quant au lieu où s'ouvriraient les négociations.

On discutait avec le conseil commun les mesures à prendre pour qu'elles pussent avoir lieu à Londres, sans péril pour le roi ni le parlement [2], quand arriva la nouvelle que les Écossais venaient d'entrer dans le royaume [3], et que Lambert se repliait devant eux. Malgré les menées d'Argyle et les fougueuses prédications d'une partie du clergé, Hamilton était enfin parvenu à lever et mettre en marche une armée. Elle ne répondait point, il est vrai, aux premières résolutions du parlement: au lieu de quarante mille hommes, à peine en comptait-elle quatorze mille; la cour de France avait promis des munitions et des armes, on n'avait rien reçu; le prince de Galles devait passer en Écosse et prendre le commandement, il restait en Hollande; les cavaliers mêmes de Langdale et de Musgrave ne s'étaient pas réunis à leurs alliés, car ils avaient refusé de jurer le covenant, et Hamilton n'eût pu, sans se perdre dans son propre parti, placer de tels infidèles à côté de ses soldats; ils formaient donc un corps séparé, qui semblait n'agir que pour son compte, et toujours à distance des Écossais. Enfin les préparatifs de Hamilton, traversés par tant d'obstacles, n'étaient point terminés, ni ses régiments au complet, ni son artillerie en état quand l'explosion prématurée des insurrections royalistes en Angleterre vint le contraindre de hâter son départ; et il sortit d'Écosse

[1] A quatre-vingts voix contre soixante-douze. *Parl. Hist.*, t. III, col. 924.

[2] Rushworth, part. 4, t. II, p. 1185, 1187.

[3] Le 8 juillet. *Parl. Hist.*, t. III, col. 931. — Rushworth, part. 4, t. II, p. 1188.

mal pourvu, inquiet, poursuivi par les invectives d'une multitude de fanatiques qui prophétisaient la ruine d'une armée employée, disaient-ils, à rendre au roi ses droits avant que Christ fût en possession des siens [1].

La nouvelle de l'invasion n'en émut pas moins toute l'Angleterre: rien ne semblait pouvoir s'y opposer: Fairfax était toujours retenu devant Colchester, Cromwell devant Pembroke; l'insurrection, à peine comprimée, pouvait renaître partout, à toute heure. L'embarras des presbytériens était extrême; le peuple même, bien disposé pour eux, avait repris contre les Écossais son ancienne aversion, n'en parlait qu'avec insulte, rappelait comment ils avaient vendu naguère le roi que maintenant ils prétendaient délivrer, voulait enfin qu'avant tout on chassât du royaume ces avides et menteurs étrangers. La motion fut faite dans les communes [2] de les déclarer ennemis publics, et traître quiconque les avait appelés; quatre-vingt-dix voix la repoussèrent, mais sans hardiesse ni succès: elle n'échoua qu'à la chambre haute [3]. Les lords votèrent en outre qu'il fallait presser les négociations avec le roi [4], et cette fois les presbytériens obtinrent des communes [5] qu'elles n'insisteraient plus sur les trois bills dont elles avaient voulu faire la condition préalable de tout traité. Mais sans s'inquiéter de ces vicissitudes dans la fortune journalière des partis, le comité de Derby-House, toujours au pouvoir des indépendants, envoyait à Lambert

[1] Rushworth, part. 4, t. II, p. 1196-1198. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 112, 114, 142. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 297. — Bowring, p. 98. — *Mémoires* de Herbert, p. 57. — Malcolm Laing, *Hist. of Scotland*, t. III, p. 394-402.

[2] Le 14 juillet. *Parl. Hist.*, t. III, col. 934.

[3] Le 18 juillet. *Ibid.*, col. 936.

[4] Rushworth, part. 4, t. II, p. 1183.

[5] Le 28 juillet, à soixante-onze voix contre soixante-quatre. *Parl. Hist.*, t. III, col. 956.

de l'argent, des renforts, ordonnait à Cromwell de diriger vers le nord toutes les troupes dont il pourrait disposer, de s'y rendre en personne dès qu'il serait libre; et les chefs républicains eux-mêmes, humiliant leurs méfiances devant son génie, lui écrivaient sous main de ne rien craindre, d'agir avec vigueur, et de compter sur eux, quelque opposition qu'il eût jadis essuyée de leur part [1].

Cromwell n'avait attendu pour agir ni ordres ni promesses: depuis un mois déjà, bien informé, peut-être par Argyle, de l'état et des mouvements de l'armée écossaise, il avait mandé à Lambert de se replier dès qu'elle paraîtrait, d'éviter toute action, qu'il serait bientôt en mesure de le soutenir. Le château de Pembroke capitula en effet trois jours après l'invasion [2], et le surlendemain Cromwell partit à la tête de cinq ou six mille hommes, mal chaussés, mal vêtus, mais fiers de leur gloire, irrités, de leurs périls, pleins de confiance dans leur chef, de dédain pour leurs ennemis, avides de combattre et sûrs de la victoire: « Envoyez-moi des souliers pour mes « pauvres soldats fatigués, écrivait-il au comité de Der- « by-House, ils ont une longue marche à faire [3]. » Il traversa d'abord de l'ouest à l'est, puis du sud au nord [4], et avec une rapidité jusque-là inouïe, presque toute l'Angleterre, semant sur sa route les protestations, les élans pieux, uniquement appliqué à dissiper les soupçons, à gagner le cœur des plus aveugles fanatiques, à vivre en sympathie avec ses soldats [5]. Treize jours après son dé-

[1] *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 304. — Godwin, *Hist. of the commonwealth*, t. II, p. 591.

[2] Le 11 juillet 1648. Rushworth, part. 4, t. II, p. 1190.

[3] Rushworth, part. 4, t. II, p. 1206.

[4] Il prit sa route du comté de Pembroke au comté d'York par Glocester, Warwick, Nottingham et Doncaster.

[5] *Mémoires* de mistriss Hutchinson, t. II, p. 158-161.

part, sa cavalerie, envoyée en avant, s'était déjà réunie à celle de Lambert [1], et il le rejoignit lui-même, le 7 août, à Knaresborough, dans le comté d'York, les deux corps formant ensemble neuf ou dix mille hommes. Cependant les Écossais s'étaient avancés par la route de l'ouest, à travers les comtés de Cumberland, Westmoreland et Lancaster, mais incertains, faisant de longues haltes, disséminés sur une ligne de sept ou huit lieues, travaillés de dissensions religieuses, politiques, militaires, dans une complète ignorance des desseins et des mouvements de l'ennemi. Tout à coup Langdale, qui marchait, avec les insurgés anglais, à la gauche et en avant de l'armée, fit dire à Hamilton que Cromwell approchait, qu'il en avait l'avis certain, que tout annonçait de sa part l'intention d'engager le combat: « Impossible, répondit le duc, ils « n'ont pas eu le temps d'arriver; si Cromwell est si « près, à coup sûr c'est avec un petit corps, il se gar- « dera bien de nous attaquer: » et il porta à Preston son quartier général [2]. Bientôt lui vint un nouveau message: les cavaliers de Langdale étaient déjà aux prises avec ceux de Cromwell; Langdale promettait de tenir ferme, sa position était bonne, ses gens très animés; il lui fallait seulement quelques renforts, un millier d'hommes au moins, et il donnerait à l'armée entière le temps de se rallier pour écraser l'ennemi. Hamilton promit les renforts; Langdale combattit quatre heures: de son propre aveu, Cromwell n'avait jamais rencontré une résistance si désespérée. Mais aucun secours n'arriva: il fallut céder. Laissant fuir librement les Anglais vaincus, Cromwell marcha droit aux Écossais, qui passaient en toute hâte la rivière de la Ribble pour mettre entre eux et lui cet obstacle; déjà la plupart des régiments avaient

[1] Le 27 juillet.

[2] Le 17 août.

atteint la rive gauche; deux brigades d'infanterie seulement et Hamilton lui-même, avec quelques escadrons, restaient sur la rive droite pour couvrir la retraite. Cromwell les culbuta sur-le-champ, passa la rivière avec eux, et, donnant à peine à ses troupes quelques moments de repos, reprit le lendemain [1], au point du jour, la poursuite de cette armée qui, toujours en marche vers le sud, continuait en fuyant son mouvement d'invasion. Il l'atteignit le jour même à Wigan, à cinq lieues de Preston, et tailla en pièces l'arrière-garde. L'orgueil de deux victoires, l'espoir d'un triomphe décisif, l'impatience même de la fatigue redoublaient d'heure en heure l'ardeur de ses soldats; la poursuite recommença le jour suivant [2], encore plus rapide et plus passionnée. Irrités à leur tour d'être ainsi pressés par un ennemi inférieur, et rencontrant, près de Warrington, un défilé avantageux, les Écossais firent enfin volte-face, et là s'engagea une troisième bataille, plus longue et plus meurtrière que les deux précédentes, mais avec la même issue. Les Anglais emportèrent le défilé, puis, à Warrington même, un pont sur la Mersey que les Écossais voulaient rompre pour se donner le temps de respirer. Un découragement tumultueux éclata dans l'armée écossaise: un conseil de guerre reconnut que l'infanterie, sans munitions, ne pouvait plus résister; elle se rendit tout entière. Hamilton, à la tête de la cavalerie, essaya de gagner le pays de Galles pour y ranimer l'insurrection royaliste; puis, changeant tout à coup de dessein, il se dirigea vers le nord-est, dans l'espoir de réussir à regagner l'Écosse. Mais partout, sur son passage, les paysans se levaient en armes, les magistrats le sommaient de capituler; à Utoxeter, dans le comté de Strafford, sur le bruit qu'il méditait de s'évader

[1] Le 18 août.

[2] Le 19 août.

avec quelques officiers, ses propres cavaliers se mutinèrent. Déjà Lambert et lord Grey de Grooby, détachés à sa poursuite, étaient près de l'atteindre : trop faible de cœur pour lutter contre un si mauvais sort, il laissa ses gens se rendre ou se débander à leur gré [1], accepta lui-même les conditions que voulut Lambert, fut envoyé prisonnier au château de Nottingham ; et après quinze jours de campagne, Cromwell, ne voyant sur le sol anglais aucune trace de l'armée écossaise, se mit en marche vers l'Écosse pour l'envahir à son tour, et enlever ainsi aux presbytériens royalistes tout moyen d'action et de salut [2].

Mais, dans l'extrême péril, les partis, loin de s'abattre, s'exaltent et portent leurs plus rudes coups. Avant même que ces grandes nouvelles parvinssent à Westminster, dès qu'ils avaient vu Cromwell se mettre en mouvement contre les Écossais, les presbytériens avaient compris que son triomphe serait leur ruine, et que sa perte ou la paix promptement conclue pouvait seule les sauver. Ils dirigèrent aussitôt, vers l'un et l'autre but, leurs plus énergiques efforts. Hollis, qui, malgré le rappel des onze-membres, avait jusque-là continué de vivre en France, sur la côte de Normandie, vint reprendre son siége dans les communes [3]. Huntington, naguère major dans le propre régiment de Cromwell, dénonça publique-

[1] Le 25 août.

[2] Rushworth, part. 4, t. II, p. 1237, 1239, 1241. — Clarendon, *Hist. of the rebell.* t. IX, p. 145-147. — *Mémoires* de mistriss Hutchinson, t. II, p. 175 ; de Ludlow, t. I, p. 308. — *Parl. Hist*, t. III col. 997-1000. — Malcolm Laing, *Hist. of Scotland*, t. III, p. 400-405. — Godwin, *Hist. of the commonwealth*, t. II, p. 565-572 — Baker, *A Chronicle of the kings of England*, etc., p. 606. (Londres, 1665, in-fol.)

[3] Le 14 aout. Rushworth, part. 4, t. II, p. 1226.

ment dans un mémoire adressé à la chambre haute [1], les intrigues du lieutenant général, ses promesses au roi, puis ses perfidies, l'audace de son ambition, son mépris des chambres, des lois, des devoirs et des droits communs des hommes, les pernicieux principes, les menaçants desseins qui tantôt perçaient à travers son hypocrisie, tantôt éclataient dans la familiarité de ses entretiens. Les lords ordonnèrent la lecture du mémoire, et Huntington en affirma sous serment la vérité [2]. Il se proposait de le présenter aussi aux communes; mais telle était déjà la terreur du nom de Cromwell qu'aucun membre ne voulut s'en charger. Il l'envoya sous enveloppe à l'orateur: Lenthall n'en dit rien à la chambre; il tenta de le remettre à l'huissier, qui refusa de le recevoir. Les lords le transmirent officiellement aux communes; lord Wharthon, un des plus intimes affidés de Cromwell, suivit les messagers, fit avertir l'orateur du but de leur message, et ils ne furent point introduits [3]. Les indépendants se récriaient avec indignation: c'était, disaient-ils, une criminelle lâcheté d'attaquer de la sorte un homme absent, qui peut-être à cette heure, délivrait son pays de l'invasion étrangère, et beaucoup de presbytériens eux-mêmes étaient intimidés par cet argument. Il fallut renoncer à tout espoir de perdre ainsi directement le lieutenant général, et Huntington se contenta de faire imprimer son récit. Les démarches dirigées vers la paix eurent plus de succès. En vain les chefs indépendants, Vane et Saint-John surtout, s'épuisaient en artifices pour traîner les débats en longueur; en vain d'autres plus grossiers, Scott, Venn, Harvey, Weaner, se livraient contre leurs adversaires aux plus fougueux emportements;

[1] Le 3 août.

[2] Le 8 août.

[3] *Parl. Hist.* t. III, col. 965. — Whitelocke, p. 325.

ces violences mêmes, l'anarchie de plus en plus croissante, l'arrogance des soldats, le ton impérieux des pamphlets et des pétitions, même pacifiques, tout révélait à la chambre sa propre décadence, tout portait au désir de la paix quiconque n'était pas engagé sans retour dans la faction: « Monsieur l'orateur, dit un jour Rudyard [1], « à force de siéger ici, nous voici arrivés à une belle situation: le royaume tout entier est devenu un parlement; l'armée nous a assez longtemps enseigné ce qu'il « fallait faire, et voudrait bien nous l'enseigner encore; « la cité, la province, les officiers réformés nous viennent remontrer chaque jour ce que nous devrions faire. « Pourquoi? Parce que nous-mêmes ne savons pas ce que « nous avons à faire. » Et la majorité pensait avec lui que la paix seule pouvait la tirer de ce honteux embarras. Elle prit enfin sa résolution, vota qu'une négociation nouvelle s'ouvrirait sur-le-champ avec le roi, approuva [2], pour réduire au silence les indépendants, qu'elle eût lieu dans l'île de Wight même, et chargea [3] trois commissaires d'en aller porter au roi la proposition formelle, en lui demandant sur quel point de l'île il voulait résider pendant le traité, et lesquels de ses conseillers il désirait avoir auprès de lui.

Les meneurs indépendants ne s'y trompèrent point; c'était là un revers irrévocable. Sentant les approches de la crise, et plus effrayée de leur triomphe que de leurs menaces, la majorité passait décidément à leurs ennemis. Ludlow se rendit sur-le-champ au quartier général, toujours devant Colchester: « On complote, dit-il à « Fairfax, de trahir la cause pour laquelle tant de sang « a coulé; on veut, à tout prix, faire la paix; le roi, pri-

[1] Le 8 août. *Parl. Hist.*, t. III, col. 984-986.

[2] Le 29 juillet. *Parl. Hist.*, t. III, col. 959.

[3] Le 2 août. *Ibid.*, col. 964, 965.

« sonnier, ne se croira point lié par ses promesses; les « gens mêmes qui poussent le plus à la négociation s'in- « quiètent fort peu de l'obliger à les accomplir; employer « son nom et son autorité à détruire l'armée, c'est là « leur unique but: l'armée a conquis le pouvoir, il faut « qu'elle s'en serve pour prévenir sa propre ruine et « celle de la nation. » Fairfax convint qu'il disait vrai, protesta qu'au besoin lui-même serait tout prêt à déployer, pour le salut de la cause publique, la force qu'il avait en main: « Mais il faut, dit-il, que j'y sois claire- « ment et positivement invité; et, quant à présent, je ne « puis me dispenser de poursuivre sans relâche ce mal- « heureux siége qui dure encore, malgré nos efforts. » Ludlow alla trouver Ireton, que Cromwell, en partant, avait eu soin de laisser auprès du général, et dont il se promettait plus d'ardeur: « Le moment n'est pas encore « venu, lui dit Ireton, il faut laisser marcher la négo- « ciation, et que le péril devienne évident [1]. » A défaut de l'armée, les républicains firent arriver à Westminster des pétitions menaçantes, une entre autres, rédigée par Henri Martyn, et qui, proclamant tous les principes du parti, sommait les communes de se déclarer pouvoir souverain, et de répondre enfin à l'attente du peuple en lui donnant toutes les réformes qu'il s'était promises quand il avait pris les armes pour le parlement. La chambre ne répondit point: le surlendemain une seconde pétition arriva, se plaignant amèrement de ce dédain; et cette fois les pétitionnaires en troupe attendaient à la porte, criant avec colère: « A quoi bon un roi et des lords? « ce sont des inventions humaines; Dieu nous a faits « tous égaux: des milliers de braves gens verseront leur « sang pour ces principes. Nous sommes déjà quarante « mille qui avons signé cette pétition, mais cinq mille

[1] *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 312-316.

« chevaux vaudraient bien mieux [1]. » Quelques membres même, Scott, Blackiston, Weaver, sortis de la salle, se mêlaient familièrement à la foule, et encourageaient ses cris. La chambre persista dans son silence; mais plus elle se montrait ferme, plus le parti se précipitait avec passion vers ses derniers desseins, et cinq jours après cette scène [2], Henri Martyn partit soudainement pour l'Écosse, où Cromwell venait d'entrer.

Au même moment [3] partaient pour l'île de Wight quinze commissaires, cinq lords et dix membres des communes [4], tous, excepté Vane et peut-être lord Say, favorables à la paix. Jamais négociation n'avait excité une plus vive attente; elle devait durer quarante jours. Le roi s'était empressé de l'accepter, donnant sa parole que, pendant cet intervalle, et vingt jours encore après, il ne ferait aucune tentative pour s'évader. Vingt de ses plus anciens serviteurs, grands seigneurs, théologiens, jurisconsultes, avaient été admis à l'aider de leurs conseils; il avait même demandé et obtenu qu'une partie de sa maison et de son service domestique, des pages, des secrétaires, des chambellans, des écuyers, des gens de sa garde-robe, des valets de pied lui fussent rendus à cette occasion [5]. Aussi, à l'arrivée des commissaires dans la petite ville de Newport [6], l'encombrement était tel que

[1] Le 11 septembre. *Parl. Hist.*, t. III, col. 1005-1013. — Whitelocke, p. 330, 331. Rushworth, part. 4, t. II, p. 1257. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 312, dans ma note.

[2] Le 18 septembre. Whitelocke, p. 332.

[3] Le 13 septembre.

[4] Les lords Northumberland, Pembroke, Salisbury, Middlesex et Say; lord Wenman, Hollis, Pierpoint, Vane, Grimstone, sir John Potts, John Crew, Samuel Brown, John Glynn et John Bulkley.

[5] *Parl. Hist.*, t. III, col. 1001. *Journals of the house of Lords* 24 août.

[6] Le 15 septembre.

trois jours s'écoulèrent avant que tous les nouveaux venus eussent réussi à se loger. En attendant, les commissaires se présentaient chaque matin chez le roi, profondément respectueux, mais très réservés, et sans que nul osât l'entretenir en particulier. La plupart en revanche, communiquaient familièrement avec ses conseillers, et lui faisaient passer ainsi leurs avis, l'exhortant surtout à accepter promptement, et presque sans débat, les propositions du parlement; car disaient-ils, tout est perdu si la négociation n'est pas conclue et le roi de retour à Londres avant que l'armée et Cromwell aient eu le temps d'y revenir [1]. Charles semblait croire à la sincérité de leurs conseils et enclin à s'y conformer; mais il nourrissait au fond du cœur une bien autre espérance: Ormond, depuis six mois réfugié à Paris [2], était sur le point de reparaître en Irlande, pourvu de l'argent et des munitions que la cour de France lui avait promis; il devait en arrivant, et de concert avec lord Inchiquin, conclure la paix avec les catholiques, engager contre le parlement une guerre vigoureuse, et le roi, s'évadant alors, retrouverait un royaume et des soldats [3]: » Cette « nouvelle négociation, écrivait-il à sir William Hopkins, « chargé de préparer sa fuite, sera dérisoire comme les « autres; rien n'est changé dans mes desseins. [4]. » Les conférences s'ouvrirent officiellement le 18 septembre, le roi placé sous un dais, au bout de la salle; devant lui, à peu de distance, les commissaires de Westminster, assis autour d'une table; derrière son fauteuil, ses con-

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 222-224. *Mémoires* de Herbert, p. 71.

[2] En mars 1648.

[3] Carte, *Ormond's Life*, t. II, p. 20-38.

[4] En août 1648. Les lettres du roi à sir William Hopkins ont été publiées dans la troisième édition de l'ouvrage de Wagstaff, intitulé: *Vindication of the royal martyr.*

seillers debout et silencieux; car c'était avec le roi en personne que le parlement voulait traiter; tout intermédiaire lui semblait au-dessous de sa dignité; et dans leur ponctuelle soumission, les commissaires s'étaient décidés à grand'peine à souffrir la présence de quelques témoins. Charles soutenait donc seul la discussion; au besoin seulement il pouvait passer dans la chambre voisine et prendre l'avis de ses conseillers [1]. A la vue de leur roi ainsi solitaire et contraint de se suffire à lui même, une secrète émotion traversa le cœur de tous les assistants. Les cheveux de Charles avaient blanchi [2]; l'expression d'une tristesse habituelle s'était unie à la fierté de ses regards; son maintien, sa voix, tous ses traits révélaient une ame toujours hautaine et pourtant vaincue, également incapable de lutter contre sa destinée et de s'en laisser abattre, touchant et singulier mélange de grandeur sans force et de présomption sans espoir. Les propositions du parlement, toujours les mêmes, sauf quelques modifications peu importantes, furent lues et examinées successivement: Charles se prêta de bonne grâce à la discussion, calme, répondant à tout, ne s'irritant d'aucune résistance, habile à faire valoir toutes les ressources de sa cause, étonnant enfin par la fermeté de son esprit, sa douceur, son intelligence des affaires et des lois du royaume, ses adversaires les plus prévenus: « Le roi, dit un jour le comte de Salis-« bury à sir Philippe Warwick, a fait de merveilleux « progrès. — Non, milord, répondit Warwick, le roi a « toujours été ce qu'il est aujourd'hui, mais votre sei-« gneurie s'en est aperçue trop tard. » Bulkley, l'un des commissaires des communes, le pressait de tout ac-

[1] *Mémoires* de Herbert, p. 72; de Warwich, p. 275. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 225.

[2] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 225-226.

cepter, l'assurant que, « le traité une fois conclu, le « diable ne viendrait pas à bout de le rompre. — Mon- « sieur, lui dit Charles, vous appelez cela un traité? « Rappelez-vous, je vous prie, cette querelle de la co- « médie, où l'un des deux champions dit en sortant: Il « y a eu et il n'y a pas eu combat, car il y a eu trois « coups donnés et je les ai reçus tous les trois. C'est « précisément ce qui m'arrive, car j'admets la plupart « de vos propositions; je n'en écarte qu'un très petit « nombre, et vous, vous ne me faites aucune conces- « sion [1]. » Il s'était résigné en effet à consentir, sur le commandement des forces de terre et de mer, sur la nomination aux grands emplois, sur l'Irlande, même sur la légitimité de la résistance qui avait amené la guerre civile, aux demandes du parlement; mais au lieu de céder d'un seul coup et sans hésitation, il disputait pied à pied le terrain qu'il ne pouvait défendre, tantôt adressant lui-même aux chambres des propositions différentes, tantôt essayant d'éluder ses propres concessions, obstiné à soutenir son droit au moment même où il y renonçait, inépuisable en subtilités, en réticences, donnant chaque jour à ses adversaires quelque nouveau motif de penser que la nécessité la plus dure était contre lui leur seule garantie. Il persistait d'ailleurs, autant par conscience que dans l'intérêt de son pouvoir à repousser l'abolition de l'épiscopat et les rigueurs dont on voulait frapper ses principaux partisans. Enfin, après avoir solennellement promis de faire cesser en Irlande toute hostilité [2], il mandait sous main à Ormond [3]: « Obéis- « sez aux ordres de ma femme, nullement aux miens,

[1] *Mémoires* de Warwick, p. 277-278.

[2] *Journals of the house of Lords*, 1er décembre.

[3] Le 10 octobre. Carte, *Ormond's Life*, t. II, Appendice, n° 31, 32, p. 17.

« tant que je ne vous aurai pas fait savoir que je suis li-
« bre de toute contrainte; ne vous inquiétez pas non plus
« de mes concessions sur l'Irlande; elles n'aboutiront à
« rien. » Et le jour où il avait remis pour vingt ans aux chambres[1] le commandement de la force armée, il écrivait à sir William Hopkins: « A vous dire vrai, ma
« grande concession de ce matin n'a été faite que pour
« faciliter ma prochaine évasion; sans cet espoir, jamais
« je n'aurais cédé de la sorte; j'aurais pu, après un re-
« fus, retomber sans trop de chagrin dans ma captivi-
« té; mais j'avoue qu'à présent elle me briserait le cœur,
« car j'ai fait ce que mon évasion peut seule justifier[2]. »

Le parlement, sans les bien connaître, soupçonnait toutes ces perfidies: les amis mêmes de la paix, les hommes les plus émus du sort du roi et du désir de le sauver, ne repoussaient qu'avec embarras les accusations des indépendants. Les dévots presbytériens en même temps, bien que modérés dans leurs intentions politiques, étaient invincibles dans leur haine de l'épiscopat, et ne voulaient admettre, quant au triomphe du covenant, ni moyen terme ni délai. Cette idée s'était de plus établie dans les esprits, qu'après tant de maux attirés sur le pays par la guerre, il fallait que le parti vaincu en subît légalement la responsabilité, et que pour satisfaire à la justice divine, manifestée dans les livres saints par d'éclatants exemples, le crime des vrais coupables fût expié par leur châtiment. On disputait sur le nombre: les enthousiastes populaires voulaient, à l'amnistie que devait proclamer la paix, une multitude d'exceptions; les presbytériens n'en demandaient que sept[3],

[1] Le 9 octobre. *Parl. Hist.*, t. III, col. 1048.

[2] Wagstaff, *Vindication of the royal martyr*, etc., Appendice, p. 161.

[3] Les lords Newcastle et Digby, sir Marmaduke Langdale, sir Richard Greenville, David Jenkins, sir Francis Doddington et sir John Byron.

mais avec un acharnement insurmontable, car ils auraient cru, en y renonçant, accepter leur propre condamnation. Des préjugés étroits, des sentiments haineux s'opposaient ainsi, dans le parti pacifique lui-même, au succès des négociations. Cinq fois pendant leur cours [1] on vota que les offres ou les concessions du roi étaient insuffisantes. Dans ces incertitudes, le terme assigné à la durée des conférences vint à expirer; on le prorogea trois fois [2]; on décida que les dimanches et les jours de fêtes ne seraient pas comptés [3], mais sans rien céder de plus, sans donner aux négociateurs ni instructions nouvelles ni la moindre liberté. Le roi, de son côté, au nom de son honneur et de sa foi, déclarait qu'il n'irait pas plus loin: « Je suis, disait-il, comme ce capitaine, qui, « ne recevant de ses chefs plus de secours, eut la per- « mission de rendre sa place. — Ils ne peuvent me se- « courir quand je le demande, dit-il; qu'ils me secou- « rent donc quand ils pourront; en attendant, je tien- « drai dans la place jusqu'à ce qu'une de ses pierres « serve à couvrir ma tombe. — J'en ferai autant, ajou- « tait Charles, pour l'Église d'Angleterre [4]. » Et la négociation continuait immobile, vaine, propre seulement à faire éclater l'impuissante anxiété des deux partis, obstinés l'un et l'autre à méconnaître et à repousser la nécessité [5].

Cependant toutes choses se précipitaient autour d'eux, prenant d'heure en heure une face plus menaçante. Après

[1] Les 2, 11 et 27 octobre, les 2 et 24 novembre.

[2] Les 2, 18 et 24 novembre.

[3] Le 20 octobre. *Parl. Hist.*, t. III, col. 1058.

[4] *Mémoires* de Warwick, p. 280.

[5] Clarendon, *State-Papers*, t. II, p. 425-454. — *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 222-261. — *Parl. Hist*, t. III, col. 1002-1129, *passim*. — *Mémoires* de Warwick, p. 275-283; de Herbert, p. 70-79. — Bowring, p. 92-145.

deux mois de la résistance la plus acharnée, vaincu par la famine et la sédition [1], Colchester se rendit enfin; et dès le lendemain un conseil de guerre condamna à mort trois de ses plus braves défenseurs, sir Charles Lucas, sir George Lisle et sir Bernard Gascoign, pour l'exemple, dit-on, des rebelles futurs qui seraient tentés de les imiter. En vain les autres prisonniers, lord Capel à leur tête, demandèrent à Fairfax de suspendre l'exécution de l'arrêt, ou d'ordonner qu'ils le subissent tous, puisqu'ils étaient tous aussi coupables que leurs compagnons. Excité ou plutôt intimidé par Ireton, Fairfax ne répondit point, et l'ordre fut donné de fusiller sur-le-champ les trois officiers. Sir Charles Lucas subit le premier son sort: comme il tombait, Lisle courut à lui, l'embrassa, et se relevant aussitôt: « Soldats, cria-t-il, approchez; « vous êtes trop loin. — Soyez tranquille, répondirent « les soldats: nous ne vous manquerons pas. — Camarades, dit Lisle en souriant, j'ai été plus près de vous « et vous m'avez manqué; » et il tomba auprès de son ami. Gascoign se déshabillait déjà quand arriva pour lui un sursis du général [2]. Colchester rendu, il ne restait plus dans les comtés de l'est, aucun foyer d'insurrection. Au nord, Cromwell, vainqueur de Hamilton, entra en Écosse sans obstacle [3], les paysans des comtés de l'ouest se levèrent en masse au premier bruit de sa victoire; et, chaque paroisse conduite par son ministre, ils marchèrent sur Édimbourg pour en chasser les royalistes [4]. A deux lieues de Berwick, dans le château de

[1] Le 27 août 1648. Rushworth, part. 4, t. II, p. 1241-1249.

[2] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 171.

[3] Le 20 septembre.

[4] Cette expédition fut nommée en Écosse l'insurrection des *Whigamores*, du mot *whigam* employé par ces paysans en conduisant leurs chevaux et pour les exciter. De là vint le nom de *Whigs* donné plus tard au parti opposé à la cour, comme représentant et héritier des plus ardents covenantaires écossais. (Burnet, *Hist. de mon temps*, t. I, p. [illegible].)

lord Mordington, Argyle, venu à sa rencontre, eut avec lui une longue conférence [1]: clairvoyants l'un et l'autre, le succès ne les aveuglait point sur le péril; les royalistes écossais, puissants malgré leur défaite, et encore en armes sur plusieurs points, se montraient décidés à ne pas subir sans résistance une réaction sanglante; un traité promptement conclu [2] leur assura le repos et leurs biens, sous la condition de licencier leurs troupes, d'abjurer tout engagement en faveur du roi, et de prêter de nouveau serment à la sainte ligue qui n'eût jamais dû cesser d'unir les deux royaumes. Rentrés ainsi en possession du gouvernement, Argyle et son parti reçurent Cromwell à Édimbourg avec grande pompe; le comité des États, le corps municipal, épurés ou réélus, le clergé et le peuple fanatique l'accablaient chaque jour de visites, de harangues, de sermons, de banquets; mais lui, pressé par les rapports de Henri Martyn, et leur laissant Lambert avec deux régiments pour protéger leur empire, reprit en toute hâte le chemin de l'Angleterre [3]. A peine il était rentré dans le comté d'York, pendant qu'il ne semblait occupé que de dissiper les restes de l'insurrection, de nombreuses pétitions en partirent, toutes adressées aux communes seules, et réclamant prompte justice des délinquants, quels que fussent leur rang et leur nom. Au même moment, le même vœu arriva d'autres comtés, toujours présenté ou soutenu par les amis de Cromwell [4]. Les presbytériens le repoussèrent au nom de la grande

[1] Le 22 septembre. Rushworth, part. 4, t. II, p. 1282.

[2] Le 26, septembre. Burnet, *Memoirs of the Hamiltons*, p. 367, 368. *Histoire de mon temps*, t. I, p. 90, dans ma *Collection*. — Malcolm Laing, *Hist. of Scotland*, t. III, p. 405.

[3] Le 11 octobre. Rushworth, part. 4, t. II, p. 1295, 1296.

[4] Les 10 octobre et 6 novembre.

charte et des lois du royaume: « Monsieur l'orateur, « dit Denis Bond, républicain obscur, ces messieurs pré- « tendent que la chambre n'a pas le droit de juger mi- « lord de Norwich, ni aucun autre lord, parce que c'est « contre la grande charte, et qu'ils ne doivent être ju- « gés que par leurs pairs. Bientôt, j'en ai la confiance, « viendra le jour où nous pendrons le plus grand de « tous ces lords, s'il le mérite, sans aucun jugement par « ses pairs; et nous trouverons, je n'en doute pas, d'hon- « nêtes et fermes juges pour le faire malgré la grande « charte [1]. » La chambre repoussa les pétitions: mais d'autres leur succédèrent aussitôt, bien plus explicites et redoutables, car elles venaient des régiments d'Ireton, Ingoldsby, Fleetwood, Whalley, Overton et demandaient formellement aux communes justice du roi, à Fairfax le rétablissement du conseil général de l'armée, « seul capable, disaient-elles, de prévenir les désastres « qui nous menacent, soit par ses représentations aux « chambres, soit par tout autre moyen [2]. » Le conseil reprit, en effet, ses séances, et le 20 novembre, l'orateur informa les communes que des officiers étaient à la porte, le colonel Ewers à leur tête, venus au nom du général et de l'armée pour leur présenter un papier; c'était une longue remontrance, semblable à celle que sept ans auparavant, à pareil jour [3], et pour rompre décidément avec lui, les communes elles-mêmes avaient adressée au roi; à leur exemple, l'armée énumérait dans celle-ci tous les maux, toutes les craintes de l'Angleterre, les impu-

[1] *Parl. Hist.*, t. III, col. 1040-1042. — Rushworth, part. 4, t. II, p. 1318. — Whitelocke, p. 341.

[2] Les 18 et 30 octobre. *Parl. Hist.*, t. III, col. 1056, 1077. — Rushworth, part. 4, t. II, p. 1297, 1311. — Whitelocke, p. 338, 341. *Journals of the house of Commons.*

[3] Le 21 novembre 1641. Voyez cet ouvrage, t. I, p. 289-292.

tait à la mollesse des chambres, à leur oubli des intérêts publics, à leurs négociations avec le roi; les sommait de le traduire solennellement en justice, de proclamer la souveraineté du peuple, de décréter qu'à l'avenir le roi serait élu par ses représentants, de mettre un terme à leur propre session, de pourvoir en se séparant à l'égale répartition du droit de suffrage, à la tenue régulière des parlements futurs, à toutes les réformes voulues des gens de bien; menaçait enfin, bien qu'à mots couverts, de sauver elle-même la patrie si elle demeurait plus longtemps compromise par la négligence ou la faiblesse d'hommes qui, après tout, n'étaient, comme les soldats, que les délégués et les serviteurs de leurs concitoyens [1].

A cette lecture, s'éleva de toutes parts le plus violent orage: les indépendants, Scott, Holland, Wentworth, demandaient à grands cris qu'à l'instant même on remerciât l'armée de ses francs et courageux conseils; les presbytériens, quelques uns avec indignation, d'autres en termes flatteurs pour les officiers, voulaient que la chambre écartât la remontrance, et, pour marquer son mécontentement, s'abstînt de toute réponse [2]. L'expédient convenait aux timides comme aux braves; ils l'emportèrent après deux débats [3], et à une grande majorité [4]. Mais le jour était venu où les victoires ne servent qu'à précipiter les derniers revers: au dehors comme au dedans de Westminster, l'effervescence et la confusion étaient au comble; déjà on parlait du prochain retour de Cromwell [5]; déjà l'armée annonçait le dessein de

[1] *Parl. Hist.*, t. III, col. 1077-1128. — Whitelocke, p. 350.

[2] *Mercurius pragmaticus*, n° 35.

[3] Les 20 et 29 novembre.

[4] A cent vingt-cinq voix contre cinquante-trois.

[5] Rushworth, part. 4, t. II, p. 1320.

marcher sur Londres [1]. Les royalistes, perdant tout espoir, ne songeaient plus qu'à se venger de leurs ennemis, n'importe par quels moyens: plusieurs membres républicains furent insultés et assaillis dans les rues [2]; plusieurs avis vinrent à Fairfax, même de France, que des cavaliers avaient résolu de l'assassiner à Saint-Albans [3]: à Doncaster, une bande de vingt hommes enleva Rainsborough qui y commandait, et trois d'entre eux le poignardèrent au moment où il essayait de leur échapper [4]; le bruit courut même qu'un complot se tramait pour massacrer, au sortir de Westminster, quatre-vingts des membres les plus influents [5]. Enfin, au milieu de cet anarchique déchaînement, on apprit coup sur coup que, sous deux jours [6] Cromwell serait au quartier général; que dans l'île de Wight, le gouverneur Hammond, suspect de trop d'égards pour le roi et le parlement, avait reçu de Fairfax [7] l'ordre de quitter son poste, de retourner à l'armée, et de remettre au colonel Ewers la garde du roi [8]; qu'à cette nouvelle, Charles saisi de crainte avait étendu ses concessions, clos les conférences de Newport, et que, le jour même [9], les commissaires, porteurs de ses offres définitives, s'étaient mis en route pour en aller rendre compte au parlement.

Ils arrivèrent en effet le lendemain, presque tous profondément émus du péril où ils avaient laissé le roi et

[1] Whitelocke, p. 352. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 1137-1141.

[2] Rushworth, part. 4, t. II, p. 1279. — Whitelocke, p. 335.

[3] *Ibid.*, p. 1280.

[4] Le 29 octobre. Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 190-193. — Whitelocke, p. 341. — Rushworth, part. 4, t. II, p. 1313.

[5] Rushworth, part. 4, t. II, p. 1279. — Whitelocke, p. 335.

[6] Le 2 décembre.

[7] Le 25 novembre.

[8] *Parl. Hist.*, t. III, col. 1133-1137.

[9] Le 28 novembre.

de ses derniers adieux : « Milords, leur avait-il dit, vous « venez prendre congé de moi, et j'ai peine à croire « que nous nous revoyions jamais ; mais que la volonté « de Dieu soit faite ! Je lui rends grâces ; j'ai fait ma « paix avec lui ; je subirai sans peur tout ce qu'il lui « plaira que les hommes fassent de moi. Milords, vous « ne pouvez méconnaître que, dans ma ruine, vous voyez « d'avance la vôtre, et déjà très prochaine. Je prie Dieu « qu'ils vous envoie de meilleurs amis que je n'en ai « trouvé. Je n'ignore rien du complot tramé contre moi « et les miens ; et rien ne m'afflige autant que le spec- « tacle des souffrances de mon peuple, et le pressenti- « ment des maux que lui préparent ces hommes qui, « toujours parlant du bien public, ne s'inquiètent que « d'assouvir leur propre ambition [1]. » Le rapport des commissaires à peine terminé [2], quoique les nouvelles concessions du roi différassent peu de celles qu'ils avaient tant de fois repoussées, les presbytériens proposèrent aux communes de les déclarer satisfaisantes et propres à servir de fondement à la paix. La motion fut même appuyée par Nathaniel Fiennes, fils de lord Say, et naguère l'un des meneurs indépendants les plus emportés. Le débat durait depuis plusieurs heures quand vint à la chambre l'avis d'une lettre de Fairfax au conseil commun, annonçant que l'armée se mettait en marche sur Londres : « La question, la question ! » s'écrièrent aussitôt les indépendants, ardents à profiter de la première alarme. Mais, contre leur attente et malgré tous leurs efforts, le débat fut continué au lendemain [3]. Il recommença bien plus acharné, au milieu du mouvement des troupes qui entraient de toutes parts et pre-

[1] *The works of King Charles the martyr* (Londres, 1662) p. 424.
[2] Le 1er décembre.
[3] *Parl. Hist.*, t. III, col. 1143-1145.

naient leurs logements à Saint-James, à York-House, dans tous les environs du parlement et de la cité. Les indépendants attendaient encore leur succès de la peur: « Aujourd'hui enfin, dit Vane, nous allons savoir quels « sont nos amis et quels nos ennemis; ou, pour parler « plus clairement, nous verrons qui, dans cette cham- « bre, est du parti du roi, et qui du parti du peuple. — « Monsieur l'orateur, reprit vivement un membre dont « le nom est resté inconnu, puisque le préopinant s'est « permis de diviser cette chambre en deux partis, j'au- « rai, je l'espère, le droit d'en faire autant. Oui, mon- « sieur, il y a ici des gens qui veulent la paix, ce sont « ceux qui ont perdu à la guerre; il y en a qui repous- « sent la paix, ce sont ceux qui ont gagné à la guerre. « Je propose donc humblement que les gagnants indem- « nisent les perdants pour nous remettre tous sur le « même pied; sans quoi, il n'y aura pas moyen d'en fi- « nir. » Les indépendants se récrièrent, mais avec embarras; car, dans l'un et l'autre parti, les intérêts personnels exerçaient un empire qu'eux-mêmes osaient à peine nier. Rudyard, Stephens, Grimstone, Walker, Prideaux, Wroth, Scott, Corbet, beaucoup d'autres soutinrent et combattirent tour à tour la motion sans que le débat parût près de sa fin. Le jour baissait; plusieurs membres s'étaient déjà retirés; un indépendant proposa de faire apporter des flambeaux, et de continuer la séance: « Monsieur l'orateur, dit un presbytérien, non « seulement ces messieurs se flattent de nous glacer de « crainte par l'approche de l'armée, mais ils veulent « prolonger toute la nuit la discussion, dans l'espoir « que les membres les plus âgés, qu'on regarde com- « me les plus enclins à la paix, s'en iront de lassitude « avant le moment du vote. J'espère que la chambre « ne sera point dupe de cet artifice. » Et malgré les

clameurs des indépendants, le débat fut de nouveau ajourné [1].

Le surlendemain [2], en entrant en séance, une sombre rumeur agitait la chambre. Le roi, disait-on de toutes parts, avait été enlevé de l'île de Wight, pendant la nuit, malgré sa résistance, et emmené au château de Hurst, espèce de prison située sur la côte en face de l'île, à l'extrémité d'un promontoire aride, désert et malsain. Vivement interpellés, les meneurs indépendants gardaient le silence. La séance commença; l'orateur lut des lettres venues de Newport et adressées à la chambre par le major Rolph, qui y commandait en l'absence de Hammond. La rumeur était fondée, et toute relation désormais impossible, contre le gré de l'armée, entre le roi et le parlement [3].

Le 29 novembre, vers le soir, quelques heures après la clôture des conférences de Newport et le départ des commissaires, un homme déguisé dit à l'un des gens du roi: « Des troupes viennent de débarquer dans l'île; « avertissez le roi qu'il sera enlevé cette nuit. » Charles fit sur-le-champ appeler le duc de Richmond, le comte de Lindsey et le colonel Édouard Cook, officier qui avait sa confiance, leur demandant que faire pour vérifier ce rapport. En vain on essaya de faire parler le major Rolph; on n'en obtint que de courtes et obscures réponses: « Le roi peut dormir en repos cette nuit; sur « ma vie, cette nuit, personne ne le dérangera. » Cook offrit de monter à cheval, de parcourir la côte, d'aller surtout à Carisbrooke, où les troupes, disait-on, étaient

[1] *Parl. Hist.*, t. III, col. 1145-1147. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 326.

[2] Le 4 décembre. Le débat avait été remis au surlendemain 4, parce que le lendemain 3 était un dimanche.

[3] *Parl. Hist*, t. III, col. 1147-1148.

arrivées, voir lui-même ce qui se passait. La nuit était sombre, la pluie violente, le service périlleux; le roi hésitait à l'accepter, Cook insista et partit. Il trouva en effet à Carisbrooke la garnison renforcée, dix ou douze officiers nouveau-venus, le capitaine Bowerman, qui y commandait, presque gardé à vue, partout un air de mystérieuse agitation. Il revenait en toute hâte porter au roi ces renseignements quand, en arrivant à Newport, vers minuit, il vit la maison qu'occupait le roi entourée de gardes; il y en avait sous chaque fenêtre, dans l'intérieur même et jusqu'à la porte de la chambre du roi, où la fumée de leurs pipes pénétrait de toutes parts. Aucun doute n'était plus possible: les deux lords conjurèrent le roi de tenter à l'heure même, et à tout prix, son évasion. Le conseil déplaisait à la gravité craintive de Charles; il allégua la difficulté du succès, l'irritation qu'en prendrait l'armée: « S'ils s'emparent de moi, dit-il, « il faudra bien qu'ils me ménagent; aucun parti ne peut, « sans mon alliance, fonder sûrement son triomphe. — Pre- « nez garde, sire, dit Lindsey, ces gens-là ne se gou- « vernent point par de telles maximes: que votre Ma- « jesté se souvienne de Hampton-Court. — Colonel, de- « manda Richmond à Cook, comment avez-vous pas- « sé? — Cook. J'ai le mot d'ordre. — Richmond. Me fe- « riez-vous passer aussi? — Cook. Je n'en doute pas. » Richmond prit une capote de troupe; ils sortirent, traversèrent tous les postes et revinrent sans obstacle. Debout avec le roi, auprès d'une fenêtre, les deux lords renouvelèrent avec passion leurs instances; le colonel, trempé de pluie, était seul devant la cheminée: « Ned « Cook, lui dit brusquement le roi en se tournant vers « lui, que me conseillez-vous? » Cook hésitait à répondre: « Le roi, dit-il, a ici ses conseillers. — Non, non, « mon cher Ned, je vous ordonne de me dire votre

« avis. — COOK. Eh bien! sire, que votre Majesté me permette de lui adresser une question. — LE ROI. Parlez. — COOK. Si non seulement je dis, mais si je prouve « à votre Majesté que l'armée veut se saisir de sa personne, si j'ajoute que j'ai le mot d'ordre, des chevaux « près d'ici, un bateau à mon service et qui m'attend, « que je suis prêt à accompagner le roi, que cette nuit « si noire semble faite exprès, que je ne vois point de « véritable obstacle, que fera votre Majesté? » Charles garda un moment le silence; puis, secouant la tête: « Non, dit-il, ils m'ont donné leur parole, je leur ai « donné la mienne; je n'y manquerai point. — COOK. « Mais, sire, je présume que, par *ils* et *leur*, votre Majesté veut dire le parlement; or, tout est changé; c'est « l'armée qui veut jeter en prison votre Majesté. — LE « ROI. N'importe; je ne manquerai pas à ma parole: bonsoir, Ned; bonsoir, Lyndsey; je vais dormir aussi longtemps que je pourrai. — COOK. Sire, je crains que ce « ne soit pas long. — LE ROI. Comme il plaira à Dieu. » Il était une heure; ils sortirent, et Charles se coucha, Richmond resté seul auprès de lui.

Au point du jour, on frappa à la porte: « Qui êtes-vous? que voulez-vous? demanda Richmond. — Des officiers de l'armée qui veulent parler au roi. » Richmond n'ouvrait pas, attendant que le roi fût habillé; on frappa de nouveau et avec violence: « Ouvrez, » dit Charles au duc; et avant qu'il fût hors de son lit, plusieurs officiers, le lieutenant-colonel Cobbett à leur tête, se précipitèrent dans la Chambre: « Sire, dit Cobbett, nous avons « ordre de vous emmener. — LE ROI. Ordre de qui? — COBBETT. De l'armée. — LE ROI. Où voulez-vous m'emmener? « — COBBETT. Au château. — LE ROI. A quel château? — « COBBETT. Au château. — LE ROI. Le château n'est pas un « château; je suis prêt pour quelque château que ce soit:

« nommez-le. » Cobbett consulta ses compagnons, et se décidant enfin : « Au château de Hurst ; dit-il. — Le roi, « à *Richmond :* Ils n'en pouvaient nommer un pire. » Et se tournant vers Cobbett : « Ne puis-je avoir aucun de mes « serviteurs ? — Cobbett. Seulement les plus nécessaires. » Charles désigna ses deux valets de chambre, Harrington et Herbert, et Mildmay, son écuyer tranchant. Richmond sortit pour faire préparer le déjeuner ; mais avant qu'il fût prêt, les chevaux arrivèrent : « Sire, dit Cobbett, il faut partir. » Le roi monta en voiture sans mot dire, Harrington, Herbert et Mildmay avec lui. Cobbett se présenta pour y entrer, mais Charles lui barra le chemin avec le pied, et fit fermer aussitôt la portière. On partit sous l'escorte d'un détachement de cavalerie : un petit bâtiment attendait à Yarmouth ; le roi s'embarqua, et trois heures après, il était enfermé à Hurst-Castle, sans aucune communication au dehors, dans un appartement si sombre qu'à midi il y fallait des flambeaux, et sous la garde du colonel Ewers, geôlier bien plus rude et plus menaçant que ne l'avait été Cobbett [1].

A ces nouvelles, les presbytériens donnèrent à leur indignation un libre cours : « La chambre, s'écriaient-« ils, a garanti le roi, pendant son séjour à Newport, « respect, sûreté et liberté ; elle est déshonorée aussi bien « que perdue si elle ne repousse avec éclat cette inso-« lente rébellion. » On vota, en effet, que l'enlèvement du roi avait eu lieu à l'insu et sans le consentement de la chambre ; on reprit avec un redoublement de passion le débat relatif à la paix. Il durait déjà depuis plus de douze heures ; la nuit était très avancée ; quoique l'assemblée fût encore nombreuse, la fatigue commençait à

[1] *Colonel Cook's narrative*, dans Rushworth, part. 4, t. II, p. 1344-1348. — *Mémoires* de Herbert, p. 79-91. *Parl. Hist.*, col. 1149-1151. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 271.

surmonter le zèle des faibles, des vieillards; un homme se leva, fameux entre les martyrs des libertés publiques, mais qui ne siégeait dans la chambre que depuis trois semaines, ce même Prynne qui, douze ans auparavant, avait soutenu contre la tyrannie de Laud et de la cour, le plus rude combat[1]: « Monsieur l'orateur, dit-il, on sait « que je veux parler de la paix, et déjà on me taxe d'a- « postasie; déjà, par allusion au titre de l'un de mes « ouvrages, on m'appelle le favori royal. Voici toutes « les faveurs que j'ai jamais reçues de sa Majesté ou de « son parti. Ils m'ont fait couper les oreilles à deux « reprises et de la façon la plus barbare; ils m'ont mis « trois fois au pilori, deux heures chaque fois; ils ont fait « brûler mes ouvrages, bien qu'autorisés, sous mes yeux « et par la main du bourreau; ils m'ont imposé deux « amendes, chacune de 5,000 livres sterling; il m'ont re- « tenu huit ans en prison sans plumes, sans encre, sans « papier, sans livres, sauf la Bible, sans amis, me donnant « à peine les aliments nécessaires pour me soutenir... Si « quelque membre de cette chambre m'envie ces mar- « ques de la faveur royale, je consens à croire qu'il ne « me traitera pas sans raison d'apostat ou de favori. » Il parla ensuite plusieurs heures, discutant minutieusement toutes les propositions du roi, toutes les prétentions de l'armée, considérant tour à tour sous ses diverses faces l'état du parlement et du pays, grave sans pédanterie, pathétique sans colère, évidemment élevé, par l'énergie et le désintéressement de sa conscience, au-dessus des passions de sa secte, des défauts de son propre caractère et de la portée commune de son talent: « Monsieur l'orateur, dit-il avant de finir, on « prétend que, si nous mécontentons l'armée nous som- « mes perdus; un de ses chefs vient de nous décla-

[1] Voyez cet ouvrage, t. I, p. 217.

« rer qu'elle mettrait bas les armes et ne nous servirait « pas plus longtemps: et alors, dit-on, qu'arrivera-t-il « de nous et de nos fidèles amis? S'il en devait être « ainsi, je ferais peu de cas, je l'avoue, de la protection « de serviteurs à ce point inconstants et mutins; je ne « doute pas que si l'armée nous abandonnait, Dieu et le « royaume ne fussent avec nous; et si, le roi et nous, « nous parvenons à nous entendre pour ce traité, nous « n'aurons pas grand besoin, j'espère, des futurs servi- « ces de l'armée. Quoi qu'il en soit, *fiat justitia, ruat « cœlum;* faisons notre devoir et laissons à Dieu l'évé- « nement. » La chambre avait écouté ce discours avec l'attention et l'émotion la plus profonde; il était neuf heures du matin; la séance durait depuis vingt-quatre heures; deux cent quarante-quatre membres siégeaient encore; on alla enfin aux voix, et il fut décidé par cent quarante suffrages contre cent quatre, que les réponses du roi étaient propres à servir de fondement à la paix [1].

Tout empire échappait aux indépendants; ils avaient épuisé même la peur; tous les membres qu'elle pouvait atteindre s'étaient rendus ou éloignés. En vain Ludlow, Hutchinson et quelques autres, pour jeter dans la chambre quelque embarras, demandèrent à protester contre sa décision; on repoussa leur vœu comme contraire aux usages de la chambre, et sans s'inquiéter de l'éclat qu'ils voulaient lui donner [2]. En sortant de la séance, les meneurs du parti se réunirent; un grand nombre d'officiers, venus le matin du quartier général, se joignirent à eux: le péril était imminent: maîtres de l'armée, ils avaient en main de quoi le repousser; fanatiques sincères ou libertins ambitieux, aucune institution, aucune

[1] *Parl. Hist.*, t. III, col. 1151-1240. — Walker, *Hist. of Independency*, part. 2, p. 15.

[2] *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 327 ; de mistriss Hutchinson, t. II, p. 185.

loi, aucune coutume ne leur imposait plus : pour les uns, c'était un devoir de sauver la bonne cause ; pour les autres, il y avait nécessité. On convint que le jour était venu, et six des assistants, trois membres de la chambre et trois officiers, furent chargés de préparer le succès. Ils passèrent ensemble plusieurs heures, la liste des communes sur la table, examinant un à un la conduite et les sentiments de chaque membre, recueillant des rapports, envoyant des ordres à leurs affidés. Le lendemain 6 décembre, à sept heures du matin, par les soins d'Ireton, et avant que Fairfax fût informé de rien, des troupes étaient en mouvement. De l'aveu de Skippon, les postes de milice, chargés de la garde des chambres, avaient été retirés ; deux régiments, ceux du colonel Pride, infanterie, et du colonel Rich, cavalerie, occupaient la cour, la grande salle de Westminster, l'escalier, le vestibule, toutes les avenues de la chambre : à la porte même des communes, se tenait Pride, la liste des membres proscrits à la main, et auprès de lui lord Grey de Grooby et un huissier qui prenaient soin de les lui indiquer à mesure qu'ils arrivaient : « Vous n'entrerez « pas, » disait Pride à chacun d'eux, et il faisait même arrêter et emmener les plus suspects. Un violent tumulte s'éleva bientôt tout autour de la chambre ; les membres exclus tentaient toutes les avenues, invoquaient leur droit, interpellaient les soldats ; les soldats riaient et se moquaient. Quelques uns, Prynne entre autres, résistèrent obstinément : « Je ne ferai, dit-il, pas un seul pas « de mon gré ; et quelques officiers le poussèrent avec insulte jusqu'au bas de l'escalier, charmés de joindre au triomphe de la force le plaisir de la brutalité. Quarante et un membres furent arrêtés de la sorte et momentanément enfermés dans deux pièces voisines ; beaucoup d'autres exclus sans qu'on les arrêtât. Deux

seulement de ceux que comprenait la liste de Pride, Stephens et le colonel Birch, avaient réussi à entrer dans la chambre; on les attira à la porte sous de faux prétextes, et des soldats se saisirent d'eux à l'instant: « Mon« sieur l'orateur, s'écria Birch, en essayant de se reje« ter dans la salle, la chambre souffrira-t-elle que ses « membres soient ainsi chassés sous ses yeux, et conti« nuerez-vous de siéger immobiles? » La chambre envoya son sergent d'armes porter aux membres qui se trouvaient dehors l'ordre de se rendre à leur poste; Pride les retint: renvoyé une seconde fois, le sergent ne put parvenir jusqu'à eux. La chambre décida qu'elle ne s'occuperait de rien tant qu'ils ne lui seraient pas rendus, et chargea un comité d'aller sur-le-champ les redemander au général. Le comité à peine sorti, un message vint de l'armée, présenté par le lieutenant-colonel Axtell et quelques officiers; ils réclamaient l'exclusion officielle des membres arrêtés et de tous ceux qui avaient voté naguère en faveur de la paix. La chambre ne répondit point, attendant le résultat des démarches de son comité. Le comité rapporta que le général à son tour refusait de répondre jusqu'à ce que la chambre eût pris, sur le message de l'armée, quelque résolution. Cependant les membres exclus étaient enlevés de Westminster, et promenés dans Londres de quartier en quartier, de taverne en taverne, tantôt entassés dans quelques voitures, tantôt à pied, dans la boue, entourés de soldats qui leur demandaient compte de leurs arrérages. Le prédicateur Hugh Peters, chapelain de Fairfax, vint solennellement, et l'épée au côté, prendre leurs noms de la part du général; sommé par plusieurs d'entre eux de dire de quel droit on les arrêtait: « Du droit de l'épée, » répondit-il. Ils firent prier le colonel Pride de les entendre: « Je « n'ai pas le temps, dit Pride, j'ai autre chose à faire. »

Fairfax et son conseil, en séance à Whitehall, leur promirent enfin audience: ils s'y rendirent; mais après plusieurs heures d'attente, trois officiers vinrent leur annoncer que le général, trop pressé, ne pouvait les recevoir. Quelque embarras se cachait sous tant de mépris; on évitait leur rencontre; on craignait que leur invincible entêtement ne provoquât trop de rigueurs. Malgré l'audace de leurs desseins et de leurs actes, les vainqueurs mêmes portaient au fond de l'ame, et sans s'en douter, un secret respect à l'ordre ancien et légal; en dressant leur liste de proscription, ils s'étaient contenus dans les limites d'une rigoureuse nécessité, espérant qu'une seule épuration suffirait à assurer leur triomphe. Ils voyaient avec trouble la chambre obstinée à réclamer ses membres, et leurs adversaires conservant un parti puissant, peut-être la majorité. Cependant l'hésitation était impossible: on résolut recommencer. Le lendemain 7, des troupes fermèrent une seconde fois les avenues de la chambre; la même scène se renouvela: quarante membres furent encore écartés; on en arrêta quelques uns dans leurs maisons. Ils écrivirent à la chambre pour demander leur mise en liberté; mais cette fois la défaite des presbytériens était consommée; au lieu de leur répondre, la chambre accueillit, à cinquante voix contre vingt-huit, la motion de prendre en considération les propositions de l'armée. Cette dernière minorité se retira d'elle-même, protestant qu'elle ne rentrerait point dans la chambre tant que justice ne serait pas faite à ses collègues; et après l'expulsion de cent quarante-trois membres, qui pour la plupart ne furent point arrêtés ou sortirent de prison peu à peu et sans bruit, les républicains et l'armée se virent enfin, dans le parlement comme au dehors, en pleine possession du pouvoir [1].

[1] *Parl. Hist.*, t. III, col. 1240-1249. — Rushworth, part. 4, t. II, p. 1353-1356. — Whitelocke, p. 354-355. — *Mémoires* de Ludlow,

Tout céda, tout se tut dès ce jour; aucune résistance, aucune voix ne vint plus troubler le parti dans l'ivresse de sa victoire; seul il parlait, seul il agissait dans le royaume, et pouvait croire à la soumission ou au consentement universel. Aussi l'enthousiasme des fanatiques était au comble: « Comme Moïse, » disait Hugh Peters aux généraux en prêchant devant les débris des deux chambres, « comme Moïse, vous êtes destinés à tirer le « peuple de la servitude d'Égypte: comment s'accom- « plira ce dessein? c'est ce qui ne m'a pas encore été « révélé. » Il mit sa tête dans ses mains, se baissa sur un coussin placé devant lui, et se relevant tout à coup: « Voici, voici maintenant la révélation, je vais vous en « faire part. Cette armée extirpera la monarchie, non « seulement ici, mais en France et dans les autres royau- « mes qui nous entourent; c'est par là qu'elle vous ti- « rera d'Égypte. On dit que nous entrons dans une route « jusqu'ici sans exemple: que pensez-vous de la vierge « Marie? y avait-il auparavant quelque exemple qu'une « femme pût concevoir sans la société d'un homme? ceci « est un temps qui servira d'exemple aux temps à ve- « nir [1]. » Et le peuple du parti se livrait avec transport à ce mystique orgueil. Au milieu de tant d'exaltation, le jour même où les derniers restes des presbytériens se retiraient des communes [2], Cromwell y vint reprendre sa place: « Dieu m'est témoin, répétait-il partout, que je « n'ai rien su de ce qui s'est fait naguère dans cette « chambre, mais puisque l'œuvre est consommée, j'en

t. I, p. 328-333; — de mistriss Hutchinson, t. II, p. 185-190; — de Fairfax, p. 411-412; — Walker, *Hist. of independency*, part. 4, p. 29 et suiv.

[1] Walker, *Hist. of independency*, part. 2, p. 49-50. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 1252.

[2] Le 7 décembre.

« suis bien aise, et maintenant il faut la soutenir[1]. » La chambre l'accueillit avec les plus éclatants témoignages de reconnaissance. L'orateur lui adressa, pour sa campagne d'Écosse, des remercîments officiels; et en sortant de la séance, il alla prendre son logement à Whitehall, dans les appartements mêmes du roi[2]. Le lendemain, l'armée s'empara des caisses des divers comités, forcée, dit-elle, de pourvoir elle même à ses besoins, pour ne pas peser plus longtemps sur le pays[3]. Trois jours après[4], elle envoya à Fairfax, sous le titre de *nouvel accord du peuple*, un plan de gouvernement républicain, rédigé, dit-on, par Ireton, et l'invita à le mettre en discussion dans le conseil général des officiers, qui le présenterait ensuite au parlement[5]. En attendant, et sans prendre la peine de demander l'aveu des lords, les communes révoquèrent tous les actes, tous les votes adoptés naguère en faveur de la paix et qui auraient fait obstacle à la révolution[6]. Enfin les pétitions reparurent pour que justice fût faite du roi, seul coupable de tant de sang versé[7], et un détachement partit du quartier général avec ordre de l'amener de Hurst-Castle à Windsor.

Le 17 décembre, au milieu de la nuit, Charles fut réveillé par le bruit du pont-levis qui se baissait et d'une troupe d'hommes à cheval qui entrait dans la cour du château. En un moment le silence se rétablit; mais Charles était inquiet; avant qu'il fût jour, il sonna Herbert,

[1] *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 336.

[2] *Parl. Hist.* t. III, col. 1246. — Walker, *Hist. of independency*, part. 2, p. 34. — Whitelocke, p. 357.

[3] Rushworth, part. 4, t. II, p. 1356.

[4] Le 11 décembre.

[5] Rushworth, part. 4, t. II, p. 1358, 1363.

[6] Les 12 et 13 décembre. *Parl. Hist.*, t. III, col. 1247-1249.

[7] Rushworth, part 4, t. II, p. 1372.

couché dans la chambre voisine: « N'avez-vous rien en-« tendu cette nuit? lui demanda-t-il. — J'ai entendu la « chute du pont-levis, dit Herbert; mais je n'ai pas osé, « sans l'ordre du roi, sortir de ma chambre à une heure « si indue. — Allez savoir qui est arrivé. » Herbert sortit, et bientôt de retour: « C'est le colonel Harrison, « sire. » Un trouble subit parut dans les traits du roi. — « Êtes-vous bien sûr que ce soit le colonel Harrison? — « Herbert. C'est du capitaine Reynolds que je le tiens. « — Le roi. En ce cas, je le crois; mais avez-vous vu le « colonel? — Herbert. Non, sire. — Le roi. Et Reynolds « vous a-t-il dit pourquoi il venait? — Herbert. J'ai tout « fait pour le savoir; mais la seule réponse que j'aie pu « obtenir, c'est que le motif de la venue du colonel se-« rait bientôt connu. » Le roi renvoya Herbert, puis le rappela au bout d'une heure, toujours profondément troublé, les larmes aux yeux et l'air abattu: « Pardon, « sire, lui dit Herbert, mais je suis consterné de voir à « votre Majesté tant de chagrin de cette nouvelle. — Je « ne suis point effrayé, répondit Charles, mais ce que « vous ne pouvez savoir, c'est que cet homme est le mê-« me qui avait formé le projet de m'assassiner pendant « les dernières négociations. Une lettre m'en a averti. Je « ne me rappelle pas l'avoir jamais vu, ni lui avoir fait « aucun mal. Je ne voudrais pas être surpris. Ce lieu « est tout propre à un tel crime. Retournez, et informez-« vous de nouveau de ce qui amène Harrison. » Plus heureux cette fois, Herbert apprit que le colonel venait pour faire conduire le roi à Windsor, dans trois jours au plus tard, et se hâta de le lui rapporter; la joie brilla dans les yeux de Charles: « A la bonne heure, dit-il; « ils deviennent donc plus traitables: Windsor est un « lieu où je me suis toujours plu; j'y serai dédommagé « de ce que j'ai souffert ici. »

Deux jours après, en effet, le lieutenant-colonel Cobbett vint dire au roi qu'il avait ordre de l'emmener sur-le-champ à Windsor, où Harrison était déjà retourné. Charles, loin de s'en plaindre, pressa lui-même le départ. Il trouva, à une lieue de Hurst, un corps de cavalerie chargé de l'escorter jusqu'à Winchester. Partout sur sa route accourait une foule nombreuse, gentilshommes, bourgeois, paysans, les uns simples curieux, qui se retiraient après l'avoir vu passer, les autres vivement émus et faisant tout haut des vœux pour sa liberté. Comme il arrivait à Winchester, le maire et les aldermen vinrent au-devant de lui, et lui présentant, selon l'usage, la masse et les clefs de leur ville, lui adressèrent un discours plein d'affection. Mais Cobbett, poussant brusquement vers eux, leur demanda s'ils oubliaient donc que la chambre avait déclaré traître quiconque ferait quelque adresse au roi; et saisis de terreur, ils se répandirent en humbles excuses, protestant qu'ils ignoraient la volonté de la chambre, et suppliant Cobbett d'en obtenir leur pardon. Le lendemain, le roi reprit sa route. Entre Alresford et Farnham parut en bataille un nouveau corps de cavalerie, chargé de relever celui qui l'avait escorté jusque-là: un officier le commandait, de bonne mine, richement équipé, un bonnet de velours sur la tête, un justaucorps de buffle sur le dos, une écharpe de soie cramoisi, ornée de franges, autour du corps. Charles, frappé de sa contenance, passa près de lui au petit pas, en reçut un salut respectueux, et rejoignant Herbert: « Quel est, « lui dit-il, cet officier? — Le colonel Harrison, sire. » Le roi se retourna aussitôt, considéra le colonel longtemps et si attentivement que celui-ci, embarrassé, se retira derrière la troupe pour éviter ses regards: « Cet « homme, dit Charles à Herbert, a la tournure d'un vrai « soldat; je me connais en physionomies: la sienne me

« plaît, ce n'est pas là un assassin. » Le soir, à Farnham, où le cortége s'arrêta pour coucher, Charles aperçut le colonel dans un coin de la salle, et lui fit signe d'approcher. Harrison obéit avec déférence et embarras, l'air rude et timide en même temps : le roi le prit par le bras, l'emmena dans une embrasure de fenêtre, s'entretint près d'une heure avec lui, lui parla même de l'avis qu'il avait reçu sur son compte : « Rien n'est plus faux, sire, « dit Harrison. Voici ce que j'ai dit, et je puis le répé« ter : c'est que la justice ne fait point acception des per« sonnes, et que la loi est également obligatoire pour « les grands et pour les petits ; » et il appuya sur ces derniers mots avec une affectation marquée. Le roi rompit l'entretien, se mit à table, et n'adressa plus la parole à Harrison, sans paraître cependant attacher à sa réponse aucun sens qui le pût inquiéter.

Il devait arriver le lendemain à Windsor : en partant de Farnham, il déclara qu'il voulait s'arrêter à Bagshot et dîner au milieu de la forêt, chez lord Newburgh, un de ses plus fidèles cavaliers. Harrison n'osa refuser, quoique tant d'insistance lui inspirât quelques soupçons. Ils étaient légitimes. Lord Newburgh, grand amateur de chevaux, en avait un qui passait pour le plus léger de toute l'Angleterre : depuis longtemps en correspondance secrète avec le roi, il l'avait engagé à blesser en route celui qu'il montait, promettant de lui en donner un avec lequel il lui serait facile d'échapper soudainement à son escorte, et de déjouer, à travers les sentiers de la forêt que le roi connaissait très bien, la poursuite la plus acharnée. Charles, en effet, de Farnham à Bagshot, se plaignit sans cesse de son cheval, disant qu'il en voulait changer. Mais à peine arrivé, il apprit que, la veille, celui sur lequel il comptait avait reçu dans l'écurie un coup de pied si rude qu'il était hors d'état de servir. Lord

Newburgh désolé en offrit d'autres au roi, excellents, disait-il, et qui suffiraient à son dessein. Mais, avec le plus rapide même, l'entreprise eût été périlleuse, car les cavaliers de l'escorte se tenaient toujours très près du roi, tous un pistolet armé à la main. Charles renonça sans peine à courir de tels hasards; et le soir, en arrivant à Windsor, charmé de rentrer dans un de ses palais, d'y occuper sa chambre accoutumée, de trouver toutes choses préparées pour le recevoir à peu près comme au temps où il venait, avec sa cour, passer dans ce beau lieu des jours de fête, loin de se sentir tourmenté de sinistres présages, il avait presque oublié qu'il était prisonnier [1].

Le même jour [2], presque au même moment, les communes votaient qu'il serait traduit en justice, et chargeaient un comité de préparer l'accusation. Malgré le petit nombre de membres présents, plusieurs voix s'élevèrent contre la mesure; les uns demandaient qu'on se bornât à le déposer, comme on avait fait jadis pour quelques uns de ses prédécesseurs; d'autres, sans le dire, auraient souhaité qu'on s'en défît obscurément et de manière à profiter de sa mort sans en répondre. Mais les libertins hardis, les enthousiastes sincères, les républicains rigides voulaient un jugement public, solennel, qui prouvât leur force et proclamât leur droit [3]. Cromwell seul, plus ardent que nul autre à le provoquer, gardait encore, en en parlant, d'hypocrites mesures: « Si « quelqu'un, dit-il, faisait cette motion de dessein pré-

[1] *Mémoires* de Herbert, p. 93-104. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 289-292 — Rushworth, part. 4, t. II, p. 1375. — Whitelocke, p. 359.

[2] Le 23 décembre. *Parl. Hist.*, t. III, col. 1252.

[3] Whitelocke, p. 358. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 283 et suiv.

« médité, je le regarderais comme le plus insigne traître « qui fût au monde; mais puisque la Providence et la né- « cessité ont jeté la chambre dans cette délibération, je « prie Dieu de bénir ses conseils, quoique je ne sois pas « prêt à donner sur-le-champ mon avis [1]. » Par l'un de ces étranges mais invincibles scrupules où l'iniquité éclate en essayant de se couvrir, pour ne pas mettre le roi en jugement sans une loi au nom de laquelle on pût le condamner, on vota en principe [2] qu'il y avait trahison de sa part à faire la guerre au parlement: et sur la motion de Scott [3], une ordonnance fut aussitôt adoptée, instituant une haute cour chargée de le juger [4]. Cent cinquante commissaires y devaient siéger: six pairs, trois grands juges, onze baronnets, dix chevaliers, six aldermen de Londres, tous les hommes importants du parti dans l'armée, dans les communes, dans la cité, sauf Saint-John et Vane, qui déclarèrent formellement qu'ils désapprouvaient l'acte et n'y voulaient prendre aucune part. Quand l'ordonnance fut présentée à la sanction de la chambre haute [5], quelque fierté se ranima dans cette assemblée jusque-là si servile qu'elle semblait avoir accepté sa propre nullité: « Il n'y a point de parlement « sans le roi, soutint lord Manchester; le roi ne peut « donc être traître envers le parlement. Il a plu aux « communes, dit lord Denbigh, d'insérer mon nom dans « leur ordonnance; mais je me laisserais mettre en piè- « ces plutôt que de m'associer à une telle infamie. — » Je n'aime point, dit le vieux comte de Pembroke, à me « mêler d'affaires de vie et de mort; je ne parlerai point

[1] Walker, *Hist. of independency*, part. 2, p. 54.
[2] Le 2 janvier. *Parl. Hist.*, t. III, col. 1253.
[3] Walker, *Hist. of independency*, part. 2, p. 55.
[4] *Parl. Hist.*, t. III, col. 1254.
[5] Le 2 janvier.

« contre cette ordonnance, mais je n'y consentirai point. » Et les lords présents, au nombre de douze, la rejetèrent à l'unanimité [1]. Le lendemain, ne recevant des lords aucun message, les communes chargèrent deux de leurs membres de se rendre à la chambre haute, de s'en faire apporter les registres [2] et d'y prendre connaissance de sa résolution. Sur leur rapport [3], elles votèrent à l'instant que l'opposition des lords n'arrêterait rien; que le peuple étant, après Dieu, la source de tout pouvoir légitime, les communes d'Angleterre, élus et représentants du peuple, possédaient le pouvoir souverain; et par une nouvelle ordonnance [4], la haute cour de justice, instituée au nom des communes seules et réduite à cent trente-cinq membres [5], eut ordre de s'assembler sans retard pour régler les préparatifs du procès.

Elle se réunit en effet, dans ce dessein et en séance secrète, les 8, 10, 12, 13, 15, 17, 18 et 19 janvier, sous la présidence de John Bradshaw, cousin de Milton, jurisconsulte estimé au barreau; grave et doux dans ses mœurs, mais d'un esprit étroit et dur, fanatique sincère et pourtant ambitieux, enclin même à quelque avidité dans sa fortune, quoique prêt à donner sa vie pour son opinion. Telle était l'anxiété publique qu'une insurmontable di-

[1] *Parl. Hist.*, t. III, col. 1256.

[2] *Ibid.*

[3] Le 4 janvier.

[4] Le 6 janvier. *Parl. Hist.*, t. III, col. 1257.

[5] Le retranchement de six pairs et des trois grands juges avait réduit à 141 le nombre primitif des commissaires; on y ajouta deux jurisconsultes, Bradshaw et Nicholas, ce qui le portait à 143. Cependant la seconde ordonnance ne contient que 135 noms; il y eut sans doute des retranchements ou des omissions qu'on ne prit pas la peine d'expliquer. L'alderman Rowland Wilson, par exemple, refusa de concourir au jugement, et ne se retrouve pas sur la seconde liste. (Whitelocke, p. 363).

vision éclata dans le sein même de la cour: aucune convocation, aucun effort ne parvint à réunir aux séances préparatoires plus de cinquante-huit membres. Fairfax s'y rendit la première fois, et ne reparut plus. Parmi les membres présents eux-mêmes, plusieurs ne vinrent que pour déclarer leur opposition: telle fut entre autres la conduite d'Algernon Sidney, jeune encore, mais déjà influent dans le parti républicain. Retiré depuis quelque temps au château de Penshurst, chez lord Leicester, son père, quand il apprit sa nomination à la haute cour, il partit sur-le-champ pour Londres; et dans les séances des 13, 15 e 19 janvier, quoique la question parût décidée, il s'opposa vivement au procès. Il redoutait surtout l'aversion que prendrait le peuple pour la république, peut-être même une insurrection soudaine qui sauverait le roi et la perdrait sans retour: « Personne ne « remuera, s'écria Cromwell, importuné de tels présa- « ges; je vous dis que nous lui couperons la tête avec « la couronne dessus. — Faites ce qui vous plaira, ré- « pliqua Sidney, je ne puis vous empêcher: mais à coup « sûr je ne serai de rien dans cette affaire: » et il sortit pour ne plus revenir [1]. Réduite enfin aux membres qui acceptaient leur mission, la cour ne s'occupa plus que de régler les formes du procès. John Coke, avocat de quelque renom et ami intime de Milton, fut nommé procureur général, et, comme tel, chargé de porter la parole, soit en dressant l'acte d'accusation, soit dans le cours des débats. Elsing, greffier des communes jusqu'à cette époque, venait de se retirer sous prétexte de maladie; Henri Scobell fut choisi pour le remplacer. On détermina soigneusement quels régiments et combien seraient de service pendant le cours du procès; où se-

[1] *Leicester's Journal*, by Blencowe, p. 237. — Godwin, *Hist. of the rebell.*, t. II, p. 669.

raient postées les sentinelles, et l'on en plaça jusque sur les plombs, partout où quelque fenêtre avait jour sur la salle; quelles barrières seraient dressées pour séparer partout le peuple, non seulement du tribunal, mais aussi des soldats. Le 20 janvier fut assigné enfin pour la comparution du roi devant la cour, à Westminster-Hall; et dès le 17, comme si la condamnation eût déjà été prononcée, les communes avaient chargé un comité de parcourir tous les palais, châteaux et demeures du prince, pour y dresser un inventaire exact de ses meubles, désormais la propriété du parlement [1].

Quand le colonel Whitchcott, gouverneur de Windsor, annonça au roi que, sous peu de jours, il serait transféré à Londres: « Dieu est partout, répondit Charles, et « partout le même en puissance comme en bonté [2]. » La nouvelle le frappa pourtant d'une vive et subite inquiétude: il vivait depuis trois semaines dans la plus étrange sécurité, rarement et mal instruit des résolutions des chambres, se reparaissant de quelques rapports venus d'Irlande, et qui lui promettaient de prompts secours, plus confiant, plus gai même que ne l'avaient vu depuis longtemps ses serviteurs: « Dans six mois, disait-il, la paix « sera rétablie en Angleterre; sinon, je recevrai d'Irlande, « de Danemarck et d'autres royaumes, les moyens de ren« trer dans mes droits [3]. » Et un autre jour: « J'ai en« core trois cartes à jouer, dont la plus mauvaise peut « suffire à me faire tout regagner [4]. » Naguère cependant une circonstance l'avait troublé: jusque vers la fin de son séjour à Windsor, il était traité et servi avec toute

[1] *Parl. Hist.*, t. III, col. 1259. — *State-Trials*, t. IV, col. 1045-1067. — *Procès de Charles Ier*, p. 1-10, dans ma *Collection*.

[2] *Mémoires* de Herbert, p. 108.

[3] Whitelocke, p. 361.

[4] *Leicester's Journal*. — Godwin, *Hist. of the commonwealth*, t. II, p. 660.

l'étiquette de la cour; il dînait en public, dans le salon de parade, sous le dais; le chambellan, l'écuyer tranchant, le maître d'hôtel, l'échanson s'acquittaient de leurs fonctions dans les formes accoutumées; on lui présentait la coupe à genoux, on apportait les plats couverts, on les goûtait, et il jouissait avec gravité de ces respects solennels. Tout à coup, sur une lettre venue du quartier général, cet ordre changea: des soldats apportèrent les plats découverts, on ne les goûta point, nul ne se mit plus à genoux, l'étiquette habituelle du dais cessa complètement: Charles en ressentit un amer chagrin: « Les égards « qu'on me refuse, disait-il, n'ont jamais manqué à un « souverain, pas même à des sujets d'un rang élevé: est-« il rien au monde de plus méprisable qu'un prince qu'on « avilit? » Et pour échapper à cette insulte, il ne voulut plus prendre ses repas que dans sa chambre, presque seul, choisissant lui-même deux ou trois plats sur la liste qu'on lui présentait [1].

Le vendredi 19 janvier, un corps de cavalerie parut à Windsor, Harrison à la tête, chargé d'emmener le roi; un carrosse à six chevaux attendait dans la grande cour du château. Charles y monta, et quelques heures après, il était rentré à Londres, au palais de Saint-James, partout entouré de gardes, deux sentinelles à la porte même de sa chambre, Herbert resté seul pour son service et couchant à côté de son lit [2].

Le lendemain 20, vers midi, la haute cour, réunie d'abord en séance secrète dans la chambre peinte, s'apprêtait à régler les derniers détails de sa mission; la prière commune était à peine terminée; on vint annoncer que le roi, transporté dans une chaise fermée, entre deux

[1] *Mémoires* de Herbert, p. 109-113.

[2] *Ibid.*, p. 109. — Rushworth, part. 4, t. II, p. 1395. — *State-Trials*, t. V, col. 1019: déposition de Nutley dans le procès de Harrison.

haies de soldats, était sur le point d'arriver. Cromwell courut à la fenêtre, et revenait tout à coup, pâle et pourtant très animé: « Le voici, le voici, Messieurs! l'heure « de la grande affaire approche: décidez promptement, « je vous en prie, ce que vous aurez à lui répondre, car « il vous demandera sur-le-champ au nom de qui et de « quelle autorité vous prétendez le juger. » Personne ne prenait la parole: « Au nom des communes assemblées en « parlement et de tout le bon peuple d'Angleterre, » dit Henri Martyn [1]. Nulle objection ne s'éleva: la cour se mit en marche pour se rendre solennellement à Westminster Hall; en tête s'avançait le lord président Bradshaw; on portait devant lui l'épée et la masse; seize officiers, armés de pertuisanes, précédaient la cour. Le président prit place sur un fauteuil de velours cramoisi; à ses pieds le greffier assis près d'une table couverte d'un riche tapis de Turquie, et sur laquelle on déposa la masse et l'épée; à droite et à gauche, sur des siéges de drap écarlate, les membres de la cour; aux deux extrémités, les hommes d'armes, un peu en avant du tribunal. La cour installée, on ouvrit toutes les portes: la foule se précipita dans la salle: le silence rétabli, et après la lecture de l'acte des communes qui instituait la cour, on fit l'appel nominal: soixante-neuf membres étaient présents. « Sergent, dit Bradshaw, qu'on amène le prisonnier [2]. »

[1] *State-Trials*, t. V, col. 1201: déposition de sir Purbek Temple dans le procès de Henri Martyn.

[2] La plupart des faits du procès du roi sont tirés des deux relations contemporaines insérées dans les *State-Trials* (t. IV, col. 989, 1154), et qui ont été presque complètement traduites dans ma *Collection*, sous le titre de *Procès de Clarles Ier*. J'y renvoie donc une fois pour toutes, et n'userai de citations particulières que pour les détails puisés ailleurs; j'en ai tiré un grand nombre, et ce ne sont pas les moins caractéristiques, des procès-verbaux des procès intentés aux régicides après la restauration en 1660 (*State-Trials*, t. V, col. 947-1363).

Le roi parut sous la garde du colonel Hacker et de trente-deux officiers : un fauteuil de velours cramoisi était préparé pour lui à la barre ; il s'avança, porta sur le tribunal un long et sevère regard, s'assit dans le fauteuil sans ôter son chapeau, se releva soudain, regarda derrière lui la garde placée à la gauche et la foule des spectateurs à la droite de la salle, reporta les yeux sur les juges, puis se rassit au milieu du silence universel.

Bradshaw se leva à l'instant : « Charles Stuart, roi d'An-
« gleterre, dit-il, les communes d'Angleterre assemblées
« en parlement, profondément pénétrées du sentiment des
« maux qu'on a fait tomber sur cette nation, et dont vous
« êtes considéré comme le principal auteur, ont résolu de
« poursuivre le crime du sang ; dans cette intention, elles
« ont institué cette haute cour de justice devant laquelle
« vous comparaissez aujourd'hui. Vous allez entendre
« les charges qui pèsent sur vous. »

Le procureur général, Coke, se levait pour prendre la parole : « Silence ! » dit le roi en le touchant de sa canne sur l'épaule : Coke se retourna surpris et irrité ; la pomme de la canne du roi tomba ; une courte mais profonde altération parut dans ses traits ; aucun de ses serviteurs n'était à portée de ramasser pour lui la pomme ; il se baissa, la reprit lui-même, se rassit, et Coke lut l'acte d'accusation qui, imputant au roi tous les maux nés d'abord de sa tyrannie, ensuite de la guerre, demandait qu'il fût tenu de répondre aux charges, et que justice fût faite de lui comme tyran, traître et meurtrier.

Pendant cette lecture, le roi, toujours assis, promenait, tantôt sur les juges, tantôt sur le public, des regards tranquilles : un moment il se leva de nouveau, tourna le dos au tribunal pour regarder derrière lui, et se rassit l'air à la fois curieux et indifférent. Aux seuls mots de « Charles Stuart, tyran, traître et meurtrier, » il se mit à rire, quoique toujours silencieux.

La lecture achevée : « Monsieur [1], dit Bradshaw au roi, « vous avez entendu votre acte d'accusation ; la cour « attend votre réponse. »

Le roi. « Je voudrais savoir par quel pouvoir je suis « appelé ici. J'étais, il n'y a pas longtemps, dans l'île de « Wight, en négociation avec les deux chambres du par- « lement, sous les garanties de la foi publique. Nous « étions près de conclure le traité. Je voudrais savoir « par quelle autorité, j'entends légitime, car il y a dans « le monde beaucoup d'autorités illégitimes, comme celle « des brigands et des voleurs de grand chemin, je vou- « drais, dis-je, savoir par quelle autorité j'ai été tiré de « là et conduit de lieu en lieu, je ne sais à quelle inten- « tion. Quand je connaîtrai cette autorité légitime, je ré- « pondrai. »

Bradshaw. « Si vous aviez bien voulu faire attention « à ce qui vous a été dit par la cour à votre arrivée ici, « vous sauriez quelle est cette autorité. Elle vous requiert, « au nom du peuple d'Angleterre dont vous avez été élu « roi, de lui répondre. »

Le roi. « Non, Monsieur, je nie ceci. »

Bradshaw. « Si vous ne reconnaissez pas l'autorité de « la cour, elle va procéder contre vous. »

Le roi. « Je vous dis que l'Angleterre n'a jamais été « un royaume électif, qu'elle est depuis près de mille « ans un royaume héréditaire. Faites-moi donc connaî- « tre par quelle autorité je suis appelé ici. Voilà M. le

[1] Bradshaw donne au roi le même titre de *sir* que le roi donne à Bradshaw, et qui signifie également *sir* et *monsieur ;* j'ai hésité sur le choix à faire entre ces deux versions, et me suis enfin décidé pour *monsieur :* 1° parce que le fond même du langage de Bradshaw ne paraît pas comporter un autre titre donné au roi ; 2° parce que, dans tout le cours du procès, il n'a pas une seule fois appelé le roi *votre Majesté,* ce qui semble indiquer le dessein de supprimer les ancien- nes formes du respect.

« lieutenant-colonel Cobbett, demandez-lui si ce n'est « pas de force qu'il m'a emmené de l'île de Wight. « Je soutiendrai autant que qui que ce soit les jus- « tes priviléges de la chambre des communes. Où « sont les lords? Je ne vois pas ici de lords pour con- « stituer un parlement [1]. Il y faudrait aussi un roi. « Est-ce là ce qu'on appelle amener le roi à son par- « lement? »

BRADSHAW. « Monsieur, la cour attend de vous une ré- « ponse définitive. Si ce que nous vous disons de notre « autorité ne vous suffit pas, cela nous suffit à nous; « nous savons qu'elle se fonde sur l'autorité de Dieu et « du royaume. »

LE ROI. « Ce n'est ni mon opinion, ni la vôtre qui doi- « vent décider. »

BRADSHAW. « La cour vous a entendu; on disposera de « vous selon ses ordres. Qu'on emmène le prisonnier. « La cour s'ajourne à lundi prochain. »

La cour se retira; le roi sortit avec la même escorte qui l'avait amené. En se levant il aperçut l'épée placée sur la table: « Je n'ai pas peur de cela, » dit-il en la montrant de sa canne. Comme il descendait l'escalier, quelques voix se firent entendre, criant: « Justice! justice! » Mais un bien plus grand nombre criaient: « Dieu « sauve le roi! Dieu sauve votre Majesté! »

Le lendemain, à l'ouverture de la séance, soixante-deux membres présents, la cour ordonna, sous peine d'emprisonnement, un silence absolu: le roi, à son arrivée, n'en fut pas moins accueilli par une vive acclamation. La même discussion recommença, des deux parts également obstinée: « Monsieur, dit enfin Bradshaw, ni « vous, ni personne ne serez admis à contester la juri-

[1] *State-Trials*, t. V, col. 1081; dans le procès de Coke, déposition de Nutley.

« diction de la cour; elle siége ici par l'autorité des « communes d'Angleterre, envers qui vous et tous vos « prédécesseurs êtes responsables. »

Le roi. « Je le nie. Montrez-moi un précédent. »

Bradshaw se leva avec colère: « Monsieur, nous ne « siégeons pas ici pour répondre à vos questions; plai- « dez sur l'accusation, *coupable* ou *non coupable* [1]. »

Le roi. « Vous n'avez pas encore entendu mes raisons. »

Bradshaw. « Monsieur, vous n'avez pas de raisons à « faire entendre contre la plus haute de toutes les ju- « ridictions. »

Le roi. « Montrez-moi donc cette juridiction où la rai- « son n'est pas entendue. »

Bradshaw. « Monsieur, nous vous la montrons ici; ce « sont les communes d'Angleterre. Sergent, qu'on em- « mène le prisonnier. »

Le roi se tourna brusquement vers le peuple: « Rap- « pelez-vous, dit-il, que le roi d'Angleterre est condamné « sans qu'il lui soit permis de donner ses raisons en fa- « veur de la liberté du peuple! » Et un cri presque gé- neral s'éleva: « Dieu sauve le roi [2]! »

La séance du lendemain, 23 janvier, amena les mê- mes scènes: la sympathie du peuple pour le roi deve- nait de jour en jour plus vive; en vain les officiers et les soldats irrités poussaient à leur tour le cri menaçant de: « Justice! exécution! » La foule effrayée se taisait un moment; mais bientôt, sur quelque incident nouveau, elle oubliait son effroi, et le cri: « Dieu sauve le roi! » retentissait de toutes parts. Il s'éleva des rangs mêmes de l'armée: le 23, comme le roi passait au sortir de la

[1] *State-Trials*, t. V, col. 1086: dans le procès des régicides, et notamment dans celui de Coke, déposition de John Herne.

[2] *State-Trials*, t. V, col. 1086: dans le procès des régicides, et notamment dans celui de Coke.

séance, un soldat de garde cria très haut : « Sire, que Dieu « vous bénisse! » Un officier, le frappa de sa canne; Mon- « sieur, dit le roi en s'éloignant, la punition surpasse la « faute [1]. » En même temps venaient du dehors des représentations, des démarches, peu redoutables, il est vrai, souvent même peu pressantes, mais qui soutenaient l'indignation publique. Le ministre de France remit aux communes [2] une lettre de la reine Henriette-Marie, qui sollicitait la permission d'aller rejoindre son mari, soit pour l'engager à se rendre à leurs vœux, soit pour lui apporter les consolations de sa tendresse [3]. Le prince de Galles écrivit à Fairfax et au conseil des officiers, dans l'espoir de réveiller dans leur cœur quelque sentiment de loyauté [4]. Les commissaires d'Écosse protestèrent officiellement, au nom de ce royaume, contre tout ce qui se passait [5]. On annonça la prochaine arrivée d'une ambassade extraordinaire des États généraux, envoyée pour intervenir en faveur du roi. Déjà même John Cromwell, officier au service de Hollande, et cousin d'Olivier, était à Londres, assiégeant le lieutenant général de reproches presque menaçants [6]. On découvrit et l'on arrêta l'impression d'un manuscrit intitulé *Soupirs royaux*, ouvrage du roi lui-même, disait-on, et capable d'exciter pour sa délivrance quelque soulèvement [7]. De tous côtés enfin s'é-

[1] *Mémoires* de Herbert, p. 118.

[2] Le 3 janvier.

[3] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 282.

[4] *Ibid.*, p. 296.

[5] Les 6 et 22 janvier. *Parl. Hist.*, t. III, col. 1277 et suiv.

[6] Banks, *Critical Review*, etc., p. 103. — Mark Noble, *Memoirs of the Protectoral house*, etc. t. I, p. 50 et suiv. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 340, dans la note, dans ma *Collection*.

[7] C'est l'ouvrage connu sous le nom d'Εἰκὼν βασιλική (*Image royale*), et traduit en entier dans ma *Collection*. (Voyez la notice qui le précède, p. 120).

levaient, sinon de grands obstacles, du moins de nouvelles causes de fermentation qui disparaîtraient à coup sûr, se promettaient les républicains, dès que la question serait résolue, mais qui, tant qu'elle demeurait indécise, rendaient chaque jour de retard plus embarrassant et plus périlleux.

Ils résolurent de sortir sur-le-champ de cette situation, de couper court à tout débat, et que le roi ne comparaîtrait plus que pour recevoir son arrêt. Soit par un reste de respect des formes légales, soit pour produire au besoin de nouvelles preuves de la mauvaise foi de Charles dans les négociations, la cour employa les journées du 24 et du 25 à recueillir les dépositions de trente-deux témoins. Le 25, à la fin de la séance, presque sans discussion, on vota la condamnation du roi comme tyran, traître, meurtrier et ennemi du pays. Scott, Martyn, Harrison, Lisle, Say, Ireton et Love furent chargés de rédiger la sentence. Quarante-six membres seulement siégeaient ce jour-là. Le 26, soixante-deux membres présents, à huis clos, la rédaction de la sentence fut débattue et adoptée. La cour s'ajourna au lendemain pour la prononcer.

Le 27, à midi, après deux heures de conférence dans la chambre peinte, la séance s'ouvrit, selon l'usage, par l'appel nominal. Au nom de Fairfax : « Il a trop d'esprit « pour être ici, » répondit une voix de femme du fond d'une galerie. Après un moment de surprise et d'hésitation [1], l'appel nominal continua : soixante-sept membres étaient présents. Quand le roi entra dans la salle, un cri violent s'éleva : « Exécution ! justice ! exécution ! » Les soldats étaient très animés ; quelques officiers, Axtell surtout, qui commandait la garde, les excitaient à crier ; quelques groupes, semés çà et là dans la salle, se joi-

[1] *State-Trials*, t. V, col. 1146-1151 ; dans le procès d'Axtell.

gnaient à ces clameurs; la foule se taisait avec consternation.

« Monsieur, dit le roi à Bradshaw avant de s'asseoir, « je demanderai à dire un mot; j'espère que je ne vous « donnerai point sujet de m'interrompre. »

Bradshaw. « Vous répondrez à votre tour; écoutez d'abord la cour. »

Le roi. « Monsieur, s'il vous plaît, je désire être en« tendu. Ce n'est qu'un mot. Un jugement immédiat... »

Bradshaw. « Monsieur, vous serez entendu lorsqu'il en « sera temps; vous devez d'abord entendre la cour. »

Le roi. « Monsieur, je désire... Ce que j'ai à dire est « relatif à ce que la cour va, je crois, prononcer; et il « n'est pas aisé. monsieur, de revenir d'un jugement « précipité. »

Bradshaw. « On vous entendra, monsieur, avant de ren« dre le jugement. Jusque-là, vous devez vous abstenir « de parler. »

A cette assurance, quelque sérénité reparut dans les traits du roi; il s'assit. Bradshaw reprit la parole:

« Messieurs, dit-il, il est bien connu de tous que le « prisonnier ici à la barre a été plusieurs fois amené « devant la cour pour répondre à une accusation de « trahison et autres grands crimes présentée contre lui « au nom du peuple d'Angleterre... »

« Pas de la moitié du peuple! s'écria la même voix « qui avait répondu au nom de Fairfax: où est le peu« ple! où est son consentement? Olivier Cromwell est « un traître. »

L'assemblée entière tressaillit: tous les regards se tournèrent vers la galerie: « A bas les p.....!, s'écria Ax« tell. Soldats, feu sur elles! » On reconnut lady Fairfax [1].

[1] *State-Trials*, col. 1150: déposition de sir Purbeck Temple. — Whitelocke, p. 336. C'est par erreur qu'il rapporte cette scène à la séance du 22 janvier

Un trouble général éclata; les soldats, partout répandus et menaçants, avaient grand'peine à le contenir. L'ordre enfin un peu rétabli, Bradshaw rappela le refus obstiné qu'avait fait le roi de répondre à l'accusation, la notoriété des crimes qui lui étaient imputés, et déclara que la cour, d'accord sur la sentence, consentait cependant, avant de la prononcer, à entendre la défense du prisonnier, pourvu qu'il renonçât à contester sa juridiction.

« Je demande, dit le roi, à être entendu dans la cham-« bre peinte, par les lords et les communes, sur une « proposition qui importe bien plus à la paix du royau-« me et à la liberté de mes sujets qu'à ma propre con-« servation. »

Une vive agitation se répandit dans la cour et dans l'assemblée: amis ou ennemis, tous cherchaient à deviner dans quel but le roi demandait cette conférence avec les deux chambres, et ce qu'il pouvait avoir à leur proposer. Mille bruits divers en couraient: la plupart semblaient croire qu'il voulait offrir d'abdiquer la couronne en faveur de son fils. Mais, quoi qu'il en fût, l'embarras de la cour était extrême: le parti malgré son triomphe, ne se sentait en mesure ni de perdre du temps, ni de courir de nouveaux hasards; parmi les juges eux-mêmes, quelque ébranlement se laissait entrevoir. Pour éluder le péril, Bradshaw soutint que la demande du roi n'était qu'un artifice pour échapper encore à la juridiction de la cour; un long et subtil débat s'engagea entre eux à ce sujet. Charles insistait toujours plus vivement pour être entendu; mais à chaque fois les soldats devenaient autour de lui plus bruyants et plus injurieux: les uns allumaient du tabac et en poussaient vers lui la fumée; les autres murmuraient en termes grossiers de la lenteur du procès; Axtell riait et plaisantait tout haut. En vain, à plusieurs reprises, le roi

se tourna vers eux, et tantôt du geste, tantôt de la voix, essaya d'obtenir quelques moments d'attention, de silence du moins : on lui répondait par des cris de : « Jus-« tice! exécution! » Troublé enfin, presque hors de lui : « Écoutez-moi! écoutez-moi! » s'écria-t-il avec un accent passionné : les mêmes cris recommençaient [1]; un mouvement inattendu se manifesta dans les rangs de la cour. Un des membres, le colonel Downs, s'agitait sur son siége; vainement ses deux voisins, Cawley et le colonel Wanton, s'efforçaient de le contenir : « Avons-nous donc « des cœurs de pierre? disait-il; sommes-nous des hom-« mes? — Vous nous perdrez, et vous-même avec nous, « lui dit Cawley. — N'importe, reprit Downs; dussé-je « en mourir, il faut que je le fasse. » A ce mot, Cromwell, qui siégeait au-dessous de lui, se retourna brusquement : « Colonel, lui dit-il, êtes-vous dans votre bon « sens? A quoi pensez-vous? Ne pouvez-vous pas vous « tenir tranquille? — Non, reprit Downs, je ne puis me « tenir tranquille; » et se levant aussitôt : « Mylord, « dit-il au président, ma conscience n'est pas assez éclai-« rée pour me permettre de repousser la requête du « prisonnier : je demande que la cour se retire pour en « délibérer. — Puisqu'un des membres le désire, ré-« pondit gravement Bradshaw, la cour doit se retirer; » et ils passèrent tous à l'instant dans une salle voisine.

A peine ils y étaient entrés, Cromwell apostropha rudement le colonel, lui demandant compte du dérangement et de l'embarras qu'il causait à la cour. Downs se défendit avec trouble, alléguant que peut-être les propositions du roi seraient satisfaisantes; qu'après tout, ce qu'on avait cherché, ce qu'on cerchait encore, c'étaient de bonnes et solides garanties; qu'il ne fallait pas refuser, sans les connaître, celles que le roi vou-

[1] *State-Trials*, t. V, col. 1150-1151 : dans le procès d'Axtell.

lait offrir; qu'on lui devait au moins de l'entendre et de respecter envers lui les plus simples règles du droit commun. Cromwell l'écoutait avec une brutale impatience, s'agitant autour de lui, l'interrompant à tout propos: « Nous voilà enfin instruits, dit-il, des grandes « raisons du colonel pour nous déranger de la sorte; il « ne sait pas qu'il a affaire au plus inflexible mortel « qui soit au monde: convient-il que la cour se laisse « distraire et entraver par l'entêtement d'un seul hom- « me? Nous voyons bien le fond de tout ceci; il vou- « drait sauver son ancien maître. Finissons-en, rentrons « et faisons notre devoir. » En vain le colonel Harvey et quelques autres appuyèrent le vœu de Downs; la discussion fut promptement étouffée; au bout d'une demi-heure, la cour rentra en séance, et Bradshaw, déclara au roi qu'elle repoussait sa proposition [1].

Charles parut vaincu et n'insista plus que faiblement: « Si vous n'avez rien à ajouter, lui dit Bradshaw, on « procédera à la sentence. — Je n'ajouterai rien, mon- « sieur, répondit le roi: je désirerais seulement qu'on « enregistrât ce que j'ai dit. » Bradshaw, sans répondre, lui annonça qu'il allait entendre son jugement. Avant d'en ordonner la lecture, il adressa au roi un long discours, solennelle apologie de la conduite du parlement, où tous les torts du roi furent rappelés, et tous les maux de la guerre civile rejetés sur lui seul, puisque sa tyrannie avait fait de la résistance un devoir aussi bien qu'une nécessité. Le langage de l'orateur était dur, amer, mais grave, pieux, exempt d'insulte, et sa conviction évidemment profonde quoique mêlée de quelque émotion vindicative. Le roi l'écouta sans l'inter-

[1] *State-Trials*, t. V, col. 1197, 1205, 1211, 1218: dans les procès de Harvey, Robert Lilburne, Downs et Wayte, et d'après le récit des accusés eux-mêmes. Voyez aussi Whitelocke, p. 368.

rompre ci avec une égale gravité. A mesure cependant que le discours avançait vers sa fin, un trouble visible s'emparait de lui: au moment où Bradshaw se tut, il essaya de prendre la parole. Bradshaw s'y opposa, et donna ordre au greffier de lire la sentence. La lecture achevée: « C'est ici, dit-il, l'acte, l'avis, » le jugement unanime de la cour; — et la cour se leva tout entière en signe d'assentiment. « Monsieur, dit brusquement le roi, voulez-vous écouter ma parole? »

Bradshaw. « Monsieur, vous ne pouvez être entendu « après la sentence. »

Le roi. « Non, monsieur? »

Bradshaw. « Non, monsieur, avec votre permission, « monsieur. Gardes, emmenez le prisonnier. »

Le roi. « Je puis parler après la sentence..... Avec vo- « tre permission, monsieur, j'ai toujours le droit de par- « ler après la sentence... Avec votre permission... At- « tendez... La sentence, monsieur... Je dis, monsieur, « que... On ne me permet pas de parler: pensez quelle « justice peuvent attendre les autres! »

A ce moment, des soldats l'entourèrent, et l'enlevant de la barre, l'emmenèrent avec violence jusqu'au lieu où l'attendait sa chaise. Il eut à subir, en descendant l'escalier, les plus grossières insultes: les uns jetaient sur ses pas leur pipe allumée; les autres lui soufflaient la fumée de leur tabac au visage; tous criaient à ses oreilles: « Justice! exécution[1]! A ces cris cependant le peu-

[1] *State-Trials*, t. V, col. 1151, dans le procès d'Axtell. Un témoin déposa, au procès d'Augustin Garland, un des juges, qu'au bas de l'escalier, il l'avait vu cracher au visage du roi (*ibid.*, col. 1215). Garland nia absolument le fait, et les juges n'insistèrent point. Herbert, qui accompagnait le roi, ne le rapporte pas non plus. Je n'ai donc pas cru devoir le regarder comme authentique, quoique Warwich, qui tenait de l'évêque Juxon presque tous les détails qu'il a insérés dans ses *Mémoires*, l'affirme expressément (p. 291).

ple mêlait encore quelquefois les siens : « Dieu sauve « votre Majesté ! Dieu délivre votre Majesté des mains « de ses ennemis ! » Et tant qu'il ne fut pas enfermé dans sa chaise, les porteurs demeurèrent tête nue, malgré les ordres d'Axtell, qui s'emporta jusqu'à les frapper. On se mit en marche pour Whitehall. Des troupes bordaient les deux côtés de la route ; devant les boutiques, les portes, aux fenêtres se tenait une foule immense, la plupart silencieux, d'autres pleurant, quelques uns priant tout haut pour le roi. De moment en moment, les soldats, pour célébrer leur triomphe, renouvelaient leurs cris : « Justice ! justice ! Exécution ! exé« cution ! » Mais Charles avait recouvré sa sérénité accoutumée, et trop hautain pour croire à la sincérité de leur haine : « Pauvres gens ! dit-il en sortant de sa chai« se, pour un schelling ils en crieraient autant contre « leurs officiers [1]. »

A peine rentré à Whitehall : « Herbert, dit-il, écoutez : « mon neveu le prince électeur et quelques lords qui me « sont attachés feront tous leurs efforts pour me voir : « je leur en sais gré ; mais mon temps est court et pré« cieux, je souhaite l'employer au soin de mon ame ; « j'espère donc qu'ils ne se formaliseront pas que je ne « veuille recevoir que mes enfants. Le plus grand ser« vice que puissent me rendre aujourd'hui ceux qui « m'aiment, c'est de prier pour moi. » Il fit en effet demander ses jeunes enfants, la princesse Élisabeth et le duc de Glocester, restés sous la garde des chambres, et l'évêque de Londres, Juxon, dont il avait déjà, par l'entremise de Hugh Peters, obtenu les secours religieux. L'une et l'autre demande lui fut accordée. Le lendemain 28, l'évêque se rendit à Saint-James, où le roi venait d'être transféré ; il se livrait, en l'abordant, à l'ex-

[1] *State-Trials*, t. IV, col. 1130. — *Mémoires* de Herbert, p. 118.

plosion de sa douleur: « Laissons cela, milord, lui dit « Charles; nous n'avons pas le temps de nous en oc« cuper; pensons à notre grande affaire: il faut me pré« parer à paraître devant Dieu, à qui, sous peu, j'aurai « à rendre compte de moi-même. J'espère m'en acquit« ter avec calme, et que vous voudrez bien m'assister. « Ne parlons pas de ces misérables entre les mains des« quels je suis: ils ont soif de mon sang, ils l'auront; et « que la volonté de Dieu soit faite! je lui rends grâce. « Je leur pardonne à tous sincèrement... Mais n'en par« lons plus. » Il passa le reste de la journée en conférence pieuse avec l'évêque: on avait eu grand'peine à obtenir qu'il fût laissé seul dans sa chambre, où le colonel Hacker avait établi d'abord deux soldats; et pendant la visite de Juxon, la sentinelle de garde à la porte l'ouvrait de moment en moment pour s'assurer que le roi était là. Comme il l'avait présumé, son neveu le prince électeur, le duc de Richmond, le marquis de Hertford, les comtes de Southampton, de Lindsey, et quelques autres de ses plus anciens serviteurs se présentèrent pour le voir, mais il ne les reçut point. M. Seymour, gentilhomme au service du prince de Galles, arriva ce jour même de la Haye [1], porteur d'une lettre du prince; le roi donna ordre qu'on le fît entrer, lut la lettre, la jeta au feu, chargea le messager de sa réponse, et le congédia sur-le-champ. Le lendemain 29, presque au point du jour, l'évêque revint à Saint-James. Les prières du matin terminées, le roi se fit apporter un coffret contenant des croix de Saint-George et de la Jarretière brisées: « Vous voyez là, dit-il à Juxon et Herbert, les seu« les richesses qu'il soit maintenant en mon pouvoir de

[1] Selon la déposition de Tomlinson (*State-Trials*, t. V, col. 1179), ce fut le jour même de sa mort, et à Whitehall, que le roi reçut M. Seymour; j'ai suivi la relation de Herbert (*Mémoires*, p. 126).

« laisser à mes enfants. » On les lui amena. A la vue de son père, la princesse Élisabeth, âgée de douze ans, fondit en larmes; le duc de Glocester, qui n'en avait que huit, pleurait en regardant sa sœur. Charles les prit sur ses genoux, leur partagea ses joyaux, consola sa fille, lui donna des conseils sur les lectures qu'elle devait faire pour s'affermir contre le papisme, la chargea de dire à ses frères qu'il avait pardonné à ses ennemis, à sa mère que jamais ses pensées ne s'étaient éloignées d'elle, et que, jusqu'au dernier moment, il l'aimerait comme au premier jour. Puis, se tournant vers le petit duc: « Mon cher cœur, lui dit-il, ils vont couper la tête « à ton père. » L'enfant le regardait fixement d'un air très sérieux: « Fais attention, mon enfant, à ce que je « te dis... Ils vont me couper la tête et peut-être te « faire roi; mais fais bien attention à ce que je te dis: « tu ne dois pas être roi tant que tes frères Charles et « Jacques seront en vie, car ils couperont la tête à tes « frères s'ils peuvent les attraper, et ils finiront par te « couper aussi la tête. Je t'ordonne donc de ne jamais « te laisser faire roi par eux. — Je me laisserais plutôt « hacher en morceaux, » répondit l'enfant tout ému. Le roi l'embrassa avec transport, le posa à terre, embrassa sa fille, les bénit tous deux, pria Dieu de les bénir; puis se levant tout à coup: « Faites-les emmener, » dit-il à Juxon. Les enfants sanglotaient; le roi, debout, le front appuyé contre la fenêtre, étouffait ses pleurs; la porte s'ouvrit, les enfants allaient sortir: Charles quitta précipitamment la fenêtre, les reprit dans ses bras, les bénit de nouveau, et s'arrachant enfin à leurs caresses, tomba à genoux et se remit à prier avec l'évêque et Herbert, seuls témoins de ces déplorables adieux [1].

[1] *Mémoires* de Herbert, p. 125-130; — de Warwick, p. 292. — Rushworth, part. 4, t. II, p. 1398 — *Journals of the house of Commons*, 20 janvier — *Procès* du roi, dans ma *Collection*, p. 93-96.

Le matin même, la haute cour s'était réunie, et avait fixé au lendemain mardi 30 janvier, entre dix et cinq heures, le moment de l'exécution. Quand il fallut signer l'ordre fatal, on eut grand'peine à rassembler les commissaires; en vain deux ou trois des plus passionnés se tenaient à la porte de la salle, arrêtant ceux de leurs collègues qui passaient auprès pour se rendre à la chambre des communes, et les sommant de venir apposer leur nom [1]; plusieurs de ceux même qui avaient voté la condamnation prirent soin de se cacher ou refusèrent expressément. Cromwell, presque seul gai, bruyant, hardi, se livrait aux plus grossiers accès de sa bouffonnerie accoutumée; après avoir signé le troisième, il barbouilla d'encre le visage de Henri Martyn, assis près de lui, et qui le lui rendit à l'instant. Le colonel Ingoldsby, son cousin, inscrit au nombre des juges, mais qui n'avait point siégé à la cour, entra par hasard dans la salle: « Pour cette fois, s'écria Cromwell, il ne nous échappera « pas: » et s'emparant aussitôt d'Ingoldsby, avec de grands éclats de rire, aidé de quelques membres qui se trouvaient là, il lui mit la plume entre les doigts, et, lui conduisant la main, le contraignit de signer [2]. On recueillit enfin cinquante-neuf signatures, plusieurs noms tellement griffonnés, soit par trouble, soit à dessein, qu'il était presque impossible de les distinguer. L'ordre fut adressé au colonel Hacker, au colonel Huncks et au lieutenant-colonel Phayre, chargés de pourvoir à son exécution. Jusque-là les ambassadeurs extraordinaires des États généraux, Albert Joachim et Adrien de Pauw, arrivés à Londres depuis cinq jours, avaient vainement sollicité une audience des chambres; ni leur demande officielle,

[1] *State-Trials*, t. V, col. 1219. Procès de Thomas Wayte.

[2] Harris, *Vie de Cromwell*, p. 201. — Mark Noble, *Memoirs of the Protectoral house*, t. I, p. 118.

ni leurs visites à Fairfax, Cromwell et quelques autres officiers, n'avaient pu la leur faire obtenir. On les avertit tout à coup, vers une heure, qu'ils seraient reçus à deux heures par les lords, à trois par les communes. Ils se présentèrent en toute hâte, et s'acquittèrent de leur message; on leur promit une réponse, et en retournant à leur logement ils virent commencer devant Whitehall les apprêts de l'exécution. Ils avaient reçu la visite des ministres de France et d'Espagne, mais ni l'un ni l'autre n'avaient voulu se joindre à leurs démarches: le premier se contenta de protester que depuis longtemps il avait prévu ce déplorable coup et tout fait pour le détourner; la second n'avait encore, dit-il, reçu de sa cour aucun ordre d'intervenir, quoiqu'il l'attendit de moment en moment. Le lendemain 30, vers midi, une seconde entrevue avec Fairfax, dans la maison même de son secrétaire, avait donné aux deux Hollandais quelque lueur d'espérance; il s'était ému à leurs représentations, et paraissant se décider enfin à sortir de son inertie, avait promis de se rendre sur-le-champ au parlement pour solliciter au moins un sursis. Mais en le quittant, devant la maison même où ils venaient de l'entretenir, les deux ambassadeurs rencontrèrent un corps de cavalerie qui faisait évacuer la place; toutes les avenues de Whitehall, toutes les rues adjacentes en étaient également encombrées; de tous côtés ils entendaient dire que tout était prêt, que le roi ne se ferait pas attendre longtemps [1].

[1] Ces détails sont tirés de la correspondance des ambassadeurs eux-mêmes avec les États généraux (dépêches des 9 et 15 février, nouveau style, dont sa Majesté le roi des Pays-Bas a daigné permettre qu'il me fût fourni une copie. On trouvera toutes les pièces de cette importante correspondance textuellement traduites dans les *Éclaircissements et Pièces historiques* à la fin de ce volume, n° IX. Celles-ci prouvent

De grand matin, en effet, dans une chambre de Whitehall, à côté du lit où Ireton et Harrison étaient encore couchés ensemble, Cromwell, Hacker, Huncks, Axtell et Phayre, s'étaient réunis pour dresser et expédier le dernier acte de cette redoutable procédure, l'ordre qui devait être adressé à l'exécuteur: « Colonel, dit Cromwell à Huncks, c'est à vous de l'écrire et de le signer. » Huncks s'y refusa obstinément; « Quel entêté grognon! » dit Cromwell. — « En vérité, colonel Huncks, lui dit « Axtell, vous me faites honte; voilà le vaisseau qui « entre dans le port, et vous voulez plier les voiles avant « de mettre à l'ancre! » Huncks persista dans son refus: Cromwell s'assit en grommelant, écrivit lui-même l'ordre et le présenta au colonel Hacker, qui le signa sans objection [1].

Presque au même moment, après quatre heures d'un sommeil profond Charles sortait de son lit: « J'ai une « grande affaire à terminer, dit-il à Herbert, il faut que « je me lève promptement; » et il se mit à sa toilette. Herbert troublé le peignait avec moins de soin: « Prenez, « je vous prie, lui dit le roi, la même peine qu'à l'ordi« naire, quoique ma tête ne doive pas rester longtemps « sur mes épaules; je veux être paré aujourd'hui comme « un marié. » En s'habillant, il demanda une chemise de plus: « La saison est si froide, dit-il, que je pourrais « trembler; quelques personnes l'attribueraient peut-être à la peur: je ne veux pas qu'une telle supposition soit

combien est suspecte, malgré le témoignage de Herbert (*Mémoires*, p. 143), que du reste M. Godwin a eu tort de méconnaître (*Hist. of the commonwealth*, t. II, p. 681) l'anecdote d'après laquelle presque tous les historiens ont prétendu qu'Ireton et Harrison avaient passé ce temps-là en prières avec Fairfax, pour lui cacher ce qui se passait.

[1] *State-Trials*, t. V, col. 1148, 1180. Procès d'Axtell et de Hacker.

possible. » Le jour à peine levé, l'évêque arriva et commença les exercices religieux; comme il lisait, dans le xxvii[e] chapitre de l'Évangile selon saint Mathieu, le récit de la passion de Jésus-Christ: « Milord, lui demanda « le roi, avez-vous choisi ce chapitre comme le plus ap- « plicable à ma situation? — Je prie votre Majesté de « remarquer, répondit l'évêque, que c'est l'évangile du « jour, comme le prouve le calendrier. » Le roi parut profondément touché, et continua ses prières avec un redoublement de ferveur. Vers dix heures, on frappa doucement à la porte de la chambre. Herbert demeurait immobile: un second coup se fit entendre, un peu plus fort, quoique léger encore: « Allez voir qui est là, » dit le roi: c'était le colonel Hacker. « Faites-le entrer, dit- « il. — Sire, dit le colonel à voix basse et à demi trem- « blant, voici le moment d'aller à Whitehall: votre Ma- « jesté aura encore plus d'une heure pour s'y reposer. « — Je pars dans l'instant, répondit Charles; laissez- « moi. » Hacker sortit: le roi se recueillit encore quelques minutes; puis, prenant l'évêque par la main: « Ve- « nez, dit-il, partons. Herbert, ouvrez la porte; Hacker « m'avertit pour la seconde fois; » et il descendit dans le parc, qu'il devait traverser pour se rendre à Whitehall [1].

Plusieurs compagnies d'infanterie l'y attendaient formant une double haie sur son passage; un détachement de hallebardiers marchait en avant, enseignes déployées; les tambours battaient; le bruit couvrait toutes les voix. A la droite du roi était l'évêque; à la gauche, tête nue, le colonel Tomlinson, commandant de la garde, et à qui Charles, touché de ses égards, avait demandé de ne le point quitter jusqu'au dernier moment. Il s'entretint avec

[1] *Mémoires* de Herbert, p. 135-140; — *Mémoires* de Warwick, p. 293.

lui pendant la route, lui parla de son enterrement, des personnes à qui il désirait que le soin en fût confié, l'air serein, le regard brillant, le pas ferme, marchant même plus vite que la troupe, et s'étonnant de sa lenteur. Un des officiers de service, se flattant sans doute de le troubler, lui demanda s'il n'avait pas concouru, avec le feu duc de Buckingham, à la mort du roi son père : « Mon « ami, lui répondit Charles avec mépris et douceur, si « je n'avais d'autre péché que celui-là, j'en prends Dieu « à témoin, je t'assure que je n'aurais pas besoin de lui « demander pardon. » Arrivé à Whitehal, il monta légèrement l'escalier, traversa la grande galerie et gagna sa chambre à coucher, où on le laissa seul avec l'évêque, qui s'apprêtait à lui donner la communion. Quelques ministres indépendants, Nye et Goodwin entre autres, vinrent frapper à la porte, disant qu'ils voulaient offrir au roi leurs services : « Le roi est en prières, » leur répondit Juxon ; ils insistèrent : « Eh bien ! dit Charles à l'é« vêque, remerciez-les en mon nom de leur offre ; mais « dites-leur franchement qu'après avoir si souvent prié « contre moi, et sans aucun sujet, ils ne prieront jamais « avec moi pendant mon agonie. Ils peuvent, s'ils veu« lent, prier pour moi, j'en serai reconnaissant. » Ils se retirèrent : le roi s'agenouilla, reçut la communion des mains de l'évêque, et se relevant avec vivacité : « Main« tenant, dit-il, que ces drôles-là viennent ; je leur ai « pardonné du fond du cœur, je suis prêt à tout ce qui « va m'arriver. » On avait préparé son dîner ; il n'en voulait rien prendre : « Sire, lui dit Juxon, votre Majesté « est à jeûn depuis longtemps, il fait froid ; peut-être, « sur l'échafaud, quelque faiblesse ... — Vous avez rai« son, » dit le roi ; et il mangea un morceau de pain et but un verre de vin. Il était une heure : Hacker frappa à la porte. Juxon et Herbert tombèrent à genoux : « Re-

« levez-vous, mon vieil ami, » dit le roi à l'évêque en lui tendant la main. Hacker frappa de nouveau; Charles fit ouvrir la porte: « Marchez, dit-il au colonel, je « vous suis. » Il s'avança le long de la salle des banquets, toujours entre deux haies de troupes; une foule d'hommes et de femmes s'y étaient précipités au péril de leur vie, immobiles derrière la garde, et priant pour le roi à mesure qu'il passait: les soldats, silencieux eux-mêmes, ne les rudoyaient point. A l'extrémité de la salle, une ouverture, pratiquée la veille dans le mur, conduisait de plain-pied à l'échafaud tendu de noir, deux hommes debout auprès de la hache, tous deux en habits de matelots et masqués. Le roi arriva, la tête haute, promenant de tous côtés ses regards et cherchant le peuple pour lui parler: mais les troupes couvraient seules la place; nul ne pouvait approcher: il se tourna vers Juxon et Tomlinson: « Je ne puis guère être entendu que de vous, « leur dit-il; ce sera donc à vous que j'adresserai quel« ques paroles; » et il leur adressa, en effet, un petit discours qu'il avait préparé, grave et calme jusqu'à la froideur, uniquement appliqué à soutenir qu'il avait eu raison, que le mépris des droits du souverain était la vraie cause des malheurs du peuple, que le peuple ne devait avoir aucune part dans le gouvernement, qu'à cette seule condition le royaume retrouverait la paix et ses libertés. Pendant qu'il parlait, quelqu'un toucha à la hache; il se retourna précipitamment, disant: « Ne gâ« tez pas la hache, elle me ferait plus de mal. » Et son discours terminé, quelqu'un s'en approchant encore: « Prenez garde à la hache! prenez garde à la hache! » répéta-t-il d'un ton d'effroi. Le plus profond silence régnait: il mit sur sa tête un bonnet de soie, et s'adressant à l'exécuteur: « Mes cheveux vous gênent-ils? — « Je prie votre Majesté de les ranger sous son bonnet, »

répondit l'homme en s'inclinant. Le roi les rangea avec l'aide de l'évêque: « J'ai pour moi, lui dit-il en prenant « ce soin, une bonne cause et un Dieu clément. — Juxon. Oui, sire, il n'y a plus qu'un pas à franchir; il est « plein de trouble et d'angoisse, mais de peu de durée; et « songez qu'il vous fait faire un grand trajet; il vous trans- « porte de la terre au ciel. — Le roi. Je passe d'une cou- « ronne corruptible, à une couronne incorruptible, où je « n'aurai à craindre aucun trouble, aucune espèce de trou- « ble; » et se tournant vers l'exécuteur: « Mes cheveux « sont-ils bien? » Il ôta son manteau et son Saint-George, donna le Saint-George à l'évêque en lui disant: « Souvenez-vous [1]; » ôta son habit, remit son manteau, et regardant le billot: « Placez-le de manière qu'il soit bien ferme, dit-il « à l'exécuteur. — Il est ferme, sire. — Le roi. Je ferai une « courte prière, et quand j'étendrai les mains, alors... » Il se recueillit, se dit à lui-même quelques mots à voix basse, leva les yeux au ciel, s'agenouilla, posa sa tête sur le billot: l'exécuteur toucha ses cheveux pour les ranger encore sous son bonnet; le roi crut qu'il allait frapper: « Attendez le signe, lui dit-il. — Je l'attendrai, « sire, avec le bon plaisir de votre Majesté. » Au bout d'un instant, le roi étendit les mains; l'exécuteur frappa, la tête tomba au premier coup: « Voilà la tête d'un traî- « tre! dit-il en la montrant au peuple: un long et sourd gémissement s'éleva autour de Whitehall; beaucoup de gens se précipitaient au pied de l'échafaud pour tremper leur mouchoir dans le sang du roi. Deux corps de cavalerie, s'avançant dans deux directions différentes, dispersèrent lentement la foule. L'échafaud demeuré solitaire, on enleva le corps: il était déjà enfermé dans le cercueil; Cromwell voulut le voir, le considéra attentivement, et soulevant de ses mains la tête comme pour

[1] On n'a jamais su à quelle recommandation se rapportait ce mot.

s'assurer qu'elle était bien séparée du tronc: « C'était « là un corps bien constitué, dit-il, et qui promettait une « longue vie[1]. »

Le cercueil demeura exposé sept jours a Whitehall; un concours immense se pressait à la porte, mais peu de gens obtenaient la permission d'entrer. Le 6 février, par ordre des communes, il fut remis à Herbert et Mildmay, avec autorisation de le faire ensevelir au château de Windsor, dans la chapelle de Saint-George, où était déposé celui de Henri VIII. La translation se fit sans pompe, mais avec décence: six chevaux drapés de noir traînaient le cercueil; quatre voitures suivaient, dont deux également drapées, portant les derniers serviteurs du roi, ceux qui l'avaient accompagné à l'île de Wight. Le lendemain 8, de l'aveu des communes le duc de Richmond, le marquis de Hertford, les comtes de Southamp- et de Lindsey, et l'évêque Juxon arrivèrent à Windsor pour assister aux funérailles; ils firent graver sur le cercueil ces mots seulement:

CHARLES ROI.

1648[2].

Lorsqu'on transporta le corps de l'intérieur du château à la chapelle, le temps, jusque-là pur et serein,

[1] *Mémoires* de Warwick, p. 294-296; — de Herbert, p. 140-142. — *Procès de Charles Ier*, p. 96-108, dans ma *Collection*. — Mark Noble, *Memoirs of the Protectoral house*, t. I, p. 118.

[2] Vieux style; l'année anglaise commençait alors le 24 mars, et ne se réglait pas encore sur le calendrier grégorien; le 30 janvier 1648, jour de la mort de Charles Ier, correspond pour nous au 9 février 1649.

changea tout à coup; la neige tomba en abondance: le drap mortuaire, de velours noir, en fut entièrement couvert, et les serviteurs du roi se plurent à voir, dans la subite blancheur du cercueil de leur malheureux maître, un symbole de son innocence. Le cortége arrivé à la place choisie pour la sépulture, l'évêque Juxon se disposait à officier selon les rites de l'Église anglicane: mais le gouverneur du château, Whitchcott, s'y opposa: « La « liturgie décrétée par les deux chambres, dit-il, est obli- « gatoire pour le roi comme pour tous. » On se soumit; aucune cérémonie religieuse n'eut lieu. Le cercueil descendu dans le caveau, tous sortirent de la chapelle: le gouverneur en ferma la porte. La chambre des communes se fit représenter le compte des frais de ces obsèques, et alloua cinq cents livres sterling pour les acquitter [1]. Le jour même de la mort du roi, avant qu'aucun courrier fût parti de Londres, elle avait fait publier une ordonnance qui déclarait traître quiconque proclamerait à sa place et comme son successeur « Charles Stuart, « son fils, communément appelé le prince de Galles, ou « toute autre personne, à quelque titre que ce soit [2]. » Le 6 février, après un long débat et malgré une opposition de vingt-neuf voix contre quarante-quatre, elle abolit formellement la chambre des lords [3]. Le lendemain 7 enfin, un acte fut adopté en ces termes: « Il a « été prouvé par l'expérience, et cette chambre déclare « que l'office de roi est, dans ce pays, inutile, onéreux « et dangereux pour la liberté, la sûreté et le bien du « peuple; en conséquence, il est dès ce jour aboli [4]. »

[1] *Mémoires* de Herbert, p. 144-157. — *Procès de Charles Ier*, p. 108, dans ma *Collection*.

[2] *Parl. Hist.*, t. III, col. 1281.

[3] *Ibid.*, col. 1284.

[4] *Ibid.*, col. 1285.

Et un grand sceau fut gravé [1] portant sur une face la carte d'Angleterre et d'Irlande avec les armes des deux pays, et sur le revers, une image de la chambre des communes en séance, avec cet exergue proposé par Henri Martyn: « L'an premier de la liberté restaurée par la « bénédiction de Dieu, 1648. »

[1] L'ordre en fut donné dès le 9 janvier. *Parl. Hist*, t. III, col. 1258.

ÉCLAIRCISSEMENTS

ET

PIÈCES HISTORIQUES



I.

(Servant d'éclaircissement à la page 27.)

Sur l'emploi des catholiques dans les armées du roi.

Dès le 23 septembre 1642, c'est-à-dire au moment même de l'explosion de la guerre civile, et avant la bataille d'Edgehill, le roi écrivait au comte de Newcastle la lettre suivante:

« Newcastle, celle-ci est pour vous dire que cette rébellion « est venue à un tel point que je ne dois point m'inquiéter de « quelle opinion sont aujourd'hui les hommes qui sont disposés « à me servir; en conséquence, non seulement je vous permets, « mais je vous ordonne d'employer tous mes fidèles sujets sans « examiner leur conscience, si ce n'est quant à leur loyauté en- « vers moi, et de la manière que vous jugerez la plus utile au « maintien des justes droits de ma couronne. »

M. Brodie a publié pour la première fois cette lettre d'après les manuscrits du Musée britannique.

(*Brodie's History of the british empire*, etc., t. III, p. 489, dans la note.)

II.

(Servant d'éclaircissement à la page 52.)

Pétition contre la paix, présentée à la chambre des communes le 7 août 1643, par le conseil commun de la cité.

« Vos pétitionnaires ont entendu dire que la chambre des pairs avait transmis récemment à cette honorable chambre des propositions et des offres qui, si elles étaient acceptées, seraient, nous le craignons grandement, destructives de notre religion, de nos lois et de notre liberté. Nous savons déjà par expérience que l'esprit de tout le parti bien intentionné, dans la cité et dans les comtés adjacents, c'est-à-dire de tous ceux qui sont disposés à soutenir le parlement de leur personne et de leur bourse, en est extrêmement abattu; et nous sommes convaincus que par la même cause l'assistance fraternelle que nous attendons de l'Écosse, ainsi que la levée et l'entretien de nos troupes, essuieront beaucoup de difficultés et de retards. Les pétitionnaires recommandent toutes ces choses à votre sérieux examen; et, convaincus que notre triste position présente provient de ce que la patience du Tout-Puissant s'est lassée de tant de délais apportés au juste châtiment des traîtres et des délinquants, puisque nous avons encore une occasion de parler, nos désirs sont :

« Qu'il vous plaise de persister dans vos précédentes résolutions, sur lesquelles le peuple a tant compté, et par lesquelles vous vous êtes engagés vous-mêmes, dussiez-vous périr dans cette entreprise, à faire faire justice des délinquants et des cri-

minels. Et puisque nous sommes aussi disposés que nous l'ayons jamais été à hasarder tout ce que nous avons et tout ce que nous aurons pour le succès d'une si bonne cause, nous demandons qu'il vous plaise d'adopter promptement l'ordonnance ci-jointe ou quelque autre au même effet, afin de nous mettre en mesure de pourvoir à notre défense et à la vôtre, ce à quoi vos pétitionnaires, avec l'aide de Dieu, ne manqueront jamais. »

A cette pétition était annexée la minute d'une ordonnance pour donner à un comité le pouvoir de lever des hommes et de recevoir des souscriptions.

(Rushworth, part. 3, t. II, p. 356.)

III.

(Servant d'éclaircissement à la page 55.)

Pétition pour la paix, présentée à la chambre des communes, le 9 août 1643, par des femmes de Londres.

« Vos pauvres pétitionnaires, quoique du sexe le plus faible, ne prévoient que trop clairement quelle désolation s'apprête à frapper ce royaume, à moins que, par quelque moyen bien approprié, vos Honneurs ne pourvoient à sa prompte guérison. Vos Honneurs sont les médecins qui, avec la bénédiction spéciale et miraculeuse de Dieu, que nous implorons humblement, peuvent ramener à la santé cette nation languissante, et notre sœur couverte de sang, le royaume d'Irlande, qui en est presque à son dernier soupir.

« Nous n'avons pas besoin d'indiquer à vos esprits, qui ont la vue de l'aigle, quels moyens vous devez prendre; notre seul désir est que la gloire de Dieu continue à briller dans la vraie religion protestante réformée; que les justes prérogatives et priviléges du roi et du parlement soient maintenus; que les vraies libertés et les propriétés des sujets leur soient garanties selon les lois connues du pays, et qu'on emploie enfin, pour arriver à une prompte paix, toutes les voies et moyens honorables.

« Qu'il plaise donc à vos Honneurs d'adopter quelque prompte mesure pour l'établissement, à la gloire de Dieu, de la vraie

religion protestante réformée, et pour ramener, à la grande joie des sujets, la prospérité du commerce; car ce sont là l'ame et le corps du royaume.

« Et vos pétitionnaires, avec plusieurs millions d'ames affligées qui gémissent sous le poids de ces temps de détresse, prieront pour vous comme ils le doivent. »

(Rushworth, part. 3, t. II, p. 357.

IV.

(Servant d'éclaircissement à la page 91.)

Déclaration et justification de John Pym.

(Publiée en novembre 1643.)

On n'ignore pas dans le monde, et particulièrement dans Londres et tout alentour, par quelles terribles et outrageantes calomnies ma réputation et l'intégrité de mes intentions envers Dieu, envers mon roi, envers mon pays, ont été attaquées par la malice et la furie des malveillants et de tous les mal-affectionnés à la république. Quelques uns m'accusent d'avoir été le promoteur et le patron de toutes les innovations violemment introduites dans le gouvernement d'Angleterre; d'autres, dont la haine est plus vive et plus emportée, soutiennent que j'ai nourri, excité tous les déplorables désordres qui se sont élevés dans le royaume: et bien que de telles calomnies doivent nuire toujours plus à leurs auteurs qu'à ceux qu'ils s'efforcent de blesser de leurs coups, du moins lorsqu'elles sont soumises au jugement de personnes judicieuses et qui savent discerner le vrai du faux, cependant comme les injures dont mon innocence a été l'objet ont été connues de gens de toutes conditions, dont plusieurs ont pu ajouter foi à ces bruits outrageants, bien que je me sente fort au-dessus de telles ignominies, et que j'eusse même résolu de ne pas m'en occuper, comme indignes que j'en tienne compte, néanmoins, et pour la défense de mon honneur, je me suis décidé à m'expliquer sur ce sujet, afin que chacun, hormis ceux qui ne voudraient être convaincus ni par la raison, ni par la vérité, puisse rendre témoignage de mon innocence.

Je passerai sous silence l'affaire du comte de Strafford, dans laquelle quelques personnes ont poussé l'impudence jusqu'à me taxer de beaucoup de partialité et de haine, et m'expliquerai pleinement sur leurs autres calomnies, principalement sur celle-ci, que j'ai excité et fomenté les querelles maintenant si multipliées dans l'Église d'Angleterre.

Combien ceci est invraisemblable et improbable, c'est ce qui sera bientôt manifeste à tout homme de sang-froid. Tous ceux avec qui j'ai vécu en société attesteront que je suis, ai été, et veux mourir un fidèle enfant de la religion protestante, et que ma foi n'a jamais été entachée de ces grossières erreurs de l'anabaptisme, du brownisme et autres semblables. Ces calomnies n'ont donc été déversées sur moi que par quelques ecclésiastiques mécontents, par leurs agents et leurs complices. Ils ont imaginé que j'avais été l'instrument principal employé à restreindre la puissance hautaine et l'orgueilleuse ambition des évêques et des prélats. Comme je n'ai manifesté mon opinion à ce sujet qu'en ma qualité de membre des communes, cette action est justifiée et devant Dieu et dans ma conscience, et ne peut me faire considérer comme en état de révolte contre la doctrine orthodoxe de l'Église anglicane; car je n'ai cherché qu'à réformer de grossiers abus introduits dans le gouvernement par la ruse et la perversité des évêques et de leurs substituts. N'était-il pas grand temps, en effet, de chercher à régler leur pouvoir, lorsqu'au lieu de regarder à guérir les âmes (ce qui est leur vrai devoir), ils infligeaient des punitions corporelles, condamnaient au bannissement, en des lieux éloignés et déserts, faisaient marquer d'un fer chaud le visage des condamnés, et cela pour avoir obéi à leur conscience? Lorsque, non contents de ces insolences insupportables, ils cherchaient à introduire, chose inouïe! des cérémonies arminiennes ou papistes (car on peut choisir l'un ou l'autre nom, n'y ayant que peu de différence) dans les canons de l'Église; imposaient aux consciences des fardeaux qu'elles ne pouvaient porter, et introduisaient l'ancienne superstition de s'incliner devant l'autel? Si le dessein d'arrêter l'accroissement de ces erreurs de l'Église romaine peut faire accuser de brownisme ou d'anabaptisme, c'est ce que je demande à tout équitable protestant.

Cependant, si les entreprises des évêques se fussent arrêtées là, elles auraient été tolérables, et leur puissance n'eût point été mise en question comme elle l'a été depuis: mais lorsqu'ils s'aperçurent que l'honorable et haute cour du parlement commençait à regarder à leurs crimes et à leurs abus, qu'elle avait remarqué qu'ils donnaient des entorses à la religion comme à un nez de cire pour avancer leurs desseins ambitieux, alors Troie fut prise: alors ils commencèrent à désespérer de maintenir leur autorité usurpée, et autant qu'ils le purent, soit par des déclarations publiques, soit dans des conseils privés, ils travaillèrent à fomenter les dissensions entre sa Majesté et son parlement, excitant les malintentionnés par d'abondants secours d'hommes et d'argent, et poussant le peuple aux émeutes par leurs sermons séditieux. Certes, personne ne peut me taxer de mauvais citoyen pour avoir exprimé mon opinion, et voté librement l'abolition de tels abus: chose que le parlement a pu faire aussi bien que Henri VIII lorsqu'il supprima les monastères et leurs paresseux habitants, moines et religieux, car ceux-ci avaient alors autant d'influence dans le royaume qu'en ont eu depuis les évêques: et si, dans ce temps, le parlement eut le droit de les détruire, pourquoi un autre ne pourrait-il pas ce qu'a pu le premier? Quant à moi, j'atteste le Dieu tout-puissant qui sonde les cœurs, que ni l'envie, ni aucune inimitié cachée envers tous en général, ni en particulier envers aucun évêque, ne m'ont fait leur adversaire: c'est purement par zèle pour la religion et la cause de Dieu foulées aux pieds, selon moi, par l'autorité trop étendue des prélats, qui, selon la pureté de leur institution, auraient dû avoir l'esprit humble et le cœur droit, tondant le troupeau sans l'écorcher: et évidemment c'est le contraire qu'ils faisaient.

Et bien que quelques personnes aient allégué que dissoudre l'épiscopat pour quelques évêques vicieux, c'est tirer une fausse conséquence, je répondrai que, puisque le vice de ces prélats dérivait de l'autorité attachée à leurs fonctions, ces fonctions donc, vraie cause du mal, devaient être réformées, et l'autorité dépouillée de ses ailes d'emprunt, sans quoi il eût été impossible que la même puissance qui a rendu les évêques d'aujourd'hui

(si l'épiscopat et la prélature avaient continué à subsister dans leur ancienne force et splendeur) si orgueilleux et si arrogants, ne propageât ces mêmes vices chez leurs successeurs.

Mais ceci n'est qu'une taupinière à côté de cette montagne de bruits calomnieux répandus sur ma loyauté envers sa Majesté sacrée; quelques uns soutiennent que je suis l'auteur des dissensions actuelles entre elle et son parlement, quand je puis prendre à témoin Dieu et ceux qui ont pu connaître ma conduite, que, directement ni indirectement, je n'eus jamais une pensée tendant à la moindre désobéissance ni déloyauté envers sa Majesté, que je reconnais comme mon roi et souverain légitime, et pour le service de qui je répandrais mon sang avec autant d'empressement qu'aucun de ses sujets. Il est vrai, lorsque je pus apercevoir que l'on en voulait à ma vie, lorsque j'appris que j'étais proscrit comme traître, uniquement à cause de mon dévouement à mon pays, informé que moi et quelques autres honorables et dignes membres du parlement, contre les priviléges de la chambre, nous avions été réclamés dans le parlement même par sa Majesté, suivie d'une multitude d'hommes en armes et malintentionnés, qui, je le pense, d'eux-mêmes et à mauvaise intention, avaient persuadé à sa Majesté de se porter contre nous à cet excès de rigueur: lorsque, bien que (ma conscience rend à ce sujet mille témoignages en ma faveur) je n'eusse jamais conçu une pensée qui pût tendre à faire quelque tort à sa Majesté, ni une mauvaise intention contre l'État, je me vis dans un si manifeste danger; on ne pourra me trouver digne de blâme pour avoir songé à ma sûreté et m'être réfugié sous la protection du parlement, qui, faisant de mon affaire la sienne, non seulement me lava, ainsi que ceux qui avaient été compromis avec moi, du crime de haute trahison, mais encore mit nos vies à l'abri de l'orage qui allait fondre sur nous.

Et si ce fait a été l'occasion qui a éloigné sa Majesté du parlement, certes la faute ne peut m'en être imputée, ni à ma conduite: car après le départ de sa Majesté, comme avant, je n'allai jamais plus loin que ce que les lois connues du pays pouvaient permettre, et toujours autorisé par la puissance non contestée du parlement. Aussi long-temps que je serai sûr en ma

conscience que c'est là la vérité, je me croirai au-dessus de tous les mensonges et calomnies de ces gens-là, qui retomberont sur eux-mêmes et ne pourront porter atteinte à ma réputation dans l'esprit des hommes sages et impartiaux.

Dans cette diabolique conspiration de Catilina contre l'État et le sénat de Rome, nul parmi les sénateurs ne fut autant exposé à l'envie des conspirateurs, ou sujet à leurs calomnies, que cet orateur patriote, Cicéron, parce que ce fut par sa prudence et son zèle que leur complot pour la ruine de la patrie fut découvert et prévenu. Et bien que je n'aie pas la présomption d'établir un parallèle entre ce digne citoyen et moi, néanmoins il y a dans nos positions (si l'on peut comparer les plus petites choses aux grandes) quelque rapport. La cause pour laquelle on m'a porté tant de haine, et qui a donné lieu aux hommes malintentionnés de m'accuser, c'est que j'ai poussé hardiment à la réforme des affaires du royaume; ils m'ont mal noté pour ce fait, et dans leur haine ils l'ont transformé en crime: néanmoins ce zèle pour le bien public, je le dis sans orgueil, je le considère comme mon premier mérite; et puisque je souffre ces ignominies pour cette cause, je les endurerai patiemment, espérant que Dieu, dans sa grande miséricorde, réconciliera enfin sa Majesté avec son parlement; et je ne doute pas qu'alors je pourrai donner à sa Majesté même (quoique irritée contre moi) des preuves suffisantes de ma loyauté. En attendant, j'espère que le monde croira que je ne suis pas le premier innocent qui ait été calomnié, et qu'il suspendra son jugement sur mon compte.

(Rushworth. part. 3, t. II, p. 376-378.)

V.

(Servant d'éclaircissement à la page 104.)

Lettre du roi au prince Robert, pour lui donner ordre de secourir York.

Ticknill [1], 14 juillet 1644

Mon neveu,

Je dois avant tout me féliciter avec vous de vos heureux succès, et vous assurer qu'ils ne me sont pas plus agréables par eux-mêmes que par l'idée qu'ils sont votre ouvrage. Je sais combien il est important de ne pas vous laisser manquer de poudre: aussi ai-je pris tous les moyens possibles de vous en procurer: j'ai envoyé à la fois en Irlande et à Bristol. Quant à en tirer d'Oxford, le porteur de cette lettre doit être pleinement convaincu que pour le moment il y a impossibilité. Si cependant il vous disait que je pourrais en prélever sur l'approvisionnement de cette place, je vous fais juge vous-même de ce qui en est, puisque je n'y en ai laissé que trente-six barils: mais tout ce que Bristol en fournira vous l'aurez: je ne puis pourtant vous donner à cet égard une complète certitude, cette ville se trouvant menacée d'un siége.

Il faut maintenant que je vous fasse connaître au juste le véritable état de mes affaires, et si leur situation me force de vous donner des ordres plus péremptoires que je n'aurais de moi-même l'intention de le faire, ne le prenez pas mal. Dans le cas où je viendrais à perdre York, je regarderais ma couronne comme inévitablement perdue, à moins que vous ne l'affermissiez sur ma tête par une marche rapide pour me rejoindre, et par quelques succès éclatants dans le sud, avant que le contre-

[1] Tickenhall, près Bewdley, dans le comté de Worcester.

coup des avantages remportés par l'armée parlementaire du nord eût pu se faire sentir ici. Mais si vous parveniez à dégager York et à battre les troupes rebelles des deux royaumes qui sont devant cette place, alors, mais sans cela non, je pourrais trouver quelque moyen, en me tenant sur la défensive, de gagner du temps jusqu'à ce que vous arrivassiez à mon aide. Je vous ordonne donc et vous conjure, au nom du devoir et de l'affection que je vous connais pour moi, de renoncer à toute entreprise nouvelle, et de marcher sur-le-champ, comme vous en aviez d'abord le projet, avec toutes vos forces, au secours d'York. Si cette place était prise, ou qu'elle se fût elle-même délivrée du siége, ou qu'enfin le manque de poudre vous empêchât de tenter ce que je vous prescris, alors dirigez-vous immédiatement et avec toutes vos troupes sur Worcester, pour renforcer moi et mon armée. Si vous ne le faites, ou que vous ne réussissiez pas à secourir York et à battre les Écossais tous les succès que vous pourriez obtenir par la suite ne me seraient très certainement d'aucun avantage. Vous devez être bien persuadé que rien qu'une nécessité extrême ne saurait me contraindre à vous écrire comme je le fais: aussi je ne mets nullement en doute, dans la circonstance présente, votre ponctuelle exactitude à obéir à

Votre affectionné oncle et ami fidèle,

CHARLES, *roi.*

Memoirs of sir John Evelyn, t. II, Appendice, p. 87.

VI.

(Servant d'éclaircissement à la page 145)

Ordonnance de renoncement à soi-même, adoptée le 3 avril 1645.

Il est ordonné, par les lords et les communes assemblés en parlement, que tous et chacun des membres de chacune des chambres du parlement seront et sont, en vertu de la présente ordonnance, déchargés, dans le délai de quarante jours à dater de l'adoption de ladite ordonnance, de tous et chaque offices ou commandements, soit militaires, soit civils, accordés ou conférés depuis le 20 novembre 1640, soit par l'une desdites chambres du parlement, soit par toutes deux, ou par aucun pouvoir délégué soit par l'une de ces chambres, soit par toutes deux. Il est en outre ordonné que tous autres gouverneurs ou commandants de toutes îles et villes, de tous châteaux et forts, ainsi que tous autres colonels ou officiers d'un grade inférieur à celui de colonel, servant dans les diverses armées, et qui ne sont pas membres de l'une ou l'autre desdites chambres du parlement, devront, par suite des commissions qui leur ont été respectivement délivrées, continuer l'exercice des différents emplois et commandements dont ils étaient pourvus et qu'ils occupaient le 20 mars 1644, comme si la présente ordonnance n'avait pas été rendue; comme aussi que le vice-amiral, le contre-amiral, tous autres capitaines et tous autres officiers de grade inférieur de la flotte, devront par suite des diverses commissions qui leur ont été respectivement délivrées, continuer l'exercice des différents emplois et commandements dont ils étaient pourvus et qu'ils occupaient ledit jour 20 mars 1644, comme si la présente ordonnance n'avait pas été rendue. Il est toujours bien entendu,

et de plus ordonné et déclaré que, durant la guerre, les revenus et bénéfices attachés à tous offices non militaires ou non judiciaires, qui seraient accordés par la suite ou donnés de quelque manière que ce fût à une ou plusieurs personnes, soit par l'une des chambres du parlement ou par toutes les deux, soit par un pouvoir délégué par elles, devront être appliqués et constamment employés aux besoins publics, selon ce que les deux chambres du parlement auront réglé; comme aussi que les commissionnés et autre individus chargés de remplir lesdits offices seront comptables au parlement de tous les profits et bénéfices casuels qui en proviendraient, et ne retireront de tels offices aucun autre profit qu'un salaire convenable pour la gestion desdits offices, tel qu'il sera réglé et ordonné par les deux chambres du parlement. Il est bien entendu que la présente ordonnance ne tend en rien à retirer le pouvoir et l'autorité à aucun lieutenant ou député lieutenant des divers comtés, villes ou places, ou gardes des rôles, à aucune commission de justice de paix ou des digues et canaux, non plus qu'à aucune commission pour ouïr et terminer, ou pour mise hors de prison. Il est toujours bien entendu et déclaré, en conséquence, que ceux des membres de l'une ou l'autre chambre à qui des offices auraient été accordés par sa Majesté avant la réunion du précédent parlement, qui en auraient été déplacés par sa Majesté depuis l'instant où siége ledit parlement, et ont été reintégrés depuis par l'autorité des deux chambres, ne seront pas déchargés par la présente ordonnance de leursdits offices, ni privés des produits qu'ils en tirent, mais continueront à en jouir comme par le passé, et ce nonobstant toute disposition contraire qui pourrait être contenue dans ladite ordonnance.

(*Parliamentary History*, t. III, col. 355.)

VII.

(Servant d'éclaircissement à la page 158.)

Extrait des registres du conseil tenu à Oxford, le 5 décembre 1644.

Au conseil tenu à Oxford le 5 décembre 1644, étaient présents:

Son excellente Majesté le roi,

Le prince Robert,
Le prince Maurice,
Le lord garde du grand sceau,
Le lord trésorier,
Le lord duc de Richmond,
Le lord marquis de Hertford,
Le lord grand chambellan,
Le comte de Southampton.
Le lord chambellan,
Le comte de Berkshire,
Le comte de Sussex,
Le comte de Chichester,
Lord Digby,
Lord Seymour,
Lord Colepepper,
M. le secrétaire Nicholas.

M. le chancelier de l'Échiquier.

Il est donné lecture d'une lettre écrite par le comte d'Essex à son altesse le prince Robert, général des armées de sa Majesté, conçue en ces termes:

MONSEIGNEUR,

Il a été envoyé, de la part de sa Majesté, aux commissaires des deux royaumes dernièrement réunis à Oxford, un message contenant demande d'un sauf-conduit pour le duc de Richmond et le comte de Southampton, mais sans aucune explication sur le motif de cette demande. J'ai reçu des deux chambres du par-

lement l'ordre de faire savoir à votre Altesse que, s'il plaît à sa Majesté de vouloir qu'un sauf-conduit soit délivré par les lords et les communes assemblés à Westminster, et formant le parlement d'Angleterre; au duc de Richmond et au comte de Southampton, ainsi qu'à leur suite, comme chargés de porter aux lords et aux communes assemblés en parlement d'Angleterre, ainsi qu'aux commissaires du royaume d'Écosse maintenant à Londres, une réponse aux propositions soumises à sa Majesté, à l'effet d'établir une paix solide et sûre, ce sauf-conduit sera accordé. Ceci étant tout ce dont j'ai pour le présent à informer votre altesse,

je suis de votre altesse l'humble serviteur,

Essex.

4 décembre, 1644.

Cette lettre et ses expressions ayant été pleinement examinées et discutées, le conseil entier décide unanimement que la demande d'un sauf-conduit faite par sa Majesté, dans les termes mentionnés en la lettre qui vient d'être lue, n'emporterait nullement ni reconnaissance ni aveu que les membres des deux chambres siégeant à Westminster forment un véritable parlement, et ne porterait en aucune manière préjudice à la cause de sa Majesté.

Sur quoi sa Majesté déclare hautement au conseil que, puisque telle est l'opinion de leurs seigneuries, elle consent, par suite de cet avis (et *eo animo*, dans le même esprit), que la chose se fasse ainsi. En conséquence, sa Majesté manifeste le désir que son Altesse le prince Robert, comme général de sa Majesté, fasse la réponse suivante:

Milord,

J'ai reçu de sa Majesté l'ordre de demander à votre seigneurie, pour le duc de Richmond et le compte de Southampton, leurs domestiques, voitures, chevaux et autres commodités nécessaires à leur voyage, pour aller à Londres, la durée de leur séjour dans cette ville et leur retour, lorsqu'ils jugeront à propos de prendre congé des lords et des communes assemblés à

Westminster en parlement d'Angleterre, un sauf-conduit, à l'effet par eux de porter aux lords et aux communes assemblés en parlement d'Angleterre, ainsi qu'aux commissaires du parlement d'Écosse, actuellement à Londres, la réponse aux propositions soumises à sa Majesté pour l'établissement d'une paix solide et sûre.

Je suis de votre seigneurie le serviteur,

ROBERT.

Oxford, 5 décembre 1644.

Ladite lettre a été en conséquence envoyée à Londres par un trompette.

EDW. NICHOLAS.

Ce qui suit était écrit de la main de sir Edouard Nicholas.

Memorandum. De tout le conseil, le roi et moi nous fûmes les seuls qui ne partageâmes pas l'opinion qu'il fût convenable de donner à ceux qui siégeaient à Westminster le nom de parlement. Le prince Robert, quoique présent, ne vota pas, comme devant exécuter ce qui serait arrêté par le conseil. Mais conformément au règlement et à la pratique habituelle du conseil, lorsque la majorité adopte une mesure ou prend une décision, tous les membres présents à la discussion sont, quoique ayant manifesté un avis différent, regardés comme engagés par la majorité, et doivent être nommés comme consentants.

EDW. N.

(*Memoirs of sir John Evelyn*, t. II, Appendice, p. 90.)

VIII.

(Servant d'éclaircissement à la page 17[illegible].)

March of David Lesley.

(Texte anglais.)

1.

March, march, pinks of election!
Why the devil don't you march onward in order?
March, march, dogs of redemption!
Ere the blue bonnets come over the border.
You shall preach, you shall pray,
You shall teach night and day;
You shall prevail o'er the kirk gone a whoring;
Dance in blood to the knees,
Blood of God's enemies!
The daughters of Scotland shall sing you to snoring.

2.

March, march, dregs of all wickedness!
Glory that lower you can't be debased.
March, march, dunghills of blessedness!
March and rejoice for you shall be raised
No to board, not to rope,
But to faith and to hope;
Scotland's athirst for the truth to be taught her:
Her chosen virgin race,
How they will grow in grace,
Round as a neep, like calves for the slaughter!

VIII.

(Servant d'éclaircissement à la page 173.)

Chanson des cavaliers contre David Lesley et les troupes écossaises rappelées d'Angleterre au secours de l'Écosse presbytérienne vaincue par Montrose.

(Traduction française.)

1.

En avant, en avant, cruches d'élection! Pourquoi diable ne marchez-vous pas en avant et en ordre? En avant, en avant, chiens de rédemption! Arrivez avant que les bonnets bleus[1] passent la frontière. Vous prêcherez, vous prierez, vous endoctrinerez nuit et jour; vous triompherez de l'Église, qui n'est plus qu'une coureuse; dansez dans le sang jusqu'aux genoux, dans le sang des ennemis de Dieu; les filles de l'Écosse vous chanteront jusqu'à vous endormir.

2.

En avant, en avant, lie de perversité! Rien ne saurait souiller la gloire qui vous attend; en avant, en avant, fumier de sainteté! Marchez et réjouissez-vous, car vous serez élevés, non pas à l'échafaud, non pas à la potence, mais à la foi et à l'espérance. L'Écosse a soif qu'on lui enseigne la vérité: combien vont croître en grâce ses jeunes filles, [illegible], rondes comme un navet, grasses comme des veaux prêts pour la boucherie!

[1] Les montagnards de Montrose qui étaient sur le point d'entrer en Angleterre.

3.

March, march, scourges of heresey!
Down with the kirk and its whilliebaleery!
March, march! down with supremacy
And the kist fu'o' whistles, that maks sic a cleary:
Fife men and pipers braw,
Merry deils, tak them a'
Gown, lace and livery, lickpot and ladle;
Jockey shall wear the hood,
Jenny the sark of God,
For codpiece and petticoat, dishclout and daidle.

4.

March, march, blest ragamuffins!
Sing, as ye go, the hymns of rejoicing!
March, march, justified ruffians!
Chosen of heaven! to glory you' re rising.
Ragged and treacherous,
Lousy and lecherous,
Objects of misery, scorning and laughter;
Never, o happy race!
Magnified so was grace;
Host of the righteous! rush to the slaughter!

(Hogg, *Jacobite Relics of Scotland*, t. 1, p. 5. 163.)

3.

En avant, en avant, fouets de l'hérésie! à bas l'Église et sa vorace hypocrisie! En avant, en avant! à bas la suprématie et le coffre aux tuyaux [1] qui rend des sons si brillants! Fifres, braves joueurs de cornemuse, gais démons, à bas le surplis, les dentelles, la livrée, la lèche-frite et la cuiller à pot [2]! Jockey portera la capuce pour bonnet, et Jenny la soutane pour jupon, pour torchon et pour baveron.

4.

En avant, en avant, chenapans bénis! chantez en marchant les hymnes de réjouissance: en avant, en avant, bandits sanctifiés! élus du ciel, vous marchez à la gloire: traîtres en haillons, pouilleux et paillards, proie de la misère, objets de rire et de mépris; jamais, ô race bienheureuse! jamais la grâce n'a brillé avec tant d'éclat: armée des justes, en avant! au carnage!

[1] L'orgue.

[2] Manière insultante et populaire de désigner les pauvres curés et vicaires de l'Église anglicane

IX.

(Servant d'éclaircissement à la page 362.)

Je donne ici les pièces et dépêches inédites relatives à l'intervention des États Généraux des Provinces-Unies en faveur de Charles Ier. La première de ces pièces est en français; les autres sont en hollandais: je les ai fait traduire complètement et littéralement, d'après des copies certifiées des originaux que M. de Jouge, archiviste du royaume des Pays-Bas, a fait faire pour moi, et m'a envoyées de La Haye.

1° *Sommaire de ce que son Altesse royale le prince de Galles a fait représenter de sa part et en sa présence, aux hauts et puissants seigneurs les États Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, par le résident du roi de la Grande-Bretagne, etc., le 23e jour de janvier* 1649.

Son Altesse royale le prince de Galles a de longtemps eu l'intention de demander audience en sa personne propre pour reconnaître les honneurs et grandes civilités qu'il a reçues de leurs seigneuries depuis son arrivée en ces pays: à présent, il la désire bien instamment, sur une occasion de la plus grande importance du monde à son Altesse, dont il présume que leurs seigneuries en auront un très grand ressentiment. Leurs seigneuries ne sauraient qu'avoir connaissance du grand danger présent de la vie du roi, son père, comme après un traité personnel avec ses deux chambres du parlement, il y avait tel progrès à la paix par les concessions de sa Majesté, que lesdites chambres se sont déclarées résolues de procéder là dessus à l'établissement de la paix du royaume; ce qui aussi eût indubitablement succédé, si

l'armée n'eût point saisi la personne de sa Majesté, et mis en prison plusieurs membres du parlement, qui se sont montrés les plus adonnés audit traité de paix.

Tel donc est l'état de ce royaume bien misérable: le roi si étroitement emprisonné, qu'un gentilhomme envoyé exprès de la part de son Altesse, seulement pour voir sa Majesté, n'a pas été permis d'entrer en sa présence; le parlement tellement rompu et dissipé, qu'il n'y reste qu'environ cinquante, de plus de cinq cents personnes dans la chambre des communes; et la maison des seigneurs, qui ont unanimement refusé leur concurrence à ces procédures violentes, en effet anéantie, par une déclaration de ce peu de communes que tout pouvoir souverain, dans ce royaume-là, leur appartient, sans roi, sans seigneurs. De sorte que les membres du parlement ne s'assemblent point, sinon ceux qui s'accordent et soumettent aux résolutions d'un conseil de guerre, constitué pour gouverner le royaume; ayant à cette fin publié une remontrance qui contient le modèle d'un nouveau gouvernement que l'on veut établir, à la ruine du parlement aussi bien que du roi, renversant la fabrique et la constitution du royaume et de toutes les lois d'icelui, et exposant la religion protestante à l'invasion de plus d'hérésies et de schisme que jamais en aucun siècle ont infesté l'Église chrétienne.

On ne se contente point de cette confusion, mais davantage on a déclaré une résolution, et ordonné des commissaires, pour faire procès contre la personne de sa Majesté, en apparence pour la déposer et lui ôter la vie; ce que son Altesse ne saurait mentionner sans horreur; aussi il s'assure que leurs Seigneuries ne l'entendent point sans semblable détestation.

Quelle influence ces procédures non pareilles peuvent avoir sur l'intérêt et le repos de tous rois, princes et États, et combien ce pouvoir extravagant, que ces gens-là ont usurpé, puisse toucher la tranquillité des pays voisins, et jusqu'où la religion réformée puisse souffrir par ces actions scandaleuses de ceux-là qui en font profession, il n'est pas besoin que son Altesse presse leurs Seigneuries à considérer; mais il se contente d'avoir fait ce triste récit de la condition et misère dans laquelle le roi et la couronne d'Angleterre sont à présent, s'assurant que leurs Sei-

gneuries se veuillent comporter là-dessus selon l'estime et respect qu'elles ont toujours montré à l'égard d'un si bon ami et allié. Ainsi son Altesse se promet au plus tôt de l'amitié et prudence de leurs Seigneuries telle assistance de leur conseil, et autrement, que l'extrême nécessité à présent du roi son père et de son Altesse requiert, qui par icelle seront réellement à jamais obligés de tout contribuer en leur pouvoir au maintien et à l'avancement de l'intérêt, grandeur et félicité de leurs Seigneuries.

A la suite de ces représentations du prince de Galles, les États Généraux résolurent d'envoyer à Londres, comme ambassadeurs extraordinaires, MM. Albert Joachim et Adrien de Pauw, en leur donnant les instructions suivantes:

2° *Instructions pour MM. les ambassadeurs de leurs Hautes Puissances envoyés à Londres dans l'année* 1649.

MM. les ambassadeurs représenteront au parlement d'Angleterre que les conséquences de l'emprisonnement du roi tourneront à l'avantage ou au désavantage du royaume d'Angleterre, selon la modération ou la dureté que l'on déploiera dorénavant à l'égard de sa personne; car tous les neutres sont d'avis que l'infortune dans laquelle il se trouve actuellement lui est survenue parce qu'il a été d'un avis contraire à celui qui a prévalu quant aux moyens à employer pour remédier aux maux qui règnent dans l'empire de la Grande-Bretagne. Comme il est encore temps de trouver des remèdes à ces maux, le parlement est prié de ne point tolérer qu'on saisisse toutes sortes de prétextes pour aggraver les griefs dont on charge déjà le prisonnier, et le rendre par là plus malheureux qu'il n'est dans ce moment. En supposant que le parti qui maintenant est dans le malheur eût eu le dessus, il se peut qu'il eût voulu juger avec rigueur les actions de ses adversaires, et qu'il leur eût refusé

toute espèce de moyens de défense; mais MM. les États Généraux sont persuadés que la bonne foi de tous ceux qui entendront la proposition de MM. les ambassadeurs leur fera intérieurement répondre que cela n'aurait pas été équitable, et qu'ils approuveront l'axiome: *Politicum in civilibus dissensionibus, quamvis sæpe per eas status lædatur, non tamen in exitium statûs contenditur, proinde qui in alterutras partes descendunt hostium vice non habendi.*

MM. les États Généraux savent que vos Excellences ont nommé des commissaires extraordinaires pour examiner la situation du roi; ils s'en rapportent tant aux choix de vos Excellences qu'à la sincérité et à la bonne foi avec laquelle lesdits commissaires rendront, dans la cause en question, un jugement qui puisse être soumis à l'examen du monde entier et approuvé un jour par le juge suprême envers lequel ils seront responsables. Tous les gens de bien s'attendent que, dans une affaire d'une telle importance, on procédera d'une manière sage et chrétienne.

L'expérience de tous les temps a démontré que la méfiance s'introduit facilement dans les gouvernements; que dans ceux qui sont composés de plusieurs corps, elle est ordinairement un puissant aiguillon; qu'enfin il n'y a à craindre ni honte ni déshonneur quand il s'agit de sauver l'État, ce qui rend toutes les inquiétudes légitimes et louables. Cependant il n'y a rien de plus fâcheux que de s'abandonner à des soupçons sans bornes, qui font tout interpréter en mal.

Si vos Excellences ont pensé que quelque malheur menaçait le royaume d'Angleterre, en l'empêchant elles ont atteint leur but. Chacun sait bien qu'il arrive aux plus sages de ceux qui gouvernent la république de mêler aux affaires quelque chose de leurs affections particulières, et que ne jamais faillir dans le maniement des grandes affaires, est une perfection au-dessus de la nature humaine et dont le défaut doit être facilement excusé.

Voilà ce que messieurs les États Généraux prient vos Excellences de vouloir bien prendre en considération, persuadés qu'ils le feront avec la plus grande sagesse. Malgré la méfiance que

vos Excellences ont conçue à l'égard d'un si grand personnage, elles doivent tenir compte d'un si long emprisonnement (qui en lui-même, d'après les lois ordinaires, est déjà une grande punition), et des grands et notables services rendus au royaume d'Angleterre par lui et ses prédécesseurs, rois et reines. Vos Excellences en auront compassion et prendront garde *ut eximatur periculo qui est inter vos celebri fama, ne ipsis opprobrio multi magis ac magis alienentur.*

Il importe beaucoup au bien être du royaume d'Angleterre que vos Excellences procèdent en conséquence et suivent le conseil de ce Romain qui donnait l'avis, pour mieux assurer les mesures du consulat de Pompée, de ne rien annuler de ce qui avait été fait sous les gouvernements précédents, mais seulement d'être prudent pour l'avenir. On peut appliquer avec raison aux circonstances actuelles l'excellente précaution qu'un autre employait pour garantir sa propre statue, en empêchant de renverser celle de son ennemi qu'il avait cependant entièrement vaincu. C'est ainsi que vos Excellences sont priées d'agir dans une affaire d'une si haute importance, qui peut être la source de tant d'inconvénients, et de faire paraître leur bonté envers ce grand personnage, en le préservant de honte et d'ignominie; car ce n'est point ménager les hommes que permettre qu'ils soient flétris du déshonneur. Le parlement est donc prié de rendre au roi la liberté.

MM. les ambassadeurs doivent aussi, suivant les circonstances, *mutatis mutandis*, exposer les susdites considérations à M. le général Fairfax et au conseil de l'armée, en y ajoutant que leur mérite distingué leur a donné une grande autorité dans le royaume d'Angleterre, et que toutes ces choses dépendent principalement d'eux, et tourneront d'après leurs intentions. A cause de quoi MM. les États Généraux recommandent cette affaire à leur grande sagesse, afin que non seulement ils soient à l'Angleterre (qui met actuellement en eux son plus grand espoir) un bouclier et un glaive en temps de guerre, mais aussi un secours au roi dans sa malheureuse situation, en dirigeant les discussions publiques vers une fin bonne et modérée, dont le royaume profitera et dont ils retireront eux-mêmes une gloire immortelle.

Par leur magnanimité, ils feront verser des larmes de joie au plus grand nombre de leurs concitoyens qui, dans ce moment, sont près de pleurer de douleur. Dans l'antiquité, on a dit que les Syracusains n'étaient que le corps et les membres, et qu'Archimède était l'ame qui faisait tout mouvoir : la même chose peut se dire maintenant avec beaucoup plus de raison du royaume d'Angleterre et de son Excellence, ainsi que du conseil de l'armée : ce corps et ces membres n'agiront donc, dans la présente affaire, d'après aucune autre direction que celle que son Excellence et le conseil de l'armée leur inspireront suivant leurs sages réflexions. Tout en faisant briller ainsi leurs propres et éminentes qualités d'une nouvelle gloire et grandeur, le bien en rejaillira sur tous les habitants du royaume. MM. les ambassadeurs ajouteront encore qu'il y a eu aussi un grand capitaine, sage homme d'État, qui se faisait gloire de ce que jamais il n'avait fait verser de larmes à qui que ce fût dans son pays, regardant comme le fruit le plus doux de ses victoires d'oser et de pouvoir saluer chaque jour tous ses concitoyens, suivant le proverbe : « Que la clémence fait aimer et révérer tous ceux qui « en usent, et que la sévérité, bien loin d'ôter les obstacles et « difficultés, d'ordinaire les accroît et fait multiplier. »

Les médecins prudents craignent aussi d'employer des remèdes trop forts, parce que ceux-ci chassent souvent du corps la maladie et la vie en même temps, et ils préfèrent se servir, pour plus de sûreté, de moyens lénitifs.

Si son Excellence et le conseil de l'armée agissent ainsi, les cœurs des sujets bien pensants en Angleterre s'uniront entre eux d'une amitié réciproque, meilleure et plus puissante pour consolider un État que toutes les chaînes de fer les plus pesantes.

MM. les États Généraux croient que le royaume d'Angleterre sera invincible si son Excellence, ainsi que le conseil de l'armée, veulent bâtir sur des bases si équitables envers le monde et si agréables à Dieu, lesquelles en outre sont si conformes au caractère de la nation anglaise et à la situation de ses affaires. MM. les États Généraux prient enfin son Excellence et le conseil de l'armée de vouloir bien embrasser et employer lesdits moyens, afin que le roi soit élargi de sa prison et mis en liberté.

3° *Première dépêche de MM. les ambassadeurs extraordinaires en Angleterre à MM. les États Généraux.*

Hauts et puissants seigneurs,

Arrivés ici le 5 du courant, vers le soir, nous avons été reçus par le maître des cérémonies du parlement avec beaucoup d'excuses, et nous avons tout de suite demandé et insisté sur une audience pour le lendemain; après quoi nous vous avons adressé le soir très tard nos premières dépêches [1]. Dès le 6, de bon matin, nous avons fait demander par nos secrétaires et par le maître des cérémonies notre présentation aux deux chambres du parlement. En réponse, l'orateur de la chambre haute nous a fait informer que ladite chambre était ajournée jusqu'à lundi, et celui de la chambre des communes nous a fait dire que, malgré quelques empêchements particuliers, il soumettrait notre demande, et qu'il tâcherait de la faire réussir. Nos secrétaires étant restés à attendre la réponse, ledit orateur nous fit savoir, dans l'après-midi, que la chambre n'avait pu tenir séance dans la matinée, vu que tous les juges qui en font partie avaient dû assister à la haute cour de justice, et que par ce motif la chambre basse avait été obligée de s'ajourner également jusqu'à lundi prochain. Apprenant ensuite que, dans le même jour, ladite cour de justice avait prononcé l'arrêt de mort du roi en sa présence même, nous sommes parvenus dimanche, le 7 du courant, quoique ici ce jour exclue toute occupation qui n'a pas rapport au culte, à force de démarches, à obtenir dans la matinée même, d'abord une audience particulière de l'orateur de la chambre basse, puis une de celui de la chambre haute, et enfin, dans l'après-midi (mais non sans beaucoup de peine), nous avons été, admis auprès du général Fairfax, du lieutenant général Cromwell et des principaux officiers de l'armée qui se trouvaient au même moment réunis dans l'hôtel du général. Nous avons fait toutes les représentations possibles auxdits orateurs, au général,

[1] Dépêches sans intérêt historique.

et au lieutenant général, tant en particulier qu'à eux réunis : nous avons appuyé nos sollicitations des motifs les plus puissants pour obtenir un sursis à l'exécution du roi (que l'on supposait être fixée pour lundi), jusqu'à ce que nous eussions été entendus dans le parlement ; mais nous n'avons reçu que différentes réponses dictées soit par la disposition, soit par l'humeur de chacun d'eux.

Le lundi 8, de bon matin, nous avons envoyé de nouveau chez les orateurs des deux chambres, pour les presser de nous faire obtenir une audience : et après qu'on eut fait attendre à Westminster nos secrétaires, ainsi que le maître des cérémonies jusqu'après midi, on est venu nous annoncer subitement, et sans qu'il nous restât un demi-quart d'heure, que les deux chambres, avant d'aller dîner, nous recevraient, et que nous devions nous rendre à deux heures dans la chambre haute, et à trois heures dans la chambre basse. Nous nous sommes conformés à cet avis, et nous sommes rendus dans la chambre haute, où il y avait très peu de pairs, ainsi que dans la chambre des communes, où siégeaient environ quatre-vingts membres. Après avoir verbalement exposé et remis par écrit la substance de nos instructions, tendant principalement à ce que l'exécution du roi fût suspendue jusqu'à ce que nous eussions pu, dans une seconde audience ou dans des conférences, exposer plus de motifs puissants pour lui laisser la vie, ou du moins ne point procéder précipitamment à l'exécution de son arrêt de mort, il nous a été répondu par les deux orateurs que notre proposition serait mise en délibération.

Les membres de la chambre haute ont voté que des conférences à ce sujet entre les deux chambres auraient immédiatement lieu ; mais comme la journée était déja avancée, et comme les membres de la chambre des communes, aussitôt après notre audience, se levaient pour se retirer, avant même que nous eussions pu quitter la pièce où nous avions été conduits pour nous rendre en bas, nous avons en toute hâte fait traduire en anglais notre proposition, et l'avons fait remettre entre les mains de l'orateur de la chambre basse, et ensuite entre celles de l'orateur de la chambre haute.

Cependant ayant vu hier, en passant devant Whitehall, qu'on faisait des préparatifs que l'on disait être pour l'exécution, et ayant conféré ce matin longtemps avec MM. les commissaires de la couronne d'Écosse, pour conserver, s'il était possible, la vie au roi : enfin, continuant toujours à demander au parlement, par nos secrétaires, ou quelque réponse ou une nouvelle audience, nous avons tâché, par l'entremise de MM. les commissaires écossais, de parler encore une fois au général, et l'avons rencontré vers midi, dans la maison de son secrétaire, à Whitehall. Le général, sur nos vives et pressantes instances, s'est enfin laissé émouvoir, et a déclaré qu'il irait tout de suite à Westminster, pour recommander au parlement la réponse et le sursis que nous demandions, et qu'il s'adjoindrait à cet effet quelques officiers notables.

Mais nous avons trouvé, devant la maison où nous venions de parler au général, environ deux cents cavaliers, et nous avons appris, tant en chemin qu'en rentrant chez nous, que toutes les rues, avenues et places de Londres étaient occupées par des troupes, sans que l'on pût passer, et que les environs de la cité étaient couverts de cavalerie, de manière à ne pouvoir entrer ni sortir. Nous ne pouvions et ne savions par conséquent plus rien faire. Déjà, deux jours auparavant, tant avant qu'après notre audience, des personnes dignes de foi nous avaient constamment assuré et déclaré que nulle démarche ou intercession dans le monde ne réussirait, et que Dieu seul pouvait empêcher l'exécution résolue; ce que MM. les commissaires écossais, à leur grand regret, nous avaient également dit. Ainsi l'ont prouvé les événements; car ce même jour, entre deux et trois heures, le roi a été conduit sur un échafaud couvert de drap noir, et dressé devant Whitehall. Sa Majesté (assistée de l'évêque de Londres, qui, à ce que l'on assure, lui a administré le matin, à six heures, le saint sacrement et des consolations), après avoir dit quelques paroles, a rendu sa jarretière, le cordon bleu et son manteau, a ôté lui-même son pourpoint, et a montré beaucoup de fermeté dans toute sa conduite. Le roi s'étant couché lui-même, la tête lui a été tranchée, et on l'a élevée en l'air, pour la montrer à tout le monde réuni.

Voilà ce qu'à notre grand regret et chagrin nous sommes obligés d'annoncer à VV. HH. et PP. SS., et nous déclarons que nous avons mis toute la diligence possible, sans relâche et de toutes nos forces, pour nous acquitter de la commission de VV. HH. et PP. SS., en cherchant à empêcher l'exécution d'un arrêt si fatal. Cependant, comme dans ce pays toutes sortes de nouvelles sont débitées pour et contre, suivant la fantaisie de chacun, qu'on les interprète souvent de travers, et qu'on brode ou exagère, surtout dans ce moment où les esprits sont si échauffés, nous prions VV. HH. et PP. SS., dans le cas où ils recevraient des rapports contraires ou plus alarmants que le présent, de ne pas y ajouter foi, et de nous croire, nous qui nous sommes rendus ici au péril de notre vie et n'avons négligé aucun des devoirs dont nous étions chargés.

Nous n'osons mander à VV. HH. et PP. SS. d'autres particularités que nous apprenons sur cet événement de toutes parts, tant confidentiellement que par le public, vu que le passage est très difficile, tous les ports de mer étant fermés. Seulement nous ajouterons que l'on dit que le roi étant sur l'échafaud, a recommandé d'affermir la religion, en prenant l'avis des théologiens catholiques romains, et de respecter les droits du prince, son fils, ajoutant qu'il se croyait en conscience innocent du sang répandu, excepté celui du comte de Strafford. Immédiatement après la mort du roi, elle a été annoncée et proclamée dans toute la ville à son de trompe.

Par la présente, nous prions le Tout-Puissant d'accorder une longue prospérité à VV. HH. et PP. SS. et à V. H. et P. gouvernement.

Signé ALB. JOACHIM.

Londres, le 9 février 1649.

4° *Seconde dépêche.*

HAUTS ET PUISSANTS SEIGNEURS,

Par suite de notre première dépêche, du 9 de ce mois, nous avons informé en détail VV. HH. et PP. SS. de toutes les démarches que nous avions faites auprès des principaux fonctionnaires et personnages de ce pays, ainsi que des sollicitations que nous leur avions adressées, et des propositions que nous avions transmises publiquement et par écrit aux deux chambres du parlement (dont nous insérons copie dans les présentes, le temps ne nous ayant pas permis de la joindre à notre dépêche précédente, qui fut expédiée par une occasion inopinée), propositions qui restèrent sans réponse, ainsi que notre demande d'être admis à une seconde audience, et furent suivies de l'exécution immédiate de la personne du roi et de la défense à qui que ce fût, sous peine de haute trahison, de s'arroger aucune autorité au nom du pouvoir monarchique, ou de reconnaître et favoriser le gouvernement du prince de Galles ou de tout autre prétendant à la succession royale.

Déjà avant cet événement nous appréhendions, et depuis nos craintes se sont réalisées, qu'il n'eût été résolu, parmi les autorités d'ici, d'abolir entièrement le gouvernement monarchique, et d'en établir un d'une nature toute différente; car on dit ici publiquement que les descendants du défunt roi seront, sans aucune exception, exclus à jamais de toute souveraineté quelconque dans ce pays, sans toutefois qu'on puisse découvrir quelle espèce de gouvernement remplacera celui qu'on vient d'abolir.

Nous venons d'apprendre aussi que déjà des commissaires viennent d'être nommés par le parlement pour se rendre en toute diligence en Écosse, où l'on présume et annonce pouvoir diriger les affaires d'après le système adopté en Angleterre. On dit aussi, tant publiquement qu'en secret, que les seigneurs de la chambre haute se montrent mécontents de l'exécution du roi,

et ne sont nullement d'accord avec la chambre des communes sur les changements à introduire dans le gouvernement : d'un autre côté, l'on croit que l'Écosse veut rester fidèle au gouvernement monarchique et à ses anciennes institutions. Il est difficile de prévoir quelle sera l'issue de toutes ces combinaisons et de ces changements dans les deux pays, et quoique la tranquillité publique ne soit nullement troublée dans cette capitale, au moyen de la surveillance redoublée qu'y exercent les nombreux postes militaires, nous ignorons quelle est à cet égard la situation des provinces.

Hier, nous avons reçu la visite de M. le lieutenant général Cromwell, lequel nous a parlé avec infiniment de respect du gouvernement de VV. HH. PP.; il a entre autres entamé le sujet de la religion, nous donnant à entendre qu'avec le concours de VV. HH. PP., il serait possible et nécessaire de la rétablir ici d'après un meilleur système, et de lui donner une meilleure organisation.

M. le comte de Denbigh, qui nous est venu voir également hier, a parlé fort au long sur diverses questions touchant le gouvernement passé et à venir : d'où nous avons conclu qu'il reste encore bien des affaires à arranger, et que les mesures qu'on se propose de prendre ne donnent lieu à aucune conjecture probable sur leur issue et leur succès. Comme le malheureux événement de l'exécution du roi met un terme à la négociation dont notre ambassade extraordinaire était chargée, nous ferons conjointement tous nos efforts pour que les affaires de notre mission en souffrent le moins possible, et continuent de se traiter selon les intérêts et à l'entière satisfaction de VV. HH. PP.

La haute cour de justice ayant terminé ses fonctions, on vient d'instituer d'autres tribunaux extraordinaires pour juger les pairs et autres illustres prisonniers d'État, tels que le duc de Hamilton, le comte de Holland, milord Goring, etc. Ceux d'un moindre rang seront jugés par les tribunaux ordinaires; les prisonniers de guerre le seront par la cour martiale.

Parmi d'autres affaires qui se traitent actuellement au parlement, il est question de faire jouir ici nos nationaux de tous

les droits de navigation, commerce, fabrication, métiers et débit, à l'égal et en commun avec la nation anglaise. Comme nous n'étions pas ignorants de ces dispositions, on nous a fait entendre qu'on serait disposé à nous faire à cet égard des propositions plus au long et en détail. Nous croyons donner par là à VV. HH. PP. une preuve assez évidente que l'on s'occupe ici de toutes les questions qui sortent de l'ordre commun des affaires.

Ce faisant, nous supplions le Tout-Puissant de conserver en une longue prospérité le gouvernement de VV. HH. PP.

Signé Alb. Joachim *et* A. Pauw.

Londres, le 12 février 1649

5° *Troisième dépêche.*

Hauts et puissants seigneurs,

Après la catastrophe sanglante qui a mis fin aux jours du roi, événement dont nos dépêches des 9 et 12 de ce mois ont informé VV. HH. PP., nous nous sommes décidés à nous tenir renfermés chez nous, selon l'exemple d'autres ambassadeurs et de MM. les commissaires écossais. Cependant l'ambassadeur de France et MM. les commissaires écossais nous ayant fait une visite avant cet événement, et M. l'ambassadeur d'Espagne nous ayant rendu itérativement cet honneur avant et après, nous n'avons pu refuser de rendre aux premiers cet acte de politesse et de recevoir la visite du dernier; nous nous sommes donc acquittés réciproquement de ce devoir le 13, et nous avons remarqué que leurs Excellences susdites étaient profondément affectées de ce grand événement, quoique M. l'ambassadeur de France nous eût déjà assurés d'avance de sa parfaite connaissance des événements qui auraient lieu.

L'ambassadeur d'Espagne, don Alfonso de Cardenas, nous a déclaré avoir reçu, le lendemain de l'événement fatal, les ordres

du roi son maître d'intervenir dans les affaires de ce pays; mais actuellement il est d'avis, ainsi que l'ambassadeur de France, que, par la mort inopinée du roi d'Angleterre, leur caractère et leurs fonctions diplomatiques venant de cesser, ils ne pourront plus agir en leur haute qualité, ni se mêler de quoi que ce soit avant d'avoir reçu de nouveaux ordres de leur cour. MM. les commissaires écossais ont successivement envoyé deux dépêches à leurs commettants, c'est-à-dire au parlement d'Écosse actuellement assemblé; ils attendent réponse à leur première dépêche dans le courant de la semaine, et n'agiront qu'après avoir été dûment autorisés.

L'opinion générale est que le gouvernement subira un changement complet, que la maison royale sera mise de côté, et une autre forme de gouvernement introduite; que peut-être on suivra celle de la république de Venise, des Provinces Unies ou de tout autre gouvernement républicain. Nous sommes informés qu'en effet neuf membres de la chambre des pairs et dix-huit de celle des communes vont se réunir en commission pour rédiger conjointement les bases d'une nouvelle constitution. Le 13 de ce mois était le jour fixé pour la réunion en cour de justice des juges royaux à Westminster-Hall; mais on vient de nous informer que la séance n'a point eu lieu, MM. les juges ayant allégué n'être pas suffisamment qualifiés à cet effet, vu que leurs fonctions précédentes ont expiré à la mort du roi, et qu'ils ne peuvent se déterminer à accepter aussi promptement leurs nouvelles nominations faites par le parlement, ni changer l'intitulé de leurs actes de procédure et autres formalités nécessaires, telles que celles qu'a adoptées le parlement le 29 janvier 1648 (style anglais), et que nous avons transmises à VV. HH. PP. par notre dépêche du 9 du courant. Nous continuons de rester jusqu'ici dans l'incertitude la plus complète sur l'issue des événements qui, par la divergence des opinions et autres cas fortuits, peuvent encore éprouver des vicissitudes qu'il est impossible de soumettre à un calcul probable; nous nous contenterons donc de remarquer que jusqu'ici la tranquillité publique n'a été troublée d'aucune manière, et nous prions VV. HH. PP. de vouloir bien ne donner à nos informations d'autre

prix que celui que méritent nos efforts pour découvrir la vérité à travers un dédale de renseignements vrais ou faux que nous recevons de tous côtés, et qui ne nous laissent que la satisfaction d'informer confidentiellement VV. HH. PP. de ce que nous pouvons recueillir par zèle pour leur service. Sur quoi nous prions la toute-puissante Providence de vouloir bien maintenir dans une perpétuelle prospérité le gouvernement de VV. HH. PP.

Signé Adrien Pauw, Alb. Joachim.

Londres, le 15 février 1649.

6° *Quatrième dépêche.*

Hauts et puissants seigneurs,

Les informations contenues dans notre dernière dépêche du 15 de ce mois nous ayant paru assez importantes, nous avions pris soin de l'expédier à VV. HH. PP. par une occasion sûre et prompte; cependant le vent ayant été depuis ce temps fort contraire, nous craignons qu'elle ne soit pas parvenue à sa destination aussi promptement que nous l'avions espéré. Depuis ce moment, nous avons été témoins d'événements bien plus importants encore. Le 16 de ce mois, la chambre des communes, malgré l'attente et le désir de la commission des deux chambres, siégeant en comité, et qui demandait à être consultée sur toutes les mesures à prendre, a décrété que la chambre des pairs cesserait dès ce moment ses fonctions, et ne serait plus consultée ni regardée comme corps délibérant et formant autorité en rien de ce qui concerne les affaires du royaume; de sorte que nonobstant que les lords et princes conservent leurs titres et qualités, et soient aptes à occuper toutes les dignités quelconques, il n'y aura plus à l'avenir qu'une seule et unique chambre des communes dans le parlement d'Angleterre, et les pairs n'y seront plus admis qu'à titre de simples députés nommés par les provinces. Le lendemain 17, la chambre des communes, par son décret de ce jour, a aboli pour toujours la dignité royale en An-

gleterre. Nous sommes informés, en outre, que le parlement, ainsi réduit à une seule chambre des communes, s'assemblera une fois tous les deux ans pour un temps limité, et que le pouvoir exécutif permanent sera remis aux mains d'un conseil de trente ou quarante membres, parmi lesquels les pairs pourront siéger au nombre de douze environ. Ce conseil, ainsi organisé, représentera, durant le recès du parlement, le pouvoir souverain du royaume. Cependant cette dernière mesure n'est point aussi définitivement arrêtée que les deux autres susmentionnées. Du reste, la chambre des communes se complète successivement par la rentrée de plusieurs membres, qui reprennent leurs siéges en signant un acte expurgatoire par lequel ils déclarent renoncer aux opinions qui les ont précédemment constitués en opposition contre leurs collègues. On dit aussi qu'au premier jour on procédera à l'élection des nouveaux juges de la haute cour et des juges de paix ou juges inférieurs.

M. le comte de Denbigh, orateur de la chambre des pairs, n'ayant pu parvenir à nous transmettre un message le 17, est venu nous rendre visite le 18, pour nous informer de quelle manière s'étaient opérés la dissolution et l'anéantissement de cette assemblée, et s'acquitter des derniers ordres qu'il en avait reçus, en nous transmettant la réponse de la chambre à nos propositions. Après en avoir fait lecture, il nous en a remis la copie, que nous renfermons dans les présentes, et a gardé entre ses mains la pièce originale pour sa décharge personnelle, ajoutant qu'elle était en même temps l'acte de clôture des délibérations de la chambre haute, laquelle n'avait point voulu se dissoudre avant d'avoir donné ce témoignage de son respect à VV. HH. PP.

La chambre des communes nous a fait demander aussi, par le maître des cérémonies, quand il nous conviendrait de nous présenter devant elle pour recevoir sa réponse à nos propositions. A quoi nous avons répondu qu'aussitôt que la chambre nous ferait connaître le moment fixé pour cette audience, nous nous y rendrions.

Depuis le malheureux événement de la mort du roi, nous n'avions pas insisté sur une réponse; et quoique nous n'en eus-

sions plus entendu parler, nous apprenons au moment même qu'une formule de cette réponse vient d'être publiée dans la gazette de cette ville, sans qu'ils nous en ait été transmis aucune communication officielle. Déjà préalablement on avait répandu le bruit et imprimé même que nous avions demandé que nos propositions ne fussent point rendues publiques. Rien n'est moins vrai que cette assertion; sans nous être mêlés en aucune manière de cette publication, ni en avoir même touché un seul mot, nous l'avons laissée entièrement à la discrétion des deux chambres, à chacune desquelles nos propositions ont été séparément adressées par écrit, sous l'intitulé nécessaire. Nous avons remarqué, en outre, que la réplique par nous faite à la réponse de l'orateur de la chambre des communes, lors de la transmission de nos propositions, n'a point été insérée dans la gazette en sa véritable teneur, et il nous a été jusqu'ici impossible de découvrir si de pareilles publications se font avec ou sans la participation des autorités supérieures.

Le 16 de ce mois, quelques compagnies d'infanterie et de cavalerie se sont mises en marche d'ici pour Bristol, et le bruit court que, dans cette dernière ville, ainsi qu'à Glocester, il aurait éclaté quelques mécontentements contre les actes du parlement. Cependant, ici et dans les environs, tout respire la tranquillité.

Aujourd'hui, jour assigné pour la comparution devant la haute cour nouvellement créée à Westminster-Hall des lords accusés, tels que Hamilton, Holland, Goring, Capel et sir John Owen, ces seigneurs, à l'exception du comte de Holland, qui est malade, ont comparu devant cette cour, et après y avoir entendu l'une après l'autre les charges portées contre chacun d'eux, et y avoir répondu par leurs moyens de défense, ils ont été reconduits en prison jusqu'à nouvelle comparution pour la suite de leur procès.

Nous terminons celle-ci en priant la divine Providence de veiller de plus en plus sur la prospérité du gouvernement de VV. HH. PP.

Signé ADRIEN PAUW, ALB. JOACHIM.

7° *Cinquième dépêche.*

HAUTS ET PUISSANTS SEIGNEURS,

MM. les commissaires du royaume d'Écosse, ayant reçu la dépêche de leur parlement, nous en ont donné connaissance le soir à une heure assez indue, et nous ont fait parvenir la proclamation, le décret et la lettre dont les copies accompagnent la présente dépêche. VV. HH. PP. apprendront par leur contenu que le prince de Galles vient d'être proclamé par le parlement d'Écosse roi de la Grande-Bretagne, de France et d'Irlande. MM. les commissaires nous ont informés en outre qu'on avait de suite expédié d'Écosse à l'étranger un gentilhomme porteur de ces actes, que la proclamation en avait été faite partout, et qu'on se disposait à expédier incessamment un envoyé muni des instructions les plus étendues à cet effet vers le monarque. Le bruit se répand ici que le parlement est fort mécontent de cette mesure, et surtout de ce qu'on ne s'est pas contenté de le proclamer sous le titre de roi d'Écosse seulement, mais qu'on y a joint ceux de roi de la Grande-Bretagne et d'Irlande. Les levées de troupes se poursuivent ici en secret, et leur marche vers l'Écosse et ailleurs est continuelle, ce qui fait présumer que dans les dernières actions on a perdu beaucoup de monde. La capitale continue cependant de jouir d'une tranquillité parfaite, et il ne s'y manifeste aucune apparence de sédition; les équipages des bâtiments de guerre sont successivement portés au complet, et je ne serais point étonné que dans fort peu de temps il y eût près de trente vaisseaux parfaitement montés et prêts à mettre à la voile: ce nombre, assure-t-on, doit être porté successivement à soixante-dix, et l'on ajoute que trois commissaires du parlement prendront le commandement ou la surintendance de cette flotte; dans cette mesure, on ne paraît plus faire mention du commandement de M. le comte de Warwick. Lundi dernier, 22 de ce mois, le maître des cérémonies est venu nous

informer que le mercredi ou jeudi suivant nous serions invités à nous rendre au parlement pour y recevoir en pleine assemblée la réponse à nos propositions. Le mercredi, il nous a fait part que l'audience aurait lieu le jeudi soir; et, en conséquence, ce jour-là on est venu en cérémonie nous conduire, dans les voitures d'usage, à Westminster-Hall. Ayant été de suite introduits dans la salle de la chambre des communes, nous avons occupé les siéges qu'on nous a assignés, et l'orateur nous ayant fait lecture de la réponse de la chambre, il nous en a été délivré une copie. Sur quoi nous avons répondu, en peu de mots, qu'après l'avoir relue, nous la transmettrions nous-mêmes à notre gouvernement, auprès duquel notre intention était de retourner sous le plus bref délai, et que nous profitions de la présente occasion pour prendre congé du parlement en notre qualité d'ambassadeurs extraordinaires. La chambre, ce jour-là, était réunie en plus grand nombre qu'à notre première audience, à cause du retour de plusieurs députés absents et de la réintégration de beaucoup de membres dissidents, qui successivement se présentent pour reprendre leurs siéges, sous le bénéfice de l'acte expurgatoire. La nomination d'un plus grand nombre de députés a été un des premiers travaux de la nouvelle chambre, après quoi elle a procédé à l'élection de trente-huit membres dont se composera le conseil d'État du royaume, et dont VV. HH. PP. liront les noms et qualités dans la gazette ci-incluse. Les juges du royaume ont siégé aussi la semaine dernière, et tenu les assises accoutumées, ou, comme on dit ici, le *terme*.

La veille de notre dernière audience, et par conséquent après la notification qui nous en fut faite, nous avons reçu les lettres de VV. HH. PP. du 22 de ce mois; et nous étant déjà occupés d'avance des préparatifs de notre départ, nous l'effectuerons aussitôt qu'il sera possible, désirant être rendus dans le plus bref délai auprès de VV. HH. PP. pour leur communiquer la réponse que nous avons obtenue, et rendre un compte verbal et détaillé de notre mission, qui a été accompagnée et suivie d'une foule d'incidents et de circonstances que, dans l'état précaire des affaires actuelles, nous jugeons ne pouvoir convenablement confier au papier. Les vents constamment contraires et les gelées

assez fortes entravant la navigation de la Tamise, nous ne pouvons fixer le jour de notre départ; mais nous saisirons la première bonne occasion qui se présentera d'effectuer notre retour, soit en droiture, soit par la voie de Douvres et Calais, malgré le peu de commodités qu'offre, nous dit-on, ce dernier passage.

Les prisonniers d'État, nommément le duc de Hamilton, lord Goring, lord Capel et sir John Owen ont comparu déjà plusieurs fois devant la haute cour de justice. Le premier a allégué un moyen déclinatoire, mais il a été rejeté, et on lui a ordonné de préparer sa défense, en lui assignant des défenseurs d'office: les trois autres se sont renfermés dans les termes de leur défense, surtout lord Capel, contre lequel, pour le fait de la capitulation et du quartier qu'elle accordait, ont été entendus comme témoins M. le général Fairfax et le commissaire général Ireton, lesquels ont comparu à cet effet en personne devant la cour. Toutes ces circonstances font craindre pour le sort de ces nobles personnages, et on les considère comme étant dans un péril imminent. Nous croyons devoir informer VV. HH. PP. que la présente dépêche est la sixième que nous leur avons expédiée, les deux précédentes étant des 15 et 19 de ce mois; les retards qu'éprouvent les expéditions d'ici, à cause des vents contraires et de la gelée, nous font appréhender, à juste titre, que toutes ne soient pas encore parvenues aux mains de VV. HH. PP.

Nous terminons en invoquant la protection de la divine Providence pour la prospérité du gouvernement de VV. HH. PP.

Signé ADRIEN PAUW, ALB. JOACHIM.

Londres, le 26 février 1649.

FIN.

TABLE DES MATIÈRES



LIVRE SIXIÈME.

(1645-1646.)

LIVRE SEPTIÈME.

(1646-1647.)

LIVRE HUITIÈME.

(1647-1649.)

ÉCLAIRCISSEMENTS ET PIÈCES HISTORIQUES.

Guisot, François Pierre
Guillaume
Histoire de la révolution
d'Angleterre depuis l'avénement de Charles 1er jusqu'à
sa mort